HAL
open science

Faire entendre les voix en Chine : jeunesse qualifiée, autoritarisme négocié et civisme ordinaire

Marie Bellot

To cite this version:

Marie Bellot. Faire entendre les voix en Chine : jeunesse qualifiée, autoritarisme négocié et civisme ordinaire. Sociologie. Université de Lyon, 2019. Français. NNT : 2019LYSE2009 . tel-02614199

HAL Id: tel-02614199

https://theses.hal.science/tel-02614199

Submitted on 20 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

N° d'ordre NNT : 2019LYSE2009

THESE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Opérée au sein de

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

École Doctorale : ED 483 Sciences sociales

Discipline : Sociologie et anthropologie

Soutenue publiquement le 13 février 2019, par :

Marie BELLOT

Faire entendre les voix en Chine.

Jeunesse qualifiée, autoritarisme négocié et civisme ordinaire.

Devant le jury composé de :

Lilian MATHIEU, Directeur de Recherche, C.N.R.S., Président

Agnès DEBOULET, Professeure des universités, Université Paris 8, Rapporteure

Catherine NEVEU, Directrice de Recherche, C.N.R.S., Rapporteure

Camille PEUGNY, Professeur des universités, Université de Versailles, Examinateur

Laurence ROULLEAU-BERGER, Professeur des universités, C.N.R.S., Directrice de thèse

Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « Paternité – pas d'utilisation commerciale – pas de modification » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.

Université de Lyon

ED 483 Sciences Sociales - UMR Triangle 5206

Université Lyon 2

Faire entendre les voix en Chine

Jeunesse qualifiée, autoritarisme négocié et civisme ordinaire

Marie Bellot

Thèse de doctorat en sociologie

13 février 2019

Sous la direction de Laurence Roulleau-Berger, Directrice de recherche au CNRS, ENS Lyon

Membres du jury :

Agnès Deboulet, Professeure, Université Paris 8

Lilian Mathieu, Directeur de recherche au CNRS, ENS Lyon

Catherine Neveu, Directrice de recherche au CNRS, EHESS

Camille Peugny, Professeur, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Laurence Roulleau-Berger, Directrice de recherche au CNRS, ENS Lyon

Remerciements

Je tiens à remercier ma directrice de thèse, Laurence Roulleau-Berger, qui m'a soutenue tout au long de la réalisation de ce travail. Ses conseils avisés, son enthousiasme à toute épreuve et sa patience ont permis à cette thèse de voir le jour. Elle a essayé de mettre d'autres cartes dans mes mains encore petites d'apprentie chercheure, en m'impliquant dans plusieurs programmes de recherche en Chine et en France et en m'ouvrant les portes d'universités chinoises : merci pour tout.

Merci aux membres du jury d'avoir accepté de lire et d'évaluer cette thèse.

J'adresse un immense merci à Marie Lucchi et Pascal Allais, gardiens du temple Triangle, indéniables soutiens et lumières tout au long du parcours des doctorants, sourires du début et de la fin du couloir.

Sans une bourse du Centre d'Etude Français sur la Chine contemporaine, et sa prolongation, il m'aurait été beaucoup moins aisé de mener deux séjours de terrain en Chine. Je remercie donc le CEFC pour cette aide précieuse, financière et intellectuelle tant elle a permis la rencontre de doctorants et chercheurs passionnés.

Durant la surchauffe du dernier été, quitter le navire-labo pour une semaine de « résidence d'écriture » avec en toile de fond la ria d'Etel a été salvateur. Comme l'a si bien dit le poète, « C'est loin, mais c'est beau », alors Jean et Armelle, merci pour cet horizon.

Je dois toutes ces lignes à ceux qui ont bien voulu me raconter leur histoire, répéter quand je ne comprenais pas, et qui ont accepté ma présence à leurs côtés. Merci donc à tous ceux qui ont peuplé les « espaces de jeunes », et peuplent maintenant les pages qui suivent.

Cette thèse est un moment dans un parcours personnel et intellectuel tissé de rencontres. Il y a bien longtemps, dans la salle 113 qui prenait vie grâce à elle, Dominique Philibert m'a mis le pied à l'étrier d'une langue et d'un pays dont je ne connaissais rien. Je lui dois donc cette première graine qui m'a emmenée vers des paysages lointains. Pour d'autres paysages, merci à Philippe : d'Hime-shima à Lyon, les imaginaires géographiques entamés entre les quatre murs d'une salle de classe ont été perpétués sous d'autres latitudes.

Cette thèse n'aurait pas vu le jour sans le soutien indéfectible, moral et financier, de mes parents. C'est à eux qu'elle est dédiée. Elle n'a pas pris si longtemps parce que je l'écrivais en chinois, peut-être pourrez-vous donc même la lire. A Clément et Pauline, et au petit Lucien

arrivé à terme au même moment que cette thèse, après une gestation plus courte, heureusement pour lui.

Les longs mois de terrain en Chine ont aussi été faits de respirations, autres imprégnations de vie chinoise. Les jours et les nuits pékinoises n'auraient pas été aussi beaux, les routes de Chine si riches sans vous : merci à Kai, Gilles, Kaori, Di, Natacha, Gabe, Charlotte, Anne-Sophie et les quatre doctorants mousquetaires : à Nath pour les concerts punks, dans les ruelles de Pékin et de Wuhan, à Justine R. et Léo pour les déambulations dans les parcs, à Aël pour cet improbable épopée au fin fond de Chengdu, à la recherche d'un obscur musée de la gastronomie sichuanaise ; à vous quatre pour tout le reste, passé et à venir.

Merci à tous ceux qui ont accepté de relire cette thèse : Antoine, Charlotte, Pauline, Mathilde, Sarah Chan, Vanessa, Laure, Justine B., Jean et Lucie ; et à ceux qui ont été mes super sauveurs de mise en page : Clément L. & Justine B.

Aux amis qui m'ont soutenue pendant ces longues années et ont été les valeureux piliers de ces derniers mois, et parce que sans toutes ces amitiés, je n'aurais jamais tenu dans la solitude d'un travail de thèse : Anne, Antoine, Arnaud, Camille, Charlotte, Chiharu, Clément L., Clément R., Emma, Félix, Franky, Isa, Jean, Jeanne, Jules, Justine B., Justine P., Laura, Laure, Laurie, Mathieu, Mathilde, Momo, Pierre, Raphaël, Raphaèle, Renaud, Romain, Sarah Chan., Sarah N., Vanessa, Yuan, merci à vous tous. De longues années de thèse, c'est aussi beaucoup d'amitiés : je m'excuse pour tous ceux que j'ai oubliés, s'ils ne sont pas sur le papier, ils sont quand même dans ma tête. Pour ceux qui sont là, l'impersonnalité d'une longue liste aveugle malheureusement des mots pour chacun. Sachez qu'ils existent. C'est maintenant à moi de vous rendre la pareille, les rendez-vous seront pris.

A mes colocs, amies et soutiens de tous les instants et encore plus pour que je ne flanche pas avant la fin : Odile et Lucie, どうもありがとう pour tout.

Sommaire

Sommaire **1**

Introduction générale **3**

Première partie : Jeunes qualifiés, contexte sociopolitique et politisation **19**

Chapitre 1 : Espaces, temps de l'enquête et dispositif méthodologique **21**

1. Entrées sur le terrain, espace et discontinuité politique en Chine 23
2. Entretiens biographiques, récit de soi et processus de subjectivation en contexte chinois 38
3. Emotion, narrativité biographique et reconnaissance 47
4. Prendre place sur le terrain 61

Conclusion du chapitre 1 ..... **73**

Chapitre 2 : Etat autoritaire et régimes de méfiance **75**

1. Autoritarisme démocratique, « régimes partiels de régulation » et « Etat distendu » 77
2. Pluralité des régimes de méfiance, jeunes diplômés et « modernité compressée » .. 91
3. Médias, production de l'incertitude informationnelle et imposition de temporalités politiques 97

Conclusion du chapitre 2 ..... **105**

Chapitre 3 : Jeunesse, « déqualification structurale » et politisation **107**

1. Histoire et poids politique du terme « jeune » en Chine 109
2. Massification de l'enseignement supérieur et déqualification structurale 120
3. Enjeu de bien commun et processus de politisation 140

Conclusion du chapitre 3 ..... **148**

Deuxième partie : Contrôle gradué, ordre normatif négocié et production d'« espaces intermédiaires » **149**

Chapitre 4 : Contrôle gradué, espace négocié et pratiques discrètes **151**

1. Contrôle gradué et espace négocié 153

2. Pratiques et formes discrètes 163

3. Rapport sélectif aux pratiques de l'espace et plasticité de frontières 183

Conclusion du chapitre 4 193

Chapitre 5 : Aspirations culturelles, cosmopolites, « sens du juste » et production « d'espace intermédiaire » 195

1. « Espace de jeunes » et production d'espace social et physique symbolique 197

2. « Sens du juste », ordre normatif démocratique et conventions situées 216

Conclusion du chapitre 5 235

Troisième partie : Etat autoritaire, figures temporaires de civisme et espace public ... 237

Chapitre 6 : Mobilités professionnelles et figures temporaires de civisme 239

1. Capitalisme global et mise en mobilité professionnelle 241

2. Expériences professionnelles et fabrique des problèmes publics 253

3. Typologie des figures du « civisme ordinaire » 258

Conclusion du chapitre 6 290

Chapitre 7 : Figures du civisme ordinaire et action collective 291

1. Ressources individuelles, collectives et production d'acteur collectif 293

2. Action située du civisme et occupation temporaire d'un espace public 310

Conclusion du chapitre 7 318

Conclusion générale 321

Bibliographie 325

Table des illustrations 349

Table des figures 351

Glossaire des termes parfois conservés en chinois dans la thèse 353

Annexes 359

Tables des matières 387

Introduction générale

« Une ville respire quand en elle existent des lieux de parole, peu importe leur fonction *officielle (...).* »

Michel De Certeau et al., L'invention du quotidien, Tome 2, Habiter, cuisiner, Folio, 1994, p. 357.

En mai 2018, à la suite de nombreux abus dans les relations de travail, comprenant des heures supplémentaires non payées et des conditions de travail difficiles, les ouvriers de l'usine Jasic (佳士 jiashi), dans la province méridionale du Guangdong, décident de former un syndicat au sein de leur usine, ainsi que la loi chinoise sur les syndicats le permet. Ils cherchent pour cela l'aide de la fédération syndicale locale, celle du district de Pingshan[1]. Leur initiative est rapidement mise à mal. Au mois de juillet, des manifestations se tiennent devant une usine de Huizhou, ville ouvrière de la province du Guangdong à l'est de Canton, Shenzhen, Dongguan et Hong-Kong. Le 16 juillet, de nombreux ouvriers sont congédiés puis battus par des malfrats. Alors que les travailleurs essayent d'entrer à nouveau dans l'usine quelques jours plus tard, la police intervient et les empêche de le faire. Les ouvriers en question sont alors arrêtés. D'autres ouvriers de l'usine font circuler l'information sur les réseaux sociaux. La détention est assez rapidement levée. Cependant, les mobilisations ne s'arrêtent pas là et des rassemblements continuent à avoir lieu régulièrement devant l'usine. En réponse, une trentaine de personnes sont arrêtées puis détenues par la police de Shenzhen le 27 juillet.

Les manifestations ponctuelles d'ouvriers dans ou devant leur usine, revendiquant de meilleures conditions de travail et des salaires décents, sont récurrentes depuis quelques années en Chine. Cette mobilisation est cependant différente du fait de l'audience rapidement gagnée par la protestation auprès de différents groupes sociaux, dont des étudiants et anciens étudiants. A leur tour, ces derniers organisent des rassemblements de soutien dans leurs universités, aux abords de celles-ci, dans les villes où ils habitent et devant l'usine en question. Ces rassemblements sont organisés notamment par des étudiants et anciens étudiants appartenant ou ayant appartenu à des groupes de lectures marxistes au sein de grandes universités chinoises

[1] Pour plus de détails quant à cette demande, ainsi que des précédents dans d'autres usines, nous renvoyons à l'article suivant : https://www.jacobinmag.com/2018/10/china-communist-party-labor-law-jasic

dont l'Université de Pékin, l'Université de Nankin, l'Université Renmin. C'est la première fois qu'on les voit impliqués dans des actions d'une telle ampleur, aux côtés d'ouvriers. Dans leur gamme d'argumentation, on retrouve un appel à la lettre des institutions chinoises et aux textes sur lesquelles reposent ces dernières. Ils rappellent ainsi le droit fondamental des ouvriers à demander un syndicat autonome dans leur entreprise en citant la constitution et la loi sur les syndicats de la République populaire de Chine. Ils rappellent l'usage qui est fait de la classe ouvrière comme devant être protégée par le Parti Communiste Chinois[2]. Ils rappellent également leur filiation avec le mouvement du 4 mai 1919[3].

En août, des vagues d'arrestation ou de « disparitions forcées » ont lieu parmi les ouvriers et les étudiants engagés. Il y a notamment parmi ces « disparitions » deux figures de jeunes qualifiées. La première est Shen Mengyu, diplômée d'un master de l'Université Sun-Yat-Sen de Canton en 2015. Une fois diplômée, elle a trouvé un emploi dans une usine de production d'équipements automobile dans la province du Guangdong. La seconde est Yue Xin, tout juste diplômée de la prestigieuse Université de Pékin. Elle s'est fait connaître comme une des principales protagonistes et relais du mouvement #metoo en Chine. Ces deux figures n'ont toujours pas réapparu depuis.

Le 9 novembre, de nouvelles arrestations ont lieu à Pékin, Shanghai, Canton, Shenzhen et Wuhan. Parmi celles-ci se trouvent des anciens étudiants de ces mêmes grandes universités chinoises. Deux d'entre eux, diplômés eux aussi de l'Université de Pékin ont monté un centre social légalement enregistré à Shenzhen. Cette organisation, du nom de 青鹰梦工场 Qingying meng gongchang, littéralement « Atelier du rêve de l'aigle bleu », fournit plusieurs services aux travailleurs migrants de la région. Au nombre de ces services on compte des formations professionnelles, des activités éducatives pour les parents et les enfants et des ateliers culturels. Il s'agit, ainsi que l'indiquent les initiateurs de ce lieu, de « former des communautés d'intérêt et de créer une culture communautaire à partir d'aides mutuelles ». Le slogan du centre est « Faire avancer main dans la main jeunesse et société »[4]. Cette organisation appartient au secteur grandissant nommé « 公益 gongyi ». Ce secteur recoupe des champs de

[2] Pour plus de détails quand à ces actions et notamment concernant les interpellations des plus hautes autorités en faisant appel à la mise en application des principes des institutions chinoises, nous renvoyons à cette page : https://chinadigitaltimes.net/2018/08/no-one-can-resist-the-tides-of-history-detained-activist-yue-xin-on-the-jasic-workers/

[3] Des précisions quant à ce mouvement et à ses filiations sont données au chapitre 3 de cette thèse.

[4] « 与青年共成长，与社会共进步 ».

« l'humanitaire », de « l'intérêt public » et de la « charité ». L'un des deux fondateurs de cette organisation explique la nécessité d'une telle organisation dans les termes suivants : « Les travailleurs des couches les plus basses sont ceux qui donnent le plus, mais ils n'ont rien en retour. Au contraire, ils en paient le prix dans leur chair. C'est vraiment injuste. »

Si nous revenons sur ces événements récents c'est pour la résonance qu'ils offrent avec le propos de cette thèse, et ce à plusieurs titres. Ils mettent ainsi en articulation des actions de jeunes qualifiés dans les grandes métropoles chinoises, de premiers assemblements autour de groupes de lecture, l'agencement entre sphères politiques et sphères sociales intégrées au secteur de « l'intérêt public », et des appels aux sens pluriels du juste et de l'injuste. Cette dernière question renvoie ainsi à des principes d'économie morale c'est-à-dire à des conceptions, qui passent par des normes partagées, de ce qui devrait être un bon fonctionnement, au sens moral, de l'économie (Thompson, 1971). Ils donnent à voir des agencements entre des enjeux politiques, des enjeux sociaux et des politisations plus ou moins discrètes de jeunes qualifiés qui se construisent dans un contexte autoritaire, et en lien avec lui.

Lors de trois séjours de recherche de respectivement six, neuf et quatre mois, j'ai[5] mené des observations ethnographiques dans des « espaces de jeunes » de trois métropoles chinoises : Pékin, Chongqing et Wuhan. Ces espaces sont principalement des lieux de paroles, de débat, de conférence voire de vie : ces « respirations » dans la ville dont se fait l'écho Michel de Certeau. S'ils sont le fait de jeunes qualifiés qui les produisent et les font vivre, ils n'ont pas la saillance protestataire et politique des rassemblements évoqués en liminaire de cette introduction. Pourtant, ils sont des articulations du civil et du politique. Ce dernier point est saisi comme ayant trait au système social de rapports de pouvoir et à leur transformation (Lefort, 1986). Ils peuvent notamment être entendus en tant que tel dans le sens où comme pour le dernier point des événements récents retracés en amont, ils mettent en lien des acteurs plus ou moins politiques au sein d'organisations qui appartiennent tant au secteur social que politique, mais soulignent d'autant le premier que cela assure une hypothétique discrétion vis-à-vis des autorités publiques. Ils nous ont donc amené à penser ces questions du politique et de l'action collective par des perspectives décentrées et une adaptation située d'un cadre épistémologique.

[5] L'emploi de la première personne du singulier est utilisé ici et à quelques endroits de la thèse qui relèvent de passages réflexifs du propos. Pour le reste la première personne du pluriel est mobilisée pour conserver la distance nécessaire à la construction et à l'analyse de l'objet de recherche.

Dans le cadre de sciences sociales, donc de pensées qui sont liées aux évolutions des sociétés au sein desquelles elles ont été construites (Kilani, 2009), la construction de perspectives décentrées permet d'accéder à une pluralité de mondes sociaux, diversité de narrations énoncées par ces sociétés à propos d'elles-mêmes (Roulleau-Berger, 2016). A ce titre, la conceptualisation, autour des mouvements sociaux notamment, renvoie à des formes de protestation, des événements et des pratiques situées. Pour notre part se posait donc la question de comment appréhender en contexte chinois des mouvements qui ne pouvaient toujours rentrer dans la matrice construite épistémologiquement en Europe, et donc située, de l'analyse des mouvements sociaux, de l'action collective et de la politisation.

« Autoritarisme négocié » et « régimes partiels de régulation »

La question de la nature du régime politique chinois et de ses implications en termes de marge de manœuvre plus ou moins importante pour les individus a été largement traitée par la littérature. Des politistes se sont attachés plus directement à la nature du régime et à ses dégradés autour de l'autoritarisme (Cabestan, 2015), notamment de « l'autoritarisme fragmenté » (Lieberthal, 1992) à « l'autoritarisme délibératif » (He et Warren, 2011). Ce qui est pris en compte dans l'analyse relève alors d'une approche qui s'ancre sur les formes de régimes et de dispositifs en place. Des sociologues donnent pour leur part à voir des espaces de « protestation » (Thireau et Hua, 2010) et des modalités de négociations dans les rapports aux autorités politiques autour de formes « d'autoritarisme négocié » (Lee et Zhang, 2013). Force est de constater que ces déclinaisons autour du caractère autoritaire du régime laissent émerger en creux des déclinaisons autour de formes « d'autoritarismes démocratiques »[6]. Si ces derniers travaux montrent des rapports au politique qui ne se font pas forcément autour d'actions collectives frontales, d'autres travaux s'attachent plus particulièrement à l'action collective. A ce titre, la sociologie de l'action collective s'est développée dans le champ académique chinois depuis une quinzaine d'année. Des recherches ont ainsi porté sur l'étude des mouvements de lutte des ouvriers (Cheng, 2017 ; Tong, 2006), sur des mouvements de protestation quant aux sujets liés à l'environnement (Sun et Zhao, 2007), sur ceux liés aux luttes contre les démolitions de logements (Lü, 2012), ou encore sur des mouvements de mobilisation de propriétaires

[6] Nous reprenons l'expression du titre de l'ouvrage Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle: Convergences nord-sud. Mélanges offerts à Michel Camau, d'Olivier Dabène, Vincent Geisser et Gilles Massardier, La Découverte, 2008, 334 pages.

(Merle, 2014 ; Guo et Shen, 2012 ; Zhang, 2005). Des mouvements de contestation de la part de jeunes qualifiés usant de formes « traditionnelles » de l'action collective ont également vu le jour notamment à partir du milieu des années 2000 en réaction à des contraintes financières universitaires et aux difficultés concomitantes d'insertion sur le marché du travail (Chen, 2011). Sur un temps plus long, les tendances des actions collectives menées en Chine depuis le début de la période dite de réforme et d'ouverture (entamée en 1978) indiquent une sécularisation de ces actions avec une augmentation des intérêts économiques dans les revendications, des actions menées de plus en plus contre les gouvernements locaux comme cible de l'action collective et l'augmentation de la potentialité d'usage de la violence (Liu Neng, 2009, 2008).

Depuis, le contexte politique a évolué du fait notamment d'un resserrement des formes de contrôle et des dispositifs afférents (Wang et Frenkiel, 2017). Si ceci n'impose pas l'arrêt des actions collectives, l'accès à nombre de ces terrains pour les chercheurs s'est vu amoindri du fait de la sensibilité accrue de tels objets. C'est le cas pour les chercheurs en sciences sociales chinois, mais aussi pour les étrangers. Parmi les accusations qui peuvent être parfois portées afin de justifier la répression d'actions, de pratiques et de mouvements à caractère plus ou moins politique ces dernières années, celle d'être l'objet d'une influence étrangère, entendue en général comme occidentale, est légion. De fait, la difficulté supplémentaire qui sourd pour les chercheurs étrangers, notamment occidentaux, sur ces terrains, est celle de porter une « stigmatisation supplémentaire » aux acteurs sensibles (Villani et al., 2015). Enfin, un tel resserrement de la potentialité coercitive exacerbe deux processus déjà présents : des formes de contrôle gradué et des « régimes partiels de régulation » (Camau et Massardier, 2009) d'une part, des pratiques discrètes des acteurs en présence d'autre part. Cet appareillage de contrôle et de travail avec ces dispositifs témoigne d'une particularité du contexte. En l'état actuel de celui-ci, la dimension autoritaire du régime, que l'on peut appréhender par ses dispositifs réticulaires de contrôle, souligne donc des dispositions à la labilité de l'action collective. L'obstacle indéniable qui existe quant à la question de l'organisation en Chine contemporaine enjoint également à penser le politique dans le cadre de forces préliminaires. Plus que tout autre élément, c'est cet enjeu qui porte une sensibilité accrue (Chen, 2012). Ceci a pour corollaire une forte dimension plastique et intime des pratiques discrètes. Par ailleurs, cela rattache l'enjeu du politique à une sphère qui n'est pas étanche mais se constitue au gré d'expériences. De fait, un des enjeux de cette thèse réside dans le fait de penser, dans un contexte politique très contraint voire autoritaire, la production de formes de politisation. Il s'agit plus particulièrement de rendre compte de ces dernières, en Chine contemporaine, de la part de jeunes qualifiés qui

ne sont pas souvent pensés sous cet angle, comme en témoignent les recherches qui portent sur l'action collective, les mouvements sociaux et la politisation. Pour l'instant ce sont en effet les formes les plus visibles de ces contestations qui ont été investiguées, celles menées autour de luttes environnementales, ouvrières, et de propriétaires. Pour autant, d'autres formes émergent aussi, bien que de façon moins visible. Dans le cas des jeunes qualifiés, elles peuvent alors témoigner de « politisations sous contrainte ».

Mobilités professionnelles, fabrique des problèmes publics et civisme ordinaire

Ce qui est en jeu sur les terrains investigués se rapporte tout autant à des configurations d'accès à l'espace public en contexte autoritaire, de possibilité de constitution en tant qu'acteur politique dans un tel contexte et de mise en exergue de dimensions plus labiles de ce rapport au politique, notamment sur des formes de civisme ordinaire. Questionner ceci renvoie indéniablement à questionner la présence plus ou moins autoritaire de l'Etat, de ses possibilités de contrôle, et de la façon dont les acteurs font avec en situation. Ces configurations nous intiment alors de penser les aspirations politiques des jeunes qualifiés comme se construisant autour de pratiques discrètes, dans une perspective interactionniste du pouvoir qui engage une réappropriation des contraintes de l'ordre et du discours.

Les jeunes diplômés dont il est question dans cette thèse ont des parcours de mobilité professionnelle et spatiale denses lors de leurs premières années d'entrée sur le marché du travail (Roulleau-Berger, 2015 ; Roulleau-Berger et Yan, 2017). Dans ce sens, l'analyse de carrières militantes pour certains ou de ces présences en tant que « figures du civisme ordinaire » pour d'autres a souligné l'importance de l'enjeu du travail et donc de la carrière professionnelle. Deux éléments viennent étayer cet angle. Le premier concerne le fait que les expériences de mobilité professionnelle et spatiale préalables à la venue dans des « espaces de jeunes » informent la constitution de problèmes pensés comme sociaux, généralement au sein de ces espaces, par la production d'arènes qui permettent la mise en visibilité d'expériences arrachées à leur singularité. Le second se retrouve dans une intrication très forte entre carrière militante et carrière professionnelle. Si le premier trouve souvent sa source, concernant les terrains investigués, dans des pratiques de bénévolat, force est de constater que les carrières de bénévoles ne peuvent donc être pensées indépendamment des carrières professionnelles (Simonet-Cusset, 2004). Ce n'est pas tant que les carrières de bénévoles opéreraient en tant que

relais des carrières professionnelles, mais qu'elles peuvent être pensées comme induites par un contexte d'injonction à la multiplication de ces différentes formes d'activité.

Par ailleurs, dans la production des « espaces de jeunes », on retrouve la production de nouvelles normes à la marge, dans le sens où l'enjeu principal n'est pas tant une telle édification que la plasticité importante de l'édifice normatif dû à un rapport au politique complexe. Dans un cadre général de promotion de ce qui est pensé comme « juste » ou « légitime », les jeunes diplômés se retrouvent au cœur d'interactions qui sont autant de mise en évidence de conflits conjoncturels ou structurels quant à ces ordres normatifs, mettant alors en lumière la production de conventions discrètes. Cet ordre se décline autour de deux axes. Le premier axe est formé sur des aspirations à un fonctionnement « démocratique » des lieux. Il est tout autant question de tenter de prendre des distances que de faire avec les normes issues de la contrainte politique, organisées autour de son fort pouvoir coercitif de censure tel que présent dans l'espace du politique en Chine. Pour ce faire, les fondateurs des espaces en jeu instillent un fonctionnement qu'ils veulent fondé sur la mise en place d'agir démocratique. In situ, cela passe également par des tentatives de mise en adéquation des normes d'agir démocratique souhaitées dans la partie plus publique des espaces avec les modes de fonctionnement de la partie habitation. A cet effet, il y a des tentatives de mise en place de fonctionnements autogestionnaires et démocratiques : chacun des habitants doit pouvoir avoir autant la main concernant les décisions de fonctionnement. L'idée sous-jacente qui préside aux liens entre salariés de « l'espace de jeunes » et habitants, c'est qu'il n'y a pas à considérer cette relation comme une relation de propriétaire envers ses locataires. Le second axe, informé notamment par le premier, porte sur la mise en exergue d'ordres normatifs injustes ou illégitimes dans les sphères professionnelles.

Les conventions sur lesquelles se fondent les interactions dans les « espaces de jeunes » sont produites à l'intersection de conflits de normes ou de négociations de normes. Elles fonctionnent notamment par l'intermédiaire d'économies morales pensées autour de régimes de confiance et donnent à voir comment s'organisent des régimes fondés sur des façons de « faire accord » et de « faire face ». Si la construction de la confiance produit un agir normatif particulier, notamment car cette construction est filtrée par un rapport à l'Etat, un des ressorts de ce qui fait « accord » dans ces espaces réside dans une insistance portée sur l'enjeu de l'éducation, sur le fait de critiquer le système éducatif chinois comme impossible prémisse d'un quelconque développement de processus démocratique. Les aspirations à un tel cadre sont construites à partir d'expériences vécues de la dissymétrie civile, autant en tant qu'acteur politique qu'en tant qu'acteur social, notamment comme travailleur. Elles font montre de la

recherche non pas tant de droits qui auraient été bafoués que de la production de conventions, parfois cristallisées en normes, pour « faire face » à cet état de dissymétrie civile. Cela passe alors par le « fait de chercher d'autres communautés d'intercompréhension pour justifier, pour comprendre le sens d'un affrontement contre un certain état civil » (Pharo, 1985 : 235-236).

Plus particulièrement, il s'agit pour ce faire de rendre compte de pratiques de jeunes qualifiés. Ces engagements de jeunes diplômés renvoient à des caractéristiques que l'on retrouve dans d'autres formes d'engagements moraux en Chine contemporaine qui font également appel à un sens du « devoir civique » (Audin, 2017). Il y a donc des continuités entre ces différentes formes sociales, pourtant plurielles dans leur rapport à l'autorité publique. Elles marquent cependant toutes l'attachement à un « sens du juste » (Thireau, 2006) et à des localités civiles (Pharo, 1985). La question ne réside alors pas tant dans le fait de chercher à mettre en lumière les causes qui mèneraient à des engagements. Ceux-ci peuvent être plus ou moins marqués politiquement, de l'activisme au sens traditionnel que l'on peut lui attribuer en contexte « démocratique » à des formes plus quotidiennes d'action qui, par un « paisible empiétement du quotidien » (Bayat, 1997), témoignent de transformations effectives de rapports de force. Quelle que soit la forme prise, l'enjeu qui se pose ici renvoie plutôt à la façon dont des engagements différenciés se font jour, vivent, voire parfois disparaissent. Si les formes de politisation en jeu passent par la fabrique des problèmes publics, la désignation des problèmes publics n'est pas univoque et renvoie à une diversité de situations (Gilbert et Henri in Cefai et Trom, 2012). Partant, cela nous intime de penser la traduction de problèmes individuels en problèmes sociaux plus que publics, et la façon dont cela passe par deux processus : d'une part la dénonciation de problèmes identifiés comme publics, c'est-à-dire mis à l'agenda politique (Cobb et Elder, 1972) et soutenus dans ces dénonciations par des groupes organisés voire des « entrepreneurs de morale » (Becker, [1963]1985) ; d'autre part la réitération de la narration d'expériences individuelles de souffrance au travail, favorisant le cadrage de telles expériences comme rentrant dans la constitution d'un problème social. Cependant il est aussi question de problèmes sociaux entendus à titre individuels, qui sont ceux éprouvés dans la sphère professionnelle au cours des multiples mobilités effectuées. De fait, il s'agit ici de penser comment d'une part il y a constitution de problèmes publics notables et comment d'autre part, par une socialisation dans les discours de problèmes individuels, il y a mise en lumière et constitution de problèmes sociaux autour de la sphère professionnelle. Ces espaces témoignent alors de la mise en regard de problèmes publics identifiés (questions environnementales, enjeux liés à des formes de démocratie, etc.) et de la constitution de

problèmes sociaux jusqu'alors maintenus dans le rang de problèmes individuels. En ce sens, les discussions et échanges autour d'expériences professionnelles amènent souvent la socialisation de questions individuelles.

De fait, les aspirations de jeunes qualifiés chinois, notamment produites à partir de premières expériences sur les marchés du travail, par une « déqualification structurale », et par une mobilité spatiale accrue sur le territoire chinois, participent de la production de discours et pratiques autour de la fabrique des problèmes publics. En tant que tels, ils témoignent d'engagements civiques. L'idée n'est alors pas de penser ce concept de « civisme » dans un complexe de « bon citoyen » voire de sujet intégré. Il s'agit plutôt de voir dans ces petites effractions que sont les tentatives de s'inscrire dans des questionnements plus ou moins sociaux, plus ou moins politiques, une façon de faire savoir sa subjectivité, sa présence dans une sphère publique sans penser cela par le mode de l'allégeance. Si les concepts de « civisme » ou de « citoyenneté » ont pu être galvaudés par leur instrumentalisation politique, ils sont cependant intéressants pour penser et déplacer les frontières du politique et du non-politique voire pour raviver un sens politique dans des formes civiques dont on a occulté cette acception (Murard et Tassin, 2006). Enfin, les formes de politisation induites sont à considérer comme caractérisées par une dimension temporaire voire réversible, caractère informé par le contexte, induisant donc plutôt des moments de politisation. Ces moments sont eux-mêmes marqués par le fait qu'ils prennent place autant qu'ils participent de la production « d'espaces intermédiaires » et sont nourris par des normes et conventions situées.

Espace intermédiaire, espace de création et de recomposition politique

La question du politique et notamment de la participation politique a pu être analysée au prisme de la place du citoyen en régime autoritaire chinois par les prises de positions sur internet (Arsène, 2011), en montrant les stratégies, tactiques, réseaux et lieux d'émancipation vis-à-vis des directives officielles via les outils numériques et la construction en tant que tel de citoyennetés probantes (Walsh, 2014). Elle a aussi pu être pensée comme l'utilisation d'espaces virtuels en tant qu'outils permettant une porte de sortie du mécontentement (Shucher, 2014). Sans renier les sphères virtuelles comme sphères de participation, cette thèse souhaite interroger la dimension physique relative à des pratiques d'agir civil et politique au sens large, c'est-à-dire renvoyant à la place dans la cité. Alors que les formes du politique sont globalement renvoyées à une production qui passe par la sphère virtuelle, nous cherchons à montrer comment cela peut

également passer par des espaces physiques, sociaux et symboliques. L'importance de l'aménagement d'espaces sociaux, qui ne sont pas uniquement des espaces physiques, pour des pratiques notamment de résistance, comme ces pratiques discrètes, est indéniable dans la construction des « espaces de jeunes » des grandes métropoles chinoises, notamment en relation avec une expérience urbaine. Cependant, l'aménagement de ces espaces sociaux ne fait pas d'eux des lieux de résistance intrinsèquement. La désignation « espaces de jeunes » renvoie à une réalité empirique. C'est ainsi que sont désignés les espaces investigués dans cette thèse. Conceptuellement, nous les pensons en tant qu' « espaces intermédiaires » tels que définis par Laurence Roulleau-Berger, à savoir « des espaces qui contiennent des formes sociales discrètes, des tactiques asymétriques, des micro-organisations politiques et sociales en rassemblant des ressources matérielles, sociales et symboliques en vue de la production de normes partagées » (Roulleau-Berger, 1991, 2011). Plus particulièrement du fait des terrains investigués, nous insistons sur la dimension politique de ces espaces, en les pensant à la fois comme « espaces de recomposition politique » et comme « espaces de création politique ». La désignation tantôt comme l'un, tantôt comme l'autre varie en fonction du contexte.

Si la question du travail n'est pas au cœur de cette recherche, les carrières professionnelles des jeunes qualifiés viennent cependant informer la production de ces espaces. En effet, ainsi que nous l'avons indiqué en amont, les carrières des jeunes qualifiés sont marquées par des mobilités professionnelles et spatiales nombreuses. Par ailleurs, les socialisations dans les espaces investigués, et notamment la répétition de discussions quant à des problèmes publics et sociaux, met au jour la traduction de problèmes pensés comme individuels dans la sphère productive en problèmes sociaux. De fait, le travail se trouve alors entendu par nombre d'acteurs sous la forme d'une prépondérance de la dimension matérielle du travail, la rétribution financière, qui prend le pas sur ses dimensions sociales (les sociabilités et formes de reconnaissance en jeu) et symboliques (qui renvoient à l'univers de significations positives ou négatives attribuées au travail par les individus dans la construction des identités sociales) (Roulleau-Berger, 2001). Dans les « espaces intermédiaires » ces deux dernières dimensions se voient alors réinvesties. Les stratégies mises en place pour faire face à un marché du travail marqué par de fortes fréquences dans les changements d'emploi, une flexibilité très forte, et parfois une impossibilité de trouver un emploi correspondant à ses qualifications, révèlent donc une propension importante à tenter d'être acteur par rapport à ces injonctions. Cela passe par des mises à distance, autant que faire se peut, des difficultés physiques et morales auxquels ces jeunes diplômés font face dans l'emploi. Si les stratégies mises en place par ces

individus révèlent des tentatives multiples pour mettre au jour des dimensions sociales et symboliques dans l'emploi, d'autres sont aussi faites en dehors de la sphère professionnelle, dans l'investissement voire la production d'espaces et de temporalités en dehors de l'emploi et permettant de compenser ce qui est souvent vu comme carence dans les aspirations professionnelles. De fait, à des engagements plus faibles dans des formes de travail plus ou moins qualifiés et plus ou moins incertains est fait un pendant d'engagement en parallèle dans d'autres espaces et temps d'activités tierces. Ce sont ces dimensions sociales et symboliques qui viennent notamment informer la dimension politique prise par les espaces investigués.

Dans un contexte social sous-tendu par des normes politiques contraintes, par des injonctions très fortes à une prise en charge individuelle des carrières professionnelles et par des processus de subjectivation très importants dans celles-ci, l'articulation entre « fatigue d'être soi » (Ehrenberg, 1998) et les injonctions à une forte subjectivité renseignent des aspirations à des socialisations culturelles et politiques de jeunes qualifiés chinois. Les espaces de création sociale et politique naissent de ces arrangements. Par ailleurs, bien que ces « espaces intermédiaires » ne soient pas en tant que tels des espaces de recomposition ou de création économique, les expériences antérieures et concomitantes sur les marchés du travail sont cependant inscrites en filigrane dans la construction des cadres de l'échange et des normes sociales et politiques qui président au fonctionnement de ces espaces. Les socialisations qui y ont lieu se font autour de reconnaissances par les pairs qui passent notamment par l'exposition d'expériences préalables. La socialisation de ces expériences individuelles, l'arrachement au singulier qui en résulte, le tout notamment dans une tendance générale qui intime l'expression de soi, témoignent de la mise à l'agenda de problèmes sociaux engendrés dans les sphères productives.

Les « espaces de recomposition politique » investigués dans cette thèse sont produits autour de normes et pratiques informées par une discrétion implicite. Du fait de la sensibilité politique avérée ou supposée d'un certain nombre de formes institutionnelles qui peuvent y être conviées, être plus ou moins fortement associées ou mises en lien avec ces « espaces intermédiaires », les espaces de recomposition politique n'existent que par des accords fondés sur la discrétion. Celle-ci peut être diversement construite entre les différents acteurs individuels et collectifs en jeu et leurs divers niveaux d'information quant à ces sensibilités, qu'ils soient à l'origine de la fabrique de tels espaces, avec un niveau d'information élevé, formes institutionnelles conviées, dont le niveau d'information est également élevé, ou acteur individuel plus ou moins averti. Ils engagent des processus de recomposition politique dans le

sens où ils viennent reconfigurer des socialisations politiques ténues. Ils sont également espaces de recomposition politique dans le sens où ils naissent de la négociation, de l'arrangement et de l'articulation entre des formes institutionnelles et des formes non-institutionnelles. Au titre des premières sont ainsi présentes des organisations sociales représentées par des ONG officielles et non-officielles, des groupes de militants, des associations culturelles. Les secondes sont quant à elles produites en situations par la venue et la mise en interaction d'individus divers, intervenants à un titre plus ou moins spécialisé, public, et bénévoles plus ou moins impliqués. Ils sont « espaces de création politique » sous-tendus par des formes de socialisations politiques discrètes en occupant des espaces sociaux et physiques peu investis, ceux de la politisation, même entendue dans une acception large.

L'intérêt ici est de voir comment ces « espaces intermédiaires » sont parfois espaces de recomposition politique, parfois espaces de création politique, avec une oscillation et une réversibilité entre les deux informée notamment par des temporalités politiques. Ces dernières rendent ce passage de l'un à l'autre plus dynamique que dans le contexte socio-culturel dans lequel les concepts en question ont été forgés. Du fait de la qualité temporaire des figures de civisme, les espaces sont tantôt de recomposition tantôt de création politique. Lorsque les politisations sont moins contraintes, cela tend plutôt vers la création. A l'inverse, lorsque les contraintes qui informent ces politisations se font plus présentes, les espaces sont alors configurés autour de recompositions. Enfin, les espaces de création et les espaces de recomposition peuvent par ailleurs être transnationaux en ce qu'ils mettent en lien des acteurs individuels et collectifs issus de différents Etats, et en premier lieu Hong Kong, Taiwan et la République populaire de Chine. Ils sont alors à la fois locaux et globaux (Roulleau-Berger, 2007, 2018).

Hypothèses

Hypothèse principale

Dans un contexte d'autoritarisme négocié et de production de régimes partiels de régulation, apparaissent des pratiques et des formes d'associations de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur dans des « espaces intermédiaires ». A partir de politisations sous contrainte, les jeunes diplômés développent des compétences de mobilisation et des « savoir décaler » qui révèlent des formes de civisme temporaire et ordinaire.

Hypothèses secondaires

1. Ces formes de civisme temporaire et ordinaire se construisent dans des espaces intermédiaires de création et de recomposition politique. La recomposition est produite d'autant plus dans les moments où la contrainte politique est plus présente. Quand celle-ci se desserre, elle laisse place à des temporalités où l'enjeu de création politique se développe.

2. Les socialisations antérieures des jeunes diplômés, notamment dans des carrières professionnelles sous-tendues par d'importantes mobilités professionnelles et spatiales informent la fabrique de problèmes publics et sociaux. Dans un espace caractérisé par la mise en exergue de problèmes publics et du fait de la réitération de la narration d'expériences individuelles, il peut y avoir traduction de celles-ci en problèmes sociaux.

3. Dans ces espaces intermédiaires, cohabitent des figures militantes et des figures de civisme plus ordinaire voire temporaire. Ceci est informé par un contexte contraint qui n'empêche cependant pas la mise en relation de ces différentes figures autour de situations de mise en scène, en voix et en regard de mobilisations passées ou d'actions contestataires. Il peut y avoir alors production de coordinations et d'associations menant à des formes liminaires de l'action collective.

Plan de la thèse

L'ossature de ce travail fonctionne comme suit.

La première partie procède de la mise en place du contexte de cette recherche. Le chapitre un présente les espaces et temps de l'enquête, exposant les terrains investigués dans trois villes chinoises Pékin, Chongqing et Wuhan. Il revient aussi sur la méthodologie mise en place. Enfin, il est l'occasion de faire un retour quant à notre place sur le terrain et dessiner ainsi l'enjeu réflexif dans cette recherche. Le chapitre deux est quant à lui consacré aux implications d'un contexte autoritaire et à la façon dont celui-ci impose des « régimes partiels de négociation ». Il s'agit alors de donner à voir les révélations de l'Etat autoritaire tout en rendant également visibles les possibilités de manœuvre par rapport à ces contraintes. Il rend ainsi compte de tensions entre l'imposition de temporalités politiques et les façons de faire avec en situation. Le chapitre trois revient sur un temps long du lien entre jeunes qualifiés et politisation en Chine pour arriver aux caractéristiques d'un contexte actuel. Ce dernier signale, dans un même mouvement, l'intrication entre une massification de l'enseignement supérieur qui prend place au tournant du millénaire en Chine, une entrée sur le marché du travail marquée par une fréquence des changements d'emploi, l'alternance entre temps d'emploi et temps de chômage, et une proportion forte de déconnexion entre emploi et qualification. Nous montrons enfin comment, dans un contexte historique au sein duquel les jeunes qualifiés en Chine se retrouvent régulièrement en prise avec des mouvements de contestation variés, l'agencement entre jeunes diplômés et processus de politisation est également visible dans un contexte contemporain.

La deuxième partie s'attache à penser la production « d'espaces intermédiaires » en contexte chinois. Dans le chapitre 4 nous revenons sur la façon dont ces espaces sont produits à l'intersection, pour les organisations sociales, d'un contrôle gradué et d'un espace négocié. Il s'agit donc de rendre compte d'une variance de pratiques opérant le long d'une ligne allant de la visibilité nette à des discrétions plus ou moins fortes. Cette variance témoigne des façons de s'insérer d'abord puis de perdurer avec des dispositifs de contrôle qui jouent tant sur les formes que le fond pris par leurs actions. Dans le chapitre 5, nous montrons comment les « espaces de jeunes » sont des micro-lieux qui permettent l'incursion dans des formes de centralité urbaine pour de jeunes diplômés majoritairement issus de zones moins centrales, petites villes et régions rurales. En rencontrant des aspirations culturelles et cosmopolites informées par des justifications à être présent dans des « villes globales » productrices à la fois d'inégalités fortes

et d'interstices de résistance, ces espaces mettent au jour l'élaboration de conventions en creux, à partir d'un ordre normatif pensé comme « démocratique », renvoyant à des appels à un « sens du juste ».

Enfin, la troisième partie entend exposer comment se construisent de figures de civisme ordinaire, voire temporaire, en contexte autoritaire. Ces figures sont notamment informées par des mobilités professionnelles antérieures des jeunes qualifiés, donnant notamment à voir des catégories de civisme militant et de civisme ordinaire (chapitre 6). Enfin, ces figures s'agencent dans des « espaces intermédiaires » qui sont en lien avec d'autres « espaces politiques ». Ces articulations donnent une cartographie certes parcellaire d'un « espace des mouvements sociaux » mais au sein duquel des actions collectives peuvent advenir (chapitre 7).

Première partie : Jeunes qualifiés, contexte sociopolitique et politisation

Cette première partie vise à délimiter et à mettre en place le contexte dans lequel cette recherche a pris place. Deux contextualisations sont nécessaires pour cerner les enjeux de notre objet et de notre enquête. La première porte sur la question du politique en Chine actuellement. La seconde amène des éléments de définition quant à la situation de la jeunesse diplômée de l'enseignement supérieur dans cet environnement socio-politique. Lorsqu'il s'agit de penser la politisation des jeunes qualifiés dans le contexte politique chinois, est souvent mis en lumière la politisation d'une génération, celle de 1989, laissant de côté les développements actuels. Or, penser l'historicité de politisation de jeunes diplômés chinois, et notamment leur implication dans les mouvements de réformes, d'action collective, de critique du régime en place permet de saisir comment un tel retour historique fait écho à des références usitées sur le terrain par les acteurs en jeu, de façon non linéaire, mais comme filiation partielle. De fait, il s'agit de renouer le lien entre jeunes qualifiés et enjeux de contestation politique et sociale en Chine contemporaine. Cette partie a donc pour vocation de cerner ces deux éléments en saisissant le décor qui préside à la potentialité de politisations liminaires de jeunes qualifiés en Chine.

Pour ce faire, nous commencerons par un chapitre qui présente les espaces et temps de l'enquête, exposant les terrains investigués dans trois villes chinoises Pékin, Chongqing et Wuhan. Ce chapitre revient également sur la méthodologie mise en place. Enfin, il est l'occasion de faire un retour quant à notre place sur le terrain et dessiner ainsi l'enjeu réflexif dans cette recherche (**Chapitre 1**). Les deux éléments de tension dans cette thèse seront ensuite présentés dans les deux chapitres suivants. Les implications d'un contexte autoritaire, la façon de donner à voir les révélations de l'Etat autoritaire tout en rendant également visible les possibilités de manœuvre par rapport à ces contraintes seront présentées dans un **chapitre 2** ; chapitre rendant ainsi compte de tensions entre l'imposition de temporalités politiques et les façons de faire avec en situation. Le troisième mouvement de cette partie revient quant à lui sur un temps plus long des liens entre jeunesse qualifiée et politisation en Chine, pour arriver aux caractéristiques sociales, économiques et politiques de la situation actuelle. Cette dernière est

complexe et marquée par l'intrication entre une massification de l'enseignement supérieur qui prend place au tournant du millénaire en Chine, une entrée sur le marché du travail marquée par une fréquence des changements d'emploi, l'alternance entre temps d'emploi et temps de chômage, et une proportion forte de déconnexion entre emploi et qualification (**Chapitre 3**).

Chapitre 1 : Espaces, temps de l'enquête et dispositif méthodologique

Ce premier chapitre revient sur la mise en place de cette enquête. Elle a été menée dans des espaces de parole et de vie, montés et investis par des jeunes qualifiés en Chine. Ces espaces, nommés « espaces de jeunes » sont présents dans de nombreuses villes chinoises. Nos terrains ont pris place au sein de trois d'entre elles, Pékin, Chongqing et Wuhan. La construction de l'objet n'a pas été achevée avant le début du travail de terrain, mais a fait l'objet d'une lente redéfinition permanente, en fonction des matériaux collectés, des contingences du terrain, des interactions entre le chercheur et les acteurs rencontrés. L'enjeu d'un rapport généralisé à l'incertitude, notamment politique, a grandement joué là-dessus. Ainsi, ceux qui ont parfois été des informateurs privilégiés, ont, à d'autres moments, clairement biaisé leur discours, par omission, du fait d'une sensibilité réelle ou supposée de certains discours ou situations. Ce qui a donc été saillant sur ces terrains, à la fois dans les pratiques, dans les interactions sociales et dans la construction pas à pas de l'objet, c'est un rapport important bien que variant à ces formes d'incertitude et de sensibilité politique.

Cet enjeu a été déterminant dans nos méthodes d'enquête, sur la façon de nous présenter et de nous re-présenter sur le terrain et aussi sur la façon de penser notre place sur ces terrains comme jouant dans les interactions présentes. La méthodologie est donc passée par des temps d'observation ethnographique assez longs et ceci a été largement nécessaire pour réussir à gagner la confiance nécessaire à une présence prolongée dans des espaces qui ne sont pas singulièrement sensibles mais peuvent l'être et en cela devenir des terrains « minés ». Ces espaces, en étant des lieux de parole et de discussions engagent une nécessaire confiance avec les enquêtés qui, dans ces paroles, peuvent être amenés à annoncer des éléments qui appartiennent à la sphère de l'intime et des narrations serties dans des contingences émotives. Ces éléments justifient une présence longue sur le terrain, pour bénéficier de la confiance nécessaire à l'ouverture de discours sur soi. Pour mener à bien cette ambition, il nous fallait rester, être présente, et participer. Par ailleurs, cela interroge un enjeu réflexif dans le sens où, quand les terrains deviennent « minés », la présence d'un chercheur peut être sensible.

Ce premier chapitre a donc pour vocation de tirer les fils de cette contextualisation sensible et contrainte en présentant les implications plurielles qui en ont résulté, concernant tout

à la fois l'entrée sur les terrains, la méthodologie usitée et la place d'un chercheur portant, par les significations assignées à sa corporéité blanche, une charge politique symbolique.

1. Entrées sur le terrain, espace et discontinuité politique en Chine

1.1. Présentation des terrains, réseaux d'espaces et d'informations

L'ouverture des terrains nous a amené à composer avec le projet qui a guidé au départ cette thèse. En effet, il était question lors de la construction du projet de thèse de penser notamment les premiers engagements dans le monde professionnel de jeunes chinois qualifiés qui mettent en jeu de nouvelles formes de travail, et particulièrement de coopération dans le travail au sein « d'espaces intermédiaires », qualifiés comme des espaces « où se réinterprètent, s'inventent des normes de travail et d'activité qui peuvent intervenir dans la reformulation de règles d'accès au travail salarié » (Roulleau-Berger, 1999). La dimension du travail était alors importante dans la production de ces espaces. Cependant, lors de mon[7] premier séjour de terrain, j'ai commencé mon enquête en parallèle sur trois terrains : un « espace de jeunes » à Pékin, que je vais présenter par la suite, et deux espaces plus clairement de travail. Au bout de quelques mois de terrains sur ces deux derniers espaces, j'ai fini par les abandonner tant il m'était difficile de penser un « espace commun de coexistence » (Dodier et Baszanger, 1997) entre ces différents espaces et donc une problématisation cohérente à cette enquête. J'avais ainsi d'un côté, au sein de l' « espace de jeunes » de Pékin, l'observation des questionnements, reformulations, réinterprétations, tout à la fois des normes de la mise au travail capitaliste chez de jeunes diplômés, et également un processus similaire quant à des normes et pratiques politiques de prise d'écart plus ou moins importante vis-à-vis de l'instituant. Cependant, l'espace considéré n'étant un lieu de travail qu'à la marge, la redéfinition en pratique de règles, normes et convention de travail n'était pas ce qu'on pouvait observer de façon saillante. D'un autre côté, il y avait des espaces de travail qui étaient plutôt le lieu d'une incorporation des critiques du capitalisme (Boltanski et Chiapello, 1999) dans le sens où, sous couvert de pratiques de coopération et de « nouvelles formes de travail », s'y faisait jour une flexibilité accrue engageant des modalités de contrôle par les pairs, par le marché et par l'informatique. De fait, l'éloignement de ces deux catégories de terrains ne me semblait pas propice à la construction d'une analyse commune. Par ailleurs, l'appétence et l'empathie plus forte pour les observations faites sur le premier m'ont amenée à délaisser ces espaces de travail et à

[7] Dans une partie de ce chapitre, la première personne du singulier est utilisée lorsqu'il s'agit de passages réflexifs. La première personne du pluriel est reprise par la suite pour conserver à l'objet nécessaire à l'analyse.

reconsidérer l'investigation autour des seuls « espaces de jeunes ». L'enquête a ainsi été menée in situ, laissant place dans le processus de construction de l'objet à un parcours ouvert aux aléas du terrain.

Mon enquête s'est tenue au sein d'espaces appelés « espaces de jeunes » (青年空间 qingnian kongjian). Ces derniers sont des lieux très urbains : ce sont des structures relativement nouvelles, appartements transformés en lieux de parole, d'échanges, de conférences voire de vie, qui sont pour l'instant uniquement le fait de grandes métropoles de Chine, très généralement situés dans des quartiers universitaires du fait des populations les plus enclines à y venir, des étudiants aux emplois du temps relativement flexibles et de jeunes travailleurs. Si ce n'est pas une pratique majoritaire, dans le sens où seul un voire deux « espaces de jeunes » par ville sont présents dans une quinzaine de grandes villes chinoises, des milliers d'individus sont intéressés par ces lieux. A titre d'exemple, « l'espace de jeunes » de Pékin compte plus de 6000 personnes intéressées (关注 guanzhu) sur son site Douban 豆瓣[8], plus de mille sur son Weibo 微博[9] (l'équivalent de Twitter), près de 13 000 « fans » (粉丝 fensi) sur ce même site, et près de 18 000 sur Renren 人人网 (l'équivalent de Facebook en Chine). En moyenne, quelques dizaines de personnes sont présentes physiquement chaque jour dans ce même espace, certaines venant régulièrement, d'autres de façon ponctuelle.

Je me suis rendue dans trois « espaces de jeunes ». Le premier - et également le plus grand -, situé à Pékin, a constitué mon principal lieu d'enquête, du fait de sa position d'instigateur mais également de son importance en taille, en termes de venues et d'activités proposées ; du fait d'une commodité pratique également, habitant moi-même dans cette ville. A Wuhan et Chongqing, les temps d'enquête ont été plus courts, permettant surtout une mise en regard et parfois une confrontation avec les informations récoltées à Pékin, les « espaces de jeunes » de ces deux villes étant moins grands, avec moins d'individus s'y rendant, et n'ayant pas la place au sein d'un réseau de connaissances et d'organisations dont bénéficie celui de Pékin. Cependant, ces différents espaces étant en lien du fait d'un réseau d'interconnaissance

[8] Douban 豆瓣 est un site internet lancé en 2005 qui permet aux utilisateurs enregistrés sur cette plateforme de faire des « pages » dédiées à des lieux culturels, des livres, des films, de la musique. Il recense ainsi la plupart des événements à caractère culturel et social des grandes métropoles chinoises. Il est utilisé par des acteurs plus ou moins professionnels et par des individus à titre privé.
[9] Weibo est un site de micro-blogging chinois.

entre leurs fondateurs, les mettre en regard nous a permis de tracer certaines continuités et discontinuités de fonctionnement et de pratiques.

L'« espace de jeunes » de Pékin a été créé en 2011 par douze personnes, certaines en fin de cursus universitaire, d'autres travaillant déjà, avec pour objectif de départ l'idée de faire un lieu dédié à des débats, des échanges d'idées, d'expériences, etc. C'est le premier à être ainsi monté en Chine. D'autres suivront, dans les grandes villes universitaires les années suivantes. Ils prennent pour modèle celui de Pékin et l'adaptent. Les fondateurs de l'« espace de jeunes » de Pékin expliquent que la création du lieu vient du grand nombre de discussions qui se tenaient entre étudiants et jeunes travailleurs, et du fait que l'université ne leur offrait pas de cadre pour faire perdurer ces échanges à cause d'un manque de liberté - c'est en tout cas ainsi que c'est verbalisé - ou d'une carence dans l'accès à des lieux matériels pour permettre ces rencontres. En outre, les sujets dont ils avaient envie de discuter, ou les types d'activités qu'ils souhaitaient mettre en place, étaient pour certains jugés trop sensibles. On a retrouvé dans la plupart des entretiens réalisés ces volontés de discussions et l'appétence pour le fait d'entendre des points de vue différents, volontés contraintes par le manque de lieux permettant ces interactions. Dans ces espaces de socialisation se rassemblent des jeunes d'environ 20 à 35 ans, pour la plupart qualifiés. Ces aspirations ne sont pas nouvelles. Déjà dans les années 1980 des « salons[10] » voient le jour, ralliant notamment des jeunes chercheurs et des jeunes fonctionnaires qui abordent des thèmes qui leur tiennent à cœur. Mais, à la différence de ces salons des années 1980, créés à des buts de réforme politique[11], dans les espaces investigués l'accent est également mis sur des activités plurielles, politiques, culturelles, voire plus personnelles quand il s'agit de simplement échanger expériences de vie et de travail pour les individus engagés dans les espaces considérés.

Quand ils montent le premier « espace de jeunes », celui de Pékin, les instigateurs du lieu le placent sous le sceau de la gratuité. Cependant, il y a beaucoup de méfiance au départ quant à ce type d'activité intervenant dans un espace privé, celui d'un appartement dans un quartier résidentiel. De fait, certains se sont demandé s'il n'y avait pas anguille sous roche, et si cela ne pouvait cacher par exemple un système de vente pyramidale[12]. A l'été 2013, ils

---

[10] Le terme chinois est shalong 沙龙, reprenant la dénomination française.

[11] Béja Jean-Philippe. Regards sur les « salons » chinois. Embryons de société civile et sphère publique en Chine (1978-1989). In: Revue française de science politique, 42e année, n°1, 1992. pp. 56-82

[12] Si la méfiance se place autour de cet enjeu, c'est qu'il est transversal ces dernières années en Chine, avec des systèmes de vente pyramidale défrayant régulièrement la chronique. Pour une plongée au cœur d'un tel système, prenant place également au sein d'un espace privé rassemblant les différents individus participant à ces ventes

n'arrivent plus à continuer, « monter tout ça, faire en sorte qu'il y ait toujours des choses qui s'y passent, des gens qui viennent, c'était très fatigant. Tout ça sans gagner d'argent, et sans avoir de fonds pour s'appuyer dessus… ». « L'espace de jeunes » de Pékin ferme alors ses portes. A ce moment-là, il y a environ 1000 personnes qui sont intéressées par le lieu. Celui qui porte principalement le projet, Wang Zhifu ne sait trop quoi faire. Utile contingence, à ce moment-là dans le cercle de ses connaissances un autre projet autour de « l'intérêt public »[13] est créé. Il a lieu dans la province du Yunnan. Les différents individus qui prennent part à ce séjour se retrouvent pour des discussions jusque tard dans la nuit. A son retour à Pékin, Wang Zhifu décide de recommencer à chercher un appartement à investir pour faire un nouvel « espace de jeunes », intégrant cette fois la dimension logement éprouvée pendant le séjour dans le Yunnan, estimant que c'est dans ces moments « hors activité », temporalités qui ne sont donc pas toutes désignées par un emploi du temps, que les discussions et rencontres vont le plus loin. La dimension « logement », sous tendant un enjeu de vie collective, elle lui paraît d'autant plus importante : ce serait l'occasion de constituer un revenu pour l'espace, mais également de multiplier les interactions sociales. Lors de la seconde ouverture de « l'espace de jeunes », dans un nouvel appartement, les chambres font donc office de logement. Des lits superposés y sont installés. Ces dortoirs fournissent un revenu à même de payer le loyer. L'âge moyen de ceux qui habitent à « l'espace de jeunes » de Pékin est de 24 ans, d'après les données récoltées par les instigateurs de l'espace eux-mêmes. Pour environ 70% d'entre eux, ces individus sont à Pékin car ils travaillent ou cherchent un emploi dans cette ville. En ce qui concerne les 30% restant, les profils sont variés. Certains sont étudiants, d'autres en stage, d'autres se préparent à partir étudier à l'étranger[14].

---

dans un appartement où ils y sont confinés, nous renvoyons au récit de l'écrivain chinois Murong Xuecun, qui s'est plongé pendant quelques semaines dans une de ces « institutions totales » (Goffman, 1961) : Il manque un remède à la Chine, Gallimard, Ed. Bleu de Chine, 2015.

[13] Nous reviendrons plus tard sur le vocable en chinois que nous avons ici traduit ainsi. Il recouvre d'autres acceptions, notamment autour de ce qui relève de l'humanitaire et de la charité.

[14] Ces chiffres sont également ceux donnés par les instigateurs du lieu. Nos temps de présence dans les espaces ne nous ont pas permis de réussir à faire des statistiques aussi exhaustives.

1.2. Espace et discontinuité politique en Chine

J'ai commencé à me rendre régulièrement dans « l'espace de jeunes » pékinois à partir de fin décembre 2012, jusqu'en mai 2013, date d'un premier terrain. Durant cette période, je m'y suis rendue plusieurs fois par semaine, sur des jours et périodes de la journée différentes, parfois pendant quelques heures, parfois à la journée, parfois sur des temps où une voire plusieurs activités précises (conférence, partage d'expériences, projection, etc.) étaient prévues, parfois sur des temps non assignés, avec donc moins de monde, des publics différents (chômeurs, bénévoles, gens de passages, etc.). Par la suite, deux autres temps d'enquête sont advenus : le premier de novembre 2013 à juin 2014, le second de septembre 2014 à janvier 2015. Ces deuxième et troisième temps d'enquête ont été l'occasion de naviguer entre trois « espaces de jeunes » dans trois villes différentes : Pékin, Wuhan et Chongqing. Il s'agissait alors de prendre en compte à la fois les lignes d'interconnexion entre ces différents « espaces de jeunes » dont les membres fondateurs se connaissaient plus ou moins bien, et de penser les continuités et discontinuités entre les uns et les autres en fonction tant des contextes locaux que des temporalités plus globales.

Le choix de ces deux autres villes s'est fait d'une certaine façon par défaut, bien que dans le cadre de liens explicites entre les différents « espaces de jeunes » en Chine. Le fait que ces derniers soient construits sur des formes homologiques, nous a amené à en explorer plusieurs, dans le cadre donc d'une ethnographie multisituée, les uns et les autres fonctionnant en effet en juxtaposition voire en association avec les autres, engendrant la possibilité de croisements de chemins parmi les individus les traversant (Marcus, 1995). Cependant, le choix plus particulier des espaces de ces deux villes en sus de celui de Pékin a surtout été forgé à partir de contingences de terrain. En effet, lors de l'arrivée pour un deuxième séjour de terrain, j'ai essayé de contacter d'autres « espaces de jeunes » en Chine. Cette première prise de contact n'a pas donné de résultats très probants. D'aucuns ne m'ont pas répondu, d'autres m'ont fait une première réponse mais n'ont pas donné suite, d'autres enfin m'ont répondu puis ont fermé peu de temps après, avant donc que je puisse m'y rendre. C'est ainsi le cas de l'« espace de jeunes » de Xiamen, qui m'a d'abord indiqué qu'il fermait temporairement en vue d'un déménagement, avant de finalement ne pas rouvrir. Celui de Nankin n'a pas donné signe de vie et j'ai appris sa fermeture plus tard à « l'espace de jeunes » de Pékin. Les raisons données à cette fermeture ont été de deux ordres. Je n'ai pas su lequel des deux s'approchait le plus de la réalité.

« Il y avait un « espace de jeunes » aussi à Nanjing, mais il a été fermé. Parce qu'ils étaient toujours en train de s'opposer, ils étaient contre tout, etc. (反， 反什么， 反什么). Parfois même ils appelaient des journalistes. »

(Extrait du carnet de terrain – novembre 2013)

Je n'ai pas réussi à vérifier cette information. Il y a bien eu un « espace de jeunes » à Nankin, qui a rapidement fermé, au bout de quelques mois seulement. Cependant, les raisons de sa fermeture sont peu claires. A celle donnée dans l'extrait ci-dessus, s'oppose une autre version selon laquelle le lieu a fermé car il n'était pas très accessible en transport. Le nombre de personnes s'y rendant était alors trop faible. Parfois je me suis risquée à aller directement sur place. Il en a été ainsi de « l'espace de jeunes » de Chengdu. Je n'ai jamais réussi à y accéder, trouvant porte close à chaque fois alors même que je savais le lieu supposément ouvert dans le sens où des activités étaient proposées et indiquées sur leur page internet. Cependant, ni les messages envoyés ni la venue sur place n'ont permis de réponse. L'entrée sur les différents terrains, et notamment le choix de ceux-ci s'est fait par un contraste fort : lorsque j'ai pu entrer en interaction avec des membres de différents « espaces de jeunes » à Pékin, Wuhan et Chongqing, le coût d'entrée sur le terrain a été très faible. Tout de suite il m'a été possible de rester, d'observer, de faire des entretiens, de prendre des notes de terrain, de participer à une vie collective le cas échéant. Pour les autres « espaces de jeunes » où j'ai cherché à me rendre ou avec lesquels j'ai tenté de prendre contact, aucune interaction n'a été possible. La fermeture totale de ces hypothétiques terrains d'enquête tient notamment à l'incertitude financière, sociale, voire politique de ces derniers qui pouvaient fermer, déménager, et à des changements parmi les personnes en charge de répondre aux messages. Le choix de ces trois villes ne résulte donc pas d'une élection délibérée mais d'une construction liée à cette dichotomie entre coûts d'entrée sur le terrain très faibles d'un côté et quasi-impossibilité d'accéder à d'autres par ailleurs.

Par ailleurs, cela a été l'occasion de penser des formes de discontinuité politique en croisant les indications de divers interlocuteurs dans des « espaces de jeunes » différenciés. En effet, le fait d'avoir différents espaces, pris dans un réseau d'interconnaissance, m'a permis de pouvoir parfois infirmer ou confirmer certains points. Il n'est pas toujours évident de saisir le niveau de sensibilité de certaines choses, qui ont de fait pu être tues à Pékin en ma présence, ainsi qu'en la présence de tous ceux n'appartenant pas au cercle restreint des organisateurs. Sur certains points vis-à-vis desquels j'ai pu douter, des bribes d'informations me sont parvenues

par des moyens détournés. Cela a pu être le cas par exemple avec des individus avec lesquels l'interaction était fondée sur des « régimes de confiance » éprouvés (Roulleau-Berger, 2001). Le contrôle des autorités sur les activités de « l'espace de jeunes » de Pékin n'est quasiment pas évoqué par les instigateurs du lieu, ou alors à demi-mot, insistant plutôt sur un fonctionnement régi par des normes « démocratiques » selon lesquelles il est possible de « tout dire tant que l'on reste dans un cadre de respect ». Si je soupçonne par moment des contrôles de la part des autorités publiques, ces contrôles ne sont pas toujours évoqués devant moi. S'ils le sont, c'est de façon parcellaire, en indiquant par exemple ces contrôles mais sans préciser le moment où ils ont eu lieu, sur quoi ils portent et la forme qu'ils prennent. Cependant, les confidences que l'on m'a faites à Chongqing à ce propos confirment les immixtions régulières des services de surveillance publique dans le fonctionnement de l'« espace de jeunes » de Pékin. De fait, la saisie de plusieurs terrains d'enquête inscrits dans des liens d'interconnaissance m'a permis de distinguer des éléments de la discontinuité politique dans l'espace chinois, et ce au prisme de l'inégalité géographique d'un système centralisateur au sein duquel la qualité centrale de Pékin comme capitale politique implique une pression plus importante ; dans le même temps, elle a rendu possible l'appréhension de cette discontinuité politique en creux, par la mise en visibilité du décor et des cadrages de situation sous-jacents aux rôles mis en scène à l' « espace de jeunes pékinois ».

Toutefois, d'autres enjeux de distanciation et de différenciation entre ces trois contextes métropolitains ne sont pas apparus de façon saillante, ni sur les terrains, ni lors de l'analyse. L'analyse qui suit n'est donc pas construite autour de comparaisons et de différenciations quant à ces trois terrains. La combinaison des différents espaces m'a permis de mettre en lumière des éléments que je n'aurais pu saisir avec un seul espace. Elle a aussi été l'occasion de donner plus d'épaisseur aux investigations et un nombre plus important d'observations et d'entretiens biographiques pour assoir mes analyses. Enfin, ce croisement de regards a pu lever le voile sur certaines situations implicites sur l'un ou l'autre des espaces investigués.

Image 1. Carte de la Chine (Source : Australian National University)

NB : La carte étant issue d'une institution anglophone, la ville de Pékin apparaît sous sa graphie contemporaine en anglais, c'est-à-dire en pinyin[15], sous la forme « Beijing ». Pékin est au nord du pays, et le territoire qu'elle occupe est en orange. La municipalité spéciale[16] de Chongqing est au centre, en rouge. La ville de Wuhan est à l'est de Chongqing, dans la province du Hubei, en gris.

[15] Le pinyin est la transcription en alphabet latin donc la romanisation des sons chinois. Il a été établi puis adopté en 1958 en République populaire de Chine, remplaçant les précédents systèmes. D'autres ont encore cours à Taiwan.

[16] Les « municipalités spéciales » sont des agglomérations qui ne dépendent plus de la province dans laquelle elles se situent, mais direction de l'autorité centrale. Elles ont le même niveau que les provinces et sont au nombre de 4 : Pékin, Shanghai, Tianjin et Chongqing.

1.3. Entrée sur les terrains et contexte postsocialiste

1.3.1. Frontières physiques et symboliques

Pékin

A Pékin, pour atteindre « l'espace de jeunes » depuis la station de métro, il y a seulement la route à traverser. Après quelques dizaines de mètres sur le trottoir se trouve l'entrée de la résidence au sein de laquelle est situé « l'espace de jeunes ». Celle-ci est fermée par des barrières et seules quelques portes permettent d'y accéder. Elles sont rarement ouvertes, mais il y a également une barrière pour les voitures. En général c'est par là qu'on rentre. Sinon, il faut parfois attendre que quelqu'un sorte de cette grande résidence pour se faufiler à sa suite. Cette résidence est composée d'une dizaine d'immeubles de plus de vingt étages, dans lesquels on ne peut donc entrer directement depuis aucune des rues qui jouxtent l'ensemble. Ils sont essaimés dans un espace contenant là quelques buissons et espaces verts, là quelques bancs entre lesquels serpentent chemins piétons et allées goudronnées. Barrières et portails closent le tout. Certains immeubles ont en rez-de-chaussée un commerce. C'est le cas du bâtiment au sein duquel se trouve « l'espace de jeunes », ce qui facilite l'accès à cet immeuble : pas besoin de faire face à l'hypothétique barrière qu'est l'interphone. Il suffit donc de suivre les lumières froides d'une épicerie pour que s'ouvre une autre entrée à laquelle nul besoin de montrer patte blanche. Le seuil de l'épicerie passée, il faut naviguer entre quelques rayons et atteindre ainsi le fond du magasin d'où un passage permet de se faufiler à l'intérieur de l'immeuble. 20 étages plus haut, s'ouvre la porte de l'appartement devenu « espace de jeunes », un lieu de parole, d'échanges, de conférences voire de vie pour ceux qui investissent pour une nuit, une semaine, quelques mois voire plus un des lits des chambres dortoirs.

Image 2 : Photo du bas de l'immeuble abritant l' « espace de jeunes » de Pékin. A gauche, l'épicerie par laquelle on peut accéder à l'intérieur de l'immeuble sans avoir à sonner à l'interphone. Pendant longtemps, aucune indication ne permettait de savoir que « l'espace de jeunes » se trouvait dans ce bâtiment. L'enseigne que l'on voit sur la photo à droite en blanc sur fond vert n'a été installée qu'après plusieurs années.

Wuhan

L'adresse de « l'espace de jeunes » nous mène dans une résidence récente. Une dizaine d'immeubles se font face, entourés de barrières. Une seule porte permet d'entrer dans ce lieu ; elle est gardée. Les riverains doivent passer un badge pour pénétrer dans la résidence. Heureusement, le garde ouvre même quand on ne dispose pas de ce sésame, sans s'enquérir plus avant des raisons de mes venues. Le lieu est faiblement éclairé, il n'est donc pas aisé de trouver le bon bâtiment - c'est surtout en soirée qu'il se passe des choses à « l'espace de jeunes ». Normalement, une fois le bâtiment trouvé, il faut encore sonner en bas pour pouvoir accéder aux étages. La première fois, la chance me sourit : la porte en bas a été laissée ouverte. Finalement, ce sera le cas à chaque fois. Aucun signe distinctif ne marque l'appartement, ou le bâtiment pour qui vient ici sans connaître les lieux.

Chongqing

D'abord, il faut rentrer sur le campus. Passer donc les portes et barrières d'entrée où sont postés des gardes. Dépasser ensuite une kyrielle de restaurants. Parfois aussi un vendeur de tout et de rien, bassines en plastique qui s'amoncellent, des serpillières çà et là. Il y a un opticien aussi. Magasins privés ayant pignon sur rue au sein de l'université. Au bout de quelques minutes sur la droite il y a de la lumière un peu plus forte à un rez-de-chaussée. Des

drapeaux de prière tibétains sont visibles. Ces deux éléments indiquent l'arrivée à « l'espace de jeunes ». Il est situé aux deux étages d'un immeuble et comporte également un appartement dans un immeuble voisin. Au rez-de-chaussée, se trouve un petit café. Les murs sont couverts de livres. Toujours au rez-de-chaussée de l'immeuble, au fond à gauche, deux pièces qui ne donnent pas sur l'extérieur servent de bureau. La deuxième partie de l'espace est consacrée au logement. Deux appartements sont dédiés à cela. L'un est au premier étage. Il faut ressortir et monter un escalier en béton afin de se rendre dans un autre appartement. Ici, c'est la partie « auberge de jeunesse ». Le logement est brut. Un autre appartement encore sert aussi de logement dans l'immeuble d'à côté. Il est plus petit mais a été rénové après de longues tergiversations.

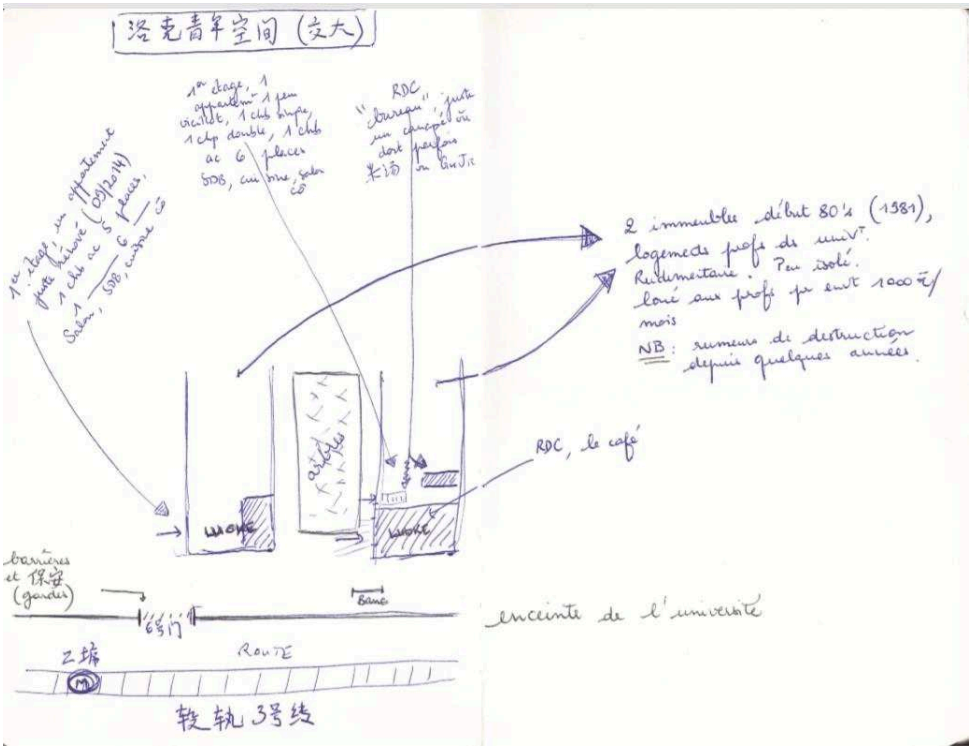


Image 3 : Plan sommaire des différentes parties de l' « espace de jeunes » situé dans une université de Chongqing.

Il y a une autre branche aussi, à un autre bout de la ville, aux abords d'une autre université. Là-bas, pas de barrière ou de porte gardée pour accéder à une zone urbaine au sein de laquelle se situe l'espace en question. Il y a seulement une flopée de marches qui montent jusqu'à une enseigne indiquant « espace de jeunes ». Dans l'entrée on trouve des étagères chargées de DVD que l'on peut emprunter. Il y a également quelques cartes postales à vendre. Sur un des murs se trouve une peinture d'un panneau « Occupy wall street ». Une autre ornée

d'un « Stand or die » encadre un poing fermé autour des mots « wall street » barrés avec des têtes de mort à côté.

L'entrée littérale sur les terrains se fait donc dans la plupart des cas au travers d'une articulation entre espace privé et espace public révélatrice d'un développement urbain qui s'est fait en Chine sur la base de l'héritage du système socialiste (Chen Yingfang, 2009). A ce titre, l'actualisation d'un tissu urbain construit autour de l'unité de travail (单位 danwei[17]) s'organise donc dans un espace clos, avec en général une seule entrée surveillée, révélant ainsi un dispositif de contrôle s'organisant à un niveau très local de la communauté de quartier. La disparition de l'unité de travail en tant que telle a en effet été remplacée par un réseau d'organisations politiques en lien avec les subdivisions géographiques et administratives au sein des grandes villes (Tomba, 2008). Au sein de celles-ci, les comités de résidents disposent d'une importante délégation de la part de l'administration locale concernant des missions de surveillance et de recensement de la population, et sont par là même garant d'un ordre social local (Audin, 2015).

S'est alors posée, concernant l'accès au terrain, la question de l'héritage socialiste et de sa réactualisation dans l'organisation de l'espace urbain résidentiel, c'est-à-dire la façon dont le contexte postsocialiste pouvait jouer dans ces entrées sur le terrain (De Soto et Dudwick, 2003). Il s'agit ici d'entrées physiques. Trois des quatre « espaces de jeunes » (un dans chacune des villes) sont situés dans des espaces résidentiels clos par des barrières et dont les entrées sont surveillées par des gardes. Un seul, à Chongqing, dispose d'une entrée directement par la rue. Certaines recherches indiquent la difficulté à passer ces frontières physiques, notamment quand il s'agit d'enclaves de logement de classes moyennes qui comportent des portes, des murs et des caméras de surveillance (Zhang, 2004 : 67). Dans le cadre de notre enquête, ce que j'ai considéré au départ comme une contrainte susceptible d'advenir à tout moment, c'est-à-dire l'impossibilité d'accéder aux terrains à cause de la fermeture d'un espace résidentiel urbain, n'est jamais arrivé dans les faits. Je ne l'ai jamais entendu non plus de la part des individus se

[17] Unité de travail. A l'origine c'était une institution maoïste d'organisation de la vie productive et sociale des individus, sous la tutelle d'un comité du parti communiste chinois. Elle était en charge de l'emploi, du logement et de la vie sociale des individus qui en dépendaient et de leur famille, avec donc une très forte intégration des individus dans ce système. Les « danwei » n'existent plus sous cette forme, ayant fait l'objet d'un démantèlement progressif entre le début de la période dite de « réforme » (1978) et le début des années 2000. Le mot est cependant encore usité pour désigner l'institution qui fait office d'employeur.

rendant dans ces espaces. De fait, ce n'est pas tant devenu une contrainte de terrain qu'une interrogation conceptuelle quant à la partition entre espace public et espace privé. En effet, autant que l'accès à ces terrains, les espaces investigués eux-mêmes interrogeaient cette partition, convoquant ainsi des « ajustements mutuels » (Gerring, 2012) et soulignant l'importance d'une adaptabilité sur le terrain autant pour repenser le projet de recherche que pour la montée en généralité théorique (O'Brien in Heimer and Thogersen, 2006)[18]. Partant, cela impliquait de réussir à construire, autant dans les pratiques de terrain que pour le cadre d'analyse convoqué, des façons de faire qui ne passaient pas uniquement par une médiation constante de pensées occidentales épistémologiquement situées (Roulleau-Berger, 2011 : 8-9).

1.3.2. Rapidité des changements et approche ethnographique

L'« espace de jeunes » de Pékin ne correspond à aucune structure légale au moment où il est fondé. Ni association, ni ONG, ni entreprise, il s'agit au départ simplement d'un appartement loué par une douzaine de personnes grâce à leurs économies. Cependant, après une première fermeture, la question du financement du loyer se pose. D'autres processus sont mis en place lors de la réouverture quelques mois plus tard, dans un autre appartement, afin d'obtenir des revenus suffisant au fonctionnement de l'espace. Les fondateurs font ainsi appel à du financement participatif, récoltant en six mois environ 120 000 yuans (plus ou moins 15 000 euros). En 2014, sous la « pression du marché », c'est-à-dire du fait de l'augmentation importante du prix du loyer, l'« espace de jeunes » de Pékin essaie de développer la partie logement en augmentant le nombre de places, soit en lits, soit avec des tapis de sol. Cependant, en 2015, le loyer augmente à nouveau très fortement, atteignant 30 000 yuans (plus de 3500 euros par mois) pour le grand appartement en duplex. La capacité d'accueil maximale est alors de 30 lits. Il faut donc penser à d'autres solutions.

Ce qui suit n'existait pas quand j'ai mené mon terrain de recherche : dorénavant un café est présent au sein de « l'espace de jeunes » afin de générer des revenus supplémentaires. Il n'est cependant pas directement géré par les membres de « l'espace de jeunes », mais par un

[18] Kevin O'Brien montre dans ce chapitre comment, outre les ajustements nécessaires et définitions successives de l'objet de recherche et du cadre conceptuel d'analyse, les héritages socialistes l'ont amené autant à redéfinir ces deux éléments, qu'à interroger ces héritages en ouvrant de nouvelles questions de recherche qui n'étaient ni pensées en amont de la pratique de terrain, ni pensées dans les cadres théoriques mobilisés, souvent forgés à partir de terrains occidentaux.

individu qui s'en occupe en contrepartie d'une redevance mensuelle. Il y a également des cours d'arts plastiques durant le week-end, le samedi et le dimanche, organisés par un organisme de formation qui loue certaines pièces pour donner ces cours. Les fondateurs du lieu justifient ces pratiques par l'augmentation insoutenable des loyers dans le quartier, expliquant ce partage d'un même appartement avec d'autres structures qui prennent également à leur charge une partie du loyer comme étant le seul moyen pour faire vivre ces lieux. Sinon, ni l' « espace de jeunes », ni l'organisme de formation ne pourraient encore être là.

L'espace jouit ainsi de différentes sources de revenus : la vente de cartes de membres en est une. Ces dernières coûtent entre 100 yuans l'année pour un tarif réduit et 200 yuans pour un tarif plein, soit environ 12 et 24 euros respectivement. Avec ces cartes, toutes les activités, conférences, projections etc. sont gratuites (sans carte il faut parfois, mais rarement, s'acquitter d'un droit d'entrée, peu élevé), et il y a des réductions sur le logement. Avec ces revenus et ceux issus de la location des lits en dortoir, il y a à peine de quoi couvrir la location de l'appartement, sans compter les charges locatives, voire les salaires ou défraiements des individus qui y travaillent, à temps plein ou temps partiel.

Ces formes de revenus qui évoluent dans le temps rendent compte des tensions qui existent entre les différents membres actifs du lieu quant à la direction à donner à l'espace. Trois positions s'affrontent. La première est constituée des plus « idéalistes » qui veulent faire de ce lieu un « espace citoyen » (« 公民空间 » gongmin kongjian) sous tendu par un idéal d'éducation. La seconde, tentant une articulation plus pragmatique, entend proposer une plateforme de discussion et d'échanges, sans poser en amont un cadre idéologique. La troisième position enfin insiste sur l'aspect commercial pour tenir dans la durée, se posant comme « réaliste », et insistant donc sur la possibilité d'être tout à la fois cette plateforme de discussion, cet « espace citoyen », mais se dotant par ailleurs d'un modèle économique pluriel, agence de voyage ou organisateur de formations.

Si ces différentes positions ont été présentes dans les évolutions observées pendant ma présence sur le terrain, avec notamment une augmentation du prix du loyer, les plus visibles pendant ces temps d'observation ont par la suite été remplacées par d'autres. Ainsi, lors de mon premier séjour sur le terrain, c'est clairement la première position qui l'emporte, aussi bien dans le fonctionnement que dans la mise en discours de l'« espace de jeunes » de Pékin. Lors des séjours suivants, la première et la seconde position se retrouvent imbriquées, à cause notamment de la couleur politique que prend l'espace, devenue trop voyante et engageant tout à la fois

contrôle, contrainte et incertitude. Pour perdurer dans le temps, les instigateurs ressentent la nécessité d'en passer par une position plus pragmatique, la seconde, tout en ménageant des temps et des situations qui sont de l'ordre de la production d'un « espace citoyen ». Si, dans les discussions observées et engagées lors de nos derniers mois de terrain, j'ai pu sentir l'adjonction de la troisième position, celle de la logique commerciale, je n'en ai pas vu la mise en place réelle, ni les pratiques qu'elle a occasionnées. Cela explique en partie la couleur donnée à cette thèse, à savoir le fait de penser l'articulation entre plateforme pragmatique et percées qui relèvent du « civisme » en situation.

Tous ces éléments sont autant d'interrogations pour l'instigateur d'une enquête de terrain. En effet, si l'enquête ethnographique n'est que plus nécessaire encore à l'analyse d'un objet d'étude changeant, il est pour autant déroutant de se retrouver dans les conditions de production d'une enquête scientifique marquée par la labilité de situations autant que de contexte. Il ne s'agit pas pour autant de « discontinuités politiques » dans le sens où nous n'avons observé, ni pensé a posteriori, un moment ou un événement de bouleversement majeur qui aurait engendré « des transformations qui affectent radicalement la vie des individus dans la société où elles se produisent » (Heintz et Rivoal, 2014). Néanmoins, il m'était d'autant plus important de réussir à suivre au plus près des situations en train de se faire, des cadres d'interactions en train de se produire, que j'avais l'impression, au fur et à mesure du passage du temps et donc d'une imbrication des différentes logiques susnommées, de possibilité de ruptures d'intelligibilité dans l'analyse. De fait, si j'ai essayé de décrire précisément certaines situations par une approche ethnographique, le temps de l'écriture est aussi un temps durant lequel je me suis demandée si l'intelligibilité de ces terrains n'avait pas déjà subi de déplacement du fait notamment des contraintes d'une « histoire accélérée » (Hann, 1994) où « les terrains anciens se transforment, où en apparaissent de nouveaux, et où les conditions de la recherche évoluent rapidement » (Albera, 2001 : 11).

2. Entretiens biographiques, récit de soi et processus de subjectivation en contexte chinois

2.1. Processus de subjectivation et accès au récit de soi

Les observations ethnographiques, largement nécessaires pour retranscrire comment se mettent en pratique et en voix des expériences préalables, ont été complétées par cinquante et un entretiens biographiques réalisés avec de jeunes travailleurs venant dans ces espaces, et s'y investissant plus ou moins (membre fondateur, bénévole, individu venant plus ou moins régulièrement), tous diplômés de l'enseignement supérieur, et âgés de 22 à 35 ans[19].

La répartition homme/femme de cette population d'enquête est légèrement déséquilibrée, avec 23 femmes et 28 hommes qui ont fait l'objet de ces entretiens biographiques, alors même que la cohorte des individus nés dans les années 1980 ne subit pas le déséquilibre entre les naissances de garçons et de filles qu'ont pu avoir les suivantes. Cette cohorte comprend, pour le recensement officiel de 2010, environ 101 hommes pour 100 femmes, contre un nombre tournant autour de 104 hommes pour 100 femmes pour ceux nés entre 1955 et 1980, toujours selon ce même recensement. Par la suite, le déséquilibre est plus saillant encore avec, en 2010, 109 hommes pour 100 femmes pour ceux nés entre 1991 et 1995, 116 hommes pour 100 femmes pour ceux nés entre 1995 et 2000 puis autour de 119 contre 100 pour ceux nés après 2000. Par ailleurs, la cohorte née dans les années 1980 est représentée de façon assez égalitaire dans l'enseignement supérieur, avec des taux similaires d'entrée à l'université entre hommes et femmes, autant pour la licence que pour la poursuite en master voire doctorat. Les individus en question sont donc nés dans la décennie 1980, et font partie des 10 % de cette cohorte ayant obtenu un niveau licence à l'université (Li Chunling, 2013 : 54).

Ils ont, pour une grande partie d'entre eux, un parcours lors des premières années d'entrée sur le marché du travail marqué par une fréquence importante des changements d'emplois, voire des changements de secteur d'activité, le tout caractérisé par une forte mobilité sur le territoire chinois. Leur présence et leur statut au sein des « espaces de jeunes » sont fréquemment corrélés à leur situation professionnelle : les membres fondateurs sont souvent dans des situations de pluriactivité (activité au sein de « l'espace de jeunes », cours particuliers,

[19] Un tableau récapitulatif de tous ces entretiens se trouve en annexe (Annexe 1). Il comporte le nom anonymisé, l'âge, le sexe, la profession, le niveau d'étude, l'origine géographique et les professions des parents de chacun des individus avec lesquels nous avons réalisé ces entretiens biographiques.

petits commerces par exemple), les bénévoles souvent dans des périodes de chômage liées à des volontés de changement de secteur professionnel, les individus venant plus ou moins régulièrement ayant quant à eux des situations d'emploi plus diverses.

En général, je n'ai pas eu de difficulté à me voir accorder des entretiens biographiques. Si le récit biographique peut être perçu comme une mise en relation du récit de l'individu avec le contexte social dans lequel il se trouve, ce point mérite d'être souligné. Ici, malgré des milieux sociaux d'origine relativement différents, malgré une origine géographique également très fortement dispersée, l'accès au récit biographique a été aisé avec cette jeune génération, ce qui est révélateur d'un processus de subjectivation en Chine, notamment et plus précisément pour ces jeunes qualifiés. Il s'agissait de reconstituer des parcours scolaires et professionnels et de s'intéresser également à l'origine sociale des parents. En cela, il peut y avoir une mise à jour de parcours préalables de vulnérabilité économique et sociale. L'intérêt était également de considérer la question des multiples mobilités (professionnelles, spatiales, géographiques, sociales) et la façon dont cela a pu agir sur les parcours.

Les entretiens ont été l'occasion d'une production par la mise en mots et donc par le choix de ces derniers. Les informations données en vue d'engager la production de récits résultent donc des sujets eux-mêmes, mais également de l'intersubjectivité qui anime la relation avec l'enquêté (Demazière, 2007). Les « cadres de l'expérience de terrain » ont été définis, et se sont construits, comme « échanges de biens symboliques ». Les situations de terrain ont mis au jour des cadres des conventions communes qui naissaient d'une appétence partagée à un échange d'information, le tout placé sous un régime de confiance. Ces cadres, qui ne sont pas fixés, sont donc amenés à être labiles (Roulleau-Berger, 2004, 2015). A ce titre, les césures entre facilités et difficultés d'accès à des récits de soi ne se sont pas tant faites autour de divergences de parcours, marquant par exemple une plus grande difficulté à produire ce récit lorsque le parcours a été semé d'embuches. Le pivot était plutôt placé autour d'un enjeu de confiance. Quand cette dernière était vacillante, les réponses courtes, les hésitations se sont faites plus nombreuses et ont donc engagé des tentatives de récolte des matériaux alternatives. A l'inverse, des régimes de confiance se sont construits sur des mises en exergue de la subjectivité passant par des débordements émotionnels. Ainsi, à plusieurs reprises lorsque j'ai mené mes entretiens biographiques, j'ai été confrontée à des pleurs de la part des individus avec lesquels je faisais ces entretiens. Ces émotions n'ont pas été pour autant un motif de rupture des cadres de l'entretien. J'ai proposé à chaque fois de faire une pause, ce qui a été repoussé unanimement, et souligné en situation, ou en fin d'entretien, dans des termes marquant des

formes de soulagement quant à la possibilité de se raconter, témoignant ainsi de ces relations de confiance (Le Marec, 2012). L'expression de ces émotions rend quant à elle compte d'expériences qui dépassent ce qui peut être énoncé dans un cadre de pensée (Hert, 2014).

2.2. Esquisses de récits de ville, bribes d'entretien en espace

Cependant, la méthode de l'entretien biographique en tant que telle a parfois débouché sur des apories à cause d'un face à face parfois trop difficile à négocier avec certains individus. Les expériences racontées pouvaient se révéler trop compliquées, se faisant par trop l'écho de moments de vulnérabilité. Parfois la voix s'arrêtait soudain au motif, quelquefois donné par la suite, d'autres fois in situ, d'une trop grande sensibilité politique. Dans ces cas-là, il fallait tenter de passer par une autre méthode afin de faire en sorte que les expériences, informations, récits, parfois laissés de côté dans un entretien biographique puissent être saisis à leur tour. J'ai donc tenté de produire d'autres situations d'entretien qui ne passent pas par le face à face occultant voire déroutant du récit de soi en entretien biographique.

Les récits de ville (Roulleau-Berger, 1989, 1991), c'est-à-dire le fait de demander aux individus de nous conduire dans des lieux où ils ont pu avoir vécu des expériences professionnelles, auraient pu être un moyen de dénouer certaines de ces apories. L'enquêté fait parcourir un trajet au chercheur. Ce trajet peut être habituel mais ne l'est pas forcément et met en lien des lieux ayant du sens pour lui. L'espace devient ainsi médiateur, notamment entre des comportements imaginaires et des pratiques sociales. Cependant, les mobilités géographiques très fortes des individus avec lesquels j'ai mené ces entretiens ne permettaient pas un tel choix méthodologique. C'est donc seulement à la marge que j'ai utilisé des esquisses de récits de ville, me baladant dans la ville avec l'un d'eux, en fonction de là où il souhaitait aller. Le passage devant certains lieux pouvait alors parfois ouvrir une pluralité de récits que n'avait pas permis l'entretien, faisant de l'espace un médiateur (Roulleau-Berger, 2004). Ainsi, passer devant une école a permis un récit d'expérience scolaire et de l'enfance plus fouillé. Par ailleurs, le mouvement, outre qu'il peut défaire la solennité du face à face de l'entretien, levait également certaines barrières de ce qui était vu par l'individu comme devant être tu car trop sensible politiquement. En naviguant dans la rue, en s'arrêtant dans un lieu, en repartant, la peur d'être entendu baissait sensiblement.

L'idée de jeunesse ou de « jeunes » n'est pas tant le fait d'une classe d'âge que de l'articulation de différentes expériences par les individus en jeu lors de l'enquête. Ces expériences sont notamment l'entrée et les premières années sur le marché du travail, ou encore le processus d'individuation et l'entrée dans la ville dans le sens où, comme rappelé en introduction, la très grande majorité des individus rencontrés dans ces « espaces de jeunes » n'étaient pas originaires de la ville en question. Or, il n'était pas aisé, d'un point de vue méthodologique de faire des observations sur les marchés du travail, puisque la population enquêtée n'avait pas pour commune mesure un certain type d'emploi, ou un certain lieu de travail, mais le fait de se rendre dans les « espaces de jeunes ». Les autres entrées dans la ville que ces venues ont en revanche été des moyens que j'ai pu effleurer. Par ailleurs, lors de l'enquête, et notamment lorsque les interactions de face à face étaient rendues difficiles pour cause de sujets sensibles ou de l'incommodité à construire un objet commun, c'est par ce « prendre place dans la ville » que je suis passée. Il m'a permis de révéler d'autres formes d'entrée dans la mégalopole que celles observées dans les « espaces de jeunes », débloquant également des situations d'entretien.

Je prendrais ici deux exemples. Le premier est celui des interactions que j'ai eues sur le terrain avec un jeune travailleur de 23 ans, Zhang Ke. Il était alors dans une situation professionnelle difficile, faite de changements fréquents d'emploi, et de mal-être au travail. Il avait donc fini par démissionner, en vue d'une réorientation professionnelle très floue. Je l'ai rencontré à l'occasion d'un de ces temps de latence où sa présence au sein de l' « espace de jeunes » était très régulière : il y passait ses journées et ses soirées. A chaque fois que nous nous voyions dans ce contexte, souvent dans des interactions de face à face, parfois avec d'autres individus, certains éléments étaient passés sous silence, et l'interaction semblait parfois se gripper. Zhang Ke m'a emmenée ensuite à plusieurs reprises dans d'autres lieux de Pékin. A l'occasion d'une balade dans un quartier, le passage devant une école a, par exemple, ouvert la conversation sur l'expérience scolaire de Zhang Ke. Il m'a également permis de poser des questions relatives à ce sujet, à repréciser ce que je faisais et ainsi me re-présenter, produisant plus naturellement que lors des interactions de face à face du sens de part et d'autre, révélant le sociologue, à son niveau, comme acteur également (Dubet, 1994). A une autre occasion, il m'a conviée à aller voir avec lui un projet d'école qui l'intéressait en périphérie de la ville. De fait, le déplacement physique guidé par Zhang Ke me permettait alors de saisir comment ce dernier donne sens à un environnement, élément difficilement accessible lors des moments « bloqués » de l'entretien (Hert, 2014).

Avec un autre, c'est plutôt le caractère sensible de certains éléments le concernant qui m'a été révélé non pas lors de l'entretien, mais a posteriori. La confirmation quant aux doutes que j'avais sur un certain nombre de zones d'ombres de l'entretien est arrivé quelques heures après la réalisation de celui-ci, par un message. Il m'était indiqué que certaines choses n'avaient pas été dites, du fait de leur sensibilité, afin que je ne puisse les enregistrer ou les noter.

Extrait du carnet de terrain à propos de cet entretien – 15 mars 2013

Parfois dans l'entretien je le sens hésiter entre une volonté de se livrer et des restrictions qu'il s'impose. C'est par exemple le cas quand il commence à parler du fait qu'ils boivent beaucoup dans l'armée, que lui n'aime pas trop ça, ils boivent jusqu'à en vomir et être mal le lendemain, plusieurs fois dans la semaine. Cela sonne comme une critique, puis peu à peu dans les phrases qui suivent j'observe un changement d'attitude. Quand je lui demande s'il aime ça, il répond que oui. C'est étonnant par rapport à ses dires d'il y a quelques minutes seulement. Puis quand je lui dis qu'il m'a énoncé à plusieurs reprises que son métier était sensible (*min'gan*), lui demandant s'il pouvait en dire plus, il s'esquive en disant que non dans le contenu, rien n'est sensible, c'est juste le fait qu'il appartient à l'armée….

Finalement quand je rentre chez moi, je découvre un texto :

« Marie, il y a certaines choses sensibles que je ne voulais pas que tu enregistres, surtout concernant mon travail… J'ai été très heureux de te voir aujourd'hui…. Merci. »

Puis à une autre occasion, de vive voix : « Tu ne dis pas hein que tu discutes avec moi, parce que je suis soldat et donc je n'ai pas le droit de parler comme ça à des étrangers… »

Cependant l'interaction avec ce jeune soldat ne s'est pas arrêtée là. En effet, la relation en jeu était bâtie sur un rapport d'intérêt mutuel fort, bien que peu aisé à négocier. Pour ma part, je ne peux nier avoir été surprise lors de la première rencontre avec lui. Lors d'une venue à « l'espace de jeunes », et alors que chacun se présentait et racontait quelques mots de son histoire personnelle, les mots de Hai Shuang dénotaient. Il s'annonçait comme soldat. Voilà qui ne correspondait peu aux positions socio-professionnelles des individus habituellement présents, bien que celles-ci soient relativement diverses. Par ailleurs, le caractère politique, et notamment la portée critique quant aux institutions du régime en place dans les discussions et interactions en jeu ne laissaient pas présager une telle présence. Il y avait donc dans la

découverte de cet individu un renvoi inconscient à une forme d'adrénaline de l'enquête de terrain sociologique. La collusion entre un espace de mise à distance d'un pouvoir vu comme majoritaire et d'un individu représentant symboliquement le cœur de ce pouvoir venait nourrir le fantasme de la zone d'ombre dans laquelle se glisse le chercheur (Lepoutre, 2001). J'ai tout de suite souhaité réaliser un entretien avec lui. Lui était intéressé par mon statut d'étrangère, d'autant plus que, du fait de son statut professionnel, il ne pouvait que difficilement sortir du pays. Un intérêt mutuel s'est alors construit autour d'un croisement des mondes vécus. Nous nous sommes alors retrouvés dans d'autres contextes, visites au musée, déambulations urbaines, lors desquelles l'absence du cadre plus formel de l'entretien permettait à un espace affinitaire plus que de confiance (Lepoutre, 2001) d'émerger. L'espace et le temps de ces interactions semblaient moins propices à la défiance que l'entretien en face à face. Enfin, certaines façons d'appréhender la ville, d'en parler ont mis au jour d'autres éléments de parcours s'articulant avec ceux donnés dans l'entretien biographique. Le raté de cadrage initial a engendré par la suite, grâce à des méthodes différentes de récolte des informations, l'accès à une certaine part de pluralité des récits, et a pu éclairer ainsi des zones laissées dans l'ombre lors du face à face de l'entretien.

Les cadres ont très régulièrement été stabilisés autour d'une identification réciproque comme informateurs de première main. Si cette identification est somme toute plutôt banale de la part du sociologue (pour ceux avec lesquels il réalise cette enquête), l'inverse, le fait donc qu'un certain nombre d'individus avec lesquels les entretiens ont été menés m'ont également assigné ce rôle a pu favoriser le recueil d'informations. Les entretiens biographiques se sont alors, dans ces cas-là, souvent transformés en partage d'informations, les enquêtés me posant en retour beaucoup de questions sur la France, sur des thématiques similaires à ce que je leur demandais. Autour de ce jeu de question-réponse, émerge donc la mise en place d'une interaction produite sur le don et le contre-don dans ce partage d'information, vu également comme gratification symbolique quant au fait de se retrouver comme informateur particulier (Mauss, [1925] 2010). Ceci s'est aussi retrouvé avec la mise en place d'un régime d'écoute comme gratification symbolique. Lorsque je remerciais ceux avec qui cet entretien venait d'être mené, des remerciements m'étaient souvent retournés, avec des phrases du type « ça m'a fait du bien », « je me sens soulagé », « je n'avais jamais osé dire ça, je ne sais pas pourquoi je te l'ai dit », etc.

On ne peut parler d'ethnographie multisituée (Marcus, 1995), à propos de notre enquête de terrain au sein des villes de Pékin, Chongqing et Wuhan. Cette enquête n'a en effet pas été le fait d'un véritable travail ethnographique sur des sites différents de la vie sociale des individus avec lesquels je me suis entretenue. Toutefois, des éléments d'analyse de cette approche sont tout au moins saillants dans la méthodologie usitée. Ainsi, le fait de devoir passer par des situations plurielles afin de dépasser les difficultés inhérentes à un entretien de face à face m'a permis de mettre au jour des pratiques, rôles et discours dissonants en fonction des sites en jeu. Je commence ainsi un entretien biographique avec Si Dian, jeune femme de 28 ans qui travaille dans le commerce électronique, dans une entrevue de face à face dans un restaurant. Au cours des deux heures que durent l'entretien, Si Dian retrace sa vie en soulignant un arrière-plan fait de deux éléments : d'une part, une naissance au milieu des années 1980 dans une famille rurale plutôt pauvre du centre de la Chine au sein de laquelle unité, abnégation et écoute de la voix du père sont cruciaux ; d'autre part, la construction d'une Chine nouvelle, initiée au milieu du siècle et poursuivie à l'heure actuelle bien que marquée par des inégalités économiques et sociales. Ces deux éléments sont avancés comme points de tension par Si Dian, qui présente ainsi son parcours comme le résultat d'un terreau familial uni, au sein duquel parents et frères et sœurs se sont sacrifiés afin qu'elle puisse entrer à l'université, et d'un contexte socio-historique tiré par des politiques gouvernementales lui ayant permis in fine une mobilité sociale ascendante. Après cette partie relativement formelle de l'entretien, nous continuons nos échanges en déambulant dans les ruelles du centre-ville. Ces échanges se teintent d'une remise en cause du fait familial uni et soubassement de sa réussite, ainsi que de l'hagiographie des différents chefs et membres de gouvernement chinois depuis l'avènement de la République populaire. Passant devant des ruines, Si Dian se laisse ainsi aller à un tout autre discours :

> « J'aime bien aller dans les temples. Mais il y n'en a plus beaucoup. Tout ça c'est le résultat de la Révolution culturelle, ils ont tout détruit. C'est un vrai problème, c'est Mao qui a fait tout ce bordel et on continue à dire que c'est un grand homme et à le porter avec nous, sur tous ces billets de banque que l'on a toujours dans la poche ou dans le sac. Mais quand on voit ce qu'il a fait, la Révolution culturelle, le grand bond en avant, etc., tous ces morts… Je m'engueule souvent là-dessus avec mon père parce que lui il considère encore que Mao est un grand homme. J'ai beau exposer mes arguments, je peux comprendre qu'il n'en démorde pas, c'est une autre génération : quand on t'a dit dans ton éducation que Mao c'était bien, quand c'est ce que tu as

entendu à l'école, quand c'est ce que tu as lu dans les journaux, c'est sûr que…. C'est une différence de génération.

Et du coup ton frère et tes sœurs pensent comme toi ?

Non…. C'est vrai il n'y a que moi qui critique Mao, qui parle des sujets de société, des problèmes de la société chinoise, et qui suis assez vindicative, quitte à avoir des discussions houleuses avec mon père là-dessus. C'est comme ça depuis que je suis au lycée. »

(Extrait d'entretien avec Si Dian, Femme, 28 ans, Travaille dans le secteur du commerce en ligne, originaire du Hubei).

Pouvoir saisir les individus dans différentes situations, sur différents sites, notamment en mouvement, permet d'appréhender la pluralité interne des acteurs (Lahire, 1998) et la construction de leurs discours en fonction de situations d'interaction. Par-là, il y a dévoilement de l'épaisseur des rôles sociaux, qui peut être plus difficilement préhensible par le seul entretien biographique, ou par l'observation ethnographique sur un seul site avec pour conséquence la remise en ordre biographique par « l'idéologie biographique » (Bertaux, 1976) ou « l'illusion biographique » (Bourdieu, 1986). Dans le cas de Si Dian, rien ne me fait présumer que lors de ses retours dans son village, elle ne reprend pas des rôles qui correspondent aux premières affirmations de l'entretien. Cependant, la pluralité de ces différents rôles, voire leur superposition, est d'autant plus contrastée lors de variations de situations d'interaction dans la récolte de matériau biographique, et permet par là même de rendre compte de l'hétérogénéité résultant des socialisations antérieures. De fait, en passant par ces narrations multiples, par des fragments de récits de vie (Bertaux, 2010) au cours desquels les individus décrivent sous une forme narrative des fragments de l'expérience vécue, par l'énonciation donc d'une suite d'événements et de situations, la réflexivité et la subjectivité des acteurs rend compte de la pluralité de leurs rôles.

La récolte de matériaux biographiques opérée parfois par des entretiens biographiques, parfois par des récits de vie quand cela était possible, complétée pour certains par une mise en espace des récits a permis de mettre au jour des récits de soi révélant des processus de subjectivation. Ce processus est également en jeu dans l'irruption de l'émotion, un élément au

premier abord déroutant lors de mes expériences de terrain. Si cet élément constitue un rapport inattendu à des pratiques de terrain et à la construction de l'objet (Kaufmann, 1996), la mise en scène d'émotions fortes sur mes terrains de recherche a été pour moi à double tranchant, m'interrogeant quant aux formes possibles pour rendre compte du sensible d'une part, et la façon de le penser analytiquement d'autre part.

3. Emotion, narrativité biographique et reconnaissance

Extrait du carnet de terrain

Nuit de janvier, il est un peu moins de 19h quand je sors du métro. Heureusement qu'il ne faut pas passer trop de temps dehors tant le froid saisit à cette période de l'année. Je suis surprise du nombre de personnes présentes ce samedi soir à l'« espace de jeunes ». Les vacances du nouvel an chinois ont commencé, le quartier s'est vidé. Pourtant le salon est plein. Il y a des chaises partout et des gens encore debout au fond. A vue de nez, je compte une quarantaine ou une cinquantaine de personnes, avec un peu plus de femmes que d'hommes, mais rien d'étonnant là : au programme de ce soir, quelques jeunes activistes féministes venues présenter les thématiques de leurs luttes et leurs moyens d'action. Un débat/discussion/échange doit suivre. Comme d'ordinaire, les présents doivent avoir entre 20 et 35 ans environ. Je trouve une place, répond à quelques sourires envoyés par tel ou telle déjà vu(e) ici. Parfois un signe de tête également. Parfois l'un ou l'autre de ces signes par un inconnu qui semble reconnaître ma présence. A moins que ce soit une façon d'apprécier ma qualité d'étrangère. Pendant ces quelques minutes où chacun cherche une place, d'autres arrivent dans l'appartement mais ne sont pas là pour « l'activité » (活动 huodong) du salon. Ils se faufilent et montent au deuxième étage.

Elles sont quatre à être venues faire la présentation. Elles passent d'abord une vidéo sur le féminisme, montrent ensuite des photos d'actions collectives menées par différents groupes féministes en Chine et finissent par une référence aux Pussy Riots. Puis chacune prend la parole et présente son histoire personnelle à tour de rôle, « comme d'habitude », ai-je envie d'écrire, alors que je consigne ces quelques notes en rentrant, tant c'est ce que j'ai l'impression d'entendre à chaque fois dans ce lieu. Les mots de la première évoquent une scène familiale, plus d'une vingtaine d'années auparavant, dans une ville moyenne du centre de la Chine dont le nom est tu.

« Je suis née dans cette famille-là, dans cette famille où la naissance d'une fille n'était pas ce qui était attendu. Certains parents auraient préféré avoir un garçon, mais peuvent s'accommoder d'une petite fille. Pas les miens. La tempête causée par une naissance féminine ne s'est pas calmée avec le temps. Ma mère a reçu nombre de remarques, plus ou moins virulentes, l'incriminant pour cette naissance. Tant et si bien qu'elle a failli

quitter le foyer familial quand j'étais petite et tout laisser, y compris moi, derrière elle. Finalement elle est restée, et j'ai grandi dans cette atmosphère. J'ai quand même pu aller à l'université, années où j'ai commencé à prendre conscience de cette profonde injustice, de ce chaos, que je devais à quoi finalement ? Au fait d'être née fille. (…) »

A peine a-t-elle fini que le silence fait place à quelques murmures, puis une autre prend sa suite. A son tour de raconter son histoire personnelle pour expliciter son engagement dans un groupe féministe. Debout face à l'assistance, sa longue silhouette oscille. Nouveau retour dans le temps, autre famille, autre contexte, rural cette fois. Les frères et sœurs de ses parents ont déjà eu des enfants lorsque sa mère tombe enceinte.

« Mes oncles et tantes ont tous eu des filles. Mon grand-père voulait absolument avoir un petit-fils. Toute la famille n'attendait que ça. Alors c'est comme si je n'étais pas née, que je n'existais pas… La pression familiale est restée la même, de mon grand-père sur mes parents, d'eux sur moi. C'est cette pression qui m'a poussée à m'engager.»

Plus elle avance dans son histoire, plus on la sent en difficulté, les mots se bloquant parfois dans sa gorge, les larmes lui montant aux yeux. La troisième femme prend à son tour la parole, puis c'est à l'assistance d'avoir voix au chapitre. Une première jeune femme se lève immédiatement au milieu de ces quarante personnes. Les mots se bousculent, trébuchent, sortent dans le désordre. Elle les remercie d'abord pour avoir partagé ces histoires personnelles, ces photos, ces actions, pour l'écho que cela fait avec à sa situation actuelle. Elle a 34 ans, n'est pas mariée malgré la pression de son entourage. Parce qu'elle n'a rencontré personne, parce qu'elle s'épanouit dans son travail et que ça lui prend donc beaucoup de temps, parce que ça va bien ainsi… peu importe ajoute-t-elle. « Mais c'est dur. Et les propos de ce soir me font me sentir moins seule, moins isolée, et même plutôt légitime. » Un mélange de termes de la sorte, entrecoupés de larmes parfois. Et alors qu'elle est ainsi, debout devant l'assemblée, à porter un discours relevant quasi de l'intime, de la confession, notamment quand son propos chavire, une autre ombre se lève, prend la parole à son tour. Sa voix finit par flancher. Autour, les corps se tendent les uns vers les autres, attentifs et réceptifs à ce ballet de quelques individus qui se laissent dépasser par des larmes, des tremblements, des silences lors de la narration d'une histoire personnelle en réponse d'une autre litanie individuelle.

De la discussion qui suit la présentation par les trois activistes, les enjeux politiques, d'action collective, de théorie autour du féminisme n'ont pas beaucoup eu droit de cité. A la place, comme la mise en voix de cahiers de doléances où sont exprimées souffrances relatives

au genre, inégalités homme/femme, le tout ordonné le long d'un axe biographique pas toujours linéaire, quand le discours part dans un sens puis dans un autre, les souvenirs s'entrechoquent et laissent à penser que c'est la première fois que de tels faits sont verbalisés.

In situ, lors de cette présentation et de ces échanges, en complétant mes notes de carnet de terrain ce soir-là en rentrant puis, plus tard en commençant l'analyse de ces situations, trois séries de questionnements ont émergé. Le plus visible, le plus déroutant a été ce débordement d'émotions, ces manifestations des corps au sein du discours et donc un étonnement de ma part face à l'expression publique d'émotions lors de prises de paroles devant une quarantaine d'inconnus. Par ailleurs, je me suis également interrogée, même si de façon moindre parce que j'en avais l'habitude en ce lieu, quant au passage par l'expression d'une narrativité de soi, ou d'expériences personnelles lors d'une telle activité. En effet, d'autres événements en ce lieu, s'ils ne sont pas expressément conçus comme tels, sont propices au détour par des récits de soi. Or ce soir-là, il s'agissait aussi d'une discussion sur des enjeux plus généraux, voire théoriques ; pour preuve le titre donné à l'activité : « Quand on parle de féminisme, de quoi parle-t-on ? [20]». Troisième point, troisième questionnement : comment alors penser le mélange inextricable entre enjeux individuels et enjeux publics/communs ? Au commencement de la soirée, il y a bien eu une présentation d'actions féministes, de ce que signifie « féminisme » (cf. titre de l'événement).

[20] « 当我们谈论女权主义 我们在谈什么 ? ».

Image 4 : Photo d'une mobilisation féministe menée par certaines activistes venues ce soir-là. La photo est présentée pour illustrer cette mobilisation contre les violences domestiques. Sur les T-shirt des activistes, des caractères formant la phrase « Tolérance zéro pour les violences domestiques[21] ».

Ensuite les activistes sont passées chacune par un récit de leur histoire individuelle. Les éléments de la présentation initiale, ou des enjeux afférents, se sont retrouvés quant à eux plus tard dans les paroles des orateurs, activistes et public, imbriqués dans ces récits de soi. Ces premières interrogations nous amènent donc à devoir penser émotion, narrativité de soi et imbrication d'enjeux individuels et publics.

Emotions et récit de soi devant une audience qui ne nous est pas intime ont donc constitué deux éléments intrigants, deux étonnements pour nous. Ils sont cependant à remettre dans un contexte actuel de « droit à la narration » (right to narrate), pour reprendre les termes d'Homi Bhabha, ou « droit à l'énonciation » (enunciative right), à savoir « le droit dialogique d'adresser et d'être adressé, de signifier et d'être interprété, de parler et d'être entendu, de faire un signe et de savoir qu'il va recevoir une attention respectueuse » (Bhabha, 2003). Plus particulièrement concernant le développement d'un récit de soi, d'aucuns ont montré comment, à partir des années 1980, un axe inscrit autour du récit de sa propre souffrance s'est renforcé, passant notamment par des groupes de soutien, des émissions de télévisions, des passages chez un thérapeute, etc. Par la multiplication de ces événements, le récit de la souffrance est alors devenu notamment un moyen d'exprimer à la fois un soi et des sentiments (Illouz, 2006 : 106). C'est ce type de narration que nous soulignons ici, c'est-à-dire des narrations qui sertissent les

[21] « 家庭暴力零容忍".

individualités plutôt que des énonciations soulignant des expressions des individualités et groupes politiques telles que pensées dans des expressions du type « liberté d'expression » ou « liberté de parole »[22]. De fait, on peut considérer un contexte général marqué par une prépondérance de la narration, et plus particulièrement d'une narration de soi qui n'hésite pas à mettre l'emphase sur des souffrances individuelles. Le parallèle avec ces observations de terrain et la mise en tension et en voix des souffrances de certains individus présents, qu'ils soient activistes ou dans l'audience, peut sembler propice. Cependant, nous nous devons d'interroger ces enjeux de contexte général, notamment en nous demandant s'ils font sens dans la situation plus particulière esquissée en liminaire de ce chapitre. Cette situation ne peut en effet être isolée d'un contexte social, économique et politique chinois, de socialisations préalables chinoises, et pose notamment des enjeux liés à l'individuation d'une autre façon que dans des contextes européens (Yan, 2012 ; Liu Shiding, 2006). Plus avant, nous posons avec Martuccelli le fait que ces émotions se font aussi l'écho d'une affection par la vie sociale et engagent alors une « affectivité implicative » (Martuccelli, 2017 : 82-83). Il n'y a pas césure entre le commun et le personnel mais imbrication de l'un et de l'autre, dans le sens où l'un affecte l'autre et inversement. Tout l'enjeu ici est alors de voir en quoi dans ces narrativités débordées d'émotions, tout ne ressort pas de l'intime et du personnel, mais d'un tissage entre faits sociaux, expériences sociales individuelles et affectation de l'individu.

Nous ne préciserons pas davantage le contenu de ces émotions, souvent composées, en apparence, d'un mélange de tristesse, de colère, voire de soulagement. Cette appréciation des émotions en jeu étant toute personnelle, nous parlerons uniquement de façon générique, d'émotion, ou d'affect au sens d'une manifestation corporelle ou somatique : en effet, « sans ces ressentis corporels ; il ne reste rien d'autre qu'un état intellectuel froid et neutre » (Déchaux, 2015). Ici, il ne s'agit donc pas de questionner la nature de ces émotions mais plutôt de ne pas laisser ce pan (et ce quelle que soit la palette d'émotions appréhendée) silencieux dans l'analyse sociologique des situations en jeu. De s'interroger donc, sur ce que révèle ces débordements somatiques, ces manifestations corporelles, lors de prises de parole publique, qui plus est lorsque ces dernières s'appuient généralement sur des expériences personnelles inscrites dans une narrativité biographique forte. Pour résumer, il s'agit ici de comprendre le rôle et les dynamiques de ces émotions dans l'expérience publique. Dans un contexte de droit à

[22] Précisons toutefois à cet égard que dans les textes légaux, la « liberté d'expression » est consacrée en Chine, notamment dans l'article 35 de la Constitution, qui garantit ce droit au même titre que ceux d'assemblée, de défiler, de publication et de manifestation.

l'énonciation de soi (Bhabha, 2003) et où le récit de souffrances est devenu plus commun (Illouz, 2006) les émotions qui viennent déborder des discours centrés sur des narrativités biographiques sont les marqueurs d'une affectation, par ces individus, de ce qui est identifié comme « social » (Martuccelli, 2017) ; elles viennent alors atténuer la distinction nette entre affaire publique et affaire personnelle, entre narrativité biographique et intime d'un côté, enjeu public et social de l'autre.

Mais que se joue-t-il dans ces mouvements somatiques ? Lorsque Homi Bhabha parle de droit à l'énonciation, il précise également que ce dernier est « le droit d'être écouté – d'être reconnu[23] et représenté » (Bhabha, 2003). C'est une de nos hypothèses d'analyse de cette imbrication entre narrativité de soi, affectivité sociale et émotion : l'enjeu d'une reconnaissance par les pairs, dans la situation que nous avons donnée à voir.

Nous posons alors comme hypothèse qu'au sein des « espaces de jeunes », en Chine, s'opère une reconnaissance par les pairs située. Celle-ci se révèle par la mise en exergue d'émotions, construites autour de narrativités biographiques, qui s'agencent avec des enjeux plus transversaux, vus comme « sociaux », qui affectent les individus en place. Les émotions qui débordent le récit de soi se retrouvent à l'intersection de ce dernier et de ces enjeux plus larges et engagent alors une reconnaissance par les pairs dans un espace et un temps donné.

3.1. Narrativité biographique, affectivité implicative et émotions

3.1.1. Affectivité implicative et narrativité biographique

Reprenons notre récit. Après que la présentation par les activistes a été faite, après qu'une première jeune femme de 34 ans a pris la parole, une seconde se fait entendre :

> « Alors moi je ne vais peut-être pas trop parler de moi, enfin pas trop d'une expérience personnelle. Mais je me permets de parler ici car je suis émue (gandong 感动) ce soir par ce que vous nous avez montré. Il y avait ces photos de femmes avec des T-shirt noirs qui s'impliquaient contre les violences faites aux femmes. Et vous nous avez donné quelques chiffres rapidement, et la présentation, enfin voilà, moi ça me fait quelque

[23] Nous soulignons.

chose tout ça[24]. En voyant ça, je me dis que je n'y ai pas fait attention avant, mais que j'ai dû croiser dans ma vie plein de femmes qui subissent des violences domestiques. Peut-être même que…, enfin je ne sais pas trop comment l'expliquer mais là quand j'y pense maintenant, après vous avoir écouté, il me semble que moi aussi j'ai subi des discriminations du fait que j'étais une fille, une femme, et c'est juste que je n'y ai pas pensé avant, je… Voilà. »

C'est par la mise en scène et la monstration de faits sociaux qui adviennent à la collectivité, dans la vie sociale[25], que s'engagent à la fois une façon d'être touché, affecté, et les prémisses d'un retour sur soi. A peine a-t-elle fini de parler, qu'une autre prend la parole :

« Moi je crois que c'est différent encore ce que je veux dire là. Si je t'ai bien écoutée, tu dis que de voir ces photos, ces grands sujets abordés là, alors qu'on n'en entend pas trop parler d'habitude, enfin là je dis ce que j'ai cru comprendre de ce que tu disais, donc que c'est cela à la fois qui te fait quelque chose, et à la fois t'amène peut-être à te poser des questions. Alors oui il y a ça, mais pour moi il y a aussi le fait de vous avoir entendues toutes les quatre parler de vos histoires personnelles. Chacune était différente, et quatre ce n'est peut-être pas tant que ça, mais cette accumulation ça interroge forcément. Moi je me suis retrouvée dans certains bouts d'histoire à toi, et d'autres à toi. Et puis quelquefois pas trop. Mais il y avait des échos quoi, et c'est, bah c'est pas mal quoi. »

Une imbrication entre thématiques sociales, ici les violences domestiques ou les discriminations faites aux femmes notamment, et expérience biographique se retrouve dans ces deux prises de parole. Plus avant, la narrativité biographique avancée peu à peu n'est alors pas une façon de refermer le débat sur l'individu. Au contraire, elle est agencée avec une affection par des enjeux « politiques » et « sociaux », subsumés dans des enjeux communs. Passer par la narrativité de soi devient alors aussi une façon de tisser des continuums avec ces enjeux communs et publics. Une « affectivité implicative » (Martuccelli, 2017) se dessine alors, c'est-à-dire cette capacité à être concerné et affecté par les questions sociales de façon personnelle.

---

[24] Nous soulignons les deux occurrences mises en italique dans cet extrait d'entretien.

[25] Nous reprenons ici le vocable de Danilo Martuccelli, qui par « vie sociale » entend la « dynamique intrinsèque et incontournable de toute forme de vie collective. Dans ce sens, c'est l'expérience immédiate de l'être ensemble que la vie sociale connote de façon charnelle. Elle désigne donc de façon non différenciée et dans sa plus grande généralité autant la vie avec les autres, l'intersubjectivité, les interactions ou les rapports sociaux que la vie dans les collectifs » (Martuccelli, 2017 :63).

3.1.2. *Emotion et processus d'individuation*

Les voix entendues plus haut font poindre un va et vient incessant entre biographie individuelle et expérience collective quant à des enjeux liées à des discriminations vis-à-vis des femmes. C'est de l'imbrication très forte entre exposition de soi par l'évocation d'expériences personnelles, et plus précisément, par la narration de sa biographie d'une part, et enjeux socio-politiques plus larges et désincarnés d'autre part que naît l'émotion annoncée en public. Celle-ci est davantage possible du fait de cette imbrication car la variation permet de pouvoir sortir d'une expérience biographique trop difficile, qu'on ne peut exprimer. Par ailleurs, repasser par des enjeux transversaux permet de faire des échos, de se confronter, et d'engager ainsi l'expression d'expériences précédentes souvent entendues au préalable comme simple fait personnel. Si nous revenons à la situation présentée en liminaire de ces lignes, et notamment à la prise de parole de la part d'une jeune femme de 34 ans, nous pouvons entendre cet enchaînement : c'est de la présentation de thématiques et d'actions, puis des cas annoncés qu'advient l'expression de la parole de cette jeune femme. Elle précise dans son discours que ces mots qui arrivent sont des éléments qu'elle tait d'habitude, ne trouvant d'interlocuteur avec qui engager ce processus d'expression de soi, notamment du fait de son sentiment d'inadéquation dans ces problématiques. Raccrocher des récits et expériences afférentes, souvent faits de souffrances, à d'autres récits liés à des discriminations plus structurelles de genre l'engage alors dans une oralité à forte charge émotive.

L'engagement d'un récit ainsi chargé, face à un public, traduit alors l'expression d'un soi, d'un moment où on n'arrive plus à faire avec, où les masques tombent (Freire, 2017). C'est affirmer la singularité d'un parcours individuel, tout en activant ce dernier par la confrontation avec d'autres récits issus d'un public. Ce qui est donné à voir, c'est à la fois un regard donné sur un collectif, ici féminin, porté par la mise en lumière de discriminations, autant qu'un regard sur des expériences individuelles. Les émotions issues de ces intersections permettent, par l'intermédiaire de l'arrière-plan collectif, de vocaliser un « soi ». Il y a alors oscillation entre l'enjeu individuel porté par le récit de soi, et les conjonctions collectives qui se font écho. De ces variations allant du particulier au général et du général au particulier ressort la production d'émotions (Freire, 2017).

Nous faisons alors l'hypothèse que sans la double présentation de récits individuels s'adossant à un arrière-plan d'actions liées à ces thématiques, il n'y aurait pas d'expression de soi mettant en lumière des discriminations et des souffrances telles qu'elles engagent de

l'émotion dans le dicible, et que cette dernière, par la mise en lien du singulier et du commun fait le jour sur un processus d'individuation. Ainsi, pour reprendre les termes de Martuccelli, se dégage le fait que « la singularité, en tant que question d'existence, se comprend au sein d'un processus d'individuation ; autant dire qu'elle est une catégorie pour analyser le collectif dans ses capacités à rendre possible la singularité » (Martuccelli, 2017 : 73). Laisser le débordement somatique prendre le pas, c'est dévoiler une singularité au regard d'un collectif mais également par lui. C'est également une façon de jouer sur la constitution d'un « nous », car d'une discussion qui était détachée de tout rapport personnel, l'interruption émotive fait basculer dans un rapport où chacun relate son expérience et tisse des ponts en fonction d'un cadre commun de distanciation vis-à-vis d'un système patriarcal contraignant.

L'expression de souffrances de soi s'est développée dans un contexte de mise en mot et en statut d'un « récit thérapeutique » (Illouz, 2006). Dans la situation que nous donnons à voir, le récit de souffrances, de discriminations, ne semble avoir de tels prolongements. Il ne vise pas directement une institution, ne développe pas un regard transversal sur les causes de ces souffrances et discriminations.

Enfin, alors que nous relevions notre surprise quant à l'expression publique d'émotions à la suite de l'observation de cette situation, il est intéressant de noter un préalable historique en contexte chinois : la pratique du suku 诉苦, que l'on pourrait traduire par « récit d'amertume », une pratique consistant à « parler de ses souffrances personnelles, ou déverser son ressentiment, en public » (Sun Feiyu, 2012 :2)[26]. Par un parallèle avec le processus du suku 诉苦, nous affirmons que là où, dans les années 1950 ce processus représentait un enjeu de constitution en tant que « nouvelle société » en lieu et place de la « vieille société féodale » d'une part, puis en vue d'assoir une identification en tant que classe sociale (Guo Yuhua et Sun Liping, 2002), dans les années 2010, l'émotion ainsi annoncée publiquement à propos d'enjeux communs et personnels, participe de la monstration de soi en tant qu'individu. Les narrations en jeu apparaissent comme formes de présentation de soi et d'une individualité dans un contexte contemporain. Il y a certes une divergence quant à des injonctions plus ou moins explicites qui présideraient à ces scènes. Dans le cadre de campagnes politiques, ces situations se forgeaient

[26] Pour plus de détails quant à cette pratique, nous renvoyons à l'ouvrage de Sun Feiyu, Social Suffering and Political Confession Suku in Modern China Peking University Series on Sociology and Anthropology, 2012 Volume 1.

autour d'une mise en scène contrainte. Dans les énonciations réitérées sur nos terrains, la contrainte est moins explicite. On peut néanmoins penser que les injonctions multiples à être soi dans le contexte contemporain participent de telles expressions. Malgré cette divergence forte quant à la contrainte d'une telle mise en scène, la permanence, ou la résurgence d'une présentation publique de souffrance sociale vis-à-vis d'une communauté donnée est notable. Dans les années 1950, il s'agissait d'une performance étatique, au sein d'une communauté rurale, dont le but était de livrer le spectacle et l'actualité de la lutte des classes. Dans les années 2010, au sein des espaces physiques et symboliques que sont les « espaces de jeunes », le curseur d'une mise en scène publique de l'émotion est placé sur l'individu. Ce, d'autant plus que dans ces scènes que l'on peut rapprocher d'ordres confessionnels se rapporte l'enjeu dialogique du public (Taylor, 2009 : 250). C'est sur ce public qu'il nous faut nous arrêter maintenant, en pensant ce que signifie le partage public de souffrances et d'émotions.

3.2. Emotion et enjeu de reconnaissance par les pairs

3.2.1. Emotions, effets de cadrage et reconnaissance

Une fois de plus, remontons dans le temps aux prémices de la présentation du soir. Les quatre activistes venues présenter à la fois les actions menées par leurs organisations respectives, et à la fois leurs parcours et expériences personnelles, avaient eu, lors de la présentation de ces dernières, une vocalité chargée d'émotion. Il est possible de penser ici ces vocalités, notamment de la part de celles qui engagent la discussion et en sont les premiers porte-voix, comme un signal fonctionnant comme un cadrage de la situation. Par ailleurs, en retour, les différents débordements somatiques qui font suite lors de la prise de parole de plusieurs individus du public peuvent alors être compris comme résultats de ces « effets de cadrage ». La temporalité en jeu ayant été marquée par des discours individuels débordés par des émotions, il y a un balisage de ce temps par des grammaires affectives. Les affects sont alors également le fait de ces cadrages donnant une légitimité collective à de tels discours (Déchaux, 2015 :13-14). En somme, dans cette situation, les individus font face à des cadres primaires (Goffman, [1974] 1991) marqués par une grammaire de l'affectivité. Plus avant, ce qui permet aux individus en présence de prendre la parole ce soir-là selon des modalités

affectives, c'est la présence de « ressources culturelles »[27] de l'émotion qui permettent à cette dernière de fonctionner (Illouz, 2006 : 129). Si les discours des uns laissent entendre qu'ils ont été touchés par ceux des autres, l'enjeu n'est pas tant de comprendre la nature « réelle » des questions affectives et donc des souffrances et discriminations afférentes, mais de les faire « travailler » les uns par rapport aux autres par un récit qui peut être partagé et renforcé par la légitimité qui lui est donné dans le cadrage affectif collectif. L'agencement entre des « effets de cadrage » que l'on peut qualifier d'affectifs, et des « cadres culturels » propices au partage d'expériences proches rend légitimes les expressions en jeu, et par là-même ouvre la porte à une reconnaissance par les tiers en les touchant.

La narrativité biographique très forte généralement observée lors des prises de paroles à « l'espace de jeunes », se double dans la situation présentée ce jour-là d'un maillage fort entre présentation de soi et émotivité permis par ces cadrages. Le débordement, le moment des larmes, permet de toucher d'autres, que l'on voit opiner de la tête, acquiescer sourdement, engageant là une entente tacite. A l'instar de Jussara Freire (Freire, 2017) nous estimons ici que :

> « L'émotion permet ici de se rapprocher, de toucher autrui, d'évaluer puis de faire du commun. Ainsi, (…) la contagion des pleurs reflète un débordement qui signifie aussi un engagement commun. »

Dans ces situations-là, il y a donc des « effets de cadrages » de l'expérience de terrain agencés avec des « cadres culturels » permettant et légitimant des prises de paroles qui sont marquées par une émotion déclinée autour d'échanges réciproques. Ces derniers font montre de façons d'éprouver et de témoigner de la gratitude, prémices de processus de reconnaissance, de don de reconnaissance par les pairs (Caillé, 2007 : 199). Poser les pairs comme « reconnaisseurs » dans ces situations, c'est identifier une dimension temporelle, voire temporaire, et spatiale à cette reconnaissance. Reste alors à analyser comment cette reconnaissance, qui passe par des formes d'estime sociale (Honneth, 2002 : 149) et que nous postulons située, est construite.

---

[27] Par ces termes Eva Illouz entend le fait que des individus utilisent « une même structure culturelle pour donner du sens à leurs émotions négatives et pour les faire « travailler » en suscitant un récit de souffrance et de self help, qu'ils peuvent ensuite partager et dont ils peuvent se servir pour approfondir leur intimité ».

3.2.2. Violences symboliques, sociales et reconnaissance située

Lors des prises de paroles ce soir-là, des situations présentant des discriminations portant sur les femmes sont dévoilées. Les discours se centrent autour de déclinaisons de violences et d'injustices sociales et symboliques. D'autres soirs, lors d'autres activités auxquelles certains des individus du jour étaient présents également, ce sont les violences économiques qui étaient plutôt saillantes, ou bien agencées à des violences sociales ou institutionnelles (discriminations liées au hukou[28], concours d'entrée à l'université par exemple). Ces autres jours ont-ils permis à des processus de reconnaissance d'émerger ? Difficile à dire tant ce qui notable ici c'est la façon dont l'émotion met à jour l'échange de bien moraux ; échanges qui à leur tour participent de phénomènes de reconnaissance par les pairs.

De manière plus approfondie, il nous faut préciser certains points quant à ces situations productrices de reconnaissance sociale. Premièrement, la constitution de processus de reconnaissance passe, comme précisé en amont, par le partage public de ces souffrances. Il est donc variable en fonction des individus en jeu, de ceux qui se reconnaissent ou ne se reconnaissent pas dans ces narrations publiques. De fait, penser l'expression des émotions à un moment donné, notamment en écho à la narration de l'expérience d'autrui, ne nous engage pas sur le terrain glissant d'une expression à outrance. Là aussi, l'expression publique rend invisible et passe sous silence les possibles échos de certains quant à des expériences ou souffrances. Expression visible dans la confrontation et solitudes tues s'enchevêtrent donc. De fait, quand nous parlons de processus de reconnaissance par les pairs, nous ne nous avançons pas sur tout individu présent en cette situation.

Deuxièmement, ce qui est reconnu ici, dans une situation donnée, dans des interactions précises entre des individus constituant un public donné, ne l'est pas forcément dans d'autres sphères sociales : ni dans celle du travail où ne se jouent pas automatiquement les mises en scène biographiques, ni dans celle familiale où chacun peut se retrouver quasi scellé dans un rôle défini à la fois par des contraintes de place dans la généalogie et de contraintes posées selon une ordination homme/femme. Pour autant, d'autres formes de reconnaissance peuvent être en jeu dans ces autres sphères : à ce titre, reprenons l'intervention de la première jeune femme

[28] Le hukou est un système d'enregistrement des ménages. Sorte de passeport intérieur chinois, il est transmis par la mère et est fonction de deux critères qui se combinent : urbain ou rural, agricole ou non-agricole. Pour plus de détails, voir Froissart, Chloé, « Le hukou, pilier de croissance chinoise et maintien du PCC au pouvoir », Les Etudes du CERI, septembre 2008.

dans le public, celle qui du haut de ses 34 ans se retrouve submergée par la peine à dire ses souffrances d'une non-reconnaissance de ce qu'elle estime être soi, à savoir notamment sa position en tant que femme non mariée. Elle rappelle pour autant sa capacité à être reconnue dans son emploi très qualifié, décrit comme étant à la fois « prenant » et « épanouissant ». Dans le monde du travail, cette jeune femme bénéficie donc d'une reconnaissance « visible » et légitime.

Ces espaces et ces temps de reconnaissance mettent en lien des individus qui sont reconnus de façon différenciée dans d'autres ordres. Certains sont reconnus dans l'ordre économique (cf. la jeune femme de 34 ans), alors que d'autres ne le sont pas (chômeurs, individus en reconversion professionnelle, etc.). Ces expressions publiques d'émotions lors d'échanges reposant sur une forte narrativité biographique témoignent de la construction de « grammaires de reconnaissance » situées (Roulleau-Berger, 2007) au sein d'un « espace intermédiaire » en Chine. Ces grammaires renvoient à la façon dont ces processus de reconnaissance ne sont pas les mêmes et n'opèrent pas à partir des mêmes légitimités en fonction des divers mondes sociaux dans lesquels s'inscrivent les acteurs. Finalement, en mettant en exergue à la fois une présentation de soi, l'échange d'expériences, que ce soit pour montrer des possibilités de parcours hors de schémas jugés comme traditionnels (faire du journalisme citoyen, travailler pour des organisations sociales par exemple, ou encore avec des possibilités de mobilité ascendante, notamment pour ceux qui viennent de zones rurales ou de villes moyennes) ou en vue de partage de parcours marqués par les difficultés et la vulnérabilité, ces espaces peuvent aussi être vus comme des espaces de reconnaissance de ces personnes par l'accès à ces paroles, par le discours qui permet aussi de mettre en scène et de légitimer un soi. En reprenant les termes d'Axel Honneth, on peut voir ici les prémisses de ce qu'il considère comme une troisième forme de reconnaissance, à savoir l'estime sociale, une reconnaissance mutuelle permise par « l'existence d'une organisation sociale dont les fins communes réunissent les individus dans une communauté de valeurs » (Honneth, 2002 : 149).

Ce qui est en jeu dans la narrativité biographique chargée d'émotion est le fait de faire entendre une voix qui est d'habitude confinée, dans l'expérience individuelle, dans un angle mort vis-à-vis de ces questions. Lorsque ces voix se croisent, elles mettent en lumière des continuums de souffrances au travail, dans une vie familiale conforme à une norme patriarcale, et des souffrances également liées à une déception voire à des sentiments de duperie éprouvés lors de certaines expériences. Le tissage entre faits sociaux et expériences individuelles, et l'affectivité implicative qui est au cœur de ces agencements permettent à la fois des évocations

de soi mettant au jour des processus d'individuation, et également une reconnaissance par les pairs, et située. En fonction des cercles, lieux et mondes de socialisation, les individus ici en jeu dans les « espaces de jeunes » oscillent entre situations de reconnaissance (c'est le cas ici pour certains) et situations de non-reconnaissance conduisant à des formes de mépris social, nous engageant à penser un continuum vers une individuation de « l'individu incertain » (Erhenberg, 1995).

Plus avant, de situations personnelles et d'autant plus présentées comme telles qu'elles sont arrimées à une présentation de soi trouvant son fil conducteur dans un récit biographique, émergent des prises de conscience de situations collectives, relevant d'ancrages plus structurels. Le débouché politique, les hypothétiques actions collectives, ne sont pas pour autant forcément en jeu, mais une première pierre est posée dans la constitution d'un « nous » situationnel.

4. Prendre place sur le terrain

4.1. Concomitance de terrains « proches » et de terrains « lointains »

La proximité d'âge, le fait qu'un certain nombre des individus venant dans les « espaces de jeunes » sont diplômés de l'université et que j'y étudie encore, une certaine forme de proximité sociale parfois sont autant d'éléments révélant un terrain « proche » et permettant d'accéder à une langue commune engendrant un régime de confiance. Ainsi, la première fois que je me suis rendue à l'espace de jeunes de Pékin, j'ai d'abord vu de la surprise dans les regards des seules quelques personnes qui y étaient. De toutes mes venues ce sera d'ailleurs la fois où je rencontrerai le moins de monde. Ils étaient 5 ou 6, et se demandaient ce que je venais faire. Une fois l'explication donnée, la discussion a été lancée et de suite ils décidèrent que nous allions manger ensemble, en bas. Là, les conversations se sont faites vives, comme si j'avais été l'une des leurs depuis un moment déjà, et ce malgré un certain nombre de questions sur la France, marquant ma spécificité dans cette assemblée.

La figure de l'étranger que je représente est également plus ou moins marquée et fait dialoguer des temporalités de terrains « proches » et de terrains « lointains ». Si parfois mon étrangeté a été marquée en m'appelant « l'amie étrangère » (waiguo pengyou 外国朋友), à d'autres moments l'un ou l'autre est venu atténuer cette étrangeté en précisant à un tiers « t'inquiète, elle parle bien chinois, tu peux discuter comme si elle était Chinoise, pas besoin de passer par l'anglais. » En permanence sur ces terrains ont oscillé des temps marquant ces derniers du sceau du « proche » ou du « lointain ».

Ainsi, parfois, la figure de l'étrangère que je suis, représentait une mise à distance sociale et engageait un discours sur soi, un accès à l'intime qui n'aurait pas forcément été permis si je ne représentais pas cette distance, comme une position « au dehors » de la société chinoise. D'autres fois, cette incarnation de l'altérité engageait un régime de méfiance, notamment dans des temporalités plus contraintes politiquement, dans des temps où le terrain devenait plus « miné », engendrant des formes de ruptures réversibles dans ce régime de confiance. De mon côté cela a engendré parfois des inconforts, des malaises quant à ces moments où je ne savais plus comment me re-présenter et redéfinir les cadres de l'interaction du fait de l'impression latente de manquer d'un certain nombre d'informations nécessaires à l'élaboration de ces cadres.

Ma place sur le terrain s'est négociée autour d'un tâtonnement et d'un compromis tacite sur le fait que je ne questionnerais pas trop certains sujets sensibles. On ne m'a jamais interdit ni de venir ni de poser mes questions. Cependant, je sais et ils savent que, d'une certaine façon, mon corps fait écran en ce qu'il représente l'étranger et donc un danger pour tout activiste ou individu lié de près ou de loin à des organisations militantes. À tout moment, il peut y avoir retournement, dans un sens ou dans un autre, signant ainsi une mise en danger de son interlocuteur. De fait, les enquêtés, notamment les sources privilégiées que constituaient les fondateurs de ces espaces, et moi-même n'avons parfois pas engagé la conversation plus avant par rapport à cela. Les échanges se sont donc faits autour de doubles mises en silence plus ou moins implicites. Je me suis sentie comme une « one of the boys » (Wacquant, 2006) intermittente. Parfois, j'oubliais le rôle de chercheur, prise dans telle discussion, telle interaction, telle écoute attentive du propos de quelqu'un intervenant à « l'espace de jeunes », n'ayant pas le recul réflexif et les techniques du métier de sociologue. Il y avait alors discontinuité dans le processus de socialisation réfléchi qui est censé être celui de l'observateur ethnographique (Piette, 1996). A d'autres moments, je reprenais cette distance au rôle. Mais c'est surtout quand ces mises à distances étaient plus ou moins visibles, par un évitement des réponses, des non-dits ou mensonges par omission, que m'était renvoyée une position d'extériorité. Les positions d'intériorité pouvaient être d'une claire visibilité, m'embarquant du côté des habitués et des lieux plus privés de l'espace. Je pouvais être celle à qui on raconte les arcanes de ce qui se passe à « l'espace de jeunes », que l'on fait passer dans la cuisine du côté des habitués et des habitants du lieu, à qui on offre de l'alcool de riz ramené spécialement par une connaissance dont le père travaille dans une usine d'alcool de riz, que l'on invite à s'assoir sur son lit le temps d'une discussion ou d'un entretien. Le passage du côté plus privé du décor a pu être un marqueur fort de cette position. J'ai aussi pu être de celle qui se retrouve sur une des photos de la page internet de l'espace de jeunes de Pékin (cf. image ci-dessous), marquant implicitement que j'étais l'une des leurs.

Image 5 : Illustration issue de la page internet Douban 豆瓣 de l'espace de jeunes de Pékin

Pour autant, dans d'autres temporalités, parfois peu éloignées des premières, la sensibilité politique des situations en jeu ou le contexte plus global impliquaient une mise à distance du chercheur étranger, me remettant d'ailleurs dans ce rôle-là, et plus dans celui de la camarade avec qui on partage l'envers du décor. Notamment du fait du contexte autoritaire, cette labilité de position m'a donc demandé de faire un travail constant de maintien d'équilibre, entre proximité et parfois mise en scène de soi pour ne pas passer pour celle que l'on n'était pas (Adler et Adler, 1993). Il me fallait donc réassurer régulièrement, dans des pratiques, qui j'étais et qui je n'étais pas, quitte à surjouer un rôle de plus ou moins grande implication en fonction des données en jeu. Ainsi, lorsque les activités se faisaient autour d'un partage d'expérience personnelle sur une thématique, généralement dans une configuration physique afférente, par exemple d'un cercle de discussion sans intervenant principal, au même titre que les autres, je me prêtais au jeu de la parole publique.

Image 6 : Activité « Donne-moi trois minutes » sur le thème « Les coulisses de ma vie ». Chacun à tour de rôle intervenait à ce propos pendant plus ou moins trois minutes. Au même titre que ceux présents, mon nom (玛丽 Marie) est inscrit au tableau.

Cependant, lorsque les activités basculaient dans une forme nécessitant un intervenant, et d'autant plus quand celui-ci ou ceux-ci avaient un discours dont la teneur était plus sensible, je me retrouvais dans un rôle d'observateur plus discret, à moins que ma parole soit sollicitée. Du fait de ce positionnement labile qui m'était plus ou moins imposé puis que j'ai tenté de reprendre à mon compte, mon rôle sur ces terrains s'est retrouvé dans une homologie avec la forme pensée de ces espaces, variant entre des mises en scène plus ou moins sensibles, plus ou moins engagées, d'acteurs plus ou moins militants.

4.2. Savoir incarné et corps situé

Je n'ai pu me départir pendant les temps d'enquête, mais également a posteriori lors du traitement et de l'analyse des données, d'un questionnement quant à ma position et au renvoi que pouvait avoir ce qui était visible au premier abord, et que je pouvais difficilement invisibiliser, mon corps. Comment considérer alors, avec cette dimension, la production non pas seulement d'un savoir situé, mais également incarné en ne pensant pas le chercheur comme un simple collecteur de données, mais comme acteur de l'élaboration du savoir par son implication corporelle dans des situations d'enquête (Andrieu, 2011). Ma présence a donc pu modifier les situations, pas seulement par une présence qui bouscule l'interaction, mais également par ce corps qui symbolise un étranger politique.

> Carnet de terrain, 2 juin 2014.
>
> Je suis partie avec un groupe de l'espace de jeunes dans la campagne pékinoise pour le week-end. Ça chahute sur le chemin que nous empruntons le long de la rivière. Nous sommes une quinzaine. Notre marche doit nous mener à un point duquel nous pourrons prendre des radeaux pour descendre la rivière. Je me retrouve non loin de Wang Huili, jeune homme que j'ai rarement vu à l'espace de jeunes auparavant. Quand nous arrivons à l'endroit où prendre l'embarcation, je suis à côté de Huili et nous montons donc tous les deux sur un radeau. A peine dessus, alors même que nous n'avons guère échangé auparavant, il profite de de cet espace « protégé », délimité, quasi étanche à toute interaction tierce, pour s'épancher et être extrêmement critique vis-à-vis du régime, des conséquences sur sa vie personnelle, de la chape de plomb post-1989 (lui est né en en 1985 à Pékin), etc.

Plus que la teneur de ces propos, c'est le changement de ton à peine arrivés dans cet espace « protégé » qui m'intrigue au moment de prendre des notes en rentrant. Très clairement, ma présence dans la situation ne peut être vue comme relevant d'une extériorité neutre. Elle vient bousculer et reconfigurer la définition de cette situation. Par ailleurs, lors de l'entretien biographique qui a suivi, peu de temps après, et fait pourtant en mouvement à travers les rues de Pékin, le discours semble lissé et est dans le même temps émaillé de regards inquiets, de tête qui se tourne pour regarder qui est autour, qui observe, quels sont les dispositifs publics de surveillance, et d'une voix qui s'abaisse, posant à demi-mot une non-accessibilité à d'autres parts du récit.

Il y a donc une concordance entre l'espace pensé comme protégé et un interlocuteur pensé comme propice à recevoir ce genre d'informations par des caractéristiques symboliques attribuées. La conjonction des deux engage cette parole. En effet, rien dans mon discours, ou mon attitude ne me semble présager d'une mise à l'agenda de ces champs. C'est donc surtout à partir de ma nationalité, de mon corps représentant un étranger et des valeurs qu'on lui suppose afférentes que l'interaction se joue.

Ce n'est donc pas tant mon corps qui était en jeu dans ces interactions, mais les significations qui lui étaient portées. Je ne peux donc nier l'implication d'une corporéité blanche, non pas pensée dans la droite ligne d'une histoire de domination, mais une corporéité blanche porteuse de significations symboliques et orientant d'autant les discussions. Précisons que ceci n'est pas transversal à toute situation, mais a été d'autant plus souligné dans ces interactions où le politique n'était jamais loin. De fait, je n'ai pu mettre de côté cette dimension incarnée de la recherche prise dans une épistémologie située, en vue de ne pas « décorporaliser » (Cervulle, 2011) ce rapport au terrain. Ce corps blanc était donc régulièrement à saisir comme porteur d'un double présupposé : celui des significations démocratiques qu'on lui porte, et auprès duquel on va donc s'épancher quant à ces sujets ; celui de la dimension dangereuse qu'il peut prendre lors de situations plus sensibles, engendrant alors des interactions basées sur des normes de méfiance.

Par ailleurs, si nous revenons là-dessus quant à une implication personnelle du chercheur sur son terrain, renvoyant donc par là-même à des effets et à un regard individuels, cette dimension est également à prendre, nous le pensons, de façon structurelle dans certaines situations de terrain engageant un chercheur étranger blanc en Chine, et de la possible sensibilité qu'il porte alors. Il s'agit de fait de ne pas réduire ceci à une dimension uniquement biographique de l'interaction en situation de terrain (Andrieu, 2011).

Toujours à propos de ce que je pouvais représenter en tant qu'individu sur mes terrains d'enquête, je me dois de faire l'écho de ce que j'ai considéré comme un « raté » de l'enquête avant de changer d'avis. La situation que j'ai longuement décrite et analysée à la troisième partie de ce présent chapitre rend compte du parcours biographique de jeunes militantes féministes à « l'espace de jeunes ». Lors de leur venue, je ne savais pas précisément qui elles étaient. Je ne disposais que de leurs surnoms. L'une était « Stéphanie », l'autre Ermao (二猫, littéralement « Deuxième chat »), une autre « Waiting » et la dernière Xiaotie (小铁, littéralement « Petit acier »), soit autant de noms « publics », ceux annoncés sur internet et

utilisés par ces quatre jeunes femmes lors de la présentation à « l'espace de jeunes ». De plus, ainsi qu'indiqué précédemment, les interventions ce soir-là étaient placées sous le sceau de la présentation biographique, même si cela n'a pas empêché la présentation également d'actions de contestations préalablement menées. A aucun moment en amont, pendant ou après cette présentation je ne m'interroge sur la réelle identité de ces activistes. Ce n'est que bien des mois plus tard, en tentant de démêler les notes récoltées sur le terrain que j'essaie de retrouver qui elles sont, à partir de leurs surnoms, des informations relatives aux organisations au sein desquelles elles ont mené des actions collectives féministes et des informations distillées lorsqu'elles ont retracé leur parcours biographique. Au bout de quelques jours, je suis sûre de leur identité pour certaines, quasi sûre pour d'autres. Parmi les quatre, deux d'entre elles font parties des cinq féministes arrêtées le 6 mars 2015 à Pékin car elles prévoyaient de coller des autocollants dans le métro pékinois le 8 mars, journée internationale des droits de la femme, en vue de protester contre le harcèlement sexuel. Lors de leur détention, qui a duré 37 jours[29], elles ont notamment été accusées d'être influencées par les forces étrangères, voire d'en être les espionnes. Lorsque je découvre la réelle identité de ces jeunes femmes étant intervenues à « l'espace de jeunes » et leur détention, ma première réaction est une réaction de dépit, d'avoir fait un « raté » de cadrage lors de ma présence le jour de leur présentation en n'ayant pas su décoder l'euphémisation politique mise en place conjointement par elles et les organisateurs. D'être donc passée à côté, dans l'observation, de signaux, éléments de langage, discussions préalables visant à mettre en place ce dispositif d'euphémisation et de brouillage des pistes. Cependant, par la suite, il nous semble à la fois intéressant de mettre en évidence ce « raté », j'y reviendrai plus tard, et surtout de penser cette situation comme un moment où, peut-être, ne pas avoir engagé une interaction ce jour-là et par la suite avec ces jeunes femmes a permis de ne pas engager une « stigmatisation supplémentaire » (Villani et al., 2015) au regard de l'accusation portée quant à une supposée influence de forces étrangères. Surtout, ne pas avoir perçu cette situation comme sensible m'a permis de ne pas me mettre dans un rôle contraint par cette connaissance et construit autour de normes de méfiance et d'incertitude. En effet, savoir une sensibilité accrue de ces personnes, savoir qu'elles sont peut-être sous le coup de dispositifs de surveillance, que ma position d'étrangère pourrait donc renvoyer un stigmate de plus aurait

[29] La loi chinoise permet à la police de détenir un suspect jusqu'à 37 jours avant que l'arrestation ne soit validée par un procureur.

pu m'engager à des adaptations de conduite dans mes gestes, paroles, attitudes (Goffman, 1963 : 16).

Sans assigner un rôle trop fort à cette position d'étranger et à son hypothétique danger pour nos interlocuteurs, je ne peux cependant mettre de côté cette dimension quant à mon attitude et mes rôles sur le terrain[30].

Le choix des terrains et d'une analyse en termes de soubassement du questionnement politique en Chine contemporaine est très fortement marqué par mon statut d'étrangère. Je ne peux effacer ou rendre invisible une corporéité étrangère, blanche, qui marque avant même que je n'ouvre la bouche un double rapport quand il s'agit de terrains liés de façon plus ou moins importante à des sujets politiques : celui de la potentialité d'un danger, et paradoxalement la possibilité de la confession assez rapide quant à des sujets porteurs d'une teneur politique ou contestataire. Quoi qu'il en soit il aurait pu m'être difficile d'entrer sur des terrains plus sensibles pour plusieurs raisons : nécessité d'autorisations, engagement d'un danger potentiel pour mes interlocuteurs, difficulté d'accès à ces derniers. Tout ceci a clairement contribué à faire de ces terrains des construits plutôt que des lieux de récolte simple de données (Bouillon et al., 2006 : 20). Ces construits le sont également dans une perspective pratique de la recherche, à savoir que le choix des terrains résulte en partie d'une volonté de pouvoir être autonome sur ces derniers. Avoir pour population d'enquête des jeunes, qui plus est qualifiés, m'assurait la possibilité de pouvoir mener mes terrains en mandarin et donc de ne pas avoir à passer par une tierce personne. Par ailleurs, cela me permettait de rester sur une gamme de langue relativement proche de celle apprise à l'université en France et en Chine, et donc de ne pas avoir un coût d'entrée sur le terrain supplémentaire lié à l'apprentissage d'au moins quelques subtilités d'un dialecte voire d'une langue très formelle[31]. Ne pas mener de terrains dans des espaces clairement sensibles, ou très institutionnels me permettait également de ne pas avoir à solliciter

---

[30] Des développements plus récents dans l'actualité renforcent cette intuition. A l'occasion de la session parlementaire de mars 2018 à Pékin, les bars, restaurants, etc. du quartier dans lequel se trouve l'espace de jeunes de Pékin se sont vus contraints de limiter leur nombre de clients étrangers à une jauge de 10 personnes. (https://www.scmp.com/news/china/policies-politics/article/2136879/beijing-police-order-limit-foreigners-university).

[31] Stig Thøgersen propose les néologismes baixingese (de 老百姓 laobaixing, les "gens ordinaires") et ganbunese (de 干部 ganbu, les « cadres ») pour ces différentes variations de langue. Le premier fait référence aux nombreux argots utilisés dans le quotidien et très éloignés du mandarin appris à l'université ou lu dans les journaux officiels. Le second fait référence aux langues officielles de l'appareil d'Etat, de ses cadres et autres documents administratifs officiels (Thøgersen, 2006 : 112). Si ces distinctions sont moins nettes qu'au moment où il commence à les forger, dans les années 70, certains groupes sociaux plus âgés, plus ruraux, ainsi que l'administration peuvent encore user d'une langue très marquée par sa condition de production.

d'autorisation d'entrée sur le terrain, anticipant un possible refus, ou une possible surveillance. Ceci a été aidé par la position institutionnelle qui était la mienne, c'est-à-dire n'étant pas affiliée à une université chinoise, et bénéficiant à ce titre d'un statut administratif aux contours flous. En effet, si ma présence en Chine a été permise grâce à l'obtention à plusieurs reprises d'un visa F (访问 fangwen), c'est-à-dire un visa d'échange, de visite ou d'étude, aidée en cela par des lettres d'invitation émanant d'institutions universitaires chinoises, ces lettres n'avaient rien d'officiel, me permettant de conserver un rapport d'ambivalence quant à ma présence.[32] L'espace privé ou semi-public n'est cependant pas le seul à se trouver au cœur d'un dispositif pouvant engager des entraves à l'entrée sur le terrain, l'espace public étant régi par nombre de mesures de surveillance en zone urbaine, engageant parfois un suivi ostensible du chercheur (Richaud, 2015).

4.3. Restitution formelle et informelle

4.3.1. Restitution informelle et co-construction du savoir

J'ai été confrontée à des questionnements en deux temps quant à la restitution de cette recherche, a posteriori mais également au cours même de l'enquête de terrain. Interrogée sur un terrain d'où en était ma recherche, la question était double, à la fois à visée informative, mais également demandant un état des lieux de mon travail, cherchant une forme de retour quant à ce qui avait été « donné », demandé sur le vif. Opposer un refus catégorique aurait été une forme de rupture des cadres de confiances construits avec mes interlocuteurs dans cette recherche. Pourtant, mon réflexe premier aurait plutôt été de refuser, tant l'idée d'exposer des points qui ne me semblaient pas si clairs que ça dans ma tête, en usant par ailleurs d'une langue sociologique en chinois, me faisait peur. Remettre à plus tard une telle présentation ne semblait possible tant l'immédiateté d'une réponse était implicite dans la demande. J'ai donc fait un premier retour rapide, plus descriptif qu'analytique. A d'autres moments, j'ai également fait de courtes restitutions, sous la forme d'échanges que je n'avais pas forcément prévus en amont, mais me permettant cependant une construction de l'objet de recherche avec les acteurs, guidée

[32] Ceci a été grandement facilité par l'inscription de cette recherche dans le cadre du Laboratoire International Associé « Sociologies post-occidentales et sciences de terrain en Chine et en France » qui associe le laboratoire Triangle UMR 5206 (ENS Lyon) à l'Académie des Sciences Sociales de Chine, les Universités de Pékin, Shanghai et Nankin. A ce titre, je remercie Xie Lizhong, professeur de sociologie à l'Université de Pékin qui m'a fait à plusieurs reprises ces lettres d'invitation « non-officielles ».

donc par une « parité participative » (Fraser, 2004). J'ai été aidée en cela notamment par une situation de terrain tout à fait à propos.

Extrait du carnet de terrain – 7 décembre 2013

Ce soir, quand j'arrive à « l'espace de jeunes », se tient une activité que je n'ai encore jamais vue. Le titre de cette dernière est « Les 1001 nuits ». Chacun peut proposer en début de soirée un thème sur lequel il souhaiterait discuter avec d'autres. Une fois les thèmes annoncés et explicités, des petits groupes se forment. Nous sommes environ 25, à parité entre hommes et femmes. Quatre se sont levés et ont proposé un thème. La première est étudiante et souhaite parler des « salons » et de l'espace public. Le second est plus âgé. Il explique être né en 1967, avoir été diplômé en 1989, avoir eu beaucoup d'amis qui ont quitté la Chine après la répression de 1989 et discuter des suites de cette dernière avec eux. Je ne comprends pas exactement son thème, mais il est question de ces avis divergents quant au chemin pris par la Chine depuis cette date. Un troisième veut parler de religion. Il lit un texte de la Bible et entame, à ma grande surprise un chant liturgique en chinois. Un quatrième veut parler des discriminations à l'encontre des personnes homosexuelles afin de donner son ressenti des expériences qu'il a subies lui-même avec un public qui n'est pas forcément touché directement par ses questions. Je me dirige vers la première. Nous sommes quatre à faire de même et nous retrouvons donc à cinq autour d'une table. Grosso modo, la discussion s'articule autour de deux axes. Le premier concerne la partition sociale dans ces lieux. Le second porte quant à lui sur la partition entre public et privé. La discussion commence sur la façon d'aborder ce type d'endroit. Une première fille a fait des études de lettres et culture. Elle s'interroge sur le fait de pouvoir parler ou non de culture de masse pour ces lieux. Au contraire, une autre indique que ça dépend plutôt des gens qui viennent ici. Par exemple il y a peu elle a rencontré un ouvrier ici. Mais est-ce qu'avoir des individus de différentes classes sociales en fait un lieu de culture de masse ? Non pense-t-elle. Ensuite, il est question de ce qui ferait de cet espace un espace public, du fait de peut-être parler d'un espace semi-public (半公共空间 ban gongong kongjian). Je n'avais jamais pensé l'espace en ces termes, mais y trouve un certain intérêt. J'ajoute que peut-être cette histoire de « semi-public » est à décliner en fonction des moments qui favorisent l'ouverture, la coopération avec d'autres individus ou espaces, et a contrario, d'autres qui sont plutôt de fermeture et donc de repli. Les deux filles approuvent. Un garçon à

côté s'interroge sur la pertinence de l'idée d'espace public, même en l'atténuant par « semi » en précisant qu'il n'y a pas tant de monde que ça qui vient, et que par ailleurs cela est contraint par la sensibilité des sujets abordés qui peuvent amener à tout moment une fermeture du lieu. Le débat en vient donc à la dimension plus ou moins sensible de ce qui s'y fait. La première fille reprend la parole reprend la parole en disant que d'autres lieux qui font des « salons » et dans lesquels elle est déjà allée ont été fermés car plus marqués par ce caractère sensible, de façon permanente. La preuve, là-bas il y avait à chaque fois des policiers en civil (便衣警察 bianyi jingcha), ce qui ne lui semble pas le cas ici, alors qu'il y a plus largement de monde que dans ces autres rassemblements et qui comptaient une vingtaine de personnes, se réunissant en extérieur, dont ces policiers en civil.

A cette occasion, j'ai donc pu à la fois confronter mes analyses intermédiaires avec des acteurs de nos terrains, mais également voir la façon dont eux appréhendaient les lieux et leur présence en leur sein. La déclinaison autour d'une altération du concept d'espace public, amenée par certains de ces individus révèle une pratique réflexive collective, une modification réciproque des points d'analyse (Dayer, Schurmans et Charmillot, 2014), au sein de laquelle je n'ai pas été dans une position d'extériorité (Dayer, 2009), mais de construction conjointe de l'analyse. La restitution, en n'étant pas uniquement pensée comme pratique du processus de recherche ultérieure à la pratique de terrain vient donc s'arrimer conjointement à des temporalités de terrain.

4.3.2. Restitution formelle et prise en compte de la sensibilité

La construction de la recherche par les échanges avec les acteurs de terrain n'oblitère pas les dimensions subjectives et situées de la restitution, en ce que cette dernière est une traduction subjective des données de terrain passées au prisme d'un chercheur situé, qui sélectionne et impose donc des signifiés dans la traduction de la réalité observée (Affergan, 1999). Parmi cette sélection, j'ai eu quelques hésitations au moment de la restitution formelle de cette enquête. Bien que soulignant les processus de protection vis-à-vis de l'autorité publique, le caractère politique plus ou moins fort des pratiques et processus observés, j'ai néanmoins été confrontée à un questionnement éthique autant que politique quant à la sensibilité de ce que j'allais restituer. Est-ce que le fait de revenir à l'écrit sur certains éléments n'allait pas amener un surcroît de sensibilité pour certains des acteurs rencontrés tant les lieux

et certains individus sont aisément identifiables ? En d'autres termes, la question s'est posée de ce que l'on s'autorise à restituer. J'ai finalement choisi de rendre compte autant que faire se peut des situations, des parcours biographiques et des discours des individus rencontrés sur ces terrains, en sachant que l'anonymisation des noms des différents acteurs rencontrés pouvait être plus ou moins facilement démasquable. Pour la plupart des individus dont les noms figurent par la suite, les informations biographiques à leur sujet sont trop peu précises pour révéler qui ils sont. Cependant, pour ceux d'entre eux à l'existence marquée en tant que militant ou activiste relativement présent sur les scènes du politique et médiatique, leur double anonyme peut ne pas tromper beaucoup. Leur véritable identité étant déjà de mise pour d'autres prises de position, il est possible qu'en recoupant des informations on puisse remonter à leur nom. J'ai donc fait le choix, si tant est que c'en soit un, de tenter l'anonymat que m'intime une honnêteté à leur égard, tout en sachant qu'il peut relever de la mascarade, laquelle peut être dévoilée à tout moment. Ce choix est guidé par le fait qu'ils s'affichent par ailleurs, sur d'autres scènes, par des textes et interviews. Le fait de les « démasquer » ne serait donc pas une première.

Conclusion du chapitre 1

Un enjeu politique et de sensibilité politique a modulé l'entrée sur les terrains, les espaces investigués, nos pratiques et la façon dont nous avons été perçue. Cet enjeu n'est cependant clairement pas le seul qui est entré en compte quant à ces éléments. Au-delà d'une catégorisation des régimes sur une ligne autoritaire, l'enjeu de la parole et de la discussion sont très importants sur les terrains investigués. Ils montrent des processus de subjectivation en contexte chinois. Rendus visibles par les entretiens mais aussi à travers les observations ethnographiques, ils sont saillants par la mise en exergue d'émotions, bien que celles-ci soient à prendre dans un contexte général d'expression de soi. Ce n'est pas une particularité d'un terrain chinois, et se retrouve de façon transversale dans d'autres contextes socio-politiques. Toutefois, un impensé de la production préalable du projet de recherche a été dévoilé autour d'une assignation double qui a été faite de nous dans l'intersubjectivité. Dans celle-ci, l'étrangéité que nous portons jouait sur deux tableaux. Certes, par moments nous pouvions représenter une stigmatisation supplémentaire. Mais dans la majorité des situations, notre qualité d'étrangère permettait des paroles, des confidences de soi, et au-delà de ça des discours plus politiques, de l'ordre de la dénonciation, qui se faisaient d'autant plus facilement que nous n'étions pas objet de méfiance. La tension entre ces deux tableaux était en grande partie informée par un agenda politique plus ou moins contraint. Ceci nous amène alors à devoir prendre en compte les enjeux du politique, non seulement en termes de type de régime, mais en pensant les situations, les temporalités et les agencements d'acteurs qui peuvent permettre l'avènement du politique. Ces éléments seront traités dans un second chapitre.

Chapitre 2 : Etat autoritaire et régimes de méfiance

« L'alternative est la même dans notre rapport à la Chine. Nous pouvons partir du mythe de l'altérité foncière de la Chine, comme François Jullien le fait explicitement et comme beaucoup de sinologues le font de façon plus dissimulée, et développer une vision de la Chine qui confirme l'altérité posée au départ. Pour sortir de cette circularité, inversons le mécanisme, posons d'emblée l'unité de l'expérience humaine, cherchons à comprendre, à partir de là, la réalité chinoise que nous étudions et à en rendre compte de la façon la plus directe possible. Nous mettrons alors simultanément en évidence ce que l'expérience chinoise et la nôtre ont en commun et ce qu'elles ont de différent. Lorsque l'on pose a priori la différence, on perd de vue le fond commun. Quand on part du fond commun, les différences apparaissent d'elles-mêmes. »

Jean-François Billeter, Contre François Jullien, Editions Allia, 2006, p. 82

Une fois posée la question de la classification des régimes politiques, notamment entre autoritarisme et démocratie, nous avons souvent affaire à un écran à l'analyse. Ainsi, sur des terrains chinois, il est facile d'utiliser l'autoritarisme comme filtre présidant à la façon de voir toute interaction. Sans quitter pour autant du regard ces attributs autoritaires avec lesquels cette recherche, autant d'un point de vue théorique que dans ses dimensions empiriques, a fait chemin, il est nécessaire d'effectuer un travail double. D'une part il s'agit de penser de façon plus structurelle les reconfigurations d'un régime fait de « réglementations partielles » (Camau et Massardier, 2009). D'autre part, il nous faut, au plus près des situations, penser comment ces dernières se construisent avec les dispositifs autoritaires, et parfois au-delà d'eux, en s'intéressant à des formes d'expression et de participation politiques en Chine. Partant, il s'agit de saisir une catégorie d'individus, dans leur dimension partielle d'acteur, pris dans une « diversité des agencements singuliers qui constituent les situations ou les épreuves » (Dubet, 2009). A l'instar de François Dubet, qui postule l'hypothèse qu'il n'est plus pertinent de parler de « société française », il nous semble intéressant de penser ces effets de feuilletage en contexte chinois. Face à la présentation d'une République populaire de Chine comme un système autoritaire, que des dirigeants chinois énoncent régulièrement au travers d'un idéal de « société harmonieuse » (和谐社会 hexie shehui), il convient plutôt de saisir l'ensemble des

ordres se juxtaposant, se chevauchant parfois, et qui déterminent donc les individus de plusieurs façons. Ce chapitre invite donc à saisir ces différents agencements, le tout en donnant à voir le contexte de notre enquête sur le plan saillant de l'enjeu de contrainte politique de l'Etat autoritaire dans un contexte contemporain chinois. C'est dans ce contexte que nous analyserons des situations au sein desquelles des formes d'autoritarismes sont perçues, afin de penser comment elles sont reçues, et comment il s'agit de « faire avec » en situation, plutôt que de penser les débouchés politiques. Pour ce faire, nous reviendrons sur les modalités prises par cet Etat autoritaire, à partir de situations au sein desquelles il y a création d'incertitudes, ou d'instabilité, cette dernière ouvrant des brèches de négociation (Lee et Zhang, 2013). Par ailleurs, il s'agit également de voir comment les modalités de révélation de l'autoritarisme d'Etat dans des situations données imposent un jeu avec des contraintes et des temporalités politiques avec lesquelles il est plus ou moins possible de naviguer

1. Autoritarisme démocratique, « régimes partiels de régulation » et « Etat distendu »

La question de la nature du régime politique chinois, et de ses implications en termes de marge de manœuvre plus ou moins importante pour les individus, a été largement traitée par la littérature. Du côté des sciences politiques, les recherches ont insisté plus directement sur la nature du régime et de ses dispositifs. Il a été montré comment l'autoritarisme général fait place à des dégradés, de « l'autoritarisme fragmenté » (Lieberthal et Lampton, 1992) à « l'autoritarisme délibératif » (He et Warren, 2011). Des sociologues donnent pour leur part à voir des espaces de « protestation » (Thireau et Hua, 2010). A l'instar de ces derniers, l'idée ici est de penser la production de pratiques situées à un niveau liminaire du politique, dans une conception interactionniste du pouvoir (Arsène, 2011). Il s'agit alors de prendre ensemble les formes d'autoritarisme qui se jouent en Chine dans des situations données, et la façon dont elles sont reçues, pensées, parfois décalées. Plutôt que d'opposer frontalement autoritarisme et démocratie, du fait des continuums entre l'un et l'autre, nous nous intéressons également aux logiques contextuelles, à la façon dont des idées s'insèrent dans un contexte et ne sont pas seulement des réinterprétations dans un cadre de pensée locale (Dabène, Geisser, Massardier, 2008). De fait, nous n'assimilons pas l'acceptation, le silence ou la participation à de l'obéissance ou à de la soumission, et ne prenons pas ce qui peut être vu comme de la docilité pour de l'adhésion (Hibou, 2011). Par ailleurs, s'il est souvent fait cas d'une distinction entre les différents niveaux de gouvernement en Chine, et des jeux d'agencements entre ces derniers pour in fine, permettre le retour à une forme de stabilité (Cao, 2011), il est à noter l'émergence d'une pluralité de mouvements locaux ces dernières années, faisant advenir au sein des villes chinoises des discours et revendications citoyennes (Shen, 2008).

1.1. Contexte autoritaire et « régimes partiels de régulation »

Notre propos n'est pas ici de mettre sur un pied d'égalité tout régime politique en plaidant des formes d'uniformisation politique. Il est bien plutôt, en acceptant une catégorisation du régime politique en place en Chine actuellement comme régime autoritaire, de penser comment, au-delà et en deçà de cette catégorisation se jouent des situations, des arrangements à divers niveaux et dans diverses situations qui viennent reconfigurer une dichotomie nette entre contexte politique dit « démocratique » et contexte politique dit

« autoritaire ». Par ailleurs, nous pensons ceci en gardant en tête des effets structurels, notamment pour la période durant laquelle nos terrains ont été effectués. Les conséquences d'un resserrement des dispositifs de contrôle politique sous la présidence de Xi Jinping (Frenkiel et Wang, 2017) sont d'autant plus importants que ces dispositifs sont peu clairs et incertains. Nous reprenons largement à notre compte les expressions d'Olivier Dabène, Vincent Geisser et Gilles Massardier visant à rendre compte de la fragmentation et de l'hybridation des régimes et donnant alors naissance à des « autoritarismes démocratiques » et des « démocraties autoritaires ». Ceci est par ailleurs pensé dans un contexte où, plus que le régime politique, catégorie surplombante, nous pensons en termes de régimes soit autant d'espaces pluriels de régulation. En effet, la classification des régimes passe traditionnellement par une distinction et une définition restreinte plaçant le curseur sur le principe électif. Elle fait donc souvent des élections et des droits relatifs à ces dernières un élément déterminant. L'autoritarisme et ses déclinaisons n'auraient alors comme commun dénominateur qu'une absence de ce principe et des fondations reposant sur un « pluralisme limité » (Linz, 1975, 2006). Il s'agit ici de défaire cet unique principe de distinction et de penser plutôt des différenciations graduées, qui passent notamment par des principes de coordination plus ou moins contrôlés, et déclinés au travers de « régimes partiels de régulation » (Camau et Massardier, 2009). Au sein de ces différents régimes partiels, il y a recomposition des rapports entre politics et policies (Camau et Massardier, 2009 : 8) donc entre les régimes du politique et de la politique. Dans un contexte contemporain chinois on ne peut nier l'insertion de la seconde dans un cadre autoritaire, quel que soit l'adjectif que l'on adjoint à ce terme afin de l'affiner. Le premier n'en voit pas moins un regain d'intérêt autour de formes démultipliées d'actions à des niveaux locaux, et souvent rassemblées autour de causes plurielles et ponctuelles. La multiplication des actions collectives rassemblant des propriétaires issus des nouvelles classes moyennes (Merle, 2014), des individus autour de défis environnementaux (Deng et Yang, 2013), des ouvriers quant aux conditions de travail dans leur usine (Pun et al., 2016, Pun et al., 2012) en témoigne. Elle marque par ailleurs l'insertion de ces mouvements dans la multiplication d'engagements autour du « politique ».

Enfin, dans ce cadre de régimes partiels de régulation, il nous faut être attentif aux contextes dans lesquels certaines pratiques sont produites. En effet, le cadre politique contraint qu'est celui de la Chine contemporaine, auquel s'ajoute le resserrement des dispositifs de contrôle observé sous la présidence de Xi Jinping, engage des pratiques de participation à des formes institutionnelles propres au régime. Ainsi, certains acteurs rencontrés dans les espaces investigués peuvent d'une part se retrouver membres du parti pendant un temps, et

parallèlement, ou a posteriori, prendre place dans des espaces sociaux de critique plus ou moins forte du gouvernement en place. Ces pratiques peuvent témoigner d'une acceptation des règles du jeu, d'une connaissance du système, et donc d'une participation sans forcément se conformer ou accepter les tenants et aboutissants du régime en place. Ce peut être autant d'actes qui sont des « laissez passer » (Hibou, 2011 : 66), voire rentrent dans une approche pragmatique d'utilisation de ces canaux officiels comme possibilité de promotion (Doyon, 2016).

> « Je fais avec. Quand j'étais à l'université s'investir auprès du parti c'était le plus simple pour avoir accès à un certain nombre de postes et de possibilités. Alors je l'ai fait, mais je n'étais pas complètement motivée non plus. Après, pour mon premier emploi c'était plus simple aussi si j'étais membre du parti. Mais dans le même temps, je participais aussi à beaucoup de débats et de discussions très critiques vis-à-vis de notre régime. Ou même parfois il est question d'actions qu'on pourrait mener. Est-ce que ça me rendait schizophrène pour autant ? Non. Je sais pourquoi je suis dans telle institution, et je sais aussi que le jour où je n'arriverai plus à faire la part des choses entre les différentes scènes, j'en abandonnerai une. »
>
> (Extrait d'entretien avec Ao Fengming, Femme, 23 ans, fonctionnaire)

Partant, la question n'est pas tant de poser l'idée de contrôle politique, qui peut être un continuum de situation en Chine, mais bien plutôt de penser la perception de ce contrôle comme se retrouvant dans la façon dont ces espaces sont conçus et se vivent. Cela ne revient pas pour autant à penser ces effets de contrôle comme surplombant et participant du cadrage de toute situation dans ces espaces. Il est des moments où il va être plus présent, et il est des personnes qui vont davantage le percevoir ou y prendre garde. Par ailleurs, s'il y a en filigrane la présence d'un contexte contraint, il faut également voir ces contraintes non pas comme totales mais ouvrant aussi des espaces sociaux. C'est notamment le cas pour ce que Becker nomme « activités de renfort » : le fait de « ne pouvoir employer (les moyens habituels de mener à bien les activités de renfort) ouvre aussi des perspectives nouvelles » (Becker, [1982]1988).

Face à une préséance normative visant à placer la focale sur les espaces de pure dissidence ou ceux très institutionnalisés et intégrés dans la cartographie administrative, notamment en s'attachant aux formes du politique dans les différents échelons de l'administration, les terrains investigués sont moins typiques. Ce qui s'y joue ne relève ni de la dissidence, donc d'une contestation frontale, ni d'une forme institutionnelle nette qui pourrait

prendre en charge des éléments d'action publique normalement dévolus à l'Etat. Entre ces deux processus, il existe une diversité de formes d'association et de coopération dont la nature n'entre pas pour autant en contradiction avec la lettre du régime. A l'instar d'autres contextes socio-politiques, ce qui relève de ces formes sociales n'est donc pas une spécificité que l'on pourrait accoler de bon droit aux régimes dits démocratiques. Au contraire, dans d'autres contextes nationaux que la Chine, eux aussi catégorisés comme ne relevant pas des démocraties occidentales, la possibilité de formes d'association et de coopération d'advenir n'est pas nulle voire peut être encouragée (Desmères, 2000 : 12), dans un mouvement qui peut parfois rentrer dans des formes de captation autoritaire (Ben Achour, 2011). Nous ne pouvons faire rentrer strictement dans la case de la vie associative les « espaces de jeunes » qui constituent les terrains investigués. L'idée est également de saisir comment leur condition de survient et de survie est possible dans un contexte doublement marqué : par un autoritarisme qui ne peut tout englober et s'immiscer dans toute relation ou tout mécanisme de gouvernement ; et par la corrélation entre engagement politique liminaire et engagement politique consubstantiel qui ne va pas de soi. Sans aller jusqu'à voir dans ces processus sociaux les conditions d'émergence d'un évitement du politique (Eliasoph, 1998), force est de constater que l'un n'engage pas forcément l'autre, mais que nous voyons plutôt dans ces contextes le fait que l'un contient l'autre. En d'autres termes, si les formes du politique observées sur le terrain sont loin de formes traditionnelles d'action politique, elles peuvent relever d'une définition plus large du possible politique. Analyser les espaces de discussion, de négociation, de débat qui ont été nos terrains pour cette recherche revient donc non pas à les placer dans la sphère d'une action visant à influer les actions publiques pour, en définitive, donner du corps à des formes plus démocratiques au sein du politique en Chine, mais voir comment des interrogations liminaires peuvent se faire jour. Par ces interrogations liminaires, nous renvoyons aux termes de Claude Lefort, précisant dans son questionnement sur ce qui fait politique que « toute société est confrontée à une incessante interrogation sur son mode d'être, sur ses repères de discrimination permettant de juger du juste et de l'injuste, de l'égal et de l'inégal, du licite et de l'illicite, du légitime et de l'illégitime » (Lefort, 1986 : 258).

1.2. Etat distendu et « gouvernance par la communauté »

Les réformes menées en Chine depuis 1978, notamment sur le plan économique, se sont faites autour de formes spécifiques de modernisation qui n'ont pas marqué de rupture nette avec

les institutions socialistes. Par ailleurs, elles ont fait montre de pluralité en fonction des espaces géographiques saisis, des secteurs et des acteurs en jeu. De fait, la gouvernementalité observée à des niveaux locaux de l'administration en Chine contemporaine donne à voir ces mouvements de va-et-vient entre des formes relevant d'un « Etat distendu » (Hibou, 2011 : 119)[33] et des formes de contrôle gradué sous la houlette d'organisations du parti. Ces réformes ont en effet été le théâtre d'un développement des organisations sociales. Ce développement a été permis à la fois par l'ouverture d'interstices sociaux et le délaissement, par les autorités publiques, d'actions qui leur étaient autrefois dévolues (Saich, 2000). Cette forme de gouvernement d'un « Etat distendu » nous permet de penser les espaces de protestation sociale et la nature autoritaire du régime chinois de façon dynamique. Si, depuis le début des années 1990, le nombre de protestations collectives a augmenté très fortement en Chine, d'aucuns postulent que ce processus de réitération des négociations entre protestataires et acteurs de l'autorité publique ne constitue pas une fragilisation du régime en place et de ses structures afférentes. Il permet au contraire une résilience du régime et de la fragilité de ses structures politique par la routinisation des actions protestataires (Xi, 2012). Penser la possibilité que des espaces malléables de protestation puissent émerger dans le contexte politique qui est celui de la Chine actuellement n'est pas le paradoxe qu'une telle assertion laisse penser en première intention. Tout l'enjeu ici est de montrer comment des espaces sont produits dans ces écarts, à partir de quoi et comment ils tiennent dans le temps.

La question n'est pas tant pensée autour de formes d'actions collectives précises et traditionnelles. Il s'agit plutôt d'interroger comment se forment de primes engagements autour d'enjeux de bien commun, de questionnements quant au régime en place, de tentatives d'incursion sur ces territoires du politique dans une acception prise au sens large bien que liminaire. Il s'agit donc de penser des situations locales, des « arrangements localisés socialement et spatialement » (Camau et Massardier, 2009 : 10). Nous ne pensons pas pour autant ces arrangements de façon indépendante, c'est-à-dire décontextualisés par rapport aux

[33] Béatrice Hibou indique par cette expression la façon dont les processus contemporains en Chine ne relèvent pas d'un *désengagement de l'Etat*, notamment autour de l'économie, mais d'un redéploiement. De plus en plus de ces prérogatives qui relevaient auparavant de la sphère publique sont aujourd'hui pris en charge par le secteur privé (dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la culture par exemple). Un flou quant à la distinction entre public et privé est cependant conservé à dessein. La redéfinition constante des frontières entre le public et le privé ne témoigne alors pas tant d'une privatisation de certains domaines. En effet, une tutelle seconde est conservée sous forme d'une emprise politique par les autorités. L'expression « Etat distendu » a quant à elle été forgé à partir de « l'empire distendu » d'Yves Chevrier (Chevrier, Y. (1996). 9. L'empire distendu : esquisse du politique en Chine des Qing à Deng Xiaoping. Dans : Jean-François Bayart éd., La greffe de l'État (pp. 263-395). Paris: Editions Karthala.)

formes prises par les autorités publiques nationales. L'un fonctionne avec l'autre et l'autre avec l'un dans un va-et-vient sinon permanent, au moins présent en filigrane dans nombre de constructions des cadres de l'action. Partant, nous tenterons de démontrer comment ces espaces d'un côté, et les autorités publiques et leurs ramifications de contrôle plus ou moins distendu de l'autre, fonctionnent ensemble et doivent donc être tenus ensemble.

Les réformes à l'œuvre dans la société chinoise depuis 1978, tel que le démantèlement de l'unité de travail (单位 danwei), laissent à voir des agencements qui se défont et des processus de fragmentation. Il y a ainsi eu un glissement d'une économie planifiée au sein de laquelle l'Etat était fortement engagé à une économie libérale, dans laquelle l'individu n'est que très peu protégé socialement, engageant ainsi des inégalités croissantes. Ceci participe d'un contexte de société incertaine, laissant de plus en plus les individus face à des situations d'incertitude au cours de leur parcours (Beck, 2001). Cependant, à force de placer la focale sur ces agencements qui se défont, on oblitère d'autres processus, cette fois de recomposition, ainsi que les liens entre les premiers et les seconds. Or, les démantèlements des systèmes de gestion sociale opérés autour de l'unité de travail ont laissé la place à d'autres structures sociales. Plutôt que de se faire à partir de l'enjeu « travail », ces dernières passent dorénavant par des formes locales, et donc spatiales. De « l'individu de la danwei », on est ainsi passé à « l'individu de la communauté » (Audin, 2008 ; Li Youmei, 2008). Parmi les conséquences de ce changement de paradigme, se trouve notamment le transfert d'un nombre certain de prérogatives de gestion sociale et des fonctions de service de niveaux élevés à des niveaux plus bas de l'administration, avec une augmentation des rapports locaux entre individus d'une part et « bureaux de rue » (街道办事处 jiedao banshichu) et comités de résidents d'autre part (Lei, 2001). Le tout s'inscrit dans une tendance à la délégation de la gestion sociale à ces niveaux plus locaux. La constitution des organisations sociales en Chine, qu'elles soient officielles ou non-officielles, bénéficie d'une certaine forme de tolérance et d'acceptation en ce qu'elles s'inscrivent dans ce paradigme de gouvernement. Elles témoignent par là-même des tentatives d'inscription des individus dans ces « communautés locales ». A ce titre, les injonctions de politiques publiques en la matière sont révélatrices. Il y a ainsi eu la promotion par le ministère des affaires civiles des concepts de « services communautaires » (社区服务 shequ fuwu) en 1987 puis de « construction de la communauté » (社区建设 shequ jianshe) en 1991. Ces communautés locales peuvent donc être pensées au travers de leur fonction de service (Chen Weidong, 2004). C'est dans cette perspective que les espaces investigués gagnent tout leur intérêt : ils sont en permanence sur cette ligne fragile faite d'une forme institutionnelle labile mais qui fonctionne très bien avec les

injonctions de « gouvernance communautaire », et d'un fond qu'il faut amender, redéfinir et avec lequel il est parfois nécessaire d'être précautionneux pour ne pas tomber sous le coup d'une sensibilité politique les mettant sous les radars d'une possible censure. Ces formes de « gouvernance communautaire » s'inscrivent dans un contexte qui porte insistance sur une « société civile » déclinée autour de plusieurs termes. Le concept de « société civile » a en effet été très largement repris par les sociologues chinois, avec des traductions différentes ne renvoyant pas aux mêmes items (Pils, 2012). De « société de citadins/bourgeois » au sens premier du terme (市民社会 shimin shehui) à "société populaire" (民间社会 minjian shehui) ou encore « société de citoyens » (公民社会 gongmin shehui)[34], les déclinaisons autour de ce concept sont nombreuses (Li Youmei, 2008). Elles témoignent d'autant de tentatives de catégoriser le redéploiement, la redéfinition et la recomposition des relations sociales à différents niveaux d'administration depuis le début des réformes engagées à la fin de l'ère maoïste. Si ce sont plutôt les deux dernières acceptions qui récemment ont primé, toutes indiquent de façon sous-jacente une tendance à la prescription normative engageant une volonté de « faire société » (Deng, 2011). Quoi qu'il en soit, elles révèlent la prise en compte de la pluralité des « interstices des systèmes normatifs établis ou en formation », des espaces d'autonomie d'acteurs plus ou moins légitimes, et la façon dont ils peuvent « marquer la réalité politique d'une empreinte durable, non empêcher les formes de domination, mais les conditionner et les modifier » (Hibou, 2011 : 153). De fait, les recompositions autour de « gouvernances communautaires » témoignent également de l'articulation entre individu et collectif, autour de processus d'individuation (Yan, 2009).

1.2.1 Initiatives locales et tentatives de normalisation publiques

Plus largement, il y a la tentative de faire en sorte que ces « communautés » soient certes le fait d'initiatives locales[35], mais que l'on tend à faire entrer sous un contrôle plus ou moins lointain d'une organisation du parti (Li Youmei, 2008). Cette technique de gouvernement consistant à laisser la main à des prises en charges individuelles, puis à les placer sous le

[34] Pour une étude plus exhaustive sur ce concept et notamment sur la façon dont il est produit en Chine continentale et à Hong-Kong, nous renvoyons à l'ouvrage de Chan Kin-Man, Zou xiang gong min she hui: Zhong Gang de jing yan yu tiao zhan (Vers une société civile. Hong Kong et la Chine : histoire et défis . Chu ban. [Xianggang], Jiulong: Shang shu ju, 2010.

[35] A ce propos, les termes utilisés sont souvent ceux de 草根 caogen dans une reprise très littérale de l'anglais « grass root » (littéralement herbe-racine dans les deux cas).

patronage d'une organisation du parti se retrouve sous diverses formes, et entre dans une visée plus large permettant à la fois une délégation de service public et un contrôle gradué a posteriori. Nous avons pu l'observer sur nos terrains, notamment dans le cas de « l'espace de jeunes » de Pékin du fait de son spectre d'action plus large que les deux autres, avec une tentative de placement sous la tutelle de la Ligue de la jeunesse communiste. Cela rentre dans un mouvement consistant à récupérer des initiatives sociales locales pour les perfectionner, en tant que modalité de gestion sociale. Par ailleurs, les « espaces de jeunes », s'ils sont plus complexes que de simples espaces de parole et de délibération, ont cependant en partie cette fonction-là. Ils entrent alors en écho avec des dispositifs mis en place par les autorités politiques nationales visant à insérer, peu à peu, des dispositifs de « participation directe ». Il en est ainsi de l'administration dite « des lettres et visites » (Thireau et Hua, 2010)[36], de hotlines, notamment destinées aux travailleurs migrants, qui se sont développées au sein des communautés de quartier, des syndicats ou des administrations chargées de traiter des problèmes liés au travail.

Tous ces éléments témoignent d'un contexte de démultiplication des relations de pouvoir par des modes de gouvernement indirects (Hibou, 1999). A ce titre, les organisations sociales, les ONG et les mouvements sociaux peuvent devenir des « citoyens des politiques publiques » (Camau et Massardier, 2009). Ceci se fait dans un contexte paradoxal où ces formes sociales sont à la fois des tentatives de résistance et de soutien aux politiques publiques. Cela donne lieu au développement d'une « zone grise » au sein de laquelle se tiennent nombre d'activités sociales voire citoyennes qui jouissent d'une certaine autonomie (Bergère, 2013 : 155). De fait, les liens institutionnels qui apparaissent notamment par des approches de la part d'organisations publiques patentées comme la Ligue de la jeunesse communiste donnent à voir deux éléments. Ils témoignent de relations marquées par des formes de complicité et de concurrence invisible. Ils révèlent également la volonté de la part d'instances publiques de normaliser ces espaces en les faisant entrer dans la sphère institutionnelle et étatique. C'est les reconnaître sans forcément réussir à les adouber. Cela donne à voir des laboratoires d'expériences sociales qui sont dans un premier temps laissés à l'état d'expérience puis peuvent

[36] L'administration des « lettres et visites » est une institution de plainte permettant aux citoyens d'évoquer leurs doléances aux autorités. Si elle a été créée à des fins de connaissance des avis et états d'esprit de la population, son utilisation a permis en fait en retour également aux individus la saisissant de tenter de redéfinir ce qui relève pour eux de la justice sociale.

faire l'objet de tentatives de normalisation lorsque qu'il s'agit de les faire entrer dans des formes plus publiques en renvoyant alors ces organisations sociales à une tutelle publique.

1.2.2. Acteurs politiques, profanes et élargissement du champ des « dicibles »

Les « espaces intermédiaires » considérés ne s'agencent pas autour d'une cause ni ne sont spécifiquement espaces du politique. Ils sont formés autour de pratiques d'échanges et d'apprentissage. Ils s'insèrent dans un spectre plus large d'activités d'information quant à des sujets qui sont invisibilisés dans les espaces médiatiques ou informationnels, autour d'enjeux sociaux, politiques, relevant de la fabrique des inégalités et des discriminations. En conséquence, les acteurs en jeu montrent un assouplissement de la façon dont ils entendent ce qui relève du « démocratique » et de « l'autoritaire » et participent de la production, de la diversification et de l'emboîtement d'espaces politiques. En effet, ce qui est à l'ordre du jour dans les espaces investigués est un niveau intermédiaire entre des espaces plus clairement politiques et d'autres qui ne le sont pas. Ceci résulte notamment d'un enjeu de sécurisation, c'est-à-dire de protection vis-à-vis d'autorités plus promptes à mettre en place des dispositifs de surveillance et de contrôle quant à des espaces clairement politiques. En se plaçant au contraire dans un niveau intermédiaire entre espace de sociabilité et de culture (moins surveillé) et espace dont les activités engagent des enjeux sociaux et politiques (plus surveillé), la configuration des espaces desserre un peu les possibilités de surveillance. Par ailleurs, l'emboîtement de ces différents niveaux permet la venue d'un public plus varié. Cela engage alors la possibilité de mise en lien d'acteurs politiques patentés et d'acteurs plus « profanes ».

L'articulation entre ces différents acteurs, en dehors de ces irruptions de l'illégitime, se fait autour de pratiques, discussions et échanges témoignant de formes de « civisme ordinaire » (Pharo, 1985). L'idée n'est alors pas de penser ce concept de « civisme » dans un complexe de « bon citoyen » voire de sujet intégré. Il s'agit plutôt de voir dans ces petites effractions que sont les tentatives de s'inscrire dans des questionnements sociaux ou politiques, une façon de faire savoir sa subjectivité et sa présence dans une sphère publique sans penser cela par le mode de l'allégeance. Il y a alors déplacement des frontières du politique et du non-politique. Si les concepts de « civisme » ou de « citoyenneté » ont pu être galvaudés par leur instrumentalisation politique, ils sont cependant intéressants pour penser et déplacer les frontières du politique et du non-politique voire pour raviver un sens politique dans des formes civiques dont on a occulté cette acception (Murard et Tassin, 2006). Dans les espaces investigués qui sont autant de scènes

d'échanges et de mise en lien entre activistes de différents mouvements d'un côté et acteurs plus profanes de l'autre, la langue commune se trouve articulée autour d'enjeux de civisme et d'intérêt général. Partant, individu et collectif sont pensés de concert. A ce titre le collectif fonctionne alors comme une instance d'assentiment, bien que variable selon les membres et situations, permettant alors des formes de production concertée de ces enjeux liés à un « bien commun » (Pharo, 1985). La mise en lien sur ces scènes d'activistes et d'acteurs plus profanes témoigne alors d'un élargissement du champ des « dicibles », autour du dévoilement de rapports sociaux et politiques.

1.3. Espace politique et internationalisation des échanges

Dans la construction et la production de ces espaces, il nous faut prendre en compte plusieurs éléments. Il y a d'une part l'ouverture politique partielle, circonstanciée et portant sa réversibilité. Il y a également les possibilités d'œuvrer à un niveau local notamment lorsqu'il s'agit d'enjeux sociaux qui peuvent plus tard être incorporés à l'action publique. Enfin, il y a l'internationalisation des échanges, saisis sur nos terrains surtout par des rapports transnationaux d'échanges de connaissances, de ressources et d'acteurs au sein d'un espace transnational. Ce dernier point est notamment lié à la facilitation linguistique permise par l'usage du mandarin par les acteurs en question, taiwanais ou hongkongais.

Le transfert de ressources politiques à l'international entre militants plus ou moins patentés (Öngül et Vairel, 2009) ne peut être pensé de manière directe. Il ne s'agit pas d'une mise en commun entre militants, et la structure en jeu ne se définit elle-même pas comme militante non plus. Cependant, ce qui sous-tend nombre de venues et présentations dans les « espaces de jeunes » réside dans la monstration de compétences organisationnelles et idéologiques d'actions collectives, voire la façon dont elles ont pu se mettre en place. Il est aussi question de leur histoire, témoignant alors d'une mise en exergue de la construction des problèmes publics et des mobilisations. Lai Zhengzhe est un militant historique de l'activisme gay et lesbien à Taiwan. Il est invité le 23 avril 2013 à l'espace de jeunes de Pékin afin de « parler de son expérience militante de presque 20 ans autour de l'activisme gay à Taiwan. (…) Il mène un activisme social pour la cause gay et la défense des droits des homosexuels depuis 1995. C'est un des représentants les plus importants de cet activisme à Taiwan. Il rejoint le « front d'action pour un espace homosexuel » en 1995. En 1999, il ouvre la première librairie gay à Taipei, la « Librairie Jingjing ». (…) En 2006, il demande l'abrogation de l'article 235

du code pénal. En 2011, il mène la marche des fiertés taiwanaises, et sert à la permanence téléphonique gay de Taiwan (…). En 2012 il ouvre un café à Pékin puis en 2013 devient membre du centre gay et lesbien de Pékin. »[37]. La venue de Lai Zhengzhe se fait autour de la présentation d'un de ses ouvrages rappelant l'histoire homosexuelle à Taiwan, qu'il a notamment écrit sur la base d'une « histoire orale » (口述历史 koushu lishi) récoltée auprès de différentes générations d'hommes homosexuels taiwanais. Il rend compte de l'importance du « parc de la paix » comme lieu de rencontre homosexuelle, présentant la particularité spatiale de ce lieu à l'ombre du palais abritant le président taiwanais, et de l'ironie pragmatique de cette proximité d'un pouvoir ayant condamné l'homosexualité pendant longtemps[38]. Il passe ensuite dans sa présentation aux différentes formes d'activismes menées de concert depuis 1995. Il explique le but double de ces mobilisations, visant d'une part à montrer les discriminations subies et d'autre part à demander l'égalité des droits des individus, peu importe leur orientation sexuelle. Il indique à ce propos les différentes techniques utilisées, allant des manifestations aux performances, des pétitions aux recours légaux. Il appuie son propos avec force de photos donnant à voir la pluralité de ces répertoires d'actions. Dans les discussions qui suivent, le déplacement de contexte est opéré par le public. La première jeune femme à intervenir est très véhémente, indiquant que « c'est bien beau d'apprendre tout ça, de voir toutes ces techniques visant à rendre visible des discriminations et à lutter, mais c'est beaucoup moins facile à faire sur le continent ». A partir de cette première intervention, se joue tout un échange portant à la fois sur le constat de l'état des discriminations à l'égard des LGBTQI en Chine continentale, et des possibilités, ou non, de mener des actions parallèles à ce qui a été fait et est fait à ce propos à Taiwan depuis une vingtaine d'années.

Un mois avant, le 23 mars 2013, une autre conférence-débat est organisée à « l'espace de jeunes » de Pékin. Elle porte sur Hong Kong et plus particulièrement sur les mouvements sociaux d'opposition à « l'éducation patriotique » ayant émergés à la suite de la reprise en main par Pékin des programmes scolaires. En 2012, à la suite de la mise en place de cours dans les lycées hongkongais promouvant le patriotisme, les lycéens débutent des manifestations et des rassemblements publics à la fin de l'année scolaire. Ils sont suivis par leurs parents et leurs

[37] Extraits de la présentation en ligne de la soirée en question.
[38] Pour plus de détails quant à l'espace symbolique de ce parc dans les sociabilités homosexuelles à Taipei, nous renvoyons à l'article de Fran Martin, From Citizenship to Queer Counterpublic: Reading Taipei's New Park, Communal/Plural, Vol 1, N°8, 2000.

professeurs quelques temps plus tard. Après une explication rapide du mouvement, l'invité montre des vidéos qui sont utilisées pour cette éducation patriotique. Il indique également le coût de production de telles vidéos. Il explique ensuite pourquoi cela a posé problème et donc mené les lycéens dans la rue. Enfin, il montre l'évolution des mobilisations. Il commence par des photos où seuls des lycéens et étudiants sont présents, portant avec eux des banderoles sur lesquelles sont inscrits des slogans comme « Nous voulons réfléchir, pas subir un lavage de cerveau ! » [39]. Il passe ensuite à des illustrations des journées durant lesquelles les manifestations ont atteint leur pic, rassemblant bien au-delà des simples lycéens[40]. Il finit également par faire des liens avec d'autres mouvements étudiants, faisant notamment référence à une mobilisation des étudiants en 1990 à Taiwan, appelant à des élections au suffrage universel direct des président et vice-président et à la tenue de nouvelles élections des représentants à l'assemblée[41].

Image 7 : Photo projetée lors de la conférence - débat. Il est écrit sur la banderole : « Révoquons l'éducation qui fait un lavage de cerveau ». Les individus croisent leur bras au niveau de leur visage, renvoyant à un signe corporel japonais indiquant que quelque chose est interdit, impossible ou n'est pas convenable

[39] 我们要思考，不要洗脑！» (Women yao sikao, bu yao xi nao !)

[40] Pour la journée du 29 juillet 2012, les organisateurs de la manifestation estiment à 90 000 le nombre de personnes présentes, la police 32 000.

[41] Il est ici question du mouvement étudiant dit des « lys sauvages » (野百合学运 yebaihe xueyun), ayant rassemblé du 16 au 22 mars 1990 des dizaines de milliers d'étudiants pour des sit-in et manifestations sur la place du Mémorial à Taipei, à l'initiative des étudiants de l'université nationale de Taiwan.

Image 8: Photos projetées lors de la conférence - débat. On retrouve le slogan indiqué supra, à savoir « Nous voulons réfléchir, pas subir un lavage de cerveau. »

Dans ces deux situations, espacées d'un mois environ, les processus sont similaires. A chaque fois est montré ce qui pose problème et pourquoi. Il est ensuite montré comment des mobilisations se montent en réaction, via la création de réseaux de militants et la mise à l'agenda de problèmes publics par exemple. Enfin, il y a monstration des modalités d'incursion de l'action collective, lesquelles sont appuyées avec force de photos. La multiplication de la présentation détaillée de ces modalités d'organisation, des ressources utilisées, des répertoires d'action collective (Tilly, 1978) mis en œuvre dans d'autres contextes nationaux, si elle ne relève pas d'un transfert direct de ressources ni d'un échange patent de compétences politiques témoigne cependant des prémisses de ce type de processus. La sémantique est également importante, renvoyant directement à la sphère des mouvements sociaux. Il y est ainsi question « d'activisme », « d'activiste », « de droits », autant de termes qui peuvent être parfois remplacés par des euphémismes dans le but d'amoindrir la portée politique des pratiques. Par ailleurs, elles témoignent également de la production d'un corpus de référence commun. Ce corpus comprend à la fois la connaissance du répertoire de l'action collective et celui des mouvements sociaux marquant s'étant tenus dans un passé plus ou moins proche.

Le détour par l'international n'offre pas aux acteurs la possibilité de se défaire de toute contrainte structurelle (Öngün et Vairel, 2009 : 232). Cependant, il permet d'en lever certaines. Dans les diverses discussions en jeu dans l'espace, et notamment celles qui se font à partir de ces présentations de différents mouvements sociaux, l'information quant à ces sujets est primordiale. Le processus de monstration effectué, l'apport de connaissances quant à ces

domaines font montre d'une présence d'autant plus importante qu'elle est absente du champ médiatique chinois, ou présente seulement dans une marginalité très contrainte par des dispositifs de censure des informations données comme sensibles.

Loin de penser une mise à distance complète des dispositifs émanant d'un Etat autoritaire, les « espaces intermédiaires » investigués permettent cependant une mise en lumière de « registres partiels de régulation » et d'un « Etat distendu » au sein duquel des organisations sociales émergent. Elles sont d'autant plus permises par le passage voire parfois l'injonction, comme en témoignent des politiques publiques des années 1980 et 1990, à des formes de « gouvernance communautaire » impliquant des dynamiques locales. Dans un paradigme plus largement pensé autour du développement de ce type d'organisations dans le cadre d'une « gestion sociale », c'est-à-dire d'une possible normalisation publique a posteriori, les espaces sociaux en jeu se construisent à partir d'une mise en exergue de questionnements sociaux et politiques, dans une mise en lien entre acteurs politiques patentés et acteurs plus profanes. Si ces questionnements témoignent d'approches « citoyennes » ou de formes de « civisme », ils permettent également un élargissement du champ du « dicible » par la mise en lien de ces différents acteurs. Enfin, l'internationalisation des échanges autour de ces sujets témoigne à la fois de l'apprentissage d'un corpus de références liées à l'action collective que de façons de se défaire de contraintes structurelles du politique en régime autoritaire. Ceci révèle un enjeu central au sein de ces espaces, celui du rapport à l'information et au champ médiatique, d'autant plus complexe quant à des thématiques appartenant à ce qui est « sensible » en Chine contemporaine.

2. Pluralité des régimes de méfiance, jeunes diplômés et « modernité compressée »

2.1. Régimes de méfiance et régimes de confiance

L'utilisation extensive de la peur quant à des éléments relatifs au régime chinois n'est pas nouvelle. Le développement de l'usage de technologies de l'information et de la communication vient renforcer ces appréhensions. Ainsi, la mise en place récente de différents systèmes de crédit social (社会信用体系 shehui xinyong tixi) vient étayer ces tendances. Le concept émerge une première fois en 1991, est repris en 2007 mais a été plus largement dessiné dans un rapport de 2014 (Kostka, 2018 : 2). Ce dernier propose une mise en place progressive à partir de 2017 et un objectif de généralisation à l'horizon 2020. Il s'agit de systèmes de notation individuelle, attribuant à chaque individu un « score social », variant en fonction de différents critères et permettant de juger de la confiance dont est digne tout un chacun. S'il est légitime de s'interroger sur l'utilisation d'un tel outil comme dispositif de contrôle et de surveillance de la population. Il est également légitime de s'interroger quant à la façon dont cela peut être utilisé en vue d'amender certaines pratiques ou de peser pour valoriser des comportements incitatifs. Force est de constater que la confiance demeure un enjeu central quant à la genèse d'un tel projet et sa réception subjective par les individus concernés. Le document préparatoire de 2014 indique à ce titre la mise en place de telles applications en vue de penser les problèmes publics autour du concept de « sincérité », laquelle est déclinée autour de trois catégories : la sincérité dans les affaires gouvernementales, dans le commerce et sociale[42]. La plupart des premières recherches menées à propos de ces systèmes de crédit social mettent bien en évidence son enjeu de soutien aux dispositifs autoritaires publics (Hoffman, 2017, 2018). D'autres viennent compléter ces approches en soulignant le contexte de grande méfiance sociale au sein duquel la construction de ces systèmes s'inscrit, et l'appréciation subjective sur la même ligne qui en est faite par les utilisateurs de ces systèmes. Ainsi, ces systèmes de crédit social sont très largement approuvés par les individus car ils permettent de tenir à distance une méfiance structurelle entre individus en Chine contemporaine. A ce titre, les répondants à une enquête menée en 2018 par des chercheurs de l'université Libre de Berlin

[42] Pour plus de détails quant aux tenants et aboutissants de la mise en place de tels systèmes, et la façon dont cela engage la production d'un paternalisme technocratique, nous renvoyons à l'article de la politologue Séverine Arsène, « Le gouvernement chinois exploite habilement ce que nous appris les réseaux sociaux », Le Monde, édition du 25 octobre 2017.

ont, dans une large majorité (76 %) indiqué des problèmes de méfiance mutuelle entre citoyens aujourd'hui. (Kostka, 2018 : 20).

Si au moment de la réalisation de nos terrains ces systèmes n'étaient pas encore en place, cet enjeu crucial de la confiance interindividuelle était là aussi largement présent et contexte de production des interactions sociales. De fait, il s'agit pour nous de penser comment les espaces investigués et les interactions qui s'y jouent se construisent dans un contexte plus général décliné autour de régimes de méfiance, et quelles sont les tentatives pour s'affranchir temporairement dans ces lieux de ces régimes. Précisons avant toute chose que la préséance de ces régimes de méfiance n'est pas inhérente à toute interaction. Si certains échanges économiques ou discussions à caractère politique peuvent être présidés par des rapports de méfiance, il existe des incorporations routinières d'attitudes de confiance dans l'espace de la vie quotidienne (Giddens, 1990). Cependant, les régimes de méfiance naissent des écarts entre les « idées normatives » générées par les institutions (Offe, 1999) et les pratiques auxquels les individus en jeu sont confrontés de façon subjective. Ceci est particulièrement fort du fait du contexte politique, dont une des caractéristiques est de produire de façon plus systématique le développement de défiances, en lieu et place de ce qui a pu être pensé comme l'une des forces sociales de synthèses des plus saillantes. Plus précisément, il s'agit de voir comment, dans ce cadre sous-tendant des défiances, les phénomènes sont plus « feuilletés » (Quéré, 2001).

Extrait carnet de terrain – décembre 2014

> Je me suis retrouvée au milieu d'une discussion sur les différents lieux plus ou moins contestataires au sein desquels ils allaient. Une jeune femme, qui avaient d'abord fait ses études dans la province septentrionale du Jilin et travaillait à Pékin depuis quelques années disaient aux cinq ou six que nous étions qu'ici elle se sentait en confiance ici tout simplement parce qu'elle n'avait pas repéré les policiers en civil qu'elle avait pu noter dans les trois ou quatre autres endroits dans lesquels elle allait, ou était allée, car certains n'étaient plus. D'autres ont acquiescé. Elle a continué, disant que ce climat de confiance lui permettait de dire ce qu'elle pensait, en des termes qu'elle aurait peut-être atténués ailleurs.

L'espace social en jeu n'est pas en soi un espace au sein duquel toute interaction se fait dans un régime de confiance, ou se défait d'un régime de méfiance. Cependant, il peut mettre à jour des accords de confiance accordés à un groupe, renvoyant à des formes de confiance « catégorielle » (Offe, 1999). Cela dénote un engagement réciproque dans la confiance. Si ces

interactions sont permises notamment du fait d'expériences préalables, elles révèlent également un choix de relation et d'une modulation de l'implication (Goffman, [1974] 1991). Il en est ainsi de la situation que nous venons de citer au sein de laquelle la confiance « catégorielle » accordée résulte d'expériences antérieures de contrôles idéologiques plus forts dans les situations précises dont la jeune femme rend compte.

2.2. « Modernité compressée » et civisme situé

Dans la prise en compte de ce qui peut relever ou non de formes civisme, nous nous devons de penser, notamment dans une perspective dynamique, les relations, échanges et interrelations entre Etat, marché et ce qui relèverait d'une « société civile ». En Chine, à partir de la période dite de réforme et d'ouverture, sous l'impulsion de Deng Xiaoping en 1978, il y a eu promotion voire injonction à développer des activités économiques locales, notamment à partir de petites structures de bases. Ces injonctions sont seulement le fait du domaine économique auquel est opposé des domaines socio-politiques desquels il serait nécessaire de rester éloigné. De telles tendances donnent à voir les volontés du Parti Communiste Chinois de réassurer sa légitimité politique révolutionnaire par un tournant instrumentaliste, au travers de développements matériels. Dans le même temps, de tels processus ont pu permettre l'éclosion d'une pluralité de groupes sociaux différenciés des structures officielles. Ceux-ci ont pu se trouver dans des degrés variables d'autonomie politique (Chang, 2012 : 76 in Roulleau-Berger, 2015). La mise en place de ces réformes de cette façon a donc permis la coexistence de formes socialistes, avec des formes capitalistes et néo-traditionnelles. L'agencement voire la concomitance de ces formes a donné lieu à ce que Chang nomme une « modernité compressée » construite notamment par une imbrication entre des formes de « capitalisme compressé » (Chang, 1999) et des héritages socialistes. Le « capitalisme compressé » est permis par de fortes interventions de l'Etat, ainsi que cela a pu être le cas en Corée du Sud autant qu'en Chine. En saisissant ainsi le contexte chinois contemporain, Chang nous permet de penser dans le même temps les influences d'un capitalisme fort et les héritages socialistes. C'est notamment le cas pour les implications que cela peut avoir quant aux questions relatives à l'exercice de pratiques civiques. Surtout, il nous faut considérer ces deux processus qui pourraient paraître antinomiques, à savoir capitalisme et héritages socialistes, comme fonctionnant de concert. Ce sont ces intersections entre « capitalisme compressé » et héritages socialistes, plus que d'éventuels enjeux culturels, qui

viennent informer les façons dont sont amenées les questionnements voire les luttes mettant en jeu des éléments d'ordre civique.

Les héritages du système socialiste, certaines de ses institutions et pratiques ont pu être des adjuvants dans la mise en place de processus capitalistes. Ainsi, l'éducation généralisée de la population, et donc de la force de travail a pu être mise à profit dans l'industrialisation massive puis dans le développement d'économies locales flexibles. La présence d'un système d'éducation supérieur, présent en amont puis développé pendant ces réformes a également pu prendre le relais. La conservation d'une distinction plus rigide alors qu'aujourd'hui entre enregistrement rural et urbain (le système du hukou) a, dans les premières années de réformes, limité la venue de populations de paysans pauvres dans des villes qui n'auraient pu absorber autant de main d'œuvre. Dans le même temps, des expérimentations laissant plus de marge de manœuvre aux processus capitalistes ont également été mises en place, laissant, dans ces espaces limités, moins de place aux héritages socialistes, et donnant à voir des processus compartimentés (Chang, 2012). Dans ce contexte, des tendances communes sont observables, marquées à la fois par l'influence des processus néo-libéraux sur les conditions de travail et d'emploi, et par une démographie qui voit une augmentation de l'espérance de vie et une diminution des naissances. Les jeunes diplômés avec lesquels nous avons mené des entretiens, leur parcours préalables, et la construction des espaces investigués prennent donc place dans ce contexte.

Une des primes caractéristiques accordées aux individus nés dans les années 1980 en Chine, et surnommés de façon large « 八零后 baling hou » soit littéralement « après 80 », est leur condition d'enfant unique. Cette dernière se trouve même pensée normativement par la reprise de vocabulaire médiatique par des chercheurs les assimilant à de « petits empereurs » (小皇帝 xiao huangdi) et « petites princesses » (小公主 xiao gongzhu) (Fong, 2007 ; Xi et al., 2006 ; Yan, 2006 ; Chicharro, 2010 ; Liu Fengshu, 2011). Si une large majorité des enfants nés dans cette décennie ne sont pas des enfants uniques, ceux issus de zones urbaines le sont plus majoritairement, et sont venus par la suite prendre une large place dans les contingents d'étudiants. Par ailleurs, si ces générations ont pu apparaître comme favorisées au regard des générations précédentes, les regarder à la lumière du contexte préalablement cité montre la concomitance d'autres processus. Ainsi, ils sont particulièrement soumis au stress (Xi et al. 2006), et doivent faire face à des évolutions structurelles qui les placent dans des rôles foncièrement différents de ceux de leurs parents. A une insertion dans des institutions socialistes qui pourvoyaient un choix professionnel et une prise en charge sociale, cas des générations

précédentes, ils sont quant à eux renvoyés à des injonctions à être soi et à une responsabilisation individuelle vue comme présidant les parcours de tout un chacun (Roulleau-Berger, 2011). Tout ceci prend place dans un contexte où chômage et inflation sont importants. Ils se retrouvent alors dans des situations qui semblent être « un curieux mélange d'emprunts de fragments de modernités et de reliques fatiguées de tradition » (Geertz, 1983).

A ce titre, ils sont pris dans des conditions structurelles où le hukou est toujours de mise mais joue de façon différenciée en fonction des temporalités. Sur un temps court du quotidien et de l'immédiat, le hukou ne semble plus être une variable très déterminante, ni dans l'accès à l'emploi, ni dans les perspectives d'évolution que celui-ci permet. Sur ce temps court, le hukou n'est donc pas vécu comme un élément discriminant ou portant les soubassements d'une hypothétique discrimination. Des sentiments de discrimination latente ou réelle ne sont pas mis en exergue à ce propos. Pourtant ils existent, ainsi qu'en témoigne le fait que pour prétendre à l'achat d'un bien immobilier dans la capitale, il est nécessaire, dans une grande majorité des cas, d'être détenteur du hukou de la ville de Pékin. Des exceptions sont aménagées à la marge mais elles sont liées à la détention d'un important capital financier. Cependant, chez ces populations de jeunes qualifiés, la possibilité d'accéder à la propriété à Pékin est bloquée non pas par cette politique, mais en amont par une question économique. Les prix des logements dans la capitale chinoise ont plus que triplé entre 2004 et 2011[43], alors que les salaires ont augmenté dans la même période dans une proportion bien moins importante. Cette envolée bloque pour beaucoup l'accès à la propriété d'un point de vue purement économique, mettant ainsi de côté les discriminations liées au hukou. Ces arbitrages constants faits d'agencements entre effets capitalistes et héritages socialistes se retrouvent également dans la résurgence de pratiques présentes pendant l'ère maoïste. Ainsi, les associations, groupes d'action, forums virtuels voire rassemblements sur les places publiques autour de discussions à propos de questions administratives ou politiques peuvent notamment émaner de pratiques plus anciennes portant sur ces mêmes questions (Chang et Turner, 2012 : 75).

Partant, face à des analyses portant la dimension culturelle comme participant de la façon dont se construisent, sont pensées et reçues les questions de citoyenneté en Asie de l'Est, nous pensons plutôt la façon dont elles se produisent en contexte et sont plutôt relatives au civisme qu'à une « citoyenneté ». Plutôt que de voir l'imposition de concepts situés comme

[43] GAULARD Mylène, L'évolution du marché de l'immobilier chinois, un révélateur des difficultés rencontrées par les collectivités locales. Perspectives chinoises n°2013/2, p. 7

démocratie et citoyenneté, dans une perspective donc de diffusion sous-tendant l'imposition d'un centre épistémologique, il nous faut plutôt voir comment les productions, définitions voire luttes autour de ces processus sont amenées. Nous ne pensons de fait pas une explication culturelle à la question du civisme, ou pour le dire autrement, que la définition de cette dernière serait à géométrie variable du fait de dimensions culturelles. En effet, ce ne sont pas des éléments relevant de certaines cultures qui sont mis en avant dans les luttes autour du civisme dans les pays d'Asie de l'Est (Dirlik, 2012). L'analyse se place plutôt en fonction de la matrice à laquelle se réfère la définition de la citoyenneté. Elle a souvent été pensée au sein de l'Etat-nation, nécessitant donc d'être distingué par lui. Or, on peut également penser le civisme dans d'autres espaces, à la fois infranationaux et internationaux, sans pour autant occulter la préséance de la qualification nationale. En effet, dans l'immense majorité des situations, et notamment celles en jeu dans cette thèse, la construction de pratiques relevant du civisme dans des cadres qui ne sont pas ceux légitimes de l'Etat-nation est cependant corrélée de façon très importante, et informée, par des dimensions nationales. Penser des pratiques civiques ou citoyennes de la part de jeunes diplômés dans les « espaces intermédiaires », voire en dehors de ceux-ci, n'efface donc pas la façon dont elles se construisent en regard de, en opposition ou à partir d'un cadre national au sein duquel la citoyenneté n'est pas distinguée de façon saillante.

Si ces régimes pluriels de méfiance et l'intrication des jeunes diplômés dans des formes de « développement capitaliste compressé » (Chang, 1999) sont à prendre en compte comme contexte de production des espaces investigués, il nous faut aussi saisir les déclinaisons entre confiance et méfiance autour d'enjeux de connaissance et d'information. En effet, autant la confiance est un dispositif utile pour notamment pallier l'ignorance, compenser l'incomplétude de l'information, faire face à l'opacité et à l'incertitude des situations (Quéré, 2001), autant il est important de saisir comment cela s'insère dans des situations vis-à-vis de la sphère de l'information et de la production de temporalités politiques.

3. Médias, production de l'incertitude informationnelle et imposition de temporalités politiques

Au sein d'un contexte doublement marqué, par ces effets d'autoritarisme et d'écarts avec des institutions politiques et par des déclinaisons autour de régimes de méfiance, les individus présents sur nos terrains témoignent de capacités d'acteurs à jouer stratégiquement avec les règles sociales. Partant, ils révèlent tout autant les façons de faire avec certaines formes de dominations, des interstices entre systèmes normatifs concurrents et de fait, le développement de nouveaux mécanismes et nouvelles pratiques (Hibou, 2011 : 57). Ceci est particulièrement le cas lorsqu'il s'agit de questions informationnelles, dans un double mouvement. Il est en effet autant question de la façon dont est perçu le corpus médiatique, lequel est particulièrement révélateur d'un pré-carré de l'autorité publique ; que de la façon dont est produite en retour de l'information dans un contexte propice aux regards de méfiance. Il s'agit alors de voir ces tactiques consistant à comprendre et lire entre les lignes et dans le même temps à produire du sens commun. L'évitement du sens commun et de certaines thématiques politiques dans l'espace médiatique n'est toutefois pas uniquement à prendre comme spécifique au contexte analysé. En effet, dans d'autres contextes politiques foncièrement différents, ces contournements ou esquives sont également de mise, tendant à neutraliser l'espace public (Eliasoph, 1998). De fait, l'expression et la production de sens commun peuvent alors résulter d'écarts avec l'espace public visible. Par ailleurs, si les médias, notamment les réseaux sociaux, peuvent augmenter les opportunités d'accès à des informations relatives à différents sujets, dont les mouvements sociaux, la littérature montre que cela n'a pas pour corollaire une participation politique. Cette dernière dépend des acteurs même (Delli Carpini et Keeter, 1996). Les situations de terrains donnent à voir des façons d'appréhender certaines caractéristiques de l'Etat autoritaire, à savoir la production d'une incertitude quant à l'information, celle-ci engageant à la fois, pour ces jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, une mise à distance de normes politiques vues comme dominantes, et une façon de produire eux-mêmes de l'information soulignant une incorporation de cette incertitude. Ceci témoigne de la production de compétences de « faire avec » dans ce domaine. La façon dont cette incertitude quant à ce qu'il est possible de faire est informée par des moments de resserrement du contrôle politique. Elle engage alors des temporalités politiques plus ou moins sensibles.

3.1. Médias et production de l'incertitude

Extraits du carnet de terrain, Chongqing, « espace de jeunes », septembre 2014 :

« Très rapidement il me demande ce que je pense de ce qui s'est passé à Hong Kong. (…) Et lui qu'en pense-t-il ? « Oui peut-être des questions économiques, mais surtout la beauté de ce mouvement « pro-démocratique », parce qu'eux ne peuvent faire la même chose même s'ils en rêveraient et appellent la démocratie de leurs vœux… Qu'ils ont pu obtenir des informations sur le mouvement mais qu'en parallèle ils avaient la propagande de la presse officielle… » En face, Beibei entre en action : « putain de presse officielle, je ne la regarde même plus, on devient con avec ce genre de choses. Si t'écoutes ça tu entends surtout des grosses conneries, des mensonges ».

Un des éléments qui revient régulièrement pour caractériser le rapport à l'Etat autoritaire est le rapport aux médias officiels, notamment dans la dénonciation de ces derniers, comme dans l'extrait ci-dessus. Cela passe par des questionnements, lors de la lecture de la presse officielle, quant à ce qui est vrai ou ne l'est pas, voire dans quelle mesure l'information est un agencement d'éléments plus ou moins plausibles. Les individus en question se trouvent alors au cœur de fabrications quant à ce régime informationnel. Lorsque des remises en cause de ce dernier adviennent de leur part, lorsqu'ils découvrent, pour certaines informations, « le pot aux roses », ce qui était tenu pour « réel »[44] apparaît comme caduque (Goffman, [1974] 1991 : 94). Ceci peut aller jusqu'à la suspicion, à l'instar de l'extrait de carnet de terrain ci-dessus, nous enjoignant à dévoiler des temps dans lesquels le régime informationnel est pensé comme une machination globale (Goffman, [1974] 1991 : 130). Cependant, en écho de cette presse officielle, d'autres éléments d'information sont utilisés afin de confronter les voix. Sans donner une force unanime aux technologies de l'information et de la communication[45], des possibilités plus diverses et complexes d'accès à l'information adviennent, ouvrant « une brèche dans les

[44] Nous prenons ici le sens donné par Goffman à ce terme, à savoir « le sens particulier qu'on attribue à une situation et qui s'impose ou « domine » tous les autres sens possibles ».

[45] Pour plus de détails quant à la nuance d'un déterminisme technique imprégné d'un idéal de démocratisation, nous renvoyons ici à l'article de Séverine Arsène, « De l'autocensure aux mobilisations. Prendre la parole en ligne en contexte autoritaire » (2011).

interstices des sociétés les plus étroitement contrôlées, créant des conditions favorables à une encourageante explosion d'exigences de démocratie de la part des populations » (Ong, 2010).

Les caractéristiques prises par l'Etat autoritaire quant à la publicisation de l'information créent alors un double rapport d'incertitude, à la fois dans la réception, mais également dans la production d'information. Ce dernier point révèle toutefois une incorporation du premier.

Extraits du carnet de terrain, 6 novembre 2013 – Pékin, « espace de jeunes » :

> « Le thème d'aujourd'hui dans cette activité qui s'appelle « donne-moi trois minutes » c'est « le contexte de ma vie ». On commence par d'abord se présenter, juste son nom au tableau, parfois certains disent s'ils sont étudiants ou non et depuis combien de temps ils travaillent le cas échéant. Puis chacun passe et la plupart du temps explique sa vie, une partie, ce qui fait qu'il en est arrivé là. (…) A la fin, la discussion se fait plus informelle. Normalement il s'agit de décider du thème de la prochaine fois. Les débats sont vifs, souvent politiques, « mais c'est sensible », « est-ce que cela va passer dans l'annonce sur internet ? » « Quid des droits ? » « Oui mais les droits c'est un peu large ». (…) Après une vingtaine de minutes, finalement l'accord se fait sur le nouveau thème : « sauter le mur », c'est-à-dire contourner la censure. Pas de commentaires sur une possible sensibilité d'un tel sujet. »

Extraits du carnet de terrain, 13 novembre 2013

> « Ce soir nouvel épisode de « donne-moi trois minutes ». Sur le message que je reçois par Weixin 微信[46], le thème est devenu « mur ». De fait, beaucoup interviennent sur ce thème de « mur », même s'ils n'en ont pas une interprétation littérale. Il s'agit plutôt des obstacles qu'ils rencontrent ou ont rencontrés dans leur vie. D'autres interviennent quant à eux bien sur le thème de la censure. Ceux-là étaient tous présents la semaine précédente… »

Produire de l'information, notamment lors de la publicisation d'une activité se déroulant dans un des « espaces de jeunes » révèle la prise en compte de la possibilité de censure, et indique la production de compétences vis-à-vis de ces autorités de censure. Il faut « faire avec »

[46] Application de messagerie instantanée, conjuguant les fonctions de communication directes et indirectes de Whatsapp et Facebook.

en restant dans une euphémisation des termes, porteuse elle aussi de formes d'incertitudes quant au contenu réel du temps proposé. On retrouve ici la dimension de recomposition sociale et politique des « espaces intermédiaires » en ce qu'ils sont produits autour de normes et pratiques informées par une discrétion implicite. Du fait de la sensibilité politique avérée ou supposée d'un certain nombre de formes institutionnelles qui peuvent y être conviées, être plus ou moins fortement associées ou mises en lien avec ces espaces physiques et symboliques, les espaces de recomposition politique n'existent que par des accords fondés sur la discrétion. L'incorporation de l'incertitude médiatique peut aussi donner à voir des formes d'« appropriation sociale de discours » (Foucault, 1971) du fait de contraintes inhérentes au système politique, ou tout au moins de la perception de ces contraintes. Ces productions de compétences de « faire avec » des situations d'incertitude à partir de ressources individuelles et collectives marquent l'émergence « d'espaces intermédiaires ». L'utilisation différenciée de la langue joue sur une situation et un cadre afférent (Goffman, [1974] 1991 : 432). Il y a une volonté de neutraliser provisoirement la portée politique symbolique de l'expression. L'ambiguïté qui en résulte n'est palpable que par ceux présents lors de la proposition du premier sens, qui voient son glissement lorsque le thème de la séance est rendu public. Pour les autres, il y a apposition de cadres différents, ce qui est révélé lors de la séance en question. Durant celle-ci, pour ceux qui n'ont été renvoyés à une présence et expérience préalable, donc à un engagement passé, le vocable « mur » est pris sans son acception de « censure ». Le « travail de signification » engagé par les différents acteurs pour comprendre la situation et possiblement engager des actions coordonnées se trouve alors bousculé.

Un mouvement entre mise à distance d'un système médiatique vu comme très contrôlé par les autorités, et en cela, levier utilisé par l'Etat autoritaire, et obligation de se plier aux caractéristiques de la censure se dessine alors. La conjonction de ces deux éléments révèle des formes de brouillages informationnels produisant ces situations d'incertitude. Ces situations sont des marques fortes de l'Etat autoritaire, mais des marques à double tranchant : penser des négociations permet également de penser qu'il se joue des tentatives de questionnement de normes politiques vues comme majoritaires. Ces tentatives s'ordonnent autour de ce qu'il est possible de dire ou non, quand, et par qui, par la prise de brèches, d'interstices, permettant, par exemple, pour reprendre l'extrait précédent, de tenter des discussions quant à la censure sur internet, le tout en indiquant cependant sur internet même la tenue d'une telle activité.

Extrait carnet de terrain – 2 avril 2013

Au programme ce soir, un jeune homme qui vient faire une présentation sur l'information de façon large, et plus précisément s'arrête sur deux éléments : où trouver des informations fiables, comment essayer de recouper ses sources d'une part et comment si on veut produire de l'information réussir à bien les formuler. Une petite vingtaine de personnes est là, quasiment tous de jeunes travailleurs, répartis plus ou moins à égalité entre le nombre d'hommes et de femmes. Parmi les exemples donnés de ce sur quoi on peut être amené à chercher des informations fiables, il propose l'enjeu de données transparentes sur des entreprises publiques ou concernant la pollution et ses données, notamment locales. Conseille dans l'ensemble de passer par des sites internet étrangers. L'échange se fait donc autour de ces techniques diverses et variées pour accéder à des informations que l'on juge solides d'une part, et d'autre part sur le fait de réussir à s'informer quant à des sujets que l'on n'aurait pas forcément imaginés du fait de leur invisibilité de l'espace médiatique traditionnel.

In fine, on retrouve un processus qui sous-tend d'autres formes d'interaction en Chine. Ainsi que cela a été souligné à propos des relations entre individus tentant des formes de mobilisations collectives d'une part et officiels des plus bas échelons de l'administration publique d'autre part (Lee et Zhang, 2013), il existe un intérêt commun à maintenir un niveau d'instabilité, dont l'usage est partagé et utilisé afin de créer une puissance de négociation. Si cela ne remet pas en cause les sentiments de duperie face au régime informationnel, ces incertitudes qui se croisent, s'agencent et parfois se font miroir, participent cependant d'une transformation des expériences subjectives des individus vis-à-vis de l'Etat autoritaire. En effet, si elles instillent méfiance voire défiance parfois, elles sont aussi force de négociation et prises en compte dans les tentatives de cerner les frontières des dispositifs autoritaires. Enfin, ces façons d'écrire entre les lignes ou d'incorporer les linéaments des dispositifs de censure, que cela soit dans l'espace virtuel ou physique, peuvent parfois rendre compte d'une mise en ligne objective avec la lettre de l'espace médiatique. Elles ne renvoient pas pour autant à de l'acceptation. Elles louvoient dans des pratiques peu claires entres les différents versants de ce qui peut être dit ou non, et sous quelle forme (Strauss Leo, 2009).

3.2. Imposition de temporalités politiques

L'autoritarisme politique que l'on retrouve dans certaines situations donne donc à voir la production de situations d'incertitude plus ou moins fortes, vis-à-vis desquelles les possibilités de « faire avec » sont, elles-aussi, plus ou moins importantes. Plus précisément, si le dégradé de ces situations est fonction des individus en jeu et de la coprésence ou non de certains acteurs, elles sont aussi largement informées par l'imposition de temporalités de plus ou moins grande légitimité politique.

Extrait du carnet de terrain, Chongqing, septembre 2014 :

« Il y a des choses autres maintenant qui se passent. Certains qui essayent de faire des activités au sein des écoles. Certaines de ces activités reçoivent un fort support. Certaines sont sensibles aussi.

Sensibles ? Par exemple ?

Par exemple en juin nous avons voulu faire un truc sur Taïwan (cf. mouvement des tournesols, qui a eu lieu en mars et avril 2014). C'était dans « l'espace de jeunes » vers l'université des beaux-arts, donc on voulait faire un truc avec ceux qui allaient être diplômés en art. Le truc c'est qu'en juin il y a « 六四 liusi[47]». Il y a quelqu'un qui m'a alors appelé pour me dire qu'il ne fallait pas que l'on fasse cette activité.

Quand tu dis que quelqu'un t'a appelé, sais-tu qui t'a appelé ?

Pas vraiment. (…) A l'époque j'avais aussi posté quelque chose sur Weibo. Je me « suis fait harmoniser »[48]. Cela arrive aussi souvent à « l'espace de jeunes » de Pékin.»

Le contenu de ce qui peut être fait est certes important quand il s'agit de se voir autorisé ou non à le tenir. Cependant, certains moments sont plus propices que d'autres à la permission

[47] En chinois, les dates sont données sous la forme année-mois-jour ou mois-jour. De fait, 六四 liusi, littéralement « six quatre » correspond à la date du 4 juin et plus symboliquement au 4 juin 1989, date de la répression du mouvement de contestation place Tian'anmen.

[48] 被和谐 bei hexie : expression apparue à la fin des années 2000 suite au lancement, par Hu Jintao, de la promotion d'une « société harmonieuse » (和谐社会 hexie shehui). « Se faire harmoniser » signifie « se faire censurer ».

de voir le jour pour un certain nombre d'activités considérées comme plus ou moins sensibles. Ici, la sensibilité est d'ores et déjà présente dans le contenu du rassemblement, en lien avec Taïwan, et en partie avec un mouvement politique de jeunes dans l'île de Formose ayant eu lieu quelques mois auparavant. En outre, l'anniversaire de la répression du mouvement des étudiants sur la place Tian'anmen en 1989, en date du 4 juin, est plus largement en Chine une temporalité sensible, durant laquelle nombre d'activités sont gelées et remises à plus tard. Pour cette même temporalité, l'espace de jeunes de Pékin a quant à lui reçu une notification écrite (通知 tongzhi) indiquant qu'entre le 4 et le 20 juin, il était interdit de faire un certain nombre de choses. Il est ainsi précisé qu'on ne peut ni boire ni discuter dans les parties extérieures, et qu'à l'intérieur les activités « ouvertes » (au public) et la musique sont interdites. L'incertitude produite n'est donc pas uniforme et induit des temporalités politiques structurellement plus ou moins sensibles.

Enfin, quand la contrainte politique est trop forte, notamment dans ces moments de faible légitimité d'action politique, et instille en cela des émotions elles-aussi importantes, les possibilités de négocier, de « faire avec », se retrouvent amoindries, voire impossibles.

Extrait du carnet de terrain – Chongqing, « espace de jeunes », septembre 2014

> (…) Assez rapidement la discussion revient vers Hong Kong. Ce n'est pas moi qui ai lancé cela, il me semble que c'est Lu Jiegong ou bien son copain du Zhejiang… Ils me disent que c'est à la fois bien et dur pour eux de voir cela. Bien dans le sens où il y a des mouvements démocratiques, des gens qui se bougent pour leurs idées. Et en même temps dur parce que cela les remet devant le fait qu'ils ne peuvent, eux, faire cela. Lu Jiegong m'explique qu'il a des amis (des continentaux) qui sont étudiants à Hong Kong. Ils ont reçu des coups de fil des autorités leur disant de ne pas se rendre aux manifestations. Leurs familles ont été prévenues aussi. Mais que peuvent-ils faire eux depuis le continent vu à quel point ils sont déjà contrôlés ? Lu Jiegong le dit : « ce n'est pas l'envie qui me manque, parce que c'est à chier ici, c'est pas libre, c'est dur, c'est dur. On ne peut avoir confiance en rien. On n'a quasi aucun espoir… Mais voilà, je n'ose pas. Les risques sont trop durs à assumer. (Il a les larmes aux yeux quand il me dit ça. Il tremble.) J'ai un ami qui n'a plus pu supporter cette ambiance, ce manque d'espoir, cette privation de liberté, et qui a tout laissé tomber un jour. L'université il a abandonné, à sa famille il n'a plus donné de nouvelles... Il a passé un moment dans la rue, désespéré. Il a trainé. Voilà nous c'est ce qu'on voit, ce à quoi on est exposés

finalement parce qu'on est un certain nombre à être sur la sellette, sur le fil du rasoir. Psychologiquement c'est… Quand tu te rends compte qu'il n'y a pas trop d'issue, voilà… Cet ami maintenant il est encore entre deux eaux. De temps en temps il essaie de reprendre pied, il essaie d'aller à des salons, de faire des activités, au moins pour se rendre compte qu'il n'est pas seul en fait… Je me demande combien on est à pouvoir basculer et tout lâcher ».

Les situations ici mises en lumière donnent à voir une présence autoritaire visible et forte. Cependant, ces situations s'agencent également avec des moments de moindre contrainte, durant lesquels ces espaces sont tolérés et insérés dans un tissu institutionnel plus large ; et ce, d'autant plus que les formes prises par ces espaces, et les publics qui les constituent, ne sont pas toujours des plus sensibles. Or, la conjugaison de ces deux éléments se trouve au cœur des modalités prises en compte par l'Etat autoritaire lors de l'autorisation ou de la répression (ces deux pratiques étant réversibles) de certaines associations (O'Brien, 2008). Ces éléments de production d'incertitudes et d'imposition de temporalités politiques se retrouvent dans un décor qui informe des possibilités d'émergence de civisme temporaire, le tout dans un contexte « d'autoritarisme négocié» (Lee et Zhang, 2013). Dans ce contexte, s'ouvrent donc des temps et espaces d'ouverture politique que d'aucuns appellent même des « moments utopiques » (De Kloet et Fung, 2017 : 82).

Conclusion du chapitre 2

S'il est certes difficile de nier la dimension autoritaire du régime en place, ses implications méritent d'être affinées. En entrant par les situations et les pratiques plutôt que par une qualification par régime, il nous est possible de penser des formes d'autoritarisme négocié. Elles mettent au jour des différenciations graduées, qui passent notamment par des principes de coordination plus ou moins contrôlés, et déclinés au travers de « régimes partiels de régulation ». A ce titre, ce contexte permet l'émergence les formes du politique plurielles, notamment au sein d'organisations sociales. Celles-ci témoignent d'un regain d'intérêt du politique autour de formes démultipliées d'actions à des niveaux locaux, et souvent rassemblées autour de causes plurielles et ponctuelles. C'est d'autant plus le cas actuellement que depuis la période de réforme et d'ouverture, il y a eu mise en place progressive de pratiques de « gouvernance communautaire » impliquant des dynamiques locales.

Ce contexte permet l'émergence d'espaces du politique, même si ces espaces sont clairement marqués par une labilité et par un rapport aux questions de confiance et de méfiance particulier. Ces derniers points se retrouvent par ailleurs dans les rapports à l'information. En effet, autant la confiance est un dispositif utile pour notamment pallier l'ignorance, compenser l'incomplétude de l'information, faire face à l'opacité et à l'incertitude des situations, autant il est important de saisir comment cela s'insère également dans des situations de réversibilité. A ce titre, les rapports à la réception et à la production de l'information sont sous tension, informés par la présence sous-jacente de régimes de méfiance d'une part, par l'imposition de temporalités politiques d'autre part.

Chapitre 3 : Jeunesse, « déqualification structurale »[49] et politisation

« When youth are strong, the nation is strong.

When youth move forward, the nation then moves forward"

(Liang Qichao[50])

« 青年空间 qingnian kongjian», « espace de jeunes ». Le ton est donné à l'arrivée dans les espaces au sein desquels nous avons mené ce terrain de thèse. L'emphase mise sur l'enjeu de jeunesse est soulignée régulièrement, tout autant par ceux qui sont à l'origine des projets que par les individus qui viennent dans ces lieux. Le questionnement autour de cette notion de jeunesse a donc été une des articulations de la recherche, afin d'essayer de dépasser des situations où les filtres contextuels à l'analyse sont au moins doubles et dus à l'utilisation politisée ou générationnelle du terme de jeunesse, en Chine. Il s'agira de contourner ces filtres en ayant une approche par le concept de parcours biographique et d'expériences sociales.

Au sein de ces espaces sont menées différentes activités portées par des échanges tout autant autour d'expériences biographiques d'entrée sur le marché du travail, de vie dans les grandes métropoles chinoises, qu'autour de sujets plus politiques de défense des droits, de militantisme. Des sujets qui portent la marque de la sensibilité politique. Des impensés se retrouvent au croisement de ces deux sphères, tant les études sur les formes de politisation de jeunes chinois en Chine contemporaine engagent plutôt des analyses qui posent l'implication politique de ces individus souvent sous le prisme du nationalisme, indiquant ainsi de façon sous-jacente un engagement inséré dans, voire mené par, un leadership étatique. A ce titre, notons par exemple des études dans lesquelles les auteurs se font l'écho d'une montée du nationalisme en Chine, non pas seulement du fait d'action menées sous l'égide des organisations de jeunesse du parti communiste, mais également du fait de la montée de ce qui est appelé un « complexe national » qui opérerait comme un complexe de supériorité (Yang et

[49] Nous reprenons ici le concept de Pierre Bourdieu dans La jeunesse n'est qu'un mot, Entretien avec Anne-Marie Métailié, paru dans Les jeunes et le premier emploi, Paris, Association des Ages, 1978, pp. 520-530. Repris in Questions de sociologie, Editions de Minuit, 1984.
[50] Liang Qichao (1873-1929), intellectuel et réformiste chinois de la dynastie Qing.

Zheng, 2012 ; Gries et al., 2016). Les jeunes Chinois auraient ce complexe dans leur cadre de pensée, ce qui leur permettait de mythifier une Chine qui irait dans un « bon » sens de l'histoire, vers une amélioration du présent, permettant par là-même l'oblitération de tout problème social, « expliqu(ant) pourquoi ils sont plus dociles et tolérants quant à la question sociale ». (De Kloet, Fung, 2016 : 7). Nous nous intéressons à un segment de jeunes diplômés mais d'autres études considérant d'autres groupes sociaux comme des communautés punks en Chine urbaine (Amar, 2015), ou les organisations de jeunesse du Parti, canaux de recrutement pour les jeunes fonctionnaires (Doyon, 2016), ce qui les amène à remettre en cause une approche apolitique des populations jeunes en Chine.

Il s'agit donc de penser comment des formes de politisation « par la marge » sont produites, c'est-à-dire des formes de politisation qui ne sont pas issues d'espaces sociaux qui légitiment de tels processus. En effet, les « espaces de jeunes » se situent en dehors des institutions du politique et presque également en dehors de la légalité car ces espaces ne disposent d'aucune structure légale. Ils ne s'identifient pas non plus comme organisation militante. Néanmoins, ces espaces ont été pour nous un lieu riche pour l'observation de la mise en exergue de questions politiques voire de politisation.

Si d'aucuns laissent à penser un désengagement du politique de la part des différents groupes sociaux constitutifs de la jeunesse chinoise, nous postulons plutôt un engagement de la part d'un segment des jeunes diplômés, donc d'une population qualifiée, et voyons alors ici une continuité avec les mouvements politiques de jeunes dans l'histoire contemporaine chinoise. Plutôt que d'appuyer la dépolitisation d'une génération et marquer ainsi une disjonction historique, nous insistons sur l'enjeu de continuité d'engagements politiques certes plus ou moins forts, mais toujours du fait des plus qualifiés.

1. Histoire et poids politique du terme « jeune » en Chine

Définir des bornes temporelles à l'âge qui serait celui de la « jeunesse » constitue un terrain trop glissant pour que nous nous y aventurions, de cet arbitraire qui ferait que « la jeunesse (ne serait) qu'un mot » (Bourdieu, 2002 : 143)[51]. Délimiter des frontières entre jeunesse et vieillesse est un enjeu de lutte tant la classification par âge permet de maintenir un ordre ou, tout au moins, de faire croire que celui-ci existe. Sous ce vocable se tient une diversité de conditions. Cette thèse ne s'intéresse donc pas à la jeunesse chinoise, mais à un segment de cette dernière et plus particulièrement à ce segment dans ses interactions dans certains espaces appelés « espaces de jeunes » (青年空间 qingnian kongjian).

Cependant, la prégnance du terme « jeune » dans la définition même de nos terrains de recherche et sa reprise longitudinale dans les thématiques abordées par les acteurs desdits espaces nous engagent à repenser l'utilisation de ce terme et son agencement avec des enjeux de politisation, sur un temps long. Nous ne prétendons pas faire une histoire complète des liens entre soulèvements et critiques des étudiants vis-à-vis du pouvoir en Chine. Néanmoins, la filiation de ce type d'événement est suffisamment importante pour nous enjoindre à faire une remise en contexte historique, certes partielle, de tels enjeux. Enfin, nous le faisons également car le terme même de « 青年 qingnian », « jeunesse », « jeunes » a porté pendant longtemps une connotation liée à un enjeu intellectuel, d'éducation et par extension de mouvements sociaux étudiants[52].

[51] Avant d'être repris dans Questions de sociologie, cet entretien a d'abord été fait avec Anne-Marie Métailié, et paru dans Les jeunes et le premier emploi, Paris, Association des Ages, 1978, pp. 520-530.

[52] Nous renvoyons de façon générale à l'étude de Chen Yingfang, qui analyse le terme en lien avec le changement social en Chine et plus particulièrement aux pages 249 à 254, Chen Yingfang, « Qing nian » yu Zhongguo de she hui bian qian =: « Youth » and social change in modern China. Di 1 ban. She hui xue qian yan wen ti yan jiu cong shu. Beijing Shi: She hui ke xue wen xian chu ban she, 2007.

1.1. Enjeu politique, héritage historique et socialiste et continuité de la politisation

Les exemples d'étudiants prenant la main sur des critiques ou injonctions dans les affaires politiques ne sont pas rares[53] dans un temps long de l'histoire chinoise, nous enjoignant à penser ensemble les jeunes qualifiés et leur mise en opposition avec des formes de gouvernement. A la césure souvent donnée entre politisation d'une génération, celle de 1989, et apathie de l'actuelle, nous opposons des continuités d'appétences tout en gardant en tête les différences contextuelles. Pour cela, nous procédons à une remise en contexte sur le temps long entre jeunes qualifiés et autorité publique, montrant comment ceci est doublement tenu par une forte injonction à la pensée générationnelle d'un côté, et au cadrage de ceci par l'encadrement autour de structures labellisées « jeunes ». Le but est ainsi de saisir ensemble les caractéristiques assignées aux générations qualifiées entrant sur le marché du travail, tout en récusant la séparation nette entre générations afin de plutôt penser leur continuité. Se défaire de l'approche par génération pour passer par les expériences engage alors de rendre visible les acteurs.

1.1.1 Le mouvement du 4 mai (wusi yundong 五四运动)

> « En décidant de résister, d'en faire une lutte. De ne pas attendre mais de faire une action. Et il a réussi sur certains points. Lui et moi on est tombé d'accord sur un mot : c'est une forme d'« enlightment ». Parce qu'en plus en Chine la période qui pourrait correspondre à cette idée-là, en 1919 avec Lu Xun et tout n'a pas duré longtemps, elle a même été très courte. Je crois que pour ma part ce n'est qu'après les études, quand j'ai continué à lire beaucoup, à voir ce qui se passait aussi au travail, etc. que j'ai commencé à avoir ces idées d'action, de nécessité de se bouger pour changer la société. Et aussi à me dire qu'il fallait essayer de joindre la pratique à ces lectures, pour essayer de penser ensemble d'où on venait et où on voulait aller… »
> (Extrait d'entretien avec Zhen Bin, Homme, 30 ans au moment de l'entretien, Consultant, originaire d'une petite ville dans la province du Xinjiang)

[53] Pour une liste non exhaustive mais fournie de ces événements dans un temps long, nous renvoyons à la page 11 de l'ouvrage de Chow Tse Tung : The May Fourth Movement. Intellectual Revolution in Modern China (Cambridge/Mass.: Harvard University), 1960.

La première pierre à l'édifice de cette remise en contexte historique concerne ce qui a été connu a posteriori sous le nom de « mouvement du 4 mai » (五四运动 wusi yundong). Le 4 mai 1919, les étudiants de différentes universités de Pékin manifestent contre des modalités du Traité de Versailles jugées favorables au Japon et humiliantes pour la Chine, plus précisément la cessation des zones d'influence allemandes au Shandong au profit des Japonais. S'ensuivent des grèves et mouvements sociaux permettant un terreau favorable à une révolution intellectuelle. Le contexte est celui d'une augmentation rapide de l'urbanisation (Pékin comptait 600 000 habitants en 1919 et 1,1 million en 1923, soit quasiment un doublement de sa population en l'espace de quatre ans), un changement de type économique avec une agriculture qui n'est plus seulement de subsistance, une pression commerciale des pays occidentaux, l'implantation de premières usines, des déséquilibres et changements dans la structure sociale avec les années précédant et suivant la fin de l'empire Qing. Par la suite, l'expression « wusi yundong » gagne une signification plus large, considérant la période qui s'étale de 1917 à 1921 marquée par cette agitation tant sociale qu'intellectuelle (Chow, 1960 : 17). Le mouvement du 4 mai correspond, dans un tel contexte, à l'articulation de mouvements intellectuels et sociopolitiques avec comme point de mire des éléments aussi divers que l'indépendance nationale, l'émancipation de l'individu, la construction d'une société plus juste[54]. Cependant, le « mouvement du 4 mai » n'a pas été simple ni linéaire, ainsi que le rappelle Hu Shi[55] en 1932 :

> « Quand en 1917 nous travaillions ensemble pour Nouvelle jeunesse[56], nous avions un idéal commun selon lequel nous ne devions parler politique pendant vingt ans. Nous avions fait la promesse de s'en tenir éloigné pendant vingt ans et de se consacrer uniquement à des activités d'éducation, intellectuelles et culturelles en vue de construire un terreau politique en passant par des facteurs non-politiques. Mais cette promesse n'a

[54] Pour plus de détails quant au mouvement du 4 mai, consulter l'ouvrage de référence écrit à ce propos par Chow Tse Tung : The May Fourth Movement. Intellectual Revolution in Modern China (Cambridge/Mass.: Harvard University), 1960.

[55] Notons aussi que cette rapide remise en perspective historique est étayée par la reprise, dans les discours des individus rencontrés à « l'espace de jeunes », d'acteurs de cette période. Plusieurs ont ainsi évoqué Hu Shi comme penseur de leur corpus de référence.

[56] Nouvelle jeunesse 新青年 xin qingnian, est une revue parue à partir de 1915 à Shanghai, fondée par Chen Duxiu. Elle a participé de l'introduction en Chine d'idées occidentales au début du XXème siècle, avant de devenir revue du Parti Communiste Chinois.

pas été facile à tenir, parce que, alors même que nous nous étions résignés à ne pas parler politique, la situation politique pratique nous a obligés à y prendre part.[57] »

Hu Shi se fait ainsi l'écho de l'alternance implicite entre ce qui serait de l'ordre du politique et ce qui n'en serait pas, renvoyant à des domaines discrets et à des mouvements du quotidien (Scott, 2006). Enfin, les liens avec l'enjeu "jeunesse" et notamment son passage à la postérité comme symbole utilisé par le pouvoir maoïste sont rendus visibles par la dénomination du 4 mai comme jour de la jeunesse chinoise par le gouvernement communiste en décembre 1949 (ibid : 20).

1.1.2. Jeunes et maoïsme

L'historiographie montre que dès la fondation de la République populaire de Chine en 1949, la jeunesse et le concept de "jeunes" sont idéalisés afin de servir les intérêts du Parti et de l'Etat (Liu Fengshu, 2011 ; Ngai et al. 2001). Il y a ainsi une mise en exergue constante et réitérée de l'importance de ces groupes d'âge dans la construction de la nouvelle République populaire. En témoignent la mise en place d'organisations de jeunesse, les grands mouvements au sein desquels on assigne ces derniers, ou encore des discours de Mao Zedong comme le suivant, prononcé à l'occasion d'un discours à l'université de Moscou le 17 novembre 1957 :

> « le monde est le vôtre, et le nôtre aussi. Mais en fin de compte, c'est le vôtre. Vous les jeunes, vous êtes plein de dynamisme et de vitalité, dans une période de votre existence pleine de vie, comme le soleil de 8h, j'espère qu'on peut vous le confier. »

La « jeunesse » entendue comme levier politique mobilisable à la fois lors des grandes campagnes politiques de masse et pour l'édification du régime socialiste est ainsi rappelée à maintes reprises. Par la suite, l'héritage socialiste de ces traditions perdure par le biais de nombre de groupements de jeunesse[58] dans lesquels il est de bon ton de s'inscrire en vue d'une insertion plus facile dans certaines sphères professionnelles (Doyon, 2016). Surtout, ces héritages se retrouvent dans les connotations adjointes au concept de « jeunesse », entendu

---

[57] Hu Shih 200, "An introduction to my own thought", p. 3, cité par Chow Tse-tung, notre traduction.
[58] On peut citer à ce titre la ligue des jeunes communistes, rassemblant des individus ayant entre 15 et 28 ans (Kwong, 1994).

comme prenant en compte les individus issus des classes d'âge de 10 à 30 ans, dans les productions culturelles et catégories sociales officielles, renvoyant à des acceptions liées à l'espoir, au courage, au dynamisme ou à la nouveauté (De Kloet et al, 2017). L'idée, que nous n'étaierons pas plus avant ici, est de ne pas laisser comme impensée la tradition de discours faisant un lien très clair entre « jeunes » et politique en Chine : de la « révolution des jeunes » sous l'ère maoïste, à la « jeunesse moderne » de la période de réforme et ouverture (après 1978), l'emphase a été largement mise sur une visée de « successeur » du sujet révolutionnaire socialiste pour des figures jeunes, figures qui sont autant d' instruments dans l'éducation, la formation et le contrôle de la jeunesse.

La période maoïste a aussi engendré une forte structuration en générations pensées en termes de décennies. Citons à ce titre celle de la longue marche, la génération « politique » (Cherrington, 1997) aussi appelée « génération perdue » (Yahuda, 1979) des gardes rouges, etc. Le propos ici n'est pas de soutenir ces définitions en générations, que nous réfutons plutôt pour passer par les expériences sociales. Cependant, ainsi que nous le verrons dans une partie suivante, la structuration objective en générations par décennie (post 60, c'est-à-dire ceux qui sont nés entre 1960 et 1969, post 70, post 80, post 90, etc.) est telle, et reprise en tant que telle, qu'il est difficile de la mettre de côté sans y poser un regard. En effet, des injonctions maoïstes à faire des « jeunes » les édificateurs de la République populaire jusqu'aux glissements progressifs vers des liens entre génération post-80 et bénévolat lors des Jeux Olympiques de 2008 ou Exposition Universelle de 2010, il y a eu production prescriptive d'un groupe social symbolique.

1.1.3. *Tian An'Men et sa* suite

Dans les analyses liant catégories de jeunesse et engagement ou politisation en Chine contemporaine il est souvent fait cas de formes d'engagements moraux qui seraient venus des effets de dépolitisation à la suite de la répression des mobilisations de Tian'An Men, comme en témoignent la multiplication du bénévolat pour de de grands événements tels les Jeux Olympiques ou l'Exposition Universelle (Li Chunling, 2013). D'autres font cas de l'engagement nationaliste, que cela soit par des participations en ligne ou par des participations physiques donnant lieu à des manifestations dans l'espace public (Yang et Zheng, 2012 ; Gries et al., 2016). Un vocable est même dédié à ces individus, englobés sous le titre de « jeunes en colère » (愤青 fenqing). Si ces phénomènes semblent avoir de l'ampleur du fait de leur

médiatisation, les catégories de jeunesse ne semblent cependant pas plus en proie aux engagements nationalistes que les autres catégories d'âge (Johnston, 2017). Ces analyses témoignent de présupposés de mise à l'écart d'une possible subjectivité des acteurs (De Kloet et Fung, 2017 : 7). Les jeunes chinois qualifiés seraient alors surtout réceptacles des enseignements et directives politiques. Ainsi, ces postures reprennent à leur goût des aspirations résultant d'une injonction politique. Elles se font l'écho des prescriptions de Deng Xiaoping à partir des années 1980, et plus encore dans les années 1990, reprenant celles de l'ère maoïste l'ayant précédé, et considérant les « jeunes » comme des pages blanches sur lesquelles tout peut être imprimé en vue d'en faire des individus « experts » et « rouges », selon le jargon en vogue, (Kwong, 1994 : 250). D'un point de vue institutionnel, des formes de prescription concernant ce que devrait être une supposée « jeunesse chinoise » existent. Elles sont instiguées par le truchement de la mise en place de nombre d'institutions en charge de canaliser, d'analyser et d'indiquer ce que doivent être les individus appartenant à ces catégories d'âge. Cela inclut notamment l'Association de recherche sur les enfants et la jeunesse chinoise fondée en 1999 par le bureau du Parti Communiste, le Centre au service du développement de la jeunesse chinoise fondé en 1998 par le comité national de la jeunesse des jeunes pionniers chinois, la fondation pour le développement de la jeunesse chinoise fondé en 1989 et le centre de recherche sur les enfants et la jeunesse chinoise, monté par le Parti Communiste de la jeunesse. Ce dernier publie un rapport annuel sur les tendances concernant le développement de la jeunesse chinoise (aussi appelé livre vert de la jeunesse), un rapport sur la délinquance de la jeunesse (aussi appelé livre rouge de la jeunesse) et un rapport sur les attitudes politiques de la jeunesse chinoise (De Kloet, Fung, 2016 : 13). Par ailleurs, cette double césure, à la fois institutionnelle et de perception, qui correspondrait à un basculement opéré à la suite de la mobilisation puis de la répression de 1989, est reprise à partir d'enquêtes avalisant le « succès » des « campagnes d'éducation patriotiques » dont les discours se concentrent notamment sur les humiliations du passé et promeuvent l'amour de la mère patrie (Rosen, 2009 : 367). Concernant un possible engagement sous la forme du volontariat, les groupes de jeunes volontaires de la ligue de la jeunesse (organisation du Parti Communiste Chinois) ont été largement investigués, notamment à la suite des Jeux Olympiques de Pékin en 2008 durant lesquels de nombreux jeunes chinois nés dans les années 1980 se sont engagés comme bénévoles. Si d'aucuns voient dans l'augmentation du volontariat dans les zones urbaines comme allant de pair avec l'augmentation des salaires et du temps libre, Rolandsen estime que ces arguments ne suffisent pas. Il inscrit ces processus dans un temps plus long en signalant les échos à la tradition de travail forcé ou de ce type de contribution dans la Chine communiste depuis 1949, voire aux formes de

philanthropie présentes chez les élites de la fin de la dynastie Qing (Rolandsen in Hansen et al., 2010 : 137). Enfin, cela s'inscrirait aussi dans une tradition de dons de la part de la diaspora, d'autant plus visible dans le sud de la Chine. Le groupe des jeunes volontaires serait une nouvelle forme de collectif apportant aux participants une opportunité d'être membre d'un groupe social. Dans une société où les catégories sociales s'estomperaient, la participation à un mouvement de volontaires pourrait fonctionner comme processus de mise en collectif pour les individus (ibid : 151). Cette fois, le rapport au politique dans ces processus est largement mis de côté au lieu d'être vu comme instrumental.

Ruth Cherrington, en ayant un raisonnement par génération, postule que parmi les jeunes qualifiés qui ont fait leurs études dans les années 1980 un processus de basculement dans une nouvelle entité, celle d'une génération « post-réforme » est déjà implicitement à l'œuvre à la fin des années 1980. Le mouvement de contestation social et politique de Tian An Men en 1989 viendrait alors marquer du sceau de la visibilité un processus dont les soubassements étaient déjà présents (Cherrington, 1997 :310). Si nous ne souhaitons raisonner en termes de génération, la continuité posée ici est intéressante par sa différenciation vis-à-vis des césures fortes entre décennies que l'on retrouve habituellement. En outre, cette continuité se retrouve également marquée par les références invoquées par les individus dans cette recherche et sur nos terrains d'enquête, autant que par les termes employés. Quand un jeune diplômé indique dans l'enquête précédente qu'il se doit, ainsi que ses camarades « d'avoir l'esprit ouvert, d'oser dire les choses tout haut, de parler comme ils le pensent » (ibid : 312), le tout en faisant référence au mouvement du 4 mai, l'écho avec les aspirations des membres à l'origine des « espaces de jeunes » est clair. C'est ainsi dans des termes similaires qu'est pensé leur positionnement. Wang Zhifu, instigateur de « l'espace de jeunes » de Pékin rappelle régulièrement que « c'est un espace pour que les jeunes puissent voir différentes idées, s'ouvrent l'esprit, parlent haut, échangent », marquant ainsi non pas la rupture habituellement donnée à voir mais plutôt une filiation et une continuité.

Enfin, quand les possibilités de contestation sont analysées, elles le sont en général par le prisme d'espaces virtuels, voyant une porte de sortie du mécontentement via des plateformes internet (Shucher, 2014). Nous ne nions pas la réalité de ces processus comme permettant la formation de lieux de mise à distance de la violence sociale et des difficultés de ces jeunes diplômés. La focalisation sur des espaces virtuels a néanmoins engagé une oblitération de la possibilité d'émergence d'espaces physiques en vue de la prise d'interstice quant à l'instituant d'un point de vue politique. La « participation » politique est alors pensée comme confinée dans

un espace privé, négocié avec des amis, la famille et des « activités internet anonymes ». (Rosen, 2009 : 368).

Notre propos n'est alors pas de dire qu'une telle historicité de politisation de jeunes diplômés chinois, et notamment leur implication dans les mouvements de réformes, d'action collective, de critique du régime en place, a pour corollaire le prolongement de ces processus à une époque contemporaine. Cependant, un tel retour historique fait écho à des références usitées sur le terrain par les acteurs en jeu, de façon non linéaire, mais comme filiation partielle lors de discussions à l'espace de jeunes. Dans la même veine, lorsque les fondateurs de « l'espace de jeunes » de Pékin tentent de lever des fonds nécessaires à la location de l'appartement en faisant un financement participatif, le projet est présenté comme suit :

> « Chaque génération a ses rêves et ses voix. Ces rêves existaient déjà sous les dynasties Wei et Jin[59], pendant la République[60], pendant les années 1980 qui ont été l'occasion de porter des voix gigantesques et sonores. Aujourd'hui nous nous servons de l'espace de jeunes pour émettre nos voix à notre tour. »[61]

Chacune de ces références historiques renvoie à des temporalités durant lesquelles le lien entre contestation sociale et catégories sociales « jeunes », implicitement qualifiées, a été saillant. De fait, penser le lien entre jeunes qualifiés et enjeux de contestation politique et sociale, quel que soit son niveau ou son contexte, n'est pas une hérésie. L'enjeu de mémoire comme lien entre événements passés et présents peut par ailleurs être présent (Abbott, 2001 : 20).

---

[59] La première a eu cours de 220 à 265, la seconde de 265 à 420 de notre ère.

[60] La République est le régime qui a pris place en Chine à partir de 1912 et de la chute du régime impérial. La référence implicite renvoie donc aux mouvements de contestation de 1919.

[61]« 一代人有一代人的梦想和声音，这个梦想曾在魏晋时期，民国时期，80 年代发出过巨大的声音，今天，我们借青年空间，发出我们的声音 ».

1.2. Production et critique de la catégorie de « 80 hou » (80 后)

Les expressions de « 80 hou » (80 后 baling hou), littéralement « après 80 », et de « 90 hou » (90 后 jiuling hou), après 90, ont constitué une sorte de fil rouge de la recherche, à la fois dans les discours des enquêtés, qui s'y référaient souvent, et indiquaient ainsi une singularité de leur génération, dans des lectures scientifiques, sans oublier une présence très marquée dans les médias. Cette génération est appelée post-80 ou « génération de la transition », ce qui peut constituer en soi un véritable défi sachant que la décennie correspond à un pic de naissances, avec 220 millions de personnes environ nées pendant les années 1980 en Chine. Pourtant, sans même aller jusqu'à l'effet de lissage générationnel, ces notions sont problématiques en ce qu'elles recouvrent des réalités différentes avec des glissements de sens.

La production du terme de « 80 hou » est d'abord apparue dans le monde littéraire, plus précisément dans la revue « Mengya 萌芽 » (Jeunes pousses) en vue de désigner les auteurs et écrivains de la nouvelle génération. Par la suite, le terme a été étendu à tout ou segment de cette génération, imprécision empêchant d'autant plus l'utilisation du terme pour l'analyse. A titre d'exemple, dans un ouvrage de 2013 intitulé « Jingyu, taidu yu shehui zhuanxing – Baling hou qingnian de shehuixue yanjiu (Expérience, attitudes et transition sociale, Etude sociologique de la génération post-80), la sociologue chinoise Li Chunling indique en présentation de son livre, que « 80hou » est une notion qui se réfère à une réalité surtout faite d'étudiants et de cols blancs mais pas aux jeunes générations de travailleurs migrants d'origine rurale. Pourtant dans la suite du livre il est question de toute la cohorte née entre 1980 et 1989. Il y a donc une ambigüité permanente entre la notion originale qui désigne des écrivains d'une génération vue comme nouvelle et créatrice puis un basculement progressif. Ce basculement se fait d'abord vers les étudiants et les cols blancs en en faisant une appellation relative à des secteurs d'emplois où ceux nés après 1980 sont surreprésentés. Le glissement de sens a ensuite été total et a été utilisé pour désigner toute la génération née dans ces années sans autre critère que celui de la date de naissance. Un des critères supposés discriminant pour la dénomination de cette génération est qu'elle serait la première génération d'enfants uniques. Rappelons à ce titre que seuls 35 millions des enfants nés pendant cette période, soit environ un cinquième du total, le sont. Même parmi les populations urbaines, censées être les plus promptes à suivre cette politique de limitation des naissances, seule une naissance sur deux correspond à un enfant unique. Le taux tombe à seulement 10% des naissances dans les zones rurales (Li Chunling, 2013).

Décennie	Origine familiale rurale	Origine familiale urbaine	Total
1980	10,9	51,5	19,7
1990	27,0	72,2	35,7
Total	18,9	61,0	27,5

Figure 1 : Taux de naissance d'enfants unique (en %).

Source : enquête sur la situation sociale produite *par l'Institut de recherche en sociologie de l'Académie Chinoise* des Sciences Sociales (2013)

Les autres données statistiques relatives à cette génération née entre 1980 et 1990 rendent aussi compte de différences importantes au sein de cette génération, notamment le long d'un clivage zone urbaine/zone rurale. Si ces données mériteraient d'être affinées au sein même de ces deux catégories, ou encore en fonction du moment de naissance dans la décennie, la situation générale concernant les niveaux d'éducation est très contrastée en fonction de l'origine géographique des individus en jeu. A ce titre, la massification de l'enseignement supérieur concerne donc de façon beaucoup plus importante les individus issus de zones urbaines, ainsi que les statistiques le donnent à voir dans le tableau suivant.

	Années dans le système éducatif	Ecole primaire ou non scolarisé	Collège	Lycée	Lycée technique et professionnel	Supérieur technique et professionnel	Université
Tous	10,15	12,8	41,2	12	10,8	12	11,2
Hukou rural	8,92	19	55,6	11,1	7,5	4,8	2
Hukou urbain	12,11	2,7	18,1	13,3	15,7	24,4	25,8

Figure 2 : Niveau d'étude des individus nés dans la décennie 1980 en fonction de leur hukou.

Source : Li Chunling, « Jingyu, taidu yu shehui zhuanxing – Baling hou qingnian de shehuixue yanjiu (Expérience, attitudes et transition sociale, Etude sociologique de la génération post-80), Social sciences Academic Press, 2013, p. 54.

NB *: Toutes les données sont en pourcentage, sauf pour le nombre d'années pas*sées dans le système éducatif où *il s'agit d'un nombre d'années moyen*

L'ambiguïté du terme en chinois, les impensés sociologiques qu'il soulève font écho à la tendance en sociologie des âges à l'érosion des seuils et le passage à des idées de parcours vers le vieillissement plutôt que des questions d'âge et de seuil (Van de Velde, 2015). Nous préférons donc ici passer, à l'instar de François Dubet (1994), par des approches de vies marquées par des « expériences sociales » faites « d'épreuves », en voyant les liens entre jeunesse, processus d'individuation et sensibilité des changements sociaux (Galland, 1990 ; Roulleau-Berger, 1991).

2. Massification de l'enseignement supérieur et déqualification structurale

« Quand on était à l'école primaire, l'université était gratuite ; quand on est allé à l'université, l'école primaire était gratuite ; quand on n'était pas encore en âge de travailler, les emplois étaient assignés ; quand est venue l'heure de travailler, il fallait chercher du travail tout seul. » (Li Chunling, 2013 : 94)

La population d'enquête est dans une très grande majorité composée de diplômés de l'enseignement supérieur en Chine. Ces socialisations sont marquées par un double processus. Leur arrivée à l'université correspond en effet à un moment de massification de l'enseignement supérieur en Chine ; leur sortie à des temporalités durant lesquelles le marché du travail n'arrive pas à absorber autant d'individus qualifiés, engendrant à la fois une augmentation du taux de chômage, bien que, nous le verrons, ce dernier soit difficile à estimer, la potentialité d'une déconnexion entre diplôme et emploi occupé, et une fréquence importante dans les changements d'emploi.

2.1. Massification de l'enseignement supérieur et mobilité sociale ascendante

Les réformes de l'enseignement supérieur en Chine à partir de la période dite de réforme et d'ouverture (1978) ont été faites en trois temps. Une première étape a lieu entre 1979, avec la réouverture des universités après les années de fermeture durant la Révolution Culturelle, et 1991. Cette période dite du « développement limité » conserve le domaine éducatif dans un centralisme étatique. Il y a planification du nombre et du type de diplômés en fonction de la prévision de la demande publique et privée. Cette planification se fait notamment par le biais d'un contingentement des diplômés. A partir de 1992, et jusqu'en 1998, a lieu la deuxième étape, dite du « développement régulier ». Elle permet une augmentation du nombre d'étudiants. Cet amoindrissement du contingentement opère notamment à partir de conclusions indiquant la restriction du nombre de diplômés comme frein à la croissance chinoise. Ces éléments sont corroborés par un rapport de la Banque mondiale en 1993. Ce rapport montre l'implication négative sur la croissance d'une faible proportion de diplômés parmi les actifs.

Enfin, la troisième étape fait suite et témoigne d'un « développement accéléré » (Yu Nanping, 2003). A partir de 1998, la Chine fait face à une augmentation très forte du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur. Ainsi, entre cette date et 2011, ce nombre est multiplié par huit. Le pic des entrées à l'université correspond à l'année 2007, lorsque la cohorte née à la fin des années 1980 passe le concours sanctionnant la fin de l'enseignement secondaire et permettant une possible admission à l'université (gaokao 高考).

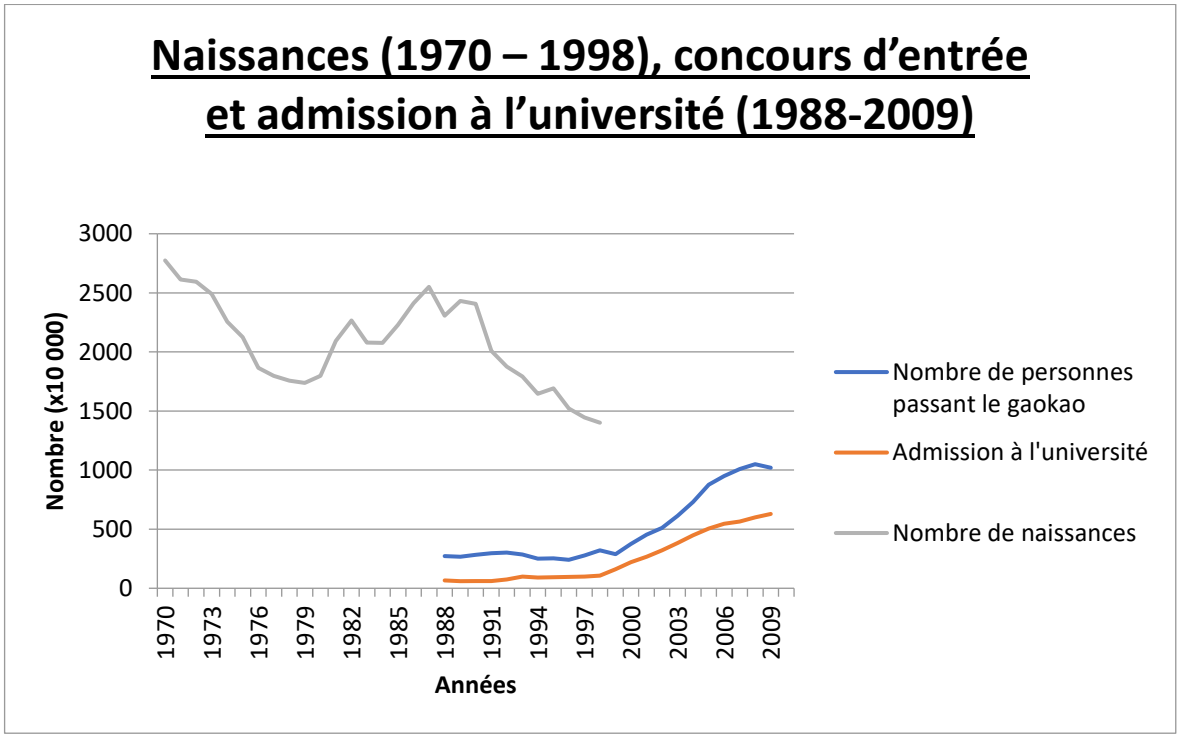


Figure 3 : Evolution du nombre d'admission à l'université et des naissances des individus nés dans les années 1980
Source : Statistiques nationales Chinoises

Depuis, le nombre des individus concourant reste stable (Wang et al., 2013). Cependant, le nombre de places à l'université augmentant, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur n'a cessé de croître. En 2013, le nombre de diplômés est de l'ordre de 7 millions, soit environ 190 000 de plus qu'en 2012. En 2018, il a passé la barre des 8 millions. Ce sont autant d'individus qualifiés qui rejoignent le marché du travail chaque année. De fait, être allé à l'université n'est plus un atout sur ce dernier, encore faut-il être allé dans une bonne université, même si les diplômes de ces dernières ne prémunissent pas contre des difficultés d'insertion sur le marché du travail.

A partir des années 1990, de nombreuses réformes ont été menées dans l'enseignement supérieur, visant tout à la fois à augmenter la capacité d'accueil des universités, et à faire de quelques établissements des universités cibles, bénéficiant de moyens plus importants afin de devenir des pôles d'excellence en matière d'enseignement et de recherche. Ainsi, deux grands programmes sont lancés, le premier en 1995, sous le nom de « programme 211 », regroupe environ une centaine d'universités sur les presque 2000 que compte la Chine. Il est complété en mai 1998 par un deuxième programme, du nom de « 985 » qui vise à rendre visible quelques universités sur la scène mondiale. Les établissements présents dans ces deux programmes, déjà plus reconnus que les autres, plus convoités, ont donc bénéficié de moyens supplémentaires, d'une visibilité et de coopérations internationales accrues. Les étudiants diplômés de ces types de structure sont donc supposés intégrer plus facilement le marché du travail. Pourtant, ces derniers n'évitent pas pour autant la dévaluation du diplôme, avec des salaires moyens à leur entrée sur le marché du travail qui diminuent à partir de 2007 pour les titulaires de licence, stagnent pour les titulaires de masters ou de doctorats, et surtout sont largement en deçà de ce qui était espéré lorsque ces individus étaient encore à l'université.

	Salaire espéré	**1er salaire diplômés 2009**	**Idem 2008**	**Idem 2007**
Licence	3329	2945	3116	3126
Master	4442	4166	3963	3622
Doctorat	6393	3170	3306	3185

Figure 4 : Comparaison des premiers salaires des diplômés et des salaires attendus pour le premier emploi chez les étudiants des universités du programme 985 (en RMB)

Source : LI Chunling, 2013, p. 253

Le contexte est d'autant plus incertain pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur qu'ils accèdent au marché du travail à un moment de pression sur l'emploi avec une entrée sur le marché du travail de plus en plus repoussée par des temps de formation continue ou de poursuite d'étude, et une augmentation très forte du nombre de diplômés depuis 1998 engageant de fait une déqualification du diplôme (Li Chunling, 2013), dans un parallèle avec un contexte français dans lequel il y a pu avoir dévaluation des diplômes par simple inflation (Bourdieu, 1978). De fait, dans un contexte dans lequel, à partir des années 2000, la mobilité sociale s'est fortement atténuée en Chine, se rigidifiant d'autant (Chen Yi et Cowell, 2015), un « prolétariat de cols blancs » apparaît (Yu Yiwei, 2012).

Bien que les différences soient importantes entre les différents milieux familiaux dont la population d'enquête est issue, les changements importants de contextes socio-économiques entre le moment d'arrivée sur les marchés de l'emploi de la « génération » des parents et celui des individus en jeu dans cette enquête sont à souligner. Il ne s'agit pas par-là de pousser jusqu'à un effet de lissage générationnel. Il s'agit plutôt de penser l'influence différentielle entre deux contextes. Le premier a permis une intégration très forte de l'individu à une structure productive étatique, garantissant force d'emplois publics et assignation dans un secteur d'activité à la sortie de l'université lorsqu'il y a eu obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Le second est plutôt caractérisé par une fréquence des changements dans l'emploi et par la prise en charge individuelle d'éléments autrefois dévolus au secteur public.

	Profession des enfants					
Profession du père	**Cat. 1**	**Cat. 2**	**Cat. 3**	**Cat. 4**	**Cat. 5**	**Cat. 6**
Responsable dans une institution, une entreprise, une organisation du parti, un organisme d'Etat	12,8	3,3	6	2,7	0,5	0
Technicien spécialisé	10,6	6,7	2,0	2,7	0	2,1
Emploi administratif	0	11,7	4,0	8,1	2,5	1,1
Travailleur du secteur commercial	14,9	6,7	20	9,5	5,4	2,1
Travailleur du secteur des services	0	3,3	0	10,8	2,5	0
Travailleur dans le secteur agricole, forestier, pastoral, halieutique	29,8	28,3	46	21,6	66,2	85,3
Travailleur industriel ou logistique	14,9	26,7	14	35,1	15,2	7,4
Police et Armée	0	1,7	0	1,4	0	0
Autre	1,7	11,7	8	8,1	7,8	2,1

Figure 5. Mobilité professionnelle intergénérationnelle entre individus nés dans les années 1980 et leur père.

Source : Li Chunling, 2013 : 105

Pour penser les mobilités intergénérationnelles de la cohorte née dans les années 1980, Li Chunling dessine les six catégories suivantes :

1) Cadres de la fonction publique, propriétaires d'entreprise, managers et gestionnaires, techniciens spécialisés. (La catégorisation est justifiée en indiquant que ce sont des emplois qui jouissent d'une bonne considération, avec un salaire élevé ; qu'ils

bénéficient dans le même temps de ressources des organisations, de capital économique, et de capital technico-culturel).

2) Emplois administratifs (Bien que ces professionnels n'aient pas les ressources des organisations, le même capital économique ni le même capital technico-culturel dont bénéficient les précédents, ils n'engagent pas leur force physique ni ne sont des emplois de la chaîne de production industrielle)
3) Commerçants, artisans et travailleurs indépendants (position floue sur le marché du travail)
4) Ouvriers urbains (emplois industriels ou de service, et possession du hukou non-agricole)
5) Travailleurs migrants d'origine rurale - 农民工 nongmin gong- (même type d'emploi que les précédents, mais avec le hukou agricole)
6) Agriculteurs (activité professionnelle de production agricole et travailleur avec un hukou agricole).

Bien que les catégories ici données par Li Chunling pour faire ces statistiques recoupent des réalités larges en termes de définition des catégories socio-professionnelles, elles sont intéressantes en contexte chinois dans le sens où elles intègrent la dimension de l'enregistrement des ménages (hukou), lequel peut être fortement discriminant.

Les statistiques indiquant les mobilités professionnelles dans la génération des individus nés dans la décennie 1980 en fonction de l'emploi du père montrent un changement de structure productive clair entre les deux générations. Ainsi, si les emplois agricoles sont largement occupés par des enfants d'agriculteurs, ces derniers occupent aussi de nombreuses positions dans les autres catégories établies par Li Chunling. Ils représentent ainsi deux-tiers des travailleurs migrants peu qualifiés d'origine rurale et près de la moitié des commerçants et artisans. Leur représentation très importante dans toutes les catégories atteste d'une population encore très prise par les structures de production agricole jusqu'à il y a peu[62]. De façon générale, le changement de structure productive ayant occasionné une baisse en proportion du nombre d'ouvriers et de paysans dans la population, il y a une tendance à une mobilité sociale intergénérationnelle ascendante. Celle-ci est cependant limitée dans le sens où les individus dont le père a une profession des cinquième et sixième catégories de Li Chunling sont largement

[62] A ce titre, notons que la partition entre population urbaine et rurale en Chine n'a basculé au profit de la première en termes statistiques qu'en 2011, sachant que la grande majorité des emplois en zone rurale sont des emplois agricoles.

moins représentés dans les emplois de la première catégorie que ceux dont le père est issu de cette même catégorie, témoignant de fait des effets d'inégalité intragénérationnelle. Si ces statistiques rapides sont celles de toute la cohorte née dans les années 1980, nous les donnons car l'enjeu de l'éducation, et notamment de l'enseignement supérieur, est particulièrement discriminant en fonction du hukou. Ainsi, si près de 26% des individus nés dans les années 1980 et porteurs d'un hukou urbain ont un diplôme de l'enseignement supérieur, seuls 2% de ceux ayant un hukou rural atteignent un tel niveau de qualification (Li Chunling, 2013 : 54), soulignant ainsi que la massification de l'enseignement supérieur en Chine ne signifie pas pour autant une complète démocratisation de celui-ci, à l'instar de processus similaires opérés en France (Peugny et Van de Velde, 2013). Toutefois, dans la population d'enquête, la distinction est moins nette. Parmi les 51 individus avec lesquels nous avons fait des entretiens, l'emploi du père en fonction des catégories indiquées plus haut est réparti ainsi :

Profession du père	**Nombre d'individus**	**Pourcentage**
Catégorie 1	7	13,7
Catégorie 2	8	15,7
Catégorie 3	13	25,5
Catégorie 4	12	23,5
Catégorie 5	3	5,9
Catégorie 6	8	15,7

Figure 6. Professions des pères des individus de la population d'enquête par catégorie.

Source : Données issues des cinquante-et-un entretiens biographiques réalisés

Le tableau ci-dessus indique que les pères des enquêtés appartiennent aux six catégories socio-professionnelles forgées par Li Chunling, dans des proportions certes différentes, mais toutes représentées en nombre, à l'exception de la catégorie 5 qui prend en compte les travailleurs migrants d'origine rurale. Or, la population d'enquête, surtout du fait de son niveau de qualification, est faite d'individus qui appartiennent dans une large majorité à la première catégorie, ce qui témoigne, au vu de la diversité des catégories professionnelles d'appartenance de leurs pères d'une inscription dans des processus de mobilité sociale ascendante. Cependant,

la mobilité sociale ascendante des individus de la population d'enquête peut être pensée subjectivement de façon plus contrastée.

Si d'aucuns, parmi la population d'enquête, sont dans des conditions de vie particulièrement précaires, c'est à chaque fois sur des durées relativement courtes et balisées dans le temps. Il en est ainsi de ceux qui sont dans une période de latence à la suite d'une démission, notamment dans l'optique d'une réorientation. Cependant ces périodes sont « prévues » en amont comme ne devant excéder tant de semaines ou mois. Ce n'est donc pas la rémunération objective qui est en jeu dans ces appréhensions plus contrastées de la mobilité sociale ascendante. Les problèmes se nouent autour de deux points. Le premier est qu'il y a des formes de stagnation ou de stagnation relative des revenus, c'est-à-dire des augmentations légères qui n'en sont pas au regard de celles des salaires des emplois non qualifiés ou peu qualifiés. Le second est à la prise en charge concomitante de coûts de logement importants, ce que n'avait pas forcément à porter, ou pas dans la même ampleur, les générations précédentes. Il en est de même concernant la prise en charge individuelle d'éléments autrefois dévolus au secteur public (santé, éducation, retraite par exemple).

Ce processus témoigne d'un changement majeur qui est celui de la production d'incertitudes multiples, notamment concernant l'insertion sur le marché du travail. Les parents des jeunes qualifiés sont arrivés sur le marché du travail à un moment où celui-ci était encore largement mis en ordre par l'Etat, ce dernier octroyant par exemple des postes réservés aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Pour les segments de la génération en jeu dans cette enquête la situation est toute autre. Sans aller jusqu'à penser des formes de déclassement symbolique, nous soulignons néanmoins la concomitance de mobilités sociales ascendantes et, parfois, de « fatigue d'être soi » dans ces parcours (Ehrenberg, 1998). Cette dernière est liée tant à la façon dont les carrières demandent une individuation très forte et une prise en charge par l'individu de celles-ci qu'à un désengagement de l'Etat vis-à-vis de l'intégration des individus à la structure productive. Si ces jeunes qualifiés bénéficient de salaires plus importants que leurs parents, et d'opportunités d'emploi multiples, ils doivent dans le même temps prendre en charge financièrement nombre d'éléments autrefois dévolus au budget public, tout au moins pour ceux bénéficiant d'un hukou urbain. Par ailleurs, malgré leur niveau de qualification, leurs salaires restent dans une moyenne assez basse eu égard aux niveaux de rémunération dans les grandes villes chinoises.

Salaire mensuel moyen	Nombre d'enquêtés
Inférieur ou égal à 3000 yuans	25
Entre 3000 et 5000 yuans	8
Entre 5000 et 8000 yuans	13
Supérieur à 8000 yuans	2
Pas de salaire au moment de l'entretien	3

Figure 7. Tableau des salaires des enquêtés.

Si tous nos enquêtés ne travaillaient pas à Pékin, certains étant à Chongqing ou Wuhan, une majorité d'entre eux vivaient et travaillaient dans la capitale. Les statistiques officielles de la municipalité de Pékin indiquent pour l'année 2014 un salaire annuel moyen de 77 560 yuans per capita, correspondant à un salaire mensuel moyen d'environ 6500 yuans. Pour l'année 2015 ces chiffres sont respectivement de 85 038 yuans et d'environ 7000 yuans. Ces moyennes cachent des disparités fortes entre les différents secteurs d'activité, avec des salaires annuels moyens compris, dans la fonction publique entre 250 000 yuans annuel pour les emplois du secteur de la finance, et 48 000 yuans annuel en moyenne pour le secteur des services à la personne. Dans le privé, les salaires liés au secteur de la finance arrivent eux aussi en tête, avec une moyenne de 112 000 yuans annuel contre 35 000 yuans annuel pour les emplois du secteur agricole, pastoral et halieutique[63]. Dans la population enquêtée, parmi les 13 individus ayant un salaire mensuel moyen compris entre 5000 et 8000 yuans, seulement deux ont un salaire supérieur à 7000 yuans. De fait, sur les cinquante et un enquêtés, 44 ont un salaire mensuel inférieur au salaire moyen de la ville de Pékin, et trois n'ont pas de salaire au moment de l'entretien. Ceci met au jour des décalages entre aspirations liées à l'obtention d'un diplôme du supérieur et rétributions pécuniaires obtenues (Dubet, 2006).

En termes de niveaux d'éducation, d'emplois et de capital culturel, la population d'enquête peut être pensée en termes de « classe moyenne ». Pour qualifier celle-ci, Zhou Xiaohong indique qu'il inclurait en son sein les groupes socioprofessionnels suivants : le groupe des chefs d'entreprises privées et des chefs d'entreprises rurales, nouvellement apparu

[63] Le fait que les emplois du secteur de la finance soient moins rémunérateurs dans le privé que dans le public peut être surprenant. On peut trouver une explication de ce phénomène dans les hypothèses de Zhou Xiaohong indiquant que les sphères proches du pouvoir profitent de phénomènes de concurrence inégale voire savent faire avec les failles du système (Zhou, 2008). Il est possible que parmi ces sphères proches du pouvoir, un certain nombre d'individus soient dans des emplois du secteur public.

après 1978, les petits commerçants, boutiquiers, patrons de commerces indépendants ainsi que les autres formes de commerces individuels, nés aussi après 1978, les cadres du gouvernement et du Parti communiste chinois (PCC) et les intellectuels, en lien avec les structures de l'État ou du parti, ainsi que les directeurs des entreprises d'État, les « cols blancs des entreprises étrangères », les managers d'un grand nombre d'entreprises et d'organisations sociales et le groupe à hauts revenus apparu avec l'utilisation des hautes et nouvelles technologies et l'émergence de nouveaux secteurs. La population d'enquête peut assez aisément entrer dans ces différents groupes. En effet, les individus avec lesquels nous avons réalisés nos entretiens occupent essentiellement des emplois qualifiés dans le secteur des nouvelles technologies, du social, de l'enseignement et de la culture[64], soit autant de domaines et de postes qui entrent dans la nomenclature évoquée précédemment. Cependant, les salaires d'une très grande majorité d'entre eux sont relativement bas et font qu'ils ne disposent pas d'un capital économique conséquent. Tout cela témoigne du fait que la population d'enquête est effectivement dans un processus de mobilité sociale ascendante mais contrainte économiquement. Le décalage entre les aspirations d'emploi et de salaires imaginées durant les socialisations scolaires et universitaires d'un côté, la très faible pérennité des emplois obtenus et la faiblesse des salaires de l'autre, témoigne donc des mobilités sociales ascendantes contrastées. Certains éléments sont alors vus comme des « échecs personnels » (Peugny, 2009). Ceci prend place dans un contexte plus large où les inégalités sociales en Chine contemporaine sont plus volontiers considérées comme résultat de défaillances personnelles plutôt que comme corrélées à une structure économique injuste (Whyte, 2010).

2.2. De la difficile évaluation du chômage des diplômés

Les taux de chômage des jeunes diplômés en Chine est relativement bas. L'hypothèse d'une manipulation des chiffres en vue de faire baisser un hypothétique mécontentement social et donc des revendications des jeunes travailleurs semble utopique dans le sens où les résistances ouvertes sont rares. D'autres éléments nous informent quant à la difficile évaluation de ces chiffres. La Chine est un pays au sein duquel l'outil statistique n'est pas toujours complet,

[64] Pour une liste exhaustive des emplois occupés par la population d'enquête, nous renvoyons au tableau des enquêtés en annexe.

voire peut comporter d'importantes carences pour certaines périodes. La construction des catégories n'est pas non plus toujours la même qu'en France, engendrant des difficultés quant à des analyses point à point à partir d'épistémologies construites en partie à partir de catégories statistiques (Angeloff, 2010). La définition du chômage en Chine est très restrictive et ne regroupe sous ce terme que certaines catégories de la population. Ainsi, si une partie des critères fonctionne selon des jalons posés dans d'autres contextes nationaux, à savoir que sont considérés comme chômeurs ceux qui sont capable de travailler, ne travaillent pas (même pas une heure), sont disponibles et recherchent activement du travail, d'autres éléments de la définition mettent d'ores et déjà hors-jeu une partie de la population. En effet, ceci ne concerne que les zones urbaines pour les individus disposant d'un hukou urbain. Or, les individus disposant d'un hukou rural parmi la force de travail urbaine sont pléthores (Schucher, 2014). Par ailleurs, la catégorie est restrictive en ce qu'elle ne concerne que ceux qui sont enregistrés (登记失业 dengji shiye), sont des résidents urbains permanents en âge de travailler (c'est-à-dire de 16 à 45 pour les femmes et de 16 à 50 ans pour les hommes), aptes au travail, sans emploi et désireux d'en trouver un (Rocca, 2000).

D'après une étude de l'université d'économie et de finance du sud-ouest (de la Chine) menée en 2012 (SWUFE, 2012), le taux de chômage serait d'environ 4% pour les diplômés du primaire, environ 10% pour les diplômés du secondaire et de plus de 16% pour les diplômés de l'université, soit un taux de chômage d'autant plus élevé que le niveau de qualification est haut. Ces chiffres cachent des réalités disparates liées à des universités de niveaux extrêmement différents et en fonction des étudiants. D'autres études relèvent des taux d'emploi chez les jeunes diplômés similaires à ceux précédemment cités, avec même un taux d'emploi de seulement 76% quand il s'agit des diplômés d'une université du programme 985. Cependant pour ces universités-là, c'est également l'effet d'une poursuite de formation, d'études à l'étranger ou de temps pris pour préparer des examens, le tout faisant tomber le taux de chômage des diplômés issus des universités du programme 985 à environ 5% (Li Chunling, 2013). En ce qui concerne les taux d'emploi des jeunes diplômés, il existe les statistiques données par les universités elles-mêmes à propos de leurs diplômés. Ces taux tournent autour de 70% au moment du diplôme et s'élèvent à 90% à une date de six mois après le diplôme (Xiong, 2013). Plusieurs explications sont à avancer ici. Une première est que les universités générales et techniques s'inquiètent d'une possible baisse de financement de la part du ministère de l'éducation si les chiffres donnés ne sont pas assez élevés (Xu, 2012). Par ailleurs, ces taux recouvrent une diversité de réalités très présente parmi la population d'enquête, à savoir une

très forte disparité entre emploi et qualification (Xiong, 2009). De très nombreux diplômés se retrouvent ainsi dans des emplois sans lien avec leur qualification. Si les chiffres donnés dans le graphique ci-dessous ne sont pas des plus récents, ils témoignent cependant de cette forte proportion parmi les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. La proportion importante d'individus exerçant dans des secteurs pour lesquels ils ne sont pas qualifiés parmi notre population d'enquête corrobore cette tendance.

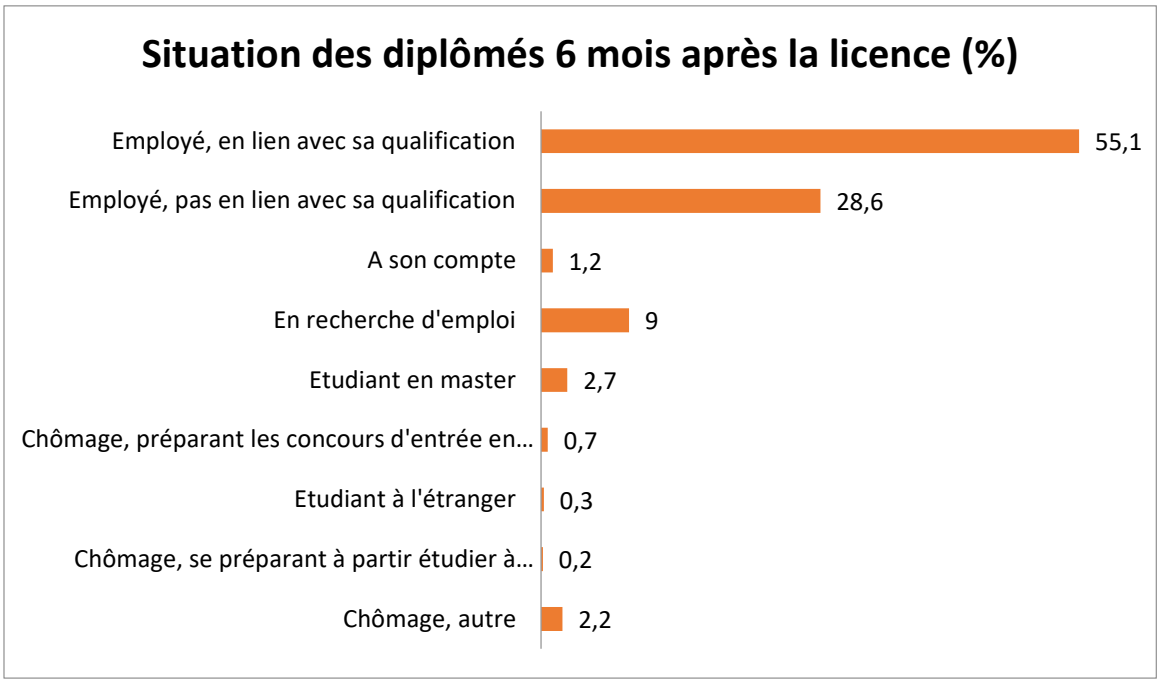


Figure 8. Situation d'emploi des diplômés six mois après l'obtention de leur licence.

Source : MyCos 2007 Chinese College Graduate Job Search and Employment Study. http://www.mycos.com.cn

La durée des périodes sans emploi n'est en général pas très longue pour ces jeunes diplômés, mais ils y sont souvent confrontés du fait d'une inadéquation entre niveau de qualification et capacité d'absorption de ces qualifiés par le marché du travail. Ceci est dû à la proportion et à la vitesse de la massification de l'enseignement supérieur en Chine. On retrouve ici un phénomène observé en France, à savoir une évolution discordante des flux de diplômés et de la structure d'emploi (Passeron, 1982 ; Nicole-Drancourt et Roulleau-Berger, 2006). De fait, s'il est difficile d'avoir une estimation précise des taux de chômage des jeunes diplômés, ce dernier est somme toute relativement élevé. Contrairement à d'autres contextes nationaux, le diplôme n'est pas forcément une arme contre ceci, dans le sens où, de façon générale, les

taux d'emploi sont d'autant plus hauts que la qualification est basse en Chine contemporaine. De fait, d'aucuns qualifient cette question de « subversive » (颠覆性问题 dianfuxing wenti), laissant sans emploi environ 7 millions de diplômés de l'université, 8 millions de diplômés de formations techniques du supérieur, et 5 millions de travailleurs migrants ruraux (Zhu, 2013).

2.3. Marché du travail et stratégies individuelles

Le processus de socialisation dans l'emploi pour les jeunes apparaît de plus en plus complexe, construit autour de formes de vulnérabilité et de fragilité. Parmi ces jeunes, sont touchés à la fois ceux des classes populaires sortis du système scolaire avec un niveau inférieur ou égal au baccalauréat chinois, ainsi que ceux nouvellement diplômés dont le nombre augmente chaque année. Les statistiques montrent d'ailleurs que le pourcentage de chômeurs est plus important chez les 15-29 ans que la moyenne (9% pour les premiers, 6,1% pour la seconde). Les fréquences dans les changements d'emploi, les inadéquations entre qualification et emploi ne sont cependant pas toujours synonymes de difficultés à sens unique pour ces individus qui mettent en œuvre différentes stratégies de contournement. Si la nécessité de multiplier les expériences professionnelles par une fréquence dans les changements d'emploi, fréquence renforcée par une déconnexion entre qualification et emploi pour une partie de ces jeunes diplômés est en partie imposée par les caractéristiques du marché du travail, la flexibilité en jeu, la diversité d'expériences rencontrées, voire la pluriactivité de mise sont également revendiquées comme choix. Nous considérons non seulement une dimension matérielle du travail, à savoir la rétribution financière, mais également une dimension sociale (les sociabilités et formes de reconnaissance en jeu), et une dimension symbolique, c'est-à-dire qui renvoie à l'univers de significations positives ou négatives attribuées au travail par les individus dans la construction des identités sociales (Roulleau-Berger, 2001). Nous remarquons que ces deux dernières dimensions informent pour une part importante les stratégies individuelles mises en place par ces jeunes diplômés sur un marché du travail qui ne reconnaît pas toujours leurs qualifications, mais peut également, de ce fait, être considéré comme ouvert à d'autres possibilités. De fait, les parcours des jeunes diplômés en prise sur nos terrains, lors de leurs premières années d'entrée sur le marché du travail, se construisent autour de stratégies professionnelles multiples, tout à la fois pour faire face à des incertitudes professionnelles structurelles, mais également pour mettre au jour les dimensions sociales et symboliques de ces expériences. Au cœur de ces parcours nous retrouvons des processus variés dans lesquels la recherche de socialisation est forte.

Face à des contraintes variées (marché du travail incertain, manque de reconnaissance des qualifications, ennui dans l'emploi, etc.) d'aucuns se retrouvent alors à produire des parcours professionnels de pluriactivité.

« J'ai étudié le droit. Mais je trouvais ça très dur, je ne comprenais rien de ce que je faisais. J'ai quand même eu ma licence, et ensuite j'ai commencé à travailler dans un cabinet d'avocat. Mais j'avais un emploi très simple d'aide auprès des avocats, leur donner les documents ce genre de choses. Amener aussi leurs documents auprès du tribunal. C'était à Pékin vers la gare de l'ouest. Je n'ai fait ça que pendant un mois parce que je trouvais ça trop ennuyant. J'ai démissionné. Je n'ai gagné aucun argent sur cet emploi. Et puis vraiment cela ne me plaisait pas du tout. Alors je me suis dit qu'il fallait que je fasse quelque chose que j'avais vraiment envie de faire. Et c'est comme ça que j'ai pensé à enseigner le chinois aux étrangers. (…) Ensuite je suis allée à Shenzhen, à Sha Tau Kok. Là-bas j'enseignais aussi le chinois à des étrangers. (…) J'y suis restée six mois. Ensuite je suis allée dans le Guangxi, à Beihai. Là-bas je suis restée également six mois. Et ensuite je suis rentrée à Pékin. (…) A Beihai, j'étais femme de ménage ! Juste assez d'argent pour manger. Normalement la culture chinoise fait que les membres de sa famille sont censés s'occuper des autres membres. Mais moi j'avais envie de me débrouiller par moi-même, de gagner un peu d'argent, même si mon père me disait qu'il pouvait toujours m'en donner. C'est pour ça que j'ai trouvé cet emploi. (…) Et ensuite quand tu es rentrée à Pékin ? J'ai d'abord commencé par ouvrir un « chinese corner » à la BLCU[65]. C'était pour permettre des échanges linguistiques entre chinois et étrangers. En même temps j'enseignais le chinois à des étrangers. Chaque jour j'en avais seize. Beaucoup de gens venaient me trouver ainsi. J'ai tenu pendant deux mois puis j'ai arrêté car j'étais trop fatiguée. Je n'avais pas un moment à moi. (…). J'ai également un autre travail en même temps. C'est vers le village olympique. J'y loue une petite cour et je suis en train de faire en sorte que l'on puisse transformer cela en centre d'activités sur l'étranger. (…) Moi j'aide en faisant des petits boulots ici. A côté de cela j'ai la cour dont je t'ai parlé. Et puis je travaille dans un restaurant aussi à Dongzhimen. Je suis serveuse là-bas et je suis aussi censée faire en sorte que le lieu soit plus connu par de plus en plus de monde. »

(Extrait d'entretien avec Su Jiao, Femme, 30 ans au moment de l'entretien, originaire d'une ville du nord de la Chine, diplômée d'une licence en droit)

[65] Beijing Language and Culture University.

Jiao dispose d'une licence en droit. Cette discipline fait partie de celles, au même titre que les diplômes des sections artistiques ou des programmes portant sur l'environnement, dont le taux de corrélation entre diplôme et emploi est le plus bas, certains ne dépassant pas les 30% de corrélation, peu importe si les étudiants ont obtenu ou non leur diplôme (Xiong et Wang, 2009 ; Li Chunling, 2012). Si son premier emploi est bien dans le domaine juridique, la nature des tâches engagées ne suppose pourtant aucune qualification dans le domaine légal. De fait, Jiao se fait l'écho à ce propos d'un fort ennui dans ce premier emploi. Elle ne continue pas pour autant à chercher quelque chose correspondant à son domaine de qualification, enchaînant alors divers emplois au sein desquels elle trouve, pour la plupart, plus d'intérêt, de reconnaissance, et le renvoi de significations positives. Ainsi, elle multiplie les petits boulots dans lesquels elle peut être en lien avec des étrangers, précisant que « j'avais deux heures de transport aller et idem retour mais je venais quand même tous les jours parce que j'avais besoin de voir également des étrangers. Les façons de voir des étrangers sont différentes des nôtres, et j'avais besoin de cela. Les étrangers ont souvent des façons de voir plus ouvertes que nous. Je sais que ce n'est pas le cas de tout le monde, mais en général quand même c'est plus ouvert. » Le renvoi de significations positives, l'impression « d'apprendre des choses » au jour le jour sont donc autant d'éléments justifiant pour Jiao une activité professionnelle incertaine, multiple et sans lien avec sa formation. En étant à la fois professeur de chinois, serveuse, à l'initiative de divers projets, elle est donc engagée dans un parcours de pluriactivité, certes informé par une qualification qui ne laisse que peu de chance quant au fait de trouver un emploi facilement, mais qui lui permet de mettre au jour des dimensions sociales et symboliques dans l'emploi de façon plus saillante.

D'autres ont des parcours professionnels marqués par la fréquence de changement d'emploi et des démissions nombreuses qui sont parfois autant de stratégies de résistance face à des difficultés plurielles rencontrées dans l'emploi. De nombreuses études rapportent de très haut taux d'insatisfaction dans le premier emploi des jeunes diplômés. Ce taux est d'environ 50% en moyenne, avec cependant des différences en fonction des diplômes et du type de secteur au sein duquel l'emploi prend place. Les individus issus de l'université sont ainsi encore moins satisfaits que ceux issus de formations techniques de l'enseignement supérieur, ceux exerçant dans la fonction publique moins satisfaits également que ceux dont le premier emploi se fait dans le secteur privé. Dans les trois ans après le diplôme, ils ont en moyenne occupé 2,6 emplois différents (Li Chunling, 2012 ; Wang et al., 2013 ; Zhao Lianfei, 2013). Face à des pressions au travail, un environnement de travail considéré comme malsain, des heures trop nombreuses passées sur le lieu de travail, mettant donc à mal tout ce qui pourrait

relever des dimensions morales et symboliques dans le travail, certains ont pour stratégie la démission comme résistance à ces contraintes trop fortes, parfois en série, multipliant alors les changements d'emploi, parfois même dans des secteurs et/ou villes différentes. Ils peuvent alors traverser des phases où ils sont « quasi au chômage » (准失业 zhun shiye) (Gu, 2012), avec des situations qui alternent régulièrement entre emploi et chômage, parfois incapables alors de définir leur propre statut d'emploi.

> « Le choc quand je me suis retrouvé dans le monde du travail. C'était extrêmement dur ce que je faisais. J'étais avec des travailleurs migrants des heures durant, dans un environnement extrêmement sale. On devait notamment travailler dans les égouts. Même si du fait de ma formation, parce que j'étais considéré comme qualifié, je ne faisais pas exactement le même travail que les autres, sur le papier au moins, en fait on partageait les mêmes conditions de travail : de longues heures de suite, sans s'arrêter d'une part. Parfois on nous demandait de travailler 72 heures de suite. Mais c'est impossible ! Donc on travaillait jusqu'à ne plus pouvoir tenir debout, jusqu'à tomber de fatigue, et s'endormir dans un coin du chantier. Puis au bout de quelques heures on se faisait réveiller et il fallait retourner travailler dans la saleté. Ainsi de suite pendant 72 heures, sans rentrer chez soi. C'était sale, nous étions couverts de poussière et de boue. C'était dangereux, nous n'avions pas de bonnes protections. C'était épuisant. Et je me suis rendu compte que je n'avais pas de vie : tellement d'heures sur le chantier. Le matin nous commencions à 7h. Presque pas de pause le midi. Et nous ne finissions souvent pas avant 20h, après quasiment 13 heures de travail harassant de suite. Du coup je rentrais chez moi, je m'écroulais et dormais. (…) Au bout de six mois, j'ai démissionné. (…) j'ai trouvé un emploi dans une entreprise à Canton. J'ai commencé en juillet 2012. Je n'aimais pas vraiment ce que je faisais, pas tant dans le contenu où c'était du génie civil, mais plutôt la façon de travailler, les rapports avec les collègues. Pour illustrer un peu ce que je dis, d'abord la façon de travailler : avoir des horaires fixes, commencer tôt le matin, finir tard le soir, même si bien sûr cela n'avait rien à voir avec le premier emploi que j'avais pu occuper après ma formation professionnelle. Mais c'était quand même franchement ennuyant, peu stimulant. (…) Le soir nous devions aller ensemble au karaoké, ou au restaurant. Moi je n'en avais pas spécialement envie, mais il fallait le faire. Pour la cohésion de groupe ils me disaient. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est un soir au karaoké. Mes collègues avaient beaucoup bu. Ils ont commencé à harceler la serveuse. De façon vraiment violente, presqu'un viol.

Ensuite ils ont voulu aller voir des prostituées. (…) Peu de temps après j'ai démissionné. C'était octobre 2012. J'ai alors décidé de venir à Pékin. (…) J'aime beaucoup parler, lire, apprendre des choses. J'avais donc à ce moment-là, à partir de ma démission, choisi de devenir professeur. Je suis arrivé à Pékin avec quelques bagages, quelques sous en poche, pas grand-chose non plus. (…) Je partageais une chambre avec 7 autres personnes. Nous étions donc huit dans une chambre. Cela me permettait de ne pas payer trop cher. Cela me revenait à 450 yuans par mois[66]. Bon, la qualité du logement n'était pas très bonne, mais à ce prix-là, on ne peut pas s'attendre à avoir quelque chose de très bon non plus. (…) Bien sûr, comme je n'ai qu'une licence, je cherchais dans des entreprises privées. Je cherchais sur internet, j'envoyais des CV, ou alors je me déplaçais directement : j'ai pas mal navigué dans Pékin pendant cette période. J'en ai d'abord trouvé une première au bout de vingt jours de recherche. Au début ils n'ont pas voulu de moi, trop jeune et trop inexpérimenté me disaient-ils. J'ai beaucoup argumenté. Finalement ils ont accepté que je suive une formation. J'ai fait ça pendant trois mois, en vivant sur mes maigres économies. En gros, il fallait que j'y aille trois fois par semaine, là ils me donnaient un thème et il fallait que je prépare un cours avec un power point. Il y avait d'autres personnes avec moi, ils étaient tous plus âgé et avaient déjà été professeurs donc ce n'était pas facile pour moi de me mettre à niveau. Au bout des trois mois ils m'ont finalement embauché et donné quelques cours à dispenser. Mais je m'ennuyais un peu alors j'ai trouvé une autre entreprise dans le secteur de l'éducation et ils m'ont embauché. J'ai signé avec eux un contrat de deux ans. »

(Extrait d'entretien avec Wang Kun, 24 ans, Homme, professeur, originaire d'un comté pauvre de la province du Shanxi, père professeur et mère ouvrière).

Enfin, notons qu'un certain nombre de parcours professionnels de jeunes diplômés de notre enquête font aussi montre d'une déconnexion entre qualification et emploi comme résultant d'un choix directement opéré par ces individus à la fin de leurs études, non pas par manque d'emploi dans le secteur en jeu, mais du fait d'une carence d'appétence quant au secteur dont ils sont diplômés. Dans ces cas-là, la fréquence du changement d'emploi est souvent également très forte, et soulignée comme permettant d'en apprendre plus, ainsi que de multiplier les sociabilités. La dimension sociale est donc indéniablement au cœur de ces parcours, bien que largement informée par une flexibilité très forte sur le marché du travail

[66] Environ 50 euros.

chinois, engageant donc souvent la multiplication d'emplois sur des durées courtes, de façon choisie ou non (Roulleau-Berger, 1995, 2017).

> « Je suis née en 1986. Je viens d'un petit village dans le Hubei, non loin de Wuhan, près du fleuve bleu. Je suis l'ainée de cinq enfants. J'ai trois petites sœurs et un petit frère. Du coup ce n'était pas facile quand nous étions petits car c'était au moment le plus dur de la politique de l'enfant unique, donc même si on était à la campagne ce n'était pas facile. Mon père était conducteur de bateau sur le fleuve bleu, ma mère paysanne. On ne mangeait pas toujours à notre faim, il y avait encore des tickets de rationnement. Jusqu'au collège ma vie était plutôt libre. Ensuite, une fois rentrée au lycée cela n'a pas été la même chose, la pression était très forte, mais c'est le cas pour tous les lycéens de Chine en vue du gaokao. J'ai réussi à rentrer dans une université de Wuhan. Je ne savais pas quoi choisir comme spécialité car je n'avais aucune idée de ce que je voulais faire après, et personne n'était là pour me conseiller (j'étais la première de ma famille et de mon entourage à rentrer à l'université). Finalement, j'ai choisi construction. Vu tout ce qui se construit en Chine, normalement il y a du boulot après la licence. Et puis de toute façon il fallait vraiment que je gagne ma vie après l'université parce que payer les frais de scolarité pour l'université dans une famille comme la mienne c'était dur. Mes parents et frères et sœurs ont mangé que des choses simples et pas chères pour faire des économies, et sinon ils ont emprunté de l'argent à différents membres de la famille pour pouvoir payer mes frais d'université. Je suis la seule à être allée à l'université de ma famille. (…) Quand je suis arrivée à Pékin, je n'ai pas voulu travailler dans la construction, je trouvais ça trop ennuyant. Je voulais un truc qui bouge plus et donc je me suis retrouvée à chercher du côté d'internet et maintenant je travaille dans le commerce sur internet. C'est beaucoup plus dynamique, intéressant. Ça ne sert à rien de choisir un travail en fonction de sa spécialité à l'université. Ici en Chine, on est tant à avoir choisi des choses qui n'ont rien à voir avec ce qu'on étudiait. Moi je ne me voyais pas travailler dans la construction alors j'ai choisi autre chose, tout simplement. En gros j'ai eu trois grosses expériences professionnelles depuis que j'ai commencé à travailler en 2008. Quand je dis trois grosses c'est en fait trois emplois où je suis restée assez longtemps, au moins un an, pour que cela puisse être considéré comme une expérience. Sinon j'ai occupé beaucoup d'autres emplois, mais seulement quelques mois alors je pense que cela ne compte pas, ce n'est pas assez long pour te permettre d'avoir vraiment de l'expérience. (…) Si tu n'es pas de Pékin, il est presque impossible de rentrer dans

une université de Pékin, il n'y a que quelques personnes par province qui y arrivent, et ce sont des gens extrêmement intelligents. Moi je suis allée dans une université moyenne de province, ce n'est pas du tout la même chose. »

(Si Dian, Femme, 28 ans au moment de l'entretien, travaille dans le commerce électronique, originaire d'un village dans la province du Hubei)

« J'ai commencé par vendre des assurances, des assurances vie. En Chine, c'est un métier extrêmement simple. Mais c'est moi qui l'ai choisi, notamment car ça n'avait rien à voir avec ma spécialité. Ma spécialité c'était ingénierie électrique, mais je n'aimais pas ça. J'avais envie de faire du commerce plutôt. Donc j'ai décidé d'avoir plein d'expériences et de changer plein de fois d'emploi. Le premier était donc de la vente d'assurances. Je l'ai fait pendant six mois. Le deuxième c'était de la gestion de projet dans une agence de voyage, ça a duré deux ans. Le troisième c'était du conseil. Je l'ai fait pendant trois mois. Le quatrième a duré un an, c'était dans une entreprise de conseil également. Le cinquième c'est mon emploi actuel et ça fait quasiment deux ans. Donc en tout j'ai fait 5 emplois différents en 6 ans. »

(Extrait d'entretien avec Zhen Bin, Homme, 30 ans, consultant, originaire d'une petite ville dans la province du Xinjiang).

Parmi les étudiants et les diplômés, une minorité (moins de 50% d'entre eux) est satisfaite des politiques publiques concernant l'emploi (Zhao Lianfei, 2013). Nous ne faisons pas de lien direct entre insatisfaction vis-à-vis d'un enjeu de gouvernement et hypothétique engagement. Cependant, de telles statistiques mettent à mal l'idée selon laquelle les jeunes diplômés chinois seraient soit déconnectés de tout enjeu social ou dans des positions d'engagement politique aveugle. Les stratégies mises en place pour faire face à un marché du travail marqué par de fortes fréquences dans les changements d'emploi, une flexibilité donc très forte, et parfois une impossibilité de trouver un emploi correspondant à ses qualifications, révèlent donc une propension importante à tenter d'être acteur par rapport à ces injonctions, et à mettre à distance autant que faire se peut les difficultés physiques et morales auxquels ces jeunes diplômés font face dans l'emploi. Par ailleurs, considérant que d'après ces mêmes statistiques, 60 à 70% environ des individus interrogés pensent le niveau de chômage comme

pouvant être un risque social important dans les cinq années à venir, la corrélation entre situation sociale, marché du travail, intérêt quant à la chose publique, politisation de ces jeunes diplômés doit être prise en compte. Rappelons à ce titre qu'en Chine, la perte d'emploi a été une des raisons principales des mouvements de protestations de travailleurs depuis le début des réformes visant notamment à la restructuration des entreprises d'Etat à partir du milieu des années 1990 (Chen Xi, 2012 ; Tong et Lei, 2014). Enfin, si les stratégies mises en place par ces individus révèlent des tentatives multiples pour mettre au jour des dimensions sociales et symboliques dans l'emploi, d'autres sont aussi faites en dehors de la sphère professionnelle, dans l'investissement voire la production d'espaces et de temporalités en dehors de l'emploi et permettant de compenser ce qui est souvent vu comme carence dans les aspirations professionnelles. De fait, il existe un pendant à cet engagement plus faible dans des formes de travail plus ou moins qualifié et incertain : un engagement parallèle dans d'autres espaces et temps d'activités tierces.

3. Enjeu de bien commun et processus de politisation

Lorsqu'il s'agit de mettre en tension jeunes chinois, et plus particulièrement jeunes diplômés chinois, et tout ce qui touche à une forme d'engagement politique, la décennie 80 et son acmé dans les mouvements sociaux de 1989 sont de fait à l'ordre du jour et semblent n'avoir laissé par la suite que leur contraire, apathie et désintéressement de la chose publique ; le tout dans un contexte d'inégalités systémiques pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur en Chine dont la rigidité de la structure sociale ne permettrait qu'une absence ou une très faible ascension sociale (Kan, 2013). Cependant, en dehors de cette vision très macroscopique il est opportun de prendre en compte à la fois ce qui se passe dans des interstices sociaux, en dehors des structures patentées, ainsi que la possibilité de participations politiques entendues comme moins frontales, et passant par des engagements et désengagements dans des formes de civisme.

Des mouvements de contestation de la part de jeunes qualifiés usant de formes « traditionnelles » de l'action collective ont vu le jour notamment à partir du milieu des années 2000 en réaction à des contraintes financières universitaires et aux difficultés concomitantes d'insertion sur le marché du travail. Chen rapporte ainsi plusieurs mouvements d'actions collectives menées par des étudiants sur leur campus et relatifs à des contestations ponctuelles. Très généralement, ces mobilisations s'inscrivent dans le cadre du passage d'un système d'enseignement supérieur public et gratuit à des universités de plus en plus tournées vers la recherche de profits. Les frais d'inscription élevés ou l'augmentation du prix des repas dans les cantines universitaires sont autant de raisons pour mener des actions. Ces dernières prennent place dans un contexte plus général d'incertitude quant à leur possible insertion sur le marché du travail. Ainsi à l'automne 2007, un vaste mouvement de boycott des cantines universitaires se met en place dans une foultitude d'universités, y compris à Hangzhou, Canton, Changsha, Pékin et Nankin (Chen Chih - jou Jay, 2009 : 100). Néanmoins, en dehors de ces mobilisations ponctuelles, circonscrites à l'espace et au temps universitaire, il nous semble opportun d'interroger les possibles engagements, voire processus de politisation des jeunes qualifiés chinois, non pas uniquement à partir de détonateurs liés à ces dimensions matérielles du travail, mais également à partir de ceux qui se jouent autour des aspirations de plus en plus fortes quant aux dimensions sociales et symboliques du travail, qu'elles soient remplies, ou non, par l'emploi. Ce que nous souhaitons ici montrer ce sont alors les processus, développements et mises en place de prises de positions, discussions et engagements autour d'enjeux collectifs, de « bien commun » ; comment ceux-ci sont appréhendés, et à partir de quoi.

3.1. Processus d'individuation et ambivalence des rapports familiaux

Un processus d'individuation est observable en Chine depuis la fin des années 1990, caractérisé par la moindre influence des forces publiques sur la famille, le plus grand contrôle des individus sur leur vie, la centralité du mariage ou de la vie de couple et l'accent mis sur le bien être personnel, ainsi que le précise Yan Yunxiang en reprenant les théories d'Ulrich Beck à l'épreuve du terrain chinois[67] (notamment l'idée que les principales institutions de la société seraient désormais orientées vers l'individu, contraignant alors chacun à assumer sa propre trajectoire biographique[68]). Dans les discours, cela passe entre autres par une accentuation très forte du fait d'être différent des autres, de ne pas suivre une ligne traditionnelle :

> « Je suis un peu particulier. J'ai changé plein de fois d'emploi parce que *j'ai* mon propre objectif, c'est-à-dire qu'au final j'ai aussi envie de faire les choses qui me plaisent. Quand je dis que je suis un peu particulier, l'idée en fait c'est que je me suis donné l'objectif de faire mes propres expériences avant mes trente ans, de faire plein d'expériences différentes. En fait ce que j'ai envie de faire c'est un peu comme une méthode expérimentale. Chacun des métiers que j'ai exercés c'était pour voir ce que cela donnait en pratique, voir comment c'était, peu importe si je gagnais beaucoup d'argent ou pas. La plupart des gens quand ils sont diplômés et qu'ils cherchent du travail, ils espèrent gagner de plus en plus d'argent, mais peut être que moi je suis plutôt bizarre. Moi mon truc c'était vraiment de faire le plus de boulots différents avant mes trente ans. (…) En 2006, quelques années après avoir été diplômé, à ce moment-là j'avais déjà fait quelques emplois différents… Je ne sais pas si j'aurais fait des sites internet par moi-même, mais là en 2006 j'ai décidé de faire cela parce que j'avais quelques amis qui se préparaient à le faire. Ensuite j'ai décidé que j'allais le faire avec eux, que cela pouvait être super bien. Qu'en plus *c'était différent de ce que j'avais fait avant et que cela me permettait donc de faire encore d'autres expérien*ces comme je voulais le faire avant mes trente ans. En même temps je réfléchissais à plein de questions différentes, des questions plutôt profondes, et peut-être c'est une façon de faire qui fait que je suis assez différent des autres. (…) Donc *j'ai fait p*lein de choses différentes, en essayant de les faire du mieux que je pouvais, avec mon objectif clair en tête, qui me

---

[67] Yan Y., (2010), Conflicting Images of the Individual and Contested Process of Individualization, in iChina. The rise of the individual in modern Chinese society, (dir. Mette Halskov Hansen and Rune Svarverud), Nordic Institute of Asian Studies , p. 1

[68] Beck U., 1986 (2001), La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité, Aubier

permettait de continuer à réfléchir. Cela m'a peut-être apporté des problèmes. (…) ma façon de penser est assez peu commune (…) Je crois que je ne suis pas très conventionnel.[69] »

(Extrait d'entretien avec Yang Qingyong, Homme, 34 ans, styliste, originaire du Shanxi)

Ce processus s'inscrit dans un cadre plus large de mise en ordre du monde qui met l'accent sur des individus chercheurs de sens, dans des relations pensées dans un cadre de responsabilisation de chacun (Boltanski et Chiapello, 1999 : 178). Il s'inscrit cependant dans un cadre où les relations familiales restent très présentes, agencées plus largement dans un « pare-feu culturel chinois » (De Kloet et al., 2017 :53). Ce dernier correspond à une implication très forte des parents dans le système productif et éducationnel de leurs enfants, une pression très forte de la finalité de l'examen d'entrée à l'université, engageant une absorption quasi intégrale du temps des jeunes Chinois en âge d'être dans le système scolaire. De fait, ce processus d'individuation se fait dans un cadre qui reste largement dessiné par les attentes très fortes du réseau familial (Liu Fengshu, 2011 :89). Il est donc inséré dans des rapports familiaux, avec des vues de la famille qui restent importantes, et prises en compte. Se crée alors un équilibre entre des vocations personnelles que l'on suit de plus en plus, et d'autre part l'avis des parents qui reste largement écouté.

« Moi je n'avais pas envie d'aller à l'université. Je voulais seulement être diplômée du lycée, puis étudier par moi-même de façon sérieuse, si possible apprendre des choses concernant la technologie. J'avais ça en tête parce qu'à mes yeux, aller à l'université en Chine c'est souvent gâcher son temps. Mais après il y a aussi l'esprit national, et ça c'est différent de ce que j'avais en tête. Mes parents, ma famille élargie et je pense la plupart des gens en Chine pensent que l'université c'est très important. Donc pour ne pas faire perdre la face à mes parents, pour leur gloire personnelle en quelque sorte, j'ai quand même choisi une université. (…) De toute façon depuis que je suis petite jusqu'à maintenant, ils savent que quand j'ai pris une décision il est très difficile que j'en change. Ils savent qu'ils n'ont pas les moyens de me faire changer d'avis. De façon générale je dirais qu'ils me soutiennent parce qu'ils savent en plus qu'il n'y a pas trente-six solutions, de toute façon je ne change pas quand j'ai décidé. Ou en tous cas pas sous la pression des autres. Ils savent que je travaille avec des gens qui

[69] Ce qui est mis en italique est souligné par nous.

essayent de monter une entreprise. Ils savent que ce n'est pas facile. Donc ils aimeraient bien que je change de travail. Ils trouvent que tout ce qui est lié à la création d'entreprise est très dangereux. Mais pour l'instant j'aime bien ce que je fais alors je continue. »

(Extrait d'entretien avec Li Xia, Femme, 22 ans, Licence de communication visuelle abandonnée en deuxième année, designer web).

Cependant, ces attentes, renforcées par un accès de plus en plus large à l'enseignement supérieur, sont mises à mal par la déconnexion entre nombre d'individus qualifiés et nombre de postes disponibles sur le marché du travail pour ces qualifiés. Sans aller jusqu'à parler de déclassement, ce n'est pas le cas, ces disjonctions ont néanmoins un effet du point de vue de l'expérience vécue. De façon subjective, la mise en difficulté des aspirations de réussite, notamment quand elles sont mises en regard avec le niveau de qualification et les postes obtenus de la génération précédente, est structurante dans la manière dont on se représente le fonctionnement de la société, et la nature des représentations politiques (Peugny, 2012). C'est dans ce cadre que se révèlent alors certaines aspirations politiques.

3.2. Formation d'un public et « processus de politisation »

Définir ce qui est politique ou non est difficile, d'autant plus s'il s'agit de donner les contours de cette acception (Lefort, 1986). S'il faut poser de premiers jalons, nous considérons ce qui relève du vivre ensemble et de l'agir commun, gardant à l'esprit l'articulation du civil et du politique. Dans ces « espaces de jeunes » dans lesquels se rassemblent de jeunes diplômés, les pratiques se révèlent autour de discussions et de débats, portant régulièrement sur des enjeux de bien commun et sur la constitution de problèmes publics. Cela nous invite donc à prendre en compte la dimension de formation des publics et d'ordre des civilités, en tant que les situations d'échanges d'arguments en jeu dessinent des possibles quant à la définition d'enjeux d'ordre public. En effet, c'est au sein de ces discussions et de ces débats qu'est produit un public qui se modifie en fonction des prises de paroles des acteurs. L'importance de la durée est à souligner car la sédimentation des situations met au jour des discussions, débats, et conflictualités qui sont autant d'éléments pour une définition labile du politique dans ces lieux. C'est alors par ces dispositifs d'action coordonnée et de perception distribuée que se redéfinissent les modalités de la chose publique (Cefaï et Joseph, 2002).

Partant du postulat que pour ces jeunes qualifiés les dimensions sociales et symboliques du travail sont de plus en plus recherchées, à la fois à travers lui, mais également dans son extériorité, nous constatons que ces dimensions débouchent sur de multiples temporalités et espaces au sein desquels ils s'inscrivent. Ils y sont aux prises avec des discours et des négociations quant à des définitions et pratiques du collectif. Là où nous voyons parfois le surgissement du politique dans des espaces précis, parfois le surgissement d'enjeux plus civils, il y a complémentation par d'autres lieux de frottements, le tout dans des expériences ordinaires. C'est ainsi à partir de ces expériences ordinaires que nous tenterons dans cette thèse de saisir les formes de politisation en jeu, c'est-à-dire d'essayer de saisir les « moments de politisation qui scandent les activités sociales, où surgit l'horizon politique des situations, où des enjeux relatifs à la vie collective se voient perçus, thématisés, discutés, voire disputés » (Berger et Gayet-Viaud, in Berger, Cefaï et Gayet-Viaud, 2011 : 10). Le politique n'est alors pas saisi a priori, mais comme une production qui se fait dans la formation de ces collectifs, lorsqu'il y a interrogation notamment autour d'enjeux où il est question d'un bien commun à atteindre (Cefaï, in Berger, Cefaï et Gayet-Viaud, 2011 : 546). Du fait de ces saisissements qui ne se font pas en amont, nous avons à faire là à des « processus de politisation », plus que des relations de politisation per se.

3.3. Montée en généralité et positions clivantes

Si Jacques Lagroye donne une définition large de la politisation, indiquant que c'est un « processus de requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activité » (Lagroye, 2003 : 360), l'illustration de son propos passe par des études de cas resserrant ces processus de politisation autour d'acteurs, de thématiques ou de pratiques relativement « traditionnels » dans le champ politique. Or, dans le contexte chinois contemporain, il est difficile de s'attacher à ces formes traditionnelles du politique. Surtout, cela engage une dimension partielle des possibilités de surgissement du politique qui n'est pas uniquement circonscrit dans un appareil de parti unique et ses strates administratives de pouvoir.

Sur nos terrains, aucun de ces processus n'apparaît, c'est-à-dire que nous avons en général face à nous des acteurs qui ne se déclarent pas comme politiques, ni des activités étiquetées comme telles. Les individus penchent plutôt dans leurs déclarations sur des activités,

actions et enjeux « sociaux », « humanitaires », « charitables », de « bien commun », « pour la société », voire « de simple curiosité » etc. Mais ce qui apparaît en filigrane c'est une pluralité de discours au sein desquels « des principes généraux devant guider une société » se font jour, ainsi qu'une dimension de débat, de mise en voix et en négociation de positions divergentes voire opposées, pensant donc par là-même le clivage sans forcément aller jusqu'à faire voix au registre contestataire (Hamidi, 2006). Ces processus rendent alors compte des opérations constitutives du registre d'énonciation politique, la généralisation (Rioufreyt, 2017), ou en d'autres termes la possibilité d'une montée en généralité (Boltanski, 1990 : 255-256). Il nous faut alors considérer à la fois ces deux dimensions, à savoir la montée en généralité d'une part, et la dimension de débats d'idées qui se tient lieu dans les espaces en jeu d'autre part. Quand Wang Zhifu et les autres membres très actifs de « l'espace de jeunes » de Pékin estiment qu'il faut faire en sorte que cet espace perdure, quitte à parfois annuler certaines activités jugées trop sensibles par les autorités, l'idée sous-jacente est la nécessité d'espaces de dialogues et de rencontres en Chine, qui pourront au moins servir de mise en relation d'individus, qu'il y ait projet a posteriori ou pas. Lu Jiegong à Chongqing indique qu'à défaut de pouvoir se positionner ouvertement par rapport à la contestation en cours à Hong Kong, à l' « espace de jeunes » ils mènent des actions qui sont plus de l'ordre de « l'humanitaire » ou de « la charité ». Ils vont par exemple construire une bibliothèque dans une école en zone rurale et y fournir des livres. A ce titre, est placé de façon sous-jacente l'enjeu des inégalités de territoire en Chine contemporaine et leur implication très forte en termes d'éducation. Une forme « orientation vers l'esprit public » (Eliasoph, 1998) apparaît dans tous ces discours, prises de position voire pratiques. Cette orientation sous-jacente nous intime de penser l'intrusion du politique dans ces pratiques.

> « Et puis j'ai été surprise quand j'ai entendu les gens parler car les gens tu vois ils parlaient d'eux. Ils n'hésitaient pas, devant dix, vingt, voire trente personnes, à raconter leur vie, leurs sentiments, leurs difficultés et c'était la première fois que je voyais un truc comme ça, où déjà on parle d'un, et de deux, on parle de l'intérieur. Je me suis dit que c'était aussi utile vu que mon objectif c'est de vivre du théâtre, d'avoir ces différents parcours, ces différents points de vue…d'entendre ces voix que l'on n'entend pas forcément, même quelquefois quand on est proche des gens. Et puis moi aussi je me suis mise à parler et c'était agréable en fait de lâcher certains trucs sur comment ça se passe au niveau du boulot, de la vie à Pékin, de la vie d'avant et tout. Alors il y avait ça d'une part. Et d'autre part, il y avait le fait que parfois il y avait aussi

des conférences ou des présentations de la part de jeunes activistes, ou des gens qui venaient parler de leur expérience de vie, de travail, etc. Et par exemple tu vois une fois je suis allée à l'espace de jeunes, et c'était des activistes féministes qui étaient venues parler, présenter leurs combats, leurs parcours. Et bah tu vois c'était des choses que j'avais jamais trop entendues, et a posteriori tu te dis ah oui tiens et ça te fait réfléchir et tu te demandes si tu ne vas pas essayer de prendre contact avec elles pour essayer de t'engager aussi là-dedans. Enfin voilà, tu vois moi y'a plein de choses qui expliquent pourquoi je vais à l'espace de jeunes, et c'est des choses auxquelles j'avais pas forcément trop réfléchi avant. C'est pas à côté de chez moi, donc quand j'y vais je me tape un peu la motivation, pour plonger dans un métro et aller jusque là-bas. Mais après tu montes, tu entres, et tout de suite c'est une sorte d'atmosphère très confortable (shufu 舒服). C'est pas exactement la même chose à chaque fois, ou pas toutes les fois, mais en général, je sais pas, je crois que c'est les gens qui font ça, qui prennent le lieu comme ça, ce côté de, tu arrives, et tu sens des gens qui sont là pour parler, ou pour écouter, d'eux, d'expériences pas toujours cool, ou pour apprendre sur un sujet particulier dont souvent on n'a jamais trop entendu parler par ailleurs. C'est ce truc de voix discordantes par rapport à d'habitude, ou au moins de voix qui se font face, mais sans essayer de se marcher dessus. Je sais pas, j'ai l'impression que les gens se lâchent et osent dire des trucs là-bas. Et c'est d'autant plus bluffant qu'on n'en a pas l'habitude en Chine, que ce n'est pas comme ça qu'on a été éduqués, pas même à la fac. »

(Extrait d'entretien avec Zhizhi, femme, 31 ans au moment de l'entretien, originaire de la province du Xinjiang, tente de travailler dans une troupe de théâtre, mère travaillant dans l'administration et père ouvrier dans une usine d'Etat)

Ainsi que le rappelle Zhizhi, ces discussions auxquelles elle a pris part ont été à la fois l'occasion de saisir une dimension de montée en généralité sur les questions de discriminations de genre par exemple, d'entendre des conflictualités de positions à ce propos, voire même d'entendre ceci comme un discours politique, possible levier de mise en action et d'influence en sollicitant la potentialité de le faire agir, penser, croire (Ghiglione, 1989 : 9).

Enfin, précisons que bien que le débat d'idées soit souvent à l'ordre du jour de l'espace de jeunes, les cadres informels et coutumiers de ces débats se posent dans l'écoute des convictions des uns et des autres, dans des formes de respect de la parole de l'un quand bien

même désaccord il y a, lequel est montré de façon allusive. En cela, les formes de politisation en jeu dans ces espaces sont souvent de l'ordre de « l'affiliation timide » (Eliasoph et Lichterman, 2003).

Conclusion du chapitre 3

Le contexte historique met régulièrement les jeunes qualifiés en Chine en prise avec des mouvements de contestation variés mais l'agencement entre jeunes diplômés et processus de politisation est également visible dans un contexte contemporain. La continuité de ces héritages n'est pas linéaire. Elle passe plutôt par un arrière-plan historique voire socialiste parfois convoqué par certains des individus engagés dans les « espaces de jeunes ». Ils peuvent ainsi faire appel dans leurs corpus de référence à des figures issues de ces mouvements, posant avec emphase la temporalité de « jeunesse » comme nœud biographique. Surtout, à rebours des positions d'engagement marquées par un ancrage institutionnel, par des tournures nationalistes ou par une mise en action frontale, le processus de politisation à l'œuvre parmi ces populations passe par des formes liminaires de mise en lumière d'enjeux de bien commun et de la mise en voix de discussions ouvertes à des positions clivantes quant à ces enjeux. Le contexte économique et social au sein duquel évoluent ces jeunes diplômés informe largement ces prémisses de questionnements. En effet, dans un même mouvement se retrouvent intriqués une massification de l'enseignement supérieur qui prend place au tournant du millénaire en Chine, une entrée sur le marché du travail marquée par une fréquence des changements d'emploi, l'alternance entre temps d'emploi et temps de chômage, et une proportion forte de déconnexion entre poste et qualification. De manière concomitante, nous observons une demande de plus en plus forte quant à des dimensions sociales et symboliques du travail, non pas uniquement matérielles. Force est de constater que c'est l'imbrication de ces éléments disparates qui joue quant à l'arrivée de ces jeunes diplômés dans des espaces où se révèlent des processus de politisation.

Deuxième partie : Contrôle gradué, ordre normatif négocié et production d'« espaces intermédiaires »

Les « espaces de jeunes » qui ont été investigués pendant cette recherche entrent dans la catégorie générique des « organisations sociales » (社会团体 shehui tuanti) en Chine. Sous ce vocable dont l'acception est large, entrent en compte des organisations de différents types (associations de membres, fondations, organisations non gouvernementales à but non lucratif). Du fait de modalités d'enregistrement officiel complexes, beaucoup sont avalisées dans ce cadre légal et constituent alors des organisations sociales non-officielles. Cela ne les soustrait pas pour autant à des dispositifs de contrôle gradué. Si le fait de ne pas être sous tutelle d'une autorité publique supérieure amoindrit le droit de regard de ces autorités, ces organisations non-officielles bénéficient d'une marge de manœuvre, certes faible, mais indéniable quant au contenu de leur action. C'est le cas des « espaces de jeunes » qui se construisent donc au sein et en relation avec ces formes de contrôle dans des rapports pluriels avec des organisations institutionnelles et non-institutionnelles.

Il s'agit alors ici de penser la production « d'espaces intermédiaires » en contexte chinois. Dans le **chapitre 4** nous revenons sur la façon dont ces espaces sont produits à l'intersection, pour les organisations sociales, d'un contrôle gradué et d'un espace négocié. Il s'agit donc de rendre compte comment, en vue de s'insérer d'abord puis de perdurer avec ces dispositifs de contrôle, qui jouent tant sur les formes que le fond pris par leurs actions, les acteurs qui y évoluent mettent en place une variance de pratiques opérant le long d'une ligne allant de la visibilité nette à des discrétions plus ou moins fortes. Dans le **chapitre 5**, nous montrons comment les « espaces de jeunes » sont des micro-lieux qui permettent l'incursion dans des formes de centralité urbaine pour de jeunes diplômés majoritairement issus de zones moins centrales, petites villes et régions rurales. En rencontrant les aspirations à des formes culturelles et cosmopolites informées par des justifications à être présent dans des « villes globales » productrices à la fois d'inégalités fortes et d'interstices de résistance, ces espaces mettent au jour l'élaboration de conventions en creux, à partir d'un ordre normatif pensé comme

« démocratique », renvoyant à des appels à un « sens du juste ». Tout l'enjeu dans cette partie réside alors dans la compréhension de la façon par laquelle ces « espaces de jeunes » engagent la production d'« espaces intermédiaires », et partant sont parfois espaces de création et de recomposition politique, à partir de conventions et de normes qui se construisent au sein de ces espaces.

Chapitre 4 : Contrôle gradué, espace négocié et pratiques discrètes

« *S'il est vrai que partout s'étend et se précise le quadrillage de la «* surveillance », il est *d'autant plus urgent de déceler comment une société entière ne s'y réduit pas* ; quelles procédures populaires (elles aussi « minuscules » et quotidiennes) jouent avec les *mécanismes de la discipline et ne s'y conforment que pour les tourner* ; enfin quelles « manières de faire » forment la contrepartie, du côté des consommateurs (ou « dominés » ?), des procédés muets qui organisent la mise en ordre sociopolitique. »

Michel de Certeau, L'invention du quotidien. Tome 1, Les arts de faire, Gallimard, 1990, p. XXXIX

En Chine, les organisations sociales ou associations de membres (社会团体 shehui tuanti) sont marquées par une caractéristique double : si leur existence légale n'est pas répandue du fait de conditions d'émergence faites de façon très restrictive, leur possibilité d'existence n'est cependant pas oblitérée. Nombreuses sont donc celles qui existent de facto sans pour autant s'inscrire dans un cadre légal. Cette existence non-officielle n'entraine paradoxalement pas des organisations invisibles, ni des frontières très nettes imposant un fonctionnement coupé de toutes formes de coopération ou d'association avec d'autres organisations, voire institutions. Au contraire, et c'est le cas pour les espaces investigués, il y a insertion dans un tissu physique et social, sans s'en couper. De cette manière, en évitant de se poser en opposition, ces lieux ne tombent pas dans l'illégalité, composant avec le contexte et les effets de contexte, notamment de contrôle politique, en s'agençant par rapport à ceux-ci. Les espaces en question sont, d'une certaine façon, tolérés, encadrés et surveillés, amenant parfois des pratiques discrètes. Par ailleurs, la façon de s'insérer dans ce tissu physique et social engage un travail permanent sur la définition de frontières entre public et privé, et des frontières du politique. Ceci nous amène à penser ces espaces comme « espaces de recomposition politique » (Roulleau-Berger, 1991) au sein desquels la définition des frontières en jeu passe par des interventions plus ou moins directes par des agents de l'Etat mais aussi par les pairs.

Les espaces de recomposition politique naissent « d'ajustements, d'arrangements, de transactions et de différends entre des formes institutionnelles et des formes non-institutionnelles. Ils émergent de la nécessité de reconnaissance mutuelle des identités en présence » (Roulleau-Berger, 2003). Dans la présentation du lieu, le partage, le droit à la parole sont soulignés. Cependant, le droit à la parole dans « l'espace de jeunes » n'est pas plus acquis qu'ailleurs mais est montré comme acquis en en faisant un fait. Il s'agit ici de revendiquer un espace, c'est-à-dire d'exprimer la possibilité qu'il existe un lieu où l'on puisse venir manifester ses idées, s'exprimer. La pluralisation des espaces de paroles n'est donc pas à voir comme un phénomène forcément underground, caché, dissident, mais, même si cela peut venir d'initiatives citoyennes comme c'est le cas dans les espaces de jeunes, d'un phénomène qui s'insère dans le tissu institutionnel dans le sens où il est pris dans un système de contrôle gradué. Les « espaces de jeunes » étudiés n'ont pas de structure légale claire. Ils se tiennent dans des appartements mais ne sont pas déclarés comme entreprise, ni comme association, ni comme ONG. Le fait que dans la présentation du lieu, le programme de leurs activités soient publiées sur internet indique leur présence auprès d'un public et d'autorités. Ceci est corroboré par le fait que leur présence dans un immeuble est connue par les voisins et autorités locales de gestion d'un quartier. En cela, leur présence est tolérée dans le sens où ces « espaces de jeunes » sont ouverts depuis plusieurs mois ou plusieurs années. Occuper un espace, c'est aussi se rendre visible et de fait, avoir, même à la marge, une forme d'influence sur un espace public politique. Cependant, cette visibilité n'est pas performative à elle seule. Elle s'inscrit dans un contexte institutionnel plus large.

La définition de l'espace occupé n'engage pas seulement les instigateurs du lieu. Elle est également en lien avec des autorités publiques, lesquelles autorisent ou répriment les formes d'associations qui émergent, qu'elles soient plus ou moins instituées, en fonction de la temporalité politique, du public qui les constitue et des intérêts qu'elles défendent (O'Brien, 2008). En cela, les autorités accordent ou n'accordent pas le droit à une présence, droit pouvant lui-même être réversible ou intermittent au cours du temps. Face à ces autorités, les « espaces de jeunes » dont il est question se saisissent de fenêtres de visibilité et d'autorisations tacites à être présent. Il y a donc des formes d'arrangements de facto avec une autorité publique, forme de reconnaissance par omission et ainsi de recomposition sociale.

1. Contrôle gradué et espace négocié

Le contexte actuel offre un cadre général d'expansion de l'espace social disponible pour permettre des processus associationnels, mais force est de constater que ce cadre s'insère toujours dans un régime politique au sein duquel les dispositifs de contrôle sont encore très nombreux (Chan, 2004). De fait, considérant que les espaces de paroles sont tout à la fois tolérés, encadrés et surveillés, leur pluralisation n'est pas à voir comme un phénomène clandestin ou invisible mais comme un processus qui prend progressivement place dans un tissu institutionnel.

1.1. L'espace négocié des organisations sociales

Les « espaces de jeunes » sont des espaces négociés, dans le sens où ils sont connus de la sphère officielle, mais peuvent recevoir des injonctions les invitant à amoindrir un propos, amender une activité voire l'annuler. Ils se construisent donc dans une négociation permanente vis-à-vis des injonctions des dispositifs officiels. Il faut également prendre en compte une navigation dans une zone plus ou moins grise quant à leur statut. Au départ, « l'espace de jeunes » de Pékin n'est pas enregistré, ne disposant alors pas d'un statut légal. Par la suite, du fait de la multiplication des activités proposées et des individus y participant, le flou de cette carence statutaire devient de plus en plus difficile à appréhender. La structure s'enregistre alors sous le statut d'entreprise. Il en est de même pour « l'espace de jeunes » de Chongqing. Celui de Wuhan reste quant à lui dans une labellisation imprécise, et, au moins durant le temps de l'enquête, n'a été enregistré d'une quelconque façon. Si ces enregistrements ont permis une forme de stabilité d'un point de vue officiel, la labellisation comme « entreprise » plutôt que comme association de membres (社会团体 shehui tuanti), comme organisation non gouvernementale à but non lucratif (民办非企业单位 minban feiqiye danwei) ou comme fondation (基金会 jijinhui) est fiscalement moins avantageuse et ne permet pas de disposer des ressources politiques, sociales, ou symboliques accordées aux organisations sociales patentées (Wu et Chan, 2012). Dans le même temps, cela leur permet de ne pas être sous la tutelle du bureau des affaires civiles ainsi que le doivent les trois types d'organisations sociales officielles susnommées.

Légalement, les organisations sociales doivent s'enregistrer auprès du ministère des affaires civiles depuis la loi du 25 octobre 1998 les concernant. Les premières versions de cette loi datent des années 1980. Elles ont été suivies d'un renforcement en 1989 à la suite des mouvements sociaux place Tian An Men, et la répression qui en a découlé, avant de voir sa version actuelle définie en 1998 par un décret du conseil d'Etat[70]. Cependant, de nombreuses organisations de ce type ne sont pas enregistrées, et constituent alors des organisations sociales non-officielles (Zhao Xiumei, 2001). Cette régulation impose aux organisations sociales de fonctionner sous la tutelle d'une agence gouvernementale, laquelle porte donc une responsabilité financière et politique quant aux organisations qui émanent d'elle. En conséquence, très peu d'organisations issues d'individus privés peuvent s'inscrire dans ce système, les agences publiques refusant de porter les risques financiers et politiques qui pourraient en découler. Le nombre d'organisations civiles se trouvant contraintes à rester dans un cadre non officiel peut s'expliquer par la rigidité de ce système de tutelle publique. Par ailleurs, en plus de ces contraintes statutaires, d'autres critères sont obligatoires et difficiles à atteindre pour des organisations de petite taille. En effet, afin de pouvoir s'enregistrer, les organisations sociales doivent pouvoir prétendre à un minimum de membres, de fond d'investissement primaire, un certain nombre d'employés à temps plein et doit disposer de représentants officiellement et légalement définis (法人代表 faren daibiao) (Zhao Xiumei, 2001). En 2004, de nouvelles dispositions ont quant à elles porté sur une clarification des champs d'action des organisations à but non lucratif. Ces dispositions visaient à restreindre leur domaine d'intervention (Spires et al., 2014). Tous ces éléments sont autant de freins à l'établissement de structures légalement labellisées, et constituent autant d'explications au développement plus large de ces structures sans rattachement légal. Pour autant, cette existence hors cadre juridique n'engage pas pour autant une politique de contrôle fort de la part des autorités publiques. Zhao cite ainsi un employé du ministère des affaires civiles, expliquant que la ligne officielle vis-à-vis des organisations qui ne sont pas enregistrées est grossièrement définie selon l'axe des trois négations : on n'interfère pas, on ne s'en préoccupe pas et on n'interdit pas.

Avec les politiques de réforme et d'ouverture, les relations entre Etat et société ont changé quant à la régularisation et à la cohérence des contrôles sur les organisations sociales. Là où

[70] 社会团体登记管理条例 Shehui tuanti dengji guanli tiaoli (Ordonnance relative à l'enregistrement et à la gestion des organisations sociales), Conseil d'Etat, décret n°43 du 25 octobre 1998. Depuis, le décret a subi quelques modifications à la marge à partir du 6 février 2016.

l'arbitraire primait durant la période maoïste, des formes de régulation des contrôles ont émergé a posteriori (Sun Liping, 1992), comme en témoigne la loi de 1998 visant à réguler l'émergence des organisations sociales. Néanmoins, la rigidité de ce système combiné à l'ouverture croissante des espaces sociaux a contribué à l'émergence d'une multiplicité d'organisations sociales ne disposant pas d'un statut légal officiel. Pour ces dernières, malgré un cadre général astreignant à une plus grande régularité des contrôles, ceux-ci sont faits dans une zone grise, produite selon des critères fluctuants mais répondant à deux axes forts : que la définition des problèmes publics qui mènent à la production de ces organisations soit considérée comme valide par l'Etat, et que les actions menées soient aussi en congruence avec les exigences gouvernementales. Les « espaces de jeunes », au même titre que d'autres organisations sociales en Chine, s'insèrent donc dans une dimension où ils sont tolérés pour des raisons pragmatiques, ce qui n'empêche pas une surveillance en filigrane, à certains moments ou concernant certaines thématiques jugées sensibles. Loin d'être paradoxale, cette dimension distendue de la surveillance est instaurée comme étai possible de l'action publique, dans le sens où les organisations sociales viennent prendre en charge des dimensions laissées libres par l'action de l'Etat, voire dans le cas de certaines ONG ou fondations, viennent prendre en charge des pans d'action normalement dévolus à une action publique. Dans ces cas-là, des modalités de coopération et d'association plus ou moins proches permettent donc une coexistence a priori inattendue de formes de gouvernement local et de dispositifs de surveillance publics, dans des déclinaisons autour du soutien plutôt que de défi vis-à-vis de l'ordre public (Spires, 2011).

La définition de l'espace occupé n'engage pas seulement les instigateurs du lieu. Elle est ainsi également en lien avec des autorités publiques, lesquelles autorisent ou répriment les formes d'associations qui émergent, qu'elles soient plus ou moins instituées, en fonction de la temporalité politique, du public qui les constitue et des intérêts qu'elles défendent (O'Brien, 2008). En cela, les autorités accordent ou n'accordent pas le droit à une présence, droit pouvant lui-même être réversible ou intermittent au cours du temps. Face à ces autorités, les « espaces de jeunes » dont il est question se saisissent de fenêtres de provisoires de visibilité et d'autorisations tacites à être présents.

1.2. Tolérés, encadrés, surveillés : un contrôle gradué

Le contexte d'émergence de ces organisations sociales non reconnues les place dans une zone grise de fonctionnement. Dans cette zone, des formes apparemment inoffensives peuvent faire bouger les lignes symboliques qui déterminent ce qu'il est possible de faire ou de ne pas faire. Toutefois, les autorités publiques gardent la possibilité d'instituer une césure quand elles le jugent opportun en imposant un arrêt, une censure ou l'interdiction au collectif de mener certaines actions, voire tout simplement d'exister. Loin de penser le contrôle sur toute forme d'organisation qui n'est pas déclarée officiellement comme un fait longitudinal, nous avons pu observer lors de l'enquête de terrain la persistance d'un contrôle à distance plus ou moins prégnant. Il peut en effet s'agir d'un contrôle gradué entre plusieurs temporalités : des temporalités de tolérance voire d'acceptation de l'espace et de ses activités, des temporalités d'encadrement de ces dernières, comprises comme ce qu'il est possible de faire ou non, mais aussi des temporalités de surveillance plus marquées et plus fortes.

Les espaces au sein desquels nous avons mené notre enquête ne sont pas invisibles, et ne sont donc pas des lieux de dissidence marquée dont la connaissance passerait uniquement par des réseaux interpersonnels ou des formes d'information cryptée. Ils sont visibles publiquement de deux façons. D'une part, de leur propre fait par une publication sur internet notamment. D'autre part, il leur arrive d'être médiatisés par d'autres canaux, dont certains peuvent être très officiels. Au début de l'enquête de terrain, les « espaces de jeunes » étudiés se tiennent dans des appartements mais ne sont pas déclarés comme entreprise, ni comme association, ni comme ONG. Ils offrent cependant, dans la diversité de leurs activités, des possibilités de logement moyennant une somme assez peu élevée, transformant les chambres des appartements en dortoirs. En cela, ils se rapprochent d'auberges de jeunesse, sans en avoir pour autant le statut ni la dénomination. Cependant, le fait que la présentation du lieu, de ses différentes fonctions et de ses activités soit publiée sur internet indique leur existence auprès du public et aux des autorités. Ceci est corroboré par le fait que leur présence dans un immeuble est connue des voisins et autorités locales de gestion du quartier. Leur présence est donc tolérée dans le sens où ces « espaces de jeunes » sont ouverts depuis plusieurs mois ou plusieurs années. Par ailleurs, dans l'édition du 27 avril 2016 du Quotidien de la jeunesse de Chine (中国青年报 zhongguo qingnian bao)[71], une demi-page est consacrée à un article sur « l'espace de jeunes »

[71] Ce journal est la publication officielle de la ligue de la jeunesse communiste chinoise.

de Pékin. Il est titré « L'apprentissage démocratique de la vie collective » (群居生活的民主联系 qunju shenghuo de minzhu lianxi)[72]. Dans l'article, l'espace est rapidement présenté, notamment autour d'éléments concernant son mode de fonctionnement interne. Le journaliste explique que l'année précédente, en 2015 donc, un comité autogéré a été constitué afin de participer à la gestion et à l'organisation du lieu de façon démocratique. Il indique que ce comité prend en charge des tâches ordinaires, comme le nettoyage et les déchets, et des décisions plus importantes, comme par exemple le fait d'augmenter ou non le prix des loyers des lits en dortoirs. L'article explique également que d'aucuns ici, comme un des membres à l'origine de l'espace, pensent le lieu comme un laboratoire d'expérience de vie, d'autres comme un avant-goût du système démocratique, faisant même la comparaison avec le mouvement hippie des années 1960 et 1970 aux Etats-Unis. La réunion du soir de la venue du journaliste porte sur l'élection d'un nouveau responsable du comité autogéré. Ce responsable est élu tous les deux mois et n'a le droit d'exercer qu'un seul mandat. Tout l'article est consacré au fonctionnement du lieu comme lieu collectif de vie, et l'efficacité et l'opportunité de faire ce genre d'expérimentation, car certains se prêtent moins au jeu que d'autres. Si l'accent est mis quant aux tentatives de fonctionnement « démocratique » du site, et des nombreux écueils de ces formes d'autogestion, il n'y a cependant pas plus de précisions concernant le fait que l'espace n'est pas seulement un lieu de vie, mais également un lieu de rassemblement. Il n'y a pas non plus davantage d'éclaircissements quant au contenu de ces rassemblements, de toutes les autres activités qui ont « l'espace de jeunes » pour support physique. Toutefois, le fait que « l'espace de jeunes » en tant que tel soit pris comme sujet et autant décrit par un organe de presse officiel, même sous une forme édulcorant à dessein des caractéristiques moins lisses du lieu, éclaire bien la possibilité de se trouver à la croisée des chemins entre espaces sociaux et organisations sociales plus ou moins légitimes.

Ce type d'éléments, à savoir la connaissance par les autorités de l'existence d'un tel espace marque bien la façon dont sont tolérées un certain nombre d'organisations sociales. La connaissance et l'acceptation plus ou moins forte par les voisins du lieu, la reconnaissance minimale par la publication d'un article à son propos dans un organe officiel d'information, le droit de regard qui peut exister quant à la publicisation sur internet des activités qui ont cours au sein de l'espace sont donc autant de marqueurs d'une insertion à géométrie variable dans un

[72] Une version en ligne, en chinois, est disponible à la lecture à l'adresse suivante : http://zqb.cyol.com/html/2016-04/27/nw.D110000zgqnb_20160427_2-09.htm

tissu physique, institutionnel et social. S'il y a reconnaissance d'une telle existence, ce processus est néanmoins contraint par l'incertitude qui préside aux formes de contrôles distendus dont il peut faire l'objet, déclinant alors le toléré autour de formes de surveillance voire d'encadrement de ce qui s'y passe.

D'organisation sociale non reconnue, « l'espace de jeunes » de Pékin finit par prendre le statut d'entreprise dans le but d'asseoir une stabilité et réduire l'incertitude de sa pérennisation. Paradoxalement, cela arrive dans un moment où la contrainte de contrôle aurait pu s'atténuer à la suite d'une tentative d'incorporation par une organisation publique. Par cette hypothétique mise sous tutelle publique, elle aurait pu devenir patentée, dans un double mouvement de gain en stabilité mais de perte d'autonomie. Ce sont des membres de la Ligue de la jeunesse communiste qui viennent essayer de faire cette jonction. L'idée est alors de mener des activités en coopération entre les deux structures. Marquant un adoubement par une organisation officielle, ce pas de côté n'est pas choisi par les membres de « l'espace de jeunes » contactés à cet effet. Comme l'invitation émanait d'une organisation gouvernementale, la proposition d'association a été déclinée, les individus de « l'espace de jeunes » qui ont été contactés à ce propos arguant souhaiter garder une attitude prudente et discrète afin de conserver leur indépendance et leur identité d'organisation issue de la « société civile » (民间组织 minjian zuzhi[73]). Toute possibilité d'être incorporé à une organisation gouvernementale, que cela soit la Ligue de la jeunesse ou une autre a été mise de côté, révélant ainsi les rapports de méfiance tant à l'égard des structures émanant de la sphère publique que des anciennes institutions socialistes (Li Youmei, Shen Yuan, Sun Liping, 2006).

Il existe donc un rapport d'ambivalence quant au droit de regard des autorités publiques, rapport décliné autour de prises de contact plus ou moins officielles et émanant d'organisations plus ou moins hautes de la hiérarchie administrative. Les contacts de la Ligue de la jeunesse communiste se sont ainsi faits par des contacts interpersonnels. Par ailleurs, quand le droit de regard est autorisé, avec pour preuve l'article cité supra, le Quotidien de la jeunesse de Chine étant organe officiel de la Ligue de la jeunesse communiste de Chine[74], une association plus

---

[73] Le terme 民间 minjian fait référence à tout ce qui n'émane pas d'une structure officielle.

[74] Notons tout de même que ces organes ne sont pas exempts de processus de répression. En janvier 2006, le supplément de ce journal, appelé point de glaciation (冰点 bingdian) a été arrêté à la suite d'un article jugé en dehors de la ligne du parti. Le rédacteur a été mis à pied mais soutenu par ses journalistes dans une grève d'un jour, une première en République populaire de Chine. Pour plus de détails quant à cette affaire, voir Béja, Jean-Philippe. « Chine : la vie difficile des censeurs », Esprit, vol. juillet, no. 7, 2007, pp. 67-74.

forte et pensée sur le long terme est rejetée. Il est donc tout à la fois possible de mener ce rapport d'ambivalence avec des organes officiels, autorisant ou non des associations en fonction de leur durée, leurs objectifs, et leur inscription dans une perspective limitant ou non les sentiments d'indépendance et d'autonomie de ces organisations sociales.

Refuser une coopération publique ne fait pas basculer pour autant les espaces en question dans des formes d'invisibilisation. Les fonctionnements ante et post sont similaires, et toujours organisés autour d'un encadrement et d'une surveillance révélateurs de ces formes de contrôle gradué. Avoir droit de citer dans un organe patenté de la structure administrative du parti n'oblitère pas pour autant une surveillance de loin en loin. Faite de façon plutôt distendue, elle comporte également des injonctions et rappel à l'ordre qui peuvent tomber à tout moment.

> « C'est à géométrie variable, c'est plus ou moins sensible ce que l'on fait ici. C'est vrai qu'on a eu des contrôles, accompagnés de conseils nous disant de faire des choses moins sensibles ici. J'ai eu aussi des soucis avec mon portable, il a fallu que j'en change… »[75]

Les activités sont donc surveillées, et encadrées lorsqu'une autorité publique le fait savoir. Ainsi, lors de présentations, d'activités voire d'un moment politique jugé sensible, des injonctions à ne pas tenir ces activités ont été reçues par les responsables des « espaces de jeunes » :

> « Par exemple en juin nous ici on a voulu faire un truc sur Taiwan. C'était dans l'espace vers l'université XX, donc on voulait faire un truc avec ceux qui allaient être diplômés de cette université. Le truc c'est qu'en juin il y a « 六四 liusi». Il y a quelqu'un des autorités publiques qui m'a alors appelé pour me dire qu'il ne fallait pas que l'on fasse cette activité »[76].

Les dispositifs de surveillance ne se mettent cependant pas en place seulement sur des enjeux de plus ou moins grande sensibilité politique. Si le contrôle gradué voire distendu se fait sur ces éléments-là, il est complété par des possibilités de contrôle induites par leur placement dans une zone grise du statut administratif et par le fait que ces espaces sont sis au sein d'immeubles d'habitation. Ainsi, l'« espace de jeunes » de Pékin a subi des mesures

[75] Extrait d'entretien avec Wang Zhifu.
[76] Extrait d'entretien avec Lu Jiegong.

d'interférence et de contrôle de la part de la sécurité publique (公安 *gong'an*) et de celui de l'industrie et du commerce (工商局 gongshangju) à la suite de la dénonciation de la part des voisins pour des problèmes de bruit, et concernant la dimension collective excessive du logement. Ceci a été d'autant plus renforcé que de nouvelles régulations en matière de location ont été émises. Ainsi, dans une directive en date du 26 novembre 2013 concernant le nombre de personnes par logement ainsi que la population moyenne par superficie, le gouvernement de la municipalité de Pékin a interdit les locations collectives (群租 qunzu). Ces dernières impliquent une division physique ou symbolique d'un logement pour louer à différentes personnes une pièce ou une subdivision de celle-ci. C'est par exemple le cas lorsque les chambres sont divisées en dortoir. Par conséquent, une structure comme l' « espace de jeunes », qui offre des logements en dortoir de façon « privée », dans le sens où il ne dispose pas d'un statut commercial, se retrouve dans une carence de normes des régulations urbaines. « L'espace de jeunes » de Pékin profite de cette indéfinition, dans le sens où le loyer est largement payé par l'argent récolté en louant les chambres divisées en dortoir, au mois ou à la nuit. Il y a même la possibilité de dormir sur un matelas dans les espaces communs pour un prix encore inférieur. Cette réglementation engage donc l'espace sur un terrain peu légal, avec pour conséquence un droit de regard et de contrôle accru de la part des autorités. Les contrôles soudains ont donc été de mise, sans autre perspective que le droit de regard, dans le sens où aucune mesure restrictive n'est venue faire suite à ces visites. Depuis la fin de l'année 2017, les contrôles sont ainsi devenus plus fréquents, et ont changé par la diversité des personnes en charge. Les responsables de l'espace indiquent à ce titre des individus et organisations en charge des contrôles à chaque fois différents, allant du comité de quartier (社区居民委员会 shequ jumin weiyuanhui) à la sécurité publique (公安 *gong'an*) en passant par le bureau de rue (街道办事处 jiedao banshichu).

Niveau de gestion	**Administration en charge**
Ville (市 shi)	Gouvernement municipal (市政府 shi zhengfu)
Arrondissement (区 qu)	Gouvernement d'arrondissement (区政府 qu zhengfu)
Quartier (街道 jiedao)	Bureau de rue (街道办事处 jiedao banshichu)

Comité de quartier (*社区* shequ)	Comité de résidents communautaires *社区居民委员会* (shequ jumin weiyuanhui)

Figure 9. L'administration municipale, l'exemple de Pékin (Audin, 2014)

Remarque : Le comité de quartier est en italique car ce n'est pas un niveau administratif officiel. Ses agents ne sont donc pas des fonctionnaires, contrairement aux autres niveaux administratifs.

Enfin, il est intéressant de noter que l'encadrement des pratiques se fait également dans des temporalités diverses. Si la majorité des coups d'arrêt et des injonctions à l'ajustement de certaines activités à un cahier des charges public se fait de façon antérieure à la tenue de ces activités, parfois, bien que rarement, ces processus peuvent être menés a posteriori. Ainsi, le 15 janvier 2014 a lieu à l'espace de jeunes de Pékin un temps d'échange d'expériences. A ce titre, une jeune femme, Wang Yun est invitée et se présente en tant que « journaliste citoyenne ». Elle revient alors sur ce qu'elle entend par ce terme, son parcours et la façon dont elle s'inscrit dans la production d'articles et d'informations par une présence sur le terrain. Quelques mois après, le descriptif de cette intervention e n'est plus présente sur le site internet de l'espace, signe d'une considération sensible et d'une surveillance faite a posteriori.

Force est donc de constater une dimension plurielle de ces dispositifs de contrôle, déclinés autant autour de la potentialité de sensibilité politique que du point de vue administratif, et mis en place par une pluralité d'instances de différents niveaux administratifs. La variation et le caractère incertain de ces droits de regard induisent donc des limites fluctuantes du « tolérable », du « toléré » et du « possible » sans cesse redéfinies par l'Etat et notamment par ses différents niveaux d'administration. Le résultat de ces processus est une incertitude quant à ce qu'il est possible de faire, certes, mais également une intériorisation et une adaptation à ces frontières mouvantes (Emperador, 2009). De ceci émergent des processus à double tranchant : surveillance, tolérance et encadrement permettent à l'autorité publique de laisser des espaces d'ouverture politique restreints ; dans le même temps le contrôle opéré permet des formes de « redéploiement autoritaire » (Catusse et Vairel 2003 : 90) dans le sens où le droit de regard et la labilité des processus de censure amènent les acteurs à limiter la portée de leurs interventions en mettant en place différentes tactiques. Pour comprendre comment ces espaces sont produits, se construisent et fonctionnent, il est donc nécessaire de saisir à la fois ces espaces et leur insertion dans un tissu institutionnel dont la production incombe tout autant aux acteurs qu'à l'autorité publique dans le sens où les premiers construisent leurs espaces de

façon étroitement liée au déploiement régulatoire de la seconde. La tolérance, l'encadrement et la surveillance de ces espaces et des pratiques qui y sont attachées relèvent donc d'un ordre négocié au sein duquel légitimation et coercition sont des processus qui s'entremêlent (Pommerolle et Vairel, 2009). Conserver de tels espaces sociaux ne peut se faire que par le truchement d'un jeu permanent de négociation avec un tissu institutionnel déjà en place, un enjeu politique informant d'ailleurs ces négociations.

2. Pratiques et formes discrètes

En mandarin, l'expression « 擦边球 cabianqiu » sert littéralement à qualifier une balle de ping-pong qui frôle seulement la table. Le point est alors marqué, et en général sans possibilité de renvoyer la balle car cette dernière ne rebondit pas. De façon figurée, il s'agit donc de quelque chose de légal, mais tout juste. Par extension, l'expression a été utilisée pour décrire les tentatives de la part d'intellectuels, de dissidents, voire de tout autre acteur qui se place dans une zone grise du champ politique et qui vise à faire bouger à la marge des lignes déterminant ce qu'il est possible ou non de faire. Dans un contexte général en Chine de contrainte politique, saisi sur nos terrains par des formes de contrôle gradué, agir en usant de formes qui peuvent être entendues comme relevant de ce type d'expression est commun, voire intégré. Il s'agit donc de considérer comment le contexte général doublé du contrôle gradué que l'on trouve plus particulièrement dans les espaces investigués a pour résultat la production de pratiques discrètes par rapport à un ordre politique majoritaire et légitime. Ces pratiques se déclinent de façon plus collective, dans un agencement entre pratiques déclarées et pratiques discrètes de mise en ordre de l'espace, mais également d'un point de vue plus individuel, au sein des espaces mêmes. Ces pratiques se font au sein de formes de socialisation au sens de Georg Simmel (Simmel, 1999) c'est-à-dire des relations en train de se faire et de se défaire constamment, sous la forme d'actions réciproques, prises comme discrètes. Les espaces de recomposition politique sont produits autour de normes et pratiques informées par une discrétion implicite. Du fait de la sensibilité politique avérée ou supposée d'un certain nombre d'associations, d'ONG, ou d'individus qui peuvent y être conviés, être plus ou moins fortement associées ou mises en lien avec ces « espaces de recomposition politique », ces derniers n'existent que par des accords fondés sur la discrétion. Celle-ci peut être diversement construite entre les acteurs individuels et collectifs en jeu et leurs divers niveaux d'information concernant ces sensibilités ; qu'ils soient à l'origine de la fabrique de tels espaces, avec un niveau d'information élevé, qu'il s'agisse des formes institutionnelles conviées, dont le niveau d'information est également élevé, ou qu'il soit question de l'acteur individuel plus ou moins averti. Ils engagent des processus de recomposition tant sociale que politique dans le sens où ils viennent reconfigurer des socialisations politiques ténues.

2.1. Pratiques déclarées et pratiques discrètes

Du fait des contrôles gradués opérant sur les espaces investigués, et bien que ces formes de contrôle soient distendues, ils ont pour résultat une dichotomie qui se fait le long de pratiques déclarées et de pratiques discrètes. Si ces espaces sont tolérés, s'entremêlent donc des pratiques déclarées officiellement et des pratiques discrètes qui se cachent derrière cette façade. Les premières permettent de rentrer plus facilement dans les cadres autorisant une surveillance non contraignante des organisations sociales non-officielles, voire les placent sous le signe d'un fonctionnement en tant qu'entreprise par le biais de logiques commerciales. Il en est ainsi par exemple de « l'espace de jeune » de Chongqing, déclaré en tant que café et auberge de jeunesse. Ces rôles déclarés de café et auberge de jeunesse sont indiqués clairement par des pratiques et activités caractéristiques (ventes de cartes postales, ventes de café et autres boissons, location de lits en dortoir pour des hébergements de courte durée, etc.). Ces « entreprises de façade » n'ont pas pour unique but d'adosser de façon moins visible des pratiques discrètes, les deux formes d'activité sont interdépendantes. En effet, les pratiques déclarées, qui opèrent donc autour de la constitution en tant que forme d'auberge de jeunesse plus ou moins officielle, s'agencent avec les pratiques plus discrètes, celles relevant notamment d'un rapport au politique et aux problèmes publics, en produisant au croisement des deux le public en jeu dans les espaces. Par ailleurs, ces pratiques déclarées permettent un revenu et donc des ressources financières pour fonctionner. Elles n'ont donc pas pour unique objectif le fait de déguiser des pratiques plus discrètes. Cependant, les formes de dissimulation, pensées comme telles ou non, que l'on y retrouve nous engage à ne pas uniquement considérer les pratiques plus officielles et visibles. En d'autres termes, une attention exclusive aux espaces marqués du sceau du politique ou de la contestation, et son contraire, ne nous permettrait pas de saisir la pluralité des pratiques de production du politique en contexte contraint (Scott, 2009 : 215-216). Par ailleurs, même les étiquetages et catégorisations des espaces peuvent engager des pratiques discrètes à peine perceptibles. C'est le cas de lieux qualifiés de culturels ou désignés comme espaces de socialisation ; à défaut d'être une organisation sociale patentée, marquer l'espace de telles caractéristiques le fait entrer dans un cadre d'action publique jugé valable, voire comme prise en charge d'éléments habituellement dévolus à l'action publique. Une telle position laisse en général une marge de manœuvre de facto.

Sous ces façades, une pluralité de pratiques a cours, dont des pratiques discrètes. Le passage de l'une à l'autre se fait par des modalisations au sens de Goffman, c'est-à-dire par l'ensemble de conventions grâce auquel il peut y avoir transformation du sens pourvu dans l'application

du cadre primaire à une pratique qui prend la première pour modèle, mais qui est sensiblement différente (Goffman, [1974] 1991 : 52-53). De fait, sous une même pratique, peut se décliner à la fois des formes déclarées et officielles et d'autres plus discrètes selon ces modalisations. Ainsi, le fait de se constituer en auberge de jeunesse, sinon légalement, au moins symboliquement, permet de donner à voir comme pratique déclarée ce commerce, et de faire en sorte que certaines personnes viennent loger dans cet espace moyennant rétribution. Si d'aucuns indiquent bien leur venue pour cette raison précise et a priori uniquement pour celle-ci, d'autres indiquent qu'un tel choix résulte de plusieurs facteurs. Ils ont certes besoin d'un pied à terre, mais le choix de celui-ci se fait pour des raisons qui dépassent la seule question du logement, et est soutenu par les activités afférentes du lieu, notamment leur dimension d'échanges autour de questionnements liés aux problèmes publics. Il y alors un entremêlement permanent entre d'une part des pratiques officielles et déclarées mises en place notamment, mais pas uniquement, pour faire en sorte que le lieu traverse sans altération les dispositifs de contrôle gradué ; d'autre part des pratiques de discussion, de partage d'expérience, de tentatives de mettre en œuvre des actions sociales qui peuvent être plus ou moins discrètes en fonction de leur nature et du moment qui les fonde. Ces dernières peuvent donc être des actions principales sans pour autant être affichées comme les activités essentielles du lieu, lesquelles peuvent donc se faire en reprenant une activité déjà pourvue de sens mais en lui assignant un sens différent (Goffman, [1974] 1991 : 49). Ainsi, de nombreuses activités sont montées en mettant au jour un double agenda : d'une part celui de départ, aux atours plus ou moins lissés, et celui qui se dévoile au fur et à mesure que s'opérationnalise l'activité en question. Ce dernier peut prendre alors des dimensions plus sensibles politiquement, difficiles à afficher à un ordre du jour « officiel », et donc de fait plus discrètes.

Extrait du carnet de terrain

16 mars 2013, samedi après-midi. Je tente une incursion dans un type d'activité dans lequel je ne me suis encore jamais rendue, le pensant trop « aride » et nécessitant un travail en amont que je n'ai pas forcément le temps de faire : un groupe de lecture. Les ouvrages peuvent être variés, romans, essais, textes anciens ou modernes, chinois ou étrangers. Aujourd'hui c'est sur un livre d'Hannah Arendt, « On Revolution ». Au départ, il est un peu question du livre, mais très rapidement, et durant environ les trois quarts du temps prévu, les gens ne parlent pas du livre, mais de thématiques suscitées par cette lecture. Il est ainsi question de la révolution culturelle, des ouvertures de liberté permises par weibo en termes de communication, avec le bémol que cela reste très contrôlé, de l'impossible liberté de la

presse et de l'édition à l'heure actuelle en Chine, du fait que le gouvernement est tentaculaire, les espaces sociaux petits. Hannah Arendt est laissée de côté, place au débat et régulièrement, une question qui revient, que fait-on concrètement ? En réponse, surtout des constats désabusés.

Les activités déclarées permettent donc également la production de pratiques plus discrètes en ce qu'elles ne pourraient être officiellement actées. Si ce n'est pas rare dans d'autres contextes, la réitération de ce qui peut être considéré comme des « prétextes » pour des thématiques et des discussions plus sensibles marque une alternance structurelle entre pratiques déclarées et pratiques discrètes.

Par ailleurs, les individus en présence négocient les frontières de cet espace. Lors des discussions, dans des interactions de face à face, la voix parfois se baisse, le ton se fait plus confidentiel, que ce soit à propos d'une histoire personnelle qu'on ne veut pas divulguer de façon trop criante, ou à propos de quelque chose que l'on juge trop « sensible » politiquement. Des frontières sont donc ainsi créées au sein même de l'espace entre ce qui peut être dit à haute voix, ce qui peut être énoncé de façon plus confidentielle, et ce qui n'est pas dit, dans une concomitance du déclaré et de l'officieux, du dicible et de l'indicible. Ces frontières sont mouvantes, situées dans un contexte, un temps et en fonction des interactions en présence. Elles relèvent de pratiques particulières qui peuvent parfois être déplacées en dehors de l'espace et ainsi influencer d'autres pratiques.

2.2. Pratiques du détour, frontières du dicible et textes cachés

Les espaces de création urbaine rendent comptent de formes de socialisation discrètes et « naissent d'ajustements entre formes institutionnelles et non-institutionnelles » (Roulleau-Berger, 2003). Parmi ces pratiques discrètes, certaines se font dans une déclinaison au sein de l'espace et en dehors et témoignent ainsi de résistances multiples et stratifiées. Il en est ainsi pour certains déguisements autour de rôles plus ou moins discrets pris dans des ordres normatifs pluriels, et arrangés autour de dispositifs de contrôle réticulaires. Un même individu peut alors produire dans certains de ces rôles des textes cachés (Scott, 2009) et pas dans d'autres, engageant alors un mille-feuille de pratiques discrètes. Il s'agit alors d'analyser, avec James Scott, la façon dont se développe un texte caché. Nous nous appuierons sur un exemple archétypal qui s'insère dans un univers de sens caché plus large. En effet, le texte que nous

traduisons et dévoilons par la suite est le fait d'un jeune homme venu à diverses reprises à « l'espace de jeunes », en tant qu'auditeur ou orateur. Li Hunyu est né en 1986 dans la province du Heilongjiang, dans le nord-est de la Chine. Il s'est rendu plusieurs fois à « l'espace de jeunes » de Pékin, après son passage en centre de détention notamment, nous y reviendrons. Il entre à l'université en droit à Pékin, puis continue ses études à Oxford, en master. Il rentre en Chine et commence d'abord par travailler pour une ONG du nom de LR Rural Libraries pendant quelques années. Cette dernière contient deux volets. Le premier, comme son nom l'indique, concerne la mise en place de bibliothèques dans des zones rurales. La seconde, appelée LR College, est une forme d'université populaire, présente plutôt dans les zones urbaines, notamment à Pékin. Au sein de cette ONG, Li Hunyu travaille dans des zones rurales et accompagne les enfants autour de la lecture, du choix de livres, de projections de films. Il met également en place des camps d'hiver ou d'été pour eux. Son salaire est très bas. Il quitte cet emploi en 2013 et rejoint une entreprise d'Etat. Il n'y reste qu'un temps très court et choisit à nouveau, selon ses termes, un emploi « perdant » (失败 shibai). Ce dernier est à nouveau dans une ONG, cette fois d'aide juridique. En mars 2014, il est arrêté puis mis en détention. L'ONG est quant à elle fermée. L'argument officiel annoncé lors de l'arrestation de plusieurs membres de l'ONG était que cette dernière jouait un rôle d'information ou intervenait d'une quelconque manière dans les mobilisations à Hong Kong autour du mouvement « Occupy central ». Dans ces cas-là, l'unicité de la cause est mise en avant dans les données visibles et officielles. Officieusement, on peut imaginer une pluralité de sens, voire l'utilisation détournée d'une cause sensible, ici la mobilisation hongkongaise, comme prétexte pour permettre le démantèlement temporaire d'une organisation, et la dissuasion importante de ses acteurs quant à tout type d'activisme.

A « l'espace de jeunes », au sein duquel il intervient notamment en décembre 2014, et y est présent régulièrement, il n'est pas fait cas de cette arrestation, de la détention et de ce que cela a occasionné. En tout cas, celle-ci n'est pas rapportée directement en public, mais peut potentiellement l'être dans une relation interindividuelle. La teneur de son intervention est d'ordre philosophique et idéel, tournant autour des enjeux de réussite ou d'échec, indiquant la voie d'une autre éducation. Jamais il ne renvoie à des enjeux matériels ou à une dimension pragmatique d'organisation. Surtout, tout au long de cette intervention d'une heure, aucun des éléments liés à son expérience d'activiste ne filtrent – concernant ses projets lorsqu'il travaille à faire de l'aide juridique par exemple -, son passage en détention, ou une opinion clairement contestataire, alors même qu'il le fait par d'autres médiations. Cela renvoie à ces pratiques

discrètes de l'organisation qui joue sa viabilité dans le temps à force de négociations et d'arbitrages permanents. Il y a ainsi d'une part invitation, et en cela, scène de l'expression d'individus militants ou d'activistes, constituant par conséquent une sensibilité forte, et d'autre part pratiques de passage sous silence d'éléments biographiques, d'opinions, voire de liens de connaissance des acteurs en question. Pour autant, dans le même temps, ces individus, souvent facilement identifiables, produisent sur d'autres supports des textes plus clairement contestataires, bien qu'usant d'un outillage sémantique de dissimulation. Dans le cas de Li Hunyu, l'intervention relativement lissée qu'il fait au sein de « l'espace de jeunes » peut être mise en regard avec l'écriture qu'il fait d'une fable très contestataire qu'il publie en juin 2016, *L'avocat Xia de la ville* du baozi. Celle-ci fait montre d'un véritable travail de déguisement du sens afin de passer la censure d'internet qui fonctionne notamment par mot clé. Pour autant, les changements de mots, que cela soit fait en remplaçant l'un par un autre ou en usant d'homophones, sont en général assez facilement décelables. Certains demandent un travail de référence plus fort que d'autres qui sont quant à eux plus transparents. Surtout, le caractère foncièrement différent du ton entre les deux témoigne de la façon dont les dispositifs de contrôle distendus impactent la production de ces pratiques à des degrés divers.

L'avocat Xia[77] de la ville du baozi[78]

1.

En Orient, il y a une ville du baozi[79]. Tout le monde ne peut y manger qu'un seul aliment. Exact ! Vous avez bien deviné, c'est le baozi ! Tous les autres aliments sont interdits par la loi.

[77] Il s'agit de Xia Lin, avocat chinois connu pour avoir tenté des procès et défendu des individus dans des cas « sensibles ». Ces derniers peuvent engager des individus mis en cause dans des affaires impliquant violences et abus de pouvoir de la part d'officiels chinois. Ce sont aussi des affaires médiatisées par le fait qu'elles engagent des défenseurs des droits civils en Chine. A ce titre, Xia Lin a défendu Pu Zhiqiang, Ai Weiwei, ou encore Guo Yushan.

[78] Le texte en chinois est disponible en annexe (annexe 5).

[79] Le baozi 包子 est une petite brioche fourrée cuite à la vapeur. Le 28 décembre 2013, le président chinois Xi Jinping mange à Pékin dans une chaîne de restaurants de baozi. Les photos sont fortement relayées dans la presse chinoise. A la suite de cela, le baozi est repris comme symbole par des protestataires concernant différents sujets, espérant ainsi attirer l'attention. Depuis, c'est également un surnom à connotation négative de Xi Jinping (Xi Baozi 习包子). La « ville du baozi » de l'auteur est donc la Chine.

Dans la ville du baozi, tous les baozi sont fournis par la clique du hachoir. La composition de la farce des baozi est un secret. Ce n'est pas porc/chou, ni bœuf/ciboule, mais une farce qui est nommée « la bonne farce[80] ». Quant au goût de cette farce, c'est difficile de se prononcer. Certaines personnes disent que cela ressemble à de la semelle de basket de garçon, d'autres à de la morve bien collante de fille. Certains disent qu'on dirait de la bave de chien, d'autres du caca d'œil de chat. En réalité, la seule recette secrète de la clique du hachoir, c'est une viande rancie. Celle-ci est suspendue dans les cuisines centrales[81]. Régulièrement, on la décroche pour en couper un bout afin de redonner du goût.

Après avoir mangé beaucoup de baozi (surtout si c'est ceux au goût de semelle), les gens veulent changer de goût et surtout retrouver les saveurs qui ont reçu l'approbation des masses, comme la viande braisée, le poulet frit, les brochettes de mouton, les salades… Mais la clique du hachoir déclare alors :

Le peup*le de la ville du baozi s'oppose résolument aux goûts universels* !

Mangeons sans coup férir les baozi caractéristiques de la ville[82] !

Les hachoirs de la clique des hachoirs sont toujours aiguisés. Ceux qui ne sont pas obéissants peuvent donc soudainement disparaître sans laisser de trace. (Et inversement, la farce des baozi du deuxième jour peut aussi tout à coup avoir des petits bouts de viande).

---

[80] « 馅正 » xianzheng : littéralement « farce droite/bonne ». En fait, c'est un homophone de 宪政 xianzheng qui signifie gouvernement constitutionnel. Il y a donc ici un jeu sur les sonorités en chinois afin d'indiquer implicitement un double sens. Le second sens, celui des caractères homophones mais qui ne sont pas rendus visibles est celui privilégié. On retrouve cette technique de contournement des dispositifs de contrôle et de surveillance pour un certain nombre d'expressions sensibles. Il en est ainsi du « lama de boue et d'eau » (草泥马 cao ni ma), homophone de « nique ta mère » (操你妈 cao ni ma), ayant donné lieu à une chanson populaire et largement relayée sur la toile chinoise. A ce titre, la popularisation d'un homophone de médiation engage souvent un affaiblissement de la portée cachée du sens, et un renforcement de sa portée ironique. A d'autres endroits du texte, nous retrouvons le même procédé.

[81] Les cuisines centrales font ici référence au gouvernement central.

[82] Il y a ici un parallèle de formulation entre « le socialisme aux caractéristiques chinoises » (中国特色社会主义 zhongguo tese shehui zhuyi) et « les baozi caractéristiques de la ville » (城特色口味包子 cheng tese kouwei baozi).

Alors les gens continuent à baisser la tête tous les jours pour manger des baozi. Bien sûr, avant de les manger, ils vont d'abord enlever de la « bonne farce » les éclats de verre, d'ongles et de cheveux.

2.

Dans la ville du baozi habite un avocat dont le nom est Xia. Il n'est pas facile de faire la profession qu'il exerce, parce que, ainsi que le dit un des proverbes de ce secteur d'activité, on ne sait jamais quelle farce on va manger. Ceci ne pose cependant pas de problème à Maître Xia. Sa plus grande habileté est de déterminer à quel moment il est possible d'avoir recours au droit dans la ville du baozi. A ce moment-là, Maître Xia aide les gens à faire un procès. Quand l'action juridique n'est pas possible, il boit du thé, fume des cigarettes et joue au « président [83]». Grâce à son habileté, Maître Xia a pu à maintes reprises sauver des gens des griffes de la clique du hachoir, engendrant une forte rancune portée à son égard de la part de celle-ci.

Finalement, un jour, des hommes de la clique du hachoir ont pris d'assaut sa maison, et avec deux hachoirs brillants l'ont arrêté. Le chef d'accusation : avoir troublé la « bonne farce ».

Cela a beaucoup inquiété trois amis de Maître Xia. Ils se sont retrouvés pour discuter des façons de faire face à cette situation. Le premier ami de Maître Xia est Yingjie[84]. Avant, c'était un vendeur de rue. Chaque jour il marchait dans les rues et ruelles, poussant sa charrette pour vendre quelques biens. Les laquais de la clique du hachoir aiment malmener les gens, alors à deux reprises ils se sont emparés de sa charrette. La troisième fois, Yingjie s'est agenouillé pour leur demander grâce. Comme auparavant, ils ont fait la sourde oreille. Yingjie, n'en pouvant plus, s'est relevé pour lutter corps à corps, et accidentellement en a poignardé un. Maître Xia a plaidé pour lui, et a trouvé des fondements juridiques afin de sauver Yingjie de la peine capitale.

Yujiao[85] est une autre amie de Maître Xia. Autrefois, elle était serveuse dans un karaoké. Un jour, des chefs de gang de la clique du hachoir l'ont plaquée contre un mur dans le but de la

[83] Jeu de cartes.

[84] Cui Yingjie 催英杰 est un vendeur de rue mis en cause pour les faits qui sont indiqués dans le texte. Ces derniers se sont produits en 2006. Il a été effectivement défendu par Xia Lin.

[85] Il s'agit de Wang Yujiao 王玉娇, serveuse dans un karaoké, mise en cause en 2009 pour les faits décrits dans le texte. Elle a été défendue par Xia Lin.

violer. En lui fouettant le visage avec une pile de billets, ils lui ont dit : « C'est pas de l'argent que tu voulais ? Le boss va-t'en faire bouffer jusqu'à ce que tu crèves ! ». Ensuite, ils ont commencé à la violenter. Yujiao, honteuse et en colère, a réussi à se saisir d'un petit couteau dans la bagarre. L'agitant maladroitement, elle a fini par tuer un de ses assaillants. En entendant la nouvelle, Maître Xia a accouru. Il a trouvé des preuves matérielles accablantes, se battant pour elle jusqu'à sa relaxe.

Le troisième ami de Maître Xia est un Flash[86] mystérieux. Sa véritable identité est un secret[87]. Les gens savent seulement qu'il accoure toujours à la vitesse de l'éclair pour aider ceux qui sont en danger. La légende veut qu'il ait pris sa voiture pour parcourir des centaines de kilomètres afin de secourir un innocent emprisonné, puis l'a envoyé dans la ville du hamburger[88]. Pour maître Xia, il s'est aussi empressé de venir.

Tous trois se rencontrent pour délibérer. Yingjie dit : « Maître Xia est le bienfaiteur qui m'a sauvé la vie, pour le sauver, je serais prêt à courir mille dangers. Mais je ne suis qu'un petit vendeur de rue, je n'ai pas d'argent ni de pouvoir, comment alors pouvoir résister à la clique du hachoir ? » Yujiao dit : « Je ne sais rien faire, je ne suis qu'une serveuse. Je ne peux donc aider Maître Xia, seulement m'inquiéter. » Les trois restent accablés en silence.

Soudain, une lueur passe dans les yeux de Flash, qui s'exclame : « J'ai une idée ! » Ils rapprochent alors tous les trois leur tête et commencent à parler à voix basse.

3.

Le jour du procès arrive très rapidement. Par un matin brumeux, les portes du tribunal sont fermées hermétiquement. La clique du hachoir suit des ordres : elle n'autorise pas les

---

[86] Flash est le nom de plusieurs personnages de fiction dans les comics américains du même nom.

[87]Il doit s'agir de Guo Yushan, arrêté en 2014 et soupçonné en 2012 d'avoir participé à l'évasion de l'avocat Chen Guangcheng depuis la province du Shandong, là où il était assigné à résidence depuis deux ans (et suite à sa sortie de prison, après plus de quatre ans derrière les barreaux) afin de l'emmener à l'ambassade américaine à Pékin à environ 600 kilomètres de là. Après quelques semaines de tractations entre diplomates des deux pays, Chen Guangcheng finit par s'envoler pour les Etats-Unis en mai 2012.

[88] La ville du hamburger symbolise ici sans aucun doute les Etats-Unis.

participations. Pour tous les fauteurs de trouble, on arrête de fournir des baozi pendant 37 jours[89] !

Cependant, alors que la brume matinale se disperse progressivement, des groupes de trois ou quatre personnes apparaissent sur la place devant le tribunal. Flash arrive en conduisant. D'autres rencontrés dans toute la ville viennent également. Une demi-heure avant que le tribunal n'ouvre, il y a déjà cinq à six cents personnes sur la place. Certains sont des amis de Maître Xia, mais la plupart sont seulement des inconnus qui se soucient de lui.

A ce moment-là, Yingjie et Yujiao entrent dans la foule en poussant une charrette chargée de produits à vendre. Dès qu'ils ouvrent les rideaux de la charrette, tout le monde se met à applaudir. En effet, la charrette est pleine de bonnes choses à manger, parmi lesquelles celles qui attirent le plus les gens sont des graines de tournesol sautées[90] et une soupe de pied de porc (老妈蹄花 laoma tihua[91]).

Les graines ont été envoyées par Ai Weiwei[92]. C'est un ami de Maître Xia. En général, il cultive et fait sauter discrètement ces graines. Il dit que chacun des grains est délicat, que c'est tout simplement une œuvre d'art ! La soupe de pied de porc a quant à elle été envoyée par un ami sichuanais, Tan Zuoren[93]. Il a tué quelques porcs de sa propre production familiale et a fait mijoter les pieds selon une recette passée de père en fils.

---

[89] Il y a là une référence à la loi chinoise qui permet à la police de détenir un suspect jusqu'à 37 jours avant que l'arrestation ne soit validée par un procureur.

[90] Les graines de tournesol font ici référence à une œuvre de l'artiste contemporain Ai Weiwei intitulée « Sunflower seeds ». Cette œuvre est constituée de plus de 100 millions de graines de tournesols en porcelaine, rappelant la période maoïste durant laquelle Mao Zedong était souvent considéré comme le soleil vers lequel le peuple chinois devait se tourner comme les tournesols le font en direction de ce même astre.

[91] Spécialité culinaire de la province du Sichuan. Le nom de ce plat a été pris pour titre d'un documentaire réalisé par le même Ai Weiwei à propos du procès de Tan Zuoren (cf. infra). Le documentaire, réalisé en 2009, a pour titre en anglais Disturbing the peace. Il est consultable en intégralité avec le lien suivant : https://www.youtube.com/watch?v=OD_Em5xHUKg.

[92] Dans le texte en chinois, les caractères pour Ai Weiwei sont des homophones du vrai nom de l'artiste. Ceux du texte sont 爱喂喂 alors que ceux du véritable nom de l'artiste sont 艾未未. L'auteur a poussé le parallélisme en prenant des homophones parfaits : les tons de tous les caractères sont exactement les mêmes. Si jamais les caractères officiels du nom font partie des mots subissant une censure préalable sur la toile, cela permet ainsi de ne pas subir cette censure, au moins au départ, tout en étant parfaitement lisible pour le lecteur.

[93] Dans le texte en chinois, le nom de famille « tan » a également fait l'objet d'un changement de caractère pour brouiller les pistes. Le nom de l'individu en question est en réalité 谭作人. Il est orthographié ici 坦作人. Tan Zuoren est un écrivain et militant écologiste chinois de la province du Sichuan. Après le séisme de Wenchuan (Sichuan) du 12 mai 2008, il commence à documenter et mener des enquêtes concernant le décès d'un grand nombre d'enfants dans ce séisme du fait de l'effondrement de leur école. Des affaires de corruption des autorités

Cela fait des années que les gens n'ont pas vu de tels mets. A partir du moment où ils sentent l'odeur des graines de tournesol et de la soupe, ils ne peuvent s'empêcher de saliver. Yingjie et Yujiao s'empressent alors de faire passer les plats à tous, par des gestes rapides et adroits. Après tout, c'est leur métier d'origine.

A présent, chacun sort de ses poches toutes sortes de nourritures et les fait passer aux gens à côté desquels ils se trouvent. Il y a ainsi du soja sauté, des racines de roseau, de la patate douce séchée, des cacahuètes, des amandes, et même des morceaux de sucre[94]. En fait, les gens ont très rapidement répondu aux instructions de Flash, à savoir amener les « céréales noires » que l'on a chez soi. Dans la ville du baozi, qui n'a pas de « céréale noire » chez soi ?

Sans attendre la réaction de la clique du hachoir, les festivités ont commencé. Tout le monde s'est mis à manger tout en discutant et en riant. Ils ont parlé des bonnes choses qu'ils

publiques locales sont ainsi dévoilées. Elles mettent au jour des malfaçons dans la construction des bâtiments publics. Ces derniers n'étaient pas aux normes sismiques, construits avec des matériaux de piètre qualité du fait du détournement d'une partie de l'argent public normalement assigné à ces constructions. Il est condamné à cinq ans d'emprisonnement pour incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat. Ses avocats étaient Pu Zhiqiang et Xia Lin.

[94] Ces mets ne sont pas choisis au hasard. Le seul fait qu'ils ne soient pas très courants, contrairement à ceux cités en début de texte comme « ayant reçu l'approbation des masses », indiquent qu'il y a sans véritable doute un texte implicite. Contrairement à d'autres occurrences dans le texte, cette signification cachée n'a pas été des plus faciles à dévoiler pour nous. Les éléments d'interprétation suivants sont donc de l'ordre de l'hypothèse plus que de l'argument confirmé. Nous pensons qu'ils renvoient à des groupes correspondants aux différentes « catégories noires », c'est-à-dire les « céréales noires » de la phrase suivante. Ce sont les groupes étiquetés comme ennemis du régime pendant la période maoïste. Pendant la révolution culturelle, les catégories noires étaient au nombre de cinq (黑五类 heiwulei) : propriétaires fonciers (地主 dizhu), paysans riches (富农 funong), contre-révolutionnaires (反革命分子 fan geming fenzi), mauvais éléments (坏分子 huai fenzi) et droitiers (右派 youpai). Ici, le premier met est le soja sauté. Cette expression est également le nom d'une sanction imposée dans la province du Gansu pendant le grand bond en avant. Cette punition s'exerçait à l'encontre de ceux qui avaient refusé de donner un faux rapport de production, c'est-à-dire qui avaient refusé de gonfler les chiffres de la production céréalière. Il est donc possible que cette expression fasse référence aux « contre-révolutionnaires ». Les patates douces séchées peuvent également renvoyer à un épisode du grand bond en avant, épisode durant lequel des paysans de la province du Shandong ont arrêté de faire sécher les patates douces, estimant que le prix fixé par les autorités pour ce produit était trop bas, occasionnant par conséquent la perte d'une partie de la production (Song, 2015). Implicitement, il peut donc s'agir ici d'une métaphore pour les « paysans riches ». La « cacahuète » est un surnom donné à Chiang Kai Shek par Joseph Stilwell, commandant des forces américaines pendant la seconde guerre mondiale pour la Chine, la Birmanie et l'Inde. Ses mauvaises relations avec le chef du parti nationaliste chinois l'ont amené à surnommer ce dernier « cacahuète », c'est-à-dire « peanuts » (petite chose) (Stilwell et White, 1991). La catégorie ici visée peut vraisemblablement être celle des « droitiers ». L'amande, 杏仁 xingren, est un homophone de 刑人 xingren, « criminel qui va être exécuté », renvoyant ainsi aux « mauvais éléments ». En ce qui concerne les deux derniers aliments, nos suppositions sont peu claires. Peut-être que les racines de roseaux font référence au « roseau qui plie mais ne se rompt pas » de la fable ? Les fruits du ginkgo sont quant à eux toxiques, le texte caché est peut-être là.

mangeaient quand ils étaient petits, des mets d'autres villes. Ils ne pouvaient s'empêcher de discuter et de saliver.

Tout à coup, les portes en acier du tribunal se sont lentement ouvertes. Plusieurs centaines de membres de la sécurité publique sont sortis, brandissant des hachoirs tranchants, et ont entouré la foule. En un instant, la place est devenue silencieuse. N'a subsisté que le son de deux groupes s'affrontant du regard. Tous étaient très nerveux car personne ne savait ce qu'il allait se passer ensuite. En comparaison, le groupe encerclé était quand même un peu moins nerveux car ils étaient convaincus d'une chose : ils n'avaient plus aucune envie de manger les baozi de la clique du hachoir !

Parmi les membres de la sécurité publique, il y avait un jeune coutelier. En voyant les mains pleines de graines de tournesol des autres, il ne put se retenir de saliver. Sa salive a alors coulé le long de sa pomme d'Adam, produisant un son étrangement distinct. Les cinq ou six personnes autour de lui l'ont entendu clairement. Les gens sur la place devant le tribunal l'ont entendu clairement. Tous les habitants de la ville du baozi l'ont entendu clairement. Et dans l'instant, tous les habitants de la ville du baozi se sont mis à avaler leur salive. Des grands boulevards aux petites ruelles de la ville, on pouvait entendre l'écho de ce son. Les gens surent alors que cela faisait bien trop longtemps qu'ils n'avaient pas mangé un bon repas.

Plusieurs années après, quand les habitants de la ville du baozi se remémorent ce matin, ils disent : je n'y pensais pas, mais c'est ainsi que j'ai pris part à la révolution des graines de tournesol.

Ce genre de texte s'inscrit dans une tradition de production culturelle du « détournement » ou de la « parodie » (恶搞 egao) de médias différents, que cela soit des vidéos, des films, des images, ou encore des textes comme ici. Le sous-texte n'est pas forcément politique, ou alors peut l'être de façon plus ou moins marquée afin de ne pas trop s'exposer et de risquer des peines d'emprisonnement[95]. Il témoigne d'un texte caché qui n'est pas forcément uniquement le fait des coulisses. Il est certes situé et produit dans des conditions différentes de

[95] Nous renvoyons ici par exemple au cas de Liu Di 刘荻 étudiante en psychologie à l'université normale de Pékin, née en 1981 et détenue pendant un an à partir de 2002 pour un « détournement » politique trop frontal. Pour plus de détails à ce propos, se référer à Liu Xiaobo, Vivre dans la vérité, Collection Bleu de Chine, Gallimard, 2012, p. 131-133 (in. De la dérision à la manière de Wang Shuo au détournement à la manière de Hu Ge. La politique non-officielle de la plaisanterie).

celles d'une intervention orale dans laquelle l'auteur fait face à un public pluriel, dont le positionnement politique lui échappe. Mais le recours au subterfuge du premier n'engage pas pour autant sur la seconde scène la projection d'un consentement affable ; la distinction entre texte caché et texte public ne se réalise donc pas le long d'une frontière fixe et rigide comme il peut être laissé à penser dans certaines analyses (Scott, 2009 : 32). Il existe en effet une continuité ténue entre les propos tenus dans un espace physique plus ou moins contestataire ne et ceux tenus dans des espaces virtuels, même si ces derniers restent un creuset plus favorable à l'expression de contestations plus saillantes (Arsène, 2011). Dans les deux cas, ils donnent voix et corps à des acteurs et des propos non-hégémoniques. On ne peut donc pas réellement distinguer – de manière formelle – un texte caché d'un texte public. Ce qui relève de l'implicite dans les interventions de Li Hunyu et prend donc les atours de texte caché exprime des idées séditieuses mais sous une forme moins ouvertement contestataire. Au contraire, dans son texte publié sur la toile, il est très clairement subversif, appelant une action collective et lui assignant comme débouché politique un mouvement de renversement du régime. Or, la production d'un ordre politique pensé comme minoritaire au sein des « espaces de jeunes » ne saurait se faire par de tels écarts avec les formes institutionnelles. A ce titre, les mises en garde des autorités publiques sont entérinées par des annulations d'activité. De la même façon, les organisations sociales les plus sensibles politiquement, qui viennent faire des interventions ou qui sont particulièrement en lien avec ces espaces ne mettent pas en exergue leur dimension la plus contestataire. A ce titre aussi, les propositions d'associations avec des formes institutionnelles comme la Ligue de la Jeunesse Communiste sont mises de côté, mais en gardant une possibilité formelle de dialogue. La production d'un ordre politique pensé comme minoritaire au sein de ces « espaces intermédiaires » passe donc plutôt par de formes plus discrètes, relevant donc de pratiques que l'on pourrait rapprocher de l'expression indiquée en liminaire de cette partie.

2.3. Brouiller les pistes, pratiques discrètes en situation

Penser ces pratiques discrètes nous permet de mettre au jour des formes plus quotidiennes de résistance, et d'appréhender celles-ci dans sa relation avec les pratiques de surveillance mise en place par l'autorité publique. Les pratiques discrètes sont autant de tactiques (De Certeau, 1980 : 60-63) pour contester, détourner ou amender des rapports de pouvoir majoritaire. Sur nos terrains, elles se déclinent autour de formes de négociation et de contournement. Le caractère de discret s'entend autour de deux acceptions. Elles sont, d'une

part, guidées par une nécessité contextuelle de s'agencer dans un contexte de contrôle gradué ainsi qu'analysé plus haut. Elles sont par ailleurs très peu souvent mentionnées comme telles, encore moins revendiquées. Elles prennent donc place dans des espaces discrets et par la constitution de compromis dans le sens où c'est le siège de discussions, de négociations, sans que soit constitué pour autant une prise de position publique quant à ce qui a été discuté et négocié (Gilbert et Henri, 2012). Du fait des contrôles gradués qui pèsent de façon plus ou moins forte sur les espaces investis, les individus en jeu tiennent des rôles qui sont marqués par des processus de mise en visibilité ou en invisibilité, faits de « ready-made expressifs » (Joseph, 1984). Les espaces autant que les individus qui s'y rendent sont donc produits au détour de pratiques plus ou moins déclarées et plus ou moins discrètes.

Un soir, au programme de « l'espace de jeunes » de Pékin est annoncée la venue de quatre militantes féministes. Plusieurs techniques sont utilisées afin de brouiller les pistes et tenter, au moins symboliquement, de prendre des chemins de traverse afin de mettre la censure à distance. L'enjeu n'est pas de savoir si une telle précaution a été utile ou non. Quoi qu'il en soit nous ne pouvons répondre à cette question. Ce qu'il est important ici de saisir est la façon dont les précautions prises, pour la plupart saisies par nous-mêmes a posteriori, montrent l'identification de la part des organisateurs d'une sensibilité politique, et la façon dont cette dernière est contournée. Enfin, sans penser réussite ou échec de telles opérations, précisons que « l'espace de jeunes » en question existe toujours, malgré l'invitation régulière d'individus qui en amont ou en aval de leur venue ont été emprisonnés du fait de leurs activités politiques (militants du printemps 1989, militantes féministes – celles-là même venues lors de la situation dont nous nous faisons l'écho par la suite - par exemple) ; malgré le lien également, et le point d'appui que constitue « l'espace de jeunes » quant à des formes d'associations démantelées pour de supposées raisons politiques, et dont certains membres ont été arrêtés, assignés à résidence voire emprisonnés également (il en est ainsi de l'université populaire par exemple).

Lors de cette soirée, mais c'est le cas également pour d'autres situations, un véritable travail de dissimulation par omission est mis en place. Les façons de brouiller les pistes sont alors plurielles : changement des noms, accent mis sur des individualités plutôt que sur les collectifs auxquels ces jeunes femmes appartiennent, invisibilisation de leur interconnaissance, accent mis sur le partage d'expériences personnelles plutôt que sur une information quant à des enjeux politiques. Des actions collectives sont cependant présentées, mais surtout dans une optique de monstration, sans forcément faire de lien avec les parcours biographiques présentés auparavant et sur lesquels l'accent a été mis. Ce sont autant de tactiques qui permettent à la fois

de ne pas trop alerter les autorités à l'origine des dispositifs de contrôle réticulaire, et d'un autre côté, de rendre accessible ces discours à un public dépassant les seuls cercles de l'espace des mouvements sociaux (Mathieu, 2012).

Ainsi, l'affiche de présentation annonce quatre noms, qui n'ont rien d'officiel. Les quatre sont des surnoms et surtout ne correspondent pas forcément aux patronymes habituellement utilisés par ces jeunes femmes dans leur rôle d'activiste. En renvoyant ces identités publiques dans la sphère du surnom privé une première sensibilité est désamorcée. Cette première sensibilité correspond surtout à une dimension plus dangereuse pour « l'espace de jeunes » même. En opérant ainsi, il ne fait pas un lien public ni direct entre ces activistes et lui-même. Pour autant, il est ensuite possible a posteriori pour celui étant venu assister à ces présentations de renouer avec la véritable identité de ces quatre jeunes femmes grâce aux indices biographiques laissés durant leur prise de parole, concernant notamment les organisations auxquelles elles appartiennent ou pour lesquelles elles militent. C'est ce que nous avons pu faire, a posteriori, retrouvant dans la première jeune femme une activiste d'une organisation lesbienne cantonaise de défense des droits des femmes, emprisonnée pendant 37 jours[96] en 2015. La seconde travaille en tant que rédactrice pour un média féministe en ligne. La troisième est à l'initiative d'un groupe de coopération fondé en 2012 et qui s'attache à penser et militer pour les groupes de minorités sexuelles marginalisés, notamment pour défendre l'égalité des sexes, briser les barrières de genre et construire des alliances au-delà des politiques identitaires. Elle participe aussi à des organisations de lutte contre les violences domestiques. La quatrième est quant à elle membre du centre gay de Pékin, co-fondatrice d'un festival de film féministe et activiste contre les violences domestiques.

Autre point, chacune de ces activistes est présentée sous une casquette différente, avec seulement un point commun noté dans les quelques lignes liminaires de la présentation en ligne: deux ont participé à une même action collective, « occuper les toilettes hommes » (占领男厕所 zhanling nan cesuo)[97]. Ce qui est surtout souligné dans les quelques lignes qui leur sont

[96] On retrouve ici la durée de 37 jours déjà indiquée plus haut, et qui correspond à la durée maximale d'emprisonnement avant validation de la procédure et de son bien-fondé par un procureur.

[97] Cette action a eu lieu en février 2012 à Canton et visait à dénoncer le manque de toilettes publiques pour les femmes en Chine. Pendant une heure, les militantes féministes prenant part à l'action ont bloqué l'accès aux toilettes hommes toutes les dix minutes, pour les laisser vacantes pour les femmes pendant trois minutes. Dans les tracts appelant à la mobilisation et ayant circulé en ligne, il était indiqué que le ratio entre toilettes femmes et hommes est strictement égalitaire, de 1 pour 1 donc, et appelait plutôt à prendre exemple sur les données ayant cours à Taiwan et Hong Kong qui sont de 1 pour 1,5, soit un toilette homme pour 1,5 toilette femme.

dédiées est leur origine géographique, soulignant des provinces différentes (« Venues du Guangxi, du Guangdong, du Hubei, (…) » [98]). En mettant l'accent sur la dispersion géographique de ces quatre jeunes femmes, en ne précisant pas qu'elles se retrouvent à la fois dans des réseaux et dans des espaces communs, il y a amoindrissement de la monstration d'une action collective et de son soubassement : l'organisation en groupe, la dimension collective et l'insertion de ces individus dans des réseaux contestataires. Or, en cherchant plus avant les biographies de ces quatre jeunes femmes sur internet, nous trouvons un certain nombre de points communs, de croisements, et d'achoppements. Ici, diviser ces quatre parcours n'est donc pas anodin. En ne rendant pas visible les conjonctions de mobilisations portées par ces quatre jeunes femmes, en les présentant plutôt d'un point de vue individuel, il y a mise en place d'un premier écran pour atténuer la possibilité que cette activité soit vue comme risque politique. Signifier ceci n'implique pas pour autant la réalisation certaine de son inverse : l'hypothèse d'une présentation de cette soirée comme correspondant à la venue d'activistes issues du même mouvement de défense des droits des femmes n'aurait en effet pas impliqué pour autant une interdiction certaine. Cependant, jouer sur l'individuel plutôt que sur le collectif est un premier moyen d'amoindrir les possibilités de censure.

Par ailleurs, si leur affiliation associative ou organisationnelle est indiquée sur le programme, il n'en est que peu cas lors de leur présentation, ou tout au moins peu si l'on s'attend à une présentation militante. Il est à noter également une insistance sur le fait qu'au cœur du programme de la soirée se trouve un échange autour d'expériences personnelles. Comme pour l'usage de surnoms, ce genre de tactique permet bien de renvoyer dans la sphère du privé et de l'individuel ce qui pourrait autrement être pensé comme relevant aussi du public, du collectif voire du théorique.

> « Elles viendront partager avec chacun leur compréhension de ceci, sachant que dans ce lieu nous ne sommes pas dans une salle de classe, il n'y a pas une autorité supérieure, *mais plutôt l'idée selon laquelle les discussions émanent de nos expériences* personnelles à chacun[99] »

---

[98] « 来自中国广西，广东，湖北 (…) » Extrait du court texte de présentation de la soirée, en ligne (https://www.douban.com/event/20631933/). Traduit par nos soins.

[99] Nous soulignons.

Dans la construction d'un préalable à la situation même de présentation, tout est donc fait pour éluder la portée publique, sensible, et donc politique de ce qui est en jeu. Ceci est fait en amont et durant la présentation par l'utilisation de tactiques plurielles.

Ces dimensions se retrouvent ensuite lors de la présentation même qui se fait donc à la fois par une remise en contexte faite via la présentation de parcours biographiques individuels et par la présentation de mobilisations collectives déjà menées par les différentes protagonistes. Celle-ci est faite de manière pédagogique et didactique. Les jeunes femmes sur « scène », même s'il n'y a pas de scène nécessairement physique, prennent la parole les unes après les autres, plus ou moins longuement, en présentant leur parcours biographique, à savoir un certain nombre d'épreuves que l'on imagine choisies parmi d'autres ayant eu lieu lors de leur expérience biographique. Le choix de ces épreuves, leur accolement dans un temps somme toute relativement court, a pour but de donner à voir ce qui a mené à leur engagement féministe. Au total, le temps consacré à chacun des deux moments, le premier de présentation de l'activisme, le second axé autour de la déclinaison de narrations biographiques individuelles, est relativement similaire. Pour l'audience, pas de surprise dans le déroulement de la soirée. En effet, dans la présentation « publique », c'est-à-dire dans la publicisation sur internet de l'activité ayant lieu ce soir-là, il a bien été indiqué que l'échange se fera notamment le long d'un principe d'échange d'expériences biographiques (« 从我们每个人的体验谈起 » cong women mei ge ren tiyan tanqi- « Nous échangerons à partir d'expériences individuelles »). Nous observons alors ici l'utilisation comme tactique d'une transformation des cadres de l'action. En effet, le cadre primaire en jeu (Goffman, [1974] 1991 : 30) est celui d'un échange autour de ce qu'est le féminisme. La transformation se passe sur la possible portée contestataire des interactions, dans le sens où, sous couvert de la mise en exergue d'individualités, se trouve aussi une raison que l'on ne peut nier dans ce qui a mené à l'invitation de ces jeunes femmes là et non d'autres qui pourraient elles aussi parler de féminisme, sans ajouter la dimension de lutte, de contestation, et de mobilisation qui est pourtant au cœur du réseau de ces quatre féministes. En effet, ainsi que le titre de la présentation l'indique, les individus venant prendre part à cet échange en sont informés, la thématique du soir parle du féminisme, sans plus de précisions, dans l'optique de faire un échange avec quatre jeunes femmes qui sont même présentées avec un vocable soulignant leur caractère particulièrement jeune (女孩 nühai, littéralement « femme » et « enfant »). Les individus venant prendre part à cette présentation peuvent donc légitimement penser à l'enjeu général de définition du féminisme, pas forcément à la pratique contestataire et à l'appartenance de ces jeunes femmes à la sphère de l'action collective

féministe. Néanmoins, les quatre activistes en présence, ainsi que les organisateurs, membres de « l'espace de jeunes », plus fourbus à l'expérience de la contrainte politique, de la censure et donc du travail protéiforme d'adaptation, de redéfinition de l'action, de ses termes et de la présentation de cette dernière ont orienté la façon dont se joue cette soirée également en fonction de ces contraintes d'ordre politique. Par également, nous entendons que le fait d'ajouter, voire de souligner l'échange d'expériences personnelles autour d'enjeux liés au féminisme n'est pas le seul fait d'une contrainte politique. En effet, le cadrage d'un certain nombre d'activités autour du récit de soi est un continuum au sein de « l'espace de jeunes », certes par stratégie de protection politique, mais également car les fondateurs pensent que ce faisant, ils permettent la venue d'un auditoire plus divers voire « profane ». Cependant, nous ne pouvons nier une dimension contrainte par le contexte politique dans ce choix formel. En n'ayant pas uniquement la présentation de l'activité autour de l'activisme politique, en ne donnant pas à voir ce dernier, ni dans la présentation scripturale, ni dans les illustrations proposées, il y a révélation d'une compétence politique permettant un pas de côté vis-à-vis d'une autorité de censure. On a ainsi affaire à des cadres transformés dans le sens où la situation, bien que présentant certaines ressemblances avec ce qui se déroule dans un cadre primaire acquiert pourtant une signification quelque peu différente. Ainsi, dans la situation ici présentée, l'échange autour d'expériences personnelles n'est pas uniquement un échange per se ; il est également un moyen pour tenter, car ce n'est qu'hypothétique, de mettre à distance l'autorité publique de censure.

Il nous faut également préciser cette transformation de cadre. Pour les organisateurs, pour les activistes venues porter leur voix dans une discussion féministe, cette transformation a été pensée et construite. Cependant, assez logiquement compte tenu des formes prises par le contrôle politique en Chine, à savoir la présence régulière d'une oreille curieuse, de contrôle et pouvant rapporter les paroles tenues ici ou là, que cela soit un informateur privilégié, un policier en civil ou autre, il n'y a pas eu d'annonce publique à l'audience de cette transformation de cadre. Par ailleurs, cette transformation n'est pas complètement artificielle dans le sens où comme annoncé précédemment, l'ouverture d'une parole sur soi est au cœur des « missions » de cet espace[100]. Toutefois, le fait que la transformation de cadre soit faite sous le sceau d'une

[100] Cf. entretien avec un des fondateurs de « l'espace de jeunes » de Pékin : « Nous on voulait faire quelque chose qui au contraire avait un goût égalitaire. Que chacun puisse dire ce qu'il pense. Donc après avoir arrêté deux mois, quand on a repris on a voulu corriger cela avec plus de pluralisme. On a également proposé des moments d'échanges jeunes, pour que ceux qui veulent puissent partager leur histoire, leur expérience. Parce qu'outre le fait que chacun a aussi son opinion sur la société, il faut voir aussi les expériences de vie de chacun, les moments de trouble, ce que chacun veut exprimer, etc. Et qu'en fait, actuellement, dans leur vie, ils ont très peu l'occasion de dire leur opinion ou leurs pensées. D'où l'idée de faire un espace d'échange. »

information asymétrique pour les individus en présence nous amène à voir dans ce processus une fabrication de cadre. Pour autant, il ne s'agit pas alors pour nous de voir dans cette asymétrie un face à face entre « pigeon », « poires », « victimes » d'un côté et « combinards » ou « imposteurs » de l'autre, pour reprendre la terminologie goffmanienne[101]. D'une part car nous ne pouvons présumer de l'homogénéité des expériences vis-à-vis du fait politique, et de son possible corollaire, la contrainte politique, des différents individus constituant l'audience. Certains ont donc pu comprendre le double enjeu de recourir à l'expression et l'échange d'expériences personnelles, voir donc tout à la fois l'enjeu d'expression de soi, la tentative d'atténuer une présentation vue comme soubassement d'une hypothétique action collective et s'exposant alors à une possible interdiction. D'autres n'ont appréhendé qu'une présentation en deux temps, sans imaginer la fabrication de cadres.

Ici, il n'est donc pas question de qualifier les différents groupes en présence sur un continuum entre « pigeon » et « combinard », mais bien plutôt de penser comment une fabrication de cadres révèle une tentative de « brouiller les pistes » du contrôle politique. En ne s'engageant frontalement sur la durée totale de l'événement en question, en agençant plutôt différents registres d'énonciation, l'un prenant les atours de l'action collective, de l'engagement féministe politique, l'autre celui du récit individuel de soi, de l'expérience personnelle, de l'individu qui n'est pas associé à une association, un collectif ou une institution, les organisateurs de l'événement et les activistes invitées à ce dernier donnent à voir l'adaptation nécessaire à un contexte politique vu comme contraint, et les compétences qui vont avec.

L'absence d'une dimension politique dans la présentation liminaire d'une activité ne recouvre pas pour autant une indifférence face au fait politique (Eliasoph, 1998). Des tactiques sont en effet également mises en place afin de brouiller la lisibilité du caractère politique de certaines temporalités. Euphémiser de telles présentations peut donc renvoyer autant à une possible indifférence qu'à un code de conduite visant à ne pas rendre public de telles pratiques.

Enfin, le fait de penser ces pratiques discrètes, ces logiques de compromis et la façon dont elles se constituent ne doit pas nous amener pour autant à penser l'enclosure de tels processus. En effet, ce sont autant de prémisses dans la constitution d'espaces publics en Chine qu'on ne peut balayer d'un revers de main. Si à l'heure actuelle, ces situations et processus sont

[101] Goffman, E., Les cadres de l'expérience, p. 93

surtout observables dans des espaces restreints, leur pluralité et multiplicité n'est plus à démontrer.

3. Rapport sélectif aux pratiques de l'espace et plasticité de frontières

Les « espaces intermédiaires » sont faits de pratiques mouvantes, en fonction d'un temps donné et des aspirations des individus en présence. L'espace en tant que tel, lieu pratiqué, n'est pas un lieu de résistance mais peut le devenir pour certains. On retrouve ici la plasticité volontaire de l'espace, donné à voir comme plateforme, notamment pour des questions de sensibilité politique. En se plaçant dans ces configurations de contrôle gradué, donc à l'intersection de formes institutionnelles et d'autres non institutionnelles, les espaces investigués se trouvent produits par ces négociations et transactions plus ou moins visibles. Ils peuvent en cela être pris comme des « espaces de recomposition sociale » (Roulleau-Berger, 1991). L'enjeu de la recomposition est à prendre en compte également dans les dimensions tout à la fois privées et publiques des « espaces de jeunes ». En effet, les négociations entre formes plus ou moins institutionnelles influencent également la façon dont, au sein même des espaces, sont travaillées les frontières de l'espace privé et de l'espace public, pour assigner ces derniers dans des formes d'espace semi-public.

3.1. Habitat collectif, espace privé et émotionnel

Au sein des « espaces de jeunes », il existe une partie logement qui est ouverte pour des séjours plus ou moins longs. Les individus logeant sur place peuvent être saisis en trois catégories sommaires. La première rassemble ceux qui sont clairement de passage et occupent l'espace en le considérant comme une auberge de jeunesse, dans un temps plutôt court et sans prendre part aux autres dimensions offertes par le lieu. La seconde rassemble des individus qui se logent ici sur une durée plus longue, qui travaillent ou cherchent un emploi à Pékin, mais ne participent pas non plus aux activités du lieu, ni aux éléments liés à la vie en collectivité. La troisième, celle qui nous semble la plus intéressante à analyser rassemble quant à elle ceux qui ont fait le choix d'un tel type d'habitat collectif pour une durée plus ou moins longue et participent, de façon plus ou moins active à d'autres activités tenues au sein de l'espace, à un fonctionnement de l'ordre de l'autogestion tel que souhaité par les membres fondateurs. Pour eux, l'espace en question correspond alors véritablement à un lieu de vie et un foyer. Certains peuvent même souligner très fortement les avantages que comporte un tel habitat collectif.

« J'ai dû, pour des raisons professionnelles, passer par plusieurs villes de Chine différentes. A chaque fois, je me suis retrouvée dans des situations qui n'étaient pas faciles en termes de logement, parce que je n'avais pas des salaires élevés, ni des emplois stables. Donc j'ai été brinquebalée entre différents appartements, souvent dans des dortoirs, parfois dans des dortoirs d'entreprise. A un moment, j'ai été femme de ménage et je logeais dans une petite pièce chez mon employeur. Quand ce sont des dortoirs gérés par l'employeur, il sait ce que l'on fait, tout le temps. A un autre moment je me suis retrouvée à Shenzhen où je venais de trouver un emploi. Je devais loger chez une amie, mais le moment où je suis arrivée a coïncidé avec le moment où elle était en train de divorcer donc je n'ai pas pu aller chez elle. Le hasard a fait que j'ai trouvé refuge dans une église, et c'est là que j'ai habité un temps. À la suite de ça je suis devenue croyante d'ailleurs. De retour à Pékin, il me fallait à nouveau trouver un logement. J'avais deux paramètres pour cela : une contrainte de prix faisant que soit je devais aller vraiment très loin en périphérie, à des dizaines de kilomètres du centre, soit opter pour un lit en dortoir dans un appartement collectif, et si possible trouver quelque chose qui « tienne la route ». Je ne voulais pas à nouveau me retrouver dans un cagibi ou sur les bancs d'une l'église… Au début j'ai trouvé à Tongzhou[102], mais ça me faisait deux heures de trajet aller et deux heures de trajet retour pour venir dans le quartier ici où je donnais quelques cours à des étrangers. Alors j'ai cherché autre chose et quand j'ai découvert ce lieu, je n'ai pas hésité. Ici, je n'ai pas seulement un lit pour la nuit, je rencontre aussi plein de gens, le soir on discute, on peut faire à manger à plusieurs, il y a plein de débats avec les activités et les gens de passage. Je ne suis pas côte à côte dans une chambre seulement, j'ai vraiment des pairs avec qui partager et penser un espace commun privé, voire professionnel pour de futurs projets. »

(Extrait d'entretien avec Su Jiao, Femme, 30 ans, en polyactivité, originaire du Heilongjiang)

[102] Tongzhou 通州 est un district, donc une subdivision administrative, de la ville de Pékin. Il est situé au sud-est de la ville. Sa superficie étant de plus de 900 km², cela en fait un district relativement étendu.

L'habitat collectif, souvent sous la forme de dortoir, est un régime de logement relativement commun en Chine. Il est notamment issu de l'héritage de traditions socialistes de logement par l'unité de travail des individus qui sont à sa charge, dans des logements individuels ou dortoirs. Les dortoirs fournis par les employeurs, souvent pour les emplois peu qualifiés dont le salaire n'est pas très élevé, mais inclut des prestations en nature tels que la nourriture et le logement, sont autant de droits de regard sur les temps hors travail et de gestion des corps pour les employeurs, constituant alors un « régime des dortoirs » (dormitory labour system) (Pun, 2006). Malgré de telles expériences faites par ces jeunes travailleurs qualifiés, le recours à un logement collectif peut être encore de mise du fait des contraintes de prix de l'immobilier dans les grandes villes chinoises (Gaulard, 2013)[103]. La déconnexion entre régime d'habitat collectif fourni par l'employeur, générant contrôle du temps et des corps, et habitat collectif tout court est cependant présente. Par ailleurs, là où Pun Ngai souligne que le « régime du dortoir » permet également la production de formes de résistance par la constitution d'un lieu genré au sein duquel de très forts liens émotionnels sont partagés par les ouvrières, un processus similaire, si ce n'est l'aspect genré, est observable au sein de la partie logement collectif de « l'espace de jeunes ». Quand, pour les ouvrières, l'espace en question est source à la fois de production d'un régime émotionnel commun, mais aussi source de ressources futures quant à des réseaux professionnels, dans le sens où il y a échange de connaissances concernant les endroits d'embauche ou encore les flux de travail, il est également le siège d'une double assignation, émotionnelle et symbolique d'une part, ressource professionnelle de l'autre dans les « espaces de jeunes ». Les termes de Su Jiao dans son entretien sont à ce propos révélateur, et complétés par d'autres rappelant la possibilité d'épanchement le soir venu autour des différentes difficultés rencontrées dans l'emploi présent et passé, et dans les différentes épreuves jalonnant leur parcours biographique. Il y a donc nécessité de prendre en compte la différence ici entre une promiscuité subie, ce qui est le cas de bon nombre d'individus n'ayant pas les moyens de faire autrement, d'autant plus aisé en Chine que cela reste le cas de bon nombre d'individus, et bon nombre de jeunes qualifiés notamment ; et le dortoir choisi avec des individus dont on est proches socialement, favorisant ainsi davantage les liens d'interconnaissance. Ceux-ci sont plus généralement dans des moments de transition dans

[103] Pour une analyse approfondie de l'évolution, à la hausse et rapide, du marché de l'immobilier dans les grandes villes chinoises, nous renvoyons à Mylène Gaulard, « L'évolution du marché de l'immobilier chinois, un révélateur des difficultés rencontrées par les collectivités locales », Perspectives chinoises [En ligne], 2013/2 | 2013, mis en ligne le 15 juin 2013, consulté le 04 septembre 2018. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6526

l'emploi. Ils voient ces façons de se loger comme autant de « savoir-décaler » par rapport au logement collectif subi. Pour eux, ce n'est donc pas seulement un moyen d'abaisser les coûts du logement, mais également une façon de peut-être transformer des relations d'accointance en ressources pour d'hypothétiques opportunités professionnelles.

> « D'abord quand je suis arrivé, j'ai décidé de trouver une place dans un dortoir. Je vivais avec sept personnes. (…) Et puis moi ce que j'aimais beaucoup c'est que les autres garçons avec lesquels je partageais cette chambre étaient tous très intéressants et donc encore une fois, quand on rentre le soir de pouvoir être dans un tel environnement stimulant c'est quand même agréable. Cela m'a aussi permis de connaître quelques personnes parce que je suis arrivé en ne connaissant pas grand monde à Pékin. En fait quand je suis arrivé à Pékin je ne connaissais même qu'une personne, un lointain cousin. Alors qu'en habitant ainsi avec d'autres personnes, je me suis fait quelques amis dont deux qui me sont assez proches. Cela m'a aussi permis de voir que je n'étais pas tout seul dans ma situation, l'impression de ne pas avoir eu un parcours très conventionnel. (…) maintenant je n'habite plus dans la pièce avec les sept autres personnes mais j'habite toujours dans un logement collectif qui ne convient pas trop dans l'idée à un travailleur de mon âge censé se poser. Je partage une chambre avec cinq autres personnes cette fois, c'est un dortoir à six. (…) c'est un choix que j'ai fait. Quand j'étais à Canton, j'habitais seul et franchement c'était l'horreur, l'impression d'être toujours tout seul, impression renforcée par le sentiment de solitude éprouvé au boulot. Je n'avais donc pas envie d'habiter à nouveau tout seul. Là quand je rentre il y a toujours quelqu'un ».
>
> (Extrait d'entretien avec Wang Kun, Homme, 24 ans, professeur, originaire du Shaanxi)

Par ailleurs, choisir ce mode de vie laisse la porte ouverte à la possibilité d'en sortir en optant pour une telle stratégie dès que souhaité. En effet, contrairement à d'autres jeunes qualifiés (qui ont notamment été rassemblés sous le vocable « tribu des fourmis » - 蚁族 yizu) dont les revenus sont si bas qu'ils se retrouvent contraints à habiter dans des logements collectifs aux marges de la ville (Lian, 2009 ; Lian, 2010), les jeunes qualifiés présents dans les dortoirs de « l'espace de jeunes » pourraient trouver des logements à coût équivalent ou moindre si la stratégie de sortie venait à arriver, en conservant pour autant la possible contrainte du collectif ou un éloignement encore plus important du centre-ville. L'habiter collectif que

l'on retrouve dans ces « espaces de jeunes », parfois au sein même de ces espaces, parfois dans d'autres dortoirs non loin, permet pour certains d'amoindrir les passages entre mondes sociaux ; même si sur le long terme, d'autres sortent de cette forme d'habitat :

> « Comme j'habite à l'espace de jeunes, le fait que mes revenus ne soient pas trop élevés me permet quand même de vivre honnêtement. Sinon, cela serait difficile, vu le prix des logements à Pékin. Mais même si c'est ainsi, je veux quand même déménager. C'est vrai que l'atmosphère est chouette, mais il y a tout le temps beaucoup de monde. Dans cet appartement, il y a deux chambres, mais nous sommes beaucoup à habiter ensemble. Maintenant, j'ai aussi envie d'avoir un espace à moi ».
>
> (Extrait d'entretien avec Wang Zhifu, Homme, 29 ans, fondateur de « l'espace de jeunes » de Pékin, originaire du Jiangsu).

Les tentatives de célébration de ces formes de mode de vie doivent donc prendre en compte ces deux éléments : le choix d'un logement collectif plus facile dès lors qu'il y a une proximité sociale dont on peut en tirer des bénéfices, dans une célébration de liens de voisinage et d'intenses interconnaissances qui peuvent oblitérer les dimensions subies de l'injonction à l'habitat collectif ainsi que la promiscuité qui en découle (Collet, 2015 : 17) ; et la possibilité de sortie, donc de réversibilité de la situation en jeu. Enfin, tous ne célèbrent pas ces habitats collectifs. Ceux qui ne le font sont souvent ceux dont les origines sociales sont les plus populaires, surtout quand ils ont déjà fait l'expérience d'un habitat collectif dans leur enfance. Ils soulignent alors la façon dont cela leur rappelle les conditions de vie dans des logements collectifs ou dans des conditions plus ou moins décentes avec leurs parents avant leur décohabitation lors de leur départ pour l'université ; ils soulignent aussi la promiscuité comme gênante.

Au fur et à mesure du déploiement du projet et de sa persistance dans le temps, des tentatives ont émergé afin d'essayer de faire en sorte que le fonctionnement de l'espace plus privé, de l'espace dévolu donc au logement et à la vie sur place, se fasse le long de lignes idéelles plus proches de celles qui présidaient à l'élaboration des « espaces de jeunes ». De fait, plutôt que de continuer avec une césure nette entre des espaces communs très ouverts et produits à partir de formes de coopération avec d'autres organisations d'une part, et selon une idéologie de la discussion publique d'un côté, et des espaces privés d'autre part, il y a tentative de structurer, à « l'espace de jeunes » de Pékin, les espaces dédiés au logement par des

fonctionnements autogestionnaires laissant place à la décision collective des locataires et au mandat tournant. Dans les faits, les résultats ne sont pas très probants, ou tout au moins balbutiants. La formalisation des procédures d'interconnaissance ne fonctionne pas toujours. Cependant, de telles tentatives témoignent de la proximité entre espace privé et espace public au sein des « espaces de jeunes », et surtout du caractère ténu de la frontière entre les deux.

3.2. Espace privé et espace public

Le concept d'espace public, dans sa définition minimale, entend penser un domaine intermédiaire entre Etat nation et sphère privée (Habermas, 1988 ; Honneth, 2015). Cependant, en plus des réserves déjà énoncées quant à la possibilité d'analyser nos terrains à partir de ce concept-là, les espaces investigués sont au contraire des lieux de continuum entre espace privé et espace public, continuum lui-même informé en fonction des individus tant par leurs situations matérielles concernant leurs espaces privés que par des prises de rôles plus ou moins fortes quant à la fabrique des problèmes publics.

> « Je vais là-bas aussi parce que je pense que dans la société chinoise, ce qu'on appelle espace public n'existe pas. Nous n'avons que deux univers : le travail et la famille. En dehors de ces deux scènes, il n'y a pas grand-chose. Et surtout je ne vois pas d'endroit où on puisse échanger, échanger des opinions notamment. C'est comme une ligne avec deux extrémités, le travail, la vie de famille. Rien au milieu. Alors que je trouve très important qu'on arrive à créer des espaces pour autre chose »
>
> (Extrait d'entretien avec Yong Li, Homme, 25 ans, architecte, originaire de Tianjin)

Si d'aucuns pensent donc les « espaces de jeunes » comme espace public ou tout au moins processus liminaire de formation de l'espace public, la catégorisation en tant que telle n'est pas si évidente. Il existe plutôt une articulation entre espace privé et espace public : le même espace prend tour à tour des appréciations le faisant relever de l'un ou de l'autre ; les justifications quant à la venue dans un tel lieu relèvent également tour à tour de l'un ou de l'autre.

> « Oui, j'y vais très souvent ! Quand je suis à Pékin, j'y vais tous les week-ends. En gros, si je ne rentre pas chez mes parents, alors j'y vais. J'y vais, j'écoute ce qui s'y dit, je parle aussi un peu. Parfois je n'y vais que pour trouver un endroit agréable où atterrir, en été sur la terrasse, en hiver dans le salon. Comme si j'allais chez un copain.

Parfois j'y vais vraiment pour écouter voire participer à une activité. Parfois quand je rentre chez moi je me dis qu'il faut que je m'informe encore plus parce que j'ai entendu des choses assez profondes, nouvelles, et qu'il faut donc que je les considère à nouveau, avec le temps. Communiquer là-bas me laisse un sentiment agréable, je me sens mieux. »

(Extrait d'entretien avec Wu Tianyu, Homme, 25 ans, comptable, originaire de l'Anhui)

« Tu habites sur place, à la caserne ? Oui, mon « employeur » choisit où je dors, où je mange, etc. C'est ainsi pour tout le monde, on voit ceux qui sont là depuis trente ans, toujours la même chose : dormir, manger, travailler, tout dans le même lieu, sans intérêt. Toutes ces années durant. Terrifiant. Et pourtant, beaucoup de gens m'envient, malgré mon salaire assez bas, parce que c'est « bien vu » de travailler ici. Conneries. Je gagne 4000 yuans par mois, c'est pas si bas, c'est pas top non plus. J'ai ma chambre à la caserne. C'est assez brut comme logement. Les sanitaires sont communs, et puis nous n'avons pas de cuisine donc il faut manger à l'extérieur, ou à la cantine. Donc en fait je n'ai quasiment pas d'espace personnel. Alors quand je vais à « l'espace de jeunes », même si c'est un lieu collectif, ça donne l'impression d'être dans quelque chose d'un peu humain. Je peux donc y aller simplement parce que ça fait un espace au sein duquel je me sens un peu comme dans un appartement normal, dans un foyer. On peut s'y assoir, discuter ainsi. Quelque chose que je ne peux pas faire à la caserne où seuls des espaces utilitaristes sont présents, et encore, comme je te disais, il n'y a pas de cuisine. Donc aller à l'espace de jeunes, c'est à la fois trouver un espace de détente, et à la fois s'il y a une activité qui m'intéresse, ou que je suis intrigué par une discussion que je trouve intéressante à côté, je peux m'y lancer aussi. S'il fallait donner un exemple, je me rappelle d'une fois où j'étais venu tranquillement comme ça pour traîner, et puis au bout d'un moment à côté j'ai entendu que ça parlait droit et conditions de vie des travailleurs. J'ai pris part à la discussion quand ils ont commencé à parler sur les obligations qu'avaient certains travailleurs, poussés par leur hiérarchie, alors même que ce n'était pas une prérogative de leur emploi. Et moi c'est vrai que j'ai pu discuter là-dessus parce qu'il arrive régulièrement qu'à la caserne on nous force un peu à boire de l'alcool, beaucoup d'alcool, même quand on ne veut pas. On n'est pas obligé obligé,

mais on n'a pas le choix. Et donc on a discuté sur ça et d'autres choses liées aux droits des travailleurs sur leur lieu de travail. »

(Extrait d'entretien avec Hai Shuang, Homme, 25 ans, soldat, originaire du Shanxi)

Quand il vient à « l'espace de jeunes », Hai Shuang a des visées plurielles, qui vont du fait de trouver un endroit où « trainer » comme il le dit (notamment car à la caserne, dans laquelle il n'a pas d'autre choix que de loger, il n'a que sa chambre), à prendre part à telle ou telle activité. Dans la situation qu'il évoque précédemment, la venue à l'espace relevait du premier point, de l'ordre de la tentative de production d'un espace privé en dehors de l'espace privé dévolu originellement, du fait de l'étroitesse physique et symbolique de ce dernier. Pendant le temps passé sur place, c'est une discussion à bâtons rompus quant aux droits et devoirs des salariés et employeurs qui fait changer son rapport à l'espace, tout en maintenant des allers-retours avec des expériences personnelles en lien avec le débat. Convoquer ces dernières implique aussi une appréciation nouvelle à la lumière d'une prise en compte plus collective voire politique de la question. L'expérience du politique peut ainsi être pensée comme sortie de l'espace privé puis interconnaissance par l'espace public dans le politique. Or, ce qui est intéressant et à noter pour les espaces investigués est le croisement entre privé et public, ou en d'autres termes la moindre césure entre les deux. De fait, ce qui engage un affaiblissement de cette frontière, c'est l'accent mis sur l'expérience plutôt que sur la « compétence » quant à ces formes du politique (Capitant et Leclerc-Olive, 2013). Les façons d'habiter le collectif dans « les espaces de jeunes » démontrent une appétence plus ou moins forte pour les questions publiques et leur fabrique. Néanmoins, ces lieux sont porteurs parfois de fabriques des problèmes publics et donc expérience du politique, que cela soit par une participation plus ou moins forte dans les espaces privés ou une venue dans l'espace plus public du lieu. L'expérience même de la venue dans ces espaces articule alors des façons de penser l'action politique dans ses prémisses.

L'articulation entre privé et public, et le passage de l'un à l'autre, nous enjoint à penser l'action en situation, et son corollaire l'acteur comme politique, non pas comme fait préexistant à ces situations, et qui n'est donc pas présidé par une appartenance à un mouvement, une organisation ou la revendication d'une cause mais par le fait premier de se rendre visible (Tassin, 2013). Les espaces ne sont donc pas définis a priori comme publics et les acteurs pas forcément comme acteurs politiques ; ce n'est pas immanent pour autant, mais se construit en situation. L'action politique est mise en lien avec des espaces publics par la permission

qu'offrent ces derniers à être sur des représentations publiques de l'action comme portant son caractère politique plutôt que par une appartenance à un mouvement. En d'autres termes action politique et espace public sont mis en corrélation par la visibilité offerte de l'un pour l'autre.

> « Après être arrivé à Pékin, j'ai eu envie de voir plein de choses différentes, participer à plein d'activités. Voir des choses fraîches. Parce qu'avant je n'en ai jamais eu l'occasion. Il suffit que cela m'intéresse pour y aller. Je sais que certains aiment leur vie calme, travail, internet, lecture. Moi j'ai vraiment envie de recevoir des choses de tous horizons. Je suis différent des autres. Il n'y a pas cela chez moi, c'est pourquoi à Pékin je veux en profiter, me jeter à l'eau. Je m'intéresse à la politique beaucoup. Je pense que je m'y intéresse d'autant plus que je trouve que c'est un vrai problème en Chine. On veut la démocratie, on veut voter, donc on s'intéresse aux problèmes sociaux. C'est vrai que du coup c'est une vie un peu oppressante. Parce que d'une part il faut s'occuper de sa propre vie, mais je me préoccupe également de choses plus larges. Donc je pense que maintenant ma vie est intrinsèquement liée au système. C'est mieux qu'en Corée du Nord certes, mais bon… Et le truc c'est comment faire pour discuter de ces problèmes, de ces enjeux sociaux ou politiques ? C'est possible dans un cadre privé au sein duquel on connaît les autres interlocuteurs. Mais dans un milieu moins clôt, c'est plus compliqué. C'est pour ça que ces différents endroits dans lesquels je vais à Pékin, je cherche et trouve un peu ça : on dépasse les seules sphères connues. D'ailleurs ce n'est pas forcément avec les gens qu'on connaît que l'on peut toujours parler de ça, car il faut bien avouer que beaucoup n'en ont rien à faire. Et comme dans un espace vraiment public, ce n'est pas forcément faisable en Chine, tout au moins, pas quand ça tient sur le long terme, là ça fait un juste milieu. »
>
> (Extrait d'entretien avec Li Cong, Homme, 28 ans, informaticien, originaire du Gansu)

En plus de voir sa genèse à l'intersection d'une sphère privée et d'une sphère publique dont la partition est parfois ténue, l'appréhension de l'espace comme relevant en partie de l'espace public par les acteurs qui le traversent et le produisent souligne ces tensions. Surtout, le contrôle gradué auquel est soumis l'espace en question est également partie prenante de cette définition. A la fois marqueur du fait « qu'il n'y a pas d'espace public en Chine » comme le dit Yong Li, qui pourtant, dans la même phrase souligne également la possibilité du contraire, il se retrouve en filigrane des dires de Li Cong, laissant à penser que tant que le contrôle gradué reste saisi et pensé par les acteurs en jeu, leurs pratiques, discours et rôles au sein de l'espace sont

contraints par une disposition afférente au contrôle gradué, à savoir les régimes de méfiance qui peuvent peser sur les interactions en cours.

Ces espaces peuvent donc être pensés comme des prémisses d'espaces publics dans certaines temporalités. Ils ont dans le même temps la particularité de s'imbriquer intrinsèquement avec des espaces plus privés, à la fois en leur sein et par la façon dont la discussion autour des problèmes publics se fait dans une mise en visibilité forte des expériences individuelles et personnelles. Ceci permet par ailleurs de rendre visible la dimension dynamique de l'espace public même, marqué autant par des incertitudes que par des points d'indécision, ce que l'on retrouve dans toutes les tactiques menant à la production de pratiques discrètes.

Conclusion du chapitre 4

Les organisations sociales en Chine se retrouvent dans des conditions d'émergence qui sont doublement contraintes. D'une part, elles doivent faire face à un contexte de positionnement légal difficile à obtenir. La plupart, et c'est le cas des « espaces de jeunes », existent donc de facto, mais sans être inscrites légalement auprès du ministère des affaires civiles comme organisation sociale. Ce placement les fait rentrer dans une catégorisation non-officielle qui n'est pas gage de stabilité. Dans le même temps, et paradoxalement, le fait de ne pas être sous tutelle d'une autorité publique supérieure amoindri quelque peu le droit de regard de ces autorités. En cela, elles bénéficient d'une marge de manœuvre, certes faible, mais indéniable quant au contenu de leur action. D'autre part, elles sont prises dans des formes de contrôle gradué et plus ou moins distendu. En vue de s'insérer d'abord puis de perdurer avec ces dispositifs de contrôle, qui jouent tant sur les formes que le fond pris par leurs actions, les acteurs qui y évoluent mettent en place une variance de pratiques opérant le long d'une ligne allant de la visibilité nette à des discrétions plus ou moins fortes. Par ailleurs, ces pratiques ne sont pas homogènes en ce qu'elles sont forgées par des acteurs eux-mêmes plus ou moins au fait des contraintes en jeu, notamment politiques, et dont le caractère situé peut également amener à des prises en compte plurielles.

Les « espaces intermédiaires » se retrouvent donc forgés par deux intersections : le contrôle gradué les place dans des relations avec des formes plus ou moins institutionnelles qui obligent des reconfigurations, adaptations et redéfinitions de pratiques afin de pas tomber sous le coup d'une interdiction totale des ces lieux. De plus, la configuration même de l'espace, elle-même informée par les dispositifs et pratiques de surveillance voire d'ingérence, se fait autour d'un continuum entre espace privé et espace public, le premier prenant parfois les atours du second. La double intersection, celle opérant d'une part entre formes institutionnelles et formes non-institutionnelles, celle engageant d'autre part des continuums entre espace privé et espace public nous amène alors à penser ces espaces comme « espaces de recomposition politique » à prendre comme processus liminaire de formation d'un espace public en Chine.

Chapitre 5 : Aspirations culturelles, cosmopolites, « sens du juste » et production « d'espace intermédiaire »

« *Pékin est une immense marmite dans laquelle viennent cuire les amateurs d'art d'un* peu partout. Après avoir mijoté un long moment, ils éprouvent le désir de sauter hors de la *marmite pour se rafraîchir. Mais à l'extérieur, c'est le désert et la stérilité, l'impossibilité d'avoir un échange insolite, alors ils s'en retournent à leur cuisson.* »

Zhou Yunpeng, Vagabond de nuit, Ed. Picquier, Paris, 2015, p. 22-23

« Je travaille dans une usine des faubourgs de Wuhan. Je ne suis pas ouvrière, je travaille dans les bureaux, pour la partie ressources humaines. Mais mon quotidien, ce sont ces grandes usines, le bruit qui va avec, et la poussière permanente. Ce n'est pas ce à quoi je m'attendais avant de tomber dans ce monde-là. Alors parfois je retourne dans mes attentes d'avant, j'essaie de les faire coïncider avec ma vie. Je me voyais vivre dans une grande ville et avoir un joli appartement, un joli environnement et avoir accès aux belles choses de cette ville, le cinéma, de jolies rues, des librairies. Je me voyais avoir des amis avec lesquels j'aurais des discussions passionnées à propos de ce qui est bien ou non, et comment on pourrait faire changer ce monde, à notre petite échelle. Rien de tout cela n'est arrivé, je suis rentrée dans le système, j'habite dans une zone très industrielle. Je vois la difficulté des travailleurs. Je vois la pollution. Je vois la corruption. Et que fais-je ? Je continue ma petite vie. Alors c'est pour ça que j'ai fini par venir ici. Changer le monde ? Peut-être pas. Mais au moins ça m'ouvre la tête, ici tout ne tourne pas autour de l'argent, on discute, et puis au moins c'est un endroit agréable, avec des livres et tout. »

Dans les paroles de Chang Hongwen, retranscrites ci-dessus et lancées à l'auditoire un soir à « l'espace de jeunes » de Wuhan, se lient les différents points d'orgue présidant à la venue de jeunes diplômés dans ces lieux et entrant dans la compréhension de la fabrique de ces publics. La sociologie de la fréquentation de ces espaces rend compte en effet d'une présence majoritaire

d'individus qui viennent de territoires géographiquement peu centraux, petites villes et espaces ruraux plutôt que grandes métropoles. Leur présence dans les grandes métropoles chinoises nous enjoint à nous interroger sur leurs sociabilités urbaines, qui passent notamment par des présences régulières dans des « espaces de jeunes ». Corollaire de ces interrogations, vient la question double de comment sont produits et ce qui fait ces espaces. Leur définition minimale renvoie à des scènes de l'échange, de discussions et de débats, témoignant alors de « formes mineures de civilité » (Joseph, 2003). Ces dernières sont au cœur de la constitution des publics, par autant de conversations et d'échanges dévoilant les « forces éthiques à l'œuvre dans la société concrète » (Simmel, 1980).

Parmi les facteurs donnés pour expliquer leur présence dans les « espaces de jeunes », les jeunes qualifiés indiquent souvent, à l'instar de Chang Hongwen, des appétences pour des questions de culture, renvoyées par exemple en exergue aux librairies et cinémas. Ces aspirations participent en retour de ces sociabilités urbaines par l'incursion dans des micro-lieux culturels périphériques comme entrée dans ces grandes métropoles, et de la production même de ces espaces. Par ailleurs, la fabrique d'un public dans ces mêmes espaces passe par des scènes de l'échange marquées doublement. Ainsi que le souligne Hongwen, il y a aussi dans l'entrée dans ces espaces des aspirations, non pas à « changer le monde », mais tout au moins un intérêt pour des enjeux de bien commun, d'intérêt général ou des problèmes publics. Par suite, le marquage double transite par la promotion d'un ordre normatif pensé comme « démocratique », et par des conventions en situations qui passent souvent par des appels à un « sens du juste » (Thireau, 2001) qui sont autant de « conditions et conséquences de l'accessibilité mutuelle constitutive des relations en public » (Joseph, 2003). Nous verrons alors comment ces aspirations préalables et ces interactions en situation donnent à voir un espace physique qui est fortement marqué par la production d'un travail esthétique autour d'enjeux culturels et cosmopolites, et comment la fabrique des publics passe quant à elle par un ordre négocié, informé par des régimes de confiance et de méfiance, autour de conventions situées.

1. « Espace de jeunes » et production d'espace social et physique symbolique

La présence des jeunes qualifiés dans les grandes métropoles chinoises les inscrit dans des situations faites d'injonctions contradictoires. D'un côté ils subissent des injonctions à être soi et à se réaliser dans le travail. Dans le même temps, ils ont également des injonctions de flexibilité au travail, de mobilité sur le territoire et ils sont pris dans des formes d'emploi de moins en moins stables et certaines (Roulleau-Berger et Yan, 2017). Ainsi, le fait de ne pas signer un contrat de travail n'est pas une situation marginale, et le contrat à durée indéterminée loin d'être la norme, avec seulement 13,8% de CDI pour les jeunes travailleurs en 2011 d'après les enquêtes nationales[104]. Les emplois non-standard, c'est-à-dire ceux qui sont sans contrat, à temps partiel et rentrent ainsi dans la catégorie de « l'emploi flexible » (灵活就业 linghuo jiuye[105]) sont estimés à 60% du total de l'emploi manufacturier et des services (Zhou Ying, 2013). En parallèle ils se retrouvent confrontés à un contexte de « ville globale » (Sassen, 2001, 2004), qui rassemble dans le même creuset une multiplicité de processus informés par la globalisation. Ces « villes globales » sont donc à la fois un espace stratégiquement centré mais rassemblant également des territoires géographiquement lointains et intensément reliés. Elles sont lieux de tensions, à la fois par des concentrations financières et de pouvoirs, marquées dans le même temps par des inégalités sociales très importantes. Mais ce sont aussi des lieux d'élaboration de nouvelles opérations politiques, « culturelles » et subjectives (Sassen, 2004 : 19). Partant, elles sont loin d'être uniquement le décor de polarisations entre acteurs d'une réussite industrielle « avancée » d'un côté, migrants et nouvelles classes de service de l'autre. Elles sont au contraire tissées d'autres processus, notamment représentés par la diversité de type de migrants (Deboulet, 2012). Les jeunes diplômés qui émaillent les « espaces de jeunes » en témoignent et se retrouvent ainsi au croisement de ces contextualisations. Là où la réalisation de soi n'est pas évidente à accomplir dans des sphères professionnelles marquées par le capitalisme et les tensions des « villes globales », elle n'en est pas pour autant effacée, et est informée dans le même temps par des propensions à mettre en scène des dimensions plus culturelles et plus cosmopolites sous-tendues par la ville globale.

---

[104] Chinese national data survey, année 2011.

[105] Ce vocable est celui officiellement utilisé par le gouvernement chinois et par voie de conséquence, par les statistiques officielles.

En tant que tel les jeunes diplômés en jeu s'inscrivent au sein de ces « espaces de jeunes » en mettant au jour la production d'un espace physique et symbolique. Celui-ci s'articule autour de différents points. Il est fait par les aspirations culturelles de proximité, renvoyant à une inscription urbaine, c'est-à-dire permettant des formes d'accès à la ville pour ces jeunes diplômés très majoritairement issus d'autres espaces géographiques moins centraux. Il est aussi produit par l'assignation d'un différentiel fort par rapport aux villes ou villages d'origine des acteurs, renvoyant alors dans la production de l'espace en jeu son inclusion dans des « régions morales » (Park et Burgess, 1925). Il est également espace symbolique et sous-tendu par une esthétique culturelle et cosmopolite.

1.1. « Ville globale » et aspirations culturelles

« La ville pour celui qui y passe sans y entrer est une chose, et une autre pour celui qui s'y trouve pris et n'en sort pas ; une chose est la ville où l'on arrive pour la première fois, une autre celle qu'on quitte pour ne pas y retourner ; chacune mérite un nom différent (…). »

Italo Calvino, Les villes invisibles, Seuil, Paris, 1996, p. 151

Les jeunes diplômés que l'on retrouve dans les « espaces de jeunes » sont en grande majorité issus d'autres villes que celles au sein desquelles ces espaces se tiennent. Souvent, ils n'ont pas non plus suivi leur cursus universitaire dans ces villes. Parmi les individus avec lesquels nous avons fait des entretiens biographiques, près de la moitié d'entre eux vient de zones rurales. Seule donc une légère majorité est issue et a grandi dans des zones urbaines. Ces zones urbaines font elles l'objet d'une catégorisation en fonction de leur développement, population, de leur dynamisme culturel, etc. Les grandes métropoles chinoises sont ainsi classées entre différents « rangs »[106]. Dans les villes de premier rang, on retrouve généralement

[106] Plusieurs classifications de ce type existent. Si elles donnent généralement des résultats du même ordre bien que légèrement différents, aucune ne relève d'une classification officielle ni d'une étude menée par des chercheurs. Cependant, la prégnance de ces classifications dans les médias, et les formulations nouvelles que cela a pu générer a pour conséquence qu'une grande majorité des individus présents sur nos terrains utilisent ces classifications, soit pour parler du premier groupe en reprenant allègrement le néologisme « Beishangguang » (北上广 mot formé à partir du premier des deux caractères des villes de Pékin, Shanghai et Canton – donnant « Péshangcan » si l'on devait le traduire littéralement), soit en indiquant leur provenance géographique voire leur souhait de prochaine destination d'installation par l'intermédiaire de ces classifications (cf. par exemple l'entretien réalisé auprès de Yong Li « Moi je viens de Tianjin, qui est considérée comme une ville de deuxième rang en Chine. C'est pour ça que j'avais envie de venir aussi dans une ville de premier rang. Pékin étant la plus proche de Tianjin, je suis venu

Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton. Dans les villes de second rang, beaucoup de capitales de provinces comme Qingdao, Chengdu, Wuhan, Ningbo, etc., et des municipalités spéciales comme Tianjin et Chongqing. La catégorisation continue ainsi avec des villes ensuite classées en troisième puis quatrième rang. Parmi la population d'enquête originaire de zone urbaine, très peu d'individus viennent des métropoles de premier et de second rang. Plus précisément, seules deux personnes sont originaires de Pékin donc du rang prenant en compte les villes les plus dynamiques et développées. Une jeune femme est originaire de Qingdao, une de Chongqing et un jeune homme de Tianjin, soit donc trois jeunes qualifiés issus de métropoles de second rang. La classification entre ces différents rangs n'est pas toujours la même en fonction des années et des analystes ou organismes qui en sont à l'origine. Cependant, qu'elle que soit la classification utilisée et donc le basculement de certaines villes de premier rang dans la seconde catégorie et inversement, seuls les cinq individus précédemment cités parmi les cinquante et un avec lesquels nous avons réalisé des entretiens biographiques viennent de ces grandes métropoles. La plupart de ceux avec lesquels nous avons mené des entretiens biographiques sont donc issus de « petites » villes à l'échelle de la Chine, ou de zones rurales.

Dans une large majorité des entretiens, les jeunes qualifiés présents dans les « espaces de jeunes » insistent sur ces origines géographiques, non pas en tant que telles mais pour leur différentiel très fort par rapport à certaines dimensions de la vie dans les villes de premier voire second rang dans lesquelles ils évoluent dorénavant. Ils mettent ainsi au jour l'ambivalence de la vie dans ces grandes métropoles en exposant les difficultés de vie inhérentes à ces « villes globales ». Ces difficultés sont liées à des prix de l'immobilier extrêmement élevés et peu corrélés à leurs salaires, la pollution pour le cas de Pékin, les contraintes importantes liées à leur statut administratif différentiel vis-à-vis des habitants bénéficiant d'un enregistrement des ménages (户口 hukou) de la ville. D'un autre côté, ils font cas des dimensions plus culturelles et cosmopolites offertes par ces « villes globales » au regard de leur ville ou village d'origine. Ainsi que l'indique Hai Shuang,

> « Dans cette capitale impériale, nous subissons le brouillard, nous subissons le prix des loyers élevés, nous subissons les bouchons, nous subissons les injustices du hukou (户口). La seule compensation – la seule que l'on mérite – ce sont ces moments,

---

ici. Mais j'aimerai bien maintenant faire le chemin inverse et trouver un emploi dans une ville de troisième rang, pour mieux voir et faire l'expérience de ces différents niveaux de ville, de développement, de dynamisme... En ce moment je postule un poste à Dezhou (Shandong) pour cela. »

culture, littérature, art, discussion. Moi qui reste à Pékin, difficilement ébranlable, la peau dure, les seules choses qui me tiennent en haleine maintenant, c'est cela, souffle merveilleux et gracieux. Ceux qui n'ont pas vécu dans les campagnes et les petites villes ne peuvent sûrement pas se l'imaginer. »

(Extrait d'entretien avec Hai Shuang, Homme, 25 ans, soldat, originaire du Shanxi)

Dans l'assignation et la réitération d'un différentiel fort par rapport à leur ville ou village d'origine, ces individus révèlent ainsi des aspirations à des formes culturelles de proximité. Ces aspirations expliquent en partie les incursions dans les « espaces de jeunes ». Ces dernières constituent alors autant de primes accès à ces « villes globales » pour des individus issus de villes de taille moyenne ou de villages constituant autant de « périphéries », là où d'autres micro-lieux ont également pu permettre des entrées dans la ville centrale pour des jeunes issus de quartiers moins centraux (Roulleau-Berger, 1991 : 129). Les jeunes qualifiés qui se retrouvent dans ces espaces intermédiaires sont, à de rares exceptions près, migrants qualifiés dans les grandes métropoles chinoises. Du fait de conditions d'emploi instables et de salaires peu élevés compte tenu du coût de la ville dans les grandes métropoles chinoises, ces individus se retrouvent dans des conditions de logement impliquant à la fois un éloignement au centre et parfois une collectivité de ces habitats avec des chambres partagées à plusieurs. Ils arrivent alors dans ces villes au sein desquelles ils n'ont pas un réseau de socialisation très important, et subissent par ailleurs cet étalement urbain. L'inscription dans des espaces intermédiaires se fait donc autour du tissage de nouvelles sociabilités qui se combinent avec des circulations dans la ville (Berry-Chikhaoui et Deboulet, 2002) et permettent d'accéder à des formes de centralités intermédiaires en ce qu'elles se trouvent entre les centres et ces périphéries lointaines dans lesquelles ils habitent.

« Moi tu vois je viens d'une petite ville du Hunan[107] où il ne se passe pas grand-chose. Mes parents eux ils travaillent toute la journée et quand ils rentrent, c'est télé, point barre. De toute façon il n'y a pas trop de trucs pour se divertir dans la ville, à part bien sûr les karaokés et quelques endroits avec des tables de billard en plein air. Alors quand j'ai décidé de venir tenter ma chance à Pékin et que je suis arrivée, il y avait un petit côté insecte qui est ébloui par toutes ces lumières de la ville. J'avais envie de faire plein de choses. En même temps, très rapidement j'ai déchanté parce que c'est très

[107] Province du centre de la Chine.

grand, et je travaille beaucoup. Alors le soir en rentrant du travail, j'ai pas le courage d'encore traverser la ville pour aller voir quelque chose. Parfois plus le week-end. C'est aussi pour ça que je viens ici régulièrement. Je peux voir des projections, c'est pas le cinéma non plus mais c'est sur grand écran, avec du monde autour, et puis c'est gratuit. Pareil des fois il y a des gens qui jouent de la musique, des petits concerts. En plus ça me permet d'accéder à des choses que je n'aurais pas forcément vues sinon. Les films tu vois j'aurais pas forcément eu connaissance de ceux qui passent. Idem pour la musique. »

(Extrait d'entretien avec Wang Ling, Femme, 30 ans, consultante web, originaire du Hunan)

« Je viens d'une très petite ville, 400 000 habitants, donc mon père y a quelques relations (关系 guanxi). Donc y trouver un emploi serait pour moi beaucoup plus simple qu'ici. D'un point de vue matériel, les différences entre ma ville et Pékin ne sont pas si grandes. Par exemple, le logement que je peux avoir ici est bien moins bien que ce que je pourrais avoir là-bas. Les conditions de vie de base y sont pas mal. Mais à Pékin au moins il y a une vie culturelle. Par exemple chez moi il n'y a toujours pas de cinéma. Le premier de la ville va bientôt ouvrir. Donc si tu veux voir un film, il faut le faire à la maison, sur son ordinateur, mais il n'y a pas d'espace public dédié à cela. Alors que depuis que je suis à Pékin, je vais souvent participer à des activités culturelles. Alors c'est sûr qu'en ce qui concerne la culture, les différences sont énormes entre chez moi et ici. Du coup je veux en profiter tant que je suis là. Je fais des choses que je ne pourrai faire là-bas, et que ceux qui sont restés ne peuvent faire. »

(Extrait d'entretien avec Li Cong, Homme, 28 ans, informaticien, originaire du Gansu)

Entre ces lignes se logent aussi des tentatives d'appropriation et d'exploration culturelles qui seraient autant de distinctions (Bourdieu, 1979). Elles fonctionnent par la mise en exergue d'une différence de style de vie par rapport à son monde natal, et donc ici du style de vie rural ou des « petites villes » desquelles ils viennent, par l'affirmation de choix culturels et modes de vie pensés comme plus légitimes. Il est question d'accéder à une culture pensée comme plus légitime voire plus « élitiste ». Elle est surtout mise en regard avec des pratiques culturelles qui sont données à voir comme moins légitimes car relevant du loisir et de masse. A ce titre, la pratique du karaoké, loisir très commun et transversal en ce qu'on trouve des karaokés dans toutes les villes, petites ou grandes, et dans les villages, est décriée et placée dans

une position subalterne de la hiérarchie de ce qui serait légitime ou non. Ce sont aussi autant de justifications quant aux raisons légitimant leur présence dans les grandes métropoles. Ces justifications fonctionnent à la fois sur le moment, mais en anticipant également un possible retour vers les villes ou villages d'origine. Enfin, elles peuvent donner matière à la possibilité d'accéder à des modes de vie et des formes culturelles dont leurs parents ont été dénié du fait de leur origine sociale ou de leur genre – les mères donc dans ces cas-là.

> « Mon laojia (老家- pays natal) ce n'est même pas une ville, c'est une commune de 20 000 habitants environ, rien à l'échelle de la Chine, dans la campagne, non loin de la Mongolie Intérieure. C'est un endroit reculé, un peu comme dans les films de cow-boys avec la poussière et tout. Il n'y a rien à y faire. (…) Pékin est bien pour ça, on peut trouver des endroits intéressants. C'est pour ça que je viens souvent à l'espace de jeunes dès que j'ai un temps libre. Sinon, parfois je vais voir des expositions. Parfois je vais me balader et prendre des photos. Parfois j'essaie de sortir de Pékin, je prends ma moto et je sors, je vais autour, parce que le centre de la ville c'est pas toujours facile d'accès. (…) En fait tu vois je me dis qu'il y a tellement de gens comme moi, qui sont juste des jeunes diplômés migrants à Pékin. On galère et puis on rentre au bout de quelques années. Qu'est-ce qui fait la différence par rapport à ceux qui sont restés ? On est aussi allés au karaoké se détendre ? On est aussi allés dans les restaurants conseillés sur internet ? Et alors, à quoi ça sert d'avoir galéré ici ? Alors c'est pour ça, moi je veux aller au musée, je veux lire des livres qui peuvent être conseillés par des gens un peu cultivés comme il y en ici, je veux participer à des débats sur des questions un peu « chaudes », ou parler de problèmes qu'on garde pour soi au bled.... Et puis même par rapport à ma famille en fait. (…) Ma mère toute petite adorait écrire et adorait la littérature. Depuis toujours son rêve c'était de devenir un écrivain. Cependant, une fois qu'elle a accouché de ma grande sœur, et il faut savoir que leur génération était une génération très pauvre, donc quand elle a accouché de ma grande sœur, son rêve était encore de pouvoir aller étudier à l'université afin de devenir écrivain comme elle en rêvait. Une fois qu'elle a accouché de moi, son rêve s'est éteint. Cela fait maintenant trente ans, et après ces trente ans qui ont passé, ma mère a maintenant un peu de temps et le consacre à lire. Pour beaucoup, ce qu'elle lit semble être très simple, pas de la grande littérature, mais c'est ce qu'elle aime lire. Une fois qu'elle a fini les livres ou les magazines, elle les garde précieusement, comme si elle ne les avait pas encore lus. Je

me sens responsable de cela. Trente ans ont passé, cette personne est encore en train de lire, mais son niveau de lecture n'a pas augmenté le moins du monde. »

(Extrait d'entretien avec Hai Shuang, Homme, 25 ans, soldat, originaire du Shanxi)

« Bien sûr derrière toutes ces choses ce qui m'a attiré le plus ce sont les gens. Ici, j'ai aussi fait la connaissance de rêveurs qui tentent de se débarrasser du statu quo sclérosant actuel. Il y a un réalisateur qui ne pouvait plus supporter les tourments de sa petite ville et est donc venu à Pékin. (…) Des danseurs. Des écrivains. Scénaristes. Journaliste. Enseignant. Des créateurs culturels. Des étudiants qui reviennent de l'étranger. Des gens du quartier, les étudiants aussi. En vrai ce qu'il y a de plus ce sont des gens qui ne veulent pas être connus, des gens comme toi et moi. Ils sont étudiants ou appartiennent déjà à la tribu des travailleurs. (…) Apprécier dans le calme, pour nous les gens ordinaires, être assis là et apprécier, une joie tue.

Chaque fois que, excité, ému, je présente cela à la bande de gars qui m'entoure, tout le monde reste indifférent. Mais si je conseille un restaurant que je viens de découvrir, c'est sûr que la semaine d'après il va y avoir des gens qui vont y aller pour goûter la nourriture. Profonde réalité : on entend beaucoup de gens se plaindre du fait que les livres sont chers, mais personne pour dire que maintenant un bol de nouilles est également cher. Si on fait la comparaison, le bol de nouille l'emporte sur le livre. »

(Extrait d'un texte que Hai Shuang a écrit à propos de « l'espace de jeunes » de Pékin)

Dans des situations où les mobilités sont multipliées dans l'expérience urbaine, il nous semble important de considérer la genèse « d'espaces intermédiaires » dans les quartiers universitaires comme relative à l'implication de ce que Robert E. Park nomme une « région morale ». Ainsi qu'il le rappelle, « dans l'organisation spontanée de la vie urbaine, la population tend par elle-même à la ségrégation, non seulement en fonction de ses intérêts, mais aussi en fonction de ses goûts et de ses tempéraments. (…) Les forces à l'œuvre dans la répartition et la ségrégation des populations urbaines font que chaque quartier peut revêtir la forme d'une « région morale » » (Park et Burgess, 1925). A celle-ci sont attachées des représentations collectives et des formes de sentiment d'appartenance. L'importance de la présence des « espaces intermédiaires » dans les quartiers universitaires est soulignée par le fait que la présence dans ces territoires de la ville est pensée comme renvoyant symboliquement vers un attachement à une territorialité synonyme de connaissances, de jeunesse, de dynamisme, et de

sortie des espaces de travail pur. Ils sont surtout autant de moyens d'incursion dans la « ville globale », constituant alors de micro-centralités.

> « Voilà moi je viens du Hebei[108]. C'est pas loin de Pékin franchement, mais c'est un autre monde. Après t'arrive ici et c'est une ville immense. Même les gens que je connaissais avant, par exemple ceux qui avaient fait la fac avec moi ou qui venaient de la même petite ville que moi et se retrouvent à travailler à Pékin, bah j'ai pas forcément la possibilité de les voir beaucoup car on est tous à des dizaines de kilomètres les uns des autres. Moi je trouve que j'ai eu de la chance car je n'habite pas loin d'ici, donc non loin de ce quartier des universités. Donc en fait c'est un peu quelque chose à quoi se raccrocher, ça, cette ambiance de quartier universitaire. C'est ça je crois qui m'a attiré en premier et qui a fait que j'ai découvert l'espace de jeunes. A la fois il y a donc le quartier, et puis ce qui se fait dans l'espace, j'aime bien, ça me fait me sentir vivante ou au moins intéressante, ce qui n'est pas le cas dans mon boulot où je suis un robot. »
>
> (Extrait d'entretien avec Zhang Jiupai, Femme, 31 ans, femme, fonctionnaire, originaire du Hebei)

Entre mobilité, flexibilité, et ancrage symbolique, les « espaces intermédiaires » sont donc partie prenante et indissociables de l'expérience urbaine des individus s'y rendant, les faisant vivre, les construisant. Ils témoignent « d'arts de la citadinité subalterne » qui sont autant de façons de « faire avec la ville » que de la faire (Fouquet, 2013).

Les jeunes diplômés migrants, généralement originaires de petites villes ou de zones rurales, font souvent face à des situations construites autour d'injonctions contradictoires dans les grandes métropoles chinoises au sein desquelles ils réalisent leurs premières expériences professionnelles. Ils se retrouvent à devoir faire face à la difficile combinaison de tenir des positions de flexibilité et de productivité tout en se réalisant personnellement. Nombreux sont ceux dans ce cas dans les « espaces intermédiaires ». Ces espaces constituent alors des possibilités de résister face à ces injonctions contradictoires par l'incursion dans des micro-lieux culturels qui rencontrent des aspirations préalables, notamment culturelles. Ces aspirations sont construites en creux vis-à-vis des conditions de vie dans les espaces géographiques dont ils sont originaires. Elles sont également autant de justifications quant au maintien de leur position dans des « villes globales » au sein desquelles leur temps est

[108] Province qui entoure la municipalité de Pékin.

généralement compté. Les « espaces de jeunes », accolés aux quartiers universitaires qui les accueillent, relèvent alors de régions morales marquées par des dimensions culturelles et cosmopolites. Les individus en jeu s'en saisissent avant, sinon un retour dans leur ville d'origine, un autre départ vers des villes qu'ils qualifient comme étant de second ou troisième rang.

1.2. Esthétique cosmopolite et espace symbolique différencié

Les aspirations culturelles et cosmopolites en jeu dans les discours des jeunes diplômés fréquentant les « espaces intermédiaires » se retrouvent dans un travail de production esthétique du lieu, dans des caractéristiques assignées à la décoration et au mobilier. Ce travail de production esthétique permet l'affirmation d'un positionnement social par l'expression de goûts qui sont de puissants marqueurs sociaux. Ces lieux sont à la fois des espaces sociaux, culturels et de connaissances où on peut « traîner ». Ils sont construits à partir de relations d'interconnaissance, mais aussi à partir de façons de définir l'espace, et de se mettre en scène par l'expression de normes esthétiques cosmopolites ou transnationales. L'emphase dans les « espaces de jeunes » est notamment placée sur les normes de culture, érigées de façon cardinale par la multiplication des livres et bibliothèques elles-mêmes surchargées de volumes ; ainsi que la mise en avant de ce qui correspondrait à une expérience cosmopolite, avec notamment des graffitis en différentes langues et de nombreuses photos de différents pays ornant les murs.

Le travail esthétique réalisé vient marquer une position sociale. Dans les « espaces de jeunes » de Pékin, Wuhan et Chongqing, des étagères imposantes et chargées de livres s'alignent le long des murs. A « l'espace de jeunes » de Pékin, les traditionnelles bibliothèques en bois aggloméré de bas coût sont même remplacées par de nouvelles en carton recyclé. A Chongqing, l'entrée du lieu est repérable de loin grâce à plusieurs guirlandes colorées de drapeaux de bouddhisme tibétain. Ce sont les mêmes guirlandes qui ornent dorénavant nombre de devantures de bars, librairies, centres de yoga, etc., dans les villes de différents pays du monde. Aux murs sont scotchées des photos de voyage, paysages immaculés ou villes internationales, mettant là-encore l'accent sur un sentiment cosmopolite. Parmi les livres, les dictionnaires bilingues vers différentes langues, anglais, japonais, français, allemand, sont également bien présents sur les étagères chargées.

Image 9 : Photo prise à « l'espace de jeunes » de Pékin. Le mur du fond est entièrement recouvert d'étagères chargées de livres qu'on peut lire sur place ou emprunter. Peu le sont.

Image 10 : Photo du premier appartement qui a vu naître le premier « espace de jeunes » de Pékin (il a été ouvert de mars à août 2012). Au mur, un graffiti en anglais avec le nom de l'espace.

Image 11 : Photo prise à « l'espace de jeunes » de Pékin, dans le deuxième appartement occupé par l'espace en question. Au mur, différentes peintures ont été réalisées. On peut y voir un éléphant rose et une peinture murale où le nom de l'espace est indiqué, ainsi que les mots « espace de jeunes » en chinois et en anglais

Image 12 : Entrée d'un des espaces de jeunes de Chongqing et ses drapeaux du bouddhisme tibétain

A Wuhan, l'appartement ne porte pas autant de marqueurs symboliques. Les murs de la pièce commune sont toutefois eux aussi lourdement chargés des centaines de livres qui s'y accrochent. Tous ces éléments sont autant de marqueurs symboliques pour réitérer le positionnement social des espaces. Ils permettent ainsi de répondre, d'une certaine façon, aux

aspirations culturelles de proximité, et dans le même temps, à assumer un positionnement clairement contrasté par rapport aux villes moyennes ou villages d'origine.

A Chongqing, il y a deux « espaces de jeunes ». L'un se trouve dans le voisinage d'une université en périphérie de la ville, près de l'université des beaux-arts. L'autre est dans une position plus centrale, sur le campus même d'une autre université. Le premier est dans des locaux relativement récents. En prenant possession des lieux, les fondateurs de l'espace ont pu rénover en grande partie les locaux. Par ailleurs, dans cet « espace de jeunes » là, point d'espace privé. Ce qui pourrait correspondre à « l'entreprise de façade » n'est ici pas un ersatz d'auberge de jeunesse, mais un grand café auquel sont adossées des pratiques diverses comme le prêt de DVD (pour la plupart des films indépendants, des documentaires, des fictions. Les origines nationales de ces films sont nombreuses.), la vente de cartes postales (la plupart étant des photos prises par certains habitués de l'espace ou membres fondateurs lors de voyages ou projets à vocation humanitaire), ou des activités plus ou moins culturelles permises par la superficie importante du lieu (projections de films, conférences, etc.). Dans la décoration, peu est laissé au hasard dans un espace qui répond aux codes cités précédemment. En revanche, le second « espace de jeunes » de Chongqing est situé dans un immeuble d'habitation plus ancien, datant du début des années 1980 (1981). C'est donc surtout le béton brut qui prime, aussi bien pour les espaces communs comme les montées d'escaliers, que pour les sols et murs des appartements. Ces immeubles d'habitation, situés dans l'enceinte d'un campus, sont dédiés à des logements pour les enseignants de l'université. Cependant, la plupart des enseignants, sinon tous, ont fait le choix de loger en dehors du campus et sous-louent pour des sommes relativement modiques ces logements[109]. Ainsi, un des appartements occupés par l'espace de jeunes de Chongqing, disposant de trois chambres, est sous-loué à un professeur pour environ 1000 yuans par mois (soit environ 120 euros). L' « espace de jeunes » est situé sur deux étages d'un immeuble et comporte également un appartement dans un immeuble voisin. Un petit café se trouve au rez-de-chaussée. Les murs ici sont couverts de livres, et on sent qu'une attention particulière a été donnée à la décoration afin de conférer au lieu des dimensions relevant du confortable et du douillet. Au rez-de-chaussée mais sans façade sur l'extérieur, quand on rentre dans l'immeuble, au fond à gauche, il y a également deux pièces qui servent de bureau. Elles n'ont pas fait l'objet de rénovation ou de décoration particulière et gardent donc le couple

[109] Ces sous-locations correspondent à une pratique courante. Pour preuve, parmi les entretiens réalisés au cours de cette recherche, trois ont été faits avec des individus indiquant avoir déjà vécu dans un appartement sur un sous-loué à un enseignant sur un campus universitaire. Deux d'entre eux étaient dans ces situations de logement au moment de l'entretien.

traditionnel béton brut et lumière blanche. La deuxième partie de l'espace est celle consacrée au logement. Deux appartements sont dédiés à cela. L'un est au premier étage. Il faut passer par l'extérieur et monter un escalier en béton dans l'immeuble afin de se rendre dans un autre appartement. Ici, c'est la partie « auberge de jeunesse ». Le logement est brut, les murs ont été recouverts il y a des années de ça d'une peinture vert clair. Maintenant ils sont gris. Tout est rudimentaire, la lumière clinique là aussi. Tout ce qui est sanitaire et cuisine n'a pas bougé depuis la construction de l'immeuble, en 1981. Un autre appartement sert aussi de logement, dans l'immeuble d'à côté. Il est plus petit, mais a été rénové après de longues tergiversations. Les discussions quant à l'à propos de tels travaux sont liées aux rumeurs qui courent depuis quelques années, et selon lesquelles ces immeubles sont promis à une destruction prochaine. Pour l'instant, cela reste à l'état de rumeur.

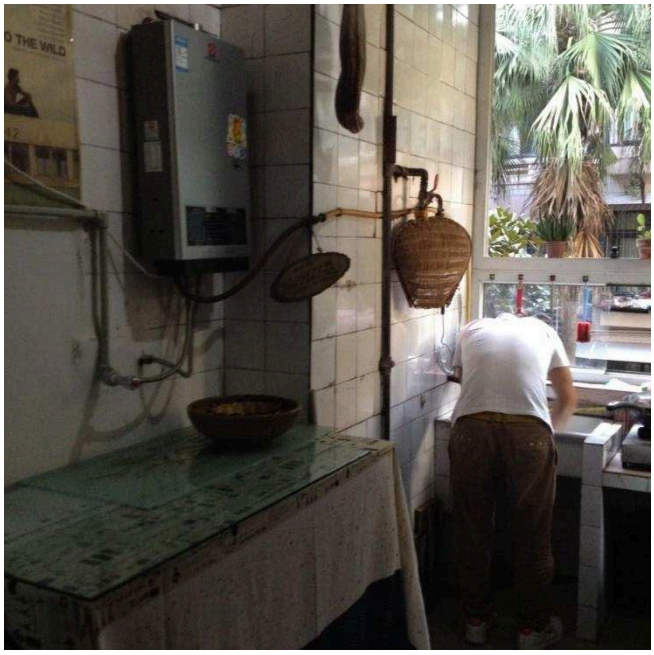


Image 13: Chongqing. Cuisine de « l'espace de jeunes » qui n'a pas été rénové, tranchant avec l'esthétique « internationale » (dans le sens où on pourrait la retrouver dans n'importe quel café de « ville globale ») que l'on retrouve dans l'autre « espace de jeunes » de Chongqing.

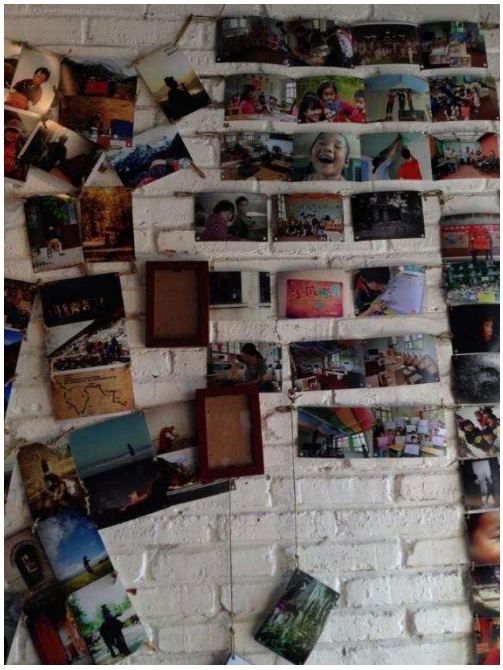


Image 14: Mur d'un « espace de jeunes » de Chongqing. On y retrouve un patchwork de photos. Certaines ont été prises en voyage, d'autres lors de projets à vocation « humanitaire » (公益 gongyi[110])

Image 15 : Intérieur d'un « espace de jeunes » de Chongqing, ses livres et photos des quatre coins de la planète.

[110] 公益 gongyi : mot polysémique, parfois traduit en « humanitaire », « intérêt public » ou encore « charité », « qui désigne les intérêts partagés mais également l'intérêt général ou le bien commun (…), signalant volontiers des projets qui ne relèvent pas directement de la sphère officielle et publique.» (Thireau, 2013) Nous renvoyons pour plus de détails quant à l'utilisation et au glissement d'acception du terme vers les pages 185 et 186 du chapitre d'Isabelle Thireau « Agir ensemble à Dongcun, ou le surgissement caché du politique », in Thireau, I. (Éd.) (2013) *De proche en proche: ethnographie des formes d'asso*ciation en Chine contemporaine. Bern: Peter Lang.

Image 16 : Photo prise dans un des « espaces de jeunes » de Chongqing (celui qui est à côté de l'université des beaux-arts et a été rénové et décoré avant ouverture). Au mur, une peinture avec un poing levé orné d'un « wall street » barré et du texte « stand or die ».

Les dimensions soulignées dans le travail esthétique engagé ne recouvrent pas forcément les pratiques qu'elles sont censées mettre en valeur. Ainsi, les livres qu'on ne peut manquer tant ils sont nombreux et habillent des murs entiers des différents « espaces de jeunes » peuvent être empruntés gratuitement pour un temps donné. Certains sont difficiles à trouver en Chine continentale car ils ne sont pas autorisés à la publication dans ce pays. Ils ont donc été achetés par différentes personnes, souvent à Hong Kong ou Taiwan. Parfois ils ont pu être achetés directement sur le continent par des manières détournées, sous le manteau. Cependant, rares sont ceux qui viennent et empruntent un livre parmi les milliers disponibles. Cela n'empêche pas ceux qui viennent passer des après-midis ici de parfois s'asseoir et feuilleter un de ces ouvrages. Néanmoins, quelle que soit la volonté prisée par les initiateurs de l'espace, celle consistant notamment à faire le parallèle entre ces espaces et de petites bibliothèques, les

pratiques des individus rendent rarement compte de cela. Dans le même temps, on retrouve pourtant dans les discours des individus fréquentant ces espaces la promotion d'un tel environnement.

> « Moi j'aime bien t'arrive, et il y a cette bonne ambiance. Il y a les livres, il y a de jolies photos et le monde autour. Je trouve que ça change des appartements que j'ai pu voir avant, c'est plus…moderne je sais pas. Je vois tous ces ouvrages et je trouve ça très agréable, ça donne envie d'en prendre un au hasard sur l'étagère et de s'assoir à côté pour le lire.
>
> Et ça t'arrive d'en lire ou d'en emprunter ?
>
> Non. En fait je ne l'ai jamais fait. Je ne lis pas beaucoup, ou alors c'est plutôt sur mon téléphone. »
>
> (Extrait d'entretien avec Li Xia, Femme, 22 ans, graphiste, originaire du Shandong)

La peinture que l'on retrouve sur un mur d'un « espace de jeunes » de Chongqing et sur laquelle est inscrit « Stand or die » accompagné d'un « wall street » barré fait écho à des pratiques de luttes contre le capitalisme et contre la financiarisation de l'économie. Bien que nombre de jeunes diplômés indiquent au sein de ces espaces ou lors des entretiens des difficultés plurielles auxquelles ils doivent faire face, notamment dans l'emploi, le long de caractéristiques imputables au capitalisme (longues heures de travail, flexibilité accrue dans l'emploi, etc.), la critique du capitalisme ou de sa financiarisation n'est pas au programme. Elles ne font pas non plus partie des thématiques mises à l'agenda de ces espaces. Par ailleurs, cette iconographie est présente dans un des « espaces de jeunes » dont l'entreprise de façade est la plus clairement tournée vers une logique commerciale, opérant par la vente de boissons et de cartes postales à des prix sensiblement similaires à ceux retrouvés dans d'autres cafés ou boutiques.

Le travail de production esthétique permet donc une valorisation symbolique de ces espaces par l'assignation de marqueurs culturels et cosmopolites, et par là-même constitue également une façon de délimiter un espace. Cependant, cette délimitation n'est pas nette en ce qu'elle engage des rapports et pratiques différenciés à ces espaces. L'inscription dans un tel positionnement social ne renvoie pas aux mêmes pratiques chez les différents acteurs. Le travail de production esthétique met au jour un espace symbolique différencié en fonction de pratiques de l'espace situées socialement. Ces dispositifs, jouant sur des rapports de force inégaux, produisent des effets qui ne sont pas identiques. On retrouve notamment ces différenciations

quant à l'accès aux espaces, mais également dans le rapport à ce qui se dégage du travail de production esthétique de ces espaces.

« J'ai vingt-sept ans. Je suis de Chongqing. J'ai toujours habité ici parce que mes parents sont professeurs à l'université donc ils ont un logement ici. Vingt-sept ans que je suis dans ce putain de pays. J'ai fait des études scientifiques, dans la construction. J'ai une licence. C'est moi qui avais choisi ma spécialité mais je me suis rendu compte qu'en fin de compte cela ne me plaisait pas du tout. Donc ça fait cinq ans que je travaille mais je n'ai qu'une envie, changer de direction. C'est juste chiant à mourir, et puis aucune liberté. Donc c'est cool qu'ils aient ouvert cet endroit-là, juste à côté de chez moi. J'y passe souvent, c'est une ouverture, ça permet de discuter avec des gens qui ont des aspirations similaires, qui pensent aussi le changement de direction. Ça me fait plaisir de discuter avec les gens qui trainent ici. Et puis c'est sympa les livres, les photos, j'ai un peu l'impression d'être à la maison. »

(Extrait d'entretien avec Beibei, Femme, 27 ans, maître d'œuvre, originaire de Chongqing)

« Le lieu est agréable, moi j'aime bien venir. Pas seulement pour le contenu on va dire, même si c'est ce qui m'a amené là. Oui les premières fois où je suis venue c'était parce qu'il y avait des discussions qui m'intéressaient. Une fois au programme c'était un truc sur la démocratie à Hong Kong. Une autre fois un documentaire sur des systèmes d'échanges locaux à Taiwan, ce genre de chose. Mais je trouve qu'il y a un petit côté intimidant dans le lieu. Pas tant les gens. La première fois j'étais pas loin, j'ai marché jusqu'en bas de l'immeuble et puis je n'ai pas osé monter, je ne savais pas trop comment ça allait se passer après la porte. Et puis maintenant je viens régulièrement, je trouve ça très sympa ici, mais il y a aussi un truc c'est que t'es là, c'est chouette, il y a du monde, ça parle, tu montes sur la terrasse, il y a un côté vraiment un peu « comme chez soi, comme à la maison » …. Mais je sais que ça ne sera jamais comme ça chez moi. Je n'aurai pas une grande terrasse. Je n'aurai pas plein de livres sur des étagères. C'est plus ça je crois que je trouve intimidant. Surtout maintenant ils ont changé d'appartement. Avant il était plus petit, plus à taille humaine. Là il est plus grand et plus « propre », plus moderne et à la fois ça renvoie à des rêves que je pouvais avoir plus petite et tout, à la fois je me dis que c'est pas pour moi ce genre d'appartement. Donc autant en amont,

avant de venir, je pouvais être plus intimidée par les gens, et en fait je me suis rendue compte que la plupart c'est vraiment des gens ordinaires, des travailleurs lambda. Autant maintenant le décalage je le vois plutôt avec le lieu, ce que ça renvoie.»

(Extrait d'entretien avec Jiao Weizhe, Femme, 25 ans, Informaticienne, originaire du Zhejiang)

Dans les deux extraits qui précèdent, le malaise de l'une fait face à l'habitude de l'autre à naviguer dans de tels lieux. Ce n'est pas tant la distance sociale qui est à l'origine du malaise signifié, mais la distance ressentie avec les locaux mêmes et ce dont ils ont été habillés. Pour Weizhe qui est originaire d'un petit village dans le Zhejiang, d'un père ouvrier et d'une mère couturière, le grand appartement, la grande terrasse, l'aménagement « cosmopolite » dans le sens où il reprend les codes de décoration des appartements que l'on pourrait trouver chez nombre de classes moyennes internationales fait presque écho à un catalogue d'une grande chaîne de magasins de meubles. Ce sont autant d'éléments qui représentent une distance avec ce qu'elle peut imaginer pour son logement personnel. Elle éprouve donc tant un sentiment de décalage, qu'un malaise lié au lieu dans ses caractéristiques bourgeoises et dans le sentiment de ne pouvoir habiter, au sens figuré, aucun de ces éléments (Jounin, 2014). Au contraire, les individus en présence ne sont pas révélateurs de cette distance car elle reconnaît chez bon nombre d'entre eux « des gens ordinaires, des travailleurs lambda » dans lesquels elle peut se reconnaître. Beibei quant à elle se sent « comme à la maison », aidée par une familiarité des lieux du fait de parents enseignants à l'université. Elle a en effet grandi dans ce type de logement, et surtout dans ce type d'environnement. Ce lieu est donc un univers familier, et l'assurance dont elle dispose, liée notamment à son statut social, lui a permis d'y accéder sans arrière-pensée et de s'y retrouver très facilement à l'aise.

De fait, si la production de cet espace physique et symbolique est indéniablement liée à des aspirations préalables d'inscription dans une urbanité particulière, culturelle et cosmopolite, le travail de production esthétique que l'on retrouve comme marqueur social de l'espace engendre des rapports différenciés vis-à-vis de ce dernier. Les jeunes qualifiés, généralement originaires de petites villes ou de zones rurales, rendent comptent de leur vie dans les « villes globales » chinoises en soulignant le temps compté qui est le leur en leur sein. Le travail esthétique à l'œuvre dans les « espaces de jeunes » renvoie alors souvent à des justifications de leur présence par un différentiel vis-à-vis des potentialités offertes dans les espaces géographiques dont ils sont issus. Cependant, ces mêmes codes peuvent également renvoyer à

la distance sociale entre ce qu'eux vont pouvoir mettre en œuvre dans leur logement personnel et ce qui est représenté, marqué, et souligné ici. Enfin, si les aspirations données à voir, notamment dans la possibilité de bénéficier des dimensions culturelles et cosmopolites de la ville globale, prennent corps au sein de l'espace, notons que ce dernier fonctionne également en situation par l'intermédiaire de normes et conventions tacites.

2. « Sens du juste », ordre normatif démocratique et conventions situées

Partant du constat qu'au sein de ces espaces se trouvent des questionnements notamment d'ordre politique, dans le sens où ils interrogent la fabrique des problèmes publics, et que dans le contexte contraint qui est celui de la Chine il y a une intensification des processus de renégociation des normes et des conventions, nous essayerons de voir comment et à partir de quoi ces tensions se forgent. Nous prenons en compte pour cela les interactions entre les acteurs dans la construction partagée de ces règles et amenant alors la construction d'un ordre social comme ordre négocié, où les négociations se font en contexte, sont temporellement limitées, multiples, se superposent et se succèdent (Strauss Anselm, 1992). Dans la formation de l'espace social en jeu, on retrouve la production de nouvelles normes à la marge, où l'enjeu principal n'est pas tant une telle édification que la plasticité importante de l'édifice normatif liée à un rapport au politique complexe. Dans un cadre de promotion de ce qui est pensé comme « juste » ou « légitime », les jeunes diplômés se retrouvent au cœur d'interactions qui sont autant de mises en évidence de conflits conjoncturels ou structurels quant à ces ordres normatifs, mettant alors en lumière la production de conventions labiles. Ces conventions sont construites à partir de la mobilisation d'une pluralité de normes comme différents moyens de légitimation de la parole, dans le cadre d'un « droit ordinaire » c'est-à-dire dans un cadre des interactions qui est localement pensé mais qui peut être implicite et qui apparaît comme l'un des éléments essentiels dont les acteurs tiennent compte (Pharo, 1985 : 48).

2.1. Ordre négocié et sens du « juste »

Les « espaces de jeunes » placent leur fonctionnement sous un ordre normatif qui relève d'une recherche du sens du « juste » et du « légitime » (Thireau, 2001). Cet ordre se décline autour de deux axes. Le premier est formé sur des aspirations à un fonctionnement « démocratique » des lieux. Le second, informé notamment par le premier, porte sur la mise en exergue d'ordres normatifs injustes ou illégitimes dans les sphères professionnelles. Les aspirations à un tel cadre du « juste » sont construites à partir d'expériences vécues de la dissymétrie civile, autant en tant qu'acteur politique qu'en tant qu'acteur social, notamment comme travailleur. Elles font montre de la recherche non pas tant de droits qui auraient été bafoués que de la production de conventions, parfois cristallisées en normes, pour « faire face »

à cet état de dissymétrie civile ; passant alors par la recherche « d'autres communautés d'intercompréhension pour justifier, pour comprendre le sens d'un affrontement contre un certain état civil » (Pharo, 1985 : 235-236).

2.1.1. *Promotion d'un cadre normatif «* démocratique »

Le cadre général d'interaction au sein des « espaces de jeunes » est donné à voir comme autant de tentatives de s'affranchir de normes pensées comme majoritaires. Parmi celles-ci on compte notamment les normes issues de la contrainte politique, organisées autour de son fort pouvoir coercitif de censure, tel que présent dans l'espace du politique en Chine. Pour prendre leurs distances vis-à-vis de ces normes majoritaires, les fondateurs du lieu instillent un fonctionnement qu'ils veulent établi sur la mise en place de normes dites « démocratiques ». Celles-ci se donnent à voir par la façon dont les échanges sont censés s'effectuer sans censure préalable, ni hypothétique autocensure, en mettant l'emphase sur le fait que tout sujet, quel qu'il soit, puisse être abordé. La déclinaison de ces normes dites « démocratiques » s'applique également à la façon dont s'opèrent les interactions pour la partie plus privée du lieu. Il y a en effet une volonté de rendre ces interactions plus horizontales, par des principes de décision collective et de mandats tournants. Les interactions en jeu dans les « espaces de jeunes » se forment alors à l'intersection d'un niveau macro social dans lequel des normes majoritaires se forgent autour de la censure politique, et d'un niveau micro social au sein duquel ce qui est érigé de façon cardinale est au contraire une mise à distance totale de la censure. Ces interactions mettent au jour l'émergence de tâtonnements critiques, toujours dans un mouvement de va-et-vient en fonction de la temporalité politique. Elles se placent dans des tentatives de fonctionnement démocratique ou tout au moins d'appel à ce type de fonctionnement.

Extrait du carnet de terrain – 13 avril 2013 :

> Une fois n'est pas coutume, aujourd'hui, la personne qui intervient est un peu plus âgée que l'auditoire, et surtout, vient en qualité d'enseignant du supérieur. Le professeur en question enseigne dans une université pékinoise et vient faire un retour sur l'ère Hu- Wen, c'est-à-dire sur la période qui a vu au pouvoir le binôme Hu Jintao et son premier ministre Wen Jiabao. Ils viennent d'être remplacés par Xi Jinping et Li Keqiang. La salle est pleine, environ une soixantaine de personnes sont présentes. Le professeur indique qu'il dit des choses qu'il ne dit pas en cours. En même temps, il prend

aussi parfois des précautions dans ses propos, créant ainsi un mouvement de balance, d'équilibre, d'intermédiation. Par exemple, il peut attaquer frontalement le parti qui est « corrompu à un point inimaginable », puis à voix basse « je ne vais pas trop en parler ». Au fur et à mesure qu'avance sa présentation, il se fait de plus en plus critique. Ainsi, s'il suit son powerpoint au début, par la suite il commence à faire de plus en plus de parenthèses, de critiques qui portent notamment sur le parti. Il conseille aussi à l'audience de se renseigner à partir de sources étrangères. Il laisse à dessein certaines phrases en suspens que d'aucuns dans le public se chargent de finir. Ainsi, j'entends parfois des phrases du type « on arrivera à la démocratie ou à un certain niveau de liberté quand les dirigeants… » qui sont terminées à côté de moi par un « démissionneront » …

Dans les « espaces de jeunes » investigués, il y a apposition explicite d'un cadre normatif pensé comme « démocratique ». Ceci engage un travail de production des normes dont le rôle est surtout prédictif. Il sert de cadre à un échange en situation qui est donc modulé en fonction de ces situations, des acteurs en présence, de leur socialisation préalable et de leurs interactions.

Extrait carnet de terrain – 10 avril 2013 :

Espace de jeunes de Pékin. Je vais dans la seconde pièce, celle qui doit, dans les autres appartements similaires à celui-ci, servir de petite chambre. Ici elle sert notamment souvent lors des échanges en petits groupes. Trois personnes sont présentes. Parmi elles, il y en a deux que j'ai déjà régulièrement vues dont un étudiant qui fait souvent les présentations des intervenants. A ses côtés, il y a une jeune fille. Elle a commencé l'université puis l'a arrêté. Depuis elle habite ici, à l' « espace de jeunes », et y est bénévole. La troisième personne présente dans la pièce est un réalisateur de documentaire qui va venir présenter un de ses films. Ce film porte sur « les vétérans de la guerre de résistance contre l'invasion japonaise » (2ème guerre mondiale). C'est elle, la jeune fille, qui l'a contacté et a fait des recherches sur ses documentaires, les a regardés, etc. Discussion avec le documentariste. Il s'agit de discuter pratique, de comment cela va se passer à la fin du mois quand il viendra présenter son documentaire. Lui demande ce qu'il peut dire, ne pas dire. On lui répond que la règle ici est que l'on peut dire ce que l'on veut, qu'il ne faut pas se censurer. Il explique que ses sujets sont

plutôt sensibles (敏感 mingan) car ces vétérans étaient des soldats du Guomindang[111]. Ils ne sont donc pas reconnus par les autorités communistes depuis la fin de la guerre et n'ont donc par exemple disposé d'aucune pension qui aurait pu être versée par les autorités publiques. Le réalisateur souligne alors qu'au vu de cette sensibilité, il préfère être précautionneux afin de ne pas apporter de difficultés aux personnes qui sont à l'origine du lieu, à cet espace, qu'on ne sait jamais. Quand bien même lui répond-on, c'est un lieu où justement le but est aussi de pouvoir dire ce qui n'est pas dit ailleurs. « De toute façon, ici on peut tout dire » ajoutent-ils.

Ces oscillations entre cadre normatif démocratique souhaité et contraintes situationnelles, avec un possible retournement de normes en vigueur, apparaissent de façon assez nette quant aux sujets qui touchent de près ou de loin au politique. Il peut s'agir dans ces cas-là de faire appel à des engagements démocratiques ou tout au moins essayer de fonctionner ainsi, notamment en se posant en opposition vis-à-vis des normes en vigueur relatives au politique (parti unique, pas de droit de vote, peu de discussions transparentes et libres). Dans le même temps, la sédimentation sur le temps long, chez certains acteurs, de leur rapport au politique engage plutôt des ajustements aux normes « majoritaires », de censure par exemple. Ainsi, à la fin de la discussion, le réalisateur semble sceptique, s'interrogeant notamment sur les probabilités qu'un tel lieu ne soit pas infiltré par des officiels ou par d'autres personnes susceptibles de faire remonter des informations ou propos. Lors de la présentation du documentaire devant l'audience le 26 avril 2013, il se fait donc moins véhément dans ses propos que lors de la réunion en petit comité. Il ne connaît pas les personnes composant l'auditoire. Peu à peu cependant, s'observe un ajustement au public dans son discours avec une parole se rapprochant plus des propos tenus lors de la réunion de préparation. Les conventions telles qu'elles se construisent dans ces espaces sont, logiquement, non pas l'imposition d'un idéal de règle (par exemple dans ce cas, tel que cela a été verbalisé par les deux bénévoles « on peut tout dire ici »). Les interactions des acteurs entrainent une construction conjointe des conventions sur lesquelles se font ces fonctionnements. En cela, malgré l'injonction et l'appel à une organisation qui fonctionne selon un cadre normatif dit démocratique, l'ordre normatif ici

[111] Parti nationaliste, souvent orthographié Kuomintang. Fondé en 1912, il a été en compétition avec le parti communiste chinois à partir de l'édification de ce dernier, sauf parenthèse pendant la seconde guerre mondiale durant laquelle des alliances ont été menées contre l'invasion japonaise. À la suite de la victoire du parti communiste chinois en 1949, ce parti et ses membres se sont repliés à Taiwan.

présent est bien négocié autour d'ajustements en contexte, temporellement limités, multiples, qui se superposent et se succèdent (Strauss Anselm, 1992).

Par ailleurs, la présentation des précédentes situations montre bien que sous couvert de la verbalisation forte « qu'ici on peut tout dire » se cache un travail plus ou moins important de négociation, effectué en amont. Ces échanges préalables portent non pas sur ce qui peut être dit ou non, mais sur comment ceci peut être énoncé. Le travail de production de ces normes s'adosse donc à un autre travail de mise en scène de ces dernières.

La question n'est donc pas tant de penser comment les acteurs interprètent, jouent et négocient ces normes, mais quels sont les processus qu'ils mettent en œuvre et par lesquels ils passent pour faire ceci. En d'autres termes, dans le cas du réalisateur ici donné à voir, l'idée n'est pas d'analyser ce qu'il pense dans ce cas-là, mais à quoi cela renvoie pour lui et donc à quel ensemble de références fait-il appel pour construire son discours en situation. Arrivé depuis quelques années à Pékin et inséré dans des réseaux professionnels de l'audiovisuel, il est donc habitué aux cadres de socialisations de ces derniers. Il explique à ce propos devoir faire avec les dispositifs de censure, qu'ils soient préalables ou a posteriori, c'est-à-dire une fois le film monté, quand bien même ce dernier a déjà passé la censure antérieure à la production. De fait, la socialisation dans ce monde professionnel, doublée d'une socialisation qui passe quoi qu'il en soit par le truchement de régimes de méfiance quand les situations, discours ou pratiques ont trait à une hypothétique sensibilité politique, l'ont habitué à faire œuvre de tactiques de dissimulation, d'omission, de maquillage quant à ces sujets. Dans la situation précédente, durant laquelle il y a un public, le réalisateur commence une intervention marquée par une socialisation préalable faite autour de dispositifs de méfiance, ainsi qu'indiqué en petit comité lors de sa première venue à « l'espace de jeunes ». Le ton évolue cependant dans un discours qui prend de plus en plus de dimensions critiques, par un dévoilement des contraintes rencontrées, de la façon dont celles-ci rentrent dans un régime de l'injustice, de ces pensions qui ne sont pas les mêmes pour des soldats ayant combattu en même temps et pour des durées similaires. Par la suite, à la fin de la présentation, le réalisateur indique aux interlocuteurs déjà rencontrés auparavant qu'il a eu « le sentiment, peut-être faux, qu'il n'y avait pas d'oreille indiscrète, que je pouvais donc parler librement ». Les socialisations préalables des acteurs ne peuvent donc être oblitérées dans les interactions en jeu. Cependant, la promotion, dans les espaces investigués, d'un cadre normatif organisé autour de façons de faire fi de contraintes politiques incorporées engage un travail permanent de redéfinition des façons de faire, et partant, des normes d'expression des acteurs et d'ajustement des uns aux autres.

2.1.2. « Sens du juste *» et homologie d'ordre normatif*

Par ailleurs, l'ordre normatif plus ou moins explicitement pensé quant à l'expression politique, et mis en exergue comme « démocratique », donne à voir des façons de faire verbalisées comme relevant du « juste » ou du « légitime ». Il serait ainsi plus « légitime » de pouvoir exprimer des critiques à l'encontre du système politique en cours ; il serait plus « juste » de pouvoir prétendre à une démocratie, etc. Ces appels au juste et au légitime sont présents de façon longitudinale par l'utilisation dans une majorité d'entretiens et dans nombre d'échanges en situation d'expressions ayant pour but de souligner des situations d'injustice individuelles ou collectives, autant d'un point de vue d'acteur politique que professionnel. Le couple juste/injuste (公平 gongping / 不公平 bu gongping) est ainsi légion dans ces discours[112].

L'incursion d'aspirations de relations horizontales dans l'emploi, de formes de coopération et d'association semble aller de pair dans les discours des acteurs avec la promotion d'un ordre normatif « démocratique » dans l'espace. Ces aspirations se placent dans la signification de nouvelles formes d'accord, par la promotion du sens du juste et du légitime. En pointant les dérives de relations professionnelles fondées sur de fortes hiérarchies, avalisées par les formes prises par le capitalisme, en soumettant au contraire la possibilité à des principes d'association et de coopération d'advenir, les jeunes diplômés font appel à ces sens du juste, de l'équitable et du légitime dans la sphère professionnelle. Ce sont des tentatives de mettre en adéquation ces aspirations sous des formes homologiques à l'agir démocratique à l'œuvre dans les « espaces de jeunes ». Dans les deux cas, ce qui est remis en question de façon idéelle ce sont les dimensions d'injuste qui apparaissent dans les formes prises par le politique, et dans les pratiques professionnelles.

Par la mise en exergue de la question du juste, de l'injuste, du légitime et de l'illégitime, par le champ sémantique alors utilisé pour faire valoir ces dimensions, les protagonistes participent de la mise en ordre d'un sens civil qui passe par l'édiction de normes et conventions en creux, c'est-à-dire par la mise à distance de ce qu'ils considèrent comme normes majoritaires sur le plan politique autant que professionnel.

---

[112] On retrouve ici un procédé largement utilisé par des ouvriers visant à dénoncer des irrégularités dans leurs conditions de travail en envoyant des lettres au bureau du travail de la municipalité de Shenzhen (Thireau, 2001).

« Franchement je ne suis pas faite pour travailler dans un bureau. Ça peut sembler facile et puéril de dire ça. Mais je me rappelle quand j'étais en deuxième année d'université j'ai dû faire un stage. C'était l'horreur il fallait être présent de 9h à 18h, même si parfois pendant de longues heures tu n'as rien à faire, il faut être présent. Toi tu sais que pendant ces heures assis à ne rien faire face à un ordinateur tu aurais pu faire plein d'autres choses… t'as l'impression que la vie te passe à côté. Qu'il n'y a pas de sens à ta vie, que tu es dans un cadre injuste. Si je n'avais pas d'autre choix bien sûr que je travaillerais ainsi, il faut bien manger. Mais en l'occurrence pour l'instant, en travaillant plus ou moins ici, j'ai trouvé le moyen de ne pas subir ma vie. Occuper l'emploi que j'ai actuellement me permet d'une part de faire aussi ce que j'aime quand il n'y a pas de gens qui viennent, comme dessiner par exemple, et d'autre part c'est aussi un moyen de rencontrer plein de monde et donc d'avoir des discussions plus riches, avec plusieurs points de vue. Tout ça me semble plus juste, il y a plus de sens. Quand je travaille, je travaille, je ne suis pas à faire semblant ou à obéir à des ordres qui ne me semblent pas légitimes[113]. »

(Extrait d'entretien avec Mi Tang, Femme, 25 ans, serveuse)

« Moi je n'en pouvais plus, j'ai quitté mon emploi parce que c'était trop, c'était pas juste (不公平 bu gongping). Tu signes un contrat, et puis après on pense que t'as signé ta vie. Alors on te fait travailler, travailler. J'étais analyste financière. J'arrivais le matin, je travaillais toute la journée jusqu'à minuit parfois. Je rentrais, je me couchais, et ainsi de suite. Et t'as pas moyen face à un patron. Tu acceptes, tu acceptes, jusqu'au jour où l'injustice te semble trop forte, il y a trop de différences entre les heures prévues et les heures que tu fais. J'ai donc démissionné. Depuis, je prends un peu de temps pour réfléchir à d'autres types d'emploi avec un autre rapport de force. C'est pour ça que je viens ici : j'ai maintenant le temps pour le faire, certes ; et surtout je trouve d'autres gens avec qui discuter de ces injustices[114] au travail et comment les repenser. Je ne sais pas où ça va nous mener mais au moins on en parle. »

(Extrait d'entretien avec Yang Hui, Femme, 27 ans, au chômage)

---

[113] Nous soulignons pour les trois occurrences en italique dans cet extrait.
[114] Nous soulignons.

Dans les présentations des différents « espaces de jeunes », l'emphase est mise sur le lieu comme scène de l'échange. Dans les discours des fondateurs, ces thématiques sont soulignées par leur dimension sociale voire intellectuelle. Force est de constater cependant que ces ambitions se voient décalées. Face à la proposition d'un ordre normatif pensé comme « démocratique » qui a plus fonction de prédiction et de cadre que de régulation des interactions, ces dernières engagent plutôt, à partir d'expériences subjectives professionnelles et politiques, un ordre normatif négocié fondé sur la mise en exergue de régimes du juste et de l'injuste. Les références discursives récurrentes à la justice et aux droits peuvent également apparaître comme « moteurs de l'action » pour ces acteurs (Deboulet et Florin, 2014).

2.2. Construction de conventions, régime de confiance et de l'accord

Les espaces physiques nommés « espaces de jeunes » sont également sociaux et symboliques, avec des conventions qui sont à la base du cadre d'action des individus en jeu. La cristallisation des individus trouve son origine dans ces conventions (Cefaï, 2007). Le cadre normatif donne en situation des conventions qui travaillent entre le registre de normes qui est censé présider au fonctionnement du lieu, agir démocratique, compétences de « savoir décaler » par exemple, et un contexte implicite ne le permettant pas toujours. De ces croisements naissent des conventions, soit des formes par lesquelles les membres parviennent à s'accorder sur le sens des états de chose, des situations et des actions réciproques (Pharo, 1985 : 151). Il y a donc un ajustement permanent, des négociations vis-à-vis des normes politiques en vigueur, engendrant parfois une prise de distance quant au possible contrôle des autorités. Cette prise de distance est cependant temporaire en fonction des individus et des ajustements en jeu. L'espace considéré n'est donc pas en soi un espace protégé.

Les conventions sur lesquelles se font les interactions dans les « espaces de jeunes » sont produites à l'intersection de conflits de normes ou de négociations de normes. Elles fonctionnent notamment par l'intermédiaire d'économies morales pensées autour de régimes de confiance et donnent à voir comment s'organisent des régimes fondés sur des façons de « faire accord » et de « faire face ». C'est en trouvant des points d'accord que de nouvelles conventions peuvent apparaître, négociées, dans un contexte temporaire, et en fonction des interactions entre les individus présents. Ces conventions sont notamment construites autour de modes d'agir normatif qui se fondent sur de régimes de confiance et des positionnements quant à des principes civiques. Ces derniers font référence de façon plus ou moins manifeste à l'intérêt

général d'une cité d'appartenance (Pharo, 1985 : 167). Cela passe alors par des pratiques de délibérations et de prises de décisions communes.

La construction de la confiance produit un agir normatif particulier, notamment car elle est filtrée par un rapport à l'Etat. Les socialisations préalables, les ordres normatifs au sein desquelles ces dernières se font, les mondes sociaux traversés dans des temporalités antérieures et postérieures aux venues dans les « espaces de jeunes » sont autant d'éléments à prendre en compte quant à l'établissement de ces régimes de confiance et leur retournement en régime de méfiance. La construction d'économies morales, c'est-à-dire la production, la répartition, la circulation et l'utilisation des sentiments moraux, des émotions et des valeurs, des normes et des obligations dans l'espace social, est particulièrement saillante dans la production des conventions en cours dans les « espaces de jeunes ». Ces sens sont notamment construits à partir de principes d'économie morale forgés dans l'emploi, c'est-à-dire renvoyant à ce qui devrait être un bon fonctionnement, au sens moral, de l'économie (Thompson, 1971).

Ce qui « fait l'accord » quand ils sont dans ces « espaces de jeunes » sont des conventions qui se construisent par opposition à celles vues comme « dominantes ». Au-delà du fait de verbaliser ou non certains points se jouent aussi des constructions en amont de la façon dont se publicisent ces éléments. L'importance de l'interaction est là encore très forte, posant la question de l'accord, et s'inscrivant notamment dans un « paradigme de l'accord » au sein d'une grammaire des liens politiques et sociaux qui fournissent le cadre à toute interaction. En fonction des régimes de confiance engagés, un va et vient entre des « principes communs » et des « jugements de fait » est opéré (Boltanski et Thévenot, 1991).

Extrait carnet de terrain, 6 novembre 2013

> Retour à l'espace de jeunes. Le thème d'aujourd'hui dans cette activité qui s'appelle « donne-moi trois minutes » c'est « le background de ma vie ». (…) A la fin, tout le monde s'assoit par terre en cercle, et la discussion se fait plus informelle. Normalement il s'agit de décider du thème de la prochaine fois. Les débats sont vifs, politiques, mais c'est sensible, est-ce que cela va passer dans l'annonce sur internet se demande-t-on. « Quid des droits ? » « Oui mais les droits c'est un peu large. » Après une vingtaine de minutes, finalement l'accord se fait sur le nouveau thème : « sauter le

mur », c'est-à-dire contourner la censure. Pas de commentaires sur une possible sensibilité d'un tel sujet.

Une semaine après, lors de la discussion suivante, il est bien question des façons de faire avec la censure, de la contourner, de savoir la débusquer. Ceux qui étaient présents la semaine précédente parlent donc tacitement de cet état de fait, sans pour autant l'indiquer explicitement. Aucun terme autre que « sauter le mur », l'expression qui porte l'euphémisation du sens, n'y renvoie. Les individus qui ont décidé du sujet, qui en ont donc connaissance, agissent sous couvert quant aux propos qu'ils énoncent. Cependant, ils ne s'en ouvrent pas pour autant aux autres individus présents, venus eux aussi prendre part à la discussion, mais n'ayant pas le sous-texte pour éclairer cette thématique. A aucun moment de la discussion en tant que telle il n'y a partage de cette information de façon collective. Cela n'arrive qu'a posteriori, dans des interactions de face à face. Les pratiques et discours en jeu se retrouvent alors pris dans un système double, régi par cette frontière faite de conventions d'expressions autour d'un régime de la confiance pour ceux qui, ayant participé à l'élaboration de tel thème, sont jugés dignes de confiance, et les autres qui, sans être défiés, sont cependant pris dans un régime de méfiance supposée. Cela suppose les acteurs dotés de compétences leur permettant, à la fois, de déterminer la logique pertinente des situations, de s'y adapter et de les remettre en cause, sous-tendant un travail interprétatif indispensable. Cela a également comme corollaire le fait de penser ces conventions comme situées, et pensées dans des bornes temporelles.

Ensuite, comme nous l'avons évoqué précédemment, les individus en présence négocient les frontières de cet espace. Lors des discussions, dans des interactions de face à face, la voix parfois se baisse, le ton se fait plus confidentiel, que ce soit à propos d'une histoire personnelle qu'on ne veut pas divulguer de façon trop criante, ou à propos de quelque chose que l'on juge trop « sensible » politiquement. Des frontières sont donc ainsi créées au sein même de l'espace entre ce qui peut être dit à haute voix, ce qui peut être énoncé de façon plus confidentielle, et ce qui n'est pas dit. Ces frontières sont mouvantes, situées dans un contexte, un temps et en fonction des interactions en présence. Elles relèvent de pratiques particulières qui peuvent parfois être déplacées en dehors de l'espace et ainsi influencer d'autres pratiques.

Des accords tacites entre les personnes qui se rendent dans ces « espaces de jeunes » se laissent également voir. Ces accords peuvent d'ailleurs être différents de ceux qui se construisent dans le cadre du travail. Il peut en être ainsi pour les individus qui se retrouvent

dans les « espaces de jeunes » en dehors de leur temps de travail. Les questions d'accord dans cet espace ne sont pas forcément les mêmes que sur leur lieu de travail.

> « Moi je trouve qu'il y a des problèmes de coopération. On ne sait pas travailler en équipe en Chine, c'est un peu chacun pour soi. Alors même que quand j'étais à l'étranger je n'étais pas très bien intégré parce que je ne parlais pas très bien la langue du pays, et parce que je ne me sentais pas très bien. Ce n'est pas le fait d'être à l'étranger, déjà en Chine j'avais des problèmes psychologiques. Donc là-bas je me suis rendu compte que les gens savaient coopérer. En rentrant en Chine c'était encore plus criant pour moi. On travaille chacun de son côté, on a du mal à coopérer. A Pékin j'espère pouvoir trouver une équipe, des gens avec lesquels travailler et pouvoir monter un projet. C'est aussi pour cela que je vais à l'espace de jeunes, parce que c'est un lieu où il y a l'idée de collectif, où même si les gens passent et en repartent, il y a une équipe, il y a des gens prêts à monter des projets, à travailler en groupe. Tu vois il y a ces règles implicites du travail collectif, de penser à plusieurs. Je pense que c'est plus facile d'être une équipe pour plein de choses, pour faire face à différents problèmes… même pour affronter le gouvernement... Je voudrais faire une organisation underground hahaha ! Mais du coup tu vois c'est différent entre ce qui se passe dans mon travail et dans cet espace. Au travail c'est chacun pour soi, je ne tente même pas la coopération, on ne la veut pas. Ici je sais que je peux être plus tranquille et oser dire des choses parce qu'on sait que les gens sont là pour ça aussi, parler librement. Tu vois, même quand je dis underground, je le dis dans cet endroit, pas au boulot. »
>
> (Extrait d'entretien avec Zhang Ke, Homme, 22 ans, au chômage)

Par ailleurs, les conventions en jeu passent par des accords quant à ce qui est jugé juste ou non. L'itération fréquente de discussions à ce propos a en effet fait rentrer les façons de faire dans ces espaces le long de questionnements concernant ces jugements. L'édification de conventions au sein des espaces peut donc déborder sur d'autres sphères. Mengzhi indique ainsi, lorsqu'elle retrace son parcours biographique dans l'emploi, avoir repensé des situations professionnelles à l'aune de ces agir normatifs, de ces conventions portant sur ce qui se fait et ce qui ne se fait pas :

> "Parfois il me demandait si j'étais heureuse dans mon travail. Alors je pleurais. Je pleurais une à deux heures, et puis ça allait mieux, je continuais alors à travailler. J'avais toujours de nouvelles charges à assumer. Notamment au niveau technique.

Environ après un an de travail avec ce manager, il est parti à Shanghai au département central d'Unilever. Il venait du Jiangsu, ce qui est plutôt proche de Shanghai, donc il est rentré par là-bas. Il y a donc eu un nouveau manager. Son caractère n'était pas vraiment le même. Mais je pense que ce manager n'était pas trop mal pour autant. Il avait une bonne quarantaine. J'ai travaillé avec lui pendant trois mois. Puis il y a eu des changements à Unilever. Avant il y avait deux managers. Ils ont décidé de passer à un. Donc il est parti. Après il y a eu beaucoup de problèmes. Parce qu'Unilever c'est quand même très grand. Il y a beaucoup de choses à y faire. Pour dire la vérité, c'était plutôt pesant : j'avais beaucoup de choses à faire, je travaillais presque tout le temps, j'étais exténuée. Depuis le début je n'avais pas fait d'erreurs, donc le manager voulait que je reste. Mais moi j'avais l'impression que je ne pouvais pas continuer ainsi. Il voulait me mettre sur un autre poste. Peut-être que cela aurait été plus relax. Je ne sais pas. Puis il m'a demandé de rassembler des documents pour montrer que le manager d'avant n'était pas bon. Même si je n'ai travaillé que trois mois avec ce nouveau manager, un temps donc relativement court, je n'ai pas réussi à le suivre dans ses méthodes de travail, et dans tout ce qu'il fallait faire. Je ne m'en sortais pas, tout simplement. Chaque jour me paraissait insurmontable. Et surtout j'avais l'impression d'avoir basculé dans quelque chose *d'injuste*. Devoir chercher des éléments sur le manager d'avant pour le dénoncer, je trouvais ça aussi profondément injuste[115]. Je ne l'ai pas formulé comme ça au départ mais à force de parler ici et d'entendre différentes situations d'emplois qui sont un peu comme ça, je me dis que si, ce que j'ai vécu c'est de l'injustice. A Unilever, et ensuite par la suite dans beaucoup d'emplois où je devais faire bien plus que ce qui était prévu, sans être payée plus. »

(Extrait d'entretien avec Qu Mengzhi, Femme, 32 ans, au chômage)

Concernant la sphère professionnelle, des accords se font autour de prises de recul par rapport aux formes dites traditionnelles de travail et considérées comme contraignantes. Les engagements sociaux qui sont donnés à voir dans les « espaces intermédiaires » font également montre d'accords de principe. Les conventions sont construites peu à peu, essayant de s'engager sur des sujets sociaux qui peuvent être considérés comme préalables à des appels de changement de politique ou de réforme plus qu'une critique directe ou un affront à l'État, même si des négociations contre le contrôle de l'Etat sont inscrites en filigrane. La cristallisation de sens à

[115] Nous soulignons les deux occurrences.

l'origine des conventions passe donc par le partage commun de désaccords vis-à-vis de contraintes politiques plutôt que par la production de normes politiques impliquant une critique frontale.

> « C'est stupide, mais au moins vous savez quand vous faites cela (organisation de travail social mené par le groupe, organisation de discussions, de débats, de temps de partage d'expériences), d'un point de vue psychologique, cela nous fait nous sentir un peu mieux. J'ai dit que je n'ai pas osé faire des choses comme ce qu'il vient de se passer à Hong Kong parce déjà en faisant des choses qui semblent inoffensives pour le gouvernement nous avons déjà des problèmes, oui, alors, essayer de défier le pouvoir politique semble impossible ... Mais en commençant par ce genre de choses, nous avons au moins le sentiment de ne pas être complètement inutile ... »
>
> (Extrait d'entretien avec Lu Jiegong, Homme, 27 ans, en polyactivité).

Il y a donc un entremêlement très complexe et malléable, toujours en évolution, fait de divers types de relations à l'emploi et à des engagements sociaux dans ces espaces. Mais la dénomination commune réside dans les appels au sens du juste qui sont donnés comme base des conventions qui ont cours dans ces « espaces de jeunes ». Si un cadre normatif clairement « démocratique » n'a qu'une valeur prédictive dans le sens où les ajustements se font en situation du fait de cadres de l'action située autant que du fait de socialisations antérieures plurielles, les conventions qui sont produites en filigrane jouent sur ces sens du juste à la fois in situ, dans les échanges en cours, mais également comme façon de repenser certaines situations professionnelles à l'aune de ces éléments de lecture.

2.3. Détournement, négociation, mise à distance de normes majoritaires

Une des autres caractéristiques de ces espaces réside dans le détournement de normes vis-à-vis de normes vues comme majoritaires. Il ne s'agit pas tant ici « de savoir quand on établit des normes et quand on les fait respecter » (Becker, [1963]1985), pas tant de s'attacher au processus d'imposition des normes de l'espace public politique déjà existantes que de voir comment il peut y avoir, vis-à-vis de ces normes dites majoritaires, des détournements, des négociations voire des mises à distance.

Le détournement peut se faire notamment vis-à-vis de la censure. Ainsi, un film censuré sur les écrans de cinéma en Chine, comme A touch of sin du réalisateur Jia Zhangke, a pu être diffusé dans « l'espace de jeunes » de Pékin. Le film a été officiellement censuré juste avant sa sortie. Il n'a donc pas pu être projeté dans les salles chinoises. La censure préalable avait été passée. La censure post-production également, malgré quelques retouches mineures demandées au réalisateur. Au dernier moment, le film a pourtant été déprogrammé. En attendant six mois après cette déprogrammation, en jouant sur le fait que la programmation ne se fait pas dans une salle officielle mais dans un lieu intermédiaire entre un espace public (étant ouvert à tous) et un espace privé (le lieu reste un appartement, la projection n'a pas fait l'objet de billets d'entrées payants, rappelant une projection qui pourrait être faite entre connaissances), les instigateurs de la projection détournent la norme majoritaire de censure dans ce cas précis. Ils s'appuient sur deux éléments : la temporalité latente et la projection non-officielle. Les projections qui ont lieu dans l'espace ne sont cependant pas toutes du même ordre. La plupart du temps ce sont des films qui ont été autorisés à la projection en Chine continentale. Il s'agit parfois de films qui n'ont jamais été projetés en Chine, comme cela a pu être le cas avec un documentaire taiwanais présentant des systèmes similaires aux AMAP[116] françaises, mais qui n'ont pas été interdits pour autant. Il s'agit seulement de temps en temps de projeter un film censuré. En détournant seulement à la marge une norme de censure, en n'en faisant pas une coutume mais seulement une possibilité au milieu d'autres, les individus responsables laissent donc plusieurs normes cohabiter afin de permettre, à la marge, ce détournement.

Sur d'autres temps, il peut y avoir négociation avec les normes vues comme dominantes. Ainsi, lors d'une soirée où est mis à l'ordre du jour un partage d'expériences professionnelles,

[116] Association pour le maintien de l'agriculture paysanne.

une jeune femme vient expliquer qu'elle est « journaliste citoyen » (公民记者 gongmin jizhe), ainsi que ce qu'elle entend par ces termes. Elle adopte dans sa présentation une approche peu conflictuelle plutôt que de se confronter directement à des pouvoirs publics vus comme contraignants quant à des questions relatives à l'action collective ou à la liberté d'expression. Cette approche consiste à toujours chercher les limites jusqu'où il est possible d'aller et d'avancer ainsi, touche par touche :

Extrait du carnet de terrain, 15 janvier 2014 :

> « Je pense qu'il faut trouver de nouvelles formes d'action, qui peuvent peut-être passer par des formes de médiatisation afin de faire remonter des problèmes dans le but que cela change. En fait, ce qui est sensible n'est pas autant répandu qu'on le pense. Pour ma part, il y a effectivement une fois où la police est venue trouver mes professeurs pour que j'arrête de travailler sur le sujet que j'avais en cours. Une seule fois. Sinon, j'essaie, pas à pas et je vois jusqu'où cela peut passer. Si ça bloque, j'arrête, ou alors j'avance encore plus doucement. (…) Parfois, il ne faut pas tant penser, car ce n'est pas si dangereux. »

La présentation de pratiques de négociations avec une norme majoritaire, telles que celles-ci, sont, comme celles de détournement, ponctuelles. Elles cohabitent avec d'autres normes, parfois même au même moment, lors de confrontations entre les différents individus en présence. Toutefois, s'il y a des prises de distance avec le système politique chinois, y compris concernant ses éléments de contrôle réticulaire, ce n'est pas toujours le cas. Ces prises de distance sont temporaires. Si la critique est parfois frontale contre l'État-parti, à d'autres moments, selon les négociations en contexte, les individus présents, voire les thèmes, l'autocensure ou la cessation des débats se produisent après que la discussion a pris un tour jugé sensible par certains.

Extrait du carnet de terrain – 25 mai 2014 :

> Discussion sur le féminisme. Une personne parle : "Dans d'autres pays du monde, c'est différent, mais pour nous, c'est étroitement lié à notre gouvernement, notre parti ...". Dans la pièce, du tac au tac, une phrase jaillit, interrompant la première personne qui a parlé: "quels liens, que vient faire le parti ici?" Silence. Enfin, celle qui a parlé en premier explique qu'elle n'ira pas plus loin sur ce point, il est préférable de changer de sujet.

Il y a donc un ajustement permanent, des négociations concernant les normes politiques, aboutissant parfois à une distanciation par rapport au contrôle possible des autorités. L'espace en question n'est donc pas en soi une zone protégée. C'est en trouvant des points d'accord que de nouvelles conventions peuvent apparaître, négociées, dans un contexte temporaire, et basées sur des interactions entre individus présents.

Si les processus de détournement, de mise à distance, de négociation vis-à-vis de normes majoritaires cohabitent dans ces espaces, elles cohabitent également avec les normes vues comme majoritaires. La reconnaissance commune de ces normes et pratiques permet, outre le fait d'en faire des espaces de recomposition sociale (Roulleau-Berger, 2017), le tissage de liens de reconnaissance, d'interconnaissance, qui peuvent faire advenir d'autres initiatives, en dehors de la plateforme. Tant qu'il y a arrangement autour de ces normes, il y a reconnaissance de ces normes et des institutions qui les mettent en place. Ce jeu de face à face, de chevauchement donne corps et voix à la production de ces espaces.

Les facteurs conduisant à la venue dans les « espaces de jeunes » ne sont pas univoques. Ils mènent alors à des conflits de normes. Si c'est le cas de façon plus ou moins visible dans la partie publique de l'espace, notamment autour de ce qui est décliné en régimes de confiance et de méfiance, ce qui a trait à la partie plus privée de l'espace, à la partie donc dévolue aux logements peut mettre à jour des conflits de normes plus marqués.

Ainsi que nous l'avons déjà évoqué, au bout de quelques années de fonctionnement, les fondateurs de « l'espace de jeunes » de Pékin ont cherché à mettre en adéquation les normes d'agir démocratique souhaitées dans la partie plus publique avec les modes de fonctionnement de la partie habitation. Il y a donc eu tentative de mise en place de fonctionnements autogestionnaires et démocratiques en ce que chacun de ceux habitant sur place devait pouvoir avoir autant la main quant aux décisions de fonctionnement. L'idée sous-jacente qui préside aux liens entre salariés de « l'espace de jeunes » et habitants, c'est qu'il n'y a pas à considérer cette relation comme une relation de propriétaire envers ses locataires. Au contraire, le principe est de mettre en place des mécanismes de dialogue égal et équitable entre tous les résidents, quelle que soit leurs positions. Le but est ainsi de faire en sorte que les résidents puissent avoir voix au chapitre à propos de leurs droits et de leur édiction dans ce lieu. D'une certaine façon, c'est aussi faire en sorte que chacun ait un sentiment d'appartenance à l'espace afin que cela ne soit pas seulement une relation utilitaire ou de passage. Il y a eu une tentative de formaliser ces principes par la mise en place d'un comité autogestionnaire représentant les intérêts des

résidents afin d'équilibrer les rapports de force. Six résidents ont pris en premier les mandats du comité. Ils ont mené de nombreuses discussions afin d'établir des règles de base pour la partie résidente de l'appartement. Ils devaient, en plus de cela, tenter de réguler des affaires courantes plus ou moins exceptionnelles. Un jour, un des résidents avait ainsi laissé un colis ouvert dans un dortoir. Ce colis a disparu. Or, il contenait des affaires personnelles pour une valeur totale assez importante. Après de premières négociations entre les salariés de l'espace et ce résident, c'est le comité autonome qui a pris la main sur la négociation. Il y a eu alors discussions et débats, puis soumission de plusieurs délibérations à des votes. La décision du comité a finalement indiqué que c'était « l'espace de jeunes » en tant que structure qui devait prendre en charge une partie importante de la compensation.

Si un tel mode d'agir, construit autour de pratiques de délibérations et de prises de décisions communes, fonctionne quant à des événements ponctuels, la prise en charge collective de l'espace commun révèle des conflits de normes informés par des régimes d'engagement différentiels. Ainsi, face à la prise de décision collective et au mandat tournant font aussi face des difficultés quant à la prise en main des tâches communes. Le nettoyage de la cuisine est ainsi le fait des mêmes personnes, celles qui sont le plus impliquées dans le lieu en tant que lieu de vie d'une part, mais également de socialisation plus ou moins politique d'autre part.

Il y a de fait un premier constat de la difficulté à établir des normes. Face à l'injonction d'établissement d'un fonctionnement sous le signe d'un ordre normatif démocratique, on retrouve en fait des conflits de normes, qui s'articulent notamment autour des justifications de l'engagement dans ces espaces de vie. A ceux qui revendiquent un sentiment de participation au bien commun, font face ceux qui sont là pour une proximité et une interconnaissance sans aller dans les détails d'un espace privé pensé sous le signe de l'autogestion.

Si la plupart des individus en présence indiquent la difficulté à engager l'action du fait d'une contrainte politique pensée comme trop pressante, ils ne justifient pas moins leur venue par des échos à un sentiment de participation au bien commun, notamment par des discussions à propos de ce dernier et de ses définitions. D'autres pensent plutôt leur venue dans ces espaces sous le signe d'une proximité, d'une aise physique ou symbolique trouvée par le contact avec des individus jugés proches. Ce qui sourd des différentiels d'appétence à la gestion collective relève de différences dans les motifs invoqués pour justifier un tel choix de logement. Ceux qui, dans leurs discours et leurs pratiques insistent sur des appels au bien commun, les plus prompts à signaler les situations du juste et de l'injuste, à s'engager dans des formes de civisme ordinaire

sont fortement représentés dans la prise en charge de la gestion du collectif au sein de la partie logement de l'espace. Au contraire, ceux qui y voient plutôt un choix de logement qui leur permet surtout de rencontrer des « gens intéressants », « des gens comme moi », « être avec d'autres avec qui parler et pas seulement être face au mur du logement collectif avec d'autres qui n'ont pas les mêmes vies, les mêmes attentes, les mêmes horaires », n'adhèrent pas complètement aux pratiques de fonctionnement collectif, à l'horizontalisation des relations, voire à la dimension plus politique, en définitive, que prennent ces choix d'établissement de normes de fonctionnement démocratique.

Il existe néanmoins des points de convergence. Alors que le parcours généralement valorisé met en exergue la stabilité de l'emploi occupé, le mariage à un certain âge suivi de l'installation avec son partenaire ainsi que l'enfant, beaucoup de jeunes présents dans ces espaces ne se reconnaissent pas dans cela. Leurs parcours sont plutôt marqués par une prégnance du professionnel, un changement fréquent d'emploi, voire de ville dans laquelle celui-ci est effectué. Beaucoup évoquent alors ce qu'ils considèrent comme leur particularité. Les personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenues font état d'un double sentiment d'être remarqué comme différent par rapport aux autres concernant les éléments que nous venons de citer, et de fait, de l'être. Les individus semblent alors osciller entre une affirmation de soi et le fait de se poser comme particulier.

> « Il n'y a aucun sens dans ce que je fais au travail. Les gens ne sont pas intéressants, et ne s'intéressent à rien. Donc je vais à l'espace de jeunes parce que j'ai l'impression de mettre un peu de sens dans ma vie, de pouvoir rencontrer des gens intéressants, je me sens ainsi moins seul. Sinon c'est dur, j'ai l'impression d'être différent. Alors que dans ce lieu, non, je me suis rendu compte qu'il y avait d'autres jeunes qui ne pensaient pas qu'à l'argent. Pékin est bien pour ça, on peut trouver des endroits intéressants. »
>
> (Extrait d'entretien avec Hai Shuang, Homme, 25 ans, soldat, originaire du Shanxi)

Ces sentiments vus comme individuels signent en fait des points de convergence de nombreuses personnes venant dans ces espaces de jeunes. Marqués par des situations d'incertitude vis-à-vis des normes dominantes, marqués également par des sentiments de solitude du fait de ce qu'ils ressentent comme une non-adéquation de leurs aspirations vis-à-vis d'injonctions sociales jugées trop traditionnelles, la venue dans ces lieux permet donc tout à la fois de faire écho à des aspirations culturelles, politiques, ou tout simplement de discussion,

tout en permettant dans le même temps de trouver des personnes avec des aspirations communes. Les lieux physiques de rassemblement peuvent ainsi démontrer la coprésence d'autres, et ainsi montrer que certaines questions pensées comme taboues peuvent être discutées, renforçant ainsi une des appartenances collectives en apportant des preuves tangibles de l'existence d'un groupe (Polletta, 1999).

Conclusion du chapitre 5

La venue à Pékin particulièrement, ou dans certaines autres grandes métropoles de Chine également, constitue pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur en Chine la possibilité d'accéder à des opportunités professionnelles plurielles ; possibilités qui s'agencent pour certains d'entre eux avec des aspirations d'accès à des formes de culture et de cosmopolitisme propres à ces grandes métropoles. Cependant, leurs conditions de travail et de vie dans ces premières années d'entrée sur le marché du travail ne permettent pas toujours l'accès à ces formes de culture et de cosmopolitisme qui occupent des places physiques et sociales relativement centrales. Certains d'entre eux investissent alors des « espaces de jeunes », marqueurs de leur inscription dans ces mondes urbains. Ils produisent ainsi des espaces sociaux et physiques symboliques, dont l'agencement et l'esthétique des lieux participent de cette production symbolique et d'aspirations partagées. Les « espaces de jeunes » sont des micro-lieux qui permettent l'incursion dans des formes de centralité urbaine pour de jeunes diplômés majoritairement issus de zones moins centrales, petites villes et régions rurales. En rencontrant les aspirations à des formes culturelles et cosmopolites informées par des justifications à être présent dans des « villes globales » productrices à la fois d'inégalités fortes et d'interstices de résistance, ces espaces mettent au jour l'élaboration de conventions en creux, à partir d'un ordre normatif pensé comme « démocratique », et renvoyant à des appels à un « sens du juste ».

Les socialisations en jeu dans les « espaces de jeunes » passent alors par des conventions qui s'établissent notamment autour de régimes de confiance, le tout pensé dans des cadres d'actions forgés autour d'un ordre normatif pensé comme « démocratique ». Normes et conventions se retrouvent notamment par des références régulières à un sens du juste et du légitime qui, non content de jouer dans les discours, pratiques et règles in situ, engagent parfois une réévaluation de situations antérieures, notamment professionnelles, sous un jour repensé au travers de ces sens du juste. Si les groupes présents, à géométrie variable, sont faiblement institutionnalisés, ces influences socialisatrices rencontrent néanmoins des propensions qui facilitent plus ou moins leur transformation. La socialisation particulière qui se fait au sein des « espaces intermédiaires » engendre en effet la production de normes et de conventions situées qui participent de l'émergence de phénomènes collectifs, et marque ainsi la production « d'espaces de création politique ». Ils nous amènent alors à penser les possibles emboîtements de registres politiques, collectifs et privés de l'engagement.

Troisième partie : Etat autoritaire, figures temporaires de civisme et espace public

Les modalités de révélation de l'autoritarisme d'Etat dans des situations données imposent un jeu avec des contraintes et des temporalités politiques avec lesquelles il est plus ou moins possible de naviguer. De fait, ces situations informent l'émergence de figures temporaires de civisme là où la citoyenneté formelle n'est pas toujours visible voire présente (O'Brien, 2001 : 423). La citoyenneté est ici pensée comme « un construit social et politique, une fabrique en constante évolution, un ensemble de processus pouvant varier dans les formes de son effectuation, selon les différentes ressources mobilisées et les enjeux en débat » et plus avant, vue dans des formes considérées comme « ordinaires », à savoir des « capacités des individus à percevoir, pratiquer et formuler des jugements sur le vivre-ensemble et le bien commun, notamment en dehors ou en marge des pratiques et lieux « labellisés » par les approches classiques de la citoyenneté (votes et campagnes électorales, mais également réunions publiques ou conseils de quartier) », (Carrel et Neveu Catherine, 2014 : 6-7). Nous nous attachons alors à voir comment se produisent ces figures en référence et oscillation vis-à-vis des formes prises par l'Etat autoritaire, ce dernier point justifiant la plasticité et le caractère temporaire des formes de civisme données. Enfin, du fait des configurations du terrain d'enquête, ces figures ne sont pas esseulées mais dialoguent avec d'autres figures de civisme, donnant alors à voir des conjonctions d'espaces dans certaines temporalités. Par ailleurs, dans un contexte économique et social où les jeunes diplômés ont des parcours marqués par des mobilités spatiale et professionnelle, ces mobilités informent la fabrique de « problèmes sociaux et publics ». A partir de ces derniers, émergent des figures temporaires de civisme au sein et en corrélation avec la production des espaces intermédiaires donnés à voir dans la seconde partie de la thèse.

La troisième partie de cette thèse expose donc comment il y a production de figures de civisme ordinaire, voire temporaire, en contexte autoritaire. Ces figures sont notamment informées par des mobilités professionnelles antérieures des jeunes qualifiés, donnant notamment à voir des catégories de civisme militant et de civisme ordinaire (**chapitre 6**). Enfin ces figures s'agencent dans des « espaces intermédiaires » qui sont en lien avec d'autres « espaces politiques ». Ces articulations donnent une cartographie certes parcellaire d'un

« espace des mouvements sociaux », mais au sein duquel des actions collectives peuvent advenir (**chapitre 7**).

Chapitre 6 : Mobilités professionnelles et figures temporaires de civisme

« Tenir un rôle dans un espace public ce n'est pas confirmer un statut, c'est s'engager dans une situation ; et jouer nécessairement de ready-made expressifs qui masquent la nature problématique de tout engagement »

Joseph, 1984 – *Le passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*

L'engagement dans une carrière militante ne peut être compris uniquement à partir des motifs de l'action. Que l'engagement s'affirme de façon plus ou moins marquée, dans des actions tournées vers le bien commun, voire à caractère politique en ce qu'elles introduisent des dissensus et/ou prétendent parler à l'échelle de la cité (Rioufreyt, 2017), il ne peut être uniquement pris en compte en fonction de ce qui préexiste à l'action et la justifierait. Les mécontentements et sources de discordes sont en effet assez nombreux pour attester des mobilisations, quelles qu'elles soient, où qu'elles aient lieu (McCarthy et Zald, 1977). On ne peut donc seulement s'arrêter à ces éléments. Il ne s'agit donc non pas de chercher à mettre en lumière les causes qui mèneraient à des engagements plus ou moins marqués politiquement, de l'activisme au sens traditionnel que l'on peut lui attribuer en contexte « démocratique » à des formes plus quotidiennes d'action qui, par un « paisible empiétement du quotidien » (Bayat, 1997) peuvent témoigner de transformations effectives de rapports de force. La question qui se pose ici réside donc plutôt sur la façon dont des engagements différenciés se font jour, vivent, voire parfois disparaissent.

Dans l'analyse de ces carrières militantes pour d'aucuns, de ces présences en tant que « figures du civisme ordinaire » pour d'autres, l'enjeu du travail, et donc de la carrière professionnelle a été central, au moins pour deux points. Le premier concerne le fait que les expériences de mobilité professionnelle et spatiale préalables à la venue dans ces « espaces de jeunes » informent la constitution de problèmes pensés comme sociaux, généralement au sein de ces espaces, par la production d'arènes qui permettent la mise en visibilité d'expériences arrachées à leur singularité. Le second se retrouve dans une intrication très forte entre carrière militante et carrière professionnelle. Si le premier trouve souvent sa source, concernant les

terrains investigués, dans des pratiques de bénévolat, force est de constater que les carrières de bénévoles ne peuvent donc être pensées indépendamment des carrières professionnelles (Simonet-Cusset, 2004). Ce n'est pas tant que les premières opéreraient en tant que relai des secondes, mais qu'elles peuvent être pensées comme induites par un contexte d'injonction à la multiplication de ces différentes formes d'activité.

Partant, cela nous intime de penser la traduction de problèmes individuels en problèmes sociaux plus que publics, et la façon dont cela passe par deux processus : d'une part la dénonciation de problèmes identifiés comme publics, c'est-à-dire mis à l'agenda politique (Cobb et Elder, 1972) et soutenus dans ces dénonciations par des groupes organisés voire des « entrepreneurs de morale » (Becker, [1963]1985) ; d'autre part la réitération de la narration d'expériences individuelles de souffrance au travail, favorisant le cadrage de telles expériences comme rentrant dans la constitution d'un problème social.

Dans un contexte économique et social où les jeunes diplômés chinois ont intériorisé une double disposition aux mobilités spatiale et professionnelle, ces mobilités s'agencent autour de bifurcations professionnelles et spatiales qui sont autant révélatrices des logiques du marché du travail chinois que des mises à distance quant aux contraintes de celui-ci (Roulleau-Berger et Yan, 2017)[117]. Elles informent à leur tour la production de figures temporaires de civisme au sein et en corrélation avec la production des « espaces intermédiaires » donnés à voir dans la seconde partie de la thèse. Tout l'enjeu ici réside donc dans l'appréhension de la constitution des problèmes sociaux voire publics que nous pensons dans ces espaces comme très largement informée par des parcours préalables de mobilités professionnelles. Par conséquent, cela nous impose de nous interroger sur les différentes formes d'imbrication prises, et ses dégradés entre carrières professionnelles et carrière militantes.

[117] Cet ouvrage est issu du programme de recherche « Qualified young chinese migrants, globalized work and migratory skills in China and France » mené en coopération entre le CNRS et l'Université de Shanghai, dans le cadre d'un financement de la Région Rhône-Alpes de 2012 à 2015, et auquel nous avons pris part en tant qu'assistante de recherche. Ce programme était codirigé par Laurence Roulleau-Berger et Liu Yuzhao. Certains éléments de ce chapitre sont donc très fortement influencés par cette recherche, aussi bien par les terrains que par les analyses qui en sont issues.

1. Capitalisme global et mise en mobilité professionnelle

A l'instar des tendances générales du capitalisme global, les parcours professionnels des jeunes qualifiés chinois se font autour d'injonctions doubles. Le premier volet de ces injonctions porte sur une mise en mobilité prononcée. A ce premier élément est associée une exigence des travailleurs à prendre en charge par eux même leur parcours professionnel dans le cadre d'un « modèle biographique » (Beck, 2001) qui impose plus largement aux jeunes qualifiés de prendre en charge eux-mêmes leur parcours professionnel, de faire des choix, d'opérer des reconversions, de faire face à des changements incessants. Le contexte économique actuel impose donc une mise en mobilité des trajectoires professionnelles (Castel, 2009 : 23) dans le cadre d'un marché du travail de plus en plus complexe. Pour ces jeunes diplômés travaillant à Pékin ou dans les grandes métropoles chinoises, les mobilités spatiales autant que professionnelles se retrouvent donc au cœur de leurs parcours dans ces premières années d'entrée sur le marché du travail, parcours faits d'une diversité d'expériences professionnelles (Roulleau-Berger et Yan, 2017).

1.1. Contexte économique et mise en mobilité des trajectoires professionnelles

1.1.1 « Beipiao *北漂* » et injonction à la mobilité spatiale et professionnelle

Le terme de « beipiao » 北漂, 北 bei pour Pékin et 漂 piao pour 漂泊 « flotter », « voguer au gré des flots », « mener une vie errante », « vagabonder », est une expression dans laquelle sont inscrites différentes réalités. La plus englobante inclut sous ce terme toute personne vivant et travaillant à Pékin pour plus de six mois[118] sans disposer du hukou de la capitale. La population pouvant alors être désignée ainsi est pléthorique. Selon les chiffres du bureau national des statistiques de Chine de 2014, Pékin comptait pour l'année 2013 17,5 millions d'habitants parmi lesquels 8,1 millions disposaient du hukou local. Au sein de la population totale de la ville, 9,2 millions d'habitants travaillaient et vivaient à Pékin depuis au moins six mois sans disposer pour autant du hukou de cette municipalité (China Statistical

[118] Cette durée pour considérer qu'un individu est en migration sur le territoire chinois est en cours depuis les années 1990. Avant, et notamment pour les recensements de 1982 et 1990, ceux qui étaient comptabilisés comme migrants devaient avoir passé une durée minimale d'un an dans une même ville.

Yearbook, 2014). Nous préférerons donc l'acception plus restreinte d'autres auteurs, comme Guo Xinghua et Xing Chaoguo, qui réservent cette définition aux jeunes diplômés (高学历青年 gao xueli qingnian) travaillant à Pékin sans en avoir le permis de résidence - hukou (Guo et Xing, 2009).

La mobilité spatiale au sein de la Chine ou au sein même de Pékin est une caractéristique commune à ces « beipiao ». Elle s'agence à des mobilités professionnelles nombreuses, engageant un changement d'emploi fréquent. Chez les mieux dotés, et notamment les « mieux diplômés »[119] (Li Chunling, 2013), les mobilités professionnelles peuvent être assez fréquentes dans ces premières années d'entrée sur le marché du travail, fréquence révélatrice des conditions du marché du travail chinois tout autant que des aspirations individuelles à la mobilité sociale ; cependant, elles se font en général sous des formes de continuité dans la mobilité professionnelle, à savoir quitter un emploi pour un autre dans le même secteur ou la même branche. Chez les moins bien dotés, notamment les « moins bien diplômés », les mobilités professionnelles (souvent liées à des mobilités spatiales) se font sous forme de discontinuités, c'est-à-dire des changements d'emploi pour d'autres qui ne sont pas dans le même secteur et ne demandent pas les mêmes qualifications (Roulleau-Berger, 2011). La question du marché du travail, et les caractéristiques qui lui sont propres, notamment créatrices d'incertitudes multiples ne peuvent faire l'économie d'une analyse conjointe avec les stratégies individuelles des individus. Ainsi, l'injonction à la flexibilité, à la mobilité, à la pluralité de compétences et d'expériences se retrouve dans des stratégies individuelles, de façon plus ou moins incorporée. Pour les mieux dotés, les plus qualifiés, ces éléments peuvent être choisis. Il y a alors la possibilité de « faire avec », en utilisant ces critères de flexibilité et de mobilité comme enjeu de valorisation dans les carrières professionnelles, en tant que « sujet entrepreneur » de sa carrière professionnelle (Duhautois, Petit et Remillon, 2012).

> « J'ai suivi un cursus d'architecture dans une bonne université de Tianjin. Après avoir été diplômé j'ai trouvé un emploi dans une entreprise allemande à Tianjin. Après quelques temps, j'en ai eu marre, et j'ai eu envie de changer de type d'entreprise et de ville. J'avais envie de venir à Pékin. Tianjin, même si c'est une grande ville, une municipalité spéciale, ce n'est quand même pas une ville de premier plan comme Pékin,

[119] Par mieux diplômés, nous n'entendons pas un diplôme plus haut mais un diplôme mieux reconnu. Pour reprendre les termes de Li Chunling, à la suite de la massification de l'enseignement supérieur qui a commencé à la fin des années 1990, l'entrée à l'université n'est plus gage d'emploi qualifié et en adéquation avec ses qualifications, encore faut-il entrer dans une « bonne université » (Li Chunling, 2013).

Shanghai ou Canton. J'ai réussi à obtenir un emploi à Pékin dans une entreprise d'Etat. Ça allait parfaitement avec mes deux objectifs : venir à Pékin et changer de type d'entreprise, voir autre chose, d'autres possibilités, une vie plus culturelle et un autre rythme de travail. »

(Extrait d'entretien avec Yong Li, Homme, 25 ans, consultant en architecture, originaire de Tianjin)

Quelques mois après, Yong Li nous annonce qu'il a décidé de démissionner de son entreprise actuelle et qu'il a trouvé un emploi à Dezhou, une ville de troisième plan comme il la qualifie, cette fois dans une entreprise privée chinoise. Il explique ce départ comme une volonté de voir comment la vie se passe dans une petite ville chinoise, moins développée, dans un autre type d'entreprise, avec une charge de travail plus importante que dans une entreprise d'Etat. Il estime qu'après avoir travaillé là-bas, il devrait être capable de travailler partout. Ce type de parcours, c'est-à-dire le fait de quitter un emploi vu comme confortable pour un autre, souvent moins bien payé et offrant des conditions de travail moins satisfaisantes, est revenu à plusieurs reprises dans les entretiens biographiques réalisés avec les individus les plus qualifiés, ou les mieux dotés. L'injonction à la mobilité professionnelle autant que spatiale est telle qu'elle peut se voir incorporée, ainsi que le souligne Yong Li :

« On dit pour les gens qui viennent à Pékin depuis d'autres endroits de Chine que ce sont des 北漂 beipiao. Moi j'aime beaucoup ce deuxième caractère dans ce mot : tourbillonner, flotter, agiter. C'est exactement ça. On ne sait pas de quoi le futur est fait ni ce qui nous arrivera après, mais pour l'instant on s'agite ici, on voit un nouveau monde. »

(Extrait d'entretien avec Yong Li, Homme, 25 ans, consultant en architecture, originaire de Tianjin)

Pour ceux, diplômés eux aussi de l'université, dont les diplômes et/ou les universités sont moins bien cotés, ou dont la situation sociale est moins assurée, l'injonction à la flexibilité et à la mobilité fait elle aussi partie des parcours. Elle n'est cependant pas forcément remise en cause dans des récits qui en font aussi, comme pour les individus les mieux dotés, une compétence à valoriser pour un emploi futur, mais amène des situations de souffrance dans l'emploi plus ou moins acceptées.

« Je suis issue d'une famille pauvre d'une région pauvre, donc même si je ne suis pas entré dans une très bonne université, c'était mieux que rien. (…) En fait je ne suis pas rentré tout de suite à l'université. D'abord j'étais en école professionnelle, à Guiyang, la capitale de ma province. J'étais en mécanique. Mon école avait un accord avec des entreprises dans le sud de la Chine. Donc on est tous passés par des stages qui n'avaient pas de rapport avec ce qu'on étudiait. Moi j'étais dans une usine d'électronique, les conditions étaient particulièrement difficiles. Je travaillais parfois 14h par jour, avec des gestes très répétitifs. Après je suis retourné dans le Guizhou pour finir l'école. C'est une année durant laquelle j'ai beaucoup travaillé pour raccrocher une université parce que je ne voulais pas de l'usine. Et j'ai eu une université dans le nord. Mais ce n'était pas une très bonne université et comme j'étais dans un cursus de littérature il m'a été difficile de trouver un emploi qualifié et intéressant. Je suis passé de petites entreprises en petites entreprises dans plein de villes différentes. D'abord à Tieling dans la province du Liaoning. De là j'ai été envoyé à Jinzhong dans le Shanxi puis à Xuzhou dans le Jiangsu et à nouveau dans l'obscurité du delta de la rivière des Perles, dans le Guangdong. Alors oui j'étais allé à l'université, mais pour faire quoi ? Je me suis toujours dit qu'apprendre à connaître ces différentes villes dans différentes provinces de Chine c'était un atout. Changer de poste aussi. Tu vois j'étais excité au début par toutes ces expériences. Mais je ne suis plus sûr de certaines choses. Parce qu'à chaque fois c'était abêtissant comme travail. J'ai bien aimé naviguer, j'ai cru que faire plein de choses différentes m'aiderait à sortir des emplois de base. Mais la fatigue nerveuse, le bruit permanent dans les zones de travail, les dortoirs de l'entreprise sans intimité, l'entreprise dans une périphérie urbaine sans âme, les longues journées, les maigres jours de repos… Je ne vivais plus. C'est comme si je n'étais plus humain. J'ai tout quitté. »

(Extrait d'entretien avec Zhang Peng, Homme, 25 ans, rédacteur de site internet marchands, originaire du Guizhou)

A niveau de qualification égal, et malgré une valorisation dans les discours de ces formes de mobilités professionnelles multiples, les caractéristiques du marché du travail actuel en Chine se retrouvent sous des réalités objectivement similaires, qui passent parfois par des formes de déclassement d'un emploi à l'autre. Mais alors qu'elles sont utilisées subjectivement

comme leviers par les mieux dotés, ces derniers pouvant choisir ces formes de déclassement temporaire, elles révèlent d'autant plus d'incertitudes sociales chez les moins bien dotés. Parmi les stratégies employées par les jeunes qualifiés en Chine, mobilités professionnelle et spatiale sont souvent présentes. Cependant, des mêmes dispositifs ont des résultats différenciés sur les carrières des individus en fonction de leur origine sociale et de leur qualification, engendrant de fait des mobilités qualifiantes pour certains, disqualifiantes pour d'autres.

1.1.2. Mobilités professionnelles qualifiantes et disqualifiantes

Dans un contexte économique et social où les jeunes diplômés chinois ont intériorisé une double disposition aux mobilités spatiale et professionnelle, ces mobilités peuvent mener à la production de compétences plus ou moins bien valorisées ainsi qu'à des bifurcations professionnelles et spatiales. De façon transversale aux individus en jeu, que cela soit les « mieux diplômés » ou non, ces multiples mobilités sont construites autour de fréquentes mobilités socioprofessionnelles, c'est-à-dire impliquant des changements quant à la nomenclature des professions. Elles impliquent des bifurcations qui sont alors autant révélatrices des logiques du marché du travail chinois que de mises à distance quant aux contraintes de celui-ci.

> Yang Qingyong vient d'une petite ville du nord de la Chine. Ses parents sont retraités et vivotent avec ses grands-parents dans cette petite ville. Il obtient une licence de droit en 2001 dans une université pékinoise, à une époque où son diplôme lui assure une bonne insertion sur le marché du travail dans un emploi qualifié. Il commence donc avec un emploi de juriste. Il arrête au bout de quelques mois et se met à travailler dans une bibliothèque, à l'accueil pour les prêts de livres. Il reste un an et demi dans cet emploi puis arrête pour ouvrir un magasin à Pékin. Il le tient pendant quasiment un an avant d'arrêter à nouveau, cette fois pour faire des sites internet pendant une période quasiment équivalente. Il change une nouvelle fois d'activité pour investir en bourse et en faire son emploi. Après deux ans de boursicotage, il décide de lancer une marque de vêtement. Afin de savoir comment est le marché, il passe donc trois ans sur les routes entre les usines de vêtements ayant des commandes à revendre et les grandes villes de Chine, de Pékin à Hainan (île du Sud de la Chine) en passant par Chengdu (province du Sichuan, dans l'ouest). Il revend ces vêtements sur des marchés ou sur le trottoir devant

les universités. En 2013, lors de l'entretien, sa marque de vêtement est montée et marche suffisamment pour qu'il en vive bien.

Dans ce type de parcours, les différentes expériences professionnelles se sont construites autour de bifurcations, Qingyong passant d'un emploi à un autre dans des secteurs très différents, aux rémunérations très variées. Ces dernières le contraignent à déménager très régulièrement dans Pékin et à vivre dans des conditions difficiles, passant de logements en très grande périphérie de la capitale (à plus de 40 kilomètres de son lieu de travail, nécessitant 2 heures de trajet dans chaque sens en transport en commun) à d'autres plus centraux mais en sous-sol[120]. Pour autant, les compétences acquises à la fois lors de ces trois ans sur les routes de Chine et lors de ses emplois précédents ont pu être traduites dans son activité professionnelle actuelle, faisant appel à une certaine subjectivité.

Au contraire, pour d'autres, l'agencement de la mobilité spatiale et professionnelle a certes pu produire des compétences, mais ces dernières n'ont pas pu être traduites dans un emploi stable, qualifié et/ou engageant un processus de reconnaissance.

Qu Mengzhi[121] a été diplômée d'une licence de management du tourisme en 2005, diplôme obtenu dans une université du nord de la Chine. Elle prend un an de césure pendant ses études pour faire toutes sortes d'activités professionnelles : secrétaire, figurante, rédactrice, etc. Une fois sa licence obtenue, elle trouve un premier emploi dans une grande entreprise à Shenzhen dans le département des ventes. Au bout d'un an et demi, elle « craque », quitte son emploi et part à Kunming pour y faire une activité professionnelle « en lien avec les fleurs ». Comme cela ne fonctionne pas, elle rentre alors dans la province du Heilongjiang (nord de la Chine) chez ses parents pour deux mois. Elle part ensuite pour Laizhou (province du Shandong) mais n'y trouve pas d'emploi. Elle continue donc sa route pour Qingdao (toujours dans la province du Shandong). Elle n'occupera que quelques mois l'emploi trouvé (organisatrice d'événements). Elle repart alors dans le nord, dans la province du Liaoning, dans une

[120] Les logements souterrains (地下室 dixia shi) sont constitués, pour une grande majorité d'entre eux, des anciens abris de défense anti-aériens construits pendant la décennie 1970 à Pékin par peur d'une attaque soviétique. Depuis la fin des années 1990, ils ont été investis comme logement par les populations les plus pauvres de la capitale à la suite de l'autorisation donnée par le gouvernement municipal (cf. « Evolutions et applications des politiques municipales de la ville de Pékin vis-à-vis des logements souterrains (dixiashi) », Emmanuel Caron, 5ème Congrès du GIS Asie, Paris, septembre 2015).

[121] Une carte et un récapitulatif plus exhaustif de ses mobilités professionnelles sont présents en annexe (Annexe 2).

ville dite « ville des fleurs ». N'y trouvant pas d'emploi elle se dirige vers Harbin (province du Heilongjiang, dont elle est originaire) et y occupe un emploi dans le commerce international pendant 8 mois. Pendant encore 7 ans, jusqu'au moment de l'entretien, s'enchaînent encore de la même façon une alternance entre de courtes périodes d'emploi, des périodes de chômage et d'autres de formation, à chaque fois dans des villes différentes de Chine, dans tout le pays et dans des secteurs très variés.

Ne restant pas assez longtemps dans chacun de ses emplois, sauf peut-être dans le premier, et ayant enchaîné des emplois appartenant à des secteurs très différents, Mengzhi n'acquiert ni capital social, ni capital économique. L'enchaînement d'expériences professionnelles discontinues, dans des emplois souvent qualifiés, avec des mobilités spatiales très importantes ne lui permet donc pas pour autant de traduire ces éléments dans un emploi correspondant à ses qualifications et/ou à ses aspirations (Roulleau-Berger et Yan, 2017).

Les parcours professionnels des jeunes diplômés chinois migrants sont faits de l'agencement de mobilités spatiales et de mobilités professionnelles, marquées par une très forte fréquence de ces deux types. Par ailleurs, nombre d'entre elles sont des mobilités socioprofessionnelles, engageant donc ces jeunes pourtant qualifiés à de nombreux changements de types d'emploi. Ces mobilités peuvent produire des compétences reconnues ou invisibilisées en fonction des parcours. A Qingyong dont les bifurcations entre emplois très différents peuvent être vus dans le cadre d'un processus d'individuation fort et d'une volonté d'acquérir des compétences différentes sur le marché chinois, le tout avec un diplôme encore protecteur, fait face Mengzhi. Du fait de son arrivée plus tard sur le marché du travail, dans un temps où le diplôme de son université n'est pas aussi bien reconnu, et du fait également d'aspirations professionnelles encore floues, les bifurcations qu'elle opère sont plutôt un moyen de mise à distance des conditions d'exécution de l'emploi en jeu. Dans les contraintes d'un marché du travail de plus en plus flexible, les bifurcations nombreuses peuvent donc également témoigner de processus de mises à distance des acteurs, qu'ils soient plus ou moins bien dotés (Bessin, Bidart, Grossetti, 2010).

1.2. Bénévolat, multiplication des activités et continuum professionnel

Les mobilités professionnelles et spatiales, entrecoupées de périodes de latence, que cela soit du fait de formations ou de période de chômage voire d'inactivité s'inscrivent chez ces individus qualifiés dans le cadre d'une multiplication des activités. Celles-ci se construisent comme autant de formes plus ou moins proches de secteurs professionnels et engagent la mise en œuvre de compétences au service des fins les plus variées (Roustang, 1998). On retrouve ici des tendances observables dans d'autres contextes socio-économiques, c'est-à-dire la façon dont se développe une « cité par projets » (Boltanski et Chiapello, 1999 : 165). Au sein de celle-ci, activité et travail peuvent se recouper, mettant alors à mal les distinctions nettes entre travail et non-travail, salariat et non-salariat, intéressement et bénévolat. L'engagement dans ces différentes activités apparaît comme nécessaire pour développer son employabilité et répondre dans le même temps aux injonctions de prise en main, de responsabilisation et d'individualisation de son propre parcours professionnel.

Les espaces investigués mettent en scène différentes activités (活动 huodong), de l'échange d'expérience aux conférences, en passant par des projections voire la programmation de projets à caractère social. Les individus venant y prendre part ou ceux qui s'y retrouvent au titre de bénévole soulignent pour leur part l'insertion de ces activités dans un parcours d'empilement d'activités plus ou moins professionnelles. A ce titre, il y a une reconfiguration de l'appréhension du bénévolat pour ceux qui sont bénévoles. Cette reconfiguration est aussi présente pour ceux qui n'ont pas ce statut, mais prennent part régulièrement à ces activités. Les acteurs soulignent en effet la façon dont ils entendent ces participations comme de plus en plus rapprochées du travail, que cela soit par un réinvestissement des compétences professionnelles ou comme façon de se former et d'acquérir des compétences en vue de l'insertion dans un nouveau secteur professionnel. Partant, ces pratiques ne sont pas uniquement du domaine du « loisir ». Elles peuvent être prises en tant que continuums d'employabilité, dans un contexte économique fort d'injonctions à une individuation individus quant à leur carrière professionnelle. La multiplication des activités, notamment au sein des « espaces de jeunes », rentre alors dans ce continuum d'employabilité. Les activités ne sont pas disjointes du travail. C'est notamment le cas pour ceux qui s'investissent de façon plus marquée dans les « espaces de jeunes », particulièrement pour ceux y ayant une pratique bénévole. Il y a alors pour eux un aplanissement des pratiques professionnelles et bénévoles. Les individus appartenant à cette

dernière catégorie dans les espaces investigués, non pas de façon statutaire, mais par un engagement à prendre en charge des responsabilités ou à participer à l'organisation, soulignent des liens concomitants entre carrière professionnelle et travail bénévole. La pratique du bénévolat rentre alors dans la construction des carrières professionnelles.

> « Une des premières fois où je suis allé à « l'espace de jeunes », je me suis dit que c'était peut-être une ONG. Je ne savais pas exactement ce qu'était une ONG à l'époque. Et je crois que c'est toujours un peu flou dans mon esprit, même si moins qu'alors. J'avais entendu plein de choses sur les ONG et j'avais envie d'en savoir plus. Dans ma tête c'était un peu comme une petite entreprise mais avec un but un peu social, et c'était dans ce genre de direction que j'avais envie de me lancer. Alors j'y suis allé pour voir ce qu'il en était. En fait, j'ai assez vite compris, en restant là-bas, en discutant avec des gens qui y traînaient aussi, ou les créateurs du lieu, les bénévoles, que ce n'était pas une ONG. Mais déjà j'ai pu voir des conférences avec des gens qui travaillent dans des ONG et j'ai pu ainsi un peu plus comprendre de quoi il s'agissait. Et puis discuter un peu là-bas avec des personnes qui m'ont parlé plus précisément de ce qu'était une ONG, comment cela se passait en Chine, ou à l'étranger. Après pour voir encore de plus près je suis devenu bénévole. Moi je suis originaire d'un bled dans l'Anhui, quand je suis rentré à l'université puis quelques années après avoir déjà travaillé un temps quand j'ai été admis en master, mes parents étaient vraiment très heureux. Et voilà après j'étais dans une grosse entreprise de design mais j'avais l'impression de ne pas être vraiment à ma place, une telle différence avec là d'où je venais… D'où l'idée d'essayer de faire un pont avec quelque chose plus social. Comme j'avais du temps en étant indépendant dans mon travail, en freelance, j'ai commencé à être bénévole pour essayer de commencer ce pont entre ma pratique professionnelle et l'adjonction d'un angle plus « social » pas uniquement financier. »
>
> (Extrait d'entretien avec Yun Dou, Homme, 32 ans, designer, originaire de l'Anhui)

> « C'est vrai qu'au premier abord ça n'a rien à voir avec ma formation ce que je fais en tant que bénévole ici. Au début je venais juste un peu comme ça, et puis quand j'ai quitté mon emploi dans le centre de Wuhan je me suis laissé quelques mois de pause parce que je n'en pouvais plus. Alors comme j'étais souvent là, j'ai commencé à plus m'impliquer et maintenant je suis vraiment bénévole, je suis en charge d'organiser les venues de

différents intervenants. Concrètement ça veut dire que je cherche des intervenants parfois, que je m'occupe de voir quand ils vont venir, de faire passer des informations vers eux mais aussi pour les gens qui ont envie de venir à l'espace et qui ne le connaissent pas encore. C'est un vrai travail ! Ça me fait faire de la communication, des recherches, de l'organisation, de la planification. En fait c'est plein de choses que j'aimerais réinvestir dans un prochain emploi. Notamment, je pense que c'est un bon moyen pour moi de pouvoir ne pas être uniquement à faire des calculs face à un ordinateur comme dans mon entreprise précédente, et de pouvoir tenter de trouver un poste où il y a plus de contacts humains. C'est peut-être d'autant plus facile qu'ici les rapports entre « collègues » sont vraiment faciles. »

(Extrait d'entretien avec Zhang Hua, 24 ans, licence de physique, au chômage, originaire du Sichuan)

Les carrières de bénévoles ne peuvent donc être pensées indépendamment des carrières professionnelles (Simonet-Cusset, 2004). Ce n'est pas tant que les premières opéreraient en tant que relais des secondes, mais qu'elles sont amenées de concert dans un cadre favorisant les injonctions à la multiplication de ces différentes formes d'activité. Dans ce sens, les formes de bénévolat produites dans les espaces en jeu fonctionnent comme « travail invisible » (Daniels, 1987) dans le sens où elles travaillent et informent les carrières professionnelles. Dans les deux parcours cités ici la pratique bénévole rentre sans ambiguïté dans une appréhension de la carrière professionnelle en tant que mode d'engagement dans les mondes du travail. La pratique bénévole est ainsi amenée comme permettant de mieux connaître une sphère relevant du professionnel, avec ses compétences et des « collègues ». Elle fonctionne en parallèle de l'activité professionnelle ou lors d'un moment de carence généré par une nécessaire pause, qu'elle soit en vue d'une réorientation, d'un pas de côté quant au secteur professionnel dont ces individus sont issus (c'est par exemple le cas du jeune physicien), ou d'un simple temps de réflexion quant à la promesse d'un avenir ou non dans un secteur éprouvé. La pratique bénévole, si elle se retrouve alors multiple dans ses acceptions objectives et subjectives, entre le fait de réaliser des activités qui ne sont pas celles de la sphère professionnelle, compléter cette dernière, tester des aspirations ou effectuer des pas de côté, n'en demeure pas moins, dans tous les discours des bénévoles approchés, pensée et mise en mots vis-à-vis de la carrière professionnelle. Enfin, bien que ces pratiques de bénévolat soient amenées en tant que choix qui résulterait notamment d'une reconfiguration de la carrière professionnelle (aller vers des appétences plus « sociales », « trouver un poste où il y a plus de contacts humains »), elles sont

aussi construites à partir des contraintes du marché du travail demandant un engagement plus avant de l'individu et d'un emploi comme « expression de soi » (Supiot, 1994). En cela, les multiples expériences préalables réalisées dans des parcours de mobilité professionnelle et spatiale fonctionnent comme soubassement des pratiques bénévoles dans des temps visant à enchaîner différentes activités autour de pôles plus ou moins professionnels. Les carrières croisées entre bénévolat et emploi, marquées par la multiplication des « activités » témoignent donc certes de volontés à mettre en place des stratégies pour que le travail devienne une « utilité au monde » (Castel, 1998), mais également les injonctions de dispositifs économiques reposant de plus en plus sur une prise en charge très forte de l'individu par lui-même dans ces sphères professionnelles.

Par ailleurs, la multiplication des activités, dans des parcours de jeunes qualifiés en Chine marqués par l'imbrication de mobilités professionnelle et spatiale, se retrouve dans les inscriptions plurielles au sein des métropoles autour de caractéristiques qui seraient inhérentes à l'expérience urbaine ou métropolitaine. L'emphase est mise sur une différence ville/campagne, différence qu'on ne peut nier notamment dans les effets structurels sous-jacents impliqués, tel que la détention d'un hukou rural plutôt qu'un hukou urbain. Faire l'expérience de l'urbanité pékinoise en s'arrimant à de multiples activités au sein de ces espaces de jeunes c'est donc aussi essayer de maximiser une expérience sinon urbaine, la dichotomie ville-campagne n'étant pas si nette, et faite d'un mille-feuille d'expériences intermédiaires, tout au moins celle des grandes métropoles chinoises. Ces expériences sont entendues comme offrant plus de possibilités dans une vie, une vie plus riche, plus extravagante, plus consommatrice d'expériences. C'est là encore en droite ligne avec des injonctions à la mobilité professionnelle et spatiale construite autour d'une expression de soi qui serait d'autant plus soulignée que multipliée dans différentes activités.

Les carrières professionnelles des jeunes qualifiés chinois sont marquées par des processus de mise en mobilité très importants, tant d'un point de vue spatial que professionnel voire socioprofessionnel. Si ces processus engagent chez d'aucuns des formes qualifiantes et chez d'autres des formes disqualifiantes, force est de constater une tendance transversale à l'incorporation de la prise en charge individuelle des carrières, notamment par une multiplication de l'engagement dans diverses « activités ». Bien que ces dernières s'articulent au croisement de formes professionnelles et de formes non-professionnelles, elles sont en général informées par l'enjeu du travail. Le type « d'activités » saisi dans les « espaces de

jeunes » oriente toutefois ces carrières et notamment leurs expériences antérieures autour de domaines qui font largement écho à la fabrique des problèmes sociaux, voire publics.

2. Expériences professionnelles et fabrique des problèmes publics

Les espaces investigués aiguillent une grande partie de leurs activités autour de discussions et débats plus ou moins orientés. Certains ont une thématique, certains opèrent à partir de la venue d'intervenants, notamment militants, d'autres sont plus ouverts en ce qu'ils ne mettent au jour a priori que l'enjeu de discussion, sans indiquer de thématique. Ceux débattus à partir de la venue de militants entrent clairement dans la catégorie de « problèmes publics », dans le sens où ils sont inscrits dans un agenda politique (Cobb et Elder, 1972) par la mobilisation de groupes organisés voire « d'entrepreneurs de morale » (Becker, [1963]1985). Cependant il est aussi question de problèmes sociaux entendus à titre individuels, qui sont ceux éprouvés dans la sphère professionnelle au cours des multiples mobilités effectuées. De fait, il s'agit ici de penser comment d'une part il y a constitution de problèmes publics saillants et d'autre part, par une socialisation dans les discours de problèmes individuels, mise en lumière et constitution de problèmes sociaux autour de la sphère professionnelle. Ces espaces témoignent alors de la mise en regard de problèmes publics identifiés (questions environnementales, enjeux liés à des formes de démocratie, etc.) et de la constitution de problèmes sociaux jusqu'alors maintenus dans le rang de problèmes individuels. En ce sens, les discussions et échanges autour d'expériences professionnelles amènent souvent la socialisation de problèmes individuels.

2.1. Expériences privées, arènes de narration et fabrique des problèmes publics

D'une gestation préalable par les expériences privées, la constitution de problèmes sociaux voire publics passe dans ces espaces par l'expression orale face à un public dans un espace symbolique donné comme arène soit comme « espace de mise en visibilité et de traitement d'un dossier considéré comme problème social » (Neveu Erik, 2015 : 16). Ces constitutions ne sauraient relever uniquement du contenu de ces discussions. Il est nécessaire en effet de penser leur contextualisation et leur temporalité, par des opérations de cadrage préalables. C'est à partir de ces dernières que s'inscrivent les évocations d'expériences antérieures. A ce titre, les interventions de militants ou de professionnels d'un champ particulier comme les projections de films de fiction ou documentaire sur un sujet précis déjà constitué en problème public guident donc les paroles vers ces thématiques. Lorsqu'il s'agit de discussion

sans intervention d'un individu patenté sur un sujet, le choix même des thématiques participe de ces opérations de cadrage.

Si dans ces partages d'expérience se joue la difficile conversion d'expériences d'ordre privé en de problèmes qui peuvent être pensés comme publics, le format de participation engage également la définition de soi qui est donnée en rapport (Goffman in Cefaï, 2007 : 640). Parler de construction est insuffisant dans le sens où cela renverrait à une malléabilité sans fin de ces problèmes. Il y a bien plutôt, à travers la multiplication d'expériences professionnelles sur le territoire chinois la constitution de ce qui définit des problèmes publics (Cefaï, 1996 : 48). Cette constitution s'effectue à partir d'un processus plus ou moins long de gestation qui s'effectue à partir d'expériences privées. Au sein de ces expériences de mobilité, spatiales, professionnelles et sociales, sont mis au jour des phénomènes et des appréhensions qui parfois relèvent de désenchantements. Après les processus de gestation viennent des processus de réception qui passent notamment par des discussions, débats, « partages d'expériences » (分享会 fenxiang hui) ainsi que sont appelées certaines temporalités dans les « espaces de jeunes », temporalités qui participent de la constitution de ces problèmes publics. Ces derniers sont donc produits à l'intersection d'expériences personnelles plurielles et d'un cadre d'expression de ces dernières, cadre constitué à la fois par la configuration même de l'espace ainsi que par l'ordre normatif négocié et ordonné notamment autour d'échos faits à des « sens du juste ». La fabrique de ces problèmes publics s'ordonne donc autour de narrations favorisées par les dimensions prises par l'espace, et notamment l'emphase qui y est mise quant au fait de se raconter, de mettre en exergue des expériences biographiques, personnelles, autour de récits de soi. Dans ces narrations, les orateurs se retrouvent alors producteurs et récepteurs des récits. Par la narration publique, l'écoute du public qui en est faite et l'échange autour d'expériences plus ou moins similaires, il y a également un renvoi à une légitimité qui sinon ne serait pas pensée en tant que telle.

De ces processus naît une étroite corrélation entre production de narrations individuelles, arènes publiques et fabrique des problèmes publics, sinon sociaux. Si nous reviendrons plus tard sur cette distinction, il est tout au moins à noter l'arrachement du singulier, donc la socialisation des expériences individuelles pour les inscrire dans une problématique du social. Ceci s'effectue par des activités d'épanchement, de dénonciation, de soumission à un public d'une narration individuelle voire de revendications. En ce sens, des opérations de sélection pour traduire des situations particulières ou individuelles en problèmes sociaux en les arrachant à leur singularité opèrent donc.

Ainsi, la question des inégalités dans une conversation se retrouve traduite, à partir du récit d'une enfance rurale, d'une adolescence rurale, et des écarts perçus lors de l'entrée dans les domaines de l'urbain avec l'université et les premiers emplois, en des débats et discussions sur les inégalités territoriales systémiques en Chine. Dans ces partages d'expérience se joue donc la difficile conversion d'expériences d'ordre privé, voire d'éléments qui ont longtemps relevé de « l'indicible », dont l'expérience subjective a donc été faite sous le joug du silence, en de problèmes qui peuvent être pensés comme publics ou sociaux. Tout l'enjeu réside alors dans le fait de voir comment cette constitution se fait, et le long de quelle partition entre problèmes sociaux et problèmes publics.

2.2. Expériences individuelles, problèmes sociaux et problèmes publics

Sur nos terrains, les échanges laissent à entendre la mise en exergue de deux grands types de problèmes publics. Cependant, ces deux types ne sont pas donnés comme tels dans le sens où ils subissent une partition en deux groupes. Le premier concerne les problèmes effectivement reconnu comme publics en tant qu'ils seraient collectifs et relèveraient d'un enjeu commun : protection de l'environnement, enjeux écologiques, déficit démocratique, liberté d'expression, inégalités de genre pour en citer quelques-uns. Le second n'est jamais explicitement donné comme public. Il est constitué partiellement au fur et à mesure d'un processus itératif dans les discussions. A ce titre, si toutes les problématiques liées aux conditions de travail ne sont pas pour autant tenues pour normales ou banales, les mettre dans un contexte de débat et de revendication n'est, dans un premier temps pas à l'ordre du jour. Elles apparaissent de façon longitudinale par l'expression de rapports complexes au travail dans les expériences plurielles de mobilité professionnelles. Elles apparaissent également dans les dénonciations par certains des injonctions de flexibilité et d'adaptation telles qu'elles sont intimées par le marché du travail actuel. Cependant si nous prenons deux éléments de circonscription dans la définition constitutive des problèmes publics, à savoir le fait de tenir des éléments pour assez peu banals d'une part pour qu'ils dussent faire l'objet de revendications d'autre part (Neveu Erik, 2017), les enjeux de non-régulation dans le cadre professionnel, enjeux déduits d'une mise en ordre de travail capitalistique, pourraient se fondre peu à peu dans une catégorisation en problèmes publics. Les discussions menées à ce propos dans les espaces investigués laissent certes entendre la dénonciation de telles pratiques, indiquant bien l'identification de problèmes

sociaux tels que le manque de régulation du nombre d'heures travaillées par jour, le peu de respect des contrats de travail et donc le fait que ces éléments sortent d'une banalité ou de la pure expérience individuelle. Toutefois, la reconnaissance de tels faits n'implique pas pour autant de revendications ni de stabilisation de ces problèmes en catégories nettes. Partant, si de premières opérations de ciblages visant à faire d'un problème social un problème public sont effectivement mises en œuvre sur ces sujets, en ce qu'on peut distinguer des situations d'identification, de cadrage, de justification, le passage à la popularisation voire à la mise sur un quelconque agenda politique, la constitution d'organisations pour ce faire n'est pas pour autant au programme.

De fait, les problématiques collectivement identifiées comme desservant des dénonciations se font autour d'une partition entre problèmes publics déjà identifiés et vus comme légitimes d'une part, et ceux qui le sont moins et rentrent de fait plutôt dans une labellisation en tant que « problèmes sociaux » en ce qu'ils ne font pas, ou peu, l'objet de mise à l'agenda politique par des organisations constituées en amont. Les premiers sont notamment mis en exergue dans les corpus de référence d'action collective donnés à voir dans ce cénacle. À la suite de l'élaboration de récits privés, de malaises individuels et leurs prémisses de reconnaissance publique par l'écoute et les retours quant à des expériences homologues de la part d'un public, la reconnaissance et la stabilisation des problèmes publics se trouvent non pas dans des formes d'aval donné par l'Etat, mais par la rencontre, en situation avec des entrepreneurs de morale comme certaines ONG c'est-à-dire des organisations qui ont déjà structuré ces problèmes. Or ces groupes déjà constitués et ayant donc déjà entamé des processus de dénonciation publique, de cadrage de certains problèmes plutôt que d'autres, de relais par différents modes de médias ne balaient qu'une partie des enjeux, ceux donnés en début de cette partie. Ces derniers sont saisis comme tels par une sphère stabilisée bien que fragile de la dissidence dont le cercle de récrimination se fait autour du système politique et de ses dérives, de la question environnementale et de la pollution. Si on ne peut oblitérer l'existence de groupes de revendication concernant les conditions de travail en Chine, ces derniers se sont en premier emparé de la cause ouvrière d'une part, et sont largement invisibles pour les populations qualifiées présentes sur nos terrains, tout au moins pour une grande majorité[122]. Par ailleurs, un

[122] Il existe en effet quelques exceptions, notamment de la part d'organisations féministes présentes sur les terrains investigués et qui tentent depuis quelques années de faire des liens avec des revendications de travailleuses peu qualifiés. Ce ne sont cependant pas ces enjeux qui ont été mis sur le devant de la scène lors de leurs interventions au sein desquelles les activistes se présentaient de toute façon en soulignant l'enjeu individuel plutôt que leur appartenance à une organisation.

enjeu structurel de faible protection des travailleurs, et de quasi-inexistence de leur lutte pour de meilleures conditions de travail résulte de l'absence de syndicats indépendants en Chine. En effet, à l'heure actuelle, les seuls syndicats existants émanent tous de l'organisation syndicale officielle et appartiennent donc à l'ACFTU (All Chinese Federation of Trade Unions), laquelle est souvent décriée comme favorisant un maintien de salaires bas afin de sécuriser un régime de main d'œuvre bon marché en Chine (Lambert et Webster, 2017). Les conditions de travail, la mise en ordre capitalistique la plus primaire du travail ne sont donc pas au rang de ce qui constitue un problème public par un double processus d'invisibilisation : invisibilisation des conditions problématiques même et invisibilisation par distinction des luttes existantes.

En fin de compte, les processus de dénonciations en cours lors des discussions opérées dans les « espaces de jeunes » dessinent une partition entre deux groupes de problématiques. Le premier est constitué par des problèmes publics déjà constitués, qui ont donc déjà été cadrés en tant que tels et trouvent dans ces espaces une arène publique physique là où, du fait de la sensibilité de certains sujets, ces arènes physiques sont relativement rares en Chine. Les seconds ne sont pas pensés comme tels en amont et ne bénéficient donc pas d'un cadrage préalable. Ils sont forgés notamment à partir de la répétition de l'expression de doléances puis dénonciations concernant les conditions de travail des jeunes qualifiés, et émanent donc tant d'expériences multiples de mobilités professionnelles que des possibilités de cadrages autour de l'expression de soi sur de tels sujets, possibilités permises par ces lieux. En tant que tel, cela vient souligner un élément transversal, bien que différencié en fonction des acteurs, à savoir la prégnance des carrières professionnelles dans la façon dont se forgent les aspirations et carrières militantes.

3. Typologie des figures du « civisme ordinaire »

Au sein des « espaces de jeunes » une multiplicité d'acteurs est présente. Tous ne sont pas engagés quant à des enjeux politiques, et pour ceux qui le sont, les modalités ne sont pas les mêmes. Si la transversalité de la contrainte politique est forte, elle n'est ni pensée, ni reçue de la même façon par ces acteurs. Nous nous engageons sur une définition de fait large de ce que serait l'engagement ou le politique pour pouvoir saisir ensemble ces protagonistes, penser leur façon d'agir avec cela, en tenant ensemble carrière professionnelle et carrière d'engagement civique, afin de penser ce que l'engagement produit plutôt que ce dont il est le produit (Leclerq et Pagis 2011).

3.1. Figures militantes et carrières de militants

De nombreux individus naviguent dans les espaces en jeu, dans le sens où sont accueillis à la fois des publics et des figures qui viennent intervenir en leur nom propre, et non pas au nom d'une organisation. Parmi ces figures, beaucoup viennent présenter l'engagement qui est le leur, que cela soit sur des questions d'activisme féministe, démocratique, contre certaines discriminations dans l'emploi, etc. Ce sont eux qui amènent de façon saillante le rapport au politique que l'on peut saisir dans ces espaces. Ils constituent donc un groupe d'acteurs militants, que nous appréhendons au travers de leur « carrière militante » (Fillieule, 2001). L'engagement est ainsi entendu comme processus (Fillieule, 2001 ; Darmon, 2008), par le truchement de la « carrière » (Hughes, 1958), nous permettant de distinguer deux dimensions, celle objective d'une carrière qui « se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures », celle subjective, amenant les « changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive », ainsi que le souligne Becker à propos du concept de carrière chez Hughes (Becker, [1963]1985 :121). Partant, différents enjeux peuvent être travaillés ensemble, que cela concerne des expériences antérieures, le passage à l'acte ou encore des réajustements. Pouvoir saisir de concert ces différents éléments est d'autant plus important dans un contexte au sein duquel, nous le verrons, les entrelacements entre carrière militante et carrière professionnelle sont particulièrement forts. La carrière nous

permet ainsi de penser les remaniements, donc de souligner les enjeux de contexte et, le double processus de ce que font les acteurs et de ce qui les fait.

3.1.1. Intrusion des contraintes et rupture biographique

Wang Yun fait partie de ceux qui constituent la catégorie des figures militantes en prise à « l'espace de jeunes ». Au même titre qu'elle, d'aucuns sont en effet engagés dans des « carrières militantes », au sein desquelles s'agencent différentes expériences biographiques d'engagement. Ces dernières sont le fait d'une dynamique des expériences antérieures pour certaines, et concomitantes pour d'autres, du militantisme.

Parmi les acteurs rencontrés sur le terrain, et quel que soit le degré de leur engagement in situ, un élément transversal mérite d'être souligné : aucun n'était issu d'une famille militante, ou plus précisément, dans aucune des familles en jeu cet aspect n'était rendu visible. Il est possible que le passage sous silence de dimensions de revendications soit le résultat des effets d'un contexte au sein duquel les formes d'activisme politique ou d'opposition sont particulièrement difficiles, sinon dangereuses. Il est également possible que ces milieux familiaux soient unanimement dénués de références revendicatives saillantes, signant un terrain d'enquête rompant avec la possibilité de penser des dispositions familiales au militantisme, même en contexte dit autoritaire (Vairel, 2005 ; Hivert, 2013). Cependant, des éléments concordants apparaissent dans les parcours préalables des figures militantes. Elles se construisent autour d'épreuves individuelles, de contextes de socialisation et engagent en cela une « intrusion des contraintes » vue a posteriori comme « rupture biographique ».

Wang Yun est une jeune femme née en 1990 et ayant grandi à Canton dans la province méridionale chinoise du Guangdong, à quelques encablures de la colonie britannique, devenue en 1997 Région Administrative Spéciale (RAS) de Hong Kong. Elle vient un soir de janvier 2014 à « l'espace de jeunes » de Pékin pour parler de son expérience de « journaliste citoyen » (公民记者 gongmin jizhe). Elle travaille alors dans une ONG féministe. Lors de cette session, elle commence par retracer son histoire, notamment ce qui l'a amenée à exercer ces fonctions. Yun est d'abord entrée à l'université à Nankin dans un cursus d'ingénierie financière. En 2011, alors qu'elle est étudiante à l'université de Nankin, des mobilisations débutent en mars dans cette ville, au moment des révolutions arabes. Elle participe alors à un rassemblement qui « n'est pas en lien avec la révolution de jasmin, mais se trouve presque malheureusement être

tenu plus ou moins au même moment ». Cette action collective rassemble environ 400 personnes. Elle se tient devant la bibliothèque municipale et a pour but de demander la protection des platanes de la ville dont beaucoup devaient être coupés en vue de la construction du métro de Nankin.

> « Les policiers sont arrivés et nous ont encerclés. Ils ont emmené quelques personnes. C'était assez impressionnant. Je crois que c'est un peu de là qu'est partie l'idée de faire du « journalisme citoyen », c'est-à-dire de documenter des événements locaux, du quotidien, qui nous touchent ou que l'on voit ainsi et qui ne seront pas forcément médiatisés par d'autres médias. A l'époque j'étais une étudiante ordinaire. Mais cet événement m'a laissé un grand ressentiment. C'est donc à ce moment-là que j'ai commencé à écrire des articles. »

Peu de temps après, elle part en échange universitaire à Taiwan, lors de sa troisième année d'étude. Ses premiers articles concernant la mobilisation de Nankin ont été repérés. Elle est alors contactée par un hebdomadaire qui vient d'être créé, publié à Hong Kong mais dont les journalistes sont des continentaux. Elle commence donc à écrire pour eux depuis Taiwan, afin de notamment couvrir les élections présidentielles taiwanaises de 2012. Elle est alors contactée par la police chinoise dans le but de transmettre des informations concernant les évolutions politiques à Taiwan. Lorsqu'elle rentre en Chine, elle découvre que la police enquête sur elle, notamment sur son emploi du temps quotidien durant son séjour taiwanais. Par la suite, elle se fait approcher par des policiers sur son campus afin de subir un interrogatoire en vue d'obtenir des informations quant à son implication au sein des milieux politiques à Taiwan. Elle continue cependant à écrire sur des sujets d'actualité, par exemple sur les révoltes de Wukan[123] en se rendant sur place, même après que l'hebdomadaire pour lequel elle a commencé à travailler lors de son séjour taiwanais ferme.

A d'autres occasions, mais pas ce soir-là à « l'espace de jeunes », Yun indique qu'ayant grandi à Canton, elle n'a pas eu l'impression de recevoir un quelconque « contrôle politique » depuis cette ville éloignée de Pékin. Par ailleurs, du fait de la proximité entre Canton et Hong

[123] Wukan est un village du sud de la Chine de 12 000 habitants environ. En septembre 2011 les villageois entament une vague de protestations pour donner suite à la vente de terrains à des promoteurs immobiliers sans que la compensation en leur faveur ne soit jugée adéquate. Plusieurs centaines voire plus d'un millier de personnes prennent alors part aux protestations. Ces protestations redoublent lorsqu'un des représentants des villageois décède entre les mains de la police, officiellement d'une crise cardiaque. Finalement, les villageois obtiennent en 2011 le droit de tenir des élections démocratiques pour élire leurs représentants de village. De nouvelles émeutes éclatent en 2016 dans le village.

Kong (les deux villes sont séparées d'un peu plus de cent kilomètres seulement), elle recevait la télévision hongkongaise. Elle souligne donc le fait qu'elle a été largement influencée par cette dernière, pensant ce média comme un lieu où on pouvait parler, relevant peu à peu de fortes différences entre ce qui est montré dans ces programmes et l'environnement dans lequel elle vit. Yun indique ainsi notamment comme motif de l'action (c'est-à-dire comme « acte du langage qui s'inscrit dans un vocabulaire disponible pour les acteurs sociaux et leur permet d'interpréter une conduite » - Joseph, 1998), que le fait d'avoir grandi dans un contexte marqué par une spatialité lointaine quant aux instances de contrôle, et la socialisation infantile avec un environnement social vu comme plus ouvert et plus libéral (Hong Kong d'un côté et Chine continentale de l'autre dans les années 1990, notamment à l'époque où ces deux entités constituaient des Etats différents) ont joué sur son corpus de référence. Elle souligne ainsi une dimension subjective de sa carrière militante (Becker, [1963]1985 :126), mettant en perspective différentes expériences passées à l'aune de ses actions actuelles.

Zhao Li est lui né en 1987 dans une famille paysanne du centre de la Chine, dans la province du Sichuan. Alors qu'il est au collège, lors d'un examen médical, on découvre qu'il est porteur du virus de l'hépatite B. Il en est de même pour son frère, son aîné de trois ans. En 2007, son frère est diplômé de l'université et s'apprête à signer un contrat de travail à Wuhan, dans la province du Hubei. Au dernier moment, ce contrat lui est refusé du fait qu'il est porteur de ce virus. Zhao Li explique que c'est à ce moment-là qu'il a commencé à se mobiliser pour dénoncer ces discriminations, expliquant notamment que pour ses parents, paysans n'étant allés qu'à l'école primaire pour sa mère, et jusqu'au collège pour son père, la voie de sortie pour leurs enfants était l'école. « Or, si être diplômé de l'université ne sert plus à rien du fait de cette contamination, qu'allons-nous devenir ? ». A partir de cette date, alors qu'il est lui-même à l'université à suivre un cursus d'ingénierie, il entame donc différentes actions : il envoie des lettres aux gouvernements locaux, aux universités qui peuvent refuser des étudiants porteurs du virus en master, il se prend en photo dans la rue, devant des bâtiments officiels, en portant à chaque fois un panneau indiquant qu'il est porteur du virus. Ces photos et l'envoi de lettres sont publiés sur son blog. En 2012, il contacte la Conférence consultative politique du peuple

chinois[124] et l'Assemblée nationale populaire[125] pour les alerter sur ces discriminations et leur demander de se positionner. Il poursuit cette carrière militante en parallèle de ses études jusqu'au master. Une fois diplômé, il continue à mettre en place différentes actions militantes, traversant par exemple la Chine à pied avec banderoles et pancartes, tout étant bénévole dans une ONG.

L'intrusion des contraintes de l'ordre dans un quotidien au sein duquel Yun, Li, et les autres acteurs militants présents sur nos terrains s'étaient accommodés de contraintes de l'Etat autoritaire (Vairel et Zaki, 2011) engage des passages à l'acte qui sont informés par des agencements avec les temporalités de la socialisation universitaire. L'importance de cette dernière, corollaire de la prise de rôle par des jeunes qualifiés quant à des enjeux sociaux et politiques en Chine, mérite en effet d'être soulignée. Yun se rend à la mobilisation qui a lieu à Nankin à l'occasion d'un article qu'elle doit écrire dans le cadre universitaire. Zhao Li commence sa « carrière militante » en 2007 en étant notamment responsable et bénévole d'une association de vulgarisation scientifique au sein de son université. Il organise des conférences et des rencontres à propos des connaissances en matière de santé. Cela occasionne une médiatisation de ces actions à plusieurs reprises dans le journal local de Hangzhou.

Meng Li est une militante féministe également passée par « l'espace de jeunes », engagée dans différentes ONG et instigatrice avec des collectifs féministes de différentes actions collectives.

> « J'ai grandi dans un petit village du sud de la Chine. Je me rappelle de plusieurs choses qui ont fait que je sentais bien que c'était différent d'être une petite fille ou un petit garçon, un homme ou une femme. Par exemple quand je jouais dehors et que je

---

[124] La Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) est une assemblée consultative créée en 1949. Elle est composée de représentants des huit « partis politiques mineurs » et du Parti Communiste Chinois. Elle est également composée de représentants de différentes institutions, organisations voire associations de différents secteurs (ACFTU, All China Women Federation, associations de promotion de la science, fédérations du commerce et de l'industrie, etc.) En tout, la conférence consultative compte environ 2200 sièges (le nombre exact diffère légèrement en fonction des mandats). La conférence se tient une fois par an en même temps que la session plénière de l'Assemblée nationale populaire. La présence concomitante des deux rassemblements porte le nom des « deux réunions » (两会 liang hui). Institutionnellement, la CCPPC correspond à une chambre haute dont le rôle est essentiellement consultatif.

[125] L'Assemblée nationale populaire (ANP) est composée de 2980 membres élus pour un mandat de cinq ans. Parmi eux, une très large majorité représente le Parti Communiste Chinois. Lors du dernier renouvellement de la chambre en 2018, 2119 membres représentaient le PCC, les 861 autres étant divisés entre les « huit partis politiques mineurs » pour environ 400 d'entre eux, et « sans étiquette » pour les autres. L'ANP a pour rôle notamment d'élire le président de la République, le Premier ministre et un « Comité permanent ». C'est ce dernier qui détient le pouvoir législatif. L'ANP conserve cependant le pouvoir de réviser la constitution.

voulais monter aux arbres comme les petits garçons, mon père me l'interdisait au motif que j'étais une fille. Ou bien le fait qu'il y avait beaucoup de violence domestique au village. C'était même tout à fait normal pour les maris de taper leur épouse, parfois même dans la rue. Mais on n'appelait pas cela « violence domestique », l'expression c'était juste « taper une femme », et ce n'était pas pensé autrement. Moi j'étais petite, et je me disais que les femmes avaient dû faire quelque chose de mal. Ce n'est que quand je suis allée à l'université et que je suis tombée sur des cours de théorie féministe que j'ai commencé à voir cela sous le jour de l'égalité homme/femme. Après ça, j'ai monté à l'université la pièce Les monologues du vagin. Et une fois que j'ai été diplômée, j'ai commencé à travailler dans une ONG LGBT à Pékin. (…) »

C'est dans ces années d'université que l'entrée dans les « carrières militantes » se fait chez ces individus. Si les espaces universitaires peuvent être très contrôlés en Chine, et que « l'espace de jeunes » de Pékin s'est notamment construit sur l'impasse qu'il y avait à ouvrir un espace de débat au sein de l'université, il nous faut cependant saisir ensemble espace et socialisation universitaire. En effet, force est de constater que ce n'est pas tant à l'université, mais durant les années universitaires que ces « carrières militantes » débutent. Elles sont construites tout à la fois au cœur d'un dispositif que l'on retrouve dans d'autres contextes, au sein desquels le passage à l'université constitue un nœud dans les rapports des individus à la politique (Gourisse, 2011 ; Michon, 2006), et agencées dans le contexte chinois contemporain avec une césure nette entre temps de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur. En effet, le système scolaire primaire et secondaire en Chine, orienté vers le concours très sélectif signant tout à la fois la fin de l'enseignement secondaire et la possibilité, en fonction de son rang, d'entrée à l'université, le « gaokao » (高考), ne laisse aucun temps mort aux jeunes lycéens (Zhao et al., 2015), voire les pousse à un engagement total de soi et les amène à associer cynisme et sens d'une impuissance civique (Zhao et al., 2014).

Les années passées dans l'enseignement supérieur constituent donc un temps qui est mis en exergue quant à l'engagement dans la « carrière militante ». Si on ne peut nier une disposition au « travail biographique » (Leclerq, 2011), c'est-à-dire une activité de symbolisation et d'unification de l'expérience opérée par ces individus lorsqu'ils reconstituent leur parcours, il nous faut aussi prendre en compte le paysage plus global. L'intrusion des contraintes se place en effet dans un contexte d'offre politique restreinte. L'entrée dans la carrière dépend certes des expériences préalables, ainsi que souligné par les différents acteurs en jeu, que de conditions contingentes et du champ des possibles

politiques (Fillieule, 2001). Pour ces figures militantes, certaines portes ouvertes par des projets, cours, associations afférentes au sein de l'université, ont constitué un champ des possibles politiques dont ils se sont saisis et qui a fonctionné par la suite comme une rupture biographique, par l'engagement militant, plus ou moins graduée.

3.1.2. « Politisation sous contrainte », carrière militante et carrière professionnelle

L'entrée dans ces carrières militantes se fait donc autour de ruptures biographiques agencées dans un contexte de « politisation sous contrainte » (Vairel et Zaki, 2011). Du fait de cette dernière, les parcours des figures militantes sont marqués par une intrication extrêmement forte entre carrière militante et carrière professionnelle.

La « politisation sous contrainte » est caractérisée par une offre politique restreinte et guidée, et des dispositifs de contrôle et de surveillance très nombreux. Ces éléments participent parfois d'une nécessaire prise en compte des contraintes de l'ordre et du discours. Ainsi, la sensibilité politique est souvent édulcorée à « l'espace de jeunes », ainsi que tout ce qui peut apparaître comme critique structurelle vis-à-vis du système politique chinois dans son ensemble. Lorsque Wang Yun intervient en janvier 2014, ni le passage sur le différentiel de fonctionnement social entre Hong Kong et le continent, ni le fait qu'elle a été contactée par la police politique quand elle était à Taiwan n'ont ainsi été rappelés. De fait, quand cette présentation a lieu, c'est au contraire la nécessité de s'interroger sur des questions et revendications locales qui est mise en lumière et soulignée. Les stratégies mises en avant sont celles du tâtonnement et de l'essai, impliquant le fait que l'autocensure de chacun serait plus importante que la réalité des dispositifs de censure. Zhao l'indique d'ailleurs plus tard dans sa carrière militante, notant que les mobilisations et revendications se structurent autour d'un univers de sens concernant le fait de « changer la société » plutôt que d'opposition politique[126].

Cette « politisation sous contrainte », et les remaniements qu'elle implique, n'est cependant pas statique, ni ne porte intrinsèquement avec elle un engagement unique. Ainsi que le rappelle Muriel Darmon, « pour rompre avec cette version à la fois évidente et continuiste, Howard Becker a réintroduit dans l'analyse tout ce qui pouvait être dans un premier temps passé sous silence : les conditions de possibilité de cet engagement progressif dans la carrière, et le

[126] Article de Wang Yun paru sur le site du China citizens movement le 10 août 2015. Disponible (en chinois) à l'adresse suivante : https://cmcn.org/archives/20846.

triptyque fameux de l'apprentissage des techniques, de la perception des effets et du goût pour les effets » (Darmon, 2008). La réappropriation des discours, l'atténuation de revendications est certes portée dans la présentation de Wang Yun à « l'espace de jeunes » par les contraintes même de l'espace, qui pour perdurer, joue sur la labilité de prises de positions peu frontales. Cependant les positions tenues par Wang Yun se structurent quelques temps après autour de l'idée d'opposition, plutôt que de celles de réforme telles que notées plus haut. Ce changement advient du fait de confrontations plus marquées avec les dispositifs de contrôle, à savoir l'incarcération de son conjoint, employé dans une ONG d'aide juridique, car cette dernière est soupçonnée d'être le relais d'informations concernant le mouvement hongkongais « Occupy central », puis du fait d'un engagement de plus en plus marqué à la suite de cet épisode. Pour Zhao, ces enjeux de contexte sont donnés à voir par deux éléments. Le premier correspond à la façon dont sa socialisation militante se heurte à des dispositifs de contrôle. Le second se réfère à la façon dont cela joue sur un engagement progressif dans une carrière militante marquée par une série de ruptures biographiques. Ces ruptures biographiques successives sont alimentées au fur et à mesure des différentes expériences auxquelles elle doit faire face a posteriori. Elles ont par ailleurs amené son départ du territoire de Chine continentale, au moins à l'heure actuelle. En outre, cela nous amène à penser ces expériences sur la durée afin de saisir les remaniements subjectifs en fonction des changements de positions occupées. Ce point, agencé avec une « politisation sous contrainte » ainsi que l'inscription des engagements dans une offre politique dans un temps donné, intime donc une imbrication particulièrement forte entre carrière militante et carrière professionnelle, les deux s'informant mutuellement.

En 2013, Wang Yun commence à travailler dans une ONG féministe à Pékin (Voix de féministes 女权之声 nüquan zhi sheng), utilisant notamment son expérience passée de journaliste afin de médiatiser certaines luttes. Son compagnon de l'époque, Li Hunyu, travaille quant à lui dans une ONG qui fournit des services d'aide juridique. Du fait du caractère sensible de leurs emplois respectifs, ils décident de se marier un mois après leur arrivée dans la capitale. En effet, en cas d'arrestation, seule la famille est habilitée à proposer les coordonnées d'un avocat ainsi qu'à faire passer de l'argent ou des affaires auprès du centre de détention. En 2014, Li Hunyu est arrêté, accusé d'être impliqué, par le biais de l'organisation dans laquelle il travaille, dans le mouvement hongkongais « Occupy central », aussi connu sous le nom de « Mouvement des parapluies ». Wang Yun quitte alors son emploi afin de se concentrer sur la lutte en faveur de la libération de son mari. Elle médiatise l'affaire en donnant des interviews et engage des avocats. Li est libéré dans le mois. Ils divorcent peu de temps après. Elle reprend

alors des activités de journalisme en freelance auprès de différents journaux, notamment hongkongais. Elle est alors installée à Taiwan.

Ces parcours sont marqués par une imbrication très fine entre carrière professionnelle et carrière militante, l'une informant l'autre, l'autre informant l'une. Ainsi, dans le cas de Yun, les contraintes liées au militantisme de son conjoint la font mettre de côté son emploi. Elle utilise alors des ressources de son engagement en usant de la médiatisation, pour tenter de faire sortir Li Hunyu de détention. Par la suite, le retour dans une carrière professionnelle se fait autour de ces compétences de journaliste. La détention de Li constitue alors dans la carrière de Yun une nouvelle rupture biographique. Pour elle, cette nouvelle rupture engage un couple politisation et conflictualisation qui trouve appui, entre autres, sur une sphère de l'intime (Vairel et Zaki, 2011).

L'entrée dans la carrière militante de la part de Zhao Li peut se comprendre notamment en ce qu'elle est marquée par un événement qui fait écho à d'autres possibles. En effet, la discrimination que subit son frère risque de le toucher également. Elle met alors à mal la possibilité d'une mobilité sociale ascendante espérée par les parents de ces deux jeunes hommes par la seule voie de l'investissement scolaire. Néanmoins, il nous faut essayer de saisir également ce qui fait qu'il se maintient dans cette carrière. L'hypothèse que nous avançons à ce propos est que du fait d'une offre politique restreinte, et d'une entrée en carrière qui se passe à l'heure d'une orientation professionnelle, il y a eu co-construction dans une conjonction temporelle de la carrière militante et de la carrière professionnelle. En d'autres termes, il n'y a pas reconversion de ressources acquises par un savoir militant dans une dimension professionnelle, mais un processus pas à pas d'ajustement de ces deux sphères par une série de choix successifs, dans une concomitance longitudinale entre les deux espaces à partir de son entrée dans une carrière militante en 2007. A partir de juillet de cette même année, il devient bénévole pour l'ONG « Yirenping », organisation qui lutte contre les discriminations à l'embauche. Au sein de celle-ci, il prend part à des classes de formation sur la lutte juridique contre les discriminations dans l'emploi. En parallèle, à partir d'octobre 2007, il est responsable et bénévole d'une association de vulgarisation scientifique au sein de son université. Il organise des conférences et rencontres, notamment concernant les connaissances en matière de santé. Cela occasionne une médiatisation de ces actions à plusieurs reprises dans le journal local de Hangzhou. A l'été 2008, il est stagiaire et bénévole au sein d'un groupe de travail sur la situation de la santé publique et du droit à l'éducation. Il est alors en charge d'un groupe sur un projet social dans les lycées concernant l'expérience sociale des jeunes (promotion du droit à

l'éducation pour tous et des connaissances en matière de santé). Il s'occupe notamment de la mise en ligne d'informations, ainsi que de la récolte et mise en ordre de documents d'information. A ce sujet, il fait notamment cas de la question de la discrimination à l'embauche au sein de l'Académie Chinoise des Sciences, rencontrant l'écho de plusieurs médias, dont certains nationaux. En 2010, il prend une année de césure au cours de laquelle il passe beaucoup de temps à Canton. Pendant ce long séjour, il dit découvrir la scène « civile [127]» du sud de la Chine et en ressort impressionné par la vivacité de cette dernière. Cette même année, il parcourt la Chine en faisant des actions de revendication qui prennent la forme de performances. Il se fait ainsi prendre en photo devant des universités et autres bâtiments officiels comme les bureaux d'hygiène provinciaux, tenant des briques à la main, puis poste ensuite cette succession de photos sur son blog. La brique, outre le fait qu'elle unifie ces photos par un symbolisme commun, fait écho à l'expression 拍砖 paizhuan, littéralement « frapper des briques », qui signifie en argot « critiquer fortement » voire « insulter ».

[127] Le terme utilisé en chinois est 民间 minjian, qui signifie à la fois « populaire », « non gouvernemental », « non officiel ». L'expression 民间社会 minjian shehui est donc souvent traduite en « société civile », terme que nous n'affectionnons pas beaucoup pour sa capacité à embrasser une diversité de réalités sans les expliciter, et pour sa capacité à subsumer sous un même vocable une diversité de processus souvent menés au nom d'une idéologie prescriptive visant à les faire rentrer dans une certaine forme de démocratie (Leclerc-Olive, 2013). Zhao Li fait ici sûrement référence à la scène associative, voire aux ONG qui bénéficient dans le sud de la Chine d'un contrôle politique et social moindre qu'à Pékin. A ce propos, voir l'ouvrage de Monique Sélim, Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton (Chine), L'Harmattan, 2013 ainsi que l'article de Kin-Man Chan, Chan, Kin-man. « Intermediate Organizations and Civil Society: The Case of Guangzhou. » In China Review 1999, par Chor Lau Chong et Geng, 500 p. Hong Kong: The Chinese University Press, s. d.

Image 17 : Photo brique Zhao LI. On peut lire écrit en rouge sur la photo : « Soir du 11 octobre 2010. Le président de l'Académie des Sciences de Chine, Chun Guangji demande lors des entretiens aux postulants de fournir une attestation d'examen médical concernant l'hépatite B, c'est pourquoi j'ai amené des briques pour venir l'écouter donner une conférence. » (Source : Micro-blog de Zhao Li)

Il poursuit ses études en master à l'université des transports de Shanghai. Il en sort diplômé en juillet 2013. Il commence alors à monter des actions au sein d'une ONG qu'il crée avec des amis mais qui n'est pas légalement reconnue. Elle ne le sera qu'en 2015. Cette organisation non gouvernementale qui ne dégage pas de profit porte le nom de « cent millions d'amis », du nombre de personnes infectées par le virus en Chine (cf. chiffres du rapport mondial sur l'hépatite pour l'année 2017, édité par l'Organisation Mondiale de la Santé). Il se présente comme un « citoyen » qui mène d'autres actions. Ainsi, en 2014, il prend part à des revendications contre le fait que les billets de train debout en Chine coûtent le même prix que ceux assis, alors que de nombreux avocats ont déjà plaidé pour une réduction du prix par deux. Il essaie de porter l'affaire sur la scène publique.

Dans la carrière de Zhao Li, les sphères professionnelles et militantes semblent être indistinctes autant qu'elles se superposent. L'apprentissage progressif de techniques de l'action se fait en même temps que l'entrée et l'évolution dans une carrière professionnelle faite pont entre le sujet de ses études et celui de son action. Ces ressources militantes peuvent même être engagées dans des enjeux afférents comme il le signifie à propos de son action concernant les billets de train en 2014. Les rôles successifs endossés par Zhao Li, bénévole associatif, stagiaire, étudiant activiste, activiste, professionnel de la lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi sont tour à tour sous-tendus par une médiatisation de ses actions. Dans le processus d'ajustement à ces rôles se trouve aussi en place une dimension subjective et une morale, c'est-à-dire de la façon dont, à chacune des étapes de la carrière militante et professionnelle de Zhao Li, il y a modification du système de représentation par lequel l'individu prend conscience de lui-même et appréhende les autres (Goffman, 1961 : 179). Ceci est subsumé par la rétribution qui finit par advenir quand son ONG obtient finalement un statut légal en 2015. Ce changement signe ainsi la possibilité d'institutionnaliser son militantisme comme professionnel et d'en obtenir une rétribution légalement autorisée. Surtout, la constance dans ces rôles peut être analysée par la persistance d'un double stigmate de l'individu en question. Si les revendications de Zhao Li portent sur les discriminations à l'emploi des porteurs du virus de l'hépatite B, c'est que ces dernières sont très importantes en Chine. En tant que porteur lui-même de ce virus, Zhao Li peut se voir fermer la porte à de nombreux emplois. Par ailleurs, l'engagement qui est le sien depuis tant d'années, et qui a été largement médiatisé, lui fait porter un deuxième stigmate, celui d'être identifié comme un « activiste » ou un « militant », et qu'il peut être coûteux de l'abandonner (Ebaugh, 1988). C'est notamment le cas s'il veut revenir sur le marché du travail, notamment pour tout ce qui n'appartient pas au domaine somme toute très restreint des ONG en lien avec des enjeux revendicatifs. Tout ceci engage pour Zhao Li un ajustement entre sphère militante et sphère professionnelle, du fait de l'achoppement des deux, qui favorise le fait qu'il reste encore à ce jour dans cette carrière militante, dans un processus au sein duquel l'articulation de l'investissement militant avec la carrière professionnelle est telle qu'un retour en arrière pourrait constituer un coût considérable (Dressen, 1999).

Dans l'analyse de ces carrières militantes les contraintes d'un contexte engageant une offre politique limitée et cernée ne peuvent donc être mises de côté. Cependant, ces carrières existent. Elles sont souvent informées par l'intrusion de la contrainte, par un maintien dans le rôle favorisé par des achoppements plus ou moins importants entre sphère professionnelle et sphère militante, et par des ajustements successifs.

3.2. Figures engagées du « civisme ordinaire »

Les figures plus marquées du sceau de l'action militante sont accompagnées sur ces terrains par d'autres figures qui ne sont pas archétypales du militantisme comme celles précédemment présentées. Un tel élément peut être mis au crédit d'espaces pluriels qui croisent des enjeux politiques certes, mais aussi plus sociaux et culturels. Il est également étayé par les tactiques de protection vis-à-vis des autorités de contrôle. Cependant, c'est par l'action de ces secondes figures qu'existent et vivent des espaces donnant à voir des processus de politisation plus ou moins saillants. Les effets de politisation sous contrainte sont donc ici complétés par des formes de politisations pragmatiques. Elles sont articulées autour de rôles de pivot incarnés par ces « entremetteurs » dont le niveau d'information et d'exposition est assez fort, mais dont le militantisme n'est pas particulièrement visible ni engagé sur une seule cause. Il s'agit donc d'interroger, en retraçant des parcours biographiques, la façon dont s'articulent des aspirations d'engagement et des logiques militantes premières avec un enjeu pragmatique dans la politisation, menant par là-même à des tensions et négociations entre logique commerciale et logique militante.

3.2.1. . *Aspirations d'engagement et logiques militantes*

Les « espaces de jeunes » en jeu dans cette recherche sont donc des scènes de paroles militantes portées par des figures activistes marquées ainsi que données à voir précédemment. L'existence de telles scènes est cependant liée au travail de fabrique de ces espaces par des individus qui ne figurent pas dans une catégorisation du militantisme selon les mêmes lignes. Il est de fait nécessaire de penser les parcours biographiques de ceux qui font fonctionner ces espaces afin de témoigner de la façon dont se construit et perdure cette prise de rôle comme pivot.

« L'espace de jeunes » de Pékin a été fondé à l'origine par une douzaine d'individus. Beaucoup sont partis du fait d'autres opportunités dans d'autres villes de Chine ou à l'étranger. Un seul reste et fait le pont entre les différentes phases de mise en place puis de perpétuation du lieu, de son ouverture première à une fermeture quelques mois après, de sa réouverture à son déménagement ultérieur à plusieurs reprises. Cet acteur, Wang Zhifu, vient de la province du Jiangsu, voisine de la municipalité de Shanghai. Il est né en 1984, dans une zone rurale, de parents paysans à l'origine mais qui « n'ayant plus de terres, n'ont plus eu de travail ». Son père

fait depuis de petits commerces, sa mère est à la retraite. Il a une sœur aînée car, ainsi qu'il le souligne, « dans ma génération nous sommes un certain nombre à avoir une grande sœur. Comme à l'origine nous sommes des ruraux, si le premier enfant était une fille, on pouvait en avoir un second. Et puis c'est la campagne, donc de toute façon, les autorités ne regardent pas cela de façon très sérieuse ». Il commence ses études par une licence en mécanique dans une université de Harbin (nord de la Chine) puis arrive à Pékin pour faire un master à l'université des postes et télécommunications. Il en sort diplômé en 2009. Il essaie d'abord de trouver un emploi et postule à différentes offres. A chaque fois, cela ne fonctionne pas à l'entretien, il ne se voit pas faire le type de travail proposé. Il continue alors à chercher un emploi. A partir de cette date, il cumule plusieurs emplois temporaires, donnant des cours particuliers, faisant un peu de commerce avec son village d'origine et mettant en lien des commerçants de son village avec des amis coréens pour qu'ils puissent accéder à ce marché. A partir de janvier 2010, jusqu'en août 2011, en plus des emplois temporaires précédemment cités, il créé une sorte d'université en ligne, avec notamment des émissions retransmises sur la toile. En mars 2012, il ouvre un premier « espace de jeunes » avec des amis à Pékin. Faute de moyens, le lieu est fermé en août. Un autre est ouvert à partir d'octobre 2012.

> « On s'est rendu compte qu'il y a beaucoup de choses que les étudiants ne pouvaient pas faire au sein de l'université. Au sein de celle-ci, il y a beaucoup de règles, ce n'est pas si libre que cela. Parfois on peut également nous dire que c'est parce qu'il n'y a pas la place de faire des réunions, ou bien que ce dont nous voulons parler est une question ou soulève des questions qui n'ont pas lieu d'être à l'université, parce que c'est trop sensible. Donc avec d'autres personnes, on voulait créer un espace au sein duquel des étudiants, ou d'autres personnes peu importe, puissent venir et parler de ce dont ils ont envie. On pensait aussi qu'on pouvait inviter quelques amis, voire quelques professeurs pour parler de certains sujets parfois. Ça c'était l'idée au début. Nous étions douze. Parmi nous il y avait un Coréen, un Américain qui à l'époque travaillait à Pékin dans une ONG dont l'action était en rapport avec la Corée du Nord, donc un sujet très sensible. Il y avait aussi quelques étudiants Chinois, et quelques jeunes travailleurs chinois qui venaient de toute la Chine (Xinjiang, Tianjin, Nankin, etc). »

Au début, le projet à monter n'est pas complètement clair. Les balbutiements se passent autour d'un groupe d'amis au sein de l'université, certains Chinois, d'autres Coréens. Ils souhaitent instaurer quelque chose d'un peu plus institutionnalisé par rapport aux activités d'échange culturel qu'ils mettent d'ores et déjà en place. De ce premier pas très informel naît

donc une association, nommée ICU pour InterCulture Union. Peu de temps après, « l'espace de jeunes » de Pékin est monté par une douzaine de personnes, dont certaines issues d'ICU.

> « On a fait l'association ICU au départ pour travailler avec différentes communautés et organiser ensemble des activités. Quand on a discuté ensemble, ce qui est ressorti c'est que nous avions vraiment besoin d'un espace physique qui fasse plateforme pour tout ceci. D'abord parce que les organisations de jeunesse étaient assez isolées. Beaucoup ne savaient pas comment communiquer entre elles. Il y avait donc un manque ici. Ensuite parce que pour faire des activités à Pékin, les lieux le permettant ne sont pas nombreux. Il y a les cafés mais c'est cher, à l'université la ligue de la jeunesse communiste est très stricte quant à ce qu'on peut faire ou non, et en plus si jamais le thème de l'événement ou une des personnes qui vient parler sont jugés trop sensibles, l'école n'approuve pas. Que cette activité soit bonne ou pas, elle ne pourra se tenir. C'est pourquoi nous avons décidé de faire un « espace de jeunes » indépendant au sein duquel on pourrait inviter librement qui on veut pour qu'il s'exprime, et au sein duquel on pourra librement dire les choses que nous souhaitons dire. »

Les deux projets sont menés conjointement, avant que le premier ne soit abandonné. Les raisons de ce choix sont exposées ainsi :

> « En Chine, le processus visant à promouvoir des projets liés à une « société civile » ou à un idéal citoyen sont très difficiles. C'est pourquoi je me suis dit qu'on pouvait essayer en partant d'un petit groupe de jeunes, et qu'il nous fallait un espace physique pour échanger et amorcer des choses. C'est une des raisons qui fait que j'ai arrêté temporairement « l'université ouverte ICU » pour me concentrer sur l'espace de jeunes. Le point clé était qu'il nous fallait un espace physique. »

Dans ces aspirations initiales, se retrouve en filigrane une analyse du paysage politique voire de celui de l'engagement. Le constat porté par Wang Zhifu et les autres fondateurs du lieu est assez clair pour eux. Ce constat est amené par la lecture des points suivants : d'abord la volonté de porter sinon des revendications, tout au moins des discussions vis-à-vis d'éléments donnés comme « sensibles » et qui ne peuvent prendre place à l'université du fait des contraintes citées. Ces dernières provoquent un empêchement double, du fait de l'administration universitaire même, du fait de la Ligue des jeunes communistes également. Par ailleurs la nécessité d'un espace physique qui serait le pendant des espaces déjà ouverts sur internet, blogs et forums de discussion se fait jour (Arsène, 2011).

Outre cette analyse du paysage politique porté par des normes « démocratiques » forgées autour d'enjeux tel que celui de la liberté d'expression, la production d'un tel espace se fait également autour de logiques professionnelles. Wang Zhifu à Pékin indique que les emplois pour lesquels il a postulé ne lui convenaient pas faute de liberté. Lu Jiegong, fondateur de « l'espace de jeunes » de Chongqing a un discours similaire, arguant que les fonctions d'encadrement qui auraient dû être les siennes du fait de son master ne le satisfaisaient pas, préférant un emploi dans une structure aux relations plus horizontales. C'est ce qui l'a poussé notamment à la création d'un espace susceptible d'être le creuset, et au croisement, de différentes initiatives populaires. Là où ce type de processus résulte d'un « désajustement entre un système d'attentes issues de l'engagement et les possibilités objectives de les concrétiser » et peut produire du déclassement dans certaines carrières militantes des années 1970 en France (Pagis, 2009), elle est ici partie prenante de l'insertion dans une carrière de mise en lien de militants pour Zhifu et Jie. L'impossibilité pour eux d'adhérer à des carrières professionnelles en accord avec leurs qualifications, doublée de la difficulté d'engagement dans une démarche partisane discriminante, témoigne d'une différenciation par rapport à ceux qui sont inscrits dans des institutions professionnelles plus clairement politiques. C'est tout au moins ainsi que leurs carrières de socialisation militante débutent.

3.2.2. Politisation pragmatique et enjeu de bien commun

Dans les parcours des fondateurs de lieux se retrouvent des « motifs de l'action » (Joseph, 1998) qui se déclinent lors de la création des espaces autour d'actes du langage portés par des « normes démocratiques » et portés comme nécessitant une mise en action passant par un espace physique. Ainsi que le rappelle Zhifu :

> « Actuellement il y a une narration officielle qui essaie de remplacer les valeurs universelles de liberté, droits individuels et démocratie par la stabilité, les intérêts nationaux et le bien-être du peuple. Je pense qu'utiliser le concept de « spécificité » plutôt que celui d'universalité n'est pas assez. (…) Pour moi, la liberté, la démocratie, l'économie de marché, la démocratie constitutionnelle et une société basée sur un état de droit ne sont pas uniques aux sociétés occidentales. (…) On ne peut pas, au motif d'une peur de changement de parti politique, d'une peur de perdre le pays, refuser des valeurs universelles. »

Le fait de produire un espace physique s'impose autour d'une mise en visibilité des engagements de jeunes travailleurs et étudiants à Pékin, dont les voix à caractère contestataire sont sinon souvent remisées dans l'espace virtuel d'internet. Il s'agit ainsi « de faire attention à ces gens, de faire en sorte qu'ils soient visibles. Cependant, nous devons insister pour continuer à émettre une voix qui nous est propre » car même s'« il y en a qui disent que nos activités ne sont pas en prise avec la réalité des choses, je pense que c'est aussi pour nous faire taire, pour se complaire dans l'idée que les jeunes, surtout en Chine, n'ont pas d'opinion, pas de pensée. En plus, je pense réellement qu'il est important de pouvoir parler des choses liées au corps, au cœur des gens. Parce qu'on le voit ici, il y en a qui viennent et qui sont comment dire… un peu perdus, un peu paumés. »

Ces « motifs de l'action » prennent place dans un contexte paradoxal. Il y a d'une part l'énonciation d'une césure nette avec ce qui est pensé comme « officiel ». Cette dimension ne permettrait en effet pas l'expression d'une pluralité de voix ou bien annoncerait ces voix comme émanant forcément d'un compromis par des croisements avec « l'instituant ». C'est ainsi qu'est présenté par exemple le fait de devoir faire un pas de côté vis-à-vis de l'université et des organisations de jeunesse officielles. Il y a d'autre part prise en compte d'un enjeu de « réalité » imposant la création d'un lieu physique mais qui ne doit être balisé comme espace de rupture avec l'instituant. A ce titre, il ne peut porter de causes politiques marquées (autres que la revendication d'un lieu d'expression favorisant la mise en voix et en confrontation d'opinions différentes, sensibles ou non, mais ne relevant pas d'un discours « officiel »).

> « Je ne crois pas que des fondations patentées par le gouvernement ou toute autre organisation officielle seraient d'accord avec nous quant à nos idéaux et sentiments. Sans une telle reconnaissance, tout type de promesse aussi bonne à entendre soit elle, n'est qu'un coup d'épée dans l'eau, à moins d'avoir des « relations » (关系 guanxi) dans le contexte chinois. »

> « Je pense qu'être un administrateur indépendant n'est pas compliqué. Enfin, il faut voir précisément de quoi on parle. Par exemple à Canton, il y a des organisations sociales qui en fait reçoivent le soutien du gouvernement. Le gouvernement va aussi payer pour acheter le service de certaines ONG. Dans la situation actuelle, celles qui sont autour de la protection de l'environnement, ou des ONG qui ne sont pas sensibles vont avoir ce soutien gouvernemental. A certains endroits, le gouvernement n'a pas les moyens de soutenir, mais comment dire, les organisations civiles qui sont dans des situations

clandestines vont aussi avoir plus de liberté donc c'est peut-être pas plus mal si le gouvernement ne s'en soucie pas, héhé ! »

« Je pense que l'enjeu de réalité donc d'espace physique est de permettre d'avoir une plateforme sur laquelle toutes sortes de perspectives peuvent se faire face. Il y a toujours des points aveugles quand chacun s'intéresse à un problème. Alors, en ayant des personnes qui vont peut-être porter des perspectives et analyses différentes, on peut faire émerger les conflits voire les défauts au sein des points de vue de chacun. »

(Extraits de différents entretiens avec Wang Zhifu, Homme, 30 ans, originaire du Jiangsu)

C'est donc une emphase posée sur l'enjeu de bien commun ou d'intérêt général qui se trouve au cœur des discours et aspirations menant à la création de l'espace. Elles s'articulent autour d'une politisation pragmatique. Cette dernière se construit à partir de formes de « civisme ordinaire », soit des pratiques qui consistent « à produire des effets d'ordre dans le champ social (ou politique) en cherchant à rendre congruentes les cités d'appartenance par l'appel à l'intérêt général des membres » (Pharo, 1985 :14). Il y est ainsi fait cas d'une division nette, pas seulement avec ce qui relève de la sphère étatique, mais également avec ce qui serait « souillé » par le marché.

« Une des raisons principales qui a fait qu'on a voulu continuer à faire tenir cet espace réside dans les retours de ces personnes qui y venaient. C'était des gens qui louaient l'indépendance du lieu, qui mettaient cela en regard de leurs idéaux et à rebours de la commercialisation à outrance et d'un supposé « réalisme » auxquels ils étaient confrontés par ailleurs. Faire en sorte que l'espace perdure c'était pour nous, pour moi, pouvoir continuer à avoir un lieu notamment pour ces gens et ne pas faire en sorte qu'ils soient avalés eux ou leurs « rêves » dans la tragédie du monde actuel. »

(Extraits d'entretien avec Wang Zhifu, Homme, 30 ans, originaire du Jiangsu)

Si dans la réalité cette "utopie", ainsi qu'elle est parfois labellisée par ses fondateurs ou acteurs, fait face à toutes sortes de pressions, Wang Zhifu reste optimiste :

« Je pense que l'espace ne devrait pas s'effondrer. Même si ça fermait vraiment, il y a tellement de monde, des groupes différents qui y prennent part, je pense que cela serait très facile à rouvrir. On a déjà dû fermer une fois, et on a réussi à remonter l'espace dans un autre appartement, notamment grâce à du financement participatif. ».

Cependant, nous ne pouvons oblitérer l'insertion de ces aspirations dans des interactions locales, en tant que « localités civiles », pour « marquer la dépendance des activités civiles (mais aussi civiques et politiques) vis-à-vis du cadre immédiat de leur déroulement (…) rendant visible le fait que les interventions civiles sont des réalisations locales, contextuellement provoquées, et non simplement dictées par les considérations générales que leurs auteurs mettent en avant) » (Pharo, 1985 : 80). Les aspirations « démocratiques » et la césure avec tout ce qui relève de l'instituant ou du commercial, tout en ne s'aventurant pas trop frontalement sur le terrain des revendications au nom d'un pragmatisme revendiqué, sont indiquées au début de projet et soulignées à maintes reprises. La prise en compte de tensions émanant de la perpétuation du projet, de son inscription dans un contexte plus complexe que celui laissé entendre par les aspirations originelles mérite néanmoins d'être soulignée.

3.2.3. Tensions et négociations entre logique commerciale et logique militante

Pour perdurer dans le temps, les « espaces de jeunes » nécessitent des adaptations qui ne sont pas forcément en ligne avec le projet initial. Au départ, le modèle économique est relativement instable. La location de l'appartement est permise au départ grâce à la somme de différentes sources de revenus, relativement basses. Il y a à ce titre agrégation des revenus réalisés grâce aux loyers relativement minimes obtenus à partir de la mise en location de lits dans les chambres devenues dortoirs, de petites sommes récoltées pour certaines activités ou par la vente de cartes de membres. Les rentrées d'argent ne sont pas constantes et assez faibles. Face à ces incertitudes matérielles la pérennité des espaces n'est pas assurée. Différentes stratégies sont alors mises en place afin d'essayer de circonscrire ces problèmes. A Pékin, d'abord au sein du même appartement, puis par la suite, lors d'un autre déménagement permettant l'installation dans un appartement plus grand, l'augmentation du nombre de lits permet une croissance des revenus. L'augmentation des coûts du logement à Pékin, très forte dans ces quartiers universitaires, l'obligation de multiplier les activités peu sensibles afin de mettre à distance les censures politiques et contrôles policiers afférents impliquent d'une part une augmentation des coûts du logement dans ce lieu, passant de somme symbolique à véritable loyer, voire à loyer plus

onéreux qu'un logement similaire partagé en dortoir. D'autre part cela génère un agrégat d'activités commerciales résultant de la transformation d'une partie du lieu en café, ainsi que la multiplication d'activités éloignées du projet de départ. Au fur et à mesure de l'émergence puis de la persistance de ces contraintes, les initiateurs du lieu se sont donc de plus en plus engagés sur la formation d'un « produit », laissant entrevoir par là même des tensions entre logique entrepreneuriale et militante (Demazière et al., 2013).

Pour ce qui est des moyens de subsistance de Zhifu lui-même, outre ses différentes activités menées de front pour dégager de quoi vivre, il finit par se payer environ 5000 yuans par mois, soit 600 à 650 euros mensuels, quand la structure arrive à dégager de l'argent. Ceci n'est pas considéré comme un salaire élevé eu égard à son niveau de diplôme, au fait que cela correspond à un emploi qualifié et exercé dans une ville comme Pékin où le coût de la vie est important. Si durant les premières années de création de l'espace Zhifu appréhende cette somme comme vivable, rappelant le fait « qu'il ne veut pas faire carrière », que « l'instabilité n'est pas un problème », l'inscription dans le temps de cette carrière, et la fatigue qui en découle l'engage également à repenser son revenu sous une dichotomie moins nette que celle imposant une mise à distance de tout élément lié à la commercialisation. De fait, des tensions émergent entre les principes édictés à la création du lieu, à savoir notamment une mise à distance de normes politiques dites majoritaires et vues comme contraignantes, une mise à distance également de normes de production économique capitalistes et, quand il s'agit de faire vivre le lieu, d'une navigation à vue entre ces deux. Ces tensions se passent autant à un niveau collectif, celui visant à faire fonctionner le lieu selon certaines aspirations plus ou moins renégociées en situation, qu'à un niveau individuel, pour des individus de moins en moins enclins à ces carrières professionnelles dont les revenus permettent à peine de vivoter. La tension entre engagement altruiste et implication intéressée se retrouve donc également au sein des tensions entre les différentes logiques engagées, marquant les parcours biographiques d'aspirations moins tranchées qu'elles ne l'étaient à l'origine (Calvignac, 2012).

Depuis 2016, « l'espace de jeunes » de Pékin est enregistré comme une entreprise de diffusion culturelle, faisant entrer ainsi l'espace dans une structure organisationnelle plus formelle. Wang Zhifu indique que le but de l'étape suivante est d'augmenter le standard de la partie habitation et de développer le produit « voyage » lancé par les fondateurs de l'espace. Ils prévoient d'utiliser une plateforme financière pour développer cette partie de l'activité, ainsi que la qualité du « produit » et sa possibilité d'influence. Là où pour l'instant il y a donc hybridation entre logique militante et logique économique au sein d'un espace qui fonctionne

notamment par des engagements volontaires de bénévoles, ou par des formes d'autogestion dans le quotidien (prise en charge des activités ménagères en charge tournante par exemple), il n'est pas évident de penser cet équilibre comme durable. En effet, l'articulation entre ce qui est de l'ordre du projet politique et ce qui est de l'ordre du produit induit des négociations permanentes entre références partagées qui soutiennent la coopération et références parfois contraires qui sous-tendent la perpétuation de l'espace en le rendant viable économiquement (Demazière et al., 2013).

Les « entremetteurs » se retrouvent ainsi pris dans des logiques contraires. Leur engagement consiste à porter un espace qui s'offre comme scène physique à des figures militantes n'en disposant que peu du fait de la sensibilité de leur position. Ils incarnent ainsi des figures d'engagement de soutien. Toutefois, force est de constater que ces positions sont soumises à l'expression temporaire d'engagements marqués par des politisations pragmatiques.

3.3. Figures temporaires du civisme ordinaire

Nos terrains d'enquête se configurent autour d'espaces au sein desquels des individus pluriels passent, s'arrêtent, restent voire s'engagent plus avant à faire vivre ces lieux. A ceux qui incarnent des figures militantes marquées font face d'autres figures, présentes régulièrement et qui relèvent plutôt de la prise de rôle sur des enjeux de « civisme ordinaire » (Pharo, 1985), non loin d'un engagement social plus que militant, mais toujours dans un hypothétique soumis à la réversibilité.

3.3.1. Dilemme moral et bifurcation biographique

Un jour du printemps 2014, Zhang Ke, alors âgé de 23 ans, démissionne de son emploi. Il travaillait jusque-là dans une entreprise dont la mission est de mettre en relation étudiants chinois et universités ou dispositifs de formation à l'étranger. Ce n'est pas la première fois qu'il occupe un tel emploi, ni qu'il en démissionne. Cette fois, après quelques mois dans sa nouvelle entreprise, Zhang Ke se rend compte d'un certain nombre de malversations, notamment concernant le fait que la plupart des étudiants envoyés ne pourront obtenir qu'un faux diplôme, négocié par l'agence. Ce n'est pas la première fois qu'il est confronté à ce genre de dilemme moral, dilemme qui avait déjà joué dans ses précédentes démissions. Il décide donc à nouveau

de quitter cet emploi, cette fois sans perspective de retour à l'emploi derrière. Il prend une petite chambre de la taille d'un cagibi, sans salle de bain ni cuisine dans le quartier de l'université à Pékin et se donne pour objectif d'économiser de l'argent d'une part, et de trouver des compagnons d'autre part afin de se concentrer sur un projet dont il avait déjà émis l'idée à « l'espace de jeunes », mais en en faisant quelque chose de plus étoffé au sein d'une structure indépendante.

En juillet 2010, Mengzhi démissionne une nouvelle fois. Elle a alors 29 ans. Elle a commencé à travailler en 2003, lors d'une année de césure prise à l'université pendant son cursus en licence de management du tourisme. Entre 2003 et 2010, sauf une parenthèse de quatre mois nécessaires à sa reprise d'études pour finir sa licence, Mengzhi occupe des postes différents dans des secteurs variés (de secrétaire à un poste à responsabilité dans le management, de fleuriste à employée dans le commerce international avec la Russie, d'organisatrice d'événements dans le tourisme à formatrice dans une usine, de figurante dans des films à sculptrice sur jade, etc.). A chaque fois, elle démissionne, parfois au bord du burn-out, parfois car ses missions ont changé par rapport à sa fiche de poste, parfois du fait d'un éloignement trop important par rapport à sa famille[128], parfois pour suivre son conjoint d'alors, parfois du fait de conditions sanitaires dans l'emploi déplorables. A chaque fois, elle se retrouve à naviguer entre différentes villes de Chine, enchaînant donc les emplois dans une quinzaine de métropoles différentes, quasiment sur tout le territoire chinois. En juillet 2010, ainsi qu'elle l'indique, la coupe est pleine :

> « Je suis allée à Zhengzhou, j'y ai travaillé pendant deux mois. Je trouvais ça pas mal du tout. Mais après deux mois, il a fallu partir à Taiyuan pour y travailler. Ils venaient d'y construire une usine. La construction de l'usine n'était pas terminée. A Taiyuan, le temps c'est vraiment une catastrophe. La qualité de l'air y est détestable, il vente toujours, c'est effrayant. A cause du vent il y avait toujours de la poussière des usines dans l'air. Quelquefois il y avait tellement de vent que je n'arrivais même pas à pousser la porte pour sortir de ma chambre. Je ne pouvais pas sortir. Régulièrement, cela avait beau être en pleine journée, mais il faisait sombre, presque nuit à cause de toute cette poussière dans l'air. La table sur laquelle je travaillais, il fallait que je l'essuie toutes les heures et alors j'avais un

[128] Ceci est par exemple le cas quand elle se retrouve employée à Kunming, ville du sud-ouest de la Chine, l'obligeant dans les conditions d'alors à prendre d'abord un train pour Canton (1400 kms), puis de cette dernière ville un autre pour Harbin (3400 kms), avant d'avoir un dernier train ou bus régional au départ de cette ville.

bon tas de poussière au bout de mon bureau. Et ce tas je le renouvelai toutes les heures. Toutes les heures c'était plusieurs centimètres de poussière. On devenait noirs. L'usine n'était pas terminée. La gestion était complètement désorganisée. J'ai essayé de tenir, mais à un moment je me suis rendu compte que je commençais à avoir des difficultés respiratoires. J'ai dû une nouvelle fois penser à la démission. »

Wei Yi est née en 1982 dans une petite ville de la province du Sichuan. Elle commence par faire des études d'infirmière. A cette occasion, elle fait des stages à l'hôpital, puis y occupe ses premiers postes. Elle découvre une réalité qu'elle ne soupçonnait pas. Les médicaments prescrits sont souvent contrindiqués aux patients mais les médecins n'en ont cure, et surtout, ces derniers reçoivent nombre de pots de vins. Elle ne se retrouve donc pas dans ce système largement corrompu. Elle change de voie, occupe différents emplois dans différentes villes de Chine, d'abord comme conseillère dans une agence de voyage dans le Sichuan, puis chez un maître de thé à Kunming (province du Yunnan), puis comme employée d'une administration, toujours dans le secteur du thé. Les dérégulations observées à l'hôpital se retrouvent dans ces nouveaux emplois. Il en est ainsi de son passage chez le maître de thé :

> « On les emmenait boire du thé de Pu'er. Et c'est là que j'ai commencé à me dire qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas : pour un groupe on allait leur dire que c'était du thé de 15 ans d'âge. Pour le groupe d'après, on allait dire que ce même thé avait 10 ans. A chaque fois qu'un nouveau groupe venait c'était n'importe quoi. J'ai fini par penser que moi aussi je pouvais gagner de l'argent en les entubant. »

C'est également le cas dans l'entreprise d'Etat, contexte « extrêmement corrompu » au sein duquel « il fallait toujours agir en fonction des relations, faire attention pour se faire un réseau, etc. J'avais toujours des heures supplémentaires. Il fallait accompagner quelqu'un tous les soirs, manger, boire de l'alcool, etc. J'ai commencé à tomber malade. Je n'arrêtais pas de tousser pendant des mois. Je ne savais pas ce qui s'était passé. J'étais malade en permanence. J'ai alors démissionné et je me suis reposée pendant quelques temps. »

Au cours des entretiens, les individus en jeu se sont à chaque fois arrêtés sur ces épisodes de souffrance morale, et parfois physique, au travail. C'est la répétition de ce type d'événements faits d'entourloupes, de corruption, de sentiments de ne pas bien faire son travail, qui engage ces individus dans ce qui constitue dans chacun de leurs parcours une bifurcation biographique (Bidart, 2006). Cette dernière est donc informée par des dilemmes moraux appréhendés dans le

contexte professionnel. L'enjeu du temps est à souligner ici, avec un seuil du supportable qui est mis à mal après une durée plus ou moins longue (plusieurs semaines, mois, années) durant laquelle existent des tentatives de faire avec. C'est également pendant cette latence que les réflexions quant à une redéfinition des possibles adviennent.

Dans chacun des parcours, la bifurcation biographique se construit dans une interférence avec d'autres sphères. Plus avant, c'est peut-être même la concomitance de ces événements issus d'espaces sociaux différents qui donne toute sa couleur et sa possibilité de se produire à la bifurcation biographique. Le dilemme moral auquel se confronte Zhang Ke dans son emploi, allant jusqu'à faire advenir sa démission sans projet aucun de revenir ni dans ce secteur d'activité, ni dans ce type d'emploi se fait dans un temps d'ouverture d'autres possibles au niveau professionnel. En effet, il a dans le même temps l'hypothèse de mettre en place une coopération, peut-être au sein de « l'espace de jeunes », peut-être avec son cousin dans un autre lieu, toujours autour d'un même projet d'éducation populaire visant des apprentissages techniques. La bifurcation biographique se retrouve alors informée à la fois par les dilemmes moraux éprouvés dans la sphère professionnelle et par une sphère sociale au sein de laquelle Zhang Ke s'engage.

Pour Wei Yi, les interférences sont de trois ordres. Certes, il y a des disjonctions de plus en plus nettes dans la sphère professionnelle entre appétence morale et conditions d'emploi et de travail. Dans le même temps, Wei Yi divorce de son mari qu'elle avait d'ailleurs aidé à monter une entreprise, ce qui engendre un très fort changement dans son cercle social, et la décision pour elle de changer de ville :

> « Pendant cette période j'avais un ami qui travaillait dans les médias. Il m'a présenté à un de ses amis. J'ai eu l'impression de commencer une nouvelle vie. Ils s'intéressaient à la politique en Chine, à ce genre de chose. (…) J'avais envie de faire enfin des choses qui me plaisaient. Il faut dire que quand j'étais à l'université j'écoutais beaucoup la radio et j'avais notamment été marquée par les scandales qu'il y avait eu pendant la construction de la ligne de chemin de fer Pékin-Lhassa. Beaucoup d'ouvriers étaient morts sur le chantier à cause des conditions de sécurité laissant à désirer. Et puis d'autres scandales qui revenaient régulièrement en Chine. J'avais comme l'impression que je ne pouvais plus passer à côté sans rien faire. Je suis alors venue à Pékin. D'une part j'étudiais l'anglais, d'autre part je cherchais des associations à but social dans lesquelles je pourrais m'investir. (…) Quand je suis venue je me suis dit que je pourrais

m'impliquer moi aussi dans des actions pour le bien public. Que ces amis pourraient peut-être m'aider. Je suis allée les voir. (…) Les choses qu'ils font sont très bien. Ils vont par exemple soutenir les gens qui viennent à Pékin porter des pétitions, des réclamations (上访 shangfang)[129]. Que cela soit matériellement (vêtements, nourriture, …) et aussi psychologiquement, en étant là, en parlant avec eux. Mais (…) les pétitionnaires sont rassemblés à Tongzhou[130] donc il est difficile pour moi d'y aller vraiment souvent. Je me déplace en transport en commun et pour y aller il faut compter plusieurs heures, avec beaucoup de changements en plus parce que j'habite dans le nord-ouest de Pékin et que Tongzhou est dans l'est, voire le sud-est. Cela rajoutait une difficulté de plus. (…) Mais en fait cela m'a fait réfléchir plus avant sur les organisations, les associations ainsi qui font du caritatif, du bien public etc. »

Pour Mengzhi, l'enchaînement de déceptions professionnelles mis en lumière par son parcours très dense de mobilité géographique et entre différents secteurs pendant plusieurs années, se retrouve pensé subjectivement sous un autre jour quand elle commence une formation au sein d'une ONG. Ceci a lieu juste après sa dernière démission de l'usine à Taiyuan, et est aidé par une somme d'argent que lui donne sa mère, normalement pour s'acheter un téléphone portable du fait de la vétusté supposée du sien. Là aussi, la bifurcation biographique advient par un croisement du professionnel et du familial.

« J'ai fait des recherches sur un possible changement de branche. Je pensais notamment à aller travailler dans des secteurs en développement. J'ai trouvé un site internet très intéressant qui ne parlait pas des secteurs d'emploi en développement en Chine mais du secteur du développement. Il présentait quelques ONG ou alors des organisations de bien public. Je crois qu'à ce moment-là je me suis rendue à l'évidence : en fait j'avais tourné pendant des années sans trop savoir ce que je voulais faire et je le trouvais enfin. (…) Par la suite, j'ai trouvé un article concernant le développement des ONG chinoises. La plupart sont à Pékin, Shanghai, Chengdu et Shenzhen. Je n'étais pas trop familière de Pékin. Je n'étais jamais allée à Shanghai et à Chengdu. J'avais déjà

---

[129] Ce processus a été instauré à partir des années 1950 par le régime communiste. Il s'agit de bureaux à différents niveaux de l'administration dont la vocation est de recueillir les plaintes portées par les individus concernant la vie publique. Pour une étude très fouillée de cette administration, nous renvoyons à l'ouvrage de Hua Lishan et Isabelle Thireau, Les ruses de la démocratie. Protester en Chine, Seuil, séries : « L'histoire immédiate », 2010, 450 p.

[130] Tongzhou est un district de la ville de Pékin. Il est situé au sud-est du centre. Environ 20 kilomètres séparent le centre de Pékin du centre de Tongzhou.

habité deux fois à Shenzhen. Début août 2010, je suis allée pour la troisième fois à Shenzhen. Je suis allée participer à quelques activités organisées par des ONG. Il y en avait une qui s'appelait NPI. Dans cette organisation j'en ai appris plus. A ce moment-là, j'allais bientôt épuiser mes économies. Il ne me restait que 4000 yuans, donc il fallait d'abord que je trouve un gagne-pain. Ensuite je suis rentrée dans une organisation à but non lucratif. C'était concernant les personnes souffrant du SIDA. Il fallait à la fois apporter de l'aide, mais surtout des connaissances. »

En définitive, dans des moments de crise les individus considérés s'engagent sur des bifurcations biographiques marquées par le croisement de plusieurs sphères, qu'elles soient professionnelles, familiales, sociales. Une caractéristique commune réside souvent dans des dilemmes moraux très forts éprouvés dans l'emploi, mais n'est pas réductible à ces derniers. Ces bifurcations amènent cependant des « nouvelles voies » à considérer (Bidart, 2006), qui sont mises en exergue par des engagements moraux et des changements dans la logique de l'action.

3.3.2. « Configurations sociales affaiblissantes », acteurs profanes et prise de rôle *autour d'une cause*

Des bifurcations biographiques naissent donc des changements de logique d'action qui peuvent déboucher sur des formes d'engagement civique, que cela soit auprès d'ONG ou de militants en lien plus ou moins fort avec un des « espaces de jeunes », ou lors d'actions initiées collectivement par un groupe d'individus présent dans un de ces espaces. Mais plus avant, ce qu'il convient d'analyser, ce sont les conditions dans lesquelles ces acteurs, dont les conditions d'emploi dégradées de façon réitérée ont pu les placer dans des positions d'acteurs « affaiblis » (Payet et al., 2008), deviennent ou redeviennent acteurs notamment par la possibilité d'un engagement civique.

Ainsi que noté précédemment, les bifurcations biographiques en jeu sont produites à la suite de la répétition sur une temporalité plus ou moins longue de souffrances au travail et de disqualifications dans ces sphères quant à des principes éthiques de dignité. Ces parcours sont donc marqués par des « configurations sociales affaiblissantes » (Payet, 2011) qui se retrouvent dans des dilemmes moraux insidieux et par le manque de reconnaissance alors aussi en jeu, et par la répétition de ces situations malgré les multiples tentatives de résistance par la démission.

Le bouleversement de la bifurcation biographique induit alors une remise en ordre récurrente de la part des acteurs pour intégrer les changements qui se succèdent. Les transformations d'une part et les tentatives de remise en ordre subjective d'autre part se retrouvent alors successivement travaillées. Pour ce faire, les acteurs en jeu soulignent dans leurs entretiens des expériences biographiques précédentes qui vont dans le sens de ces bifurcations. Mengzhi justifie ainsi son épiphanie quant au type de secteur dans lequel elle veut exercer par une remise en contexte par rapport à son parcours universitaire :

> « Et puis je ne sais pas exactement quand ni pourquoi mais il y a eu un moment à l'université où j'ai commencé à me poser des questions. J'avais l'impression d'avoir été une enfant jusqu'à mes vingt ans environ et puis peu à peu ces questions me sont arrivées. Mais autour de moi, mes camarades ne se posaient pas forcément des questions, alors j'ai eu l'impression d'être en décalage par rapport à la majorité de mes camarades, de ne pas appartenir au même monde. Du coup, après cette année-là à l'université, j'ai arrêté les études. J'ai arrêté ainsi pendant deux ans. »

Surtout, ceci va nous permettre de penser comment se fait le passage d'une absence de parole, qu'elle ne soit pas exprimée ou pas reconnue, à l'expression de celle-ci sous la forme notamment d'une appétence à prendre en charge des enjeux de bien commun. Les processus de déqualification de l'individu passent alors par des tentatives de requalification, à partir de l'élaboration de nouvelles définitions de leur situation, des stratégies à mettre en place et des ressources que cela nécessite. Wei Yi l'exprime ainsi, à partir du moment où elle se retrouve à la fois divorcée et sans emploi après avoir démissionné de différents postes dans différents secteurs :

> « Dans le même temps je continuais à essayer de « m'éduquer » en lisant des livres. Avant je pensais que pour avoir une vie qui m'apportait un sentiment de sécurité cela passait par le matériel. En fait, ce n'est pas ainsi. Je crois qu'après avoir divorcé cela a vraiment été un nouveau départ pour moi. En fait avant je n'osais pas divorcer. Une fois que j'ai osé je me suis rendu compte qu'il y avait d'autres choses pour lesquelles je pouvais agir dans ma vie plutôt que de me laisser faire par les événements et mon entourage. J'avais abandonné un très bon emploi pour mon mari. J'avais mis ma santé complètement de côté pour le travail. Je ne voulais plus faire la même chose. J'avais envie de retrouver un emploi qui me convenait et aussi tout simplement de devenir une vraie personne. La vie donne à chacun des destins différents. Mais j'avais peur de ne

pas y arriver. Maintenant dans ma vie au moins je suis en bonne santé, je fais quelque chose qui me plait. Maintenant que je viens ici, j'ai l'impression de revivre, j'apprends plein de choses, j'écris. Je n'aurais jamais pensé être scénariste. »

Ces bifurcations biographiques peuvent se réaliser dans un contexte plus large d'affaiblissement des acteurs. Dans ces cas-là, la dimension d'autonomie de ces protagonistes est cependant bien présente et nous enjoint à sortir de la dichotomie visant à penser d'un côté des mécanismes purs de domination et de l'autre une possibilité d'autonomie des acteurs qui serait alors uniquement immanente et prise sous une forme psychologique, (Payet et al., 2008).

« A Shenzhen, j'ai continué à m'investir dans différentes activités et discussions. J'ai eu l'impression de gagner des ressources ainsi. Puis en juin je suis partie suivre les cours. Ces cours m'ont été d'une aide incroyable. (…) J'ai étudié cinq mois. Cela m'a été d'une aide folle, notamment sur mes méthodes de réflexion. (…) Par exemple dans ce processus, c'est la première fois que j'ai vraiment compris ce que c'était que d'avoir des droits. Peut-être qu'en Chine il y a peu de gens qui discutent de cette question-là ou des droits de l'homme. Mais pour moi, si on n'ose pas parler de ce genre de choses, on risque encore moins de le comprendre. Qu'est-ce qu'avoir des droits ? Qu'est-ce que le respect ? Qu'est-ce que l'égalité ? Qu'est-ce que la justice ? »

(*Extrait d'entretien avec Mengzhi*).

A ce titre, les processus de formation et de transformation individuelle (Leclerq et Pagis, 2011) ne constituent donc pas forcément un préalable à l'engagement, mais est également un de ses produits.

À la suite de sa démission, Zhang Ke retourne alors à « l'espace de jeunes », y passant des jours entiers de la semaine, assistant à un certain nombre d'activités. Pour lui, il s'agit à la fois de prendre ce temps pour prendre du recul quant à l'arrêt de son activité professionnelle, de profiter de certaines dimensions culturelles du lieu, d'en même temps faire mûrir son projet tout en trouvant d'autres personnes intéressées qui seraient prêtes à coopérer avec lui. Avant cela, il était déjà familier des lieux. En effet, il commence à se rendre dans « l'espace de jeunes » de Pékin au printemps 2013. Dès le départ, il se rend très souvent dans le lieu (plusieurs fois par semaine) et est rapidement considéré comme un « habitué ». Au bout de quelques mois, il commence à penser à proposer une activité qui se tiendrait une fois par semaine, a priori sur un échange de compétences techniques que d'aucuns proposeraient à tout un chacun. Il en discute

avec le groupe de bénévoles et les créateurs du lieu. Ceux-ci ne sont pas complètement convaincu du projet, encore embryonnaire, de Zhang Ke et lui proposent d'en reparler quand le projet sera un peu plus construit. Dans le même temps, la situation professionnelle de Zhang Ke se dégrade. Son emploi lui déplaît de plus en plus et le nombre d'heures qu'il doit effectuer par semaine augmente d'autant. Ceci, pour une grande partie, couplé à la demi-déception de ne pas avoir vu son projet immédiatement accepté, lui fait peu à peu quitter le lieu qu'il ne fréquente plus qu'occasionnellement pendant environ six mois. A la suite de cela, quand il n'est pas au travail, il est chez lui « comme dans une prison », précise-t-il. Cependant, sa dernière démission signe également un moment où il décide de revenir à « l'espace de jeunes ». Il reprend sa place « d'habitué », connaissant la plupart des personnes présentes, tissant des liens plus ou moins étroits avec elles. Il se retrouve parmi ceux qui y font la cuisine de temps en temps, répond aux questions de nouveaux arrivants, aide sur le montage ou le déroulement de certaines activités. En décembre 2014, son projet de structure indépendante n'a pas encore vu le jour mais est en cours de montage avec un de ses cousins, et deux personnes rencontrées à « l'espace de jeunes ». Dans le temps qu'il passe à « l'espace de jeunes », quelques heures par semaine sont dédiées à l'avancée du projet par Zhang Ke et les deux autres personnes qu'il y a rencontrées et avec lesquelles il coopère. Dans le même temps, la perte de son revenu l'oblige à changer de logement et à louer une pièce de la taille d'un lit dans un sous-sol, à se fixer un budget alimentaire quotidien à 10 yuans (environ 1,20 euros), le mettant dans des conditions de vie extrêmement précaires.

Au sein de ce parcours, on retrouve donc la stratégie mise en place par Zhang Ke pour tenter d'inventer de nouvelles règles et normes d'action, voire d'adjoindre à ses forces et ses ressources celles d'autres acteurs présents à « l'espace de jeunes » et dans son entourage. Il y a également négociation au sein de l'espace et de l'organisation, c'est-à-dire mise en place de moyens « pour obtenir que les choses se fassent » (Strauss Anselm, 1992), et donc production d'un ordre négocié, de la part de ces acteurs profanes au sein d'un « espace de jeunes » fait également de conflits et de changements parmi les interactions. Au fur et à mesure de l'avancée de son projet, et alors même que nous étions à des stades où ce dernier n'avait pas encore pris forme ou abouti en tant que réalité tangible, nous avons pu observer Zhang Ke comme d'autres acteurs échapper dans certaines temporalités à leur condition par la constitution de causes diverses, en mobilisant des ressources individuelles et collectives et contournant les contraintes éprouvées dans les situations précédentes, notamment d'emploi.

Cependant, nous ne pouvons compléter ce tableau sans penser les réversibilités de ces processus, ni le fait qu'ils ne sont pas unanimement transversaux ; que ces appétences et mises en action autour de causes variées peuvent donc mener à un renforcement des « configurations sociales affaiblissantes » de l'acteur dans certains mondes, ou par certains regards.

3.3.3. Fragilité des engagements et possibilité de leur réversibilité

Les trois parcours que nous avons choisis pour illustrer cette partie font tous trois montre de conditions de vie marquées par une double incertitude, sociale et politique, dans les mois voire années qui suivent la bifurcation biographique.

Les entretiens réalisés auprès de ces acteurs ont d'abord été conduits sous une forme relativement traditionnelle de face à face permettant de retracer des parcours biographiques. Ils ont été ensuite complétés de différentes façons, balades urbaines, rencontres plus informelles a posteriori, observations ethnographiques en leur présence sur les terrains d'enquête. Ce qui ressort de ces rencontres, discussions, et observations postérieures c'est une imbrication très forte entre différentes incertitudes, impliquant que la construction de causes telle que définie précédemment et la possibilité d'engagements civiques qui en émane sont le fait d'une production intermittente et réversible.

Après des années à occuper différents emplois dans différents secteurs, Mengzhi s'engage donc d'abord auprès d'une ONG en charge de questions sur le SIDA, puis dans une autre association concernant le droit des personnes souffrant de handicap. Cependant, au bout de trois ans dans ce type de structure, elle n'arrive plus à joindre les deux bouts, gagnant un salaire de 2000 à 3000 yuans par mois (entre 250 et 350 euros environ) alors que le coût de la vie augmente très fortement. Elle quitte donc ce secteur et reprend un emploi dans le secteur de la publicité en juillet 2012, toujours à Shenzhen, dans le sud de la Chine, arrivant toute fois à « continuer à (s)'investir dans différentes activités et discussions », ayant l'impression de gagner en connaissances afin de pouvoir les réinvestir par ailleurs par la suite. Elle quitte quelques mois après son poste et la ville de Shenzhen, rejoignant Pékin en espérant pouvoir s'engager à nouveau dans un secteur professionnel lié à la défense des droits. Durant cette période, elle n'a pas les ressources financières suffisantes pour se payer un appartement et « loue donc un canapé dans le salon d'un appartement pour 500 yuans par mois » (environ 60 euros). Au bout de quelques mois, la situation est trop compliquée, Mengzhi reprend un emploi dans la vente. A ce moment-là, nous continuons à la retrouver pendant plusieurs mois lors de

certaines activités, conférences, réunions au sein de différents espaces et organisations à Pékin consacrés à la défense des droits. Elle disparaît ensuite, d'abord car, travaillant de plus en plus pour gagner un salaire décent, elle n'a plus de temps à consacrer à d'autres choses. Puis, quelques mois après encore, elle nous indique être rentrée non loin de chez ses parents pour « occuper un poste dans le commerce international avec la Russie, et me marier. Mes parents sont dans l'intranquillité par rapport à ça. Ça fait des années, j'ai résisté, mais il faut que je rentre dans le rang, et que je mette un peu de stabilité économique et familiale dans ma vie. »

Le parcours de Mengzhi illustre bien comment les possibilités d'engagements civiques de la part « d'acteurs affaiblis » restent fragiles. Ici la stratégie de reprise de formation pour obtenir un poste dans un secteur qui convient de plus en plus à ses appétences éthiques a permis à Mengzhi de tenir cette position pendant quelques années, tout en mettant à distance des injonctions d'ordre économique et familial, à savoir gagner un salaire décent et « rentrer dans le rang », comme elle le dit, du mariage et de la fondation d'une famille. Pendant quelques années, le jeu entre engagement plus ou moins prononcé a été mis en tension par ces deux pôles, dans des dispositifs de négociation permanente. Ainsi, Mengzhi est rentrée parfois pour occuper un poste non loin de chez ses parents, avant de repartir dans une ville éloignée de ce lieu, et dans des secteurs d'emploi plus « sensibles ». Parfois, quand la pression économique était trop forte, la stratégie était de reprendre un poste dans un secteur qu'elle considérait comme « traditionnel », de « serrer les dents », de tout mettre en œuvre pour s'engager en tant que bénévole en parallèle, avec l'objectif de revenir dans un secteur plus en adéquation avec ce qu'elle considère comme sa « voie ». De fait, la conjonction d'incertitudes multiples et d'injonctions familiales joue aussi sur les possibilités d'engagement « civique » de ces jeunes travailleurs. Les réversibilités de ces postures se retrouvent alors souvent produites en parallèle d'une réitération de bifurcations biographiques.

Des tensions similaires sont en jeu dans le parcours de Zhang Ke. Moins marquées par des injonctions familiales du fait de son âge et de son sexe, elles n'en sont pas moins présentes. Il était très souvent présent dans un premier temps à « l'espace de jeunes », inséré dans un tissu assez complexe de coopérations plus ou moins fortes, et investi de la confiance nécessaire pour souhaiter s'engager plus avant dans l'espace au travers d'un projet qu'il disait à caractère social. La concomitance de ce qu'il a ressenti comme une perte de confiance de la part de ses camarades de « l'espace de jeunes » avec une situation professionnelle difficile, l'a toutefois fait basculer dans une temporalité de mise en retrait de sa présence et des coopérations afférentes, annihilant dans le même processus ce qui avait été construit auparavant. Le temps

libre ouvert par une période de chômage, la volonté de se concentrer à nouveau sur son projet initial, la possibilité de trouver des ressources voire des collaborations l'ont au contraire fait renouer au sein de « l'espace de jeunes » avec des pratiques antérieures. Des situations de production de positions de plus ou moins forte légitimité politique alternent alors pour lui.

Intermittent, temporaire, autant de qualificatifs pour désigner la difficulté à tenir dans la durée pour ces engagements premiers et dans ces appétences au croisement de bifurcations biographiques. Ces qualificatifs sont largement informés par les conditions d'incertitude multiple, politique, sociale voire familiale dans lesquels se retrouvent ces individus.

De la carrière militante proche de celle que l'on peut trouver dans un contexte politique moins pressant, à des logiques d'engagement plus hypothétiques et réversibles, les différents individus engagés au sein des « espaces de jeunes » se retrouvent in fine sur des dégradés de prise de rôle quant à des enjeux de « civisme ordinaire ». Ces dégradés se retrouvent sous-tendus par un regard quant au risque politique, à la sensibilité des actions en place. Les premiers, acteurs forts de causes définies et labellisées, se sont plus retrouvés en prise avec les autorités de contrôle, nécessitant des compétences politiques quant à ce qu'il est possible de faire, comment, et où, jusqu'à certains points aveugles voire d'incertitude pouvant amener la rupture de la répression. Les seconds se retrouvent plus généralement sur des tableaux où visibilité et invisibilité s'imbriquent, et où, au cœur de l'action, émergent des motifs plus généraux, moins sensibles, bien qu'articulés aux précédents acteurs. Enfin, les troisièmes sont eux sur une scène encore souvent hypothétique, dans l'ordre du toléré, de l'ordinaire, voire du réversible et ne se retrouvent donc pas, tant qu'ils sont dans ces rôles, confrontés à un risque politique fort. Tout l'enjeu reste donc de penser comment ces figures s'agencent, travaillent ensemble et interagissent en situation.

Conclusion du chapitre 6

La partition entre problèmes publics, c'est-à-dire identifiés, déjà mis à l'agenda politique, et constitués en tant que tels par des groupes organisés, et problèmes sociaux en tant qu'enjeux collectifs qui font l'objet de dénonciations sans pour autant être mis en écho par des entrepreneurs de causes se retrouve dans les configurations de carrières militantes.

Certes, on ne peut dégager des différentes figures données une différenciation nette quant à la question du travail et son intrication forte dans les carrières militantes. Cependant, les carrières militantes d'acteurs identifiés comme militants donnent à voir le cadrage d'actions autour de problèmes publics. Les figures plus ordinaires de civisme ordinaire sont quant à elle articulées autour de problèmes sociaux qui émergent notamment lors de l'appréhension de « dilemmes moraux », surtout dans la sphère professionnelle. Du fait de positions plus fragiles, en partie liée à des mobilités socioprofessionnelles plus souvent disqualifiantes que les militants, leurs prises d'engagements sont moins saillantes. Tous ces éléments induisent par ailleurs une plus forte réversibilité des prises de position en jeu. Pour faire le lien entre ces deux pôles, une troisième catégorie, celle d'entremetteurs qui, bien que fins connaisseurs de la cartographie des actions collectives en Chine contemporaine, restent dans une position médiane notamment induite par la production d'un lieu physique. En effet, si les formes de politisation en ligne sont si soulignées en Chine, c'est qu'elles sont le pendant d'une difficile mise en forme physique de tels espaces. Or, par ces primes tentatives d'établissement d'espaces physiques comme scènes, entre autres, de paroles politiques, les « entremetteurs » occupent une position sensible et difficile. Par ailleurs, l'enjeu même de la perpétuation de tels espaces dans leur carrière professionnelle peut aussi expliquer la moindre proéminence de présentation de soi en tant qu'acteur politique marqué, expliquant par là même des tensions entre logiques militantes et logiques commerciales.

Enfin, nous ne pouvons conclure sans souligner le caractère idéal-typique d'une telle typologie qui, bien que nécessaire à l'analyse, n'en réduit pas moins une réalité sociale complexe. A ce titre, la position dans une de ces trois catégories ne saurait être figée et des déplacements d'une catégorisation à une autre sont bien entendu possibles.

Chapitre 7 : Figures du civisme ordinaire et action collective

Penser des situations d'action collective en Chine amène à passer outre deux écueils. Entendre l'action collective comme « mouvement social » ou comme forme de mobilisation politique pose en effet des questionnements relatifs aux contraintes liées au système politique chinois, et plus avant peut faire écran quant à l'analyse la question du politique alors érigé en point cardinal. D'aucuns ont montré les limites de telles définitions. Ainsi, Daniel Cefaï s'interroge sur les définitions de l'action collective, en opposant à sa première esquisse, l'action collective comme étant « toute tentative de constitution d'un collectif, plus ou moins formalisé ou institutionnalisé, par des individus qui cherchent à atteindre un objectif partagé, dans des contextes de coopération et de compétition avec d'autres collectifs » des questionnements relatifs à ce qu'est un collectif (ensemble des individus, configurations des interdépendances, interactions, entité qui transcende ses éléments ?), ce qu'en sont les visées, les implications de temps et de lieu, la formation organisationnelle, etc. Cette difficulté à définir l'objet, ces incessants détours pour comprendre comment l'action collective a été analysée au cours de l'histoire de la discipline font naître des éléments de définition plus qu'une définition précise ; éléments nous amenant notamment à penser les visées multiples de l'action collective et son intrication dans un contexte spatio-temporel. Sur nos terrains, la question de la production de l'action collective peut être présente dans certaines situations sur des modes dégradés. Parfois « arène publique » où les « univers culturels qui s'interpénètrent, se segmentent et s'opposent, mobilisent toutes sortes de ressources dans des processus d'équilibrage dynamiques qualifiés d'ordres négociés » (Cefaï, 2007), parfois scène de l'action collective, les « espaces de jeunes » sont des lieux de coordination entre différentes figures plus ou moins militantes. Nombreuses sont les situations de mise en scène, en voix et en regard de mobilisations passées ou d'actions protestataires. Ces situations informent l'émergence de figures temporaires de civisme là où la citoyenneté formelle n'est pas toujours visible voire présente (O'Brien, 2001 : 423). La citoyenneté est ici pensée comme « un construit social et politique, une fabrique en constante évolution, un ensemble de processus pouvant varier dans les formes de son effectuation ». Celle-ci se réalise « selon les différentes ressources mobilisées et les enjeux en débat » et plus avant est vue dans des formes considérées comme « ordinaires ». Autrement dit, des « capacités des individus à percevoir, pratiquer et formuler des jugements sur le vivre ensemble et le bien commun notamment en dehors ou en marge des pratiques et lieux « labellisés » par les

approches classiques de la citoyenneté (votes et campagnes électorales, mais également réunions publiques ou conseils de quartier) » (Carrel et Neveu Catherine, 2014 : 6-7). L'idée ici est donc de montrer comment, en contexte autoritaire, peuvent émerger des figures temporaires de civisme informées par ce contexte contraint, dans des situations et temporalités données, dans le cas de nos terrains parmi certains jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ; figures qui s'agencent par ailleurs avec d'autres figures de civisme, nous enjoignant à penser des conjonctions d'espaces et les dialogues entre ces derniers.

Nous nous attacherons donc à voir comment se produisent ces figures en référence aux formes prises par l'Etat autoritaire, ce dernier point justifiant la plasticité et le caractère temporaire des formes de civisme données. Du fait des configurations du terrain d'enquête, ces figures ne sont pas esseulées mais dialoguent avec d'autres figures de civisme, donnant alors à voir des conjonctions d'espaces dans certaines temporalités qui nous amènent à penser la question de l'espace public en Chine contemporaine.

1. Ressources individuelles, collectives et production d'acteur collectif

Les figures plus ou moins militantes telles qu'amenées précédemment sont longitudinalement marquées par la possibilité d'une réversibilité possible d'engagements notamment du fait d'un contexte politique contraint. Elles s'agencent entre autres sur des questions de ressources individuelles ; dans le même temps, ces processus se font au sein d'espaces sous-tendus par des enjeux collectifs, lesquels amènent donc également la prise en compte de ressources collectives. La conjonction de ces ressources individuelles et collectives peut amener la production d'un acteur collectif temporaire dans un contexte socio-politique qui rend souvent ce dernier invisible. A ce titre, la prise en compte de « l'espace intermédiaire » en tant que tel, comme lieu favorisant ces conjonctions et la production d'échanges qui sont construits autour de formes de coopération, de mise à distance voire de conflits est à souligner (Roulleau-Berger, 1999 : 229).

1.1. Figures temporaires de civisme et agencement de ressources individuelles

1.1.1 Ressources politiques et « armes du faible »

Avant d'aller plus avant dans le répertoire de ressources en jeu, précisons que celles-ci se donnent à voir et s'agencent dans un contexte dessiné par les compétences politiques, notamment des « entremetteurs », quant à ce que l'on rend visible ou non, ce que l'on fait ou non, et dans quelle temporalité. Par ailleurs, précisons également que par ressources individuelles, nous renvoyons à la fois à des compétences mais également à des savoirs et savoir-faire issus des expériences préalables et actualisés en situation. C'est notamment par ce second point, de savoirs et savoir-faire que les compétences des uns et des autres s'accordent. L'incertitude générale qui règne quant au possible politique en Chine contemporaine est donc à prendre en compte lorsque des acteurs qui ont une faible légitimité politique donnent à voir des ressources politiques dans la dissimulation ou la mise en visibilité d'éléments, produisant ainsi des « armes du faible » (De Certeau, 1980). Les « entremetteurs » ont en tête une cartographie des organisations et des individus liés de près ou de loin au militantisme, qu'il soit féministe, lié à la défense des droits, à l'environnement, etc. Ils sont dans des interactions de

plus ou moins forte proximité avec les acteurs émanant de ces organisations, connus avant la mise en place de « l'espace de jeunes », ou au cours de la vie de celui-ci. En mobilisant leurs ressources sociales, en faisant appel à ces réseaux, ils se trouvent au cœur du fonctionnement de l'espace. Ces ressources sociales sont néanmoins à saisir dans la façon dont elles peuvent être mobilisées en fonction d'un contexte que l'on juge propice ou fermé à l'ouverture de voies sensibles. Si dans les entretiens, les « entremetteurs » l'indiquent à demi-mot ou de façon détournée, le choix de mobiliser telle ressource sociale à tel moment résulte également de tractations cachées, parfois dévoilées lors de « ratés ». En avril 2014, différents membres très impliqués à « l'espace de jeunes » de Pékin décident, après de longues tergiversations quant à la possibilité de mener à bien une telle action, d'inviter des jeunes Taiwanais à venir s'exprimer sur le sujet du mouvement social en cours à Taiwan. La présentation de la discussion est la suivante :

> *Nom de l'événement :* Le ciel commence à s'éclairer : discussion à propos de la participation publique de la jeunesse taïwanaise à l'accord commercial sur les services entre les deux rives[131]
> *Heure et date de l'activité* : samedi 19 avril, de 14h00 à 17h00
>
> « Les étudiants taïwanais occupent le Yuan législatif depuis le 18 mars, protestant contre l'examen irréfléchi de l'accord de commerce de services entre les deux rives.
> La campagne a été baptisée « Mouvement des Tournesols[132]», dans l'espoir que le soleil illuminera la boîte noire et éclairera l'avenir de Taiwan.
> Au cours de la période d'occupation de plus de 20 jours, des luttes et des actions de différentes natures ont été menées dans différents lieux.
> Si Taïwan est une société démocratique, au vu de la structure politique actuelle, l'action des gens n'affecte pas nécessairement les décisions du gouvernement. Contrairement à la génération précédente, qui se limitait à la dichotomie politique bleu-vert[133], les jeunes

[131] Entre Taiwan et la Chine continentale.
[132] Les parties prenantes du mouvement préfèrent à cette dénomination celle de « Mouvement du 18 mars ». Pour plus de détails quant à cette mobilisation, nous renvoyons à l'article de Peng Jenyu, Histoire traumatique et transmission de la révolte. Réflexions à partir du mouvement des tournesols à Taiwan, Le Coq-Héron, 2018/2, n°233 (doi : 10.3917/cohe.233.0120).
[133] Le « bleu » représente le Kuomintang, parti nationaliste chinois, créé en 1912 par Sun Yatsen en Chine et à la tête de Taiwan jusqu'en 2000. A cette date, pour la première fois, il a été remplacé au pouvoir par le parti démocrate progressiste, le « vert » de la dichotomie. Ces deux partis majoritaires tirent leur surnom de la couleur de leur logo.

ont décidé de descendre dans la rue avec des idéaux et leur insistance. Au cours du mouvement étudiant, la discussion portant sur les différends commerciaux a par ailleurs attiré des questions d'un autre ordre concernant l'économie et la politique à Taiwan. Que pensent les jeunes à Taiwan ? Un mouvement social si long a-t-il des significations plus profondes ? »

Pour cette discussion, trois Taiwanais sont invités. L'un est journaliste, l'autre chercheur et essayiste, le troisième étudiant à l'université Qinghua, située à proximité de « l'espace de jeunes ». Ce dernier est une connaissance d'un des membres fondateurs du lieu, fort d'années de militantisme à Taiwan avant d'être venu étudier en master à Pékin. Il joue un rôle de pivot : c'est lui qui détient des informations de première main et un réseau afférent à ce mouvement. Néanmoins, malgré les compétences politiques de part et d'autre du réseau interpersonnel saisi, malgré une propension à faire le « bon » choix lors de ces arbitrages en concertation avec les membres de leur réseau personnel, cet après-midi de discussion est annulé à la suite d'une injonction de l'autorité publique adressée à Wang Zhifu.

Informant le contexte au sein duquel s'agencent d'autres ressources moins sensibles, l'utilisation de ressources sociales personnelles par les « entremetteurs » révèle des compétences politiques fortes et structurantes quant à la production de l'espace en jeu. Ce dernier fonctionne cependant dans sa quotidienneté non seulement avec les ressources de quelques figures militantes, mais également par l'adjonction d'autres ressources par des acteurs présents sur le plus ou moins long terme.

1.1.2. *Parenthèse dans l'emploi et ressources individuelles*

Nous posons l'hypothèse que la déconnexion entre niveau d'études et poste occupé, ou encore le sentiment de manque de réalisation de soi dans l'emploi sont autant de facteurs d'investissement dans ces espaces de ressources qui ne sont pas utilisées dans ce domaine. En cela, les espaces investigués sont informés par des formes de recomposition sociale. Ils sont produits par le partage de normes communes, forgées autour de façons de rendre légitime des compétences dont les acteurs se sentent dépossédés du fait d'une fréquente inadéquation entre qualification et emploi occupé. Ce peut être également une façon de rendre visible par ce moyen des ressources sinon aveugles. Par ailleurs, la temporalité de la prise de rôle dans les « espaces de jeunes » est importante pour étayer cette hypothèse. En effet, à de rares exceptions près, les

individus agissant, tous ceux qui aident, les bénévoles plus ou moins patentés, sont dans des périodes de chômage ou de mise à distance de leur emploi. Contrairement à des analyses indiquant un lien entre ces positions de vulnérabilité sociale et économique et de difficiles accès à la participation politique (Fillieule, 1993), l'inverse est ici mis en lumière. Cependant, le propos est à nuancer en prenant en compte la dimension temporaire pensée par les acteurs eux-mêmes pour prendre place au sein d'une parenthèse généralement construite entre deux emplois.

Parmi les individus qui viennent régulièrement à « l'espace de jeunes », Meng Lizhu, jeune homme de 27 ans, informaticien au moment de l'entretien, originaire d'une famille rurale du Shandong, indique :

> « Je fais ce que je peux avec les ressources qui sont à ma disposition, je connais aussi quelques personnes. Et puis à partir de mes capacités, je peux les aider. J'ai étudié l'informatique, les logiciels. Donc par exemple actuellement je suis en train de faire un site internet pour le lieu. (…) Je vais essayer d'utiliser au mieux mes compétences pour les aider à faire un très bon site internet, où il sera possible également de présenter les opinions de différentes personnes. J'arrive d'autant plus à le faire qu'en ce moment je suis moins occupé dans mon emploi. Ou quand parfois je suis sur des projets qui m'ennuient… »

Su Jiao, elle, est au chômage depuis plusieurs mois. Elle habite dans une des chambres dortoirs du lieu et a fait des études d'anglais. Alors « quand les gens, qu'ils soient de passage ou bien pour le lieu même, ont besoin d'une aide en anglais, je m'y colle. Par exemple ça peut-être pour essayer de contacter quelqu'un, lire quelque chose en anglais, remplir un dossier. De toute façon j'habite ici, donc ce n'est pas grand-chose de faire cela. » Remplir des dossiers a fait partie des précédents emplois de Su Jiao. Entre 2008 et 2014, moment de l'entretien, elle cumule différents emplois, serveuse dans un restaurant d'un côté, professeur particulier de chinois pour des étrangers de l'autre. Elle loue également une cour dans le nord de Pékin pour essayer d'en faire un lieu de rencontres culturelles entre étrangers et Chinois. A d'autres moments elle n'a eu qu'un seul emploi : elle a par exemple été juriste dans un cabinet d'avocat juste après son diplôme, puis femme de ménage quelques années plus tard. Ses temps d'emploi cohabitent avec plusieurs périodes de chômage. Quelques mois avant l'entretien, elle quitte son emploi de serveuse, lâche le projet du centre culturel qui n'arrive pas à prendre vie. Ce qui se dessine dans les actions de Su Jiao au sein de l'espace de jeunes c'est une traduction des ressources (Collovald, 2002), des compétences mais aussi des savoir-faire issus de ces années de pluriactivité plus ou moins qualifiée. Ainsi, en sus de compétences plus techniques

explicitées lors de l'entretien, Jiao est surtout toujours en interaction au sein de « l'espace de jeunes ». On la retrouve régulièrement indiquant à un interlocuteur qui fait quoi, mettant ainsi en relation les uns et les autres, incarnant de fait un rôle d'informatrice autant que de pourvoyeuse de ressources sociales. En mutualisant des informations et de la « connaissance », en mutualisant ces « ressources » les individus en jeu participent d'une part de la production de l'espace, ainsi qu'à la mise à distance de « boulots à la con » (« bullshit jobs ») (Graeber, 2013) au sein desquels leurs compétences ne sont pas forcément évaluées, voire peuvent se constituer en sujets politiques (Freire et Farias, 2011) d'autre part.

Wenwen, qui vient de la province du Shandong a vécu 9 ans à Qingdao (capitale de la province) pour ses études puis son premier emploi. Elle est diplômée d'une licence et d'un master en études environnementales. Elle n'a pas choisi cette discipline elle-même, mais s'est pliée à la pression de ses parents. De fait, après son diplôme et toutes ces années à faire quelque chose qu'elle n'avait pas choisi, elle a décidé de tenter une carrière dans l'enseignement, et réalisant ainsi ce qu'elle voulait. Elle a donc enseigné pendant deux ans à Qingdao dans un lycée. Cependant, bien que ce choix ait été de son fait, ces deux années ont été source de désespoir tant le sentiment de ne pas réussir à tenir une classe était prégnant chez elle. Elle a alors quitté son emploi pour venir à Pékin, dans le but de s'ouvrir à d'autres horizons et de souffler en quittant sa province. Elle atterrit à « l'espace de jeunes » et y devient bénévole pendant quelques mois, effectuant toutes sortes de tâches, de l'organisation matérielle du lieu, à la présentation de certains intervenants, en passant par les discussions portant sur le choix des thèmes à traiter. Elle indique retrouver des appétences eues pour l'enseignement mais de façon plus sereine, en ayant l'impression de « servir à quelque chose ». Au bout de quelques mois, devant la fin imminente de ses économies, elle cherche à nouveau un emploi, dans l'éducation, dans le secteur associatif et auprès d'ONG.

Une double dimension doit donc être prise en compte. En premier lieu, l'apport de ressources individuelles dans le fonctionnement de « l'espace de jeunes ». Si ce dernier fonctionne c'est notamment grâce à l'adjonction par différents individus en place de ressources individuelles, parfois sociales, parfois issues de leur formation universitaire. Pour autant, l'engagement à l'« espace de jeunes » comme bénévole ou de façon moins statutaire comme aide ponctuelle, souvent en mobilisant des ressources individuelles, est également un moyen d'acquérir d'autres ressources, dans l'optique possible d'une réactualisation a posteriori de ces dernières dans le champ professionnel. On retrouve cette double dimension dans les propos de Wenwen. Elle a pu s'immiscer dans le fonctionnement de l'espace à partir de ressources

acquises au préalable lors de sa formation initiale. Elle pense dans le même temps cet engagement comme une possibilité d'apprentissage en vue d'une réorientation ou d'une réinsertion professionnelle, ajoutant ainsi l'enjeu de la socialisation à cette dernière. De fait, l'engagement, que l'on peut ici qualifier de « moral » porte donc la possibilité de l'acquisition de ressources (« savoir-faire » et « savoir être » pensés autour de l'estime de soi et d'une capacité orale au service du métier d'enseignant), possibilité elle-même informée par des capitaux détenus par ailleurs et antérieurement (Fillieule et Pudal, 2010). Ainsi, la socialisation universitaire antérieure de Wenwen, ainsi que sa proximité en âge et en termes de catégorie sociale avec les membres les plus actifs de « l'espace de jeunes » jouent sur sa propension à être présente et active dans le fonctionnement du lieu, avec une possibilité de « rétributions » ici entendues comme bénéfices symboliques.

1.1.3. Contexte contraint et actualisation de ressources individuelles

Du fait des contraintes énoncées dans un premier temps, et liées aux modalités prises par l'autoritarisme d'Etat, les tentatives d'actions, que l'on pourrait qualifier de « civiques », sont renseignées par ce contexte, et incitent à penser plutôt le fait de faire « à côté » que de faire « contre ».

> Chongqing, septembre 2014. Carnet de terrain.
>
> Fin du repas, on redescend au café. Discussion avec Lu Jiegong. Il me parle du lieu, de comment il en est venu à le créer. Il me montre les vidéos prises dans un village extrêmement reculé de la campagne de Chongqing. Le gouvernement a fermé de nombreuses écoles de campagne pour les regrouper. En conséquence, certains enfants doivent maintenant marcher jusqu'à une dizaine d'heures pour se rendre à l'école, souvent seuls car leurs parents travaillent dans des zones urbaines. Parmi les activités de « bien public » (« 公益 gongyi [134]»), l'une a consisté en la rénovation d'une salle afin d'en faire une bibliothèque. Un petit groupe s'est formé à « l'espace de jeunes » de Chongqing pour mener à bien ce projet. Ils ont également apporté des livres récents car les enfants apprenaient sur des livres antédiluviens, certains encore de l'ère maoïste. L'idée pour eux est donc de reconnecter ces enfants à des possibilités plus larges car

[134] Pour plus de précision quant à ce vocable, nous renvoyons aux indications données au chapitre 5 et au glossaire.

sinon « leur avenir est d'ores et déjà foutu, coincés dans leur trou ». « C'est con, mais tu vois au moins quand on fait ça, d'un point de vue psychologique cela nous remonte un peu le moral. Je disais que je n'osais pas faire des trucs comme ce qui vient de se passer à Hong Kong car déjà en faisant des choses qui semblent inoffensives vis-à-vis du pouvoir on risque gros, alors défier le pouvoir politique cela semble impossible… Mais en commençant par ce genre de petites choses, on a l'impression de ne pas servir complètement à rien… Même si ce n'est pas cela qui va nous amener la liberté d'expression et la démocratie… »

Lu Jiegong est né en 1986 dans une ville moyenne du Zhejiang, province côtière de la Chine. Ses parents étaient ouvriers. À la suite des restructurations menées dans leur usine, ils doivent quitter leur emploi au début des années 1990 et deviennent alors commerçants. Ils tiennent depuis un petit magasin d'alimentation. Lu Jiegong a grandi là-bas, a été poussé à travailler à l'école afin de pouvoir faire des études supérieures, ce qu'il a réussi en 2004 en intégrant une université à Chongqing. Il y suit un cursus en licence puis en master dans le domaine de la construction. A la fin de sa licence d'abord puis durant son master, il acquiert quelques expériences de travail dans ce domaine-là, mais aucune ne le convainc. Par ailleurs, il ne souhaite pas avoir le style de vie que ce genre d'emplois lui garantit car il lui rappelle trop celui de ses parents. De fait, très rapidement à la fin de ses études, il loue et remet en état un appartement avec des camarades de master. Il le transforme notamment en café, espace de discussion, lieu d'activités à destination des étudiants du fait de sa proximité de l'université, mais également des jeunes travailleurs car « les étudiants ils ont du temps, ils ne se sont pas forcément frottés à des choses difficiles, ou ils n'ont pas encore forcément compris tous les enjeux, alors que les travailleurs ce sont des gens qui ont pu déjà s'éreinter. Ce sont des gens qui se font bouffer toute la journée par un travail sans fin, pour rentrer exténués chez eux et n'avoir rien d'autre. »

Les formes prises ou supposées prises par cet Etat autoritaire engagent des décalages sur la nature de l'engagement, dans un jeu de tâtonnement sans cesse renouvelé. Ici, la façon dont sont mis en lien les deux « événements », à savoir un mouvement pro-démocratique à Hong-Kong d'un côté, et une action de plus petite ampleur, que l'on pourrait qualifier d'humanitaire, de l'autre, souligne sur une relation qui n'est pas forcément visible au premier

regard. C'est parce qu'il n'est pas possible de porter des revendications politiques frontales, que d'autres tentatives, plus locales, moins sensibles, sont lancées. Surtout, celles-ci se font sur des lignes de compétences éprouvées auparavant par les jeunes diplômés en jeu : ceux qui ont monté « l'espace de jeunes » se sont occupés de rénover l'appartement investi, apprenant sur le tas, parfois grâce aux conseils de telle ou telle connaissance, plus généralement par l'intermédiaire de sites internet, comment faire certains travaux. Dans l'action de rénovation d'une école rurale, ces compétences sont réutilisées et actualisées, voire passées à d'autres qui n'étaient pas là lors de la première rénovation. Par ailleurs, le domaine en jeu, à savoir l'éducation, se fait lui aussi l'écho de parcours préalables d'individus qualifiés et rend par conséquent d'autant plus légitime le fait de se lancer dans une telle action. Plus particulièrement, dans l'exemple du parcours brièvement rappelé ci-dessus, l'émergence d'une figure temporaire de civisme se trouve à l'intersection de plusieurs éléments. Il y a tout d'abord la mise à distance d'un style de vie éprouvé par la génération des parents qui prend les traits d'une vie uniquement centrée sur l'épuisement du travail quotidien. Cette mise à distance est caractéristique des jeunes diplômés nés dans les années 1980 et 1990 qui expriment de plus en plus des demandes de reconnaissance et de réalisation de soi dans le travail (Roulleau-Berger, 2011). Il y a par ailleurs la réactualisation de compétences apprises lors de la formation universitaire. Enfin, il y a le décalage d'une contestation politique vers la production d'activités moins sensibles, qui relèvent d'un domaine plus « humanitaire » ou « charitable », englobé sous le vocable, aux frontières floues, de 公益 gongyi.

Sous couvert d'une mise à distance d'un milieu professionnel s'inscrivant en droite ligne des études effectuées, l'analyse des ressources convoquées dans la production et le fonctionnement de ces espaces montre au contraire une continuité avec des compétences, savoirs et savoir-faire issus d'une socialisation universitaire et professionnelle préalable.

1.1.4. *Enjeu de l'éducation* et ressources individuelles

Carnet de terrain, 2 avril 2013. Soir de semaine, nous ne sommes pas très nombreux, entre 20 et 30, autant d'hommes que de femmes. Le sujet du soir porte sur la façon de faire passer une information, de construire une argumentation. Les intervenants, représentants d'une ONG, font aussi la liste des sites sur lesquels il est possible de trouver des informations statistiques ou des chiffres produits avec sérieux. Celui qui est venu parler ce soir explique qu'il vaut souvent mieux passer par des sites

internationaux, comme celui de l'ONU, que par des sites chinois, tout en rappelant qu'on ne peut laisser les chiffres parler seuls, qu'il faut les analyser. Il en est de même pour leurs conditions de production.

Le public est plutôt âgé par rapport à d'autres soirs. Les présents ont une trentaine d'années, ou une petite trentaine d'années en moyenne. Parmi ceux avec lesquels je m'entretiens, certains expliquent travailler pour des ONG et avoir besoin d'argumentaires efficaces, de qualité d'écriture, etc. D'autres ne sont pas issus de structures professionnelles afférentes mais souhaitent se lancer dans des projets qu'ils qualifient « d'écriture sociale ». Ils déplorent néanmoins un traitement partiel et partial de l'information par les médias qu'ils consultent. Ils regrettent également le sentiment de ne pas réussir à monter un argumentaire sur les sujets qu'ils traitent. Enfin, ils déplorent le fait de pas toucher beaucoup de personnes du fait de sujets qu'ils qualifient de « sensibles », qui ne bénéficient donc pas d'un accès aisé sur internet ni de canaux de transmission larges.

Au sein des espaces étudiés, se déploient donc à la fois des ressources individuelles mais également d'autres développées par des soutiens externes (Sinigaglia, 2007), dans des formes directes de mise en commun d'informations et de savoir-faire. Sous-tendant la mise en exergue de la production de ressources collectives qui pourront être mobilisées dans l'action, elles sont également révélatrices du va et vient entre ressources individuelles et collectives. Par ailleurs, ceci témoigne du processus de recomposition sociale de ces « espaces intermédiaires » en ce qu'ils articulent formes institutionnelles et non-institutionnelles. En se saisissant ici des ressources apportées par des acteurs représentant une ONG pour les utiliser a posteriori à titre individuel ou au titre de l'organisation sociale au sein de laquelle ils travaillent ou militent, les acteurs présents en situation font montre de coopérations négociées et de reconnaissance entre organisations formelles et acteurs individuels. Bien que produites dans l'interaction, ces ressources vont également être réappropriées de façon personnelle en fonction d'opportunités individuelles, sociales voire politiques, a posteriori, marquant ainsi une transformation en ressource individuelle par les acteurs (Collovald et al., 2002 : 194).

Un des ressorts de ce qui fait « accord » dans ces espaces réside dans l'accent mis sur l'éducation, sur le fait de critiquer le système éducatif chinois comme impossible prémisse d'un quelconque développement de processus démocratique. Ceci, ainsi que la mise en exergue d'un sentiment de dépossession de soi dans ce système sont au cœur des ressources individuelles et

collectives mobilisées pour l'action. De fait, les « espaces de jeunes » fonctionnent sur un cadrage général d'emphase quant à une tentative de pallier les carences d'un système scolaire puis universitaire considéré comme favorisant dépossession de soi et difficile mise en collectif. Un tel cadrage ne présuppose pas une mutualisation uniforme des ressources en jeu, des capacités des individus à s'en saisir. Encore une fois, rappelons les effets antérieurs des socialisations universitaires et professionnelles, jouant sur des possibilités de traduction de ressources ante et post.

Ce que nous voyons comme l'émergence de figures temporaires de civisme, peut être largement informé par les contraintes de l'Etat autoritaire. Il ne s'agit pas tant de faire « contre », mais bien plutôt de faire « à côté », en fonction de ressources individuelles. Par ailleurs, ces figures temporaires de civisme naissent également de situations permettant la concomitance d'acteurs, et donc de la tentative d'agencement de ces ressources individuelles pour produire des ressources collectives.

1.2. Typologie d'espaces et circulation de ressources collectives

> « Dans les villes chinoises contemporaines, les intellectuels et les classes moyennes, qui ont la capacité de conduire des actions collectives, manquent d'un espace politique et légal pour initier des mouvements sociaux organisés qui transformeraient le système. Et pourtant, actuellement, toutes sortes d'agents sociaux participent concrètement au processus de transformation du système. D'un côté, par le biais d'une résistance quotidienne informelle, des agents sociaux se sont habitués à remettre en cause le système ; d'un autre, les intellectuels, en exerçant le rôle de conseillers, d'experts ou de critiques, participent à l'idéologie, à la production des normes et à leur mise en œuvre. »
>
> (Chen Yinfang, 2009)

L'enjeu posé ici est celui de l'espace physique et de l'importance de l'articulation avec des acteurs locaux. A Pékin, il y a un préalable de mise en relation d'individus, d'organisations, d'espaces qui peuvent hypothétiquement mener à une mobilisation. Cette dernière ne sera néanmoins que peu portée par les forces collectives en jeu, les mobilisations chinoises trouvant leur possibilité d'émergence dans des résonnances entre organisations, scènes d'expressions, individus, marqués par leur labilité. Cependant, outre les relations d'interactions entre des

individus, se créent aussi des relations d'interactions entre individus et groupes plus ou moins institutionnalisés. Cela peut être fait par exemple lors de conférences d'associations féministes, de conférences de groupes LGBT taiwanais, ou encore de conférences sur la démocratie à Hong Kong. Si ces actions collectives prennent forme dans le cadre d'activités collectives (Becker, [1982]1988), il nous faut néanmoins penser la façon dont se produisent et s'agencent les espaces au sein desquels se font ces activités collectives, et à partir de quelles ressources.

1.2.1. « Espaces de jeunes » et formation en « plateforme »

Ces figures de civisme temporaire qui émergent parfois au sein des « espaces de jeunes », sont certes renseignées par le contexte autoritaire et par l'agencement de compétences individuelles ou par la temporalité des situations, mais également par des liens, parfois ténus, avec d'autres espaces et acteurs politiques et sociaux. Au cœur de ces interactions, se trouve la configuration même de ces « espaces de jeunes », souhaitant être une plateforme (平台 pingtai), plutôt que porter une étiquette claire d'association, d'ONG ou d'institution avec un agenda précis[135]. Derrière ce choix se trouve en filigrane une protection vis-à-vis de l'autorité publique, a priori moins prompte à censurer voire défier une association aux contours souples.

Dans la description des lieux donnés comme « espaces de jeunes », il est souvent fait état du mot 平台 pingtai, qui signifie plateforme. C'est également le vocable que l'on retrouve dans un certain nombre d'entretiens. La reprise du terme « officiel » par les acteurs en présence est certes plutôt logique. Il est cependant là pour montrer de façon indéniable que l'espace est voulu comme un lieu où agissent ensemble des personnes qui n'ont pas la même activité professionnelle, ni une origine géographique commune. Ce vocable transcrit également l'idée que l'on circule dans cet espace, que l'on s'y arrête parfois, entre provenance et partance pour d'autres espaces, liés à l'activité professionnelle, à la famille, à l'université, etc. On y « fait des choses ensemble », « C'est un peu comme une équipe qui permet d'aider chacune des expériences personnelles. C'est un endroit de rassemblement (…) je vais là-bas pour trouver des gens, pour discuter », « Une plateforme qui nous permet d'abord d'échanger des réflexions ou de faire des échanges culturels. Si des gens veulent faire quelque chose, ils n'ont qu'à venir

[135] L'utilisation d'un tel terme n'est pas propre à notre terrain et semble procéder d'une tendance dans les nouvelles formes d'association en Chine, permettant de souligner la mise en interaction de personnes diverses, de nouvelles formes d'interaction, de redéfinition de manières d'accorder la confiance, etc. (cf. Isabelle Thireau, 2013, ibid. : c'est le terme également utilisé par ses interlocuteurs sur son terrain d'enquête).

et l'espace est là pour eux »[136]… C'est finalement, un « espace physique permettant à ceux qui y circulent non seulement d'avoir « une place où se tenir debout » mais d'échanger des propos, de s'ajuster et de se coordonner » (Thireau, 2013).

La conséquence de cette architecture est la réitération de la venue d'acteurs individuels ou collectifs issus d'organisations plus structurées mais dont la visibilité est le fait seulement de certains canaux, du fait de leur sensibilité probable, ou supposée. Sont ainsi mis en relation des représentants de mouvements sociaux au sein d'un espace particulier, celui dans lequel nous avons mené nos recherches, qui n'est pas un « espace des mouvements sociaux », c'est-à-dire « un univers de pratique et de sens relativement autonome à l'intérieur du monde social, et au sein duquel les mobilisations sont unies par des relations d'interdépendance » (Mathieu, 2007). Il n'est en effet pas construit autour de l'action protestataire, mais autour d'une diversité d'activités, dont la présentation, mise en scène et en voix d'une pluralité d'actions protestataires. Néanmoins, ce rôle de plateforme joue également dans la connaissance mutuelle des organisations, associations, collectifs qui y passent et restent en contact. De fait, il participe à l'appréhension d'une « zone d'évaluation mutuelle » (Mathieu, 2007), c'est-à-dire d'une possibilité informative d'évaluer, dans certaines limites, ce qu'il est possible de faire, quand voire comment, en fonction des temporalités en jeu. En cela, il est producteur de ressources collectives, notamment concernant cette évaluation des possibles politiques. Ainsi, lorsque l'activité de présentation du mouvement social en cours à Taiwan est interdite, d'autres activités prévues par la suite seront infléchies dans leur forme afin de pouvoir s'inscrire dans ce contexte situationnel. Dans un contexte placé sous le sceau d'une incertitude politique marquée, et d'autant plus marquée depuis le début de la présidence Xi Jinping (Frenkiel et Wang, 2017), ces ressources politiques demeurent fragiles. Elles n'en restent pas moins un élément constitutif de ces mises en relation.

1.2.2. Figures temporaires du civisme ordinaire et dialogues « *d'espaces* politiques »

Les interactions avec d'autres « espaces politiques » en Chine, c'est-à-dire des espaces mettant en jeu des formes de politisation, se font sur des modes différenciés, de façon physique ou symbolique, notamment en fonction de la coloration plus ou moins sensible des acteurs en

[136] Extraits d'entretiens avec Wei Liu, Meng Lizhu et Yang Qingyong.

question. A l'hiver 2013, « l'espace de jeunes » de Pékin arrive à faire venir sur sa scène Liang Xiaoyan, activiste ayant notamment participé au mouvement social de 1989, et encore présente dans nombre d'événements mémoriels liés à ces manifestations. Sa présence se fait à titre individuel, sans lien avec d'autres espaces de discussion politique dans lesquelles elle navigue également (qui peuvent être très sensibles, par exemple des rassemblements mémoriels autour de la répression des manifestations de 1989 sur la place Tian An Men – durant lesquels certains individus présents se sont vus emprisonnés, ou tenus à l'écart de Pékin). A d'autres moments, ce sont des groupes, associations, ONG, qui sont invités pour venir parler de façon plus ou moins formelle dans ces « espaces de jeunes ». Toujours à l'hiver 2013, nous retrouvons un soir à « l'espace de jeunes » des jeunes activistes d'une ONG (notamment de défense des droits de l'homme et des femmes), rencontrés à une autre occasion dans les locaux de cette ONG. Quelques mois plus tard, un festival du film féministe est organisé à Pékin ; les projections sont réparties dans plusieurs lieux, dont l'« espace de jeunes » et cette même ONG.

Par conséquent, il peut y avoir conjonction de différents espaces, eux aussi figures du civisme plus ou moins concret. En fonction de la sensibilité de ces figures et/ou espaces, les liens se font plus ou moins visibles, plus ou moins affichés, et ont un caractère plus ou moins situé. Dans le cas de Liang Xiaoyan, cette dernière est annoncée comme une « personne très expérimentée dans le domaine de « l'intérêt public » », venant notamment en tant qu'« un des membres fondateurs des « Amis de la nature[137] » ». Toute la présentation qui suit, incluant notamment une rapide biographie de Liang Xiaoyan, passe sous silence les implications de cette dernière dans des événements, mouvements, actions collectives à fort caractère contestataire. Ne sont laissés à la vue que des éléments relatifs au terme générique de « 公益 gongyi ». Il s'agit plus précisément d'éléments relatifs à la défense de l'environnement. La sensibilité liée aux autres activités militantes de Liang Xiaoyan est trop marquée pour que cette dernière soit annoncée à ce titre. Ceci n'empêche pas, en situation, la venue d'individus et des discussions plus ou moins voilées autour d'enjeux plus sensibles. Les figures de civisme temporaire se forment donc aussi à l'interface de ces différents espaces, ou tout au moins peuvent être informées par ces derniers.

En septembre 2014, l'ONG LR Rural Library, alors présente dans douze provinces chinoises et y ayant en tout 22 branches est démantelée. Le motif officiel annoncé est qu'elle

[137] « Amis de la nature » est une des plus anciennes et plus importantes ONG chinoise de défense de l'environnement.

n'aurait pas déclaré certaines de ses activités. Créée en 2007, elle a donné naissance à une autre organisation en 2011 qui s'est autonomisée par la suite, « LR College ». Cette seconde structure se présente comme une « université » ouverte civile, ou populaire (民间 minjian), dont l'action repose sur des enjeux d'éducation ouverte et d'étude indépendante[138]. En octobre 2014, LR College est également pris dans les feux des dispositifs de contrôle politique. Un de ses représentants à Pékin est emprisonné pour « trouble à l'ordre public », d'autres mis en résidence surveillée. Toutes les activités de cette structure sont suspendues.

Carnet de terrain – octobre 2014

> Début d'après-midi. J'arrive à « l'espace de jeunes ». Il n'y a pas grand monde. Dans le salon en bas, quelqu'un que je voie régulièrement ici est assis, le regard dans le vide, abattu. Je monte à la suite de Zhang Ke qui m'a accueillie, intriguée par ce « fantôme » en bas. Une fois en haut, Zhang Ke m'explique que celui qui est en bas travaillait ou était très en lien avec LR College, et que cette organisation vient de subir un coup d'arrêt de la part des autorités. Parmi ceux qui y travaillent ou gravitent autour, l'un ne donne plus de signe de vie, on soupçonne une arrestation, d'autres ont aussi été inquiétés. Lui, le « fantôme » ne sait donc plus que faire. Il n'a plus de quotidien, et l'épée de Damoclès d'une autre vague de répression au-dessus de la tête. (…) Au cours du mois, je le retrouve à plusieurs reprises « errant » à « l'espace de jeunes ».

Parmi les liens entre différents « espaces politiques », certains sont de l'ordre de l'interindividuel, d'autres de l'inter-organisationnel, d'autres encore croisent ces deux aspects. Ainsi, les liens entre LR College et « l'espace de jeunes », transparaissant dans des activités montées en commun, se doublent d'une très bonne connaissance entre Wang Zhifu et certains des membres de LR College, dont celui qui se trouve un peu esseulé à la suite du coup d'arrêt porté à cette dernière organisation. Il y a donc circulation des acteurs entre ces différents espaces, circulation notamment informée par les mouvements d'ouverture et de répression opérés dans « l'espace des mouvements sociaux ».

---

[138] Cf. présentation faite sur la page douban (en chinois) de LR College,. Dans ces quelques lignes de présentation, on retrouve à nouveau les termes 民间 minjian (littéralement « entre le peuple », renvoyant de façon large à tout ce qui est non-officiel, dans le sens où cela n'émane pas du gouvernement) et 公益 gongyi, « bien public », « humanitaire », etc. cf. supra.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser au premier abord, les moments de fermeture politique ne correspondent pas point pour point à des moments de moindre circulation d'acteurs[139]. Si d'autres temporalités peuvent engager des formes de concurrence entre ces différentes structures, la conjonction de relations d'interconnaissance individuelle entre les différents acteurs et de plus forte répression politique peut amener un flux vers l'espace considéré comme plus sûr.

1.2.3. « Espaces politiques » et circulation des savoirs dans un « espace transnational »

Les figures temporaires de civisme qui peuvent émerger dans ces « espaces de jeunes » se retrouvent parfois connectées à d'autres espaces, en Chine pour certains, à Taïwan ou Hong Kong pour d'autres, donnant à voir dans ce cas-là des circulations de ressources entre « espaces de jeunes » du continent et acteurs et associations d'un « espace transnational ». En effet, il existe en premier lieu un maillage local, souvent pékinois par exemple pour « l'espace de jeunes » de Pékin, avec différents espaces politiques, plus ou moins visibles. Ce premier maillage est complété par des interfaces avec des espaces d'action, notamment politiques, de Hong Kong et Taïwan. La tenue d'un temps de parole par des étudiants taiwanais le 19 avril 2014 à propos du mouvement des Tournesols illustre ce propos. Cet échange devait se tenir sous le nom de « Le ciel commence à s'éclairer : discussion à propos de la participation publique de la jeunesse taïwanaise à l'accord commercial sur les services entre les deux rives ». Si cette discussion entre jeunes Taïwanais et jeunes Chinois n'a pas eu lieu, du fait de son annulation sous l'injonction de la police, d'autres du même type ont été initiées. Il en va de même pour des jeunes ayant participé à des mouvements de protestation vis-à-vis de la reprise en main des programmes scolaires par Pékin à Hong Kong, ou encore pour la présentation des mouvements sociaux de défense de la cause homosexuelle à Taiwan, présentée plus haut.

Carnet de terrain – mai 2013

Nous sommes une trentaine ce soir. Au programme, une présentation par un jeune hongkongais des pratiques démocratiques à Hong Kong. L'une d'elle est

[139] Nous n'entendons pas pour autant par-là que les temporalités de plus forte contrainte politique favorisent ces circulations. Pour preuve, certaines dates traditionnellement marquées du sceau d'une sensibilité extrêmement importante sont le théâtre d'un « gel » des mouvements. Il en est ainsi du 4 juin et des jours qui entourent cette date, jour anniversaire de la répression faite place Tian An Men dans le cadre du mouvement contestataire de 1989.

particulièrement présentée, analysée, illustrée avec nombre de photos. Elle a eu lieu les deux années précédentes et s'est organisée autour d'un refus de l'ajout dans les manuels scolaires de chapitres portant sur une éducation nationale et morale. De tels ajouts sont menés conjointement avec Pékin, et donnent lieu, au pic des mobilisations à l'été 2012, à des rassemblements d'environ 100 000 personnes dans les rues de Hong Kong en juillet et septembre. L'intervenant revient dans sa présentation sur les causes du mécontentement, pourquoi les gens se sont mobilisés sur cette question et le déroulé des rassemblements et autres manifestations. Deux éléments structurent la discussion qui s'ensuit. D'une part la surprise marquée d'un certain nombre qui n'avaient absolument pas eu vent de telles mobilisations. D'autre part, toute une série d'interrogations sur la possibilité ou non de mener de telles actions en Chine. Si la pertinence du sujet n'est pas remise en cause, sa mise en pratique est questionnée.

Dans ces temps, a également lieu une monstration de ce qui est possible dans d'autres espaces, ainsi que de la façon dont est tenu ce qui relève parfois de l'action collective. Là encore, il s'agit de liens qui peuvent être ténus, qui ne sont pas toujours maintenus dans une temporalité longue, mais de liens cependant pluriels avec d'autres espaces politiques. Ces moments sont moins l'occasion de formuler des revendications précises ou tenues dans le temps selon une idéologie donnée, que de produire, partager et faire adopter des pratiques de coopération entre ces différents espaces (Merle, 2014). Ils semblent donc autant des moments de circulation d'informations souvent rendues invisibles sinon, ce dont témoigne la surprise dont un certain nombre se sont fait l'écho quant aux mobilisations hongkongaises, qu'une monstration des possibles renvoyant à une construction de la critique. Cette dernière ne se détermine en effet pas seulement par son opposition à l'ordre établi de la réalité considérée dans sa globalité opaque, mais aussi par référence à des possibles (Boltanski, 2009). C'est d'ailleurs ce que l'on retrouve très souvent en jeu grâce au détour par des « espaces de création et de recomposition transnationaux » dont la proximité géographique, culturelle et linguistique facilite grandement la circulation des savoirs et l'obtention d'informations de première main. Ceci se fait dans un contexte plus large d'intensification des échanges économiques et humains entre la Chine et Hong Kong d'un côté, la Chine et Taiwan de l'autre (Kuah-Pearce et Guiheux, 2009).

Mardi soir, 19h-21h. Aujourd'hui, celui qui intervient est un militant de la cause homosexuelle à Taiwan. Il retrace l'histoire de l'activisme gay à Taiwan, montrant comment les choses ont bougé peu à peu. L'intervenant montre comment avant 1987

toute question relative à l'homosexualité était tue et secrète, avec des lieux de rencontre publics mais cachés comme les parcs. Le plus important était un parc situé près du parlement car finalement, être si près d'un lieu de pouvoir permettait paradoxalement une certaine invisibilité. Il explique ensuite comment les choses se sont lentement structurées, avec l'ouverture d'une librairie, la tenue de conférences, etc., tout ça en lien avec l'ouverture, parfois relative, de la sphère politique après 1987 lorsque la loi martiale établie en 1949 a pris fin. (…) Dans le jeu de questions réponses qui suit, une fille est assez véhémente sur le fait qu'il est beaucoup moins facile de faire ces actions sur le continent actuellement, que le parallèle entre ces deux contextes est trop osé.

Ces échanges ne sont pas dénués de frictions portées à cause de l'impossible comparaison de contextes supposés proches mais en réalité lointains. Effectivement, la circulation de savoirs et la mise en relation d'espaces situés dans des contextes nationaux différents ne sauraient effacer les difficultés de mise en pratique dans des situations locales. Ils ont tout au moins le mérite d'engager la réflexion quant à l'appréhension de ces ressources dans la définition d'une citoyenneté en migration (Ong, 1999). Pour reprendre une figure dont le parcours a été plus développé en amont, celui de Wang Yun, il faut aussi considérer les processus de socialisation ou de re-socialisation politique dans des contextes politiques différents lors de la migration (Wang, 2017). La navigation dans un espace transnational a engagé pour elle, à partir d'appétences développées au préalable en Chine continentale, la prise en compte d'une « responsabilité sociale » voire d'une « attitude civique » (Chen et al., 2015), dont elle use en venant présenter un parcours, des actions, des pratiques et savoir-faire.

2. Action située du civisme et occupation temporaire d'un espace public

L'entrée par les « arènes publiques » et l'action collective telle qu'entendue par Daniel Cefaï actualisant certaines analyses de Goffman permettent de donner à voir des figures temporaires de civisme là où la citoyenneté formelle n'est pas toujours visible voire présente. Les communautés de circonstances que l'on retrouve sur nos terrains n'engagent pas pour autant une action spontanée (Mathieu, 2002). Les mobilisations en jeu se cristallisent en situation mais s'appuient sur des sentiments de mise à l'écart, sur des émotions (Sommier, 2009), sur la possibilité de prendre place dans l'espace public, mettant en jeu une approche pragmatique de ces mobilisations (Mathieu, 2002). Les communautés données portent des univers de sens pluriels qui se transforment de façon fragile, sur une temporalité bornée, en une mobilisation temporaire. Ce sont ainsi des motivations différentes qui se retrouvent assignés lors des mobilisations de ces communautés de circonstances (Dobry, 1990), lesquelles se font aussi selon le principe de la contingence. Ainsi, il s'agit ici non pas d'expliquer pourquoi ces mobilisations ont eu lieu, mais comment et par quels agencements la mobilisation a pu se tenir (Dobry, 2009). De fait, quand cela débouche sur des mobilisations, ces dernières sont fragiles, avec un caractère collectif qui n'est pas une donnée intangible, mais le produit d'une construction (Mathieu, 2012).

2.1. Civisme militant et civisme ordinaire

La confrontation avec les modalités de l'Etat autoritaire, que nous avons partiellement amenées précédemment, joue aussi sur la construction, parfois, d'un « nous » qui rassemble des diversités de parcours, d'aspirations et de formes prises par ces figures temporaires de civisme. La catégorisation en civisme militant et civisme ordinaire n'est pas exclusive. Ce sont des modes d'agir qui se déclinent en fonction des situations. Ainsi ce qui peut relever du civisme ordinaire à un moment peut se mêler à des manifestations civiques plus ordinaires ou plus militantes à d'autres. C'est ce que nous retrouvons dans nos situations de terrains.

Si en général les activités s'organisent autour d'un civisme ordinaire, en faisant appel à des enjeux du quotidien ou, à un « intérêt général » nébuleux, des glissements apparaissent dans certaines situations. Quand un jeune homme vient faire une présentation sur les mouvements de squat et de musique contestataire à New-York dans les années 70 et 80, les discussions se

déclinent d'abord autour de cet ordinaire renvoyé à une période historique et un espace lointains. Cependant, le passage à des discussions autour de la possibilité de mener un tel mouvement en Chine urbaine dans une période contemporaine, discussions appelant à des idéologies plus précises et contestant un ordre politique donné renvoie à un civisme plus militant. Il s'agit pour les locuteurs de corréler ces données précises à un état de fait transversal engageant la mise en tension d'espaces urbains et culturels, ainsi qu'ils le soulignent dans la discussion qui se fait jour :

> « C'est intéressant tout ce que vous nous montrez à propos de ces espaces et mouvements à New-York dans ces années-là. A la fois ça me fait m'interroger sur le caractère durable de ceci, à savoir, est-ce que c'est toujours le cas là-bas. Et dans le même temps, cela me questionne par rapport à ce que nous pourrions avoir ici et maintenant. Rien de tel ne me semble possible dans les villes chinoises actuellement, car c'est trop contrôlé. Serait-ce possible ? Je ne crois pas. Peut-être que je me trompe. Vous en pensez quoi ?
>
> Je ne sais pas, je ne vis pas en Chine contemporaine…
>
> Coupé par un autre auditeur : cela demanderait une organisation aussi. Ne pouvons-nous pas essayer de nous saisir à notre niveau d'espaces urbains ? Ce qu'on fait ici n'est pas sur le même plan que ces squats, loin de là, mais c'est quand même une preuve que notre ville n'est pas uniquement une architecture contrainte… »

La discussion a suivi, oscillant entre le thème du livre présenté, ancré dans la temporalité de cette description, des décennies auparavant, et les moment et contexte de l'énonciation. Ce qui est intéressant là-dedans n'est pas la possibilité de l'action politique, qui n'est absolument pas en jeu ici, mais les questionnements se posant en amont. Le passage d'un « civisme militant », tel qu'on le pose ici, à une action politique n'est donc ni envisageable, ni automatique. Il s'agit plutôt de penser l'enjeu de la référence plus ou moins explicite à un « intérêt général », entendu ici comme recouvrant ce qui est de l'ordre du prendre place dans la cité, de réfléchir à l'action à un niveau infra, à la construction de collectifs, dans une acception de la légitimité plutôt que de la légalité de ces processus. On retrouve alors les enjeux corrélatifs à ces « interventions civiles » (Pharo, 1985 :116), à savoir le collectif ou l'instance d'assentiment, à géométrie variable dans le public présent ce soir-là, la manifestation de formes qui excèdent la position solitaire du locuteur, l'enjeu de la légitimité et « la manifestation du sens civique est coextensive à l'établissement (descriptif) de la situation. (…) (dans le sens où)

l'intérêt général relève d'une production à la fois endogène et concertée des membres. » (Pharo, 1985 : 177).

2.2. Action située, localité civile et socialisation des pratiques

La difficulté en Chine d'occuper un espace public par une action collective, d'autant plus si c'est le fait d'une organisation patentée, engage une mobilisation ponctuelle qui est le fait d'une communauté de circonstance et ne perdure pas dans le temps. Les formes prises par ces mobilisations et leur sujet sont donc informés par un agencement de contraintes locales, qui mettent au jour des revendications plus ou moins claires. Elles se font en tant que réalisations locales, prises donc dans un contexte et, corollaire, ne sont donc pas simplement le fait de considérations indiquées en amont par les acteurs. De fait, elles sont à saisir dans leur dimension de « localité civile » (Pharo, 1985 :80). De ces contraintes naissent donc des mobilisations qui ne semblent pas toujours saillantes du fait de la prise d'écart plus ou moins importante avec l'instituant.

Un jeune homme, Zhao Li, alors âgé de 26 ans (né en 1987), vient un soir de mars 2013 parler de la discrimination à l'encontre des personnes atteintes par le virus de l'hépatite B en Chine. Il commence par son histoire personnelle puis passe aux mobilisations qu'il a déjà menées. La fin de son exposé est marquée par l'ouverture d'une discussion. Les questions sont de deux ordres différents. Certaines portent sur le sujet même, à savoir les discriminations à l'encontre des individus atteints par l'hépatite B. D'autres portent sur la façon de mener cette lutte, un point souligné lors de sa présentation par Zhao Li. Lors de la discussion faite après l'exposé, le débat prend forme notamment autour de la possibilité de faire une action à vocation informative. La question de l'information advient dans le sens où pour une majorité des individus présents ce jour-là, la discrimination des personnes porteuses de l'hépatite B est une découverte que la présentation précise de Zhao Li a permis de mettre au jour. Pour eux, il faut donc d'abord en passer par l'information. Le mode d'action est assez facilement décidé. En effet, un des individus présents commence par se faire l'écho du concept de « flash-mob » ou « mobilisation éclair ». Ceux intéressés, la plupart des individus en présence, vont s'installer sur une place passante devant un centre commercial à deux pas, afin de faire cette « flash-mob » et de sensibiliser les passants à ces discriminations.

A Pékin, la venue de Zhao Li à « l'espace de jeunes » ce jour-là ne relève pas des prémisses d'une action collective planifiée. Ainsi que nous l'avons noté précédemment, l'espace en jeu se définit comme « plateforme ». Zhao Li décline donc, entre autres, différentes actions menées. Il illustre ces dernières par des photos, que ce soit à propos des milliers de lettres envoyées à différentes institutions, ou de performances menées devant ces mêmes lieux. Si la carrière militante de Zhao Li est aussi en jeu dans la mobilisation temporaire qui s'apprête à se faire, elle n'est pas relayée de la même façon que dans un contexte moins marqué par une mise à distance des mobilisations. Les contraintes politiques fortes pesant sur les mobilisations collectives en Chine impliquent une prise de rôle labile dans ces dernières. Ainsi, lors de la « flash-mob », la mobilisation se produit à partir d'une monstration préalable mettant en scène des compétences politiques. La mobilisation se construit lorsque ces compétences sont saisies par les autres acteurs présents, certains disposant déjà de compétences politiques, et non par une action directement coordonnée par un individu engagé dans une carrière militante.

Si, pour reprendre les termes de Patrick Pharo, la « rencontre des membres ne prend sa signification que par rapport à un cadre spatio-temporel dont ils disposent en commun, par le fait même de son interaction » (Pharo, 1985 : 80), l'action en tant que telle est informée également par des temporalités et des socialisations antérieures. Parmi les individus présents, certains étaient venus à la présentation de Zhao Li du fait d'une proximité avec le sujet traité, d'une sensibilisation déjà présente à la question. Lors de la « flash-mob », ils sont donc plus prompts à aller au-devant des passants, possèdent un discours étayé quant aux discriminations faites aux porteurs du virus de l'hépatite B, et font parfois appel à des éléments liés à leur situation personnelle ou familiale afin de soutenir leur propos. En cela, la situation propre de l'action menée n'est pas enclose dans le cercle spatio-temporel de la coprésence, mais est mise en lien avec d'autres références, d'autres temporalités, d'autres espaces. Comprendre ce contexte d'énonciation nécessite alors la connaissance de ces temporalités préalables à l'action, les premières informant la seconde. Par ailleurs, cela nous amène à penser ces acteurs comme construits, issus et produits par des socialisations passées et présentes, sans que les premières ne recouvrent et expliquent uniformément les secondes. En d'autres termes, ce qui se donne ici à voir est à la fois un passé incorporé par des expériences socialisatrices antérieures et le présent de la situation pour penser l'action (Lahire, 1998 :54).

Pour d'autres individus présents sur la place lors de la « flash-mob », la visée de l'action donne encore plus à voir des formes de dramaturgie de la mobilisation, dans le sens où, encore plus que ceux déjà sensibilisés à la question, il y a dans cette mobilisation rare une tentative de

« jouer à être engagé », de prendre les postures de l'engagement, d'apprendre à mimer les gestes et les mots qui font sens, de s'initier et de révéler ainsi une scénographie de l'action. D'aucuns vont se placer dans ce qui pour eux, dans cette situation, relève de « l'intérêt général ». D'autres sont portés par la théâtralité situationnelle. D'autres encore se réfèrent à un environnement de sens personnel, en revendiquant une situation de discrimination similaire pour un membre de son entourage. En cela, ces actions situées se donnent à voir comme « processus socialisé et socialisant » (Darmon, 2006), dans le sens où elles engagent à la fois les expériences passées et le moment de l'action.

Si l'on en revient à la présentation faite par Zhao Li précédant l'action, le même processus est visible. La volonté informative de la mobilisation, ici présente avec un groupe allant sur une place, avait déjà été donnée à voir par Zhao Li : à chaque fois, il avait exposé comment il restait dans la légalité, se faisant prendre en photo devant des lieux reconnaissables tels des monuments historiques, des portiques d'université, avec deux briques à la main comme marqueur de l'image. Ces deux briques sont la marque d'une série de photos visant à faire connaître cette discrimination. Les images sont ensuite postées sur weibo, site de micro-blogging chinois, pour faire de ce dernier une caisse de résonnance. Partant de son expérience d'étudiant et de la discrimination tangible dans ces institutions vis-à-vis des porteurs de l'hépatite B (la situation était alors telle que si l'université venait à apprendre qu'un étudiant était porteur du virus de l'hépatite, ce dernier pouvait se voir refuser la poursuite de ses études), un autre moyen de publicisation des discriminations faites à l'encontre des porteurs du virus de l'hépatite B est passé par l'envoi de lettres à près de 2000 présidents d'université en Chine. Lors de la présentation par Zhao Li des actions qu'il a déjà menées au cours de sa lutte, il donne à voir des actions préalables et la façon dont elles ont été menées tout en insistant également sur le fait qu'elles sont toutes le résultat d'une incorporation d'un régime de légalité. Un autre, dans l'assistance, propose la possibilité d'une mobilisation sous la forme de « flash-mob », type d'action connu d'une partie de l'audience, qui acquiesce ou se fait l'écho de telle ou telle vidéo d'un même type de performance déjà vue. Les discussions se font sur le fait de mener ou non une telle action. Elles portent également sur l'acceptation ou non de la forme d'action proposée, autour de processus d'interaction, d'association et de communication et participent ainsi de la création d'une « arène publique ». Elles font alors espace dans le sens où elles révèlent la façon dont les ressources individuelles et collectives se retrouvent et s'agencent. De ces propositions naissent aussi la forme de l'action où les individus seront dispersés dans l'espace physique de

la place, sans signe distinctif, et attendront un signal pour montrer qu'ils sont un collectif et actualiser ainsi des ressources individuelles en des ressources collectives.

Une telle forme d'action, « par projet », temporaire, qui n'implique pas un groupe préalable d'action mais est le fait des individus en présence révèle particulièrement dans l'action collective non pas un agrégat de choix subjectifs ni le résultat d'enchaînements interactionnels mais un double agencement entre ces deux éléments et des ressources individuelles permettant l'émergence de ressources collectives dans une action située. L'absence d'organisation patente de la mobilisation donnant lieu à une apparente spontanéité de l'action ne doit par oblitérer la saisie de ces situations comme résultat de modes d'action et de protestation (Scott, 2009). Ces agencements laissent à voir, dans une temporalité bornée, l'émergence d'un groupe constitué en acteur collectif, lequel est largement informé, dans sa contingence, par un contexte politique contraignant. Cependant, de telles prémisses nous permettent de penser des formes de « citoyenneté ordinaire » (Cefaï, 2007) qui peuvent être d'autant mieux mises au jour qu'elles passent par des micro-mobilisations.

Si nous nous sommes tant arrêtée sur cette situation en particulier, c'est qu'elle est importante dans sa dimension spatiale. Si les « espaces de jeunes » sont le lieu de présentation d'actions collectives, de rencontres de militants, de mise en commun de ressources, tous ces processus se font surtout au sein de ces « espaces intermédiaires ». Rares sont les actions directement issues d'une construction au sein de l'espace, qui seraient potentiellement sensibles et se dérouleraient au dehors. Ce, d'autant plus à Pékin dont la position de capitale politique et culturelle en fait un lieu au sein duquel les dispositifs de contrôle sont renforcés[140]. Ici, l'action se fait en dehors de l'espace, et surtout dans l'espace public. Le choix du lieu n'est pas anodin, les « flash-mob » s'effectuant souvent sur des emplacements symboliques (Gaillard in Coutant, 2011). Ainsi, à Pékin, le lieu choisi lors de cette flash-mob est le lieu le plus passant du quartier, tout à la fois carrefour entre plusieurs grands axes, sortie de métro et place devant un bâtiment abritant un centre commercial et de nombreux bureaux. Dans l'enchaînement performance puis dispersion, l'occupation de l'espace public n'est cependant que temporaire, n'exposant alors pas trop les individus en présence. Par ailleurs, le choix d'un espace proche de « l'espace de jeunes », permet une possibilité de repli relativement aisé, ce qui sous-tend l'intériorisation chez

[140] Précisons toutefois que ce type d'action est légalement autorisé. La constitution chinoise, qui date de 1982, indique ainsi que « les citoyens de la République populaire de Chine bénéficient des libertés d'expression, de publication, d'assemblée, d'association, de défilé et de manifestation » (article 35).

ces acteurs du fait de ne pas se sentir tout à fait légitime à se montrer dans l'espace public dans une action collective (Deboulet et Florin, 2014). Loin d'être isolée, ni si « spontanée », une telle forme d'action est informée à la fois par la contrainte politique et par l'ordre médiatique. Elle ne demande pas d'autorisation préalable, permettant ainsi de détourner une interdiction a priori. Elle ne permet pas non plus d'identifier d'organisateur précis, ce qui empêche également certaines techniques répressives (Shukan, 2008). Ces performances en public comme action politique temporaire rendent donc l'intervention de l'Etat plus difficile, et parallèlement, pour les médias, ce sont des événements plus simples à couvrir (De Kloet et al., 2017). Par ailleurs, même ponctuel, un tel type d'action permet une effraction dans l'espace de visibilité commune, et en tant que tel, informe l'espace public et surtout souligne le fait que ce dernier ne fait pas l'objet d'une configuration commune, univoque et figée. Bien au contraire, par ces petites effractions, il y a reconfiguration de ce qui fait et ce qu'est l'espace public (Murard et Tassin, 2006).

Enfin, il ne s'agit pas d'un engagement qui se ferait seulement sur une « manifestation du libre arbitre d'une pure subjectivité » (Cefaï, 2007). Il est fonction de la logique des situations, des dynamiques de coopération entre acteurs et d'ajustements à leurs milieux et produit en ce sens une action située hypothétique, sous-jacente, temporaire. Celle-ci découle d'une situation dans laquelle les individus en présence se sentent investis de la possibilité de se mobiliser, temporairement, en vue d'un but qui peut sembler commun mais porte en son sein des visées différentes en fonction des individus en présence.

La conjonction de communautés de circonstances et de revendications plurielles engage des mobilisations temporaires sur nos terrains, autour d'acteurs collectifs fragiles. Dans un mouvement causal déjà remis en question dans la littérature, on ne peut penser que la seule présence du collectif engendre la mobilisation ni que des dispositions ancrées permettraient quelque action spontanée. Il nous faut plutôt penser ces mobilisations et leur univers de sens pluriel sous un jour pragmatique. La particularité de ces mobilisations trouve son origine dans une double contrainte : celle de la faible légitimité des espaces au sein desquels évoluent les acteurs en question, et son corollaire, la difficulté d'accès à des espaces traditionnels d'action collective. En cela, on retrouve des mobilisations qui se construisent de façon ponctuelle, autour d'individus voire d'organisations locales. Ces communautés de circonstances s'organisent en dehors de circuits traditionnels de mobilisation politique, dans une homologie morphologique avec les formes du nouvel esprit du capitalisme (Boltanski et Chiapello, 1999).

Les situations saisies sont donc prises sur le fil, entre jeu avec les contraintes locales et mise en ligne avec les injonctions du nouvel esprit du capitalisme. Nous ne pouvons penser ces mobilisations en ayant uniquement en vue des résultats politiques (plan de lutte contre les discriminations par exemple) mais en tant que marqueurs de luttes de reconnaissance articulées autour de la mise en visibilité d'actions collectives dans l'espace public.

Conclusion du chapitre 7

A la caractéristique générale de régime autoritaire pour qualifier la Chine, nous préférons penser les modalités de l'autoritarisme d'Etat dans des situations, laissant apparaître ce qui peut être qualifié « d'autoritarisme négocié ». Dans ce contexte, au sein « d'espaces intermédiaires » les pratiques et formes d'association de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur en Chine permettent l'émergence de modalités de civisme non pas distinguées par l'Etat, ne renvoyant donc pas à un statut, mais hypothétiques, et temporaires. Ces dernières se construisent donc au sein de ces « espaces intermédiaires », renvoyant à la fois à des compétences préalables des acteurs, mais également à des cercles de coprésence, au sein desquels se dessine une incorporation de l'incertitude informationnelle, laquelle ressort lors de la production de nouvelles informations. Par ailleurs, les pratiques mises en œuvre par certains acteurs, et relevant de formes de civisme temporaire, révèlent des tournures d'engagement qui font montre d'un « savoir décaler », c'est-à-dire que lorsque les contraintes politiques semblent trop fortes, la mise en action peut se faire sur des terrains moins sensibles, faisant du silence face à ces contraintes non pas une adhésion, ni une docilité mais renvoyant des tentatives d'actions sur d'autres domaines.

Il est alors possible de penser des continuums de situations entre des régimes dits démocratiques ou autoritaires autour de ces enjeux liés à des engagements de jeunes diplômés. Les conclusions précédentes font écho à des évolutions que l'on trouve dans d'autres situations politiques contemporaines marquées par une concomitance entre des engagements et militantismes plus ou moins distanciés (Ion, 1997), engageant une organisation plus souple de la contestation (Mathieu, 2013). Par ailleurs, les compétences individuelles et collectives que l'on retrouve ici actualisées par des figures temporaires de civisme sont le fait d'individus qualifiés, diplômés de l'enseignement supérieur pour la plupart, tout comme engagement associatif et « capital » militant sont corrélés avec le niveau d'études en France (Roudet, 2011 ; Collovald et Mathieu, 2009). Voir ces continuités n'oblitère cependant pas les contraintes produites par un contexte autoritaire. Les parallèles cités précédemment concernant l'engagement polymorphe des jeunes en France et en Chine ne sont pas issus d'un environnement qui les contraint de la même façon. Les enjeux de censure ne sont pas aussi forts. Les risques, réels, perçus ou supposés ne sont également pas les mêmes et n'engagent donc pas les individus sur des voies similaires. Dans le contexte chinois, pour certains, des formes liminaires de politisation vont de soi, pour d'autres elles sont le résultat d'une impossibilité symbolique à s'engager frontalement, risquant alors la

dissidence. C'est cette plasticité, cet aspect temporaire et réversible du fait d'un contexte contraint qui est donc à souligner. C'est également du fait de ce contexte que les « espaces de jeunes » investis dans cette enquête doivent être saisis ainsi qu'ils sont souvent présentés, comme des « plateformes », mettant en lien différents « espaces politiques », différents acteurs, et permettant la circulation de ressources, localement, voire internationalement.

Conclusion générale

Question du politique et triple aporie

Cette thèse avait pour point de départ des questionnements autour de la politisation de jeunes qualifiés en Chine contemporaine. Dans la réalisation de cette enquête, nous avons dû faire face à trois apories qui ont guidé la coloration de l'objet d'étude et de son analyse. D'abord, dans un temps long, les contraintes liées à la qualité autoritaire du régime en place obligent des décentrements du regard par rapport à une épistémologie construite en contexte européen voire occidental. A ce titre, les organisations intermédiaires et les formes « traditionnelles » de l'action collective ne trouvent pas toujours d'équivalents aisés dans un contexte sociopolitique chinois. Il nous a donc fallu procéder à des traductions et des ajustements quant à la construction d'un objet et à son analyse autour de ces thématiques. La deuxième aporie est quant à elle conjoncturelle et est liée au fait que nous prenons place sur nos terrains au début de la présidence de Xi Jinping. Or, cette présidence est marquée par un durcissement progressif des dispositifs de contrôle politique, engageant une sensibilité accrue de nos objets. Cela a amené également des décalages progressifs dans ces objets du fait d'une répression de plus en plus forte, et construite autour d'un principe d'incertitude : ce qui était sensible un jour pouvait l'être davantage le lendemain, mais sans avoir de ligne directrice à ce propos. Enfin, un troisième élément vient à son tour informer les deux précédents. La question de la place du chercheur et de sa pratique de terrain autour d'un corps situé engage là encore un troisième niveau de sensibilité politique. La conjugaison de ces trois points a participé de la construction de l'objet de recherche pas à pas et à sa formation autour des concepts d'autoritarisme négocié, de pratiques discrètes, et de civisme ordinaire.

Cette thèse ne porte pas une lecture du débouché politique ou de l'hypothétique contestation à venir. Le logiciel utilisé amène plutôt à penser ce qui est en train de se faire, et comment cela peut jouer sur les individus en présence. Ce n'est pas tant un consensus mou qu'une appréhension d'un contexte contraint politiquement qui n'adresse donc pas la logique de l'action politique de la même façon que dans « nos » démocraties, aussi fragiles soient-elles actuellement, aussi répressives peuvent-elles l'être. L'ère Xi Jinping a amené un durcissement de la répression et une incertitude croissante quant à ce qu'il est possible de faire, ou de ne pas faire, quant à des enjeux sociaux ou politiques. Voir des micro-formes sinon de mobilisation,

tout au moins d'interactions à caractère politique, d'expressions plurielles est donc aussi à prendre en compte quant aux organisations possibles.

Dans les plis de l'autoritarisme négocié

L'entrée par des espaces et des situations a été nourrie par ces éléments de contextualisation. En passant dans les plis de cet autoritarisme négocié nous avons pu relever des formes du politique. Marquées par des modulations qu'elles doivent aux effets d'un contexte doublement contraint, structurellement et conjoncturellement, ces formes du politique prennent place au sein d'« espaces intermédiaires ». Ces derniers sont des espaces de création et de recomposition politique, avec un passage de l'un à l'autre informé par des temporalités de relative ouverture et fermeture du contexte politique.

La construction de ces espaces passe par la mise en place de normes, celles *d'agir* démocratique, de « savoir décaler ». Elles apparaissent autour *d'économies morales* qui insistent quant à des « sens du juste ». Dans la construction de cet édifice normatif, les socialisations préalables des jeunes qualifiés dont il est question dans cette thèse est à prendre en compte. Les parcours pluriels de mobilité professionnelle et spatiale opérés au cours des premières années d'entrée sur le marché du travail se retrouvent en effet dans la réitération de discours confiant au public des expériences individuelles, qui peuvent être abîmées, dans ces parcours. La mise en scène et en voix de « problèmes publics » dans les espaces investigués résonne par rapport à ces expériences individuelles. Certaines sont alors traduites en « problèmes sociaux » par un arrachement à leur singularité. Ces frottements du politique mettent en regard et en tension deux polarités. Des figures militantes viennent présenter un corpus de l'action collective exposant des répertoires d'actions et de ressources. Ces figures et corpus sont plus clairement politiques et se rattachent à des problèmes publics déjà identifiés, saisis par des organisations et en ce sens, mis à l'agenda politique. A ces premières figures font face des figures témoignant d'un civisme plus ordinaire. Elles entendent ces formes du politique contestataire mais font montre quant à la mise en action de compétences de « savoir décaler » nourries par les subtilités d'un contexte contraint. Leurs discours, pratiques et actions s'engagent alors plutôt quant à des enjeux sociaux, de bien commun et d'intérêt public. La mise en lien de ces deux catégories est le fait d'entremetteurs dotés d'une connaissance fine de la cartographie du militantisme en Chine qui nous intiment de penser ensemble ces différentes figures par le tissage de liens entre des acteurs, des situations et des ressources.

De « nouveaux mouvements sociaux » ?

Ce qui est présenté dans cette thèse pourrait faire écho à ce qui a été nommé « nouveaux mouvements sociaux ». Ces derniers ont été notamment caractérisés par des enjeux moraux et l'utilisation de performances dans l'espace public. Loin de nous l'idée que ces mouvements sont nouveaux et ce, pour deux raisons. Les critiques apposées à cette conceptualisation de l'action protestataire en France fonctionnent également en Chine. La logique de recours à certains types de protestation comme la performance est la même : elle vient interpeler du public, donner un écho médiatique à des contestations qui peuvent manquer de militants. Par ailleurs, en se plaçant sur des formes plus « acceptables » de mise en scène de contestations, elle participe également de cette façon d'élargir, sinon le cercle des militants, tous au moins de ceux qui peuvent hypothétiquement prendre part à des mouvements dénonciateurs de problèmes sociaux et publics. Enfin, tout autant qu'en France, les protagonistes en jeu n'ont pas un profil sociologique foncièrement différent de ceux présents dans des mobilisations plus « traditionnelles » (Mathieu, 2013). Les jeunes qualifiés présents sur nos terrains ont majoritairement des parcours de mobilité sociale ascendante certes éraflés par des considérations pécuniaires. Ils témoignent néanmoins de la possession d'un certain capital culturel, d'une capacité à traduire les informations issues d'un système médiatique contraint et de compétences pour « faire avec », autant que faire se peut, les dispositifs de contrôle et de surveillance.

Il nous faut néanmoins noter des différences cruciales. Les dimensions « morales » des motifs de l'action et l'utilisation de formes « nouvelles » dans les logiques d'action sont, dans les terrains investigués, informées de façon claire par un contexte répressif. Dans ce sens, passer par ces motifs et logiques de l'action résulte également de très difficiles accès et coûts de l'action protestataire « traditionnelle ». Ces engagements moraux plus visibles peuvent donc s'agencer avec des aspirations invisibilisées par le contexte. Les événements récents relatés en introduction de cette thèse confirment la possibilité de feuilletage des logiques de l'action entre des formes « sociales » plus visibles et des formes « politiques » marquées par leur discrétion. L'organisation sociale qui a subi de nombreuses arrestations parmi ses membres était ainsi présentée comme une organisation œuvrant autour de motivations « sociales », pourvoyant des formations professionnelles et des ateliers culturels. Il est fort à penser que des formes plus « politiques », comme des aides juridiques pour permettre aux travailleurs migrants de faire

valoir leurs droits, voire de monter des actions contestataires étaient également présentes. Là encore, pratiques déclarées et pratiques discrètes sont donc les deux faces d'une même pièce. Elles témoignent, en dehors de toute visée normative, de modalités multiples de s'éprouver en tant que citoyen (Neveu Catherine, 2004).

Enfin, le contexte ultracontemporain, celui du temps de l'écriture, a pu nous laisser un goût pessimiste. Les terrains, les observations qui ont été faites entre 2012 et 2015 ne sont peut-être encore d'actualité. Ce que nous souhaitons encore et toujours souligner, c'est l'hypothétique, le contingent, et la possibilité de s'immiscer dans les plis laissés dans les creux de l'autoritarisme chinois. Si ces plis semblent se resserrer, notamment sur nos terrains qui ne portent plus forcément la charge du politique, les engagements réversibles, et d'autres éléments donnés à voir dans cette thèse, nous faisons l'hypothèse que les éléments d'analyse apportés dans cet exercice gardent leur actualité sur d'autres terrains.

Bibliographie

Abbott, A.D., 2001. Time matters: on theory and method. University of Chicago Press, Chicago.

Adler, Peter, Adler, Patricia, 1993. Ethical issues in self-censorship : Ethnographic research on sensitive topics, in: Researching Sensitive Topics. Newsbury Park : Sage Publications, pp. 249–266.

Affergan, F. (Ed.), 1999. Construire le savoir anthropologique, 1re éd. ed, Collection "Ethnologies-controverses." Presses universitaires de France, Paris.

Albera, D., 2001. Terrains minés. Ethnologie française 31, 5. https://doi.org/10.3917/ethn.011.0005

Amar, N., n.d. Scream for Life : usages politiques de la culture en Chine : échanges et résistance au sein de communautés alternatives : le cas des punks et des cinéastes indépendants. CERI Sciences Po Paris.

Andrieu, B., 2011. Le corps du chercheur : une méthodologie immersive. Presses universitaires de Nancy, Nancy.

Angeloff, T., 2010. La Chine au travail (1980-2009) : emploi, genre et migrations. Travail, genre et sociétés 23, 79. https://doi.org/10.3917/tgs.023.0079

Arsène, S., 2017. « Le gouvernement chinois exploite habilement ce que nous ont appris les réseaux sociaux ». Le Monde.

Arsène, S., 2011a. De l'autocensure aux mobilisations : Prendre la parole en ligne en contexte autoritaire. Revue française de science politique 61, 893. https://doi.org/10.3917/rfsp.615.0893

Arsène, S., 2011b. Internet et politique en Chine : Les contours normatifs de la contestation, Recherches internationales. Éditions Karthala, Paris.

Audin, J., 2017. Devoir civique, responsabilité morale et jeux de réciprocités. Perspectives chinoises 53–63.

Audin, J., 2015. Gouverner par la communauté de quartier (shequ) en Chine : Ethnographie de la bureaucratisation participante des comités de résidents à Pékin. Revue française de science politique 65, 85. https://doi.org/10.3917/rfsp.651.0085

Audin, J., 2014. Les recompositions de la solidarité de quartier en Chine. Enquête sur l'action publique de proximité vis-à-vis des populations vulnérables. Informations sociales 185,

102–110.

Audin, J., 2008. Le quartier, lieu de réinvention des relations Etat-société en Chine urbaine : l'exemple des comités de résidents à Pékin. Raisons politiques 29, 107. https://doi.org/10.3917/rai.029.0107

Bayat, A., 1997. Street politics: poor people's movements in Iran. Columbia University Press, New York.

Beck, U., 2001. La société du risque : sur la voie d'une autre modernité. Flammarion, Paris.

Becker, H., 1988. Les mondes de l'art. Flammarion, Paris.

Becker, H.S., 1985. Outsiders : études de sociologie de la déviance.

Béja, J.-P., 2007. Chine : la vie difficile des censeurs. Esprit Juillet, 67. https://doi.org/10.3917/espri.0707.0067

Béja, J.-P., 1992. Regards sur les « salons » chinois. Embryons de société civile et sphère publique en Chine (1978-1989). Revue française de science politique 42, 56–82. https://doi.org/10.3406/rfsp.1992.404276

Ben Achour, S., 2011. Société civile en Tunisie : les associations entre captation autoritaire et construction de la citoyenneté, in: Les sociétés civiles dans le monde musulman, TAP / Islam et Société. La Découverte, Paris, pp. 293–312.

Berger, M., Cefaï, D., Gayet-Viaud, C. (Eds.), 2011. Du civil au politique : ethnographies du vivre-ensemble, Collection "Action publique." P.I.E. Peter Lang, Bruxelles ; New York.

Bergère, M.-C., 2013. Chine : le nouveau capitalisme d'État. Fayard, Paris.

Berry-Chikhaoui, I., Deboulet, A., 2002. Les compétences des citadins : enjeux et illustrations à propos du monde arabe. L'Homme & la Société 143–144, 65–85. https://doi.org/10.3917/lhs.143.0065

Bertaux, D., 2010. Le récit de vie: l'enquête et ses méthodes, 3. éd. ed, 128 Sociologie, Anthropologie. Colin, Paris.

Bertaux, D., 1976. Histoire de vies ou récits de pratiques ? : Méthodologie de l'approche biographique en sociologie, Rapport CORDES. ed. Maison des sciences de l'homme, Paris.

Bessin, M., Bidart, C., Grossetti, M. (Eds.), 2010. Bifurcations : les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement, Recherches. La Découverte, Paris.

Bhabha, H.K., 2003. Democracy De-realized. Diogenes 50, 27–35. https://doi.org/10.1177/039219210305000104

Bidart, C., 2006. Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques. Cahiers internationaux de sociologie 120, 29. https://doi.org/10.3917/cis.120.0029

Billeter, J.F., 2006. Contre François Jullien. Allia, Paris.

Boltanski, L., 2009. De la critique : précis de sociologie de l'émancipation, NRF Essais. Gallimard, Paris.

Boltanski, L., 1990. L'amour et la justice comme compétences : trois essais de sociologie de l'action, Collection Leçons de choses. Editions Métailié, Paris.

Boltanski, L., Chiapello, E., 1999. Le nouvel esprit du capitalisme, NRF essais. Gallimard, Paris.

Boltanski, L., Thévenot, L., 1991. De la justification : les économies de la grandeur, Nachdr. ed, NRF essais. Gallimard, Paris.

Bouillon, F., Fresia, M., Tallio, V. (Eds.), 2006. Terrains sensibles : expériences actuelles de l'anthropologie, Dossiers africains. Centre d'études africaines, Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris.

Bourdieu, P., 2002. Questions de sociologie. Ed. de Minuit, Paris.

Bourdieu, P., 1986. L'illusion biographique. Actes de la recherche en sciences sociales 62, 69–72. https://doi.org/10.3406/arss.1986.2317

Bourdieu, P., 1979. La distinction : critique sociale du jugement, Le Sens commun. Éditions de Minuit, Paris.

Bourdieu, P., 1978. Classement, déclassement, reclassement. Actes de la Recherche en Sciences Sociales 2–22.

Cabestan, J.-P., 2014. Le système politique chinois : un nouvel équilibre autoritaire, Références. Domaine Monde et sociétés. Sciences Po Les Presses, Paris.

Caillé, A., 2007. 11. Reconnaissance et sociologie, in : La quête de reconnaissance, TAP/Bibliothèque du MAUSS. La Découverte, Paris, pp. 183–208.

Calvignac, C., 2012. L' « agent économique dormant » : enquête sur la capitalisation professionnelle de signalements communautaires. Sociologie du Travail 54, 217–232. https://doi.org/10.1016/j.soctra.2012.03.019

Calvino, I., 1996. Les Villes invisibles. Seuil, Paris.

Camau, M., Massardier, G., 2009. Démocraties et autoritarismes : fragmentation et hybridation des régimes, Science politique comparative. Karthala ; Institut d'études politiques, Paris : Aix-en-Provence.

Cao, Z., 2011. Zhongguo shangxia fenzhi de zhili tizhi jiqi wending jizhi (The Vertically Decentralized Authoritarianism and the Mechanisms of Political Stability in China). Shehui xue yanjiu (Sociological Studies) 25, 1–40.

Capitant, S., Leclerc-Olive, M., 2013. A-t-on enterré l'espace public ? Enquête sur les avatars

récents d'un concept. Cahiers Sens Public 9–20.

Caron, E., 2015. Evolutions et applications des politiques municipales de la ville de Pékin vis-à-vis des logements souterrains (dixiashi).

Carrel, M., Neveu, C. (Eds.), 2014. Citoyennetés ordinaires : pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes, Recherches internationales. Éditions Karthala, Paris.

Carrel, M., Neveu, C., Ion, J., France (Eds.), 2009. Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilités citoyennes dans la ville, Logiques politiques. L'Harmattan, Paris.

Castel, R., 2009. La montée des incertitudes : travail, protections, statut de l'individu, La couleur des idées. Seuil, Paris.

Castel, R., 1998. Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat, L'espace du politique. Fayard, Paris.

Catusse, M., Vairel, F., 2003. Ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre. Métamorphoses et continuités du régime marocain. Maghreb-Machrek 73–91.

Cefaï, D., 2007. Pourquoi se mobilise-t-on : les théories de l'action collective, Recherches. La bibliothèque du MAUSS. Découverte : M.A.U.S.S, Paris.

Cefaï, D. (Ed.), 2003. L'enquête de terrain, Recherches. La Découverte, Paris.

Cefaï, D., 1996. La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques. Réseaux 75, 43–66.

Cefaï, D., Joseph, I. (Eds.), 2002. L'héritage du pragmatisme : conflits d'urbanité et épreuves de civisme, Prospective du présent. Aube, La Tour d'Aigues.

Certeau, M. de, Giard, L., Certeau, M., 1980. Arts de faire, Nouvelle éd. L'invention du quotidien. Gallimard, Paris.

Certeau, M. de, Giard, L., Mayol, P. (Eds.), 1994. Habiter, cuisiner, Nouvelle éd. revue et augmentée. L'invention du quotidien. Gallimard, Paris.

Cervulle, M., 2011. La couleur des épistémologies. Race, politique des savoirs et Critical White Studies, in : Le Corps Du Chercheur Une Méthodologie Immersive. PUN - Editions Universitaires de Lorraine.

Chan, K., 2010. Zou xiang gong min she hui: Zhong Gang de jing yan yu tiao zhan (Vers une société civile : Hong Kong et la Chine, histoire et défis), Chu ban. ed. Shang shu ju, [Xianggang], Jiulong.

Chan, K., 2004. The Development of NGOs under a post-totalitarian regime: the case of China, in: Civil Life, Globalization and Political Change in Asia Organizing between Family and State. Routledge, Taylor & Francis Group, London.

Chan, K., n.d. Intermediate Organizations and Civil Society: The Case of Guangzhou., in: China

Review 1999. The Chinese University Press, Hong Kong, p. 500.

Chang, K., Turner, B.S. (Eds.), 2012. Contested citizenship in East Asia. Routledge, Milton Park, Abingdon, Oxon; New York.

Chang, K.-S., 1999. Compressed modernity and its discontents: South Korean society in transtion. Economy and Society 28, 30–55. https://doi.org/10.1080/03085149900000023

Chen, C.J., 2009. Growing Social Unrest and Emergent Protest Groups in China., in: Rise of China. Beijing's Strategies and Implications for the Asia-Pacific. Routledge, New York and London, pp. 87–106.

Chen, W., 2004. Shequ zizhi : zizuzhi wangluo yu zhidu shezhi (La gouvernance communautaire : réseaux d'organisations autonomes et contrôle). Zhongguo shehui kexue chuban she (Presses des Sciences sociales de Chine), Beijing.

Chen, X., 2012. Social protest and contentious authoritarianism in China. Cambridge University Press, New York.

Chen, Y., 2009. Légitimité, rationalité et stratégies politiques : les fondements du « miracle urbain chinois ». (traduction de Gilles Guiheux et Olivier Marichalar). Terrains & travaux 16, 97–136.

Chen, Y., 2007. "Qing nian" yu Zhongguo de she hui bian qian =: "Youth" and social change in modern China, Di 1 ban. ed, She hui xue qian yan wen ti yan jiu cong shu. She hui ke xue wen xian chu ban she, Beijing Shi.

Chen, Y., Cowell, F.A., 2015. Mobility in China. Review of Income and Wealth 63, 203–218. https://doi.org/10.1111/roiw.12214

Cheng, X., 2017. From Political Enchantment to Legal Logic—A Discursive Analysis of Contentious Labor Politics in Central China. Journal of Contemporary China 26, 549–563. https://doi.org/10.1080/10670564.2017.1274819

Cherrington, R., 1997. Generational Issues in China: A Case Study of the 1980s Generation of Young Intellectuals. The British Journal of Sociology 48, 302. https://doi.org/10.2307/591754

Chevrier, Y., 1996. 9. L'empire distendu : esquisse du politique en Chine des Qing à Deng Xiaoping, in : La greffe de l'État. Editions Karthala, p. 263. https://doi.org/10.3917/kart.bayar.1996.01.0263

Chicharro, G., 2010. Le fardeau des petits empereurs : une génération d'enfants uniques en Chine, Recherche sur la Haute Asie. Société d'Ethnologie, Nanterre.

Chow, T.-T., 1980. The May Fourth Movement: Intellectual Revolution in Modern China.

Harvard UP, Place of publication not identified.

Cobb, R.W., Elder, C.D., 1972. Participation in American politics: The dynamics of agenda-building. Johns Hopkins Univ. Pr, Baltimore/Md. u.a.

Collet, A., 2015. Rester bourgeois : les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction, Collection “Enquêtes de terrain.” La Découverte, Paris.

Collovald, A., 2002. Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants, in: L’humanitaire Ou Le Management Des Dévouements: Enquête Sur Un Militantisme de « solidarité Internationale » En Faveur Du Tiers-Monde. PU Rennes, pp. 177–229.

Collovald, A., Mathieu, L., 2009. Mobilisations improbables et apprentissage d’un répertoire syndical. Politix 86, 119. https://doi.org/10.3917/pox.086.0119

Coutant, A., 2011. Un clic, une cause. Médium 29, 146–157. https://doi.org/10.3917/mediu.029.0146

Dabène, O., Geisser, V., Massardier, G. (Eds.), 2008. Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle : Convergences nord-sud. Mélanges offerts à Michel Camau, Collection recherches. Découverte, Paris.

Dai, X., 2005. China’s unemployment reached new high, 15 percent youth aged 22 without Job. Beijing morning post.

Daniels, A.K., 1988. Invisible careers: women civic leaders from the volunteer world, Women in culture and society. University of Chicago Press, Chicago.

Darmon, M., 2008. La notion de carrière : un instrument interactionniste d’objectivation. Politix 82, 149. https://doi.org/10.3917/pox.082.0149

Darmon, M., 2006. La socialisation : domaines et approches. A. Colin, Paris.

Dayer, C., 2009. Modes d’existence dans la recherche et recherche de modes d’existence. Pensée plurielle n° 20, 63. https://doi.org/10.3917/pp.020.0063

Dayer, C., Schurmans, M.-N., Charmillot, M., Aligisakis, M. (Eds.), 2014. Restitution des savoirs : un impensé des sciences sociales? Logiques sociales. L’Harmattan, Paris.

De Soto, H.G., Dudwick, N. (Eds.), 2000. Fieldwork dilemmas: anthropologists in postsocialist states. University of Wisconsin Press, Madison, Wis.

Deboulet, A., 2012. Villes globales convoitées et inégalités. Idées économiques et sociales 167, 37–47. https://doi.org/10.3917/idee.167.0037

Deboulet, A., Florin, B., 2014. Mobilisations pré-révolutionnaires : quand les habitants des quartiers populaires du Caire (se) manifestent. Égypte/Monde arabe 39–65. https://doi.org/10.4000/ema.3263

Déchaux, J.-H., 2015. Intégrer l’émotion à l’analyse sociologique de l’action.

Terrains/Théories. https://doi.org/10.4000/teth.208

Delli Carpini, M.X., Keeter, S., 1996. What Americans know about politics and why it matters. Yale Univ. Press, New Haven.

Demazière, D., 2007. À qui peut-on se fier ? Les sociologues et la parole des interviewés. Langage et société 121–122, 85. https://doi.org/10.3917/ls.121.0085

Demazière, D., Horn, F., Zune, M., 2013. Concilier projet militant et réussite économique du produit : Le cas des logiciels libres. Réseaux 181, 25. https://doi.org/10.3917/res.181.0023

Deng, Y., Yang, G., 2013. Pollution and Protest in China: Environmental Mobilization in Context. The China Quarterly 214, 321–336. https://doi.org/10.1017/S0305741013000659

Deng, Z. (Ed.), 2011. Guo jia yu shi min she hui: Zhongguo shi jiao = State and civil society: a Chinese perspective, Di 1 ban. ed, Dang dai Zhongguo fa zhan lun cong. Ge zhi chu ban she: Shanghai ren min chu ban she, Shanghai.

Desmères, M., 2000. « La société civile tunisienne prise en otage ? », CERI Sciencespo.

Dirlik, A., 2012. Colonialism, revolution, development A historical perspective on citizenship in political struggles in Eastern Asia1, in: Contested Citizenship in East Asia. Routledge, New York, Abingdon, Oxon.

Dobry, M., 2009. Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles, 3. éd. revue et augm. d'une préface inéd. ed, Fait politique. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.

Dobry, M., 1990. Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations de novembre-décembre 1986, in : La Manifestation. FNSP, Paris, pp. 357–386.

Dodier, N., Baszanger, I., 1997. Totalisation et altérité dans l'enquête ethnographique. Revue Française de Sociologie 38, 37. https://doi.org/10.2307/3322372

Doyon, J., 2016. Rejuvenating Communism: the Communist Youth League as a political promotion channel in post-Mao China. CERI Sciences Po Paris.

Dressen, M., 1999. De l'amphi à l'établi: les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989), Histoire et société, Temps présents. Belin, Paris.

Dubet, F., 2009. Le travail des sociétés. Editions du Seuil, Paris.

Dubet, F., 2006. Injustices : l'expérience des inégalités au travail. Seuil, Paris.

Dubet, F., 1994. Vraisemblance : entre les sociologues et les acteurs. L'Année sociologique (1940/1948-) 44, 83–107.

Duhautois, R., Petit, H., Remillon, D., 2012. Introduction, in : Repères. La Découverte, Paris, pp. 3–6.

Ebaugh, H.R.F., 1988. Becoming an ex: the process of role exit. University of Chicago Press, Chicago.

Ehrenberg, A., 1999. L'individu incertain, Pluriel. Hachette, Paris.

Ehrenberg, A., 1998. La fatigue d'être soi, Odile Jacob, Paris

Eliasoph, N., 1998. Avoiding politics: how Americans produce apathy in everyday life, Cambridge cultural social studies. Cambridge University Press, Cambridge, UK ; New York, NY, USA.

Eliasoph, N., Lichterman, P., 2003. Culture in Interaction. American Journal of Sociology 108, 735–794. https://doi.org/10.1086/367920

Emperador, M., 2009. Les manifestations des diplômés chômeurs au Maroc : la rue comme espace de négociation du tolérable. Genèses 77, 30. https://doi.org/10.3917/gen.077.0030

Fillieule, O., 2009. Carrière militante, in : Dictionnaire des mouvements sociaux, Références. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), Paris, pp. 85–94.

Fillieule, O., 2001. Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum. Revue française de science politique 51, 199–215. https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0199

Fillieule, O., 1993. Conscience politique, persuasion et mobilisation des engagements. L'exemple du syndicat des chômeurs, 1983-1989, in : Sociologie de La Protestation. Les Formes de l'action Collective Dans La France Contemporaine. L'Harmattan, pp. 123–155.

Fillieule, O., Mathieu, L., Péchu, C. (Eds.), 2009. Dictionnaire des mouvements sociaux, Références. Sociétés en mouvement. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

Fillieule, O., Pudal, B., 2010. 8. Sociologie du militantisme.Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête, in: Penser les mouvements sociaux, Recherches. La Découverte, Paris, pp. 163–184.

Fong, V.L., 2007. Only hope: coming of age under China's one-child policy. Stanford Univ. Press, Stanford, Calif.

Foucault, M., 1971. L'ordre du discours : Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 decembre 1970, Impr. ed, nrf. Gallimard, Paris.

Fouquet, T., 2013. 3. Les aventurières de la nuit dakaroise. Esquisses d'un art de la citadinité

subalterne, in : Les arts de la citoyenneté au Sénégal, Hommes et sociétés. Editions Karthala, Paris, pp. 131–157. https://doi.org/10.3917/kart.diouf.2013.01.0131

Fraser, N., 2004. Justice sociale, redistribution et reconnaissance. Revue du MAUSS 23, 152. https://doi.org/10.3917/rdm.023.0152

Fraser, N., 2003. Repenser l'espace public, in : Où En Est La Théorie Critique? La Découverte.

Freire, J., 2017. Des émotions aux revendications Voix et souffrance de « mères de victimes de violence policière » à Rio de Janeiro. SociologieS.

Freire, J., Farias, J., 2011. La prise de parole de jeunes des favelas à Rio de Janeiro. Agora débats/jeunesses 58, 7. https://doi.org/10.3917/agora.058.0007

Frenkiel, É., Wang, S., 2017. Les jeunes Chinois dans différents espaces nationaux : expressions et engagements politiques. Participations 17, 5. https://doi.org/10.3917/parti.017.0007

Froissart, C., 2008. Le système du hukou : pilier de la croissance chinoise et du maintien du PCC au pouvoir. Les Etudes du CERI.

Galland, O., 1990. Un nouvel âge de la vie. Revue Française de Sociologie 31, 529. https://doi.org/10.2307/3322402

Gaulard, M., 2013. L'évolution du marché de l'immobilier chinois, un révélateur des difficultés rencontrées par les collectivités locales. Perspectives chinoises 5–16.

Gayet-Viaud, C., Cefaï, D., Berger, M., 2012. Du civil au politique : Ethnographies du vivre-ensemble.

Geertz, C., 1983. Local knowledge: further essays in interpretive anthropology. Basic Books, New York, NY.

Gerring, J., 2012. Social science methodology: a unified framework, 2nd ed. ed, Strategies for social inquiry. Cambridge University Press, Cambridge ; New York.

Ghiglione, R. (Ed.), 1989. Je vous ai compris ou L'analyse des discours politiques. Colin, Paris.

Giddens, A., 1990. The consequences of modernity. Polity Press, Cambridge.

Gilbert, C., Henry, E., 2012. La définition des problèmes publics : entre publicité et discrétion. Revue française de sociologie 53, 35. https://doi.org/10.3917/rfs.531.0035

Goffman, E., 1996. La présentation de soi, La mise en scène de la vie quotidienne. Ed. de Minuit, Paris.

Goffman, E., 1991. Les cadres de l'expérience, Le sens commun. de Minuit, Paris.

Goffman, E., 1963. Behavior in public places. Free Press, New York.

Goffman, E., 1961. Asylums: essays on the social situation of mental patients and other inmates, 1. Anchor Books ed. ed. Anchor Books, New York, NY.

Gourisse, B., 2011. Enquête sur les relations entre politisation et études supérieures : le cas turc (1971-1980). Critique internationale 50, 39. https://doi.org/10.3917/crii.050.0039

Graeber, D., 2013. On the Phenomenon of Bullshit Jobs: A Work Rant. Strike! Magasine.

Gries, P.H., Steiger, D., Wang, T., 2016. Popular Nationalism and China's Japan Policy: the Diaoyu Islands protests, 2012–2013. Journal of Contemporary China 25, 264–276. https://doi.org/10.1080/10670564.2015.1075714

Grossetti, M., 2006. L'imprévisibilité dans les parcours sociaux. Cahiers internationaux de sociologie 120, 5. https://doi.org/10.3917/cis.120.0005

Gu, H., 2012. Qingnian shiye qunti 'zhunshiye' zhuangtai ji qi jiexi – jiyu Hunansheng YYshi diaocha (The situation of 'quasi unemployment' of unemployed youth and its analysis – based on a survey in YY city in Hunan province)."Qingnian tansuo 74–79.

Guo, X., Xing, C., 2009. gao xueli qingnian liudong renkou de shehui rentong zhuangkuang ji yingxiang yinsu fenxi -- yi beijing shi wei lie (Reconnaissance sociale des populations mobiles des jeunes diplômés de haut niveau et analyse des facteurs d'influence. L'exemple de Pékin). Zhongzhou xuekan 6, 103–108.

Guo, Y., Shen, Y., 2012. « Juzhu de zhengzhi – B shi yezhu weiquan yu shequ jianshe de shizheng yanjiu » (Politique du logement : recherche empirique sur la défense des droits des propriétaires et la construction de communautés urbaines dans la ville B). Kaifang shidai (open times).

Guo, Y., Sun, L., 2002. Suku : yi zhong nongmin guojia guannian xingcheng de zhongjie jizhi (Le mouvement de dénonciation des souffrances : un mécanisme intermédiaire de production de la notion d'Etat chez les paysans). Zhongguo xueshu.

Habermas, J., 1988. L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise, Critique de la politique Payot. Payot, Paris.

Hamidi, C., 2006. Éléments pour une approche interactionniste de la politisation : Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration. Revue française de science politique 56, 5. https://doi.org/10.3917/rfsp.561.0005

Hann, C.M. (Ed.), 1994. When history accelerates: essays on rapid social change, complexity, and creativity. Athlone Press, London; Atlantic Highlands, NJ.

Hansen, M.H., Svarverud, R., Nordic Institute of Asian Studies (Eds.), 2010. iChina: the rise of the individual in modern Chinese society, NIAS studies in Asian topics. NIAS, Copenhagen.

He, B., Warren, M.E., 2011. Authoritarian Deliberation: The Deliberative Turn in Chinese Political Development. Perspectives on Politics 9, 269–289.

https://doi.org/10.1017/S1537592711000892

Heimer, M., Thøgersen, S. (Eds.), 2006. Doing fieldwork in China. University of Hawai‘i Press, Honolulu.

Heintz, M., Rivoal, I., 2014. Ethnographies à contre-temps. Ethnologie française 44, 389. https://doi.org/10.3917/ethn.143.0389

Hert, P., 2014. Le corps du savoir : qualifier le savoir incarné du terrain. Études de communication 29–46. https://doi.org/10.4000/edc.5643

Hibou, B., 2011. Anatomie politique de la domination. Découverte, Paris.

Hibou, B., 1999. 1. De la privatisation des économies à la privatisation des États. Une analyse de la formation continue de l’État, in: La privatisation des États, Recherches internationales. Editions Karthala, Paris, pp. 11–67. https://doi.org/10.3917/kart.undef.1999.02.0011

Hivert, J., 2013. Se désengager du mouvement du « 20 février ». European Journal of Turkish Studies 17.

Hoffman, S., 2018. Social credit. Technology-enhanced authoritarian control with global consequences. (No. 6). ASPI International Cyber Policy Centre Policy Brief.

Hoffman, S., 2017. PROGRAMMING CHINA: The Communist Party’s autonomic approach to managing state security (No. 44). MERICS China Monitor.

Honneth, A., 2015. Le droit de la liberté : esquisse d’une éthicité démocratique. Gallimard, Paris.

Honneth, A., 2002. La lutte pour la reconnaissance, Passages. Ed. du Cerf, Paris.

Hughes, E.C., 1958. Men and their work. Nielsen Bookdata, Place of publication not identified.

Hughes, E.C., Chapoulie, J.-M., 1996. Le regard sociologique : essais choisis, Recherches d’histoire et de sciences sociales. Éd. de l’École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris.

Hui, E., Friedman, E., 2018. The Communist Party vs. China’s Labor Laws. Jacobin.

Illouz, E., 2006. Les sentiments du capitalisme. Seuil, Paris.

Ion, J., 1997. La fin des militants ? Enjeux de société. Editions de l’Atelier/Editions Ouvrières, Paris.

Johnston, A.I., 2017. Is Chinese Nationalism Rising? Evidence from Beijing. International Security 41, 7–43. https://doi.org/10.1162/ISEC_a_00265

Joseph, I., 2003. La notion de public : Simmel, l’écologie urbaine et Goffman, in: Les Sens Du Public. Publics Politiques, Publics Médiatiques. PUF, Paris.

Joseph, I., 1998. Erving Goffman et la microsociologie, 2. éd., 2. tirage. ed, Philosophies.

Presses Univ. de France, Paris.

Joseph, I., 1984. Le passant considérable : essai sur la dispersion de l'espace public, Collection "Sociologie des formes." Librairie des méridiens, Paris.

Jounin, N., 2014. Voyage de classes : des étudiants de Seine-Saint-Denis enquêtent dans les beaux quartiers, Cahiers libres. La Découverte, Paris.

Kan, K., 2013. The New "Lost Generation" Inequality and discontent among Chinese youth. Perspectives chinoises 2, 63–73.

Kaufmann, J.-C., 1996. L'entretien compréhensif. A. Colin, Paris.

Kilani, M., 2010. Anthropologie : du local au global. A. Colin, Paris.

Kloet, J. de, Fung, A.Y.H., 2017. Youth cultures in China. Polity, Cambridge, UK ; Malden, MA.

Kostka, G., 2018. China's Social Credit Systems and Public Opinion: Explaining High Levels of Approval. SSRN Electronic Journal. https://doi.org/10.2139/ssrn.3215138

Kuah-Pearce, K.E., Guiheux, G. (Eds.), 2009. Social movements in China and Hong Kong: the expansion of protest space. Amsterdam University Press, Amsterdam.

Kwong, J., 1994. Ideological Crisis among China's Youths: Values and Official Ideology. The British Journal of Sociology 45, 247. https://doi.org/10.2307/591495

Lagroye, J. (Ed.), 2003. La politisation, Socio-histoires. Belin, Paris.

Lahire, B., 1998. L'homme pluriel : les ressorts de l'action. Pluriel, Paris.

Lambert, R., Webster, E., 2017. The China Price: The All-China Federation of Trade Unions and the Repressed Question of International Labour Standards. Globalizations 14, 313–326. https://doi.org/10.1080/14747731.2016.1205820

Lau, K.C., 2005. Conditions de la critique intellectuelle en Chine. Alternatives Sud.

Le Marec, J., 2012. Partage et transmissions ordinaires dans les institutions du savoir. Tracés 107–121. https://doi.org/10.4000/traces.5523

Leclerc-Olive, M., 2013. Qu'a « fait » la notion de société civile ? Quelques réflexions suggérées par la crise malienne. Cahiers Sens public 15–16, 107–126.

Leclercq, C., 2011. Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste. Sociétés contemporaines 84, 127–149. https://doi.org/10.3917/soco.084.0127

Leclercq, C., Pagis, J., 2011. Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction. Sociétés contemporaines 84, 5–23. https://doi.org/10.3917/soco.084.0005

Lee, C.K., Zhang, Y., 2013. The Power of Instability: Unraveling the Microfoundations of

Bargained Authoritarianism in China. American Journal of Sociology 118, 1475–1508. https://doi.org/10.1086/670802

Lefort, C., 1986. Essais sur le politique : XIXe-XXe siècles, Collection Esprit. Seuil, Paris.

Lei, J. (Ed.), 2001. Zhuan xing zhong de cheng shi ji ceng she qu zu zhi: Beijing Shi ji ceng she qu zu zhi yu she qu fa zhan yan jiu (Urban Grassroots Community Organizations in Transition: Research on Beijing's Grassroots Community Organizations and Community Development), Di 1 ban. ed. Beijing da xue chu ban she (Presses de l'Université de Pékin), Beijing.

Lepoutre, D., 2001. La photo volée : Les pièges de l'ethnographie en cité de banlieue. Ethnologie française 31, 89. https://doi.org/10.3917/ethn.011.0089

Li, C. (Ed.), 2013. Jing yu , tai du yu she hui zhuan xing: 80 hou qing nian de she hui xue yan jiu = Experience, Attitudes and Social Transition: A Sociological Sutdy of the Post-80's Generation, Di 1 ban. ed, Dang dai Zhongguo she hui bian qian yan jiu wen ku. She hui ke xue wen xian chu ban she, Beijing Shi.

Li, C., 2012. "Daxue biyesheng jiuyenan wenti de xinbianhua (Changes of the Employment Situations of University Graduated Students). ", in: 2013 Nian: Zhongguo Shehui Xingshi Fenxi Yu Yuce (Society of China Analysis and Forecast (2013)). pp. 164–176.

Li, C., 2005. Duan lie yu sui pian: dang dai Zhongguo she hui jie ceng fen hua shi zheng fen xi = Cleavage and fragment: an empirical analysis on the social stratification of the contemporary China, Di 1 ban. ed, Zhongguo she hui ke xue yuan qing nian xue zhe wen ku. She hui ke xue wen xian chu ban she, Beijing Shi.

Li, Y., 2011. Civil Society in Community Governance: The Experience from China, in: Li, P., Roulleau-Berger, L. (Eds.), European and Chinese Sociologies. Brill, pp. 187–198. https://doi.org/10.1163/9789004217164_015

Li, Y., 2008. Community governance: the micro basis of civil society. Social Sciences in China 29, 132–141. https://doi.org/10.1080/02529200801921044

Li, Y., Shen, Y., Sun, L., 2006. Social stratification in contemporary China. Theories and positivist research. Documentation and Literature of Social Sciences Press, Beijing.

Lian, S. (Ed.), 2010. Yi zu II: shui de shi dai = Ant tribe II, whose time, Di 1 ban. ed, Sheng huo guan cha shu xi. Zhong xin chu ban she, Bei jing.

Lian, S. (Ed.), 2009. Yi zu: da xue bi ye sheng ju ju cun shi lu (La Tribu des fourmis : un récit réaliste sur les villages de diplômés universitaires), Di 1 ban. ed. Guangxi shi fan da xue chu ban she, Guilin.

Lieberthal, K., Lampton, D.M. (Eds.), 1992. Bureaucracy, politics, and decision making in post-

Mao China, Studies on China. University of California Press, Berkeley.

Linz, J.J., 2000. Totalitarian and authoritarian regimes. Lynne Rienner Publishers, Boulder, CO.

Linz, J.J., Hermet, G., Darviche, M.-S., Genieys, W., 2007. Régimes autoritaires et totalitaires. Armand Colin, Paris.

Liu, X. bo, 2012. Vivre dans la vérité. Gallimard, Paris.

Liu, F., 2011. Urban youth in China: modernity, the Internet and the self.

Liu, N., 2009. Dangdai Zhongguo zhuanxing shehui zhong de jiti xingdong: dui guoqu sanshi nian jian san ci jiti xingdong langchao de yi ge huigu. Xuehai 146–152.

Liu, N., 2008. Dangdai Zhongguo quntixing jiti xingdong de jidian lilun sikao: jianli jingyan anli zhishang de guancha (Réflexions théoriques sur l'action collective en Chine contemporaine : observations basées sur des cas d'étude). Kaifang shidai (open times) 110–123.

Liu, S., 2006. Zhanyou zhidu de sange weidu ji zhanyou rending jizhi (Trois dimensions du système de possession et mécanisme de reconnaissance de la possession. Zhongguo Shehuixue (Sociologie chinoise).

Lü, D., 2012. Meijie dongyuan, dingzihu yu kangzheng zhengzhi: yihuang shijian zai fenxi (Media Mobilization, Demolition Resistant Families, and Contentious Politics：Reanalysis of the Event of Yihuang). Qi gan she (Journal Home) 129–170.

Marcus, G.E., 1995. Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography. Annual Review of Anthropology 24, 95–117.

Martin, F., 2000. From Citizenship to Queer Counterpublic: Reading Taipei's New Park. Communal/Plural 8, 81–94. https://doi.org/10.1080/13207870050001475

Martuccelli, D., 2017. La condition sociale moderne : l'avenir d'une inquiétude.

Mathieu, L., 2013. Chapitre 8 / Un militantisme qui n'a de « nouveau » que le nom, in: Résister au quotidien ?, Académique. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), Paris, pp. 223–240.

Mathieu, L., 2012. L'espace des mouvements sociaux, Sociopo. Éditions du croquant, Bellecombe-en-Bauges.

Mathieu, L., 2007. L'espace des mouvements sociaux. Politix n° 77, 131. https://doi.org/10.3917/pox.077.0131

Mathieu, L., 2002. Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux. Revue française de science politique 52, 75. https://doi.org/10.3917/rfsp.521.0075

Mauss, M., Weber, F., 2010. Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés

archaïques, 1. éd, 4. tirage. ed, Quadrige Grands Textes. Presses Universitaires de France, Paris.

McCarthy, J.D., Zald, M.N., 1977. Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory. American Journal of Sociology 82, 1212–1241. https://doi.org/10.1086/226464

Merle, A., 2014. « Propriétaires de Pékin, unissez-vous ! La construction d'une mobilisation collective ». Perspectives chinoises.

Michon, S., 2006. Études et politique : les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique (Thèse de doctorat en sociologie). Université de Strasbourg.

Murard, N., Tassin, É., 2006. La citoyenneté entre les frontières. L'Homme et la société 160–161, 17. https://doi.org/10.3917/lhs.160.0017

MyCOS (2011). 2011nian Zhongguo daxuesheng jiuye baogao (Chinese College Graduates' Employment Annual Report [2011]), 2011.

Negt, O., 2007. L'espace public oppositionnel. Payot, Paris.

Neveu, C., 2014. Qu'achève-t-on dans des mouvements sociaux ? L'Information géographique 78, 85. https://doi.org/10.3917/lig.782.0085

Neveu, C., 2004. Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté. Revue européenne des migrations internationales 20.

Neveu, E., 2017. L'analyse des problèmes publics : un champ d'étude interdisciplinaire au cœur des enjeux sociaux présents. Idées économiques et sociales 190, 6. https://doi.org/10.3917/idee.190.0006

Neveu, É., 2015. Sociologie des mouvements sociaux. La Découverte, Paris.

Ngai, N.-F., Cheung, C.-K., Li, C.-K., 2001. China's youth policy formulation and youth participation. Children and Youth Services Review 23, 651–669. https://doi.org/10.1016/S0190-7409(01)00152-9

Nicole-Drancourt, C., Roulleau-Berger, L., 2006. L'insertion des jeunes en France. Presses universitaires de France, Paris.

Nicole-Drancourt, C., Roulleau-Berger, L., 2001. Les jeunes et le travail, 1950-2000, Sociologie d'aujourd'hui. Presses universitaires de France, Paris.

O'Brien, K.J. (Ed.), 2008. Popular protest in China, Harvard contemporary China series. Harvard University Press, Cambridge, Mass.

O'Brien, K.J., 2006. Discovery, Research (re)design and Theory Building, in: Doing Fieldwork in China. NIAS, pp. 27–41.

O'Brien, K.J., 2001. Villagers, Elections, and Citizenship in Contemporary China. Modern China 27, 407–435. https://doi.org/10.1177/009770040102700401

Offe, C., 1999. How can we trust our fellow citizens, in: Democracy and Trust. Cambridge University Press, Cambridge.

Ong, A., 2010. Les mutations de la citoyenneté. Rue Descartes 67, 109. https://doi.org/10.3917/rdes.067.0109

Ong, A., 1999. Flexible citizenship: the cultural logics of transnationality. Duke University Press, Durham.

Öngün, E., Vairel, F., 2009. Mobilisations protestataires et ressources internationales : une comparaison Turquie-Maroc, in: Démocraties et Autoritarismes. Fragmentation et Hybridation Des Régimes., Science Politique Comparative. Karthala ; Institut d'études politiques.

Pagis, J., 2009. Les incidences biographiques du militantisme en Mai 68. Une enquête sur deux générations familiales : des « soixante-huitards » et leurs enfants scolarisés dans deux écoles expérimentales. EHESS.

Park, R.E., Burgess, E.W., 1925. The city: suggestions for investigation of human behavior in the urban environment, Nachdr. ed, The heritage of sociology. Univ. of Chicago Press, Chicago.

Passeron, J.-C., 1982. L'inflation des diplômes Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie. Revue Française de Sociologie 23, 551. https://doi.org/10.2307/3321659

Payet, J.-P., 2011. L'enquête sociologique et les acteurs faibles. SociologieS.

Payet, J.-P., Battegay, A., Centre Jacques Cartier (Eds.), 2008a. La reconnaissance à l'épreuve : explorations socio-anthropologiques, Le regard sociologique. Presses universitaires du septentrion, Villeneuve d'Ascq.

Payet, J.-P., Laforgue, D., Giuliani, F., 2008b. La voix des acteurs faibles : de l'indignité a la reconnaissance. Presses universitaires de Rennes, Rennes.

Peng, J., 2018. Histoire traumatique et transmission de la révolte : Réflexions à partir du Mouvement des tournesols à Taïwan. Le Coq-héron 233, 120. https://doi.org/10.3917/cohe.233.0120

Peugny, C., 2013. Le destin au berceau : inégalités et reproduction sociale, La république des idées. République des idées : Seuil, Paris.

Peugny, C., 2012. Être citoyen d'une société dont on se sent exclu : le rapport au politique de deux générations de jeunes, in: Politiques de La Jeunesse: Le Grand Malentendu. Champ social édition, Paris, p. 244.

Peugny, C., 2009. Le déclassement, Mondes vécus. Grasset, Paris.

Peugny, C., Van de Velde, C., 2013. Repenser les inégalités entre générations. Revue française de sociologie 54, 641–662. https://doi.org/10.3917/rfs.544.0641

Pharo, P., 1985. Le civisme ordinaire, Collection "Réponses sociologiques." Libr. des Méridiens, Paris.

Piette, A., 1996. Ethnographie de l'action : l'observation des détails, Collection Leçons de choses. Editions Métailié, Paris.

Pils, E., 2012. « Société civile » et « communautés libérales » en Chine. Perspectives chinoises 3.

Polletta, F., 1999. "Free Spaces" in Collective Action. Theory and Society 28, 1–38.

Pommerolle, M.-E., Vairel, F., 2009. S'engager en situation de contrainte. Genèses 77, 2. https://doi.org/10.3917/gen.077.0002

Pun, N., 2006. The dormitory labour regime in China as a site for control and resistance. The International Journal of Human Resource Management 17, 1456–1470. https://doi.org/10.1080/09585190600804762

Pun, N., Guo, Y., Shen, Y., Lu, H., 2012. Wo zai fushikang. Zhishi chanquan chubanshe, Beijing.

Pun, N., Shen, Y., Guo, Y., Lu, H., Chan, J., Selden, M., 2016. Apple, Foxconn, and Chinese workers' struggles from a global labor perspective. Inter-Asia Cultural Studies 17, 166–185. https://doi.org/10.1080/14649373.2016.1170961

Quere, L., 2001. La structure cognitive et normative de la confiance. Réseaux 108, 125. https://doi.org/10.3917/res.108.0125

Richaud, L., 2015. Mise en scène de l'innocence et jeux d'attention. Autographie d'une enquête sous surveillance dans un parc public pékinois. Civilisations 64, 23–34.

Rioufreyt, T., 2017. Ce que parler politique veut dire. Théories de la (dé)politisation et analyse du discours politique. Mots. Les langages du politique 115, 127–144.

Rocca, J.-L., 2010. Une sociologie de la Chine, Repères Sociologie. La Découverte, Paris.

Rocca, J.-L., 2000. La montée du chômage dans la Chine urbaine (les contradictions des politiques d'emploi). Perspectives chinoises 38–51.

Rosen, S., 2009. Contemporary Chinese Youth and the State. The Journal of Asian Studies 68, 359. https://doi.org/10.1017/S0021911809000631

Roudet, 2011. Participation associative. Des jeunes plus engagés dans la vie de la cité. Jeunesses: études et synthèses 1–4.

Roulleau-Berger, L., 2016. Post-Western revolution in sociology: from China to Europe, Post-Western social sciences and global knowledge. Brill, Leiden ; Boston.

Roulleau-Berger, L., 2015. Incertitudes, inégalités et rapport au travail des jeunes en Chine, in: Travail, Luttes Sociales et Régulation Du Capitalisme Dans La Chine Contemporaine, Capitalismes, Éthique, Institutions. Presses universitaires du septentrion, pp. 143–157.

Roulleau-Berger, L., 2011. Désoccidentaliser la sociologie : l'Europe au miroir de la Chine, Collection Monde en cours. Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues.

Roulleau-Berger, L. (Ed.), 2008. La nouvelle sociologie chinoise, Société. CNRS Éd, Paris.

Roulleau-Berger, L., 2007. 8. Grammaires de la reconnaissance, individuation et ordres sociétaux, in: La quête de reconnaissance, TAP/Bibliothèque du MAUSS. La Découverte, Paris, pp. 135–148.

Roulleau-Berger, L., 2004. Voir, « savoir-être avec », rendre public : pour une ethnographie de la reconnaissance. Cahiers internationaux de sociologie 117, 261. https://doi.org/10.3917/cis.117.0261

Roulleau-Berger, L., 2003. La production d'espaces intermédiaires. Hermès, La Revue 147–156.

Roulleau-Berger, L., 1999. Le travail en friches : les mondes de la "petite" production urbaine, Monde en cours. Aube, La Tour d 'Aigues.

Roulleau-Berger, L., 1996. Le sociologue, sa posture, ses méthodes face à la désaffiliation sociale. Pratiques psychologiques.

Roulleau-Berger, L., 1995. Expériences et compétences des jeunes dans les espaces intermédiaires. Lien social et Politiques 109. https://doi.org/10.7202/005230ar

Roulleau-Berger, L., 1993. La construction sociale des espaces intermédiaires : l'exemple de jeunes en emploi précaire face aux politiques sociales. Sociétés contemporaines 14, 191–209. https://doi.org/10.3406/socco.1993.1134

Roulleau-Berger, L., 1991. La ville intervalle : jeunes entre centre et banlieue, Collection "Réponses sociologiques." Méridiens Klincksieck, Paris.

Roulleau-Berger, L., 1989. Récits de villes de jeunes nomades. Les Annales de la recherche urbaine 42, 57–65. https://doi.org/10.3406/aru.1989.1445

Roulleau-Berger, L., Li, P. (Eds.), 2018. Post-Western sociology: from China to Europe, China policy series. Routledge, Taylor & Francis Group, London; New York, NY.

Roulleau-Berger, L., Yan, J., 2017. Travail et migration : jeunesses chinoises à Shanghai et Paris, Bibliothèque des savoirs. Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues.

Rudolph, J., 2018. Detained Activist Yue Xin on the Jasic Workers. China Digital Times.

Saich, T., 2000. Globalization, Governance, and the Authoritarian Westphalian State: The Case of China, in: Governance in a Globalizing World. Washington DC.

Sassen, S., 2004. Introduire le concept de ville globale. Raisons politiques 15, 9. https://doi.org/10.3917/rai.015.0009

Sassen, S., 2001. The global city: New York, London, Tokyo, 2nd ed. ed. Princeton University Press, Princeton, N.J.

Schucher, G., 2014. A Ticking "Time Bomb"? – Youth Employment Problems in China.

Scott, J.C., 2009. La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne. Éd. Amsterdam, Paris.

Scott, J.C., 2006. Infra-politique des groupes subalternes. Vacarme 36, 25–29. https://doi.org/10.3917/vaca.036.0025

Sélim, M., 2013. Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton (Chine), Anthropologie critique. L'Harmattan, Paris.

Shen, Y., 2008a. Chapitre 3 : L'hégémonie fondée sur les relations dans l'industrie du bâtiment, in: La société chinoise vue par ses sociologues, Académique. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), Paris, pp. 93–129.

Shen, Y., 2008b. Chapitre 8. Vers les droits du citoyen : la défense des droits des propriétaires comme mouvement citoyen dans la Chine contemporaine, in: Laurence Roulleau-Berger, Guo, Y., Li, P., Liu, S. (Eds.), La nouvelle sociologie chinoise. CNRS Éditions, pp. 299–326. https://doi.org/10.4000/books.editionscnrs.2659

Shukan, T., 2008. Le flash-mob : forme d'action privilégiée des jeunes contestataires en Biélorussie. Raisons politiques 29, 9. https://doi.org/10.3917/rai.029.0009

Simmel, G., 1999. Sociologie : étude sur les formes de la socialisation. Presses universitaires de France, Paris.

Simmel, G., 1980. Sociologie de la sociabilité. Urbi 109–114.

Simon, G., 2008. La planète migratoire dans la mondialisation. Armand Colin, Paris.

Simonet-Cusset, M., 2004. Penser le bénévolat comme travail pour repenser la sociologie du travail. Revue de l'IRES 141–155.

Sommier, I., 2009. Émotions, in: Dictionnaire des mouvements sociaux, Références. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), Paris, pp. 197–205.

Song, Y., 2015. Qianming zhongguo youpai chuli jielun he geren dangan = Verdicts & internal archives of nearly a thousand of rightists.

Spires, A.J., 2011. Contingent Symbiosis and Civil Society in an Authoritarian State: Understanding the Survival of China's Grassroots NGOs [1]. American Journal of Sociology 117, 1–45. https://doi.org/10.1086/660741

Spires, A.J., Tao, L., Chan, K., 2014. Societal Support for China's Grass-Roots NGOs:

Evidence from Yunnan, Guangdong and Beijing. The China Journal 71, 65–90. https://doi.org/10.1086/674554

Stilwell, J.W., White, T.H., 1991. The Stilwell papers, A DaCapo paperback. Da Capo Press, New York, N.Y.

Strauss, A.L., 1992a. La trame de la négociation: sociologie qualitative et interactionnisme. L'Harmattan, Paris.

Strauss, A.L., 1992b. Miroirs et masques : une introduction à l'interactionnisme. Métailié, Paris.

Strauss, L., 2009. La persécution et l'art d'écrire. Gallimard, Paris.

Sun, F., 2012. Social suffering and political confession: Suku in modern China, Peking University series on sociology and anthropology. World Scientific, New Jersey.

Sun, L., 1992. Guojia yu shehui de jiegou fenhua (Structural differentiation of state and society). Chinese Social Science Quarterly 1, 69–76.

Sun, Y., Zhao, D., 2007. Multifaceted State and Fragmented Society: Dynamics of Environmental Movement in China, in: Series on Contemporary China. WORLD SCIENTIFIC, pp. 111–160. https://doi.org/10.1142/9789812770660_0004

Supiot, A., 2007. Critique du droit du travail, 2. éd. ed, Quadrige Essais, débats. PUF, Paris.

SWUFE, S.U. of F. and E., 2012. Zhongguo chengzhen shiye baogao (Report on Urban Unemployment in China).

Tassin, É., 2013. Les gloires ordinaires. Actualité du concept arendtien d'espace public. Cahiers Sens public 15–16, 23–36.

Taylor, C., 2009. The culture of confession from Augustine to Foucault: a genealogy of the "confessing animal," Studies in philosophy. Routledge, New York, NY.

Thévenot, L., 2006. L'action au pluriel : sociologie des régimes d'engagement, Textes à l'appui. Politique & sociétés. Découverte, Paris.

Thireau, I. (Ed.), 2013. De proche en proche : ethnographie des formes d'association en Chine contemporaine, Mondes de l'Extreme-Orient, Worlds of East Asia ; Welten Ostasiens. Peter Lang, Bern.

Thireau, I., Hua, L., 2010. Les ruses de la démocratie protester en Chine. Éditions du Seuil, Paris.

Thireau, I., Hua, L., 2005. Jugements de légitimité et d'illégitimité : la vie normative dans les nouveaux lieux de travail en Chine. Revue française de sociologie 46, 529. https://doi.org/10.3917/rfs.463.0529

Thireau, I., Hua, L., 2001. Le sens du juste en Chine. En quête d'un nouveau droit du travail.

Annales. Histoire, Sciences Sociales 56, 1283–1312. https://doi.org/10.3406/ahess.2001.280013

Thøgersen, S., 2006. Beyond official Chinese: Language Codes and Strategies, in: Doing Fieldwork in China. NIAS, pp. 110–128.

Thompson, E.P., 1971. The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century. Past and Present 76–136.

Tilly, C., 1978. From mobilization to revolution. Addison-Wesley Pub. Co, Reading, Mass.

Tomba, L., 2008. Fabriquer une communauté : gestion des évolutions sociales dans les villes chinoises. Perspectives chinoises 105, 50–65. https://doi.org/10.3406/perch.2008.3673

Tong, X., 2006. Yanxu de shehui zhuyi wenhua chuantong: yi qi guoyou qiye gongren jiti xingdong de gean fenxi (Continued Socialist Cultural Tradition:An analysis of collective action of workers at a state-owned enterprise). Shehui xue yanjiu (Sociological Studies) 59–76.

Tong, Y., Lei, S., 2014. Social protest in contemporary China, 2003-2010: transitional pains and regime legitimacy, China policy series. Routledge, Taylor & Francis Group, London ; New York.

Vairel, F., 2005. L'ordre disputé du sit-in au Maroc. Genèses 59, 47–70. https://doi.org/10.3917/gen.059.0047

Vairel, F., Zaki, L., 2011. Politisation sous contrainte et politisation de la contrainte : outsiders politiques et outsiders de la ville au Maroc. Critique internationale 50, 91–108. https://doi.org/10.3917/crii.050.0091

Van de Velde, C., 2015. Sociologie des âges de la vie. A. Colin, Paris.

Villani, M., Poglia Mileti, F., Mellini, L., Sulstarova, B., Singy, P., 2015. L'engagement (scientifique) sensible. Stratégies d'enquête sur les thèmes de la sexualité, la séropositivité et le secret. Civilisations 64, 45–56.

Wacquant, L., 2002. Corps et âme : Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur. Agone, Paris.

Walsh, J.P., 2014. Watchful Citizens: Immigration Control, Surveillance and Societal Participation. Social & Legal Studies 23, 237–259. https://doi.org/10.1177/0964663913519286

Wang, B., Jiao, G., Yao, M., 2013. "Zhongguo daxue biyesheng jiuye zhuangkuang ji zhilian fenxi (Employment Situation of China′s University Graduates and Employment Quality Analysis).", in: Zhongguo Renli Ziyuan Fazhan Baogao (2013) [Annual Report on the Development of China′s Human Resources (2013)]. Beijing Shehui Kexue Wenxian

Chubanshe, pp. 75–95.

Wang, S., 2017. La resocialisation politique de migrants internationaux et leurs prises de parole politiques : le cas de jeunes Chinois qualifiés à Paris. Participations 17, 155. https://doi.org/10.3917/parti.017.0155

Whyte, M.K., 2010. Myth of the social volcano: perceptions of inequality and distributive injustice in contemporary China. Stanford University Press, Stanford, Calif.

Wu, F., Chan, K., 2012. Contrôle gradué : l'évolution des relations entre gouvernement et Organisations non gouvernementales. Perspectives chinoises 3, 9–18.

Xi, C., 2012. Social protest and contentious authoritarianism in China. Cambridge University Press, New York.

Xi, J., Sun, Y., Xiao, J.J. (Eds.), 2006. Chinese youth in transition, The Chinese economy series. Ashgate, Aldershot, Hampshire, England; Burlington, VT.

Xiong, B., 2013. 'haokan' de jiuyelü shi zai wan shuzi youxi (Xiong Bingqi: A 'Nice- looking' Unemployment Rate Means Playing with Numbers).". Renmin wang.

Xiong, B., 2009. "′Beijiuye' de xinyi zai nali (Where is the New Meaning of 'Being Employed').". Caijing.

Xiong, B., Wang, B., 2009. Zhongguo gaoxiao biyesheng jiuye zhuanye xiangguandu diaocha (Analysis on Correlativity between Specialty and Occupation of College Graduates). Zhongguo Jiaoyu Fazhan Baogao Annual Report on China′s Education], Beijing: Social Sciences Academic Press 232–239.

Xu, F., 2012. Looking for Work in Post-Socialist China: Governance, active job seekers and the new Chinese labor market. Routledge, New York, NY; Abingdon, Oxon.

Yahuda, M., 1979. Political Generations in China. The China Quarterly 80, 793. https://doi.org/10.1017/S0305741000046051

Yan, Y., 2012. Zhongguo she hui de ge ti hua =: The individualization of Chinese society, Di 1 ban. ed, Fu dan--Hafo dang dai ren lei xue cong shu = Harvard-Fudan contemporary anthropology. Shanghai yi wen chu ban she, Shanghai.

Yan, Y., 2009. The individualization of Chinese society, English ed. ed, London School of Economics monographs on social anthropology. Berg, Oxford ; New York.

Yan, Y., 2006. Little emperors or frail pragmatists? China's '80ers generation.

Yang, L., Zheng, Y., 2012. "Fen Qings" (Angry Youth) in Contemporary China. Journal of Contemporary China 21, 637–653. https://doi.org/10.1080/10670564.2012.666834

Yu, N., 2003. Les jeunes diplômés chinois en butte au chômage. Perspectives chinoises.

Yu, Y., 2012. Chine. La poudrière des diplômés. Courrier international.

Zhang, L., 2005. Yezhu weiquan yundong: chansheng yuanyin ji dongyuan jizhi: dui Beijing shi jige xiaoqu gean de kaocha (Beijing house owners' right protection movement: reasons of breakout and mobilization mechanism). Shehui xue yanjiu (Sociological Studies) 1–39.

Zhang, L., 2004. No Title, in: New Reflections on Anthropological Studies of (Greater) China. Berkeley: Institute of East Asian Studies, pp. 62–67.

Zhao, L., 2013. 80 hou, 90 hou daxuesheng de shehui zhengzhi taidu – jiyu 12 suo gaoxiao xuesheng diaocha jiegou de fenxi baogao (The Social and Politcal Attitude of the Post-1980 and Post-1990 University Students: A Report Based on the Survey of 12 Universities).", in: 2013nian: Zhongguo Shehui Xingshi Fenxi Yu Yuce (Society of China Analysis and Forecast [2013]). Beijing: Shehui kexue wenxian chubanshe, pp. 236–248.

Zhao, X., 2001. An analysis of unofficial social organizations. The non-profit review 1, 133–142.

Zhao, X., Haste, H., Selman, R.L., Luan, Z., 2014. Compliant, Cynical, or Critical: Chinese Youth's Explanations of Social Problems and Individual Civic Responsibility. Youth & Society 49, 1123–1148. https://doi.org/10.1177/0044118X14559504

Zhao, X., Selman, R.L., Haste, H., 2015. Academic stress in Chinese schools and a proposed preventive intervention program. Cogent Education 2. https://doi.org/10.1080/2331186X.2014.1000477

Zhou, X., 2008. Chapitre 5 : La classe moyenne chinoise. Réalité ou illusion ? in: La société chinoise vue par ses sociologues, Académique. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), Paris, pp. 141–159.

Zhou, X., 2003. « Zhongchan jieji : heyi keneng yu heyi kewei » (« La classe moyenne chinoise : pourquoi elle est possible et pourquoi elle peut exister ? »). Jiangsu shehui kexue (Sciences sociales du Jiangsu).

Zhou, Y., 2015. Vagabond de nuit.

Zhou, Y., 2013. The State of Precarious Work in China. American Behavioral Scientist 57, 354–372. https://doi.org/10.1177/0002764212466242

Zhu, L., 2013. Zhuanjia: Zhongguo shehui wu da dianfuxing wenti ji qi gaige lujing (Expert: 5 Subversive Problems Facing China′s Society and Its Reform Route). China Review News.

Table des illustrations

Image 1. Carte de la Chine (Source : Australian National University)……30

Image 2 : Photo du bas de l'immeuble abritant l'« espace de jeunes » de Pékin. A gauche, l'épicerie par laquelle on peut accéder à l'intérieur de l'immeuble sans avoir à sonner à l'interphone. Pendant longtemps, aucune indication ne permettait de savoir que « l'espace de jeunes » se trouvait dans ce bâtiment. L'enseigne que l'on voit sur la photo à droite en blanc sur fond vert n'a été installée qu'après plusieurs années……..32

Image 3 : Plan sommaire des différentes parties de l' « espace de jeunes » situé dans une université de Chongqing……...33

Image 4 : Photo d'une mobilisation féministe menée par certaines activistes venues ce soir-là. La photo est présentée pour illustrer cette mobilisation contre les violences domestiques. Sur les T-shirt des activistes, des caractères formant la phrase « Tolérance zéro pour les violences domestiques ». ……...50

Image 5 : Illustration issue de la page internet Douban 豆瓣 de l' espace de jeunes de Pékin ……...63

Image 6 : Activité « Donne-moi trois minutes » sur le thème « Les coulisses de ma vie ». Chacun à tour de rôle intervenait à ce propos pendant plus ou moins trois minutes. Au même titre que ceux présents, mon nom (玛丽 Marie) est inscrit au tableau……64

Image 7 : Photo projetée lors de la conférence - débat. Il est écrit sur la banderole : « Révoquons l'éducation qui fait un lavage de cerveau ». Les individus croisent leur bras au niveau de leur visage, renvoyant à un signe corporel japonais indiquant que quelque chose est interdit, impossible ou n'est pas convenable ……88

Image 8 : Photos projetées lors de la conférence - débat. On retrouve le slogan indiqué supra, à savoir « Nous voulons réfléchir, pas subir un lavage de cerveau. » ……89

Image 9 : Photo prise à « l'espace de jeunes » de Pékin. Le mur du fond est entièrement recouvert d'étagères chargées de livres qu'on peut lire sur place ou emprunter. Peu le sont. …….206

Image 10 : Photo du premier appartement qui a vu naître le premier « espace de jeunes » de Pékin (il a été ouvert de mars à août 2012). Au mur, un graffiti en anglais avec le nom de l'espace. …….206

Image 11 : Photo prise à « l'espace de jeunes » de Pékin, dans le deuxième appartement occupé par l'espace en question. Au mur, différentes peintures ont été réalisées. On peut y voir un éléphant rose et une peinture murale où le nom de l'espace est indiqué, ainsi que les mots « espace de jeunes » en chinois et en anglais ……..207

Image 12 Entrée d'un des espaces de jeunes de Chongqing et ses drapeaux du bouddhisme tibétain …….207

Image 13 : Chongqing. Cuisine de « l'espace de jeunes » qui n'a pas été rénové, tranchant avec l'esthétique « internationale » (dans le sens où on pourrait la retrouver dans n'importe quel café de « ville globale ») que l'on retrouve dans l'autre « espace de jeunes » de Chongqing. ……209.

Image 14: Mur d' un « espace de jeunes » de Chongqing. On y retrouve un patchwork de photos. Certaines ont été prises en voyage, d' autres lors de projets à vocation « humanitaire » (公益 gongyi) …….210

Image 15: Intérieur d'un « espace de jeunes » de Chongqing, ses livres et photos des quatre coins de la planète. …….210

Image 16: Photo prise dans un des « espaces de jeunes » de Chongqing (celui qui est à côté de l'université des beaux-arts et a été rénové et décoré avant ouverture). Au mur, une peinture avec un poing levé orné d'un « wall street » barré et du texte « stand or die ». ...211

Image 17: Photo brique Zhao LI. On peut lire écrit en rouge sur la photo : « Soir du 11 octobre 2010. Le président de l'Académie des Sciences de Chine, Chun Guangji demande lors des entretiens aux postulants de fournir une attestation d'examen médical concernant l'hépatite B, c'est pourquoi j'ai amené des briques pour venir l'écouter donner une conférence. » (Source : Micro-blog de Zhao Li) ……268.

Table des figures

Figure 1 : Taux de naissance d'enfants unique (en %). 118

Figure 2 : Niveau d'étude des individus nés dans la décennie 1980 en fonction de leur hukou. 118

Figure 3 : Evolution du nombre d'admission à l'université et des naissances des individus nés dans les années 1980 121

Figure 4 : Comparaison des premiers salaires des diplômés et des salaires attendus pour le premier emploi chez les étudiants des universités du programme 985 (en RMB) 122

Figure 5. Mobilité professionnelle intergénérationnelle entre individus nés dans les années 1980 et leur père. 123

Figure 6. Professions des pères des individus de la population d'enquête par catégorie. 125

Figure 7. Tableau des salaires des enquêtés. 127

Figure 8. Situation d'emploi des diplômés six mois après l'obtention de leur licence. 130

Figure 9. L'administration municipale, l'exemple de Pékin (Audin, 2014)..... 161

Glossaire des termes parfois conservés en chinois dans la thèse

Baling hou 八零后: Littéralement « après 80 », le terme correspond dans les faits aux individus nés entre le 1er janvier 1980 et le 31 décembre 1989. Cette génération appelée « génération de la transition » correspond à un pic de naissances, avec 220 millions de personnes environ nées pendant les années 1980 en Chine. La production du terme est d'abord apparue dans le monde littéraire, plus précisément dans la revue « Mengya 萌芽 » (Jeunes pousses) en vue de désigner les auteurs et écrivains de la nouvelle génération. Par la suite, le terme a été étendu à tout ou segment de cette génération.

Bei hexie 被和谐 : Expression apparue à la fin des années 2000 suite au lancement de la promotion d'une « société harmonieuse » (和谐社会 hexie shehui), par Hu Jintao, alors Président de la République populaire de Chine. Cette expression signifie littéralement « Se faire harmoniser » soit au sens figuré l'idée de « se faire censurer ».

Beipiao 北漂 : 北 bei pour Pékin et 漂 piao pour 漂泊 « flotter », « voguer au gré des flots », « mener une vie errante », « vagabonder » ». Cette expression recouvre différentes réalités. La plus englobante inclut sous ce terme toute personne vivant et travaillant à Pékin pour plus de six mois[141] sans disposer du permis de résidence (hukou) de la capitale. La population pouvant alors être désignée ainsi est pléthorique. Selon les chiffres du bureau national des statistiques de Chine de 2014, Pékin comptait en 2013 17,5 millions d'habitants parmi lesquels 8,1 millions disposaient du hukou local et 9,2 millions d'habitants travaillaient et vivaient à Pékin depuis au moins six mois sans disposer pour autant du hukou de cette municipalité (China Statistical Yearbook, 2014). Nous préférerons donc l'acception plus restreinte d'autres, comme Guo Xinghua, qui réserve cette définition aux jeunes diplômés travaillant à Pékin sans en avoir le hukou (Guo Xinghua, 2010).

Cabianqiu 擦边球: Cette expression sert, dans son acception littérale, à qualifier une balle de ping-pong qui frôle seulement la table. Le point est alors marqué, et en général sans

[141] Cette durée de temps pour considérer qu'un individu est en migration sur le territoire chinois est en cours depuis les années 1990. Avant, et notamment pour les recensements de 1982 et 1990, ceux qui étaient comptabilisés comme migrants devaient avoir passé une durée minimale d'un an dans une même ville.

possibilité de renvoyer la balle car cette dernière ne rebondit pas. De façon figurée, il s'agit donc de quelque chose de légal, mais tout juste. Par extension, l'expression a été utilisée pour décrire les tentatives de la part d'intellectuels, de dissidents, voire de tout autre acteur qui se place dans une zone grise du champ politique afin de faire bouger à la marge des lignes dans ce qu'il est possible ou non de faire.

Caogen 草根 : Littéralement « herbe » et « racine », dans une reprise très littérale de l'anglais « grass roots ». Vise à décrire les organisations ou projets qui émaneraient directement du « bas » et avec une visée locale.

Danwei 单位: Unité de travail. A l'origine c'était une institution maoïste d'organisation de la vie productive et sociale des individus, sous la tutelle d'un comité du parti communiste chinois. Elle était en charge de l'emploi, du logement et de la vie sociale des individus qui en dépendaient et de leur famille, avec donc une très forte intégration des individus dans ce système. Les « danwei » n'existent plus sous cette forme, ayant fait l'objet d'un démantèlement progressif entre le début de la période dite de « réforme » (1978) et le début des années 2000. Le mot est cependant encore usité pour désigner l'institution qui fait office d'employeur.

Douban 豆瓣: Site internet lancé en 2005 qui permet aux utilisateurs enregistrés sur cette plateforme de faire des « pages » dédiées à des lieux culturels, des livres, des films, des musiques, etc. Il recense ainsi la plupart des événements à caractère culturel et social des grandes métropoles chinoises. Il est utilisé par des acteurs plus ou moins professionnels et par des individus à titre privé.

Egao 恶搞 : Production culturelle du « détournement » ou de la « parodie ». On la retrouve sur différents médiums, que cela soit des vidéos, des films, des images, ou encore des textes.

Gaokao 高考 : Concours sanctionnant la fin de l'enseignement secondaire et permettant une possible admission à l'université. Depuis 2006, le nombre d'individus prenant part à cet examen est compris entre 9,5 millions et 10,5 millions par an. Le taux d'entrée à l'université parmi cette population augmente : alors que le taux d'admission était autour de 60% entre 2000 et 2009, il est compris entre 70 et 75% depuis cette date. Il n'était que de 5% en 1977, année de la réouverture de l'examen après une période d'arrêt de 10 ans durant la Révolution Culturelle. Bien qu'augmentant régulièrement depuis, ce taux d'admission plus majoritaire cache des disparités territoriales : les universités les plus difficiles à obtenir

comptent de meilleurs taux d'admission dans les grandes villes et provinces plus riches. Ceci est notamment dû au fait que les universités ouvrent un nombre de places par province. Ce nombre n'étant pas proportionnel aux démographies respectives, il est plus facile pour un lycée pékinois de rentrer dans les universités de la capitales (qui sont les plus cotés et permettent donc d'être « mieux diplômé ») qu'un lycéen d'une autre province. Ce point est largement critiqué pour être discriminant, d'autant plus qu'il ne peut être justifié par des financements régionaux dans le sens où les universités publiques sont majoritairement financées par l'Etat central. Des politiques de bonus pour les étudiants issus des provinces les plus pauvres sont mis en place. Les taux d'admission moyens sont donc plus élevés dans les grandes métropoles riches et dans les provinces les plus pauvres. Des processus similaires sont observables quant aux taux d'admission dans les meilleures universités.

Gong'an 公安 : « Sécurité publique ». Fait référence aux services administratifs de l'application de la loi et aux départements de justice pénale des gouvernements populaires de la République populaire de Chine. Sur les terrains de cette thèse, cette expression renvoyait de façon générale aux institutions de contrôle policier, sans indiquer plus précisément l'institution en jeu ou le type de contrôle qui pouvait advenir.

Gongping/ bu gongping 公平/ 不公平: Juste/injuste. Vocable largement relevé dans les entretiens et les interactions observées sur les terrains, pour souligner des situations d'injustice individuelles ou collectives, autant d'un point de vue d'acteur politique que professionnel.

Gongyi 公益 : Mot polysémique, parfois traduit en « humanitaire », « intérêt public » ou encore « charité ». En fonction des contextes et des acteurs, il peut désigner « les intérêts partagés mais également l'intérêt général ou le bien commun (…), signalant volontiers des projets qui ne relèvent pas directement de la sphère officielle et publique.» (Thireau, 2013)

Guanxi 关系: "Relation" ou "relation sociale". Ce terme entre en jeu dans la définition des « réseaux » de relations sociales. Si nous trouvons qu'il est parfois extrapolé comme spécificité chinoise, sous-tendant alors une dimension culturaliste, il est néanmoins intéressant à prendre en compte dans ses spécificités locales. Ainsi, d'aucuns ont montré que les relations sociales qui préexistent au processus productif (relations de voisinage, de parenté, d'origine géographique commune) se voient renouvelées voire intensifiées dans ce processus plutôt qu'elles ne disparaissent, et en tant que telles entrent dans les configurations des structures de pouvoir (Shen, 2008).

Hukou 户口: Système d'enregistrement des ménages. Sorte de passeport intérieur chinois, il est transmis par la mère et est fonction de deux critères qui se combinent : urbain ou rural, agricole ou non-agricole. Ce système a été instauré au début de l'époque maoïste. Son but était alors notamment de maintenir les paysans dans les zones rurales afin d'augmenter la production agricole et participer du financement de l'industrie lourde et des avantages sociaux des urbains. Pour plus de détails, voir Froissart, Chloé, « Le hukou, pilier de croissance chinoise et maintien du PCC au pouvoir », Les Etudes du CERI, septembre 2008.

Jiedao banshichu 街道办事处 « bureau de rue ». Niveau le plus bas de l'administration des villes chinoises. Cela correspond à l'administration d'un quartier.

Laojia 老家 - : « Pays natal », lieu d'origine. C'est l'équivalent de l'anglais « hometown ».

Liusi 六四 : En chinois, les dates sont données sous la forme année-mois-jour ou mois-jour. De fait, 六四 liusi, littéralement « six quatre » correspond à la date du 4 juin et plus symboliquement au 4 juin 1989, date de la répression du mouvement de contestation place Tian'anmen.

Minjian 民间 : Signifie à la fois « populaire », « non gouvernemental », « non officiel ». L'expression 民间社会 minjian shehui est donc souvent traduite en « société civile », terme que nous n'affectionnons pas beaucoup pour sa capacité à embrasser une diversité de réalités sans les expliciter, et pour sa capacité à subsumer sous un même vocable une diversité de processus souvent menés au nom d'une idéologie prescriptive visant à les faire rentrer dans une certaine forme de démocratie (Leclerc-Olive, 2013).

Pingtai 平台 : Plateforme. C'est ainsi que se définissent les espaces investigués. Nous supposons qu'un tel vocable renvoie à une plasticité volontaire de ces espaces comme modalité de résistance face à des questions de sensibilité politique. Par ailleurs, l'utilisation d'un tel terme n'est pas propre à notre terrain et semble procéder d'une tendance dans les nouvelles formes d'association en Chine, permettant de souligner la mise en interaction de personnes diverses, de nouvelles formes d'interaction, de redéfinition de manières d'accorder la confiance, etc. (cf. Isabelle Thireau, 2013: c'est le terme également utilisé par ses interlocuteurs sur son terrain d'enquête).

Qingnian kongjian 青年空间: Littéralement « espace de jeunes ». Labellisation des espaces qui ont été les terrains de cette thèse. Ce sont des structures relativement récentes, appartements transformés en lieux de parole, d'échanges, de conférences voire de vie. Ils sont surtout le fait de grandes métropoles de Chine, généralement dans des quartiers universitaires du fait des populations les plus propices à y venir, des étudiants aux emplois du temps relativement flexibles et des jeunes travailleurs.

Qunzu 群租 : Locations collectives. Ces dernières impliquent une division physique ou symbolique d'un logement pour louer à différentes personnes une pièce ou une subdivision de celle-ci. C'est par exemple le cas lorsque les chambres sont divisées en dortoir.

Shangfang 上访 : Porter des pétitions, des réclamations. Ce processus a été instauré à partir des années 1950 par le régime communiste. Il s'agit de bureaux à différents niveaux de l'administration dont la vocation est de recueillir les plaintes portées par les individus concernant la vie publique. Pour une étude très fouillée de cette administration, nous renvoyons à l'ouvrage de Hua Lishan et Isabelle Thireau**,** Les ruses de la démocratie. Protester en Chine, Seuil, séries: « L'histoire immédiate », 2010, 450 p.

Shehui tuanti 社会团体 : « organisation sociale ». Sous ce vocable dont l'acception est large, entrent en compte des organisations de différents types (associations de membres, fondations, organisations non gouvernementales à but non lucratif). Du fait de modalités d'enregistrement officiel complexes, beaucoup ne rentrent pas dans ce cadre légal et constituent alors des organisations sociales non-officielles.

Suku 诉苦 : Pourrait se traduire par « récit d'amertume ». C'est une pratique consistant à « parler de ses souffrances personnelles, ou déverser son ressentiment, en public ». Pendant la période maoïste, le « suku » passait par des pratiques visant d'abord à rassembler tous les résidents d'un village ou d'une communauté ensemble puis à leur demander individuellement de narrer à la communauté dans son intégralité l'histoire de leurs douleurs et souffrances personnelles, de leurs difficultés et peines dans la « vieille société » et en contraste de cela, les vertus du Parti Communiste Chinois, « du nouveau gouvernement et de la nouvelle société ». Le phénomène du « suku » peut être vu comme ayant fonctionné en tant que technique d'un « Etat moderne » en abolissant et discréditant les précédentes institutions politiques et sociales d'une société traditionnelle et en construisant un réseau de nouvelles institutions hautement bureaucratisées (Sun, 2012).

Weibo 微博 : Site de micro-blogging chinois, équivalent de Twitter.

Weixin 微信 : Application de messagerie instantanée, conjuguant les fonctions de communication directes et indirectes de Whatsapp et Facebook.

Wusi yundong 五四运动 ou 五四 wusi : « Mouvement du 4 mai ». Le 4 mai 1919, les étudiants de différentes universités de Pékin manifestent contre des modalités du Traité de Versailles jugées favorables au Japon et humiliantes pour la Chine, plus précisément la cessation des zones d'influence allemandes au Shandong au profit des Japonais. S'ensuivent des grèves et mouvements sociaux permettant un terreau favorable à une révolution intellectuelle. Par la suite, l'expression « wusi yundong » gagne une signification plus large, considérant la période qui s'étale de 1917 à 1921 et marquée par cette agitation tant sociale qu'intellectuelle (Chow, 1960 : 17). Le mouvement du 4 mai correspond, dans un tel contexte, à l'articulation de mouvements intellectuels et sociopolitiques avec comme point des mire des éléments aussi divers que l'indépendance nationale, l'émancipation de l'individu, la construction d'une société plus juste.

Zhongdeng shouru 中等收入 ou Zhongjian jieceng 中间阶层 : revenu moyen ou couche du milieu. Jusqu'à il y a peu c'étaient les termes utilisés dans de nombreux textes officiels car il était difficile, si l'on suivait la lettre de la Constitution chinoise, de parler de « classe moyenne ». Dorénavant, la terminologie « classe moyenne » est utilisée. Ainsi, Zhou Xiaohong indique que pour définir la classe moyenne chinoise, il inclurait en son sein les groupes socioprofessionnels suivant : le groupe des chefs d'entreprises privées et des chefs d'entreprises rurales, nouvellement apparu après 1978, les petits commerçants, boutiquiers, patrons de commerces indépendants ainsi que les autres formes de commerces individuels, nés aussi après 1978, les cadres du gouvernement et du Parti communiste chinois (PCC) et les intellectuels, en lien avec les structures de l'État ou du parti, ainsi que les directeurs des entreprises d'État, les « cols blancs des entreprises étrangères », les managers d'un grand nombre d'entreprises et d'organisations sociales et le groupe à hauts revenus apparu avec l'utilisation des hautes et nouvelles technologies et l'émergence de nouveaux secteurs (Zhou, 2008).

Zhongguo qingnian bao 中国青年报: Quotidien de la jeunesse de Chine. C'est la publication officielle de la ligue de la jeunesse communiste chinoise.

Annexes

Liste des annexes

1) Tableau récapitulatif des entretiens
2) Traduction en français d'un texte de Hai Shuang à propos de « l'espace de jeunes » de Pékin
3) Carte des mobilités de Mengzhi sur le territoire
4) Documents complémentaires concernant l'événement indiqué en introduction
5) L'avocat de la ville du baozi – Texte en chinois
6) Article du Quotidien de la jeunesse chinoise sur l' « espace de jeunes de Pékin »
7) Affiche d'une soirée autour du féminisme animée par des militantes
8) Affiche annonçant l'intervention d'un militant du mouvement LGBT taiwanais

Annexe 1 : Tableau des entretiens

U	Nom	Sexe	Age	Niveau éducation	Discipline	Emploi au moment de l'entretien	Profession du père	Profession de la mère	Province d'origine (rural/urbain)
1	Yang Qingyong	H	34	Licence	droit	styliste	agriculteur	agricultrice	Shanxi (rural)
2	Li Xia	F	22	Bac		graphiste	agent immobilier	mère au foyer	Shandong (urbain)
3	Jiao Duanqi	H	22	Licence	commerce	développeur web	plombier	employée à la poste	Henan (rural)
4	Meng Xiangzhong	H	30	Licence	mécanique	directeur système informatique	garagiste	cuisinière	Hebei (urbain)
5	Qu Mengzhi	F	32	Licence	management du tourisme	chômage	ouvrier	commerçante	Heilongjiang (urbain)
6	Xu Jin	H	28	Licence	commerce	développeur web	décédé	employée administratif	Shandong (urbain)
7	Meng Lizhu	H	25	Licence	informatique	informaticien	agriculteur	morte en couches	Shandong (rural)
8	Yang Hui	F	27	Licence	économie	chômage	agriculteur (décédé)	agricultrice	Hebei (rural)
9	Lü Shuai	H	26	Licence professionnelle	immobilier	commerce électronique	agriculteur	agricultrice	Shandong (rural)
10	Wei Yi	F	31	Licence	médecine	scénariste	ouvrier (décédé)	laborantine (entreprise d'Etat)	Sichuan (urbain)
11	Wang Ling	F	30	Licence	communication	consultante web	chimiste	infirmière	Hunan (urbain)

12	Li Cong	H	28	Licence	informatique	informaticien puis ONG	emploi administratif	ouvrière	Gansu (urbain)
13	Xiao Chen	H	28	Licence	TV et radio	comédien	réalisateur	styliste	Pékin (urbain)
14	Zhang Jiupai	F	31	Licence	banque	fonctionnaire	ouvrier	comptable	Hebei (urbain)
15	Zhen Bin	H	30	Licence	ingénierie électrique	conseil en assurance	employé administratif	employé administratif	Xinjiang (rural)
16	Wu Tianyu	H	25	Licence	comptabilité	comptable	électricien	Au foyer	Anhui (urbain)
17	Wang Zhifu	H	29	Master	communication	fondateur espace jeunes, commerce, enseignement	commerçant	agricultrice	Jiangsu (rural)
18	Jiao Weizhe	F	25	Licence	informatique	informaticienne	ouvrier	couturière	Zhejiang (rural)
19	Yong Li	H	25	Master	architecture	conseil en architecture	ont monté une entreprise de design après avoir été ouvriers puis au chômage		Tianjin (urbain)
20	Hai Shuang	H	25	Licence	mécanique	soldat	ont monté une entreprise d'installation de fenêtres.		Shanxi (rural)
21	Wei Liu	H	24	Licence	génie civil	enseignant	professeur	Ouvrière	Shaanxi (rural)
22	Zhi Zhi	F	31	Licence	communication	comédienne	contremaître dans une usine d'Etat	employée dans l'administration	Xinjiang
23	Su Jiao	F	30	Licence	droit	serveuse, enseignante	chef d'entreprise	commerciale	Heilongjiang (urbain)
24	Yuan Lu	H	25	Licence	japonais	commercial	employé dans la construction	vendeuse	Anhui (rural)
25	Wen Wen	F	27	Master	environnement	chômage	commerçant	vendeuse	Shandong (urbain)
26	Zhi Tiangang	H	26	Bac		commerçant	commerçant	commerçante	Hubei (rural)

27	Zhang Ke	H	22	Licence	informatique	chômage	ouvrier	ouvrière	Hubei (rural)/ Shenzhen (urbain)
28	Si Dian	F	28	Licence	construction	commerce électronique	conducteur bateau	agricultrice	Hubei (rural)
29	Lu Jiegong	H	27	Master	construction	polyactivité (fondateur espace jeune, guide touristique, construction, serveur)	employé dans la construction	commerçante	Zhejiang (urbain)
30	Cui Cui	F	23	Licence	art et design	serveuse	ouvrier	coiffeuse	Yunnan (rural)
31	Mi Tang	F	25	Licence	design	serveuse	ouvrier	Ouvrière	Chongqing (rural) et Zhejiang (urbain)
32	Beibei	F	27	Licence	construction	maître d'œuvre	professeur	professeur	Chongqing (urbain)
33	Zhao Li	H	28	Master	biologie	ONG	agriculteur	agricultrice	Sichuan (rural)
34	Wang Yun	F	24	Licence	ingénierie financière	journaliste	enseignant	secrétaire	Guangdong (urbain)
35	Yun Dou	H	32	Master	design	designer	instituteur	Mère au foyer	Anhui (rural)
36	Zhou Yi	H	22	Licence pas finie	droit	chômage	cuisinier	serveuse	Guangxi (rural)
37	Zhang Hua	F	24	Licence	physique	chômage	ingénieur	secrétaire	Sichuan (urbain)
38	Zhang Peng	H	25	Licence	littérature	rédacteur sites internet marchands	agriculteur	agricultrice	Guizhou (rural)
39	Li Hunyu	H	28	Master	droit	ONG	juriste	employée administrative	Heilongjiang (urbain)
40	Zhao Hui	H	33	Licence	psychologie	employé administratif	ouvrier	ouvrière	Shaanxi (urbain)
41	Chen Manhui	F	26	Licence	sociologie	salarié ONG	ouvrier	ouvrière	Guangdong (urbain)

42	Meng Li	F	26	Master	anthropologie	gestion de projet (ONG)	agriculteur	agricultrice	Guangdong (rural)
43	Wang Huili	H	29	Licence	construction	consultant	fonctionnaire	fonctionnaire banque	Pékin
44	Chang Hongwen	F	26	Licence	communication	Ressources humaines	instituteur	paysanne	Sichuan (rural)
45	Ao Fengming	F	23	Licence	anglais	fonctionnaire (banque)	employé de banque	comptable	Hunan (urbain)
46	Liu Hongshu	F	26	Licence	anglais	enseignante	métallurgiste	vendeuse	Jilin (urbain)
47	Zheng Moxu	H	35	Master	ingénierie biomédicale	ingénieur	ouvrier migrant (Guangdong)	ouvrière migrante (Guangdong)	Jiangsu (urbain)
48	Yang Anli	F	26	Licence	chinois	consultante	ingénieur	consultante	Guangdong (urbain)
49	Yang Wen	H	27	Licence professionnelle	informatique	informaticien	chauffeur	Au foyer	Hebei (rural)
50	Liu Hongyin	H	32	Licence	théâtre	Technicien scène	agriculteur	agricultrice	Henan (rural)
51	Li Jinwei	F	28	licence	statistique	commerciale	restaurateur	cuisinière	Liaoning (Yingkou - urbain)

Annexe 2 : Traduction d'un texte de Hai Shuang, Homme, 25 ans, soldat, écrit à propos de « l'espace de jeunes » de Pékin.

Où est l'issue pour les jeunes ?

De tes vingt premières années de vie, passées en étant confus et sans but, tu as fini par utiliser trois jours pour passer un examen d'une spécialité qui ne te fait ni chaud ni froid, pour entrer dans une université que tu n'aimes pas trop. Faire face à l'ennui de tes camarades de chambrée et de cours que toi-même tu ne comprends pas. Le temps file chaque jour. Ta perplexité et ton anxiété, de jour en jour, deviennent de plus en plus lourdes.

A reculons tu deviens étudiant de master, incapable même de dire que tu aimes cette spécialité, sachant aussi que ton caractère ne correspond pas à la recherche scientifique. Mais le temps a passé et c'est presque comme si tu ne pouvais pas lâcher ta spécialité. Pas parce que tu l'aimes, juste que plus de vingt ans sont derrière toi et qu'à part cette spécialité, tu ne sais rien faire d'autre.

Tu commences même à faire un doctorat, les années bondissent en sifflant à tes oreilles, comme jadis un contingent gigantesque se pressant sur un pont de singe. Tu as étudié jusqu'à ce point, tu sais que tu ne peux plus faire autre chose que continuer à étudier, serrant les dents. Mais tu découvres que tu commences à perdre tes cheveux. De toute évidence, la force de ton corps ne vaut pas celle d'avant.

A reculons tu sautes au milieu de cette société débordant d'enthousiasme. Il y a des bifurcations sur ta route. Certains de tes camarades sont rentrés dans le système. D'autres n'ont pas réussi et quémandent de la nourriture en dehors du système. D'autres, à peine diplômés, sont rentrés dans leurs petits cantons de province. Certains sont entrés dans une entreprise. Certains ont eu des rencontres arrangées en vue de leur mariage. Certains se sont mariés. Certains ont eu des enfants… Tu les vois suivre le droit chemin, et toi, malgré toi, malgré ce dont tu avais rêvé, tu commences aussi à entamer une carrière.

Tu restes temporairement à Pékin, y travaille un ou deux ans. Petit à petit tu commences à comprendre l'épais brouillard :

Tu commences à comprendre doucement qu'au sein du système, le salarié, le chef de section, le chef de département, le chef de service, le directeur, tous, partout, sont comme un escalier qui, à chaque marche, rend les gens vulnérables et sans espoir. Ici on t'accompagne pour boire, on t'accompagne pour chanter, on t'accompagne pour rire. Ici, il faudra tôt ou tard faire des génuflexions. Ici, tu peux voir les autres personnes de ton groupe promptement obtenir une charge importante. Tu vois aussi ceux qui ont été besogneux, assidus, consciencieux. Pour eux jamais une promotion. Tu vois les collègues de ton âge abandonner leur amour de chez eux pour chercher une fille avec le hukou de Pékin. Tu vois certaines personnes dont les maisons ont été détruites et qui doivent déménager ailleurs, en une nuit sont-ils devenus riches ? Tu es debout dans une rue animée, ne sachant pour qui sont conduites ces Audi et BMW, festins de richesse. Tu ne sais pas encore combien de jours avant de vendre ton âme à la protection du système. Tu as peur d'une vie que tes yeux ne peuvent voir. Tu n'as même pas le courage de commencer ta propre vie. Les seules choses que tu fais ne sont presque que fantasmes et rêves. Années et mois, tu perds ton temps, gâches ta vie.

En dehors du système tu te lèves tous les jours pour aller affronter en premier lieu le métro et les bus. Les yeux ensommeillés, à peine réveillé, tu pars te presser dans les rames et couloirs souterrains. Tous les jours tu as peur d'aller affronter ces flots. Pas parce que tu as peur d'être bousculé, mais de les voir, comme une reproduction de toi-même, ceux-là avec des désirs analogues aux tiens, ceux-là avec des tracas analogues aux tiens, ceux-là avec les des expériences et réserves de connaissances analogues aux tiennes. Naissent âpreté et dureté, déprime. Tu sais que tu es quelqu'un qui n'a pas d'histoire. Tu sais que tu es quelqu'un qui ne mérite pas de parler. Tu te colles chacune des étiquettes rigides : d'où tu viens géographiquement, que fais-tu, depuis combien de temps travailles tu ? Chacun se présente à la hâte, chacun cherche des contacts potentiels, chacun s'inquiète de savoir s'il doit quitter la ville ou bien changer d'emploi, chacun sait l'épée suspendue dans sa tête : rester ou pas, littérature, art et prix élevé des appartements sont là. Après tout, certains ennemis ne sont pas érodés par le temps, il faudrait alors faire le choix de rentrer à la maison passer une vie stable. Après tout, il y a certaines choses qui conservent dans la littérature et l'art, il faudrait alors passer une vie de désir intérieur.

Avant de parler de l'espace de jeunes, je vais parler un peu de ma situation, est-ce encore un papier doux ? Certains en doutent mais dans ces deux ans que je viens de passer à Pékin je suis allé dans quasiment tous les endroits que les jeunes cultivés fréquentent. Dans certains j'y suis vraiment allé un certain nombre de fois. « Rue à sens unique » (librairie indépendante), la

librairie « L'autre rive », la librairie « Belencre », UCCA, des conférences à Qinghua et Beida, des représentations, ce que je peux trouver sur douban comme activités culturelles à faire chaque week-end. En vrai c'est pas mal, chacune avec de bonnes choses, chacune avec des ressources propres, mais c'est seulement en arrivant aujourd'hui ici que j'ai enfin trouvé une atmosphère qui m'appelle. Seulement ici, peut-être, pour des gens comme moi, des gens tout ce qu'il y a de plus commun.

Pour que quelqu'un veuille sortir de son nid douillet, pour aller dans un endroit inconnu, étranger, c'est extrêmement difficile. Près de deux années à Pékin. Les quelques amis un peu intéressés par la culture n'avaient pas arrêté de me dire d'aller voir ce qu'était cet espace, mais le moi avec son complexe d'infériorité, qui agit en lâche, se disait qu'il n'avait rien à voir avec ce qui me semblait être des rassemblements culturels assez distingués. Mais ces quelques amis ont continué à souffler ce son « espace de jeunes », apportant furtivement ce ton que j'aime. Ma curiosité m'a poussé à faire attention à ce genre d'espace, mais je n'ai jamais réussi à prendre mon courage à deux mains pour aller y faire un tour. Peut-être m'aurait t'il fallu un ami pour me pousser ? Peut-être que quelqu'un qui y va tout seul c'est embarrassant ? Peut-être ne saurais-je pas m'insérer dans leurs discussions ? Une fois je suis même arrivé jusque devant la porte, mais je n'ai pas osé frapper puis rentrer… Plus tard j'ai rassemblé tout mon courage et ai réussi à me dépasser pour venir et participer à ma première activité. Petit à petit j'ai fini par passer tous mes week-ends là-bas, passer le matin pour discuter, l'après-midi écouter pourquoi pas une sorte de conférence, le soir une soirée, ou un truc un peu culturel, ou quelque chose de beau, quelque chose qui apaise l'âme. Six mois maintenant, tellement de joies vécues ici. Personnellement il y a certaines activités auxquelles j'ai participé sur le long terme, comme celle qui s'appelle « donne-moi trois minutes pour parler ». De mieux en mieux. Je suis venu chaque semaine à partir du moment où j'avais du temps libre parce que je me suis vite rendu compte que ce n'était pas facile pour moi de parler d'un sujet pendant même seulement trois minutes, j'avais besoin de le faire plus souvent, et puis faut bien avouer que parler devant d'autres c'est fragile chez les Chinois, on est vulnérables. Ca m'a aussi permis de voir les intersections dans les pensées des jeunes chinois, pour le futur… J'ai aussi participé à un atelier d'écriture libre. On était en petit comité. Ici, tu peux retourner au cœur des choses, à ces matériaux les plus sombres dans les couches les plus profondes de toi. Son soi que l'on ne rencontre jamais. Ici j'ai aussi pris part à d'innombrables conférences et autres salons. Ici j'ai aussi vu de nombreux documentaires indépendants auxquels je ne peux accéder sur internet…

Bien sûr derrière toutes ces choses ce qui m'a attiré le plus ce sont les gens. Ici, j'ai aussi fait la connaissance de rêveurs qui tentent de se débarrasser du statu quo sclérosant actuel. Il y a un réalisateur qui ne pouvait plus supporter les tourments de sa petite ville et est donc venu à Pékin. Il y a quelqu'un qui fait des recherches sur les drames. Des rédacteurs. Des danseurs. Des écrivains. Scénaristes. Journaliste. Enseignant. Des créateurs culturels. Des étudiants qui reviennent de l'étranger. Des gens du quartier, les étudiants aussi. En vrai ce qu'il y a de plus ce sont des gens qui ne veulent pas être connus, des gens comme toi et moi. Ils sont étudiants ou appartiennent déjà à la tribu des travailleurs. Art et culture pour eux c'est comme le thé de l'après-midi du week-end, un mode de vie, pas besoin de le dire, juste apprécier dans le calme, pour nous les gens ordinaires, être assis là et apprécier, une joie tue.

Chaque fois que, excité, ému, je présente cela à la bande de gars qui m'entoure, tout le monde reste indifférent. Mais si je conseille un restaurant que je viens de découvrir, c'est sûr que la semaine d'après il va y avoir des gens qui vont y aller pour goûter la nourriture. Profonde réalité : on entend beaucoup de gens se plaindre du fait que les livres sont chers, mais personne pour dire que maintenant un bol de nouilles est également cher. Si on fait la comparaison, le bol de nouille l'emporte sur le livre. J'ai fait le compte. A Pékin il y a tant de gens, mais combien participent à ce genre d'activité ? Une vingtaine pour chaque activité ? Sur une population de vingt millions d'habitants, ça fait une personne sur un million, et moi comment pourrais-je avoir un million d'amis ? Alors chaque fois que je viens, c'est seul. Foule gigantesque du métro, tous croulants sous les manteaux d'hiver, foule glaciale. Arriver dans la chaleur et la vivacité de ce lieu. Le soir quand j'en sors c'est plein de joie, nuit polaire, le grondement des trains qui passent, j'aime marcher seul dans le calme, repenser à un mot, une phrase. Dans cette capitale impériale, nous subissons le brouillard, nous subissons le prix des loyers élevés, nous subissons les bouchons, nous subissons les injustices du hukou. La seule compensation – la seule que l'on mérite – ce sont ces moments de culture et de discussion. Moi qui reste à Pékin, difficilement ébranlable, la peau dure, les seules choses qui me tiennent en haleine maintenant, c'est cela, souffle merveilleux et gracieux. Ceux qui n'ont pas vécu dans les campagnes et les petites villes ne peuvent sûrement se l'imaginer.

Quelles sont les opportunités des jeunes ? Comment se représenter un moi, même flou, après vingt ans à être formé dans le système. Dégeler progressivement, chercher les racines, remonter à la source pour restaurer son véritable soi ?

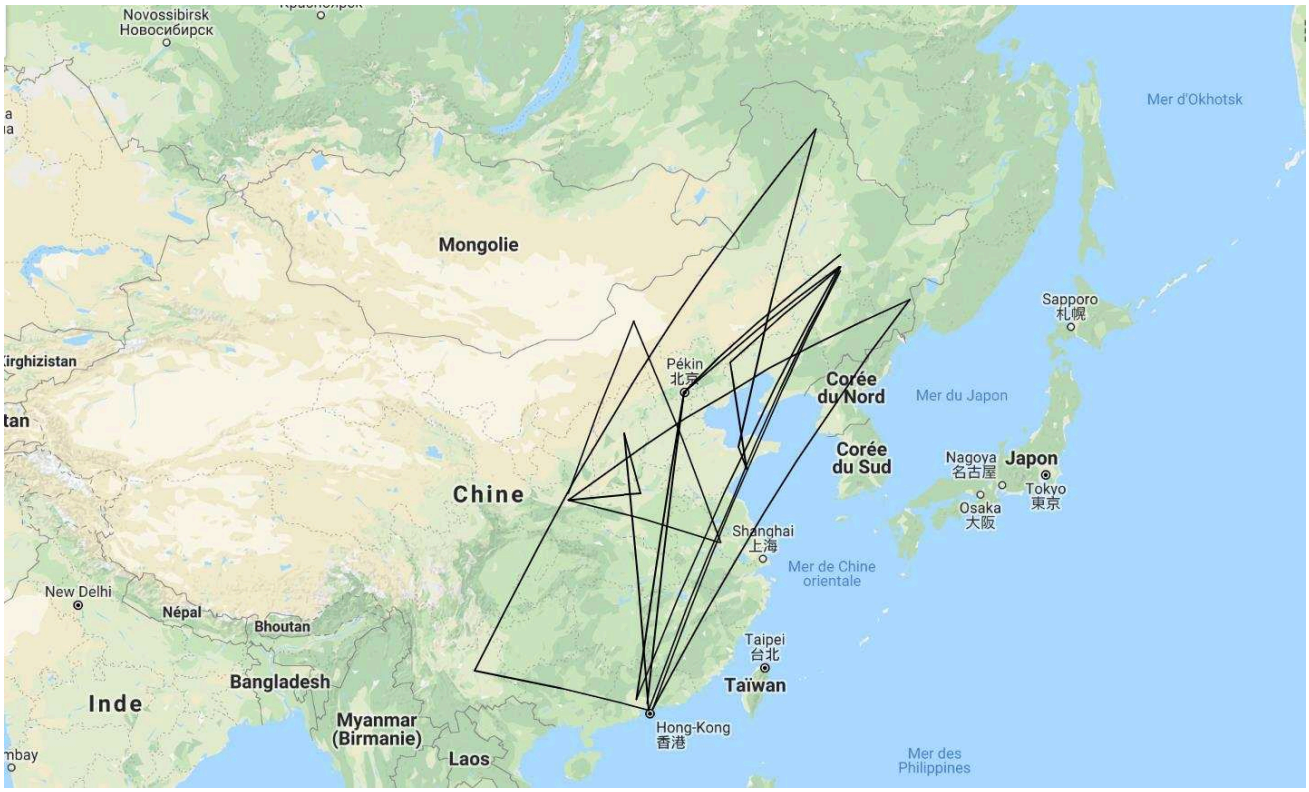
Quelles sont les opportunités pour les jeunes ? Le conseil que reçoivent les jeunes qui commencent à travailler c'est de travailler dur, de silencieusement s'immerger dans le dur labeur, connard ! Au final tu es réduit à un clou, pourquoi ? Parce que chaque jour tu travailles en sombrant dans l'apathie, parce que tu n'as jamais eu la force de réfléchir un peu sur les directions que prenait notre époque, et aussi parce que tu vas faire comme la génération précédente en faisant don sans fin de ta génération à la patrie et pour qu'à la fin on repousse encore l'âge de la retraite ? Veux-tu être une reproduction de cette masse qui attend la retraite pour voir le monde, voyager ? La chose la plus cruelle ce n'est pas que tu n'as pas réalisé tes idéaux mais que quand tu vas vouloir le faire, les choses auront déjà changé, dans ce laps de temps, tout sera fade. Ne laisse pas la cruauté des cheveux blancs détruire la persistance d'une vie d'ignorance !

Quelles sont les opportunités pour les jeunes ? Je certifie (et en même temps je l'ai réellement vu, prouvé chez plein de personnes) : les possibilités des gens sont dans le fait de traverser des frontières, de bouger, dans les relations sociales, dans les essais, afin d'éviter d'être réduit à la seule opportunité qu'ont les pauvres, faire en sorte que ce que l'on pense et ce que l'on fait est différent de ce que fait tout un chacun. Cette différence n'est pas une raison mais un résultat. Des étudiants m'ont demandé comment était-ce possible d'être différent dans son petit monde intérieur, je n'ai plus su s'il fallait que j'en ris ou que j'en pleure. Ce qui les a toujours intéressés ce sont les intérêts. Ce que tu vois chez eux c'est toujours cet aspect fade, parce que pour eux, le truc c'est de devenir quelqu'un de riche comme Steve Jobs. La pensée ne vient pas de nulle part, et l'action pas une confusion aveugle. Une nouvelle force venant, pas seulement parce que tu es seul, mais parce que tu ne veux pas être comme la masse. Tu absorbes des nutriments différents. Ce n'est pas parce que tu utilises les étiquettes que la société considère, que tu vas devenir le toi de ton idéal, mais parce que ce que tu fais, ce que tu penses va te permettre de devenir le toi de tes idéaux. Ici, dans ce grand melting pot, moi aussi j'essaie par tous mes moyens de trouver mon rêve.

Faire de ce rêve l'horizon, trouver un meilleur soi ici, pour ne pas porter sur ses épaules le fardeau des années. Je suis à l'espace de jeunes. Et toi, où es-tu ?

Camarade Brisé

Annexe 3 : Carte des mobilités de Mengzhi en fonction des emplois trouvés sur le territoire chinois (2003-2013) et résumé de son parcours professionnel



Résumé du parcours professionnel de Mengzhi

Née en 1981, dans la province du Heilongjiang, proche de la frontière russe. Diplômée en 2005 d'une licence en management du tourisme obtenue à l'université à Harbin (Heilongjiang).

Septembre 2003 – Mars 2004 : césure dans ses études. Part à Canton (Guangdong).

- est d'abord secrétaire dans une entreprise
- elle fait ensuite figurante dans des films pendant quelques mois
- elle revient dans la première entreprise pour « écrire des rapports pour le patron »

Avril 2004 – Août 2004 : Part à Pékin. Se retrouve dans un cabinet d'architecture. Est en charge de l'organisation d'activités dans cette entreprise

Septembre 2004 – Juin 2005 : reprends les cours pendant quatre mois à Harbin puis écrit son mémoire. Diplômée en management du tourisme (licence)

18 juillet 2005 : départ pour Shenzhen (Guangdong)

18 août 2005 – décembre 2006 : Travaille pour Unilever. Département des ventes, gestion quotidienne du service. (1 an et demi). Démissionne (forme de burn out).

Décembre 2006 : Kunming (Yunnan). Veut y apprendre à cultiver des fleurs pour en faire son métier. Ne trouve pas d'emploi.

Janvier-février 2007 : Ville natale dans le Heilongjiang. Chômage pendant nouvel an chinois.

Mars 2007 : part pour Laizhou (Shandong). Ne trouve pas d'emploi donc part à Qingdao. Travaille comme organisatrice d'activités en extérieur jusqu'en juin 2007. Démissionne car ne son emploi ne correspond plus à ce pour quoi elle a été engagée.

Juillet 2007 : Part pour Lingyuan dans le Liaoning, ville des fleurs. Ne trouve pas emploi.

Août 2007- Mars 2008 : Harbin, fait du commerce international, 8 mois.

Mars 2008 – Juillet 2008 : Shenzhen secrétaire dans un hôtel pendant 3 mois. Licenciée du fait de la crise économique

Juillet 2008 – décembre 2008 : Suifenhe (Heilongjiang). Chômage.

Février 2009 : Xi'an. Sans emploi

Mars 2009 : Mongolie intérieure. Formation à un métier relatif à calligraphie. Arrête du fait de « dilemmes moraux » (malversations de la part des moines qui l'embauchent).

Avril 2009 : Nankin. Autre formation sur métier traditionnel. Ne reste pas.

Mai – décembre 2009 : Xi'an. Chômage et au milieu un mois à travailler dans une entreprise de publicité.

Mars-mai 2010 : Trouve un emploi dans une entreprise qui l'envoie dans une usine de Zhengzhou. Formatrice dans une usine (2 mois)

Juin-Juillet 2010 : L'entreprise l'envoie à Taiyuan. Formatrice dans une usine (2 mois). Démissionne du fait de conditions sanitaires exécrables.

Août 2010- Juillet 2012 : Travaille dans des ONG (2 ans) à Shenzhen

Eté 2012 – début 2013 : Formation. 5 mois. Shenzhen.

Février 2013 : arrivée à Pékin. Chômage

Août 2013 – courant 2014 : emploi dans la vente à Pékin.
2014 : retourne dans le Heilongjiang, et travaille dans le commerce international.

Extraits de l'entretien quant à ce parcours professionnel émaillé de nombreuses démissions

« J'ai démissionné en décembre 2006 parce qu'Unilever c'est quand même très grand. Il y a beaucoup de choses à y faire. Pour dire la vérité, c'était plutôt pesant : j'avais beaucoup de choses à faire, je travaillais presque tout le temps, j'étais exténuée. Depuis le début je n'avais pas fait d'erreurs, donc le manager voulait que je reste. Mais moi j'avais l'impression que je ne pouvais pas continuer ainsi. Il voulait me mettre sur un autre poste. Peut-être que cela aurait été plus relax. Je ne sais pas. Puis il m'a demandé de rassembler des documents pour montrer que le manager d'avant n'était pas bon. Même si je n'ai travaillé que trois mois avec ce nouveau manager, un temps donc relativement court, je n'ai pas réussi à le suivre dans ses méthodes de travail, et dans tout ce qu'il fallait faire. Je ne m'en sortais pas, tout simplement. Chaque jour me paraissait insurmontable. Et puis je n'avais pas de collègue à mon niveau, juste ce manager au-dessus de moi, seule dans mon secteur. J'ai essayé de changer de secteur à Unilever. Je suis allée dans les services. J'ai travaillé là-bas pendant un mois. Mais je n'ai pas réussi. Peut-être

parce que je n'ai pas réussi à prendre en main assez vite ce type d'emploi. Tous les jours quand il fallait partir au travail, j'avais l'impression d'avoir des vertiges. Tous les jours il fallait que j'aille dans des supermarchés qui vendaient des produits Unilever, comme Carrefour ou Wall Mart par exemple. A Shenzhen à l'époque il y avait 5 supermarchés Carrefour et 8 Wall Mart. A chaque fois que j'allais dans ces supermarchés, je ne savais pas où étaient les produits Unilever, je ne m'en rappelais jamais, et ça changeait tout le temps. Ce mois-là pour moi a été catastrophique. Donc au début du deuxième mois je lui ai dit que je n'y arrivais pas. Qu'il fallait peut-être que je fasse quelque chose de nouveau. Mais il a continué à me demander les mêmes choses et me dire de me battre parce qu'à l'époque dans le département d'Unilever dans lequel on était c'était quasiment la guerre. Certains me disaient de faire des choses, mais je n'en avais aucune idée, alors je ne les faisais pas, je ne pouvais les faire. Donc le manager n'était pas satisfait. Mais comment aurais-je pu faire des choses qu'on ne m'avait pas expliquées auparavant ? J'ai eu l'impression de ne servir à rien pendant ce mois. Pourtant j'ai obtenu mon salaire. C'était dur, j'avais l'impression de ne pas avoir assez de connaissances sur l'espèce humaine, je ne les comprenais plus. Je me suis dit que je n'avais vraiment pas les moyens de travailler avec ces personnes dans ce genre de conditions. Donc j'ai démissionné. (…)

Après j'ai voulu m'intéresser au secteur horticole. Au vu de mon expérience professionnelle précédente, j'avais l'impression de ne pas être capable de travailler avec des humains, alors peut-être que si je passais aux végétaux cela serait plus simple pour moi. Je suis allée voir des professionnels du secteur. Les premiers m'ont dit que c'était trop tard pour moi, les seconds qu'ils ne pouvaient me faire confiance. Pour eux j'étais une flemmarde. Mais j'avais vraiment envie de faire ce métier. Pendant une semaine ainsi je ne savais vraiment plus quoi faire, j'étais abasourdie. Puis une amie m'a dit, OK, tu viens dans notre entreprise. C'était une entreprise qui faisait des tuyaux en PVC. Bien sûr je suis une enfant unique, donc tous les hivers je rentre chez mes parents pour le nouvel an chinois. C'était le moment de rentrer, donc je suis partie de Kunming pour remonter dans le nord chez mes parents. En rentrant je me suis rendu compte que Kunming c'était vraiment trop loin de chez mes parents. Il fallait d'abord que j'aille de Kunming à Canton (1400 kilomètres), puis de Canton à Harbin (3400 kilomètres). Une fois arrivée à Harbin, il neigeait beaucoup. J'ai donc dû prendre un train particulièrement lent, pendant plus de dix heures. C'était vraiment trop long. On était en 2007. Une fois le nouvel an fini c'était le mois de mars. Je suis partie pour Qingdao, dans le Shandong. Je suis allée là-bas parce que j'avais une camarade de l'université qui venait de là-bas. Je suis donc d'abord allée dans sa ville natale (Laizhou). (…) Je me suis rendu compte que les agences de tourisme et de

voyage étaient vraiment petites là-bas. De plus, pour la plupart on pouvait y trouver une place grâce à des relations (guanxi). Sauf que dans cette ville moi je n'avais vraiment aucune relation. Mon amie m'a dit de partir, que je ne pouvais rester dans cette ville, je n'y avais pas de relations, cela ne servait à rien, qu'il fallait que j'aille à Qingdao. Alors je suis allée à Qingdao. (…) Je cherchais des structures liées au tourisme. J'en ai trouvé une, au sein d'un hôtel, leur agence de voyage. Je devais d'abord faire une formation là-bas. Cela devait durer trois à quatre jours. Mais à ce moment-là, dans le journal, j'ai vu une autre annonce de recrutement. C'était une structure qui faisait des activités en extérieur. J'étais vraiment très intéressée. J'ai donc déposé mon CV. Ils m'ont répondu. Après l'entretien d'embauche, ils étaient vraiment enthousiastes et voulaient que je travaille pour eux. J'étais vraiment contente, donc j'ai démissionné de l'emploi que je venais juste de trouver. La patronne de ce premier emploi m'a dit que j'avais plutôt intérêt à bien considérer mon choix parce qu'eux me fournissait la nourriture et le logement. Mais j'ai dit qu'il y avait un problème chez moi et qu'il fallait donc que je rentre. Ensuite je suis donc allée dans cette deuxième entreprise. (…) Après deux mois il a commencé à faire extrêmement chaud à Qingdao. En juillet on crevait. On ne pouvait donc plus faire les activités en plein air. Donc le patron m'a demandé de faire des ventes, de passer des coups de fil, de discuter avec les clients. Je passais alors mes journées au téléphone à essayer de démarcher des clients, en appelant des entreprises pour savoir si elles n'auraient pas besoin de nos services. J'avais l'impression de faire de la pub. Ce genre de travail. Ça a été de mauvaise influence sur moi. Je ne savais toujours pas ce que je voulais faire, mais je crois que je souhaitais avoir un travail un peu mieux quand même. (…)

En juillet j'ai décidé que ce travail ne me convenait pas. J'ai démissionné. Je suis allée dans le nord-est de la Chine, dans un endroit qui s'appelle Lingyuan. C'est la capitale des fleurs du nord de la Chine. J'avais encore en tête l'idée de cultiver des fleurs. A chaque fois que je n'arrivais pas à communiquer avec les hommes, je me disais que je m'en sortirais peut-être mieux avec des végétaux. (…) Je n'ai pas trouvé d'emploi. J'ai ensuite rencontré quelqu'un qui m'a dit que comme je parlais russe, il valait mieux que je retourne dans les parties de la Chine où on parle russe. Il m'a donc conseillée de retourner à Harbin. (…)

J'ai travaillé dans une entreprise qui fait du commerce international, notamment avec la Russie. Moi j'étais en rapport avec les usines. Ils produisaient en Chine et ensuite les produits partaient pour la Russie. J'ai fait cela pendant six mois. (…)

A ce moment-là, notre entreprise a ouvert un bureau à Shenzhen, donc on est parti avec mon copain tous les deux à Shenzhen. C'était en mars 2008. On est resté seulement trois ou quatre mois à Shenzhen parce qu'en 2008 c'était la crise financière. Et à nouveau, on est rentré dans le Heilongjiang. Cette fois on n'est pas allé à Harbin mais à Suifenhe. A Shenzhen je n'avais pas pu continuer à faire du commerce international. J'étais donc allée travailler dans un hôtel, comme secrétaire des personnes chargées du maintien de l'ordre. C'était un ami qui m'avait présentée pour faire ce travail. Suifenhe n'est pas loin de Vladivostok, juste en face. On pensait pouvoir se faire embaucher pour faire du commerce international là-bas. Mais en fait, seul lui a trouvé du boulot là-dedans, mais je n'ai jamais réussi et je n'ai donc pas travaillé quand on était là-bas. (…)

Quand je travaillais à Shenzhen en tant que secrétaire, j'avais rencontré une autre secrétaire. Elle était devenue une très bonne amie, alors même que nous n'avons été que pendant trois mois dans la même ville. A ce moment-là je l'ai recontactée. Elle m'a dit qu'il ne fallait pas que je reste seule à la maison sans rien à faire. Elle aussi venait de démissionner, et m'a proposé de la rejoindre à Xi'an. Je n'avais rien à faire à la maison, j'allais sûrement me séparer. J'y suis donc allée. A Xi'an. Là je me suis dit que je pouvais peut-être tenter ma chance avec du travail plus manuel. (…)

Il y un atelier et entreprise qui formait à du travail manuel de gravure sur jade un pas trop loin de là où mes parents habitent. J'ai donc voulu aller voir ce que cela donnait. C'était dans le Liaoning. Mais c'était un peu la catastrophe, très sale, très bruyant, et puis ils n'avaient pas de place pour moi. Je suis donc repartie. (…)

J'ai trouvé un autre endroit, c'était en Mongolie Intérieure. J'ai fait cela pendant 20 jours. J'ai appris certaines choses. Mais je me suis aussi rendu compte de certaines choses que je n'arrive toujours pas à comprendre. Ainsi, il y avait quelques moines d'un temple qui faisait parfois de la calligraphie. Ensuite ils les vendaient environ 70 yuans. Les moines habitaient tous dans un super hôtel. Là-bas il y avait des femmes qui faisaient des choses louches, bizarres, avec les moines. J'avais vraiment du mal à comprendre pourquoi je travaillerai pour ces gens. Je me suis dit que si à ce moment-là je choisissais cette spécialité, je ne voyais pas comment par la suite j'allais réussir à vivre et à travailler dans ce genre d'environnement. C'est sûr qu'auparavant je n'avais pas non plus une grosse culture concernant la religion, mais il me semblait quand même que la religion ne devait pas être ainsi. En plus là-bas on n'avait aucun moyen pour discuter avec eux, il fallait seulement travailler, toujours travailler, sans s'arrêter

de toute la journée. En faisant les tâches les plus simples, et seulement celles-ci. A peine fini on n'avait qu'une seule envie, dormir et encore ils nous réveillaient très tôt le lendemain matin et on recommençait, inlassablement. Donc je suis à nouveau partie. (…)

C'était une période assez difficile durant laquelle je n'avais pas de revenu. J'utilisais mes économies. A Nankin j'ai à nouveau étudié pendant une vingtaine de jours. A nouveau cela n'avait rien à voir avec ce que j'imaginais. Je pensais que ces gens dont le métier était lié à la calligraphie seraient plutôt intéressants, cultivés. Mais ils faisaient cela uniquement pour gagner de l'argent. Ils n'en avaient rien à faire de la culture, de l'art. Je ne dis pas que ce n'est pas bien, c'est juste qu'à nouveau cela ne correspondait pas du tout à ce que j'avais imaginé. J'avais encore une fois l'impression d'être dans un monde où je ne comprenais rien, où j'étais un peu seule. J'ai arrêté assez rapidement. (…)

Je suis repartie vers Xi'an. Je suis restée à Xi'an, je n'avais envie de rien. J'étais exténuée, j'en avais marre. Et je ne savais toujours pas ce que j'avais envie de faire comme travail. Chaque mois je dépensais 1000 à 1500 yuans, j'avais un niveau de vie très bas. Ça allait encore parce que j'avais une amie là-bas. J'ai vécu ainsi six mois, jusqu'à la fin de l'année. Parfois je faisais quelques trucs, j'allais à des salons de l'emploi. Il y avait quelques entreprises de publicité. Je me suis dit que dans ces entreprises les gens devaient être plutôt dynamiques, donc j'ai déposé un CV. Ils m'ont embauché. J'ai travaillé un mois ainsi, puis j'ai démissionné. (…)

Je suis rentrée dans le nord pour le nouvel an. Puis je suis revenue à Xi'an le 8 mars, ou le 18 je ne me rappelle plus bien. Le lendemain je suis allée à un salon de l'emploi. J'ai mis un tailleur, et j'ai trouvé un boulot. C'était pour une entreprise qui a 28 usines dans toute la Chine. J'étais employée pour faire de la formation, c'est-à-dire dans un secteur d'activité qui me plait. Le salaire n'était pas haut. A peine plus de 2000 yuans. Il fallait aller travailler à Zhengzhou. Là-bas le niveau de vie n'est pas très élevé non plus. Et puis l'usine me fournissait le logement, j'habitais dans l'usine. L'usine n'était pas forcément ce à quoi j'avais pensé comme direction de mon développement, mais le secteur de la formation c'est vraiment un domaine qui me plait, donc même s'il fallait quitter Xi'an pour aller dans une autre ville, j'étais prête à le faire. Je suis allée à Zhengzhou, j'y ai travaillé pendant deux mois. Je trouvais ça pas mal du tout. Mais après deux mois, il a fallu partir à Taiyuan pour y travailler. Ils venaient d'y construire une usine. L'usine était même encore en construction. A Taiyuan, le temps c'est vraiment une catastrophe. La qualité de l'air y est détestable, il vente toujours, c'est effrayant. A cause du vent il y avait

toujours de la poussière des usines dans l'air. Des fois il y avait tellement de vent que je n'arrivais même pas à pousser la porte pour sortir de ma chambre. Je ne pouvais pas sortir. Régulièrement, cela avait beau être en pleine journée, mais il faisait sombre, presque nuit à cause de toute cette poussière dans l'air. La table sur laquelle je travaillais, il fallait que je l'essuie toutes les heures et alors j'avais un bon tas de poussière au bout de mon bureau. Et ce tas je le renouvelai toutes les heures. Toutes les heures c'était plusieurs centimètres de poussière. On devenait noirs. L'usine n'était pas terminée. La gestion était complètement désorganisée. J'ai essayé de tenir, mais à un moment je me suis rendu compte que je commençais à avoir des difficultés respiratoires. J'ai une nouvelle fois pensé à la démission. Comme je faisais de la formation, je suis devenue assez familière de la recherche sur internet et j'ai trouvé de nombreuses informations très pratiques. (…)

Début août 2010, je suis allée pour la troisième fois à Shenzhen. Je suis allée participer à quelques activités organisées par des ONG. J'ai travaillé ainsi dans ce secteur pendant un peu moins de trois ans. Ensuite j'ai été dans une association qui travaillait sur les discriminations vis-à-vis des handicapés. A partir de juillet 2012, j'ai commencé à me dire que mon travail était dans un système trop vague et immense. Et puis pendant tout ce temps, mon salaire était vraiment bas. Parfois 2000, parfois 3000 yuans par mois. Et puis j'avais quelques questions concernant l'éthique de ce que je faisais. (…) »

Elle quitte quelques mois après son poste et la ville de Shenzhen, rejoignant Pékin en espérant pouvoir s'engager à nouveau dans un secteur professionnel lié à la défense des droits. Durant cette période, elle n'a pas les ressources financières suffisantes pour se payer un appartement et « loue donc un canapé dans le salon d'un appartement pour 500 yuans par mois » (environ 60 euros). Au bout de quelques mois, la situation est trop compliquée, Mengzhi reprend un emploi dans la vente. A ce moment-là, nous continuons à la retrouver pendant plusieurs mois lors de certaines activités, conférences, réunions au sein de différents espaces et organisations à Pékin consacrés à la défense des droits. Elle disparaît ensuite, d'abord car, travaillant de plus en plus pour gagner un salaire décent, elle n'a plus de temps à consacrer à d'autres choses. Puis, quelques mois après encore, elle nous indique être rentrée non loin de chez ses parents pour « occuper un poste dans le commerce international avec la Russie, et me marier. Mes parents sont dans l'intranquillité par rapport à ça. Ça fait des années, j'ai résisté, mais il faut que je rentre dans le rang, et que je mette un peu de stabilité économique et familiale dans ma vie. »

Annexe 4 : Documents complémentaires concernant les événements cités en introduction

Photo des groupes de soutien émanant d'étudiants de grandes universités chinoises

Source : photo issue du compte Twitter de soutien aux ouvriers. (https://twitter.com/2b0bKXcWuXpoNbb)

Sur les banderoles

Second rang, de gauche à droite

« Groupe de soutien, Université de Pékin »

« Groupe de soutien, Université des langues et cultures de Pékin »

« Groupe de soutien, Université Renmin »

Premier rang, de gauche à droite

« Groupe de soutien, Université Nankai ».

« Rendez-nous Mengyu, rendez-nous les camarades des groupes de soutien, rendez-nous les collègues ouvriers ».

« Groupe de soutien. Université de pharmacie et de médecine chinoise de Nankin »

Nom	Qualité	Arrestation
MI Jiuping 米久平, M	ouvrier de JASIC	accusé au pénal et en attente de procès depuis juillet
YE Juncong 金浚聪, M	ouvrier de JASIC	accusé au pénal et en attente de procès depuis juillet
LIU Penghua 刘鹏华, M	ouvrier de JASIC	accusé au pénal et en attente de procès depuis juillet
LI Zhan 李展, M	ouvrier de JASIC	accusé au pénal et en attente de procès depuis juillet
FU Changguo, M	employé du Dagongzhe Worker Centre	arrêté en août, accusé de « troubles à l'ordre public », toujours en attente de procès
GU Jiayue 顾佳悦, F	diplômée de l'université de Pékin	en résidence surveillée depuis août
XU Zhongliang 徐忠良, M	diplômé de l'université des Sciences et Technologies de Pékin	en résidence surveillée depuis août
YUE Xin 岳昕, F	diplômée de l'université de Pékin	victime de disparition forcée depuis août
ZHENG Yongming 郑永明	diplômé de l'université d'agriculture de Nankin	en résidence surveillée depuis août
YANG Shaoqiang, M	diplômée de l'université de Sciences et Technologies de Pékin	en résidence surveillée depuis août
SHEN Mengyu 沈梦雨, F	diplômée de l'université Sun Yat-Sen de Canton	victime de disparition forcée depuis août
SHANG Kai 尚恺, M	rédacteur du site "Chine rouge"	arrêté dans les bureaux du site le 24 août
TANG Jialiang 唐家梁, M	diplômé de l'université de Pékin en Master à l'Institut de Technologie de	arrêté sur le campus en septembre
LIANG Xiaogang 梁晓刚, M	militant ouvrier	arrêté à Shanghai le 9 novembre
HE Pengchao 贺鹏超, M	diplômé de l'université de Pékin, fondateur du Qing Ying Dreamworks	arrêté à Pékin le 9 novembre 2018
WANG Xiangyi 王相宜, F	diplômée de l'université de Pékin, fondatrice du Qing Ying Dreamworks	arrêté à Shenzhen le 9 novembre 2018
KANG Yanyan 康妍妍, F	employée du Qing Ying Dreamworks Social Worker Center	arrêtée à Shenzhen le 9 novembre 2018
JIAN Xiaowei 简小薇, F	employée du Qing Ying Dreamworks Social Worker Center	arrêtée à Shenzhen le 9 novembre 2018
WANG Xiaomei 王小妹, F	employée du Qing Ying Dreamworks Social Worker Center	arrêtée à Shenzhen le 9 novembre 2018
HOU Changshan 侯长珊, F	employée du Qing Ying Dreamworks Social Worker Center	arrêtée à Shenzhen le 9 novembre 2018
HE Xiumei 何秀梅, F	soutien du Qing Ying Dreamworks Social Worker Center	arrêtée à Shenzhen le 9 novembre 2018
ZOU Liping 邹丽萍, F	employée de syndicat de base	arrêtée à Shenzhen le 9 novembre 2018
LI Ao 李奥, M	employé de syndicat de base	arrêté à Wuhan le 9 novembre
ZHANG Shengye 张圣业, M	diplômé de l'université de Pékin	arrêté à Pékin le 9 novembre
SUN Min 孙敏, F	diplômée de l'université de Pékin	arrêtée à Canton le 9 novembre
ZONG Yang 宗扬, M	diplômée de l'université de Pékin	arrêté à Pékin le 9 novembre
ZHENG Yiran 鄭伊然, F	diplômée de l'université des langues étrangères de Pékin	arrêté à Pékin le 9 novembre
LÜ Daxing 吕大兴, M	diplômé de l'Université des Sciences et Technologies de Nankin	arrêté le 9 novembre à Pékin
LI Xiaoxian 李笑仙, F	diplômée de l'université de médecine chinoise de Nankin	arrêtée à Pékin le 9 novembre 2018
TANG Xiangwei 唐向伟, M	représentant ouvrier, ancien ouvrier de JASIC	arrêté à Wuhan le 11 Novembre
ZHENG Shiyou 郑时友, M	militant ouvriers	arrêté à Wuhan le 11 Novembre

Annexe 5 : L’avocat Xia de la ville du baozi – Texte original

包子城的夏律师

1

在东方有一座包子城，所有人只能吃一种食物。没错！你猜对了——那就是包子。其他食物，一律禁止！

包子城的所有包子都由菜刀集团供应。包子馅的成分是个秘密，既不是猪肉白菜，也不是牛肉大葱，而是叫做“馅正”。至于这馅的味道嘛——还真有些难以形容。有人说像男孩子的球鞋垫，有人说像女孩子的黏鼻涕，有人说像小狗的哈喇子，还有人说像小猫的痴抹糊。其实，菜刀集团唯一的秘方，就是一条陈年腊肉。这腊肉吊在中央厨房，每隔一段时间，就被下割一片儿来提味儿。

吃多了包子（尤其是鞋垫味儿的），人们也想换换口味，尤其是那些公认好吃的东西，比如红烧肉、炸鸡腿、羊肉串、蔬菜色拉.....可是菜刀集团声明：

包子城人民坚决反对普世口味！

坚决吃包子城特色口味包子！

而且，菜刀集团的菜刀，总是磨得雪亮。那些不听话的人，没准会忽然失踪。（第二天的包子馅儿也会忽然多出些肉星。）

于是人们每天继续低头吃包子。当然，吃之前，他们会先从“馅正”中挑出玻璃碴儿、指甲牙儿和头发丝儿。

2

包子城住着一位夏律师。他这个行当可不好做，因为包子城法律——正如他们的谚语所说——你永远不知道会吃到什么馅儿。不过这难不倒夏律师。他最大的本领，就是判断包子城什么时候有法律。有法律的时候，夏律师就帮人打官司。没法律的时候，他就喝茶、抽烟、玩斗地主。凭借这个本领，夏律师三番五次地从菜刀下救出人命，但这也让菜刀集团对他记恨在心。

终于有一天，菜刀集团的人冲进他家，用两把明晃晃的菜刀把他押走了，罪名是：搅乱馅正。

这可急坏了夏律师的三位朋友。他们聚在一起，商量对策。夏律师的第一位朋友是英杰。他以前是个小贩，每天推着小车，走街串巷卖杂货。菜刀集团的爪牙喜欢欺负人，他们两次抢走他的小车。第三次，英杰跪地求饶，他们依然充耳不闻。英杰气不过，扭打起来，意外刺死一人。夏律师主动为他辩护，找到法律依据，保住英杰一条命。

夏律师的另一位朋友是玉娇。她曾是 KTV 服务员。一天，两个菜刀集团的小头目把她逼到墙角，要侵犯她。他们用一叠钞票扇她的脸，说：“你不就是要钱吗！老子用钱砸死你！”然后就开始动粗。玉娇又羞又愤，乱中摸到一把小刀，一阵乱刺，刺死一人。夏律师闻讯赶去，找到关键物证，为她争取到免刑。

夏律师的第三位朋友是神秘的闪电侠。他的真实身份是个秘密，人们只知道他总是赶去扶危救难，快如闪电。传说他曾驱车千里，解救无辜被囚的好人，秘密将他送去汉堡城。为了夏律师，他再次迅速赶到。

三人见面商议。英杰说："夏律师是我救命恩人，为了救他，我愿意赴汤蹈火。可我只是一个走街串巷的小贩，没钱没权，拿什么和菜刀集团对抗？"玉娇说："我没本事，只是个服务生，帮不上夏律师，只能干着急。"三人在沮丧中沉默。

忽然，闪电侠眼神发光地说："我有一个主意！"三人把头凑在一处，小声商议起来。

3

很快，审判的日子到了。晨雾中，法院大门紧闭。菜刀集团有令：不准旁听。凡闹事者，停止供应包子 37 天！

然而随着晨雾逐渐散去，法院前的广场上，出现了三五成群的人们。闪电侠开着车，还在从城中各处接人过来。法院开门前半小时，广场上竟然聚集了五六百人。有些是夏律师的朋友，更多的只是关心他的陌生人。

这时，英杰和玉娇推着卖货小车走进了人群。小车上的帘子一掀开，所有人都欢呼起来。原来车上装满了好吃的东西，其中最吸引人的是炒瓜子和老妈蹄花。

瓜子是爱喂喂送来的。他是夏律师的朋友。平时偷偷栽种、炒制了这些瓜子。他说他的瓜子粒粒精美，简直是艺术品！老妈蹄花是四川的朋友坦作人送来的。他杀了几头家里私养的肥猪，按照祖传的方法，熬制了蹄花。

人们好多年没见过这样的美食了，闻着瓜子和蹄花的香气，不禁直咽口水。英杰和玉娇赶紧把食品发给每个人，身手麻利。毕竟，这是他们的老本行。

此时，人们也从自己的口袋里拿出各式各样的零食，发给周围的人。炒黄豆、银杏果、芦苇根、地瓜干、花生米、杏仁，甚至还有小糖块。原来人们早得到闪电侠的吩咐，带上了家里的“黑粮食”——在包子城，谁家没有一些“黑粮食”呢？

还没等菜刀集团反应过来，一场大聚会就开始了。大家吃着、聊着，开怀大笑。他们聊起小时吃过的美味，聊起其他城市的美食，不禁一边聊，一边吞口水。

忽然，法院铁门徐徐打开。治安队的几百把明晃晃的菜刀涌了出来，包围了人群。一时间，广场寂静，只剩下两群人目光碰撞的声音。他们都很忐忑，因为所有人都不知道，接下来会发生什么。相较而言，被包围的人群忐忑倒是更少一点，因为他们所有人都确信：他们再也不想吃菜刀集团的包子了！

治安队里有一位年轻的菜刀手，他看着人们手中的炒瓜子，忍不住吞了一口口水。口水流经他的喉结，声音异常清晰。他身边的五六个人都听清了，法院广场的人都听清了，整个包子城的人都听清了。紧接着，包子城里的所有人，同时吞了一口口水。那声音在包子城的大街小巷里回荡。人们这才意识到，自己已经太久没吃一顿好饭了。

多年以后，当包子城的人们回忆起这个早晨，他们会说：想不到，我就这样参与了瓜子革命。

Annexe 6 : Page 10 du Quotidien de la jeunesse de Chine du 27 avril 2016. La moitié basse de la page est l'article concernant « l'espace de jeunes ».

CYOL.COM

9

冰点周刊

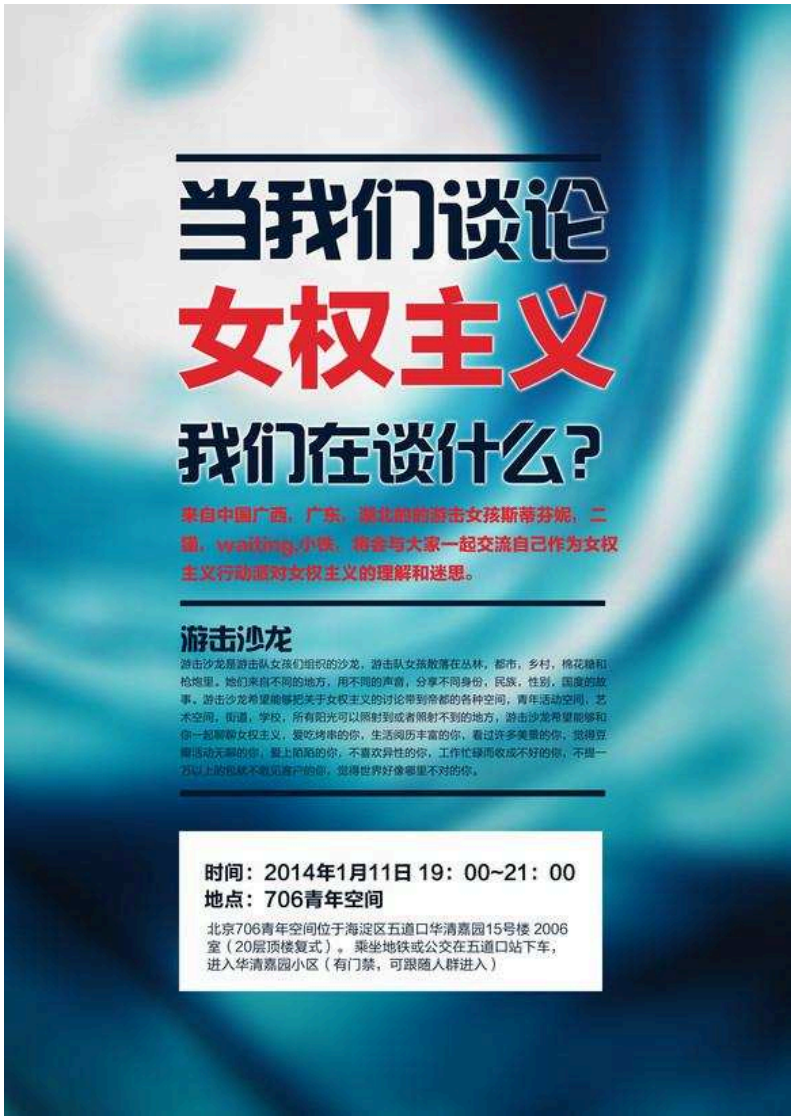
九旬老人当村官能否扛起反腐期待

"宇宙中心"的一家青年旅社，房客组成自治委员会——

群居生活的民主练习

Annexe 7 : Affiche annonçant une soirée sur le féminisme

Présentation d'une soirée durant laquelle sont invitées quatre militantes féministes. Le titre (les trois premières lignes – en gros caractères -) est : « Quand nous parlons de féminisme, de quoi parlons-nous ? »



Annexe 8 : Affiche faite à l'occasion de l'intervention d'un militant du mouvement LGBT taiwanais

Le titre de l'événement est « les droits de l'amour ». L'intervention avait porté sur l'histoire et l'actualité du mouvement de lutte contre les discriminations à l'encontre des personnes homosexuelles à Taiwan, mettant en scène les représentations des différentes actions collectives menées.

Tables des matières

Sommaire **1**

Introduction générale **3**

Première partie : Jeunes qualifiés, contexte sociopolitique et politisation **19**

Chapitre 1 : Espaces, temps de l'enquête et dispositif méthodologique **21**

1. Entrées sur le terrain, espace et discontinuité politique en Chine 23

1.1. Présentation des terrains, réseaux d'espaces et d'informations 23

1.2. Espace et discontinuité politique en Chine 27

1.3. Entrée sur les terrains et contexte postsocialiste 31

1.3.1. Frontières physiques et symboliques 31

1.3.2. Rapidité des changements et approche ethnographique 35

2. Entretiens biographiques, récit de soi et processus de subjectivation en contexte chinois 38

2.1. Processus de subjectivation et accès au récit de soi 38

2.2. Esquisses de récits de ville, bribes d'entretien en espace 40

3. Emotion, narrativité biographique et reconnaissance 47

3.1. Narrativité biographique, affectivité implicative et émotions 52

3.1.1. Affectivité implicative et narrativité biographique 52

3.1.2. Emotion et processus d'individuation 54

3.2. Emotion et enjeu de reconnaissance par les pairs 56

3.2.1. Emotions, effets de cadrage et reconnaissance 56

3.2.2. Violences symboliques, sociales et reconnaissance située 58

4. Prendre place sur le terrain 61

4.1. Concomitance de terrains « proches » et de terrains « lointains » 61

4.2. Savoir incarné et corps situé 65

4.3. Restitution formelle et informelle 69

4.3.1. Restitution informelle et co-construction du savoir 69

4.3.2. Restitution formelle et prise en compte de la sensibilité 71

Conclusion du chapitre 1 73

Chapitre 2 : Etat autoritaire et régimes de méfiance 75

1. Autoritarisme démocratique, « régimes partiels de régulation » et « Etat distendu » 77

1.1. Contexte autoritaire et « régimes partiels de régulation » 77

1.2. Etat distendu et « gouvernance par la communauté » 80

1.2.1 Initiatives locales et tentatives de normalisation publiques 83

1.2.2. Acteurs politiques, profanes et élargissement du champ des « dicibles » 85

1.3. Espace politique et internationalisation des échanges 86

2. Pluralité des régimes de méfiance, jeunes diplômés et « modernité compressée » . 91

2.1. Régimes de méfiance et régimes de confiance 91

2.2. « Modernité compressée » et civisme situé 93

3. Médias, production de l'incertitude informationnelle et imposition de temporalités politiques 97

3.1. Médias et production de l'incertitude 98

3.2. Imposition de temporalités politiques 102

Conclusion du chapitre 2 105

Chapitre 3 : Jeunesse, « déqualification structurale » et politisation 107

1. Histoire et poids politique du terme « jeune » en Chine 109

1.1. Enjeu politique, héritage historique et socialiste et continuité de la politisation 110

1.1.1 Le mouvement du 4 mai (wusi yundong 五四运动) 110

1.1.2. Jeunes et maoïsme 112

1.1.3. Tian An'Men et sa suite 113

1.2. Production et critique de la catégorie de « 80 hou » (80 后) 117

2. Massification de l'enseignement supérieur et déqualification structurale..... 120

2.1. Massification de l'enseignement supérieur et mobilité sociale ascendante 120

2.2. De la difficile évaluation du chômage des diplômés 128

2.3. Marché du travail et stratégies individuelles..... 132

3. Enjeu de bien commun et processus de politisation 140

3.1. Processus d'individuation et ambivalence des rapports familiaux 141

3.2. Formation d'un public et « processus de politisation » 143

3.3. Montée en généralité et positions clivantes 144

Conclusion du chapitre 3 148

Deuxième partie : Contrôle gradué, ordre normatif négocié et production d'« espaces intermédiaires » 149

Chapitre 4 : Contrôle gradué, espace négocié et pratiques discrètes 151

1. Contrôle gradué et espace négocié 153

1.1. L'espace négocié des organisations sociales 153

1.2. Tolérés, encadrés, surveillés : un contrôle gradué 156

2. Pratiques et formes discrètes 163

2.1. Pratiques déclarées et pratiques discrètes 164

2.2. Pratiques du détour, frontières du dicible et textes cachés..... 166

2.3. Brouiller les pistes, pratiques discrètes en situation 175

3. Rapport sélectif aux pratiques de l'espace et plasticité de frontières 183

3.1. Habitat collectif, espace privé et émotionnel 183

3.2. Espace privé et espace public..... 188

Conclusion du chapitre 4 193

Chapitre 5 : Aspirations culturelles, cosmopolites, « sens du juste » et production « d'espace intermédiaire » 195

1. « Espace de jeunes » et production d'espace social et physique symbolique 197

1.1. « Ville globale » et aspirations culturelles 198

1.2. Esthétique cosmopolite et espace symbolique différencié 205

2. « Sens du juste », ordre normatif démocratique et conventions situées 216

2.1. Ordre négocié et sens du « juste » 216

2.1.1. Promotion d'un cadre normatif « démocratique » 217

2.1.2. « Sens du juste » et homologie d'ordre normatif 221

2.2. Construction de conventions, régime de confiance et de l'accord 223

2.3. Détournement, négociation, mise à distance de normes majoritaires... 229

Conclusion du chapitre 5 235

Troisième partie : Etat autoritaire, figures temporaires de civisme et espace public ... 237

Chapitre 6 : Mobilités professionnelles et figures temporaires de civisme 239

1. Capitalisme global et mise en mobilité professionnelle..... 241

1.1. Contexte économique et mise en mobilité des trajectoires professionnelles 241

1.1.1 « Beipiao 北漂 » et injonction à la mobilité spatiale et professionnelle 241

1.1.2. Mobilités professionnelles qualifiantes et disqualifiantes..... 245

1.2. Bénévolat, multiplication des activités et continuum professionnel 248

2. Expériences professionnelles et fabrique des problèmes publics 253

2.1. Expériences privées, arènes de narration et fabrique des problèmes publics 253

2.2. Expériences individuelles, problèmes sociaux et problèmes publics ... 255

3. Typologie des figures du « civisme ordinaire » 258

3.1. Figures militantes et carrières de militants 258

3.1.1. Intrusion des contraintes et rupture biographique 259

3.1.2. « Politisation sous contrainte », carrière militante et carrière professionnelle 264

3.2. Figures engagées du « civisme ordinaire » 270

3.2.1. . Aspirations d'engagement et logiques militantes 270

3.2.2. Politisation pragmatique et enjeu de bien commun 273

3.2.3. Tensions et négociations entre logique commerciale et logique militante 276

3.3. Figures temporaires du civisme ordinaire 278

3.3.1. Dilemme moral et bifurcation biographique.....278

3.3.2. « Configurations sociales affaiblissantes », acteurs profanes et prise de rôle autour d'une cause 283

3.3.3. Fragilité des engagements et possibilité de leur réversibilité 287

Conclusion du chapitre 6 290

Chapitre 7 : Figures du civisme ordinaire et action collective 291

1. Ressources individuelles, collectives et production d'acteur collectif.....293

1.1. Figures temporaires de civisme et agencement de ressources individuelles 293

1.1.1 Ressources politiques et « armes du faible » 293

1.1.2. Parenthèse dans l'emploi et ressources individuelles.....295

1.1.3. Contexte contraint et actualisation de ressources individuelles 298

1.1.4. Enjeu de l'éducation et ressources individuelles 300

1.2. Typologie d'espaces et circulation de ressources collectives 302

1.2.1. « Espaces de jeunes » et formation en « plateforme ».....303

1.2.2. Figures temporaires du civisme ordinaire et dialogues « d'espaces politiques » 304

1.2.3. « Espaces politiques » et circulation des savoirs dans un « espace transnational » 307

2. Action située du civisme et occupation temporaire d'un espace public.....310

2.1. Civisme militant et civisme ordinaire 310

2.2. Action située, localité civile et socialisation des pratiques.....312

Conclusion du chapitre 7 318

Conclusion générale.....321

Bibliographie **325**

Table des illustrations **349**

Table des figures **351**

Glossaire des termes parfois conservés en chinois dans la thèse **353**

Annexes **359**

Tables des matières **387**

Résumé

En Chine, les enjeux liés à la mobilisation, l'engagement, la politisation et l'action collective sont sensibles. Ils sont saisis, de façon contemporaine, notamment autour des mobilisations de propriétaires, ou concernant l'opposition à des projets locaux, particulièrement en lien avec des enjeux de défense de l'environnement, de santé et d'écologie. A un autre bout du spectre des mobilisations politiques se retrouvent les enjeux de dissidence, donc de mobilisation frontale, et de leur quasi-impossibilité dans le contexte actuel. Cette thèse vise à penser la production de pratiques discrètes du politique, à partir d'engagements de jeunes qualifiés et dans une conception interactionniste du pouvoir. Nous entendons montrer comment, dans un contexte d'autoritarisme négocié et de production de régimes partiels de régulation, apparaissent des pratiques et des formes d'associations de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur dans des « espaces intermédiaires ». A partir de politisations sous contrainte, les jeunes diplômés développent des compétences de mobilisation et des « savoir décaler » qui révèlent des formes de civisme temporaire et ordinaire.

Mots clés : autoritarisme négocié, civisme ordinaire, espaces intermédiaires, pratiques discrètes, jeunesse qualifiée, Chine

Abstract

In China, issues related to mobilization, commitment, political engagement and collective action are sensitive. They are considered, in a contemporary way, through landlord movements or opposition forces to local projects, particularly in connection with environmental, health and ecological issues. It is almost impossible for political dissidence, a form of frontal engagement that stands at yet another end of the political activism spectrum to exist in the current context. This thesis aims at showing how discrete practices of politics are being produced by analyzing the political engagement of qualified young people within the framework of an interactionist conception of power. We intend to demonstrate how, in a context of negotiated authoritarianism and partial regulatory regimes, higher education graduates create practices and forms of association in "intermediate spaces". Starting from constrained political engagement, young graduates develop mobilization and "shifting" skills that reveal new forms of temporary and ordinary civism.

Keywords: negotiated authoritarianism, ordinary civism, intermediate spaces, discrete practices, qualified youth, China